sous la direction de
vincent duclert, rémi fabre
et patrick fridenson

# avenirs et avant-gardes en france

## XIXe-XXe siècles

## hommage à madeleine rebérioux



éditions la découverte
textes à l'appui / série histoire contemporaine

sous la direction de
vincent duclert, rémi fabre
et patrick fridenson

# avenirs et avant-gardes en france XIX$^{e}$-XX$^{e}$ siècles

## hommage à madeleine rebérioux

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE
9 *bis*, rue abel-hovelacque
PARIS XIII$^{e}$
1999

Les auteurs tiennent à remercier Jacques Revel, président de l'École des hautes études en sciences sociales, et Marie-Christine Vouloir, du Service informatique de recherche, pour l'aide décisive qu'ils ont apportée à la réalisation de cet ouvrage. Leur reconnaissance va également à François Gèze et à Pascale Iltis qui ont permis qu'un projet devienne un livre.

Catalogage Électre-Bibliographie

Avenirs et avant-gardes en France, XIX$^{e}$-XX$^{e}$ siècles : hommage à Madeleine Rebérioux / éd. sous la dir. De Vincent Duclert, Rémi Fabre, Patrick Fridenson. – Paris : La Découverte, 1999. – (Textes à l'appui. Histoire contemporaine, ISSN 0768-1151)

ISBN 2-7071-3038-9

| | |
|---|---|
| RAMEAU : | Rebérioux, Madeleine |
| | France : histoire : 19$^{e}$ siècle |
| | France : histoire : 20$^{e}$ siècle |
| DEWEY : | 944.7 : France. De 1870 à nos jours |
| Public concerné : | Public intéressé |

# Les pratiques du monde

*par Vincent Duclert, Rémi Fabre et Patrick Fridenson*

Parler de l'avenir n'est pas aujourd'hui, pour des historiens, un geste banal. D'abord, en cette fin de millénaire, l'heure est au regard en arrière. Chaque jour, les radios, les télévisions, la presse écrite commémorent les multiples événements du XX[e] siècle qui s'achève et dont ces médias dressent une chronique foisonnante. Ensuite, la chute du mur de Berlin en 1989 et celle de l'URSS deux ans plus tard ont donné l'occasion de jugements péremptoires sur la « fin de l'histoire », c'est-à-dire l'intangibilité du capitalisme et du libéralisme et la vanité des révolutions. Enfin, beaucoup de pays industriels se sont engagés depuis trente ans dans l'étude, la cristallisation et la glorification de leur mémoire. Floraison de musées, création de chaînes de télévision thématiques sur l'histoire, célébrations nationales d'événements marquants, mais aussi controverses inépuisables sur la Seconde Guerre mondiale ou sur la guerre d'Algérie : la mémoire est devenue un « devoir », elle a ses « lieux » et ses « théâtres » et même ses « assassins »[1]. On voit bien quelles sources alimentent cette poussée de mémoire. En Allemagne, au Japon, en Suisse, en France et ailleurs les guerres et les totalitarismes du XX[e] siècle ont constitué pour les populations des épreuves de masse sur lesquelles les gouvernements et autres institutions n'ont pas voulu faire toute la lumière. Les grands mouvements politiques et syndicaux qui, à droite comme à gauche, tiraient argument de leur passé pour attirer à eux électeurs et adhérents ont perdu de leur force. La

1. Cf. P. NORA (dir.), *Les Lieux de mémoire*, 2[e] éd., Paris, Gallimard, 1997, et R. SAMUEL, *Theaters of Memory*, Londres, Verso, 1994. Et P. VIDAL-NAQUET, *Les Assassins de la mémoire*, Paris, La Découverte, 1987.

croissance économique s'est ralentie, le chômage a monté, les anciennes régions industrielles sont entrées en crise, mettant à bas les certitudes des trente glorieuses. La recherche de l'identité individuelle et collective a ainsi pris la suite de la quête de mémoire. L'essor de l'histoire orale, l'expansion des moyens audiovisuels et informatiques, les ressources nouvelles de la muséographie ont permis de réaliser des avancées sans précédent. Mais les historiens n'en ont pas pour autant isolé cette massive recherche de racines du débat sur l'évolution de leur propre méthode. Ils ont ainsi souligné que les traditions n'étaient pas une donnée immémoriale, mais bien au contraire une construction délibérée des hommes[2].

Cette quête du passé, y compris d'« un passé qui ne passe pas »[3], est nécessaire sans aucun doute. Elle n'est pas suffisante. Il nous a semblé opportun, dans ce livre, de mettre l'accent sur les visions de l'avenir et sur ceux qui cherchent à imposer la leur, les avant-gardes. Nous avons ainsi plusieurs objectifs en tête. D'abord réhabiliter l'idée de choix dans les sociétés contemporaines, face au discours omniprésent sur les contraintes et les continuités, sur le fatal et l'inéluctable. Cela ne signifie pas que les déterminations conscientes et inconscientes n'aient pas une place dans le processus de décision et d'innovation[4] ni qu'il ne soit pas possible de faire du neuf avec du vieux (comme le montre René Gallissot dans le présent volume). Les historiens ne croient pas beaucoup à la table rase. Mais il y a un espace de liberté, ou au moins une marge de manœuvre, face aux organisations et aux réseaux dominants, même en temps de guerre. En second lieu, nous souhaitons participer au mouvement qui chez les historiens s'intéresse aux exclus de l'espace public, aux minorités de toute sorte, aux dissidents, à ceux que les sociologues appellent les

2. E. J. HOBSBAWM et T. RANGER, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983. E. J. HOBSBAWM, *Uncommon People*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1998. Et du même Hobsbawm, sous pseudonyme, un bel exemple, celui du jazz : F. J. NEWTON, *The Jazz Scene*, 2e éd., Saint Louis, Da Capo, 1975.

3. E. CONAN et H. ROUSSO, *Vichy, Un passé qui ne passe pas*, 2e éd., Paris, Le Seuil, 1998.

4. Cf. R. CHARTIER, *A bord de la falaise*, Paris, Albin Michel, 1998, et la discussion entre Roger Chartier et Marcel Gauchet dans *Le Débat*, janvier-février 1999.

« marginaux sécants » et à ces minorités officielles mais souvent majorités numériques que sont les colonisés d'une part et les femmes d'autre part. Reprenant la très ancienne démarche de l'histoire de l'art, nous les voyons développer des visions de l'avenir alternatives à celles des orthodoxes et des puissants. Pensons à l'entrée du Musée d'Orsay : les peintres pompiers d'un côté, les impressionnistes de l'autre. Un partage dont Marie-Claude Genet-Delacroix éclaire ici même la genèse, ainsi que le transfert du mot avant-garde de politique à la culture.

C'est parmi ces milieux à l'écart des normes que se constituent les avant-gardes, culturelles, scientifiques, techniques, économiques, politiques. Que certaines de ces avant-gardes aient la possibilité de se comporter comme des sectes, ou, parvenues au pouvoir, d'imiter les pratiques oppressives de leurs devanciers ne fait aucun doute. Qu'elles puissent mépriser « les masses » dont il leur arrive de se réclamer est tout aussi patent. Que la croyance dans l'idée que les minorités font l'Histoire ne séduise plus les historiens autant qu'autrefois, parce qu'elle ne permet pas de penser les relations entre ces minorités et les majorités autrement qu'en termes de prise de pouvoir par la force, relève de l'évidence. De même certaines avant-gardes s'inscrivent dans une figure sociale classique : celle de la distinction par rapport aux prédécesseurs ou aux héritiers. Ou bien encore il y a toujours possibilité, devant les idées et les actes de ces avant-gardes, d'un contrecoup et d'un retour en arrière. De Lénine à Jirinovski… Mais trêve de désenchantement !

Les historiens sont par excellence ceux qui peuvent évoquer et interpréter ce qui se modifie au cours du temps. Ils ont à rendre compte des processus de changement dans tous les domaines. L'écart entre les objectifs et les résultats, les tensions entre les représentations et les pratiques, le caractère souvent graduel de la définition des stratégies, les différences entre les niveaux local, national et international deviennent alors autant d'indices avec lesquels les historiens déchiffrent le cours du mouvement social, expression forgée par Frédéric Le Play au XIXe siècle et reprise dans une autre perspective par une revue d'histoire née en 1960. Ce n'est plus « l'histoire immobile » qui a eu son heure de gloire dans les années 1960 précisément et pas davantage la seule histoire des crises qui l'avait précédée. C'est en tout cas prendre au sérieux les acteurs sociaux sans tomber dans l'illusion d'une liberté absolue.

Mettre l'accent sur avenirs et avant-gardes permet aussi de rester à l'écoute de ce qui se joue dans les sociétés développées et dans les pays émergents. Le caractère linéaire des vies et des carrières s'effrite. Une enquête récente indique que deux salariés sur trois auront changé d'emploi dans les cinq prochaines années. La montée des services et des nouvelles technologies d'information et de communication réhabilite, non sans excès, l'idée de rupture. Les partages du monde ne paraissent plus doués de la même stabilité que dans le premier XIX[e] siècle ou dans le second XX[e] siècle. Peut-être y a-t-il en germe une nouvelle pratique du monde. Si ce volume contribuait à en être l'écho en montrant comment les discours et les images, mais aussi les pratiques peuvent emprunter d'autres chemins que ceux qui sont dessinés par avance ou qui se contentent de s'adapter aux circonstances, les chercheurs qui y ont écrit à notre invitation pourraient déjà considérer que ce livre a rempli son office.

Ce livre ne constitue pas pour autant qu'une seule entreprise collective au service d'une certaine idée de l'histoire et de son usage social. Il est aussi un volume d'hommage à une historienne dont les travaux, dont les engagements, permettent précisément de pouvoir approcher cette histoire des avenirs et des avant-gardes, cette histoire des hommes et des idées qui ont voulu donner une forme humaine au futur[5]. Au-delà des errances ou des échecs, cette tension vers une humanité plus grande et plus proche garde une actualité parce qu'elle exprime un désir de sens au cœur des vies individuelles et des sociétés industrielles.

---

5. Il est difficile d'évoquer le rôle de Madeleine Rebérioux dans l'ouverture de ces champs historiographiques désormais décisifs et reconnus sans rappeler les apports différents et pour autant essentiels de Michelle Perrot, de Rolande Trempé, de Colette Chambelland et d'Annie Kriegel. Ce livre est ainsi un hommage à un groupe de jeunes historiennes engagées dans une politique de l'histoire qui s'incarnait dans une revue nouvelle — *Le Mouvement Social* — et dans des pratiques aussi bien politiques que scientifiques : elles ont marqué leur temps et elles ont fait que l'histoire signifie, pour des générations plus jeunes, une exigence critique, une volonté de progrès et une morale intellectuelle. Si « l'histoire continue », pour reprendre le titre d'un ouvrage autobiographique de Georges Duby (Paris, Odile Jacob, 1991), c'est très largement grâce à ce que ces femmes et ces historiennes lui ont apporté.

La bibliographie qui accompagne ce livre et l'essai historiographique de Marianne Schaub montrent la place de Madeleine Rebérioux dans l'exploration de ces champs nouveaux comme dans la discussion des enjeux présents que suscitent ces derniers. En interrogeant l'histoire dans ses pratiques les plus scientifiques, en confrontant les énoncés historiens aux questions immédiates, elle a révélé le lien qui peut unir le savoir et la cité, l'individu et la société, la culture et la politique. « Car s'il est une discipline autour de laquelle s'organise la vision critique et donc la pratique du monde, c'est bien elle. Y compris quand on s'y engage avec la ferme volonté de pourchasser les certitudes et les modes, la langue de bois et les caresses de velours », confiait-elle en 1996 à *La Revue des revues*[6].

L'histoire n'est donc pas légitimation de ce qui s'est fait. Elle est reconstruction des possibilités qui s'offraient et donc critique des solutions retenues ou des représentations qui l'emportent. Cet effort constant d'éclaircissement du réel est devenu un principe d'engagement, une morale plus ferme que l'exaltation même des fins sur lesquelles l'historienne applique sa méthode critique quand bien même ils lui seraient proches.

Madeleine Rebérioux s'est beaucoup engagée dans des combats qu'elle n'a pas reniés même si elle porte aujourd'hui sur certains d'entre eux un regard sévère. L'engagement commence dans la manière même dont elle use de son savoir pour convaincre tous ceux qu'elle rencontre de leur propre savoir, de leur richesse et de leur avenir. Cette exigence de la conviction collective et publique, à l'image de Lucien Herr exposant à Jaurès les raisons de défendre le capitaine Dreyfus[7] avant que Jaurès lui-même n'écrive *Les Preuves*[8] pour démontrer au plus grand nombre et d'abord aux socialistes révolutionnaires la nécessité d'un tel combat démocratique, elle a défini les engagements politiques de Madeleine Rebérioux comme elle a façonné son travail d'historienne. L'œuvre qui en découle est scientifique et intellectuelle, elle n'est pourtant pas classique.

6. M. Rebérioux, « En parcourant... », *La Revue des revues*, n° 21, 1996, p. 59.

7. Cf. L. Blum, *Souvenirs sur l'Affaire*, préface de Pascal Ory, Paris, Gallimard, 1981.

8. J. Jaurès, *Les Preuves. L'affaire Dreyfus*, préface de Jean-Denis Bredin, introduction historique de Madeleine Rebérioux, notes de Vincent Duclert, Paris, La Découverte, 1998.

Peu de livres personnels, beaucoup d'ouvrages collectifs, de direction de dossiers revuistes, de communications à des colloques internationaux, d'interventions dans des revues, de conférences et de débats, d'entretiens et de messages, de participations à des émissions radiotélévisées aussi[9], bref une pratique originale et séminale du travail de recherche.

« Nos vies sont collectives », aime-t-elle à rappeler, et la liste de ses travaux, la forme de ceux-ci, le lieu de leur production confirment ces choix d'une vie en faveur d'une conception militante de l'histoire, une conception volontariste, humaniste et pédagogique. Les séminaires qu'elle a longtemps animés en histoire sociale et culturelle ont eu pour objectif moins de « faire un livre » et de construire une carrière que de réunir des chercheurs — souvent jeunes — et des témoins — souvent engagés — et de les entraîner dans l'aventure de numéros spéciaux de la revue *Le Mouvement Social* ou de colloques de la Société d'études jaurésiennes. La carrière de Madeleine Rebérioux s'exprime ainsi en priorité à travers les travaux de ses nombreux élèves, amis et collègues[10] qui défendent et prolongent des pistes qu'elle a choisi d'inaugurer dans des textes — articles, entretiens, débats, conférences souvent inaccessibles aujourd'hui[11]. C'est à l'aune de ces influences et de ces fidélités

9. M. Rebérioux a toujours considéré le genre audiovisuel comme un mode d'expression scientifique à part entière, soumis à des contraintes comme les autres, à des risques aussi. Pour mémoire, on peut donner quelques pistes : un débat télévisé avec Michel Debré et Pierre Mendès France après la diffusion d'*Émile Zola ou la conscience humaine* de Stellio Lorenzi (1978), l'entretien avec Laure Adler sur Jaurès dans le cadre de l'émission « Les brûlures de l'histoire » (1994), des collaborations régulières aux grandes émissions de France Culture (« Les lundis de l'histoire », « Le Panorama ») et de France Inter, des interventions dans des films comme celui de Paule Zajdermann (*L'enfant arménien*, 1997), ou bien des participations à des documentaires vidéo tels *Le parti pris d'Orsay* (Léonard associés), *Héritiers d'une utopie : les coopératives aujourd'hui* (Mille image), *L'affaire Dreyfus* (Université de Toulouse Le Mirail, 1994).

10. Les auteurs qui ont bien voulu participer à cet ouvrage collectif ne représentent qu'une partie des élèves, amis et collègues de Madeleine Rebérioux.

11. D'où l'initiative des éditeurs de ce livre de préparer la publication aux éditions Belin, à l'automne 1999, dans la collection « Socio-histoires » d'un recueil d'articles d'histoire sociale et intellectuelle (*Parcours engagés dans la France contemporaine*), en attendant la parution d'un volume pour les articles d'histoire intellectuelle et culturelle.

qu'il faut juger cette œuvre multiple et volontaire, imaginative et critique, distanciée et passionnée, qui permet notamment aux femmes, aux hommes de mieux comprendre à la fois la force du lien social et les moyens de le changer, d'expliquer le présent sans désespérer de l'avenir.

L'entreprise collective et le projet historien d'*Avenirs et avant-gardes* devaient donc restituer ce mouvement de la recherche se nourrissant de l'engagement et de la parole de ceux qui n'appartiennent pas au monde scientifique. Aussi le genre des « mélanges » choisi pour ce volume, après l'exigence de réalisation d'un « vrai livre », n'est-il pas seulement une concession au rite universitaire de l'hommage au bon maître. Il correspond d'abord à la forme même dont se présentent les travaux de Madeleine Rebérioux et par laquelle se nouent les relations avec ses élèves et ses collègues, dans le monde du travail et dans celui de l'amitié[12]. Il exprime la recherche des moyens de l'égalité et du progrès dans l'université et dans la société.

Madeleine Rebérioux est ainsi de celles et de ceux qui dans les années 1960 et 1970 ont fortement contribué à la remise en cause et à la transformation du modèle universitaire. Militante du mai politique et culturel, elle se lance avec passion à l'automne 1968, comme le montre ici Béatrice Slama, dans l'aventure de Vincennes, université critique qui cherche à rompre les vieilles barrières, les séparations fossilisées entre disciplines comme entre classes sociales. Mais elle savait en ces temps de « révolution culturelle » et d'« an 01 » expliquer à ses étudiants que cette démarche d'ouverture du savoir, de solidarité entre travailleurs, étudiants et enseignants, comme on disait alors, n'était pas sans précédent dans l'histoire : il n'était pas inutile, par exemple, de méditer, dans ses ambiguïtés et ses illusions même, le grand élan post-dreyfusard des universités populaires qui avait, pendant quelques mois au moins, tenté une improbable jonction entre intellectuels et masses laborieuses, entre savants reconnus, voire « sommités académiques », et militants ouvriers. C'est dire que dans l'enceinte révolution-

12. Ces relations peuvent expliquer la diversité des textes de ce volume, à l'image aussi de certaines des avant-gardes culturelles, politiques et sociales.

naire de la jeune Vincennes, la démarche de Madeleine Rebérioux et de quelques autres tendait à rénover, mais non pas à renier l'héritage de la vieille Sorbonne. Sévrienne nourrie aux humanités, Madeleine a gardé pour la culture classique cette affection qu'avait Jaurès, qui, pour se détendre, dit-on, les jours de fatigue, aimait à relire Homère dans le texte. Elle sait aussi, et nous savons par elle, ce que les recherches et les études d'aujourd'hui doivent aux travaux d'hier et d'avant hier, de l'œuvre d'un Ernest Labrousse[13] à celle d'un Georges Lefebvre[14].

Par delà la génération des maîtres citoyens qui l'a guidée, Madeleine Rebérioux a su rappeler la rigueur méthodique et l'exigence des historiens de la première Sorbonne républicaine, celle des savants dreyfusards, celle de Langlois-Seignobos[15]. En même temps, elle parvenait à lier cette tradition méthodique avec le renouvellement épistémologique des précurseurs des *Annales*, de François Simiand à Marc Bloch et le questionnement politique des générations d'après-guerre. Il nous semble que cette même fidélité critique, qu'on pourrait appeler aussi *anticonformisme*, accompagne les engagements politiques qu'évoquent Pierre Vidal-Naquet et René Gallissot, tant vis-à-vis de la Ligue des droits de l'homme qu'à l'égard du mouve-

---

13. Ernest Labrousse (1895-1989) a soutenu en 1943 sa thèse — devenue un « classique » — sur *La Crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*. Professeur à la Sorbonne de la fin de la guerre jusqu'à 1965, il a dirigé des centaines de thèses et de travaux, dont ceux de Madeleine Rebérioux. Il est aussi le fondateur de la Société d'études jaurésiennes, créée en 1959 pour le quarantième anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès et présidée aujourd'hui par Madeleine Rebérioux.

14. Georges Lefebvre (1874-1959) représente une génération légèrement antérieure : auteur d'une thèse sur *Les Paysans du Nord pendant la Révolution française* (1924), membre du groupe des *Annales*, il a été titulaire de la chaire d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne à partir de 1937. Mais c'est peut-être surtout au lendemain de la guerre, alors qu'il était déjà retraité, que la fécondité de son œuvre s'est révélée. Il représente, lui aussi, l'histoire économique et sociale, influencée par le marxisme, mais toujours soucieuse de rendre compte des phénomènes culturels et des mentalités populaires.

15. Madeleine Rebérioux a fait rééditer en 1992, avec une préface particulièrement éclairante, l'*Introduction aux études historiques* publiée en 1898 par Charles Seignobos et Charles-Victor Langlois (Paris, Kimé, 1992, p. 7-16).

ment ouvrier, et tout particulièrement de sa branche communiste.

Ce livre apporte non seulement les signes multiples de l'influence d'une historienne et citoyenne auprès de ses amis, collègues et élèves, mais aussi un peu du paysage historique de cette fin du XXe siècle, avec ses questions, ses remises en cause, ses multiples orientations de recherches et incertitudes.

Ainsi, comme le féminisme, l'histoire des femmes y apparaît-elle à la croisée des chemins, entre valorisation du genre féminin, construction des identités et rapports au pouvoir, les questions théoriques et contemporaines posées par Michèle Riot-Sarcey, Nicole Savy ou Yolande Cohen étant confortées et redoublées par des études concrètes, évoquant, avec Christophe Charle, l'universitaire d'hier et d'aujourd'hui, mais aussi, avec Marie-Noëlle Thibault et le rapport Villermé, l'ouvrière de jadis.

Après l'histoire des femmes, l'histoire culturelle est présentée dans sa première acception, dans sa dimension proprement artistique ; mais littérature, beaux arts, musique sont en même temps évoqués dans leurs multiples rapports avec la politique, avec les formes de sociabilité, et même avec la géographie. Si la culture peut contribuer à construire l'espace, comme le suggère Christophe Prochasson pour le Paris de la Belle Époque, elle permet aussi et surtout, comme le montre Lucette Valensi pour l'Algérie post-coloniale, de faire surgir des paroles qui ne pourraient autrement être énoncées.

L'histoire du travail et des travailleurs, l'histoire des engagements politiques, du socialisme et du mouvement ouvrier, constituent une autre face, ici particulièrement développée, des activités de Madeleine Rebérioux. Si on excepte l'évocation de la « montre industrielle », organisée sous le Directoire par François de Neufchâteau, ébauche embryonnaire mais prémonitoire des liens futurs entre les deux révolutions, la politique déjà en marche et l'industrielle encore à venir, les articles balaient pour l'essentiel le XXe siècle, de son aube à son déclin. Par le biais de quelques grandes figures, mais surtout à partir de l'action, des espoirs, des anticipations d'acteurs plus anonymes, seconds rôles, militants de la base ou de la jeunesse, collectivités, associations et opinions, la plupart des grands combats, mais aussi des grands drames et des grands échecs de notre siècle de fer sont ici évoqués : affaire Dreyfus et droits de

l'homme, barbaries et contradictions coloniales, internationalismes laminés par la Grande Guerre, espoirs et déceptions révolutionnaires, depuis la fameuse grande lueur à l'Est, qui apparaît quand même, en 1917, nous dit Jean-Jacques Becker, un peu voilée, jusqu'à « l'après-mai 1968 des intellectuels communistes », hésitations et impuissances d'un Front populaire désuni face à Hitler, dérives ou corrections de certains pacifismes dont nous parle Jacques Girault à propos de la Seconde Guerre mondiale.

Faut-il donc, à l'heure des bilans fin de siècle, conclure sur les erreurs et les échecs d'un mouvement social et ouvrier souvent vaincu, presque toujours déçu, et mettre en exergue avec une certaine mélancolie la disparition de ceux qui avaient cru forger l'avenir, le combat d'arrière-garde des hommes de fer de Longwy, moins pour retarder l'inéluctable que pour sortir au moins de la scène, tels aussi les mineurs anglais du film *Les Virtuoses*, la tête haute ?

Ou ne doit-on pas voir, au contraire, dans la fonction perpétuellement critique qu'assure non seulement l'écriture, mais la marche même de l'histoire, la condition de la renaissance, toujours nécessaire, de nouvelles avant-gardes et de nouveaux combats tournés vers l'avenir ? La « force des choses » et du temps, au XX^e^ siècle comme sous la Révolution, ne se contente pas, en tout cas, d'anéantir les illusions et les erreurs, de faire payer comptant les aveuglements volontaires comme les lâches soulagements ; elle peut aussi faire apparaître « ce à quoi on n'avait pas pensé », et aider en même temps à retrouver ou à réhabiliter, faisant parfois resurgir du passé des démarches et des engagements, qui, tels les combats dreyfusards et les synthèses jaurésiennes, avaient pu sembler un temps irrémédiablement dépassées. L'histoire continue bel et bien. Avec son étude toujours renouvelée, c'est l'avenir qui se construit aujourd'hui.

# I

## *Historienne et citoyenne*

1

# Notes pour un portrait de la citoyenne

*par Pierre Vidal-Naquet*

« Vous demandez la citoyenne ? La citoyenne est encore en vadrouille » ; ainsi parlait Jean Rebérioux, paysan berrichon transplanté au Collège D'Arsonval, à Saint-Maur des Fossés, militant communiste aussi ferme que placide, aussi convaincu que dénué de tout sectarisme.

J'ai connu « la citoyenne » Madeleine Rebérioux à la fin de 1958, je crois. Elle avait fondé au printemps de 1957, avec d'autres femmes, comme elle, professeurs de lycée — je me souviens surtout d'Andrée Tournès et Bianca Lamblin — le « Comité de vigilance universitaire ». Ce Comité regroupait des collègues à la suite de l'assassinat, déguisé en suicide, d'Ali Boumendjel, avocat à la Cour d'Alger et militant nationaliste (23 mars 1957). René Capitant, professeur à la Faculté de droit de Paris et ancien ministre de l'Éducation nationale du général de Gaulle, avait alors donné sa démission avec fracas. Madeleine pensa qu'il fallait agir sur un plan collectif et fonda ce Comité qui, à partir de la fin de 1958, fusionna pratiquement avec le Comité Maurice Audin, créé, lui, pour enquêter sur la disparition de ce jeune mathématicien de la Faculté des sciences d'Alger, tombé le 11 juin 1957 entre les mains des parachutistes.

Comment était-elle ? Une grande bringue aux traits taillés à coups de serpe, laide selon les critères habituels de la beauté féminine, mais d'une vivacité qui compensait, et au-delà, l'absence des dits critères. Elle s'était passionnément attachée à la cause des Algériens qui avaient besoin, pensait-elle à juste raison, d'être aidés. Elle travailla effectivement à les aider,

discrètement et sans faire sonner le moindre clairon. A partir de 1960, elle appartint, clandestinement, à la rédaction de *Vérité-Liberté. Cahiers d'information sur la guerre d'Algérie*, que dirigeait Paul Thibaud, secrétaire de rédaction d'*Esprit* et à laquelle je collaborais moi-même très ardemment. Plus secrètement encore, elle appartenait au MAF (Mouvement anticolonialiste français) qu'avait fondé Victor Leduc et où son pseudonyme était « Mariette ». Je n'ai pas le sentiment que ce pseudonyme ait été beaucoup utilisé, si ce n'est par Jean-Louis Aupetit, un barbu rêveur qui fut permanent à *Vérité-Liberté*.

Par quels traits est-ce que j'identifiais alors Madeleine ? Je fus d'abord frappé par son anticléricalisme violent. J'étais alors rédacteur en chef d'un petit journal qui reproduisait systématiquement les textes saisis : *Témoignages et Documents*. Le directeur en était Maurice Pagat qui avait été le collaborateur de Robert Barrat. Tout cela sonnait un peu trop catholique pour Madeleine. Elle nous disait, par exemple, que jamais la CGT ne diffuserait un texte imprimé par *Témoignages et Documents*. Nous avions quelques terrains d'entente fondamentaux : l'anticolonialisme d'abord, bien entendu, et l'amour de Jaurès, du Jaurès dreyfusard et du Jaurès critique de la colonisation qui fit l'objet de son premier livre. J'avais fait, en 1953, sous la direction d'Ernest Labrousse, son maître, un petit travail sur la première élection de Jaurès à Carmaux. Mais surtout ma femme, Geneviève, avait, en 1956, soutenu avec le même Labrousse un mémoire de diplôme sur « Jaurès historien ». Madeleine l'examina, l'apprécia, mais me fit remarquer que la bibliographie sur Jaurès était encore plus vaste que nous ne le croyions.

Elle était communiste, je ne l'étais pas, ne l'avais jamais été et, selon toute apparence, ne devais jamais l'être. Je lui disais plaisamment : « Vous êtes ma conscience communiste. » Elle me répondait gentiment : « Et vous, vous êtes ma conscience anticommuniste. » Cela supposait des désaccords graves. En novembre 1956, elle avait considéré que la Révolution hongroise ne pouvait déboucher que sur le retour des grands propriétaires. J'étais d'un avis totalement opposé. Son communisme était cependant le moins sectaire que j'aie jamais vu à l'époque. De ce non-sectarisme, je donnerai deux exemples.

Publiant aux Éditions sociales un petit recueil de textes de Jaurès, elle imposa dans la bibliographie la présence d'une

brochure de Léon Trotsky sur le leader socialiste. Cela ne fut pas facile. N'alla-t-elle pas un jour de confidence et de franchise jusqu'à me dire que Trotsky, historien de la Révolution russe, était à son avis plus intelligent que Lénine ? Mieux encore, s'agissant du présent : à la fin de janvier 1960, le Comité Maurice Audin décida de poursuivre en diffamation *La Voix du Nord,* qui avait publié le 20 janvier une enquête de Georges Ras, prétendant démolir notre propre enquête sur la mort de Maurice Audin. Nous avions annoncé au début de décembre 1959 que celui-ci avait été étranglé le 21 juin 1957 par le lieutenant Charbonnier, depuis colonel et commandeur de la Légion d'honneur. En décembre 1959 comme en janvier 1960, la question qui était posée était celle de l'autonomie du Comité Audin par rapport au Parti communiste. Maurice Audin avait été communiste. Jean Dresch, communiste lui aussi, était vice-président du Comité comme le très catholique Henri-Irénée Marrou. Le président était Laurent Schwartz — ancien trotskyste —, Luc Montagnier, illustre depuis, et trésorier du Comité, était communiste, comme l'était Michel Crouzet, fondateur, avec Montagnier, du Comité, et comme l'avaient été tout récemment encore Jacques Panijel, scientifique et romancier, et Pierre Deyon, historien. Cette présence communiste était donc importante. Les non communistes dont j'étais n'entendaient absolument pas servir de « potiches d'honneur », comme le disait Vercors, c'est-à-dire, en pratique, travailler dans le cadre du « Mouvement de la paix », simple instrument, à nos yeux, de la politique extérieure soviétique. Je dois le dire parce que telle est la vérité, Madeleine Rebérioux nous soutint sur ce terrain de toutes ses forces. Elle plaida pour notre autonomie la plus radicale. Ce qui aboutit à une rupture de fait avec le principal avocat communiste de Josette Audin, Me Jules Borker. Un autre avocat communiste, Me Pierre Braun, resta fort heureusement à nos côtés.

Ce même souci de l'autonomie et du nécessaire radicalisme de la lutte poussa Madeleine Rebérioux à signer, en septembre 1960, dans une deuxième vague, le *Manifeste* dit des 121 sur *Le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie.* Une de ses anciennes élèves du lycée de Mulhouse, Janine Cahen, était en prison. Madeleine apporta aide, secours et témoignage à celles et ceux qui, comme Janine, étaient en prison pour leur action en faveur des Algériens. Sur sa conception de ce que devait être

un Parti communiste je m'expliquai franchement avec elle. Elle était au Parti parce que là était la classe ouvrière à la libération de laquelle elle entendait travailler. « Et si vous aviez été anglaise ? » « J'aurais été membre du *Labour Party*, bien entendu. » Son grand modèle était, assurément, le Parti communiste italien parce qu'il impulsait autour de lui, sans chercher à les contrôler bureaucratiquement, nombre d'actions, de journaux et d'organisations provinciales ou locales. Le moins qu'on puisse dire est que le PCF ne s'est, ni alors, ni depuis, conformé à ce modèle.

La vraie question qui nous divisait était celle de la nature de l'URSS. Elle avait été passionnément khrouchtchévienne, c'est-à-dire qu'elle avait approuvé la dénonciation des crimes de Staline, même si cela lui avait été très douloureux. Elle voulait bien admettre, comme Trotsky, que l'Union soviétique était dirigée par une caste, mais certainement pas par une classe, comme l'expliquait le groupe *Socialisme ou Barbarie* que dirigeaient Claude Lefort et Cornelius Castoriadis. Un de ses amis était lié à Pierre Souyri, lui-même membre du groupe et de la direction de la revue, que je lisais moi-même plus ou moins régulièrement depuis 1956. Jean-François Lyotard, lui aussi membre du groupe, collabora à *Vérité-Liberté*. Madeleine Rebérioux approuvait tout à fait cette collaboration mais n'en demeurait pas moins sur ses positions.

En 1962, lorsque éclata le FLN, elle eut tendance à soutenir Ben Bella et le gouvernement algérien alors que, pour ma part, j'étais partisan de Mohammed Boudiaf. Elle suivait sur ce terrain son ami Henri Curiel, qu'elle me fit rencontrer à la fin de 1962. La personnalité était très séduisante mais notre désaccord était total.

Pour conclure, je dois insister sur un autre trait de la personnalité de Madeleine Rebérioux, ce qu'elle appelait elle-même son « rousseauisme » fondamental. Elle avait et a toujours une confiance profonde en l'être humain. Professeur exceptionnel — elle était alors enseignante au lycée Marcellin-Berthelot —, elle avait *a priori* confiance dans sa capacité d'agir sur les élèves et de les transformer, confiance dans la possibilité qu'avait à ses yeux tout être humain de se développer. Envers les adultes, elle pouvait avoir ses haines (assez rares) comme ses amitiés (très nombreuses). Envers les enfants, elle n'éprouvait que de l'affection, voire de la tendresse. Et peu importe qu'ils vien-

nent de familles communistes ou de familles d'Action française. Ils étaient ses élèves, donc en situation de devenir admirables. Ainsi procédait-elle à l'égard de ses propres enfants, « beaux et dorés », comme elle dit un jour elle-même. Le dernier d'entre eux, Vincent, a maintenant 40 ans. C'est, à peu de mois près, l'âge de notre amitié.

2

# Regard historien et discours de la méthode

*par Marianne Schaub*

Visitant le Musée d'Orsay lors de son inauguration le 1er décembre 1986, j'écoutai Madeleine Rebérioux, membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme, qui, tout en commentant chaleureusement le bien-fondé du travail historien dans ce superbe déploiement des arts plastiques, attira mon attention sur l'efficacité des nouveaux moyens audiovisuels, soulignant combien ces techniques d'avenir multiplient les approches concrètes et rendent son âme au passé avec une mise en scène des lieux, des circonstances, des biographies de telle sorte que l'écart dans le temps émerge spontanément, que la datation s'inscrit comme au naturel dans le document, tenant, pour ainsi dire, à distance la tentation anachronique.

D'ailleurs, le livre aussi pourra tirer profit de cette pédagogie : l'iconographie de son dernier *Jaurès*[1] est bien plus qu'une agréable et judicieuse illustration ; l'image et le texte s'épaulent l'une l'autre pour construire une lecture, une vision d'ensemble d'un naguère proche et lointain. Cet entrelacs texte-image veille la réflexion sur son émergence au siècle dernier dans des éditions populaires[2].

---

1. M. REBÉRIOUX, *Jaurès La parole et l'acte*, Paris, Gallimard, 1994.

2. Ces travaux mettent surtout en valeur « une nouvelle syntaxe à variantes multiples, des "vignettes" désormais intégrées au texte, offertes à l'œil du liseur [...] au lieu de se constituer en objet isolé ». M. REBÉRIOUX, « Du coté de Louis Blanc, édition populaire, texte et image », in *Illustrer la Révolution*, *Cahiers Jean Jaurès*, 1989. Sur l'univers du livre, supports techniques, modes de diffusion et milieux professionnels les études de M. Rebérioux sont nombreuses ; rappelons « Les travailleurs du livre : la F.F.T.L. devant la crise de l'emploi et des qualifications », *Technologies*, *Idéologies*, *Pratiques*, Univer-

L'attrait de cette technologie, sa maîtrise en vue d'une muséologie historienne à même d'offrir au grand public un ensemble culturel minutieusement situé dans la durée et dans ses références sociales, exprime autrement l'attachement à une recherche savante, sensible aux pratiques artistiques[3] et aux théories esthétiques ; recherche qui fut toujours soucieuse d'élucider la portée historique à l'échelle des lieux et des temps, d'en mesurer au plus juste le rayonnement[4]. Ce qui différencie « le vrai objet historique » de la « curiosité » n'est-il pas de « sinon bouleverser, du moins (de) changer par son action en étendue et en profondeur les structures d'une société »[5] ? Peu importe que cet objet soit une époque, une crise, un groupe social ou politique, une institution ou une personnalité. La bonne méthode consiste tout d'abord à rechercher « les indices de transformation du corps social »[6] qui permettront de (re)tracer les processus les plus signifiants dans leur irréversibilité. Dans *La République radicale*, le politique ouvre l'analyse

> parce que de 1898 à 1906-1907 la vie des Français est passionnément politique autant que la vie d'un peuple peut l'être dans une période non révolutionnaire. C'est alors que s'installe la République radicale. Ensuite le débat politique se ternit [...] Les structures arrivent au premier plan : la prospérité bourgeoise, l'ascension des grandes affaires et d'abord des banques, la reprise, dangereuse, de l'expansion coloniale et la mainmise des affaires sur certaines colonies et semi-colonies. Peut-on dire pour autant qu'apparaît alors et alors seulement le point d'interrogation de la République radicale ? Poser cette question c'est s'interroger sur la fonction du parti radical au début du siècle. Elle est éminente. Le radicalisme comme à un autre

---

sité de Provence, 1985.

3. Voir notamment « Les ouvriers des métiers d'art à l'exposition universelle de 1867 », *in La Bibliothèque des Amis de l'Instruction du 3e Arrondissement*, 1985 ; « Sorel et la valeur sociale de l'art », *l'Herne*, n° spécial sur Sorel 1986.

4. Voir M. Rebérioux, « Ruptures et figures contemporaines », *in* A. Burguière et J. Revel (dir.), *Les formes de la culture, Histoire de France*, Paris, Le Seuil, 1993.

5. J. Le Goff, *La civilisation de l'Occident médiéval*, Paris, Arthaud, 1964.

6. M. Rebérioux, *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Le Seuil, 1975.

> moment de notre histoire le gaullisme, a assuré le transit du pays vers d'autres horizons[7].

L'analogie fonctionnelle esquissée ici ne vient pas contredire une conjoncture déterminée d'un passé révolu, elle éclaire, sans même avoir l'air d'y toucher, quelque chose de l'identité nationale, une certaine continuité historique.

La mise en évidence de convergences et de contradictions à différents niveaux fait mesurer la fragilité des équilibres et les ambiguïtés propres à une période de transition ; le trajet s'avère ainsi tout aussi significatif et informatif que le point d'arrivée lui-même. La bonne méthode reconstitue ce cheminement, mais chemin faisant, les faits scrupuleusement établis[8], les crises et leurs dénouements décrits, la problématique définie, ne faut-il pas encore s'interroger sur la légitimité des concepts mis en œuvre et sur la grille de lecture donnant sens aux événements ? Interrogation d'autant plus pertinente qu'à l'échelle simplement de l'Europe, les temps présents donnent à voir la discordance intrinsèque de ce présent, puisque la trajectoire traditionnellement périodisée en Temps modernes, Histoire contemporaine et Temps présent inscrit les divers pays ou États dans une hétérogénéité chronologique. La périodisation usuelle ne confère-t-elle pas aux États-Nations précocement formés avec leurs propres cultures la fonction privilégiée de référence « objective », de norme à partir de laquelle les autres entités seront « datées » et caractérisées[9] ?

En premier lieu, pour Madeleine Rebérioux, une historisation raisonnée de la problématique devrait prévenir toute pétition de principe, toute conception entachée d'anachronisme ou de dogmatisme, en un mot débusquer une subjectivité occultée. Elle s'attache donc à une investigation chronologique fine et cerne au plus près les conditions de possibilité en croisant no-

7. *Ibid.*, p. 233.

8. Finesse et qualité de sa méthode se manifestent dès un de ses premiers articles avec la datation, controversée à l'époque, du texte de Jaurès concernant son « arrière-pensée » en matière de religion, cf. « Socialisme et Religion : un inédit de Jaurès », *Annales ESC*, 1961, n° 6.

9. Remarquons en passant que l'objection traditionnelle sur l'« impossibilité » d'une Histoire sans recul suffisant, le recul seul permettant une domination objective de la « chronologie » et de ses effets, limite à un cas particulier la question de la relativité des critères conceptuels.

tamment témoignages du sentiment et données de fait objectivement documentées.

En revanche, la subjectivité offerte d'un climat révèle l'air du temps : l'apprécier est essentiel pour comprendre, pour pressentir la future réceptivité d'idées, de pratiques comme l'imminence de mutations politiques. D'où cet éloge du talent d'un historien qui, « tout en découvrant de nouvelles sources », a su nous faire éprouver un « sentiment d'intimité quasi romanesque » à l'égard des intellectuels d'avant-garde affrontés à la guerre et à des choix de société[10]. Ce « romanesque » là nous rappelle la conviction d'un Zola, persuadé de pouvoir pénétrer d'autant mieux les arcanes de l'affaire Dreyfus qu'il peut se fier, outre sa connaissance du dossier, à son propre talent d'écrivain sachant allier l'imaginaire à l'expérience critique du réel. « L'historien, ce maître de l'imaginaire vrai », pour reprendre la formule de Madeleine Rebérioux, s'illustre brillamment avec Jaurès, quand la démonstration rigoureusement conduite dans *Les Preuves* révèle les truquages et les intrigues ourdies contre le capitaine[11].

S'agissant de la forte personnalité de Jaurès, l'historienne évoque volontiers, pour apprécier l'engagement naissant, le sillage du souvenir d'un vécu juvénile, « une épouvante sociale » :

> Je me souviens », écrit Jaurès[12], « qu'il y a une trentaine d'années, arrivé tout jeune à Paris, je fus saisi un soir d'hiver, dans la ville immense, d'une sorte d'épouvante sociale. Il me semblait que les milliers et les milliers d'hommes qui passaient sans se connaître, foule innombrable de fantômes solitaires, étaient déliés de tout lien. Et je me demandai avec une sorte de terreur impersonnelle comment tous ces être acceptaient l'inégale répartition des biens et des maux, comment l'énorme structure sociale ne tombait pas en dissolution. Je ne leur voyais pas de chaînes aux mains et aux pieds [...]. Je ne voyais pas bien. La chaîne était au cœur, à la pensée était liée, mais d'un lien qu'elle-même ne connaissait pas.

---

10. Préface à C. PROCHASSON, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993, p. 9.

11. J. JAURÈS, *Les Preuves, Affaire Dreyfus*, Préface de J.-D. BREDIN, Introduction de M. REBÉRIOUX Notes de V. DUCLERT, Paris, La Découverte, 1998.

12. J. JAURÈS, *L'armée nouvelle*, p. 169 : présentation par M. REBÉRIOUX, Paris. 10-18, 1969.

Quoi de plus révélateur qu'une biographie historique ? Genre qui connaît aujourd'hui un nouvel essor[13]. L'évolution de Jaurès montre comment les défis et les affrontements du siècle ont orienté dès ses débuts le trajet de cet intellectuel, jeune philosophe « fasciné par le socialisme comme philosophie » face à une misère urbaine conjuguée avec un antagonisme de classe envahissant. Antagonisme qui accable un monde ouvrier fragmenté et pourtant tenu de se défendre par une action collective constamment réprimée et recommencée pour rendre solidaire l'« innombrable foule de fantômes solitaires » noyée dans l'anonymat glauque d'une métropole. Cette nécessité de l'action collective, sa difficulté, sa pertinence comme sa sphère d'application, introduisent dans la pratique la référence au collectivisme, au socialisme et plus théoriquement à la question du marxisme[14]. Elle introduit par la force des choses l'expérience du rapport vécu et réfléchi entre classe sociale, droit et État.

La force des choses ne pèse pas moins en théorie qu'en pratique. L'historienne détaillera les textes et les positions prises qui font mesurer à quel point l'expérience et les impératifs concrets déterminent les choix fondamentaux du leader politique : les liens avec le monde ouvrier, singulièrement avec les mineurs de Carmaux dès leur grève en 1892, seront assez puissants pour le détacher des habitudes de pensée propres à son horizon universitaire et c'est l'événement créé par son élection en lieu et place du marquis de Solages, sa victoire politique, qui « consacre les noces de Jaurès et du prolétariat ». Sa réflexion pourra se tourner vers le vaste champ d'action sociale ouvert à un député par cette république issue de la Révolution et chercher comment insérer le social dans le politique voire comment faire accéder le social à la dignité du politique. Ce difficile accès une fois frayé la lutte des classes (la pratique comme le concept) peut devenir l'épicentre à partir duquel se propage la critique jugeant aussi bien des orientations politiques que des hypothèses théoriques, parmi lesquelles celle de Marx avec les

13. M. Rebérioux, *Jaurès. La parole et l'acte*, *op. cit.* Voir aussi des présentations : *Jean Jaurès, la classe ouvrière*, textes rassemblé et présentés, Paris, Maspero, 1976 ; *Jaurès et la classe ouvrière*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1981 : *Jean Jaurès*, Anthologie de L. Lévy, Paris, Calmann-Lévy, 1983.

14. M. Rebérioux, « Jean Jaurès et le marxisme », *in Histoire du marxisme contemporain*, Paris, 10-18, 1977.

mérites décisifs comme les aspects « désuets » du philosophe allemand.

Madeleine Rebérioux souligne aussi que, si une éventuelle articulation du social sur le politique, par le biais d'une institution étatique, une sorte de Conseil économique et social avant la lettre, avait pu séduire Jaurès jeune, l'expérience du combat social fit qu'il y « renonça rapidement et reporta sur le syndicalisme son espoir de voir le monde du travail se fixer des objectifs sociaux à résonance inévitablement politique[15] ». Quant au débat théorique, dès lors qu'existe le parti ouvrier, le dirigeant préfère clore un débat devenu sans objet « puisqu'il était privé d'un impact concret. [...] A quoi bon débattre si le débat était devenu inutile à l'action[16] ? ».

Au regard de son parcours et de l'ensemble de la conjoncture le primat de l'action ne peut qu'être privilégié. D'autant que, suivant la présentation très convaincante donnée par l'historienne, l'analyse politique de l'Affaire après le procès Zola conduit Jaurès à amplifier l'effet à long terme du droit républicain afin de l'intégrer dans sa vision globale, finalement gradualiste, du socialisme : « Ni le suffrage universel ni la seule parole de classe n'épuisent la démocratie et l'avenir du socialisme. » Un avenir de l'humanité toute entière. Si le sort de Dreyfus a pu devenir emblématique de cet avenir c'est que « dépouillé par l'excès même du malheur de tout caractère de classe », il est avant toute chose humain[17].

De façon plus générale, l'analyse d'une évolution s'avère elle-même évolutive si elle est problématisée historiquement de façon probante suivant une méthode qui en fait autre chose qu'un jeu de l'esprit, qu'une simple chronique ou une description littéraire. L'histoire des sciences n'est-elle pas un exemple nous permettant de saisir l'historicité des méthodologies scientifiquement créatives, dont Georges Canguilhem donna une belle illustration[18] ? Michel Serres radicalise encore le propos

---

15. M. Rebérioux, « Socialisme et Révolution française », *in L'héritage politique de la Révolution française*, Colloque de Cerisy, Lille, Presses universitaires de Lille, 1993, p. 154.

16. Voir « Jean Jaurès et le marxisme », *art. cit.*, p. 227.

17. Cf. J. Jaurès, *Les Preuves*, Introduction de M. Rebérioux, *op. cit.*, p. 22 et suiv.

18. Voir G. Canguilhem, qui décrit le moment où des pseudo-savoirs « dont l'irréalité surgit par le fait et du seul fait qu'une science s'institue

en montrant la variation des principes de classification, « l'architectonique des sciences », tant diversement « tabulée » par les systèmes propres aux grandes périodes historiques. D'où, pour toute histoire, et pas seulement celle des sciences, l'impératif de remettre en question « toutes nos partitions et tous nos découpages, nos différences, chaînes, séries, séquences, conséquences, systèmes, ordres et formations, hiérarchies et *archês*[19] ».

A l'occasion de la réédition de classiques Madeleine Rebérioux dans ses préfaces revisite la question de la méthode et de son historicité[20].

Et d'abord elle souligne que Langlois et Seignobos, en rupture avec une tradition passéiste, jouèrent en leur temps un rôle fondateur dont la signification novatrice demeure. Avoir entrepris un retour critique sur soi, sur les conditions de possibilité et les limites au sens kantien, avoir pris sa propre démarche, ses propres opérations pour objet institue l'Histoire comme science moderne ; le « fait historique » n'est plus visible naïvement au premier regard, il défie la crédulité et se construit à partir de « traces » à l'aide d'opérations bien définies. « C'est par cette méthode » que l'histoire devient « science maîtresse »[21]. Une science assez rigoureuse pour rayonner sur les sciences sociales, assez crédible pour arbitrer et même témoigner en justice. Ce double aspect constitutif d'un rôle de référence ne sera pas sans susciter par la suite l'objection de scientisme, voire de positivisme. Certes, remarque Madeleine Rebérioux, les catégories qui organisent les grilles de classement reflètent les connaissances de leur époque : « Langlois et Seignobos ont quelque peu tendance à penser que les "catégories de faits" sont définies une fois pour toutes. [...] A la fin du siècle dernier, les catégories qu'il faut brasser et surmonter semblent relever de l'évidence[22]. » A ce propos, rappelons l'opinion de Michel de Certeau pour qui cet ouvrage « reste le grand livre d'une histo-

---

essentiellement dans leur critique » déchoient. *Idéologie et rationalité dans l'histoire des sciences de la vie*, Paris, Vrin, 1977, p. 35.

19. M. Serres, « Les Sciences », *in Faire de l'Histoire*, J. Le Goff et P. Nora (dir.), Gallimard, 1974.

20. Ch.-V. Langlois, Ch. Seignobos, *Introduction aux études historiques*, Préface de M. Rebérioux, Paris, Kimé, 1992, note 16.

21. *Les Preuves*, *op. cit.*, p. 17.

22. *Ibid.*, p. 14.

riographie, même s'il n'est plus depuis longtemps ce qu'il a été pour toute une époque : la statue du Commandeur[23] ».

Les indispensables rectifications, les règles du milieu professionnel et les remises en cause de sa propre subjectivité historienne sont-elles alors des garanties suffisantes en vue d'un cumul d'informations assez homogènes pour construire collectivement un édifice historique ouvert sur un paysage de mieux en mieux cultivé ?

Question de méthode soulevée dès l'origine, renouvelée périodiquement, réouverte il y a une vingtaine d'années avec la présentation collective d'une nouvelle histoire qui

> s'affirme en tout cas dans la conscience de sa sujétion... ses conditions de productions. [...] Produit, elle s'interroge aussi sur son producteur, l'historien. Mais l'essentiel [...] est de savoir faire l'histoire dont aujourd'hui a besoin[24].

La conscience de l'assujettissement induit une réflexion critique sur les modes de production, leurs fonctionnements, leurs institutions, leurs pratiques et singulièrement la formation et la diffusion de leurs idéologies. « Entendons par idéologie », précisait Georges Duby, comme le fait Louis Althusser, « un système (possédant sa logique et sa rigueur propres) de représentations (images, mythes, idées ou concepts selon le cas) doué d'une existence et d'un rôle historique au sein d'une société donnée[25]. »

L'interrogation continuée sur le procès de production de la « science » historique avec la problématisation de ses catégories a conduit à une crise épistémologique amplifiant encore la réflexion amorcée en 1988 par les *Annales* : « Aujourd'hui semble venu le temps des incertitudes [...]. Les paradigmes dominants que l'on allait chercher dans les marxismes ou dans les structuralismes aussi bien que dans les usages confiants de la quantification perdent de leur capacité structurante[26]... »

---

23. Cf. « L'opération historique », *in Faire de l'histoire*, *op. cit.*
24. *Faire de l'histoire*, *op. cit.*, 3 tomes ; présentation par J. Le Goff et P. Nora.
25. G. Duby, « Histoire sociale et idéologies des sociétés », *in Faire de l'histoire*, *op. cit.*
26. Éditorial des *Annales ESC*, mars-avril 1988.

Crise d'identité décrite comme une tension « entre certitudes et inquiétude » par Roger Chartier[27]. Les certitudes ébranlées à l'échelle de la macro-histoire cèdent la place à une exploration qui peut aller de l'anthropologie à la micro-histoire, à une restauration du rôle des individus « dans la construction des liens sociaux » ; ainsi s'effectuent des déplacements notionnels « des structures aux réseaux, des systèmes de position aux situations vécues, des normes collectives aux stratégies singulières[28] ». De la sorte l'armature du récit prend le pas sur la quantification, le primat du politique et le retour du sujet recomposent le dessein d'une histoire englobante. Toutefois une visée narrative qui serait purement formelle et ferait l'impasse sur la visée de vérité constitutive de l'intentionnalité historique manquerait la dimension historique, qui est aussi de « séparer le vrai du faux ». Qui est aussi de ne pas abandonner « aux assassins de la mémoire » la population des morts « en laissant le champ libre à toutes les falsifications[29] ».

Dans la relation au vrai s'exercera aussi une critique historienne, celle d'une philosophie de l'histoire ou plus généralement d'une conception finaliste comme non pertinente, non valide. C'est sous sa forme épistémologique que la philosophie, ou, mieux, la culture philosophique fera son retour, un retour motivé sous le regard perspicace de Foucault.

De longue date, l'Histoire avait pu fonctionner comme une cour d'appel, une instance susceptible non seulement de démêler le vrai du faux, mais aussi de distinguer l'authentique de l'altéré, le légitime de l'usurpé, donc d'intervenir en fait pour valider parfois des pratiques institutionnelles telles que successions dynastiques, transferts de souveraineté ou encore attestations d'authenticité et datation de chartes ou d'autres textes de portée majeure. Arbitrage sollicité voire contraint par des enjeux politiques fondamentaux au milieu de troubles plus ou moins tumultueux. En l'occurrence, elle pouvait aussi fonctionner comme instance de compromis voire de pacification.

---

27. R. CHARTIER, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 1998.

28. *Ibid.*, p. 89. Ce chapitre résume avec acuité les changements intervenus.

29. C. GUINZBURG, préface à *Lorenzo Valla, La Donation de Constantin*, trad. J.-B. GIARD, Paris, Les Belles Lettres, 1993, cité *in* R. CHARTIER, *op. cit.*, p. 104-105.

Des controverses aussi variées que celles touchant à la Donation de Constantin à l'établissement des textes de l'Ancien Testament ou plus près de nous le bordereau attribué au capitaine Dreyfus présentent des analogies. Si elles se différencient immédiatement dans leur contenu et leur forme même, par l'état des savoirs mobilisables en un temps donné, en revanche des similitudes, des continuités seront lisibles, toutes proportions gardées, dans le traitement politique, dans les rapports explicites et implicites de pouvoir.

En ce sens, les travaux historiques, « théorie à l'état pratique » souvent plus riche que le discours épistémologique, peuvent donner à connaître l'articulation d'un état des sciences, des forces politiques et de l'organisation de la puissance publique. La possibilité d'en prendre connaissance, de s'approcher d'une idée vraie, paraît indispensable à un regard historien pour une méthode scientifique ; et aussi sa diffusion à tous les niveaux et pas seulement parmi une élite de spécialistes. Enjeux théoriques et enjeux pratiques, dont discutèrent récemment dans *Le Monde* Roger Chartier et Gérard Noiriel pour nous interpeller et « pour refonder l'Histoire comme discipline critique[30] ».

Réflexion épistémologique qui ne peut s'élaborer qu'en partant précisément des travaux qui ont mesuré la force des choses, qui ont éclairé les conditions de possibilité d'une conjoncture, son irréversibilité comme sa signification à venir, son interprétation comme effet pratique d'un processus d'ensemble.

C'est dire à quel point le travail de l'histoire mérite qu'on s'y attache. Et qu'on sache aussi rendre hommage aux historiens qui tels Madeleine Rebérioux nous aident à regarder, à réfléchir, à faire face.

30. Voir *Le Monde* du 13 mars 1998.

3

# Quand nous travaillions sur les femmes à Vincennes dans les années 70

*par Béatrice Slama*

*En souvenir de ce qui fut aussi une histoire d'amitié*

L'interdisciplinarité était un des principes fondateurs du Centre expérimental de Vincennes et nous avons tenté très tôt de travailler en équipes sur un objet commun de recherche et d'enseignement. Ainsi a commencé en 1970 ma longue collaboration avec Madeleine Rebérioux. Une collaboration chaleureuse, féconde, allègre. Notre passé commun de militantes communistes, notre activité d'enseignantes, aux côtés des étudiants, en 1968, l'une à la Sorbonne, l'autre à Nanterre, nous réunissait. Nous avions une manière très proche d'aborder les problèmes et les textes et la même passion d'enseigner. Nous avons exploré ensemble dans des UV successives « la production culturelle » du tournant du siècle aux années 30. Je me souviens d'un de nos premiers cours : je revois la salle du bâtiment D, la table couverte d'affiches, de cartes postales, de petits romans en fascicules, édités pendant la guerre de 1914-1918. Et je retrouve, près de trente ans plus tard, la chaleur, l'optimisme militant des débuts de Vincennes. Je revois ce bâtiment familier de deux étages où nous avons travaillé si intensément, le bâtiment H des historiens construit plus tard dans l'herbe pour tenter de faire face à l'afflux des inscrits, la pièce d'eau à l'entrée, la galerie, la pelouse, les grands arbres du bois, la houle joyeuse qui déferlait de la navette qui reliait le centre expérimental au métro, la fièvre des AG, le bouillonne-

ment studieux des heures d'UV. Quelque chose qu'on pourrait appeler le bonheur : ce qu'a été pour beaucoup d'entre nous cette aventure qui commençait et que des bulldozers dans une journée d'août 1980 ont transformée en mythe.

De 1973 à 1978, Madeleine, historienne, Christiane Dufrancatel, sociologue, et moi-même, littéraire, avons décidé de travailler ensemble « sur » les femmes : c'est cette expérience de cinq années que je voudrais évoquer et tenter de dire ce qu'a été le mode de vie d'une UV, d'un séminaire vincennois, d'un des lieux aussi où nous pouvons saisir les commencements, les tâtonnements dans ces années 70 de cette entreprise ambiguë qui se poursuit avec les avancées que l'on connaît : porter la « question des femmes » à l'Université.

Christiane et moi étions très motivées. Nous étions déjà engagées dans des recherches sur les femmes et avions, dans nos départements respectifs, commencé un enseignement sur des questions ou des textes que nous faisions découvrir ou sur lesquels nous tentions d'apporter un éclairage neuf. Et nous pensions que pour mieux explorer un continent si mal connu et le faire entrer largement dans les programmes d'enseignement de Vincennes, il fallait dépasser le clivage des disciplines, mettre ensemble et confronter nos questionnements, nos compétences, nos méthodes, nos regards. Madeleine se laissa convaincre. Elle n'était pas féministe, elle avait toujours choisi de militer dans des organisations mixtes, jamais dans une organisation de femmes : elle le répétait volontiers comme pour se défendre — d'elle-même ? d'une menace d'enfermement ? Mais elle savait bien qu'il ne s'agissait pas d'enfermer mais au contraire d'ouvrir : un champ de connaissances, une parole, une réflexion commune. Ses étudiantes lui demandaient de faire des cours sur l'histoire des femmes, nous avions souvent et longuement discuté à propos de ce que j'essayais de faire moi-même, notamment dans les UV que nous avions déjà menées conjointement, elle se posait désormais des questions auxquelles elle avait envie de trouver des réponses. Et je pense que c'est ce qui l'a décidée.

## Découverte et travail collectif

Il est difficile, après tant d'années, d'évoquer une expérience qui a été foisonnante, diverse, aux effets souvent imprévus, pas toujours explicités et que chacune et chacun de nous, enseignantes, étudiantes et étudiants ont sans doute vécue différemment.

Il faudrait pouvoir dire ce qui *passait* dans ces UV où se mêlaient, se pressaient des étudiants d'âge, de milieu social, de cultures et de motivations différentes : nous avons dénombré dans notre première UV des étudiantes et étudiants de 18 à 63 ans, venus de 17 départements, salariés, étudiants à temps plein, femmes reprenant ou commençant des études après des maternités. Nous étions nous-mêmes trois enseignantes de disciplines différentes, différemment impliquées dans ce travail que nous abordions ensemble. Et, dans un questionnement réciproque, dans une même recherche, un lieu se constituait avec sa cohésion propre, ses contradictions, son « climat ».

Quand je feuillette les dossiers de ces UV, je suis frappée par l'étonnante et stimulante boulimie de nos programmes, l'enthousiasme et la participation des étudiants à la recherche — autre principe fondateur de la pédagogie à Vincennes.

Nous avons travaillé dans nos UV sur la situation des femmes dans les années 20, les transformations opérées par la guerre et les reflux de l'après-guerre, leur nouveau rapport au travail, les grèves de femmes, les mouvements féministes, les nouvelles images de femmes. L'année suivante, nous travaillions dans trois directions : les modèles culturels, les stéréotypes, les mythes de la femme et de la famille dans des enquêtes sociales du XIX^e^ siècle et dans des romans de ces années (1870-1914), l'enseignement et l'éducation des filles, la représentation de la femme et de la famille dans les manuels scolaires, mais aussi dans les idéologies « féminines » et « féministes ».

Une partie du temps de l'UV était consacrée à des travaux de groupes. L'essentiel de l'UV s'est déroulé en séance plénière. Celles, ceux qui le pouvaient ont passé des heures dans les bibliothèques à dépouiller la presse de l'époque, à découvrir des manuels de la fin du XIX^e^ siècle réservés à l'enseignement des filles, à lire des romans introuvables ailleurs.

L'apprentissage de la recherche, ce sentiment de travailler sur un matériel non encore utilisé, dans de nouveaux lieux (les Archives nationales, la Bibliothèque pédagogique, la Bibliothèque Marguerite Durand) stimulaient les étudiants, éveillaient leur curiosité, leur intérêt, pour certains le désir de pousser plus loin, les confrontaient à des exigences méthodologiques. Comment travailler en bibliothèque ? Comment dépouiller un journal ? Comment analyser un manuel ? Comment lire un roman ? Quelles méthodes utiliser ? Quelles questions formuler ? L'UV était à la fois une initiation à la recherche et une mise en pratique des différentes méthodes d'approche des textes.

Certes, les étudiants étaient trop nombreux et leur participation très inégale, les travaux souvent superficiels, par manque de temps, d'approfondissement, d'appropriation insuffisante des outils de la recherche. L'UV se terminait dans une impression de bouillonnement, d'inachèvement. Mais le souvenir de ces UV est surtout le souvenir d'un travail collectif intense, d'un apport réel de la recherche étudiante à ce savoir en déconstruction et en construction, d'un désir de continuer...

Mais on ne peut comprendre l'atmosphère de ces séances, le plaisir de se retrouver de semaine en semaine, de se communiquer les résultats de ses lectures, de son travail, d'échanger ses réflexions, si on n'introduit pas, dans ces années d'explosion du mouvement des femmes, la dimension de découverte et, pour beaucoup, de prise de conscience et de prise sur la vie. Il est difficile aujourd'hui, après des décennies de recherches et de publications sur les femmes, de dire combien tout ce qui se faisait dans ces UV sur les femmes apparaissait alors comme « neuf » : de l'analyse de l'image de la fillette et de la femme dans les manuels scolaires — qui n'avaient pas encore fait l'objet d'études — à la présentation de journaux féministes : *La Citoyenne, La Fronde, La Femme affranchie, La Femme socialiste, La Voix des Femmes,* dont les étudiants n'avaient jamais soupçonné l'existence, à la lecture de romans de femmes et de féministes du tournant du siècle et des années 20, inconnus pour la plupart. Même la relecture de textes classiques comme les textes de Fénelon, de Mme de Maintenon ou de Rousseau sur l'éducation des filles, d'un roman connu comme *La garçonne* ou *Les Petites filles modèles* était vécue comme une découverte.

Un moment de nos découvertes : le dépouillement proposé par Madeleine Rebérioux du débat parlementaire sur la loi Camille Sée de 1881 organisant l'enseignement secondaire des filles. Débat édifiant sur ses enjeux et les résistances à ce qui a été tout au long du siècle la grande revendication des femmes : l'instruction. « La femme doit être dans son corps comme si elle n'y était pas », déclarait le député Keller, citant Mgr Henry. Quel déni et quel aveu dans ce télescopage entre l'enseignement des filles et la menace d'une prise de conscience de son corps par « la femme ».

## Un double projet

Nous attachions beaucoup d'importance à notre interdisciplinarité. Mais ce ne sont pas les exposés systématiques, les présentations de méthodes qui ont le plus favorisé un apport réciproque, mais les *pratiques*, lectures croisées de textes, dépouillement collectif d'un corpus nouveau, avec les problèmes méthodologiques et les questionnements théoriques qu'elles ont suscités. Une relecture de *La garçonne* dans l'UV sur « les femmes dans les années 20 » ou plus tard, dans un séminaire sur « les femmes et la classe ouvrière » de l'intervention de Louise Tardif au Congrès ouvrier de 1878 en ont été parmi bien d'autres une illustration.

*La garçonne* de Victor Margueritte — diffusée à un million d'exemplaires — est traditionnellement présenté comme un livre « féministe » et son titre apparaît encore comme le symbole de la « nouvelle femme des années 20 ».

L'analyse interne du texte, de sa structure, de son énonciation, du champ des signifiants, de son ambivalence, lourde d'effets idéologiques, rendait apparemment impossible, pour une lectrice femme, une lecture « féministe » de ce roman. Elle invitait à s'interroger sur un « féminisme au masculin ». Mais le problème était aussi ailleurs : un texte littéraire, un roman met en scène une femme « libre » — comme un garçon — libérée de tous les tabous *mais* par la trahison d'un homme, *mais*, telle qu'elle s'inscrit dans le texte, libertine et perdue, enfin sauvée et réhabilitée par l'amour d'un « homme supérieur », un « féministe » qui lui fait retrouver son destin « naturel » de

« compagne de l'homme » : la « garçonne » devient une « femme ». Comment s'impose dans la société une figure de femme née d'une écriture romanesque, à travers un regard et une énonciation d'homme, comme l'image — ou son repoussoir ? — de la « nouvelle femme » ? Par quels mécanismes de diffusion et de réception ? En nourrissant et en révélant quelles attentes, quels fantasmes, quels désirs contradictoires et quelles peurs secrètes des lectrices ? Dans les manifestations de liberté de l'héroïne : rupture avec la famille et le milieu social, refuge dans un milieu marginal de boîtes de nuit et de drogue, choix d'un métier personnel épanouissant, celui de décoratrice, liberté sexuelle, amants multiples, homosexualité, quête d'un géniteur biologique pour une maternité solitaire, nous pouvions voir préfigurées, dans ce roman des années 20, la revendication d'appropriation de son corps et certaines images largement diffusées par les médias de « femmes libérées » des années 70. Le happy end, le triomphe final du « couple », tel que l'exaltait Victor Margueritte, répondait sans doute aussi à cette peur de la solitude pour la femme indépendante et libre de demain que disaient les féministes du tournant du siècle, peut-être aussi à ce rêve de rencontre d'un « homme supérieur » qui était encore celui de la jeune Simone de Beauvoir (*Mémoires d'une jeune fille rangée*). Complexité de l'écriture et de sa réception.

Louise Tardif, ouvrière, évoque, en 1878, la condition de la femme, son angoisse pour sa fille, vouée, contrairement à son frère, à la maison, privée d'éducation, exposée à l'agression et à l'abandon des hommes. Ce discours nous posait des questions. C'était une forme de récit à la 3e personne, aux résonances autobiographiques. Il était très différent des interventions des autres déléguées qui s'exprimaient sur le terrain syndical. Il surprenait parce qu'il s'exprimait comme en écho à *La Femme* de Michelet. S'en tenir à une lecture « idéologique » attentive à la coexistence dans cette intervention, dans ces termes et en ce lieu d'une image traditionnelle de la femme et de la dénonciation de son oppression en tant que sexe, dans la famille et la vie privée, c'était risquer d'ignorer le texte dans son historicité et dans ses enjeux. L'intervention de Madeleine lui apportait un autre éclairage. Évoquant les conditions de la lecture en milieu ouvrier à la fin du Second Empire, la pénétration de l'influence de Michelet et de son image de l'« ouvrière », la large diffusion du roman populaire, sa publication en feuilleton dans *Le Petit*

*Journal,* elle cernait le champ d'inscription de cette écriture et de la communication, dans un langage « reconnu » par tous, entre la locutrice et ses destinataires. Comme le problème, soulevé par la sociologue, de l'irruption du « vécu » de la femme, de la fille, et de son refoulement d'un tel lieu jusqu'à une période toute récente, sans doute dans les années 70, au cours des Journées des femmes de la CFDT puis de la CGT, posait l'enjeu d'une telle intervention.

Le travail de ces UV répondait à notre double projet : élucidation critique dans la situation faite aux femmes, dans les représentations, les images, les discours, les mots, de ce que les féministes du XIX$^{e}$ siècle appelait le « masculinisme » et que les féministes contemporaines devaient nommer le « machisme » ou le « sexisme » : tentative de poursuivre et renouveler des études sur la « condition des femmes », de sortir de l'oubli des faits, des textes, à lire « autrement », d'apporter des éléments à une histoire des femmes — « une histoire des femmes est-elle possible ? » s'interrogeait alors Michelle Perrot. Ces UV aidaient à mieux comprendre les mécanismes et les moyens de domination des femmes, les résistances à tout changement. La lecture de textes de femmes aidait à mieux saisir comment fonctionnaient les effets d'intériorisation par les femmes elles-mêmes des représentations et des rôles qui leur étaient assignés, mais aussi comment elles disaient leurs aspirations, leurs refus, leurs conflits internes, leur révolte, comment, à travers des actions, des articles, des romans, se dessinaient dans leur ambiguïté de nouvelles images de femmes, une manière de vivre l'espace, le temps, la vie sociale, les rapports privés, un désir d'écrire et d'être.

## Ambiguïté et complexité

Mais c'est dans le séminaire que nous avons vécu l'expérience la plus éclairante de ces années-là, de l'ambiguïté de notre travail et de la complexité des questions que nous posions et que nous nous posions.

Le public n'était plus tout à fait le même, ni l'atmosphère des séances. Dans les UV que nous avions animées, étudiantes et étudiants se mêlaient, travaillaient en équipes. Dans le sémi-

naire, les étudiantes étaient majoritaires, avec des motivations très fortes, affectives, exigeantes. Le « mouvement de libération des femmes », l'accent mis sur l'oppression sexuelle des femmes, leur exploitation par le travail ménager gratuit, la revendication de la réappropriation de leur corps par les femmes, le mot d'ordre « le privé est politique », les actions féministes, notamment pour l'avortement, la création de la maison d'édition « des femmes », la publication de textes en quête d'un « nouveau langage » les concernaient toutes, dans leur être même. Certaines appartenaient à des groupes de femmes, au MLAC. Le choix d'un sujet de recherche sur les femmes était souvent vécu comme une forme d'engagement. Les étudiants, eux, étaient peu nombreux — un peu moins chaque année. Certaines de leurs interventions se heurtaient à des réactions de rejet de la part d'étudiantes. Il leur était reproché au début du séminaire de continuer à « monopoliser » la parole. Je me souviens du débat enfiévré sur la « non-mixité » du séminaire exigée par certaines, lors d'une séance. Il révélait l'impact d'un certain discours féministe et la force, en cette fin d'année 1975, du besoin des femmes de s'affirmer, de « se dire ». Il fallait un certain courage et de réelles motivations à ces étudiants fortement minoritaires, parfois marginalisés — ils s'étaient une année dispersés comme en retrait aux quatre coins de la salle — dans un séminaire où leur image traditionnelle de « mec » était radicalement mise en question. Curiosité, fascination de « l'autre » ? De ce que l'autre vous révèle de vous-même ? Prise de conscience, refus de se reconnaître dans les représentations, les discours « masculins » sur « l'homme », désir de faire « entendre » une « parole d'homme » qu'ils reconnaîtraient enfin pour leur, comme l'a revendiqué un étudiant lors d'une séance ? En tout cas, jamais de l'indifférence ni un simple intérêt universitaire. Pour les unes comme pour les autres, se jouait — et ce n'est pas la moindre ambiguïté de cette expérience — une quête d'identité.

Je me souviens d'une première séance de séminaire. Chaque enseignante s'était présentée très directement aux étudiantes et étudiants, en tant qu'enseignante et en tant que femme : son itinéraire, sa prise de conscience, ses choix, ses motivations actuelles, l'orientation de son travail et de ses recherches. Chaque étudiante et étudiant en avaient fait autant. Une extraordinaire attention trouvait chacun à l'écoute de l'autre et quelque

chose s'était vraiment passé. Mais nous avons été amenées assez vite à poser le problème du « lieu d'où nous parlions », pour reprendre le jargon de l'époque, et ce lieu était double, ambigu : lieu-femmes, lieu-institution. Même si Vincennes n'était pas une Université comme les autres. Et dans ce lieu universitaire, nous ne pouvions ni être un « groupe de femmes » ni un groupe de « prise de parole », même s'il nous était arrivé et nous arriverait souvent de faire comme si nous étions l'un et l'autre. La question était de savoir quel travail nous pouvions faire ensemble de ce « lieu ».

C'était bien, je crois, la question centrale qui surgissait de ce séminaire. Que veut dire travailler « sur » les femmes à l'Université, faire des « femmes » un « objet » d'étude universitaire? Pour quoi ? Et là apparaissaient toute les ambiguïtés de notre travail et de notre « lieu » ces années-là.

Lieu universitaire ? Lieu militant ? Lieu clos, ouvert sur l'extérieur ? Recherche sur le passé, réflexion sur l'actualité brûlante ? Le problème était confusément, parfois explicitement, posé en termes d'oppositions, de désirs contradictoires qu'il fallait concilier, que beaucoup ne voyaient pas comment concilier. Désir d'entreprendre une recherche, désir de trouver dans le séminaire un lieu d'élaboration théorique pour avancer dans son propre travail, désir du diplôme, de la maîtrise, du DEA, du doctorat. Mais désir nouveau aussi d'un travail « engagé », politique sur les problèmes actuels, brûlants de la vie des femmes. Désir de s'essayer, de se risquer dans une « écriture », désir d'écrire les femmes, désir de s'écrire. Comment le faire, dans le cadre d'un travail universitaire avec ses contraintes méthodologiques, ses exigences de type scientifique, son travail sur le passé, sur des archives, en bibliothèque ? Et puis on attend autre chose d'un séminaire sur les femmes. Certaines souhaitaient une action, un bulletin d'information, voire une articulation avec les luttes contemporaines de femmes.

Nous avons été prises dans ces désirs contradictoires, comme nous l'étions, en tant que femmes, dans l'objet même de notre enseignement et de nos recherches.

## Mémoire des femmes

Une des premières difficultés du séminaire a été le problème du choix du sujet de maîtrise, de thèse, celui des objectifs et des exigences de la recherche. Les étudiant(e)s, dans leur majorité, se tournaient vers le présent, les problèmes actuels, le viol, la contraception, les femmes battues. Les contacts directs, les interviews, les enquêtes les attiraient, même quand rien ne les avait préparé(e)s à ces techniques. Quand des « littéraires » s'attachaient à des textes de femmes, c'était à la production de l'année, au dernier roman, au dernier essai parus.

Intéresser les étudiant(e)s au passé des femmes — même si nous n'étudiions que la fin du XIXe et le XXe siècles avec des incursions nécessaires dans un passé plus reculé — a été un des enjeux de notre séminaire, comme de nos UV. Ce n'était pas pur souci universitaire du recul nécessaire pour « enseigner ». Un des projets du Centre expérimental de Vincennes était de donner toute sa place au monde contemporain avec ses réalités, ses méthodes, ses problématiques. Et c'est bien ce que nous faisions aussi en mettant au centre de notre travail, à ce moment-là, les femmes.

Mais nous étions frappées par l'ignorance, voire le mépris d'alors pour le passé des femmes, leurs refus, leurs efforts de s'affirmer, leurs luttes, leurs écrits, leurs pensées. La libération des femmes en était à l'« année zéro » et l'« écriture féminine » était à naître. Or l'un des projets de notre enseignement était de lutter contre l'effacement des femmes, réussite de la domination masculine, en leur rendant la parole, en faisant connaître leurs actions, leurs journaux, leurs discours, leurs livres, en cherchant à les lire autrement. Certes, nous vivions pleinement la nouveauté et l'inventivité des analyses, des revendications, des mots d'ordre, des formes de lutte et des écrits du « mouvement » en ces années 70. Mais les militantes ne se rendaient-elles pas, sans le savoir, contrairement par exemple à des féministes italiennes, complices du « machisme » contre lequel elles luttaient, en participant à cette entreprise de rejet et de dénigrement ? Retrouver les traces, les jalons d'une histoire des femmes — et des textes de femmes —, avec sa temporalité propre, ses décalages, ses moments effervescents et ses périodes de silences, ses défaites et ses réveils, ses tâtonnements sur des chemins nouveaux, n'était-ce pas retrouver ses racines et

tirer leçon — et fierté — des expériences passées ? Ce sera le travail de nombreuses chercheuses, plus tard aidées pendant quelques années par l'ATP « Recherches sur les femmes, recherches féministes » du CNRS et l'avènement des grandes publications, en particulier sous la direction de Michelle Perrot, dans les décennies 80 et 90.

Nous pensions donc, là encore, que notre travail universitaire avait un enjeu politique quand nous faisions connaître les militantes de la fin du XIXe siècle et des années 20, les Congrès féministes de 1900, les groupes féminins des syndicats d'instituteurs, le combat des ouvrières du Livre contre le sexisme syndical, les rapports de certaines féministes avec le mouvement ouvrier socialiste, la problématique marxiste de la « question des femmes », de Guesde au PCF, et ses effets complexes — engagement militant des femmes dans les partis, déclin du mouvement spécifiquement féministe, surtout à partir des années 30 — ou encore quand nous tentions de faire une « lecture de femme » des romans de l'«antiféministe » Colette Yver ou de la féministe Magdeleine Marx.

Un des moments forts a été l'étude du discours d'Hubertine Auclert au 3e Congrès ouvrier de 1879. Cette jeune « bourgeoise » représentant le Droit des Femmes, groupe qui « revendique les droits sociaux et politiques des femmes » et l'association des travailleuses de Belleville, prenait la parole dans des conditions très différentes de celles qui entouraient l'intervention de Louise Tardif au Congrès précédent. Pour la première fois, la « question des femmes » était portée à l'ordre du jour d'un Congrès ouvrier et c'est non en tant qu'ouvrière, mais en tant que « femme, c'est-à-dire exploitée », et « au nom de « la moitié déshéritée du genre humain » que, tout en appelant les délégués à une lutte commune, elle dénonçait leur double caractère d'ouvriers opprimés par les capitalistes et d'hommes oppresseurs des femmes et affirmait la nécessité de lutter contre les « privilèges de sexe » : « Une République qui maintient les femmes dans une condition d'infériorité ne peut pas faire les hommes égaux. » Prenant à parti les socialistes qui veulent renvoyer à plus tard la prise en compte de la « question des femmes », elle rappelait les luttes d'Olympe de Gouges et tirant les leçons de leur rejet par les hommes de la Révolution, elle appelait les femmes à prendre en main leur destin. Les étudiant(e)s découvraient une voix de militante féministe dont

la lucidité, la fermeté de l'argumentation, les subtilités de l'énonciation nous interpellaient cent ans plus tard. Discours, public, enjeux : nous avons tenté de rendre compte de ce travail interdisciplinaire dans la revue *Romantisme*, en 1976.

## Un séminaire ouvert

Travaillant sur les « idéologies féminines et féministes », nous avons analysé des textes du présent : tel article du *Torchon brûle* ou du numéro spécial de *Partisans*, le roman d'Annie Leclerc *Parole de femme* qui passionnait et divisait les étudiantes. Dans cet envol, ce rythme, cette exaltation du corps, cette réfutation violente et joyeuse du monde masculin, les unes entendaient vraiment une « parole de femme » et disaient s'y découvrir elles-mêmes, les autres y voyaient, en accord avec l'article de Christine Delphy, une régression « protoféministe » : il y avait bien déplacement de point de vue, exaltation de la « femme » et de ses valeurs, condamnation des valeurs masculines mais ni le scénario des « rôles » sexuels ni la répartition des valeurs n'étaient vraiment remis en cause. C'était une occasion pour des étudiant(e)s de disciplines différentes de tenter, au-delà d'une approche idéologique, de réfléchir sur la spécificité du texte littéraire, son dialogisme, la rencontre singulière d'une écriture et d'une lecture.

Le séminaire fonctionnait dans la diversité, l'imprévu souvent. Dans la plupart des séances prévalait l'aspect universitaire : appropriation des outils de la recherche, présentation de travaux en cours ou achevés, étude des textes et des questions au programme, confrontation d'analyses et de méthodes. Mais souvent les problèmes nous interrogeaient sur un autre terrain. Le débat sortait de l'Université.

Il y avait parfois des séances ouvertes sur l'extérieur : après l'analyse de *Parole de femme*, nous avons invité Annie Leclerc et Marie Cardinal : les littéraires n'étaient pas les seul(e)s à les interroger sur leur rapport de « femme » à l'écriture, au langage, aux mots. Nous avons invité des représentantes de la maison d'édition « des femmes », et le débat très vif dans le séminaire nous a plongées, bien malgré nous, dans des conflits internes au « mouvement ». En 1977, le séminaire a reçu

Christiane Gilles, secrétaire de la CGT, et Jeannette Laot, secrétaire de la CFDT, et les interrogeait sur les problèmes du travail féminin, du sexisme dans les entreprises, de l'attitude des organisations syndicales à l'égard des femmes, de la prise de conscience des travailleuses.

En décembre 1978, nous avons organisé avec des chercheuses d'autres universités et du CNRS un colloque à Vincennes sur « les femmes et la classe ouvrière » auquel elles ont toutes deux participé. La présentation que nous en avons faite illustre bien notre va-et-vient entre la recherche et les préoccupations de l'ici-maintenant du mouvement des femmes : le colloque est « axé sur la présentation de recherches originales utilisant des travaux de première main et sur la confrontation de ces recherches avec les questions politiques actuellement posées par les luttes de femmes contre leur oppression ».

## Savoir en construction et enjeu politique

Savoir en construction, questions politiques brûlantes : ce serait sans doute une bonne définition de notre travail « sur les femmes » ces années-là.

Nous partions de questions que nous cherchions, collectivement ou individuellement à formuler. Certaines surgissaient des faits, des écrits que nous découvrions, des « corpus » que nous constituions et analysions. Cette recherche était confrontée à la complexité de problèmes et de concepts que l'actualité de cette fin de siècle continue sans doute sous d'autres formes à poser. Mais aussi à la réalité du « mouvement », à ses pratiques, ses positions, au débat très tôt conflictuel en son sein. Notre travail, en retour, en instaurant une distance, menait à une réflexion qui interrogeait le « mouvement » et nos questions elles-mêmes.

Nous analysions des textes « de femmes ». Quel statut leur donner ? Le présupposé d'une « spécificité » de « romans de femmes », d'écriture de « femme », de « point de vue » de « femme » était problématique. Je l'avais cependant adopté comme hypothèse de travail. L'écriture passe par le corps et tente de répondre sur le mode imaginaire aux problèmes que pose la société à l'individu et dans les romans de femmes se

joue le plus souvent une quête d'identité. Les femmes sont à la fois sexuées (les effets et la lecture de la différence sexuelle dans l'écriture étant eux-mêmes objets de recherche) *et* prises dans des « situations », des représentations, des « rôles », imposés et construits socialement, historiquement, dans et contre lesquels elles tentent de se trouver. De là où elles sont, elles vivent, voient, disent la société, les hommes, les autres femmes, elles-mêmes ; voient ou fantasment ou recréent avec des mots qui les piègent et qu'elles voudraient réinventer : *du côté des femmes.* Un côté lui-même à historiciser. Comme une lecture de « femme » peut être différente — nous l'avons constaté tant de fois — d'une lecture d'homme.

C'est dans ces années-là que l'hymne d'Hélène Cixous à l'« écriture féminine », « langage du corps », « langage de l'inconscient », écriture d'annonciation d'une « femme-à-venir », d'une « jeune née » nous confrontait à une approche différente. Explosaient alors textes et revues se réclamant d'une « parole de femme » ou de l'« écriture féminine ». Hélène Cixoux avait créé à Vincennes en 1974 le doctorat d'« études féminines ». La complexité des problèmes posés, au carrefour du langage, de la psychanalyse, du débat sur « l'écriture » et sur le « féminin » dans sa réappropriation par la psychanalyse et dans l'acception que lui donnait Hélène Cixous a été au cœur de certaines de nos séances, de travaux, de débats souvent passionnés, voire conflictuels. Tant tout alors était politique, même et surtout l'écriture.

En même temps que l'accent était mis sur le langage, nous ne cessions de nous heurter à lui, aux connotations sociales et culturelles des mots que nous utilisions : « femme », « féminin » et « masculin », mais aussi « sexe », « différence ». Le concept de « genre » (*gender*) a été, depuis, largement emprunté aux Américaines parce qu'il désigne sans ambiguïté — ou avec moins d'ambiguïté — une catégorie « socialement construite ». Mais ne « refoule »-t-il pas la différence de « sexe », le corps, la sexualité ? Il est vrai que, dans le champ de l'écriture, Hélène Cixous et les chercheuses de son séminaire ont pu utiliser le « genre » pour rendre compte de la différences des économies libidinales au-delà des différences hommes-femmes, dans la coexistence et la circulation des différences sexuelles dans un même individu. Le « genre » renverrait à l'identité sexuelle, le « sexe » à l'anatomie. Mais faut-il, pour

combattre le déterminisme dénoncé par S. de Beauvoir qui renverrait d'une réalité biologique, du corps sexué à la construction sociale de la différenciation sexuelle et des rapports de forces entre sexes, occulter la biologie ? Elle explore les « réalités » mal connues de l'humain et en faisant apparaître, ces dernières décennies, le fonctionnement et la complexité des mécanismes de la différenciation sexuelle, ne rend-elle pas caducs bien des discours proférés en son nom ? Le rapport au corps, à la sexualité est lui-même largement culturel. Un des effets de ces années 70 a été de le poser comme question et de le faire évoluer.

Les femmes : un ensemble opprimé qu'unit la domination masculine, comme le pensaient Hubertine Auclert, les « sœurs » du *Torchon brûle* ? Ou traversées par le clivage des milieux sociaux ? Nous avions longuement travaillé en 1978 sur les documents du Congrès international des droits des femmes de 1900. Nous avions été frappées par les débats sur le problème des domestiques, de leurs droits à une journée de repos, et des réticences de certaines « féministes » à admettre que ce jour pût être un dimanche : le clivage apparaissait là entre employeuses et employées. Toutes les mêmes face à l'avortement, comme le clamait le mouvement, ou inégales, dans le cadre de la loi de 1920 alors encore en vigueur, selon leur milieu social et leurs moyens financiers, comme semblait le montrer le procès de Bobigny ? Ou fallait-il définir les femmes à la fois comme « classe de sexe » face à l'oppression de sexe et ensemble traversé par les différences sociales ?

Le Congrès féministe de 1900 se tenait sous la tutelle de l'État et c'est à l'État que s'adressait le Congrès qui demandait des lois : politique féministe qualifiée par les socialistes de « bourgeoise », alors que dans ces mêmes années, s'affirmait un féminisme ouvrier autonome, comme celui du journal *La Femme affranchie*. Que recouvrent, à différents moments de l'histoire des femmes, ces concepts de « féminisme bourgeois », de « féminisme populaire », de « féminisme socialiste » qui ont servi depuis la fin du XIX^e^ siècle à désigner des clivages politiques entre « féministes » ?

Nous nous interrogions sur le mouvement contemporain. Il nous paraissait être en ces années, contrairement au féminisme québécois, faiblement ancré dans la « classe ouvrière », parmi les « travailleuses », les couches populaires de femmes. Préoc-

cupation « marxiste » ? Après le colloque de décembre 1978, les enseignantes du séminaire ont été invitées par Christiane Gilles à une Journée des femmes de la CGT. Ce fut un grand moment. Nous avons assisté à une sorte de coup de force de la prise de parole par des militantes qui refusaient l'ordre déjà établi des inscrites et contestaient la direction de la tribune, au déferlement des interventions qui reprenaient les principaux thèmes du « mouvement », à la dénonciation de l'« oppression de sexe », à l'irruption du « privé » sur la scène syndicale. Nous avons cru que l'articulation du mouvement et des femmes syndiquées devenait enfin possible. Plus tard, ce sera la dissolution d'*Antoinette*, le départ de Christiane Gilles, la reprise en main du journal des femmes de la CGT. Apparemment, le rendez-vous a été manqué. Mais le « mouvement » s'était-il vraiment « donné les moyens » — pour employer le jargon de l'époque — d'organiser un rassemblement plus large, plus populaire ?

En fait, le rôle historique du mouvement a été autre : ses idées ont transformé en profondeur la vision des femmes par la société et la prise de conscience des femmes, leur regard sur leur vécu, notamment parmi les travailleuses de la CGT et de la CFDT. Il a initié un changement des mentalités et des relations hommes-femmes. Le clivage se jouait sur un autre terrain. Et sur le terrain même du « féminisme ». C'est sans doute une singularité du « mouvement » des années 70. Une partie du « mouvement » rejetait le mot même de « féminisme » et accusait les « féministes » de ne pas mettre en question, dans leur revendication de l'« égalité » sociale, civique et politique des femmes avec les hommes, le modèle universel masculin où se perdrait cette identité féminine « à venir ». Celles-ci dénonçaient l'appropriation du sigle du MLF par le groupe « psychanalyse et politique », combattaient des positions qu'elles analysaient comme « différencialistes », voire « essentialistes » et se méfiaient de toute approche psychanalytique, de toute référence au symbolique, à l'imaginaire, à la langue. Sans doute les oppositions entre groupes militants ont-elles alors figé les positions et n'ont-elles pas permis, dans une perspective commune de « libération des femmes », une confrontation sereine sur les actions et les enjeux du combat « féministe » pour les unes, « des femmes » pour d'autres, et,

dans leur complexité, sur les problèmes de la différence des sexes et des rapports de sexes.

Une table ronde au colloque « femmes et classe ouvrière » de 1978 sur « l'inscription politique du féminisme et le rapport à l'État », animée par Christiane Dufrancatel et Geneviève Fraisse, posait alors un problème qui interrogeait le « mouvement » de ces années-là et semble encore actuel : « comment la question de l'inégalité des droits entre hommes et femmes, dans une société caractérisée par l'égalité formelle entre individus, a-t-elle été posée par différents courants féministes ? Et qu'en est-il du rapport du féminisme à l'État, quand on passe de la lutte à la revendication ? ».

Dans la continuité des revendications des femmes de la Révolution, H. Auclert se battait pour la citoyenneté des femmes, pour le droit de vote, pour l'éligibilité, condition nécessaire pour l'accès au pouvoir des femmes, là où se font les lois, là où les femmes doivent être pour changer vraiment les choses. Féminisme « bourgeois » ? La question était posée dans notre séminaire par la sociologue, Christiane Dufrancatel : pourquoi ce combat avait-il si peu impliqué de femmes ? Louise Weiss, dans l'entre-deux-guerres, s'en plaignait encore. En fait, pour les femmes qui ne l'avaient pas, comme dans les milieux populaires pour bien des hommes qui avaient ce droit, l'idée même du vote, de la délégation de pouvoir, de la représentation semblait susciter peu d'intérêt. Et que pouvait éveiller pour la majorité des femmes d'alors la revendication de l'accès au pouvoir politique ?

Retrouvions-nous ces réticences dans les débats véhéments hérités de 68 et que nous connaissions bien à Vincennes, contre « les élections piège à cons » et le refus de « participer », d'être manipulés, voire complices du « pouvoir » ? Là, dans le contexte très différent et dans le milieu des militants et militantes de 68, s'exprimaient explicitement le refus de délégation, la méfiance à l'égard du système représentatif. Cependant l'anonymat, le refus du vedettariat, la « souveraineté » des assemblées générales du « mouvement » de 68 et de celui des femmes des années 70 n'avaient évité ni les dominations ni les luttes pour le pouvoir.

Peu d'années plus tard, la participation aux élections et aux candidatures ne faisait plus sérieusement problème. Alors que le « pouvoir politique » est à nouveau l'enjeu de luttes de fem-

mes et notamment la « parité » dans les instances représentatives, on peut s'interroger : « féminisme bourgeois », féminisme des « élites » ? ou nouvelle inscription politique du féminisme, des femmes dans leur rapport à l'État, nouvelle étape du cheminement discontinu mais irrésistible de la transformation de la place et du rôle des femmes dans la société ? nouvelle étape vers une égalité affirmée, menacée, encore à conquérir. Mais aussi reconnaissance, et pas seulement symbolique, que l'universel a cessé d'être neutre — c'est-à-dire masculin, le neutre n'existe pas d'ailleurs pas en français — mais a les deux « genres » à la fois et recouvre bien les deux « moitiés » de l'humanité. C'est peut-être un tournant pour les femmes. « Partager » le pouvoir, à part égale, oui, mais pour quoi faire ? pas seulement, comme dirait malignement Colette, pour en « prendre leur part ». Les femmes au pouvoir sauront-elles, pourront-elles échapper aux pièges du pouvoir ? sauront-elles, voudront-elles, pourront-elles agir, peser pour que change notre société, celle des inégalités sociales et de « l'horreur économique » ? Hubertine Auclert rêvait qu'elles modifieraient profondément les lois, le pouvoir, la société, les rapports entre les femmes et les hommes... A la veille du nouveau millénaire, là est sans doute le véritable enjeu.

Note : Je me suis largement inspirée ici de certains de mes articles de cette période et notamment de « L'heure interdisciplinaire », *Littérature*, « A Vincennes », n° 34, mai 1979.

# II

# *Femmes et mouvements de femmes*

4

# Les femmes dans l'histoire ou la représentativité en question

*par Michèle Riot-Sarcey*

Les échanges entre historiennes, le dialogue transatlantique comme les confrontations inter-européennes nous ont permis d'élargir la réflexion épistémologique, tout en percevant, avec toujours plus de précision, les impasses de telle ou telle méthode d'analyse. De l'histoire des femmes aux études sur la construction des différences de sexes, l'historiographie en ce domaine s'est à la fois enrichie et renouvelée. Il n'en demeure pas moins que des obstacles subsistent : les femmes ne parviennent pas à franchir le seuil des secteurs traditionnels de l'histoire. L'absence des femmes, leur invisibilité au sein des institutions, des organisations, plus généralement des lieux où le pouvoir s'est exercé suffisent à les écarter de l'histoire, comme si l'historien devait se satisfaire d'une restitution factuelle, d'une prise en compte de règles et de situations, sans éprouver le besoin d'informer le lecteur des conditions de possibilité des dispositifs en vigueur.

Pour sortir du silence des données de l'histoire, il nous a fallu emprunter à d'autres disciplines les outils nécessaires à une réflexion plus approfondie afin d'atteindre les « compréhensions perdues »[1], sensibles aux contemporains mais inaccessibles aux historiens attentifs aux seules interprétations politiques d'après coup. De la présence des femmes dans les manifestations, de leurs écrits polémiques, de leurs espoirs aux conquêtes citoyennes, il ne restera dans l'histoire

1. Expression empruntée à Henri Meschonnic.

de la démocratie ou de la république qu'un point de vue, celui dont le triomphe suffit à légitimer un singulier universel.

A la fois pilier des systèmes de pensées, au cœur des structures sociales, les femmes, toujours objets d'intérêt, n'accèdent pas au statut de sujets actifs de histoire.

En 1848, par exemple, elles sont allégories, symboles, représentations de la République[2], mais absentes en tant qu'individus des débats institutionnels. L'universalité des principes républicains demeure inaccessible aux femmes malgré le vœu exprimé par certaines d'entre elles. Elles n'entrent en République qu'incluses dans la sphère privée, assignées à la fonction d'épouse et de mère. L'exclusion des femmes du domaine public fut la condition de la liberté du citoyen dans une hiérarchie respectée. En effet, la liberté de l'un ne fut pensée possible que par rapport à la dépendance de l'autre : celle des femmes fut construite parallèlement à l'extension de la liberté citoyenne[3].

Placées au centre de la famille, les femmes sont la condition d'existence d'un ordre social dont la formation des règles leur échappe. Aussi sont-elles mises hors de la scène de l'histoire qui postule leur absence, du fait de leur invisibilité dans les débats publics sur l'organisation de la cité. Si elles sont au cœur des enjeux de pouvoir, elles ne figurent pas dans les stratégies énoncées, redécouvertes grâce aux traces laissées par les contemporains. L'histoire se joue sans elles mais son avènement politique ne peut se passer d'elles. Ainsi ai-je conclu *La Démocratie à l'épreuve des femmes*[4].

Leur parole est toujours prise dans un étau : entre les discours dont elles sont l'objet et leur besoin de se dire différentes mais semblables, en capacités, à celui qui s'exprime en leur nom. Un constant décalage est perceptible dans la signification donnée aux mots. Je retiens ici l'analyse de Benveniste :

---

2. Voir en particulier, M. AGULHON, *Marianne au combat, l'imagerie et la symbolique républicaine*, Paris, Flammarion, 1979.

3. « De la représentation et de ses multiples usages », *in Démocratie et représentation*, Paris, Kimé, 1995. Pour les différents sens du mot représentation, je renvoie à l'article de R. CHARTIER, « Le Monde comme représentation », *Annales ESC*, novembre-décembre 1989.

4. Paris, Albin Michel, 1994.

> Il y a deux propriétés inhérentes à la langue, à son niveau le plus profond. Il y a la propriété qui est constitutive de sa nature d'être formée d'unités signifiantes, et il y a la propriété qui est constitutive de son emploi de pouvoir agencer ses signes de manière signifiante[5].

A partir de ce constat, on peut dire avec certitude qu'avant de devenir sens commun, la signification d'un mot ou d'une notion fera l'objet d'un enjeu d'une extrême importance selon le poids social de l'idée qu'il signifie. Ainsi en a-t-il été de la signification des mots liberté ou peuple, ou du syntagme suffrage universel[6]. La prise en compte du référent éclaire le sens et, du même coup, permet de percevoir les significations différentes dans l'usage de l'universalité. Hors du sens dominant, devenu sens commun, les significations autres ne sont pas comprises. Le peuple englobe les femmes comme épouses, mères ou filles (du peuple) mais non comme individus à part entière, c'est-à-dire comme ouvrières ou prolétaires par exemple. De manière plus significative encore, la liberté prend un sens radicalement différent selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme. Quant au suffrage universel, il devient tel lorsque la totalité de la population masculine accède au droit politique. Or cette attention particulière portée à la signification des notions sur lesquelles repose la structure sociale est propre à tous les contemporains : ils se perçoivent incompris par les autorités quand celles-ci les désignent sans les intégrer en tant qu'individus égaux en droit. Des femmes n'ont cessé de s'interroger, particulièrement pendant la Seconde République, sur la « vérité des mots ». Leurs propos furent vains, inaudibles pour l'essentiel et rapidement caricaturés : les femmes n'ont pas été entendues. La signification qu'elles donnaient aux mots dérogeait au sens commun. Or ce sens donné par les autorités, évidemment particulier. fut repris par d'autres femmes davantage reconnues par les contemporains : Daniel Stern ou George Sand, pour ne citer que les plus célèbres ; ainsi accepté par tous, il fut admis comme vérité. Malgré les tensions perçues et énoncées, chacune de ces femmes d'exception a su parler le

5. É. Benveniste, *Problèmes de linguistique générale*. t. II. Paris. Gallimard, 1974, p. 97.

6. « La place des femmes dans l'histoire ou les enjeux d'une écriture ». *Revue de Synthèse*, n° 1, 1997.

langage courant en tenant un discours réaliste, mille fois cité. La distance qu'elles ont prises par rapport aux individus[7] presque inconnues, souvent sans talent, et si peu représentatives de la masse des femmes du peuple qu'elles étaient censées représenter, a autorisé toutes les minorisations possibles du rôle et de la place des « femmes de 1848 ».

Mais comment être représentatives d'une catégorie en dérogeant aux représentations normatives dont le groupe est l'objet ? Et comment les situer ?

Le XIX^e siècle se caractérise par sa quête d'unité : la restauration d'une communauté défaite préoccupa les autorités politiques successives — des libéraux aux républicains. Napoléon III a semblé un temps réunir avec succès les ingrédients nécessaires au colmatage de cet ensemble si disparate, au point que François Furet put énoncer le paradoxe suivant :

> Cette démocratie est triomphante sous le Second Empire, bien plus que sous aucun des précédents régimes : c'est un effet naturel du temps qui passe, c'est aussi une volonté expresse de Napoléon III, au moment même où il a privé les Français de liberté politique [8].

« On est homme lorsqu'on est citoyen », avait écrit Jean-Jacques Rousseau dans ses « Considérations sur le gouvernement de Pologne ». Cette identification de l'homme au citoyen n'a cessé d'être considérée comme le seul achèvement possible de la Révolution française ou plus exactement de ses promesses, quelle que soit la définition — réductrice ou élargie — donnée au mot citoyen. Impossible de reconstruire la communauté d'un corps social dans l'unité politique d'une souveraineté conquise sans prendre en compte la totalité des individus. La diversité des composantes sociales, comme l'inégalité réelle qui les séparait, était un obstacle à la nécessaire maîtrise de ce *corps*, métaphore dont plusieurs auteurs ont souligné l'importance. La construction des catégories ou groupes so-

7. La féminisation du mot est devenue nécessaire puisque l'individu masculin n'est pas l'équivalent de l'individu féminine au sens social du terme.

8. « Démocratie » signifie ici égalité civile, sans prendre en compte, cela va de soi pour François Furet, le statut des femmes : *La Révolution, 1770-1880*, Paris, Hachette, 1988, p. 451.

ciaux[9] fut, à mon sens, la condition d'existence de l'unité politique recherchée. L'unité politique correspondait à l'idéal de la souveraineté une et indivisible que Rousseau aurait souhaité donner à tous. Pour que cet idéal reste conforme aux principes énoncés, chaque groupe social fut identifié à ses fonctions ; ainsi classé, il intégrait l'ensemble de la communauté politique reconstituée. Mais, hors du groupe, l'individu isolé ne disposait d'aucune place et son existence sociale devenait précaire, voire impossible. Incapable désormais d'être situé dans l'échelle hiérarchique qui structure la société, à l'écart du monde social identifiable, il échappe à l'histoire des individus dits « représentatifs ».

Le statut des femmes, leurs rôles sociaux, décrétés conformes à la nature, étaient précisément la condition du bon fonctionnement du système. Visiblement différentes, elles représentaient l'altérité sociale exemplaire et leur existence pouvait légitimer d'autres inégalités, construites comme différences. La hiérarchie sociale fut, comme on le sait, construite sur la représentation des différences/inégalités, énoncées comme naturelles. Si chaque homme a tout le loisir de s'identifier au *même* de la communauté politique, les femmes se heurtent à l'obstacle d'être pensées comme *autres*. La catégorie femme n'est pas identique aux autres catégories mais elle reste indispensable à la crédibilité des autres groupes sociaux, fondés sur la construction d'une altérité nécessaire à la conservation des privilèges. Afin de combler la séparation entre l'universalité des principes libérateurs, présents dans les discours politiques, et la réalité inégale, la construction des identités sociales devenait nécessaire au maintien de la hiérarchie, sans que soit barré l'accès à l'universelle liberté.

Le singulier est subsumé par l'identité collective, à laquelle personne ne peut échapper car elle conditionne l'existence sociale. Ainsi, les catégories sociales, dans leur identité, sont constamment mises en tension par rapport à un universel toujours à venir. La viabilité de cette tension n'est possible que si le politique comprend la réalité sociale ou, si l'on préfère, à condition que les rapports sociaux soient englobés dans la pro-

---

9. Sur les catégories et leur construction historique, voir B. LEPETIT (dir.), *Les Formes de l'expérience*, Paris, Albin Michel, 1995, et J. REVEL (dir.), *Jeux d'échelles : la microanalyse à l'expérience*, Paris, Gallimard- Seuil, 1996.

messe du politique. A cette promesse les femmes échappent ou semblent échapper. Leur existence, placée au cœur de la hiérarchie, dans une complémentarité des sexes consentie, servirait de preuve à l'impossible conciliation entre différence et égalité[10]. La place des femmes serait-elle un invariant, comme le sous-tendent les thèses de certains anthropologues[11], ou, au contraire, la construction de leur catégorie ne représenterait-elle pas le chaînon manquant, indispensable au maintien d'une communauté défaite par les bouleversements sociaux, dans la continuité d'une histoire toujours en formation ?

> Mais qu'est-ce donc que cette fameuse spécificité féminine présente dans tous les systèmes de représentation, interroge différemment Françoise Héritier ? Il est difficile de démontrer d'un seul mouvement les mécanismes et les ressorts qui expliquent cette « universalité » ou quasi universalité de la non reconnaissance des femmes comme individus à part entière au même titre que les hommes [...]. Ce qu'il importe de noter, c'est le côté implicite de la chose. Cela va tellement de soi, y compris dans l'intériorisation qu'en font hommes et femmes, qu'il n'est pas nécessaire de l'expliciter. Il suffit de poser cette inégalité en pétition de principe[12].

L'histoire des progrès de la liberté ne peut concerner les femmes, dans la mesure où l'identification à l'universel ne leur est pas permise[13] : leur catégorie est précisément construite dans le non-identique à l'universalité. Catégorie « naturalisée »

---

10. Par la possible « inversion des pouvoirs », Louis Dumont justifie la « hiérarchie ». L. DUMONT, *Essais sur l'individualisme, une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, 1983.

11. Reprenant les thèses de Louis Dumont, Mary Douglas, dans une analyse subtile, constate la permanence de cette « complémentarité hiérarchique ». Or, de son point de vue, le « symbolisme de l'inversion » n'est possible que dans la hiérarchie, ce qui, de fait, aboutit à penser la place des femmes comme un invariant ; voir M. DOUGLAS, « Hiérarchie et voix de femmes, Angleterre, Afrique », *in Philosophie et anthropologie*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1992.

12. F. HÉRITIER, *Masculin-féminin. La pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob, 1996, p. 296. L'auteur s'intéresse à la symbolique de la construction de la différence des sexes.

13. « Citoyens ! le mot, commun aux radicaux et aux socialistes, rapproche les amants du suffrage universel mais exclut ceux qui n'y participent pas, les étrangers, les jeunes, les femmes » (M. REBÉRIOUX, *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Seuil, 1975, p. 216).

— identifiée à la nature —, les femmes, comme groupe, ne sont pas même une catégorie sociale. Leur différence, devenue dissemblance, altérité, les exclut, de fait, du mouvement de l'histoire puisqu'elles représentent la pérennité, le socle à partir duquel le mouvement de l'histoire est rendu possible. Dans son livre, *Am I that name ?* Denise Riley pose la question :

> Does a sex have a history ? Un sexe a-t-il une histoire ? Posée schématiquement, la catégorie femmes est historiquement, discursivement construite et toujours relativement à d'autres catégories qui, elles-mêmes, changent. « Femmes » (catégorie femme) est une collectivité volatile dans laquelle les personnes (féminines) peuvent être différemment positionnées. Aussi ne peut-on faire confiance à ce qui n'est qu'une apparente continuité. « Femmes » est à la fois synchroniquement et diachroniquement erratique comme collectivité, tandis que, pour l'individu, être une femme est aussi inconsistant et ne peut fournir une fondation ontologique[14].

On pourrait conclure à l'impossibilité d'une histoire des femmes en l'absence d'une réflexion sur la construction des identités féminines, toujours mise en rapport avec les autres catégories. Et pourtant l'histoire des femmes est écrite, malgré la conscience explicite de cette impossibilité :

> Une communauté des femmes, réelle ou virtuelle ? En définitive, y a-t-il une unité du « deuxième sexe » autrement que dans le langage et sur quoi repose-t-elle[15] ?

Aux États-Unis, à ce sujet, le débat est important entre la critique de la catégorie construite et la nécessaire prise en compte de l'expérience des femmes, ne serait-ce que pour permettre l'écriture d'une histoire, même singulière : la question est de savoir, comme le souligne Françoise Collin, qui parle, comment comprendre ce qui est dit.

> En effet, qui est effectivement en position de sujet, au moins politique, qui est en position d'où sa parole s'entend, peut à

14. D. Riley, *Am I that Name ? Feminism and the Category of « Women »*, Minneapolis, University of Minnesota, 1988-1990, p. 2.
15. G. Duby et M. Perrot (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, préface, Paris, Plon, 1991.

> loisir attester de son altération sans risquer de la voir identifiée à l'aliénation[16].

Wendy Brown démonte les contradictions dans lesquelles les oppositions se dessinent aux États-Unis :

> Se dispenser du sujet unifié ne signifie pas que l'on cesse d'être capable de parler de nos expériences en tant que femmes, cela signifie seulement que nos paroles, que nos mots ne peuvent être légitimement déployés ou construits plus largement ou plus profondément que les moments de vies dont ils parlent ; ils ne peuvent être décrits comme authentiques ou « vrais » puisque l'expérience qu'ils annoncent est linguistiquement circonscrite, socialement construite, discursivement médiée et n'est jamais une production individuelle. Mais c'est là précisément le point où beaucoup de féministes nord-atlantiques contemporaines hésitent[17].

L'histoire des femmes serait-elle, sinon impossible, du moins dans une impasse ? jusqu'à quel point, particulièrement en France, légitimerait-elle l'interprétation historique qui a fait croire à la naturelle différence porteuse de différence sociale (de comportements, d'actions et de mentalités)[18] ? Cette histoire consoliderait-elle le collectif anhistorique « femmes » ? L'histoire des femmes circonscrite, me semble-t-il, aux rôles sociaux a eu davantage tendance à décrire les effets de la partition sociale plutôt que de traiter la question comme symptôme d'une pratique hiérarchique. L'habitude, trop courante en France, de ne pas interroger la construction de la catégorie, tout en découvrant la spécificité de tel où tel comportement, conduit immanquablement l'écriture de cette histoire hors des enjeux politiques, *a fortiori* hors des enjeux de pouvoirs. L'absence de réflexion sur les contradictions, les antagonismes, et les intériorisations (contraintes, nécessaires ou voulues) déplace cette histoire dans un domaine particulier, toujours hors de l'histoire

16. F. COLLIN, « Praxis de la différence, notes sur le tragique du sujet », Provenances de la pensée, Femmes philosophie, *Les Cahiers du GRIF*, n° 46, printemps 1992, p. 133.
17. W. BROWN, *States of injury : Power and Freedom in Late Modernity*, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. 41.
18. Voir J.-W. SCOTT, *New Perspectives on Historical Writing*, edited by P. BURKE, Cambridge, Polity Press, 1991.

générale, plus à l'aise dans la longue durée que dans l'événement[19]. Serait-ce une spécificité française ? La quête, fondée, par les historiens d'une représentativité réelle oblige, en quelque sorte, à rendre compte de ce qui est plutôt que de découvrir ce qui est contraint d'être[20]. De plus, le poids de la centralité politique impose l'incessante référence à l'universalité des droits de l'homme sans qu'il soit jugé utile d'interroger l'instrumentalisation de l'universalité. Ce mode d'écriture, de fait, intègre les présupposés des contemporains : leurs valeurs autant que leur mode de penser. La prise en considération en bloc de l'intégration des « classes », des « races » et bien entendu des femmes dans un jeu démocratique, sans la moindre interrogation sur la construction du modèle de référence[21], ne laisse de place qu'à la *doxa* démocratique, produit de la vision dominante de la démocratie — la légitimité étant assurée par l'adhésion de tous (et accessoirement de toutes) au processus. Enfin, le « genre », comme outil d'analyse, a peu été utilisé en France par les historiennes[22] qui ont préféré l'analyse des relations de sexes[23].

Aux États-Unis, comme dans de nombreux pays européens, l'utilisation du concept de *gender* a permis une large extension des études féministes. La recherche historique s'est imposée[24] et l'élaboration théorique s'est considérablement enrichie. Dans un ouvrage récent, Joan W. Scott précise :

> Le genre était le terme utilisé pour théoriser le problème (*issue*) de la différence sexuelle[25].

Mais en même temps, l'antagonisme, le conflit visible et lisible entre genre ou catégorie construite et individu, entre identité imposée ou induite et individualité rebelle, perceptible dans l'événement, échappe à la norme, qu'elle soit dominante ou

19. Voir A. Boureau, « Propositions pour une histoire restreinte des mentalités », *Annales ESC*, n° 6, novembre-décembre 1989, p. 1491-1520.
20. Il n'y a là aucune spécificité féminine.
21. Voir à ce propos C. Nicolet, *L'Idée républicaine*, Paris, Gallimard, 1982.
22. E. Varikas est une des premières exceptions.
23. C. Dauphin et *alii*, « Culture et pouvoir des femmes, essai d'historiographie », *Annales ESC*, n° 2, mars-avril 1986.
24. G. Eley, *Genèses*, n° 7, mars 1992.
25. J. W. Scott, *Historical Writing*, *op. cit.*, p. 56.

critique. Cette perception de l'événement s'inscrit dans le temps court et s'écarte d'une vision globale de l'histoire. Même vécue en continu, la tension n'éclate que dans le temps court, à la faveur d'une conjoncture particulière.

Pourtant, malgré les atouts considérables des historiennes américaines, malgré une mise au jour d'exemples particuliers suffisamment éloquents, malgré l'immensité des travaux sur la question et malgré la radicalité des commentaires, comme le souligne Joan W. Scott, cette histoire, même aux États-Unis, reste « un supplément » à l'autre histoire et n'est prise en compte que secondairement. Comme si les présupposés des contemporains ne cessaient d'être reproduits par les historiens. Mais ce constat déborde la question de l'écriture de l'histoire des femmes. J'ai personnellement préféré situer les femmes dans l'histoire, plutôt que d'écrire une histoire des femmes. Mais ce regard est, semble-t-il, encore insuffisant pour infléchir le cours de la pensée historique, particulièrement celle qui traite de l'histoire politique.

Éléments parmi d'autres, les femmes, comme les autres acteurs sociaux, peuvent être considérées comme des groupes dominés[26], mis dans l'incapacité d'intervenir dans l'élaboration des règles du système politique. Leur histoire, pour l'essentiel, se déroule hors des rapports de force qui font l'histoire politique, aussi est-il impossible de la suivre dans une continuité, même du point de vue des luttes pour l'égalité qui n'interviennent que ponctuellement, et rarement en relation avec les combats du passé.

Dans *La Démocratie à l'épreuve des femmes*, j'ai tenté de montrer que des femmes intervenaient au cœur de l'événement politique. Or leurs actions ne furent jamais pensées dans l'événement. Afin de comprendre cet impensé, il est nécessaire aujourd'hui de déplacer le regard du côté d'autres catégories, d'autres groupes, classés parmi les vaincus ou les oubliés d'un passé définitivement mort, à condition de se défaire d'une linéarité historique toujours construite, de savoir restituer ces laissés pour compte de l'histoire dans une actualité

26. Voir les travaux de P. TABET, anthropologue italienne, mais aussi N.-C. MATHIEU, « Quand céder n'est pas consentir. Des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie », *in L'Arraisonnement des femmes. Essai en anthropologie des sexes*, Paris, *Cahiers de l'homme*, EHESS, 1985.

d'avènement, c'est-à-dire hors des enjeux d'interprétation dont ils ont fait l'objet[27].

L'histoire des femmes et surtout les *gender studies* auront permis cette ouverture vers l'étude de la construction des catégories sociales fondatrices d'identité. Comme l'a souligné Alain Corbin dans son dernier ouvrage, l'histoire du mouvement ouvrier, par exemple, a été écrite, mais que sait-on des individus sans nom englobés dans l'identité « peuple » ou « prolétaires » ? Ce sont les porte-parole qui ont laissé des traces. Reste une multitude d'acteurs, oubliés de l'histoire à cause du silence de leurs actions, pourtant largement interprétées par ceux qui furent chargés de donner un sens à une histoire faite d'éclats et de fragments dont il nous faut restituer l'actualité.

---

27. Voir à ce propos M. RIOT-SARCEY, *Le Réel de l'utopie, essai sur le politique au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1998.

5

# Droits des femmes et universalité

*par Nicole Savy*

Fin de siècle, fin de millénaire : la jeune histoire des femmes et de leurs droits illustre déjà l'Histoire, irrégulière, qui mêle les accélérations étonnantes et les patinages répétitifs. Avec une difficulté constitutive de délimitation de son objet, parce que la séparation en sexes, ou en genres, est beaucoup moins *séparante* pour l'historien que d'autres, comme le découpage en classes sociales ou en groupes linguistiques. L'être humain est naturellement et culturellement mixte, au minimum par filiation et appartenance familiale, et isoler une moitié de l'humanité à des fins de connaissance historique, c'est trop — un objet historique démesuré — ou trop peu — à pareille échelle, on ne coupe pas le total en deux. D'un point de vue militant, pour qui entend œuvrer à la défense des droits des femmes, c'est-à-dire à l'égalité des êtres humains, la catégorie concernée est plus pertinente, quelle que soit la diversité des individus qui la composent. D'autant qu'on se limite aux générations présentes, ce qui fait une différence numérique considérable.

C'est dans ce porte-à-faux que s'inscrit toute réflexion historique et politique — au vrai elles sont indissociables — sur les droits des femmes. Redoublée d'une autre difficulté : à peine entré dans la visibilité politique, en France, dans les années 1970, le féminisme des droits spécifiques a dû se confronter aux questions sociales et économiques ; tandis que le MLF officiel, plutôt différentialiste, s'intéressait à la morale, à la psychanalyse et à la politique, tout en refusant les terrains juridique et parlementaire, une autre partie du mouvement des

femmes, issu des forces politiques d'extrême gauche, PCF et gauchistes, recherchait l'introuvable articulation, comme on disait alors, entre la lutte des classes et la lutte des femmes, entre marxisme et féminisme[1]. Pour celles-ci, mettre les femmes en général dans la catégorie des opprimés et des exclus, en oubliant généreusement les ennemies de classe, parut une solution commode ; elle ne resta pas très longtemps défendable. Mais cette classification facile n'a pas disparu, malgré les progrès accomplis : nous vivons dans une société où les femmes ont conquis massivement des libertés, des droits, conquis surtout, peut-être plus que partout ailleurs en Europe, le marché du travail. Elles accèdent à de hauts niveaux de responsabilités dans tous les domaines, même si la réalité du pouvoir politique continue à leur échapper massivement. En revanche les recoupements de la division sexuelle et des catégories socio-économiques montrent clairement une infériorité de fait des femmes, qui n'a fait que s'aggraver depuis plusieurs années : elles sont plus touchées proportionnellement par le chômage, surtout de longue durée, le travail à temps partiel imposé ou les formes nouvelles de la pauvreté[2]. En ce sens, la tentative de l'« articulation » féministe-marxiste eut au moins le mérite d'attirer l'attention sur la question sociale, essentielle.

Il ne s'agit pas ici de retracer ici l'histoire de la défense des droits des femmes depuis ces trente dernières années, mais d'évoquer les conditions dans lesquelles la question s'est posée pour certaines d'entre elles, des chercheuses et des militantes concernées et en même temps convaincues d'universalisme, attachées à la défense de ce que l'histoire de la Révolution française a inventé sous le titre certes problématique[3] de droits

1. Voir différents articles du volume XXe siècle de l'*Histoire des femmes en Occident*, G. DUBY et M. PERROT (dir.), Paris, Plon, 1992. Encore que l'article consacré aux années 1970, écrit par une universitaire américaine, est très rapide sur l'histoire du féminisme français.

2. Je renvoie aux travaux très riches, sur le travail des femmes, de Danièle Kergoat, Margaret Maruani, Andrée Michel. Je les avais lus très attentivement au cours de la préparation du rapport du congrès d'Arras de la Ligue des droits de l'homme (LDH) sur *Les Femmes et les Droits*, en 1990.

3. Débat dans lequel il est impossible d'entrer ici. Mais les *droits humains* étant une absurdité (ce ne sont pas les droits qui sont humains... pas plus qu'ils ne seraient féminins !) et les *droits de la personne humaine* ayant une forte connotation religieuse, mieux vaut s'en tenir aux *droits de l'homme*, en expliquant que *homme* en 1789 renvoyait à... humanité, que la Révolution

de l'homme. Attachées aussi à combattre prioritairement les inégalités sociales, comme Madeleine Rebérioux qui élabora dans le cadre de la Ligue des droits de l'homme, voici quelques années, le concept de « citoyenneté sociale », largement repris depuis dans le monde associatif et politique.

Dans ce cadre, choisir de défendre les droits des femmes ne repose pas sur le sentiment d'appartenir à une espèce commune — il n'y a qu'une espèce humaine, et l'ensemble des femmes ne forme pas une communauté. C'est un choix individuel, qui ne se retranche pas derrière la constitution ni la promotion d'un groupe ; il ne saurait se réduire à de l'identitaire. C'est plutôt sur la solidarité qu'il se fonde : aucun destin commun ne lie une Française d'aujourd'hui aux femmes bosniaques[4] ou algériennes, aux fillettes africaines excisées. C'est précisément parce qu'elles sont atteintes en tant qu'êtres humains, parce que les violences qu'elles subissent les catégorisent exclusivement, radicalement en tant que femmes que nous nous sentons solidaires, potentiellement atteintes dans notre dignité de femmes. Parce que toutes les femmes peuvent connaître des violences du même ordre ; le viol existe dans les sociétés apparemment les plus pacifiques. La dignité — exigence du respect par autrui de son propre corps — et la peur font que ces combats-là peuvent nous concerner, en effet, plus que d'autres tout aussi légitimes. La conscience et les sentiments, autrement dit la morale, sont à la racine d'un choix qui prétend relever aussi bien de l'analyse rationnelle de l'égalité entre les êtres humains. Voilà pourquoi certaines s'y engagent sans se dire féministes : parce que personnellement elles ne se sentent pas atteintes par le poids de l'inégalité, parce qu'elles ont la chance et la force de mener la vie qu'elles souhaitent, vie privée, professionnelle et politique, selon la combinaison voulue. Bien entendu elles sont peu nombreuses et, de bien des points de vue, privilégiées. Ce qui est une raison de se féliciter : le sort des femmes a progressé, puisqu'il en existe aujourd'hui qui peuvent tout faire, y compris faire avancer la cause des autres de manière efficace...

---

française a exclu les femmes du droit de vote mais leur a donné l'idée de leurs droits, et d'aller les revendiquer dans des luttes de masse, et que c'est des *droits de l'homme et du citoyen* qu'il s'agit. La vérité, c'est qu'il manque *la citoyenne* (article à paraître dans *Hommes et Libertés*, revue de la LDH).

4. Dans ce cas précis, l'Europe a montré qu'elle n'était pas encore un « destin commun ».

On pourrait penser que ces considérations sont secondaires. Il n'en est rien : elles déterminent largement la recherche historique, comme l'action civique et politique. Considérer que le féminisme est né, comme de génération spontanée, du suffragisme anglo-saxon, comme le fait souvent l'histoire féministe américaine, est une chose[5]. Montrer ce qu'il doit à la Révolution française, même si celle-ci a écarté les femmes de la vie civique, puis aux générations saint-simonienne et romantique, comme l'a fait Michèle Riot-Sarcey[6], étudier le partage, chez les féministes françaises du XIXe siècle, entre revendication des droits civils et des droits civiques, par exemple autour de George Sand, en est une autre[7]. Tout comme resituer l'histoire des femmes dans l'histoire sociale et dans l'histoire ouvrière — qu'on pense aux travaux, aux orientations pourtant très différentes, de Michelle Perrot ou de Madeleine Rebérioux, toutes deux soucieuses d'éviter la constitution de cette histoire en isolat. Madeleine Rebérioux étudie, à travers l'exemple des « typotes » de plus en plus nombreuses dans l'industrie du livre au XIXe siècle, la longue résistance des ouvriers et des syndicats à la féminisation de leur métier, résistance alimentée par la concurrence salariale des femmes, soigneusement entretenue par le patronat[8]. Ou encore, toujours sous forme de contradiction, l'émergence difficile d'une représentation de l'avenir par les ouvrières, incapables de transformer vraiment leurs rêves d'amélioration quotidienne en système d'espérance politique et sociale[9].

---

5. K. MILLETT par exemple, dans *La Politique du mâle*, l'une des bibles du féminisme américain (traduction française, Paris, Stock, 1979), survole l'histoire de manière effarante de Jean-Jacques Rousseau aux suffragettes anglaises, ignorant aussi bien le rôle de la Révolution française que, plus près de nous, celui de Simone de Beauvoir.

6. Voir son ouvrage *La Démocratie à l'épreuve des femmes : trois figures critiques du pouvoir, 1830-1848*, Albin Michel, 1994.

7. Voir par exemple G. FRAISSE et M. PERROT (dir.), *Histoire des femmes en Occident, le XIXe siècle*, Paris, Plon, 1991 ; M. PERROT, *Femmes publiques*, Paris, Textuel, 1997 ; A. CORBIN, J. LALOUETTE, M. RIOT-SARCEY (dir.), *Femmes dans la cité, 1815-1871*, Paris, Créaphis.

8. M. REBÉRIOUX, *Les Ouvriers du livre et leur fédération*, Paris, Temps actuels-Messidor, 1981.

9. M. REBÉRIOUX, « Demain : les ouvrières et l'avenir au tournant du siècle », *Revue du Nord*, n° 250, juillet-septembre 1981.

Ce qui ramène à la question initiale : isoler radicalement l'histoire des femmes est impossible à fonder scientifiquement, et conduit à des résultats faux par ignorance ou aveuglement volontaire. Ne pas l'isoler du tout, ne pas faire de volontarisme l'aurait condamnée à l'inexistence par dissolution dans le reste, c'est-à-dire retour à la situation historiographique antérieure. Il fallait donc faire un choix pour avancer, avec des accents mis différemment sur les exemples qui ont pu être explorés, des métiers ouvriers féminins à la vie privée des bourgeoises au XIX^e siècle, des premières associations et publications féministes à l'éducation des filles : avec toujours la double exigence de faire émerger un sujet nouveau, les femmes, et de le relier aussi solidement que nécessaire au champ social et culturel dans lequel il est inscrit. On peut voir là du compromis, ou au contraire la volonté de faire réellement entrer la question dans l'univers scientifique, en se refusant la facilité qui consiste à dénoncer le scientifique comme masculin, moyen commode de s'interdire de rien faire.

Les luttes politiques, elles, dessinent un paysage de contradictions un peu différent, malgré leur objectif commun, l'égalité entre tous et toutes. Sur les moyens d'y parvenir s'opère un clivage profond entre universalistes et différentialistes ; clivage trop connu pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Sauf qu'il a été réactivé récemment par la mise en forme et la promotion du concept de parité, qui a rencontré un succès d'estime dans l'opinion publique et probablement influé sur les résultats électoraux de la France du printemps 1997, où l'on a vu remonter la représentation parlementaire féminine en même temps que les partis de gauche.

L'idée de parité hommes-femmes dans la représentation politique doit sa popularité à sa clarté coupante de ciseaux, qui invoque les mathématiques[10]. Enfin une solution simple, compréhensible par tous, un instrument de mesure fiable, une logique indiscutable. Le malheur est qu'elle résiste difficilement à l'examen, pour toutes sortes de raisons. La première est que le concept de parité ne repose pas sur un fondement solide. Le principe même de la représentation démocratique exclut tout système de catégorisation et de quotas et donc la construction d'un choix politique sur des critères anthropologiques, comme

10. Et peut-être à sa connotation rassurante de représentation syndicale...

sur tout autre type de critère. La parité vient donc s'opposer à la démocratie qu'elle prétend servir. On lui donne alors l'excuse du provisoire, de la discrimination positive. L'intention est louable, mais que reste-t-il de la démocratie quand on vous oblige à voter pour quelqu'un parce qu'il est né ceci ou cela ?

Par ailleurs la parité se révèle inapplicable. D'abord parce que le nombre des naissances féminines et masculines ou des électeurs des deux sexes n'est pas mathématiquement égal ; pour être paritaire, faudrait-il se proportionner à l'état exact des courbes démographiques ? D'autre part comme la parité se donne comme rigoureuse et non négociable, elle impliquerait par exemple un système de double présidence ou de présidence alternée à tous les niveaux. On peut lui adresser également des critiques idéologiques : comment ne pas s'étonner de retomber ici sur le vieux modèle *un homme et une femme*, celui du couple parental honni par le féminisme libérateur des origines ? Bref on a vu passer pour une bonne idée, dans une période de réelle lassitude politique, un effet de communication sans véritable réflexion. Le vieux mot d'*égalité* paraît usé ? On le remplace à peu près en même temps par *équité* et *parité*, qui ne signifient pas la même chose. Et on espère remplacer le combat politique par une règle de droit, comme si le droit était le moteur du changement social. Pure illusion, répercutée dans l'espace il est vrai fort puissant de la scène médiatique à laquelle elle s'adresse, sans voir que celle-ci n'est consommatrice que de nouveauté... Toujours est-il que la parité, au moment d'entrer dans la loi, reprend de façon significative le nom, le seul qui vaille, d'égalité. Reste à savoir si cette loi, une fois votée, sera réellement appliquée...

C'est dire la difficulté du combat pour les droits des femmes, quand on voit comme ici se réunir, exceptionnellement, ses composantes les plus diverses et que ce consensus s'opère sur un projet aussi contestable — mais peut-il en être autrement d'un consensus ? Tout ceci à l'écart de la société réelle, sur laquelle le travail obscur de la moindre association de réinsertion ou d'alphabétisation produit peut-être plus d'effets. Non pas que la question du pouvoir et de la représentation politique soit indifférente à la cause des femmes ; elles ne sont pas si naïves. Mais parce que le juridisme est illusoire ; le droit ne peut être utilisé comme substitut aux luttes sociales. Le parle-

ment figure la réalité des rapports politiques au sein de la société française ; la loi électorale permet de la représenter — aux deux sens — telle qu'elle est, et non telle qu'elle devrait être ; ce n'est pas avec une loi électorale qu'on transforme les rapports sociaux. Enfin voir des femmes devenir députées ou ministres permet de s'habituer à considérer la chose comme normale, ce qui est excellent. Mais le fait en lui-même ne permet pas de résoudre les questions, cruciales pour les femmes, que sont l'emploi ou la montée de l'extrême droite. D'où le choix, à l'écart des simplifications dangereuses, de défendre les droits des femmes sur tous les terrains menaçants — il en reste bon nombre.

6

# Les études de genre dans l'histoire sociale : perspectives comparées

*par Yolande Cohen*

La question cruciale que l'on se pose aujourd'hui en histoire, comme dans la plupart des sciences sociales, c'est comment les historien-nes peuvent rendre compte efficacement des nouvelles pratiques sociales. Deux grandes tendances sont à l'œuvre, l'une prônant un relativisme de bon aloi (toutes les cultures ont leur vérité) et la réintégration de l'histoire dans les humanités ; l'autre établie sur des critères comme la moralité (celle des droits de l'homme par exemple) ou la vérité (des faits reconnus universellement), et le développement d'une histoire résolument scientifique. Ce débat, loin d'être neuf, a pris une nouvelle tournure avec l'émergence de nouvelles questions historiques, comme celles du rôle des femmes ou des groupes minorisés dans les sociétés. Ce champ, d'abord timidement annexé à l'histoire des mentalités sous la forme de l'histoire sociale, s'est rapidement étiré pour former un ensemble relativement cohérent et autonome. Interdisciplinarité oblige, il constitue ce que l'on appelle de ce côté-ci de l'Atlantique les *women's studies*. Liant diverses approches, littéraire, historique et sociologique en particulier, ce domaine s'est défini de façon suffisamment large pour attirer une grande partie des études féministes (*gender, cultural, subaltern studies*).

L'enchevêtrement de variables aussi diverses que l'âge, le sexe, la classe, l'origine ethnique compliquent le travail d'interprétation de l'historien, préoccupé par les questions spatio-temporelles et les exigences propres de son métier (fiabilité des sources, etc.). A elles seules, ces données ne devraient pas

suffire à bouleverser une discipline dont l'objet est précisément de traquer la diversité des modes de vie à travers les âges. Pourtant leur émergence traduit la crise profonde que connaissent les pratiques historiques et témoigne d'une critique à l'égard de l'histoire telle qu'elle s'est constituée comme discipline. Initiées par les mouvements de libération des femmes, puis par des historiennes professionnelles, dont certaines affichent leur lien avec le féminisme, les études des identités de genre ont ébranlé les fondements de la discipline et ses prétentions scientifiques et objectivantes. Et même si l'indépendance professionnelle est la règle (sans doute souvent outrepassée) qui régit la fabrication objective de l'histoire, la pertinence de cette règle est remise en question : la proximité avec le sujet (l'empathie) ne permet-elle pas mieux de faire comprendre sa vérité particulière ? On le voit, il ne s'agit plus vraiment de montrer des événements dits objectifs ou extérieurs aux agents de l'histoire mais de les montrer en action, tels qu'ils se les représentaient eux-mêmes. Ce transfert de l'intérêt du savoir constitué, objectif au savoir construit par des agents (théories de *l'agency*) résume l'inversion majeure sur laquelle se sont constitués les nouveaux champs de l'histoire, dont les *gender studies* représentent désormais le pôle majeur, du moins en Amérique du nord.

Plusieurs paradigmes sont utilisés de façon plus ou moins explicite dans la fabrication de ces histoires du féminin et du masculin. L'objet de ce texte est de les rendre plus explicites à partir d'un bref examen des diverses approches utilisées dans l'histoire des genres (ou des rapports sociaux de sexe), et de tenter de mesurer le chemin parcouru depuis les travaux pionniers des historien-nes du social[1]. Car ces questions furent déjà largement abordées par l'histoire ouvrière. La posture adoptée par ces historiennes, directement issue de certaines pratiques de l'histoire sociale dans les années 1970, les a déjà profondément

1. Ce texte présente certains éléments du rapport que j'ai présenté à la session « Sex and Gender », au XVIII^e Congrès des sciences historiques, Montréal : grand thème II, session 1, en août 1995. J'ai retenu une sélection des communications présentées à cette session, dont les organisatrices étaient Claire Moses and Francesca de Haan, dans la mesure où elles pouvaient illustrer mon propos (indiquées dans le texte sous « Communication au Congrès »).

transformées[2]. Il est toutefois intéressant de comprendre les changements subis dans l'analyse de ces questions au sein même du champ de l'histoire des genres ; à commencer par le vocabulaire utilisé.

## De l'histoire des femmes à l'histoire des genres

Ces changements se manifestent différemment selon les cultures nationales et les traditions historiographiques. La quête de l'intégration de l'histoire des femmes à l'Histoire témoigne des difficultés qu'elle a à sortir des marges des histoires nationales. En fait la construction d'une histoire permettant d'intégrer les différentes identités sociales (dont celle de genre) ne semble pas être à l'ordre du jour dans des pays où la fabrication d'une histoire nationale reste l'objectif prioritaire des historien-nes. C'était encore le cas dans l'ex-Union soviétique, il n'y a pas si longtemps. Connaître la place que les femmes ont occupée dans ces sociétés demeure une étape importante d'une historiographie qu'il faut en même temps dépouiller de ses vestiges idéologiques. Plus généralement, l'histoire des femmes semble avoir été un passage obligé dans de nombreux pays, où l'entreprise de démystification de l'histoire nationale concordait avec ce projet. Moment fondateur d'une histoire critique, il permet l'accumulation d'une somme de connaissances nécessaires à l'établissement d'un corpus de réflexion commun, et la déstabilisation des anciennes histoires sociales[3].

---

2. Le colloque sur les femmes et le travail, tenu à la fin des années 1970 à l'Université de Paris VIII à l'initiative de Madeleine Rebérioux en particulier, et dont certaines communications sont parues dans le numéro du *Mouvement Social*, sous le même titre, illustre bien la rencontre de cette double préoccupation.

3. R. Bridenthal, C. Koonz et S. Stuard (eds), *Becoming Visible. Women in European History*, Boston, Houghton Mifflin, 1987 (2e édition), M. Perrot et G. Duby (dir.), *Histoire des Femmes en Occident*, Paris, Plon, 1991-1992. J. H. Quataert et M. J. Boxer, *Connecting Spheres : Women in the Western World : 1500 to the Present*, New York, Oxford University Press, 1987.

D'où les multiples blocages et difficultés que cette entreprise a rencontrée dans ces pays et les décalages notables qui existent entre eux dans la production historique sur les femmes. C'est en Amérique du Nord, incontestablement que les études des femmes (*women's studies*) ont eu le plus grand impact, soulevé de nouveaux problèmes et fécondé des thématiques nouvelles de l'histoire. Ainsi une récente étude de l'historienne canadienne Gail Brandt, établie à partir des publications les plus récentes de la production historique au Canada, conclut à une prise en compte, pas toujours facile, mais nette de l'histoire des femmes par l'histoire nationale[4]. Le parcours est long depuis les numéros spéciaux dans les revues savantes dans les années 1960 et 1970 jusqu'aux chapitres particuliers dans des ouvrages collectifs, mais, selon son estimation, dans l'ensemble ces travaux sont reconnus, et différents thèmes y ont été empruntés par l'histoire canadienne.

Des pans entiers de l'histoire démographique et de l'histoire de l'éducation ont été révisés à la lumière des expériences des femmes : prise en compte de l'infanticide, de l'analphabétisme, de la composition ethnique ou raciale des familles etc. pour établir les comportements démographiques ; utilisation de nouvelles sources, comme les livres de cuisine, l'histoire orale etc. pour documenter les changements dans l'éducation. Ces différents points de vue sont intégrés à la construction d'une histoire moins distancée, plus proche des vies, des travaux et des jours des acteurs étudiés. Des changements ont été apportés dans la chronologie, et deux ouvrages distincts faisant la synthèse de quatre siècles d'histoire des femmes ont fait la preuve de l'existence d'une histoire des femmes, et rencontré un franc succès. Ces ouvrages, l'un en français pour le Québec, l'autre en anglais pour le Canada, n'ont pu toutefois surmonter les barrières nationales séparant les deux solitudes[5]. De même, le recours à des raccourcis historiques et à des explications faisant référence aux luttes des femmes contre les oppresseurs relève

4. G. Cuthbert Brandt, *Broaching the Solitudes : Gender History in Theory and Practices in Canada*, Communication au Congrès.

5. A. Prentice, P. Bourne, G. Cuthbert Brandt, B. Light, W. Mitchinson et N. I. Black, *Canadian Women : a History*, Toronto, Harcourt Brace Jovanovitch, 1988. Collectif Clio, *Quatre siècles d'histoire des femmes*, Montréal, Le Jour, 1987.

plus d'une histoire du féminisme que d'une histoire des femmes.

Plus largement, la mise en cause de la séparation entre le privé et le public a permis de mieux envisager la participation des femmes à la guerre par exemple mais elle ne se traduit pas nécessairement par une révision de l'analyse politique. Ainsi, ceux qui font l'histoire nationale ne semblent pas préoccupés par une sensibilité qu'ils intègrent peu. Il s'agit me semble-t-il d'une rencontre manquée, où les historiennes des femmes ont cherché à intégrer les leçons de l'histoire politique traditionnelle pour établir leur conceptualisation du politique.

C'est la seconde étape, celle des études de genre, qui soulève le plus de questions et qui suppose un travail plus en profondeur sur les paradigmes utilisés par l'histoire. La reconstitution de l'histoire nationale à partir de la construction du masculin et du féminin est fort bien illustrée par l'essai de l'historienne allemande Karen Hagemann[6]. Ce texte témoigne du chemin parcouru par les *gender studies* dans le champ de l'histoire politique. K. Hagemann cherche à comprendre la formation de l'âme allemande moderne et reconstitue le processus de nationalisation de la Prusse par des hommes armés au début du XIXe siècle. L'essai de Karen Hagemann aborde avec beaucoup de nuances et à partir de sources originales (les poèmes et les textes de ce qu'elle appelle le journalisme politique) le rôle de la guerre de libération nationale prussienne dans la structuration des catégories de genre. L'identité nationale se forge autour des notions de peuple, de nation et de patriotisme et s'incarne dans des images particulières de la féminité et de la masculinité. C'est au cours de la guerre que cette identité de la nation-peuple (au contraire de l'État-nation français) se mue en un idéal militariste tout entier voué à la guerre sainte de la Prusse contre la France. Ce sentiment, expression communément ressentie de la révolte du peuple contre l'oppression napoléonienne, est souvent le catalyseur de l'émergence d'une

6. K. HAGEMANN. « Of Manly Courage and German Honor. Patriotism. Valor and Masculinity during the Prussian Uprising against Napoleon, 1806-1815 », Communication au congrès. Voir aussi N. COTT, *The Grounding of Modern Feminism*, New Haven, Yale University Press, 1988 ; G. LERNER, *The Creation of Patriarchy*, New York, Oxford University Press, 1986 ; J. W. SCOTT, « Gender : a Useful Categorie of Historical Analysis », *American Historical Review*, 91, 5, 19, p. 1053-1075.

identité nationale distincte. On fait alors appel au soulèvement des citoyens pour défendre la patrie menacée ; et le monarque établit le service militaire obligatoire, octroyant de ce fait la citoyenneté politique aux hommes parce qu'ils servent leur patrie.

K. Hagemann établit ici un rapport étroit entre l'émancipation politique de la classe moyenne et l'acceptation du service militaire par les hommes. La guerre a un caractère émancipateur réel, en même temps qu'elle permet l'intégration des classes moyennes à la société aristocratique. Concurremment, la nation se construit comme un espace dominé et défini par les hommes. Les femmes se trouvent, elles, assignées à la défense de la patrie. Aux hommes la guerre pour la nation et son ordre politique ; aux femmes la défense de la patrie, et son ordre privé, familial. Un nouveau modèle d'homme émerge, celui du héros aux vertus nombreuses, qui verse son sang pour l'honneur, l'amour de la liberté, etc. La femme, qui penche plutôt pour le maintien de la paix, devra donc être protégée de la guerre et des troubles par l'homme héroïque. Bien que ces images ne reflètent pas toute la réalité (des femmes se regroupent pour former des unités combattantes par exemple), elles vont contribuer à structurer durablement l'ascension de la société bourgeoise moderne au XIXe siècle. La hiérarchie établie entre hommes et femmes donnera tout son sens à une structure de pouvoir universelle. La nation devient un espace sexué, qui confère à chacun une place et un rôle particuliers.

Le processus de masculinisation est alors finement étudié à partir des poèmes qui ont largement circulé durant cette période, contribuant à la mobilisation idéologique des citoyens-soldats. Plus précisément encore cette poésie, en fournissant des phrases-clés, permettait aux individus de s'incorporer à la nation et de comprendre le sens de l'action collective. Tout y est, de la libération de la patrie, injustement opprimée, à l'affirmation non équivoque du rôle des hommes-citoyens-soldats dans la naissance de la nation : seuls les hommes vaillants seront de véritables hommes. Et même si ce type de poésie peut être subdivisé en quatre genres différents (avec une orientation nationale allemande, pour encourager les volontaires à s'engager, patriote du terroir ou de la province et enfin à connotation critique et antimilitariste), il véhicule un répertoire infini de symboles et de comportements qui resteront durable-

ment attachés au nationalisme allemand moderne. La militarisation de l'idéal masculin qui s'est effectuée à ce moment allait alors de pair avec la pacification des modèles de la féminité.

Cette analyse des rapports de genre permet vraiment d'entrevoir les phases décisives de la construction des stéréotypes de la féminité et de la masculinité, en période de guerre. Elle renouvelle le vocabulaire de l'analyse politique en y intégrant ce qui lui manque le plus, un exposé des motivations potentielles des acteurs impliqués dans la défense de la patrie. Elle lie également l'accession des hommes à la pleine citoyenneté à la guerre, ce qui fait l'objet d'intenses controverses historiographiques, en ce qui concerne le suffrage des femmes obtenu dans la plupart des pays anglo-protestants dans la foulée de la Première Guerre mondiale.

On touche là un des apports fondamentaux de l'histoire des genres à l'histoire sociale, celui de la définition concomitante des rôles de classe et de sexe dans un espace politique en profonde mutation. L'accès à la citoyenneté se construit comme devant concorder avec l'identité sociale ainsi acquise. Les processus d'individuation et d'assignation à des rôles sociaux particuliers sont ainsi partie intégrante de l'accès à la citoyenneté. J'y ajouterai la catégorie d'âge, qui a joué un rôle important plus tard, au tournant du siècle.

L'étude des comportements des jeunes gens dans l'armée, durant leur service militaire, ou dans les nombreux groupes de pairs dont ils se dotent alors, permet d'observer combien tous s'entendent sur la nécessité de leur éducation au civisme et à la citoyenneté[7]. Si cet aspect de la socialisation des jeunes gens est fort connu, la mise en lumière des caractères masculin et juvénile comme modalités d'accès à la citoyenneté apparaît plus clairement comme y étant étroitement liée. Le rôle de l'armée dans la fabrication de l'homme nouveau est dès lors beaucoup plus qu'une étape entendue de défense de la patrie ; l'armée devient véritablement l'école de la République, comme

7. U. FREVERT. « Valeurs militaires et histoire du masculin en Allemagne au XIXe siècle ». et O. ROYNETTE, « Pour une histoire du masculin : signes et traces de la souffrance masculine dans les casernes du XIXe siècle ». *in* A.-M. SOHN et F. THELAMON (dir.), *L'histoire sans les femmes est-elle possible ?*, Paris, Perrin, 1998. Voir aussi Y. COHEN, *Les jeunes, le socialisme et la guerre. Histoire des mouvemens de jeunesse socialiste en France 1880-1914*, Paris. L'Harmattan. 1987.

le suggérait déjà Jaurès. Plus précisément, les jeunes gens y apprennent tout ensemble la virilité (souvent dans la souffrance corporelle), la force que confère un groupe d'âge, et la signification de la responsabilité citoyenne. Rétrospectivement, cette analyse de la citoyenneté peut paraître limitée aujourd'hui, car d'autres facteurs garantissent le civisme, tandis que s'efface l'apprentissage de la nation par l'armée.

Ainsi donc l'étude des identités sociales apparaît-elle vite comme intrinsèquement liée à celle des formes de la démocratie, et des modalités d'exercice de la représentation politique. Si l'armée est le moment de l'entrée des hommes dans la cité, les guerres le sont-elles pour les femmes ? L'accès à la citoyenneté des femmes est le sujet d'intenses controverses, et son étude le fruit de nombreux débats. Deux grands moments scandent la chronologie du suffrage féminin, l'un durant et après la Première Guerre mondiale pour les pays anglo-protestants ; l'autre durant et après la Seconde Guerre mondiale, dans les autres pays.

Rompant avec l'interprétation selon laquelle les guerres sont synonymes de changement, y compris pour les femmes, l'historienne française Françoise Thébaud tente une nouvelle interprétation en s'appuyant principalement sur l'étude des cas français, allemand et italien[8]. Si la mobilisation des femmes y est massive et remarquable dans tous les secteurs d'activité, et s'il est surtout motivé par la défense de la patrie, l'investissement considérable des femmes dans le travail ne signifie pas pour autant, croit-elle, que changent les images de mères et ménagères. Le travail des femmes fut temporaire pendant la Seconde Guerre mondiale et motivé par des considérations d'urgence (effort de guerre, départ des hommes, etc.). Il en est de même pour la mobilisation sociale des femmes : « elle s'apparente à la politisation de la fonction maternelle et ménagère mise en œuvre dès avant guerre par les régimes fascistes et nazis ». Et bien que la guerre ait vu l'intervention sans précédent des femmes dans des corps féminins militarisés, le fait qu'elles ne soient pas dans des unités de combat accroît l'érotisation de l'image des femmes. F. Thébaud parle de la

8. F. THEBAUD, « Deuxième guerre, femmes et rapports de sexe : essai d'historiographie », Communication au congrès.

double morale du temps de la guerre, qui exige d'elles chasteté et disponibilité.

L'octroi des droits politiques aux femmes à la Libération dans quelques-uns des pays européens est une proclamation formelle qui ne change pas un code civil inégalitaire (comme en Italie) et des traditions qui renvoient les femmes dans leurs familles. Le taux élevé de femmes qui travaillent est associé à l'état de guerre et à des images féminines dégradantes : pas d'émancipation pour les femmes qui sont aussitôt requises à la maison, une fois la guerre finie ; retour marquant la stigmatisation accrue de leur féminité. Minimisant l'influence de la guerre dans l'obtention du vote pour les Françaises, ou de l'État-providence (*welfare state*) pour les Britanniques, F. Thébaud constate au contraire l'absence des femmes dans les instances de la Résistance et des gouvernements qui en sont issus. Comme en Italie, la République conserve un code civil inégalitaire et des lois établies sur la protection de la maternité plutôt que sur l'égalité des sexes. Elle voit dans la tonte des femmes et la répression sauvage de la « collaboration verticale » la construction d'une identité du vainqueur masculin et la réappropriation du corps des femmes par la nation. Au total, F. Thébaud montre le caractère conservateur de la guerre en matière de rapports de sexe. Si d'autres interprétations, discutées lors de nombreux colloques sur les femmes et les guerres, montrent que la revendication du droit de vote était aussi articulée par des courants maternalistes, il reste que les deux grandes guerres apparaissent comme un moment marquant de l'émergence d'une identité sociale de sexe, féminine et masculine, et de leur prise en compte différenciée dans l'univers politique. Si l'on peut parler d'un phénomène général aux sociétés occidentales, on doit pour l'expliciter revenir aux identités nationales.

## Identités sociales et histoires nationales

Le cas québécois offre à cet égard un enseignement éclairant. La participation active des femmes, et d'un mouvement dit maternaliste, à la construction (ou au maintien) de l'identité nationale n'a jamais été contredite. Elle fut associée à la survi-

vance des Canadiens-français dans leur désir d'affirmer leur identité française et catholique ; mais cette réalité fut toujours considérée comme infra-politique, relevant du social, de la morale ou de l'activité privée. C'est dans le processus de révision du caractère du nationalisme québécois, comme un nationalisme moderne et non plus uniquement conservateur et traditionnel, que furent réévaluées les relations entre le social et le politique et entre les hommes et les femmes. Le sociologue québécois Fernand Dumont (1994) s'insurge ainsi contre la tyrannie des élites politiques sur le peuple. Si ce dernier est certes enfermé dans une mystique nationaliste utopique, il lui apparaît comme le garant de son identité, support de la survivance du Québec français. Il s'agit pour lui de redonner à la société civile le rôle essentiel qui lui revient, comme garant de l'identité sociale et politique de la nation (souvent d'ailleurs associée au féminin maternel).

Ainsi, les femmes apparaissent désormais étroitement associées au travail de construction de l'histoire nationale. L'histoire des cercles de fermières montre que les travaux et les jours sont l'essence de cette histoire et non son contrepoint hasardeux, même si l'étude du politique ne peut pas se résumer à l'étude de la société civile[9]. C'est la dichotomie entre le social et le politique, entre la société civile et les partis, entre le public et le privé que la fabrication de ces histoires abolit. Plus généralement, ces questions identitaires contradictoires et conflictuelles sont à l'origine des débats politiques les plus âpres, et ont alimenté les débats constitutionnels au Canada durant ces trois dernières décennies. Elles posent les problèmes de la cohabitation de ces différentes identités-nationalités au sein de régimes démocratiques, dont les bases juridiques sont établies sur des règles égalitaires ; ce qui aux États-Unis prend la forme d'un débat sur la portée du multiculturalisme[10].

La crise de la démocratie, qui se manifeste entre autres par son manque de représentativité, des femmes comme des autres

---

9. Y. Cohen, *Femmes de parole. Histoire des cercles de fermières du Québec, 1915-1990*, Montréal, Le Jour, 1990.

10. Ch. Taylor, « Le pluralisme et le dualisme », *in* A. G. Gagnon (dir.), *Québec : État et société*, Montréal, Québec-Amérique, 1994, p. 61-84. E. Fox Genovese, *Feminist is not the Story of my Life : how today's Feminist Elite has Lost Touch with the Real Concerns of Women*, New York, Doubleday, 1996.

groupes minorisés, occupe une place centrale dans une réflexion animée autant par la philosophie politique qu'au sein des *cultural studies* (*subaltern*, *queer studies*). Elle se traduit en histoire par une critique sévère des histoires nationales et par une prise de distance à l'égard de l'histoire des femmes, critiquée pour son incapacité à se démarquer du modèle libéral néocolonial. Critiquant les faiblesses, les aspects temporaires, partiels et partiaux de l'enquête historique et de son écriture, ces historien-nes préconisent la déconstruction des mécanismes de la narration historique considérés jusqu'alors comme naturels (la nation, les guerres, les révolutions etc.). L'historienne canadienne Joy Parr considère cette critique d'ordre politique, générationnelle, et au fond épistémologique[11]. Sa remise en question des credo essentiels de l'histoire comme recherche de vérité la conduit à questionner le sentiment d'appartenance nationale canadien comme une utopie, les sciences sociales et la liberté académique comme autant de prétentions illusoires à l'objectivité. Les catégories de sexe, d'ethnie, et de classe sont les critères objectifs à partir desquelles doit être conduite l'enquête historique. Parce que l'histoire des femmes envisage d'emblée l'oppression comme son fondement, elle ne peut être crédible ; au contraire l'étude des rapports de sexe permet de faire apparaître les mécanismes de domination au moment où, et à l'égard de qui, ils s'exercent.

Ces nouveaux paradigmes, souligne Joy Parr, confondus souvent avec ceux de la théorie post-structuraliste, révèlent de nouvelles sources d'investigation. L'expérience vécue et racontée fut la source d'engouements notables dans les années 1970 et 1980. Les portraits qui en résultèrent faisaient percevoir d'autres réalités, mais n'engendraient pas nécessairement de nouveaux savoirs. Car on ne laissait voir que ce qui était déjà visible : le vécu était lui-même socialement construit. Si l'analyse de discours a permis de mieux évaluer certaines des

11. J. Parr, « Women, men and historical change : the impact of gender history on historical practice » ; Communication au Congrès. Voir aussi A. Burton, *Burdens of History : British Feminists, Indian Women and Imperial Culture, 1865-1915*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1994. G. C. Spivak, *In Other Worlds : Essays in Cultural Politics*, New York Methuen, 1987. C. T. Mohanty, Russo and Torres (eds)., *Third World Women and the Politics of Feminism*, New York, Methuen, 1991. H. Bhaba, *The Location of Culture*. New York, Routledge, 1994.

conditions sociales d'existence, les études précises de construction des rapports sociaux de genre sont restées peu nombreuses. La reconnaissance de la diversité des situations des hommes fut souvent ignorée au profit d'une interprétation où la socialisation des hommes les a conduit à devenir des dominants.

Il faut donc revenir à plus d'incertitude dans le questionnement et dans la recherche des identité sociales, dont celle de l'identité de genre. La contextualisation et la mise en rapport des différentes données ont permis l'émergence d'une série de travaux dont les résultats convergent avec les préoccupations traditionnelles des historiens (surtout dans des champs comme les politiques sociales, les droits civils et politiques, le travail etc.). L'instabilité et la diversité des méthodes est la règle bien plus que la recherche de l'unité et de l'hégémonie. Au fond, on semble revenir à un certain empirisme. Et même le paradoxe à partir duquel l'histoire des identités de genre s'est construite, la recherche militante de l'oppression universelle des femmes, fait désormais elle aussi l'objet de l'investigation. Revenant à un cadre disciplinaire, durant 30 années de pratique, les historien-nes ont découvert différentes variantes de féminismes et appliquent différentes grilles de lecture à l'histoire des hommes et des femmes.

Des paradigmes émergent et alimentent de nouvelles questions : la séparation des sphères est-elle à la source de l'exclusion politique des femmes ? L'exploration des sphères domestique et publique a permis de leur donner une dimension politique. L'identité sexuelle suscite une lutte intense entre essentialistes et différentialistes. Enfin, l'histoire des femmes s'est aussi construite en critiquant les travaux de certains historiens, marxistes par exemple (pensons à la critique par Joan Scott des travaux de Edward P. Thompson), ce qui est en définitive aussi une lutte pour l'appropriation du sens à donner à l'histoire des femmes, à la classe ouvrière et plus généralement à la connaissance historique. Au centre de ce débat se trouvent la narration de l'histoire, le langage et les représentations, et les théories de l'histoire.

La question politique posée avec force par le féminisme a conduit à chercher comment les rapports de pouvoir définissent les relations entre les hommes et les femmes, et la façon dont l'histoire peut en rendre compte. Les théories qui en sont is-

sues, aux États-Unis comme au Canada, suscitent des débats importants qui ont pour enjeux la reconnaissance de ces chercheurs par les institutions, universités, gouvernements, organismes subventionnaires, etc., et la définition d'une certaine vision de la démocratie nord-américaine, d'une certaine façon aussi. Plus globalement, elles sont désormais indissociables du renouvellement de la pensée sur le politique.

7

# Les femmes dans l'enseignement supérieur. Dynamiques et freins d'une présence 1946-1992

*par Christophe Charle*

Le principal agent de la féminisation des professions supérieures a été, c'est une évidence, l'enseignement supérieur lui-même. Pourtant, entre l'accès des jeunes filles dans les facultés et leur conquête de positions stables dans ces mêmes facultés, l'écart temporel est considérable. Quelques dates symboliques l'indiquent : la première licence ès lettres est conférée à Julie Daubié en 1871 ; le premier doctorat ès lettres en 1914 ; la première chaire en faculté des lettres, pourtant l'une des plus féminisées par son public, vingt ans plus tard, en 1934 ; la première chaire à la Faculté des lettres de Paris en 1947 ; pour le Collège de France, il a fallu attendre 1973. En sciences, la situation a évolué plus vite puisque Marie Curie obtient un poste à la faculté des sciences dès 1906 et une chaire pleine en 1908 ; une seconde femme, Pauline Ramart-Lucas, est élue professeur de chimie organique en 1935. A l'échelle internationale, c'est aussi en sciences qu'une première chaire est confiée à Stockholm à une mathématicienne russe, Sonia Kovalevskaïa, en 1889[1]. Le droit et la médecine ouvrent à leur tour leurs premiers postes professoraux à des femmes dans les années 1930.

Mais l'étude des « premières » n'a pas grand sens, hormis au plan symbolique, car il s'agit toujours de personnalités ou de circonstances exceptionnelles, d'exceptions à la règle plus que

1. J. DETRAZ, *Sonia Kovalevskaïa, l'aventure d'une mathématicienne*, Paris, Belin, 1991.

de l'instauration d'une nouvelle règle. Il m'a donc paru nécessaire de prendre comme point de départ de l'analyse l'année 1946, première année « normale » où l'on dispose d'un annuaire nominatif d'ensemble. Il permet de disposer d'informations précises sur l'état du processus de féminisation, quarante ans après l'entrée significative des femmes comme étudiantes dans les facultés. Ce n'est pas une année zéro puisque les années 1930, grâce au processus de rapprochement des enseignements secondaires masculin et féminin, avaient permis les premières ouvertures citées plus haut. Mais le régime de Vichy, comme l'a rappelé en détail Francine Muel-Dreyfus, avait organisé systématiquement une régression de la présence des femmes, tant dans l'enseignement que dans les universités ou dans la fonction publique en général, au nom de son idéologie familialiste[2]. Les femmes avaient été doublement frappées : certaines d'entre celles qui occupaient des postes d'enseignement supérieur étaient d'origine juive et ont donc vu leur carrière interrompue par les persécutions antisémites[3].

L'*Annuaire de l'Éducation nationale* de 1946 fournit des renseignements à la fois sur l'établissement d'appartenance, la position hiérarchique, le statut matrimonial[4] et la spécialité, ce qui représente autant de facteurs d'explication différentiels de la présence des femmes dans les différentes branches de l'enseignement supérieur. Cependant, cette première source présente une double insuffisance. D'abord, elle n'apporte pas toujours des renseignements complets ; dans l'état de désorganisation administrative à la Libération, des lacunes ou des erreurs pour certaines facultés sont évidentes. Les chiffres fournis ici ne sont donc que des évaluations globales. En second lieu, pour comprendre véritablement les mécanismes sociaux de

2. F. Muel-Dreyfus, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris, Seuil, 1996, p. 123 : acte du 11 octobre 1940 qui interdit l'embauche des femmes mariées dans la fonction publique (sauf si elles ont passé un concours), met en congé sans solde les mères de moins de trois enfants dont le mari travaille et à la retraite d'office les femmes de plus de cinquante ans. La loi ne put être complètement appliquée en raison de la pénurie d'hommes liée à la défaite (M.-O. Baruch, *Servir l'État français*, Paris, Fayard, 1997, p. 110-113).

3. C. Singer, *Vichy, l'Université et les juifs*, Paris, Les Belles Lettres, 1992 et *L'Université libérée, l'Université épurée (1943-1947)*, Paris, Les Belles Lettres, 1997, p. 133-134.

4. L'*Annuaire* n'a garde, et c'est typique de l'état des mœurs du temps, de préciser s'il s'agit d'une « dame » ou d'une « demoiselle ».

cooptation ou de barrage universitaires, il faudrait avoir accès à la fois aux dossiers personnels et aux registres de délibération des jurys de thèses, des assemblées de faculté ou des divers conseils qui régulent la carrière, sources officielles à compléter elles-mêmes par des témoignages personnels. Dans la mesure où la féminisation massive ne se développe qu'au-delà de la date considérée et où, d'autre part, la plupart des femmes dont les noms figurent sur les listes de 1946 sont encore en vie, les sources en question ne sont généralement pas communicables en fonction des règlements d'archives. La partie interprétative devra donc se limiter à des corrélations assez pauvres, qu'on précisera par quelques exemples plus détaillés, mais pas toujours représentatifs du plus grand nombre. La présente analyse est donc un propos provisoire, lié aux lacunes de l'information et au manque d'études préalables.

## Vue d'ensemble : 1946-1992

### *Paris*

La féminisation différentielle de l'enseignement supérieur parisien permet d'émettre déjà quelques hypothèses concernant les facteurs disciplinaires d'ouverture du corps universitaire. Le tableau de 1946 met en valeur une double opposition entre les disciplines scientifiques et les disciplines littéraires et, à l'intérieur de ces deux ensembles, un clivage entre les disciplines appliquées ou éloignées du champ du pouvoir et, d'autre part, les disciplines théoriques et/ou ouvrant accès aux positions de pouvoir. A un pôle, se trouvent ainsi le droit, au taux de féminisation nul, les mathématiques (EPHE I^e^ section, chaires mathématiques de la Faculté des sciences) ainsi que le Collège de France, l'École des Chartes et la V^e^ section (sciences religieuses) de l'EPHE qui recrute une partie de son personnel parmi d'anciens membres du clergé ou dans les milieux connexes à celui-ci où la masculinité va de soi. A l'autre pôle, on rencontre le Muséum, la section des sciences naturelles de l'EPHE, les enseignements de chimie et de sciences naturelles de la Faculté des sciences et l'École des langues orientales,

école de langues appliquées, en position dominée dans les grands établissements. Il est remarquable que ces oppositions recouvrent celle, historique, entre disciplines possédant des agrégations du secondaire ou du supérieur anciennes et disciplines sans agrégation (langues rares) ou à agrégation récente (sciences naturelles).

Tableau n° 1 : Nombre et pourcentage de femmes
dans les diverses facultés ou grands établissements en 1946
(toutes catégories d'enseignants)

| | Effectifs | Femmes | % |
|---|---|---|---|
| **PARIS** | | | |
| EPHE | 2 | 0 | 0 |
| I (sciences mathématiques) | 28 | 1 | 3,5 |
| II (sciences physiques et chimiques) | 78 | 5 | **6,4** |
| III (sciences biologiques) | 43 | 2 | 4,6 |
| IV (sciences historiques) | 22 | 0 | 0 |
| V (sciences religieuses) | | | |
| Total EPHE | 173 | 8 | 4,6 |
| École des Chartes | 8 | 0 | 0 |
| Langues orientales | 46 | 5 | 10,8 |
| Muséum | 75 | 11 | **14,6** |
| Droit | 58 | 0 | 0 |
| Médecine | 134 | 7 | 5,2 |
| Sciences | 207 | 25 | **12** |
| Lettres | 112 | 4 | 3,5 |
| Pharmacie | 54 | 5 | 9,2 |
| Collège de France | 40 | 0 | 0 |
| École du Louvre | 24 | 3 | **12,5** |
| Ensemble Facultés | 565 | 41 | **7,2** |
| Ensemble Paris | 931 | 67 * | **7,1** |
| **PROVINCE** | | | |
| Droit | c.200 | 3 | 1,5 |
| Médecine | 735 | 31 | 4,2 |
| Sciences | 494 | 49 | 9,9 |
| Lettres | 387 | 27 | 6,9 |
| Pharmacie | 46 | 5 | 10,8 |
| PROVINCE | 1862 | 115 | **6,1** |
| TOTAL PARIS/PROVINCE | 2793 | 182 | **6,5** |

* Total réel 68, 1 cumulante.

Source : *Annuaire de l'Éducation nationale*, 1946.

Il peut paraître paradoxal que les concours dits républicains soient à l'époque un instrument de blocage de l'accès à l'enseignement supérieur. Mais deux rappels sont nécessaires. La séparation, dans les disciplines scolaires classiques, entre deux agrégations différenciées selon le sexe des candidats, a enfermé les femmes qui s'y risquaient dans la filière des lycées de jeunes filles, coupée complètement de l'enseignement supérieur[5]. Dans l'entre-deux-guerres, les rares femmes qui ont tenté leur chance dans certaines agrégations masculines (mathématiques, philosophie, grammaire), bien que sur sélectionnées, ont été placées en fait dans des postes similaires à ceux des agrégées féminines dans des années où les carrières universitaires étaient bloquées même pour les hommes. Le décalage entre les lieux de nomination de l'enseignement secondaire et les lieux où l'on peut éventuellement faire des recherches en vue de la conquête des titres ouvrant l'accès à l'enseignement supérieur est certainement le blocage principal à la poursuite d'une ambition académique. C'est pourquoi les disciplines où n'existent que la voie de la thèse et qui sont aussi celles qui proposent des positions de statut inférieur pour les achever sont en même temps celles qui permettent une ouverture plus grande aux femmes dans cette période initiale.

En revanche, en droit ou en lettres ou dans les disciplines les plus théoriques (et donc en même temps dominantes dans l'enseignement secondaire), ces positions d'attente sont beaucoup plus rares et réservées de fait soit aux jeunes doctorants ou docteurs, soit à des agrégés blanchis sous le harnais qui forment alors les supplétifs de l'enseignement supérieur parisien sous-encadré. Il ne faut pas voir là, pour autant, un indice de féminisme plus grand du corps enseignant des sciences naturelles ou des langues. Les femmes acceptées dans ce cadre sont, d'une manière écrasante, utilisées pour les fonctions les moins nobles de la science impliquées par ces enseignements à haute division du travail : elles sont le plus souvent recrutées comme préparatrices, assistantes, chefs de travaux, répétitrices. A la Faculté des sciences de Paris, on ne dénombre, en 1946, que

5. F. Mayeur, *L'Enseignement secondaire de jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, FNSP, 1977 ; A. Chervel, *Histoire de l'agrégation, contribution à l'histoire de la culture scolaire*, Paris, INRP-Kimé, 1993, p. 197. Ce n'est qu'en 1924 que toutes les agrégations masculines sont ouvertes aux femmes. Vichy revient à la séparation stricte des sexes.

trois femmes professeurs sur 77 (3,8 %) contre 18 assistantes ou préparatrices sur 98 (18,3 %). Le premier taux n'est donc guère plus brillant que dans les disciplines sexistes.

Globalement, si les établissements parisiens présentent un taux de féminisation supérieur aux établissements provinciaux, c'est parce que la chaîne hiérarchique interne y est plus longue. L'importance des effectifs et la rareté des spécialités obligent à recourir aux femmes pour certaines tâches peu valorisées dans la hiérarchie des activités intellectuelles (aide à l'enseignement, travaux préparatoires à la recherche, encadrement des débutants) ou offrant des espaces de moindre concurrence avec les hommes. Aux Langues orientales par exemple, les diverses répétitrices des langues exotiques sont originaires des pays dont elles enseignent la langue, comme l'indique la consonance de leur nom. A la Faculté des lettres de Paris, la lectrice de grec moderne est également visiblement d'origine grecque.

*La province*

Les facultés provinciales reproduisent ces oppositions, quoique leur élitisme moindre permette l'arrivée de femmes en début de carrière à des positions professorales alors qu'à Paris elles sont exclues en fonction d'une action concertée des titulaires ou ne disposent pas encore de l'ancienneté requise pour présenter leur candidature à des fonctions considérées comme de fin de carrière.

Ainsi la Faculté de droit de Paris, uniformément masculine, s'oppose à quelques facultés provinciales qui ont vu arriver de jeunes agrégées de droit dans leurs cadres. A Lyon, enseigne par exemple Suzanne Bastid, épouse de Paul Bastid également professeur de droit et fille de Jules Basdevant, autrefois professeur de droit à Paris : née en 1906 à Rennes, elle a obtenu son doctorat en droit en 1931 et est reçue à l'agrégation de droit public l'année suivante ; professeur à Lyon de 1933 à 1946, elle devient chargée de cours puis agrégée à la Faculté de Paris respectivement en 1946 et en 1948[6]. De même, quelques femmes ont atteint le grade de professeur dans une Faculté des lettres de province, comme Marie-Jeanne Durry à Caen ou Geneviève Bianquis à Dijon.

---

6. *Annales de l'Université de Paris*. 1949. p. 242.

En sciences et en médecine en revanche, les facultés provinciales semblent plus fermées que leurs homologues parisiennes pour les positions sommitales. L'explication est en partie fonctionnelle. Alors que les concours d'agrégation permettent à des femmes de devenir professeurs relativement jeunes en province, le moindre nombre de postes de recherche et de laboratoire en province, en médecine et en sciences, y limite la formation d'un vivier de futures professeurs femmes. Dans ces deux facultés, les cooptations s'opèrent en effet au sein de marchés à base régionale et non sur un marché national comme en lettres et en droit. Il s'y ajoute aussi le conservatisme plus grand des mentalités : ce sont les établissements parisiens qui ont les premiers accepté la féminisation. En province, le poids du conformisme et du qu'en-dira-t-on est un frein puissant aux innovations de ce type, mieux admises dans une ville plus grande et anonyme comme Paris, lieu de toutes les avant-gardes.

*Évolution de la féminisation*

L'évolution postérieure va-t-elle gommer ou maintenir ces différences entre facultés féminisées et facultés misogynes ? Faute d'annuaires analogues à celui de 1946, on ne peut s'appuyer que sur des données imparfaites et inégalement précises. Les *Tableaux statistiques de l'Éducation nationale* qui, à partir des années 1950, fournissent des données globales sur les enseignants ont en effet omis de cliver les catégories de l'enseignement supérieur selon le sexe avant une date relativement tardive. Il faut donc, pour la période intermédiaire des années 50 et 60, se contenter des chiffres du recensement tels que Jacques Girault les récapitule dans son dernier livre (cf. tableau n° 2).

Globalement, le taux de féminisation est multiplié par presque cinq, mais l'augmentation est beaucoup plus importante en chiffres absolus, en raison de l'explosion des effectifs enseignants. On dénombrait environ 182 femmes dans l'enseignement supérieur en 1946 ; on en aurait 1 000 en 1954, 6 320 en 1968 et plus de 10 000 en 1991. Malgré cette expansion considérable (multiplication par 50 en moins de cinquante ans), les clivages hiérarchiques et entre facultés restent présents, comme le montrent les tableaux détaillés. Le droit et la

médecine restent misogynes pour les grades supérieurs, alors que la parité est presque atteinte pour le rang B en lettres et en médecine. En revanche, les sciences qui avaient mené la course en tête au début de la période tendent à se fermer aux femmes non seulement en haut de la pyramide mais même pour le rang B, phénomène qu'on retrouve d'ailleurs depuis l'instauration de la mixité dans les Écoles normales supérieures et qui renvoie à des représentations culturelles complexes, notamment à un effet pervers de l'atmosphère hautement compétitive des sciences « dures »[7].

Tableau n° 2 : Évolution du taux général de féminisation du personnel enseignant dans le supérieur

| | 1946 | 1954 | 1968 | 1992 |
|---|---|---|---|---|
| Femmes enseignement supérieur | 6,5 | 18,7 | 29,3 | 27 |

Sources : 1954 et 1968 : J. GIRAULT, *Instituteurs et professeurs*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, p. 287-888 (recensements) ; 1992 : J.-M. BERTHELOT, *Les Enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur*, Paris, La Documentation française, 1992, p. 25, sources ministérielles.

Ces évolutions différenciées invitent à s'interroger sur les facteurs explicatifs de la dynamique et du freinage de l'entrée des femmes dans ces divers univers disciplinaires.

7. Cf. M. LEDUC, « Le choix des élues », dans P. VIALLANEIX et R. ELMOZNINO (sous la direction de), *L'Apprentissage du savoir vivant*, Paris, PUF, 1995, p. 51-61.

Tableau n° 3 : Évolution du taux de féminisation par grade et localisation des postes

| | 1946 | 1967[8] | 1981[9] | 1992[10] |
|---|---|---|---|---|
| **Droit** | France c.1 | France nd | France 7,4 | France 11,8 |
| • professeurs | Paris 0 | Paris 3,4 | | |
| • maîtres conférences | Paris 0 | Nd | 21,6 | 28,0 |
| Ensemble : Paris | 0 | nd | | |
| Province | 1,6 | nd | | |
| **Lettres** | | | | |
| • professeurs : | (Paris) 0 | Paris 8, | 16,4 | 23,7 |
| • maîtres conférences | (Paris) 3,5 | nd | 37,9 | 41,4 |
| Ensemble : Province | 6,9 | | | |
| **Sciences** | Paris | Paris | | |
| • professeurs | 3,8 | 8,6 | 7,4 | 8,7 |
| • maîtres conférences | nd | nd | 22,4 | 27 |
| Ensemble : Paris | **12,0** | | | |
| Province | 9,9 | | | |
| **Médecine** | Paris | Paris | | |
| • professeurs | 2.0 | 0 | 05.8 | 08.0 |
| • maîtres conférences | nd | nd | 44.2 | 46.9 |
| Ensemble : Paris | 5.2 | nd | nd | nd |
| Province | 4.2 | nd | nd | nd |

nd : non disponible.

8. P. Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, p. 65.
9. J.-M. Berthelot, *Les Enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur*, Paris, La Documentation française, 1992, p. 26.
10. *Ibid.*

Tableau n° 4 : Taux de féminisation des diverses facultés en France, Autriche et Allemagne

<table>
<tr><th></th><th>Droit</th><th>Médecine</th><th>Sciences</th><th>Lettres</th></tr>
<tr><td>c. 1900</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>France</td><td>21 (0,02)</td><td>433 (3,7)</td><td>98 (0,09)</td><td>400 (5,9)</td></tr>
<tr><td>Autriche :Vienne</td><td>0</td><td>10</td><td colspan="2">31</td></tr>
<tr><td>Allemagne : Berlin</td><td>4 (0,1)</td><td>87 (6,62)</td><td>48 (5,1)</td><td>177 (9,65)</td></tr>
<tr><td>c. 1914</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>France</td><td>149 (0,09)</td><td>869 (10,2)</td><td>646 (8,8)</td><td>2321 (35,2)</td></tr>
<tr><td>Autriche : Vienne</td><td>0</td><td>190</td><td colspan="2">606</td></tr>
<tr><td>Allemagne : Berlin</td><td>17 (1,1)</td><td>165 (7,9)</td><td>138 (12,4)</td><td>343 (20,6)</td></tr>
<tr><td>c. 1930</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>France</td><td>3 695 (15,2)</td><td>4 067 (21,7)</td><td>2 997 (22,2)</td><td>8 518(45,8)</td></tr>
<tr><td>Autriche : Vienne</td><td>177 (5,1)</td><td>327 (11,4)</td><td colspan="2">1 162 (22)</td></tr>
<tr><td>Allemagne : Berlin</td><td>218 (6,19)</td><td>463 (21,9)</td><td>251 (19,5)</td><td>356 (34,3)</td></tr>
</table>

Tableau n° 5 : Répartition des étudiantes entre les diverses facultés. France, Autriche et Allemagne (1900-1930)

<table>
<tr><th></th><th>Droit</th><th>Médecine</th><th>Sciences</th><th>Lettres</th></tr>
<tr><td>c. 1900</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>France</td><td>2,2</td><td>45,4</td><td>10.3</td><td>42</td></tr>
<tr><td>Autriche : Vienne</td><td>0</td><td>24,3</td><td colspan="2">75.7</td></tr>
<tr><td>Allemagne : Berlin</td><td>1,3</td><td>27,5</td><td>15,1</td><td>56</td></tr>
<tr><td>c. 1914</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>France</td><td>3,7</td><td>21,8</td><td>16.2</td><td>58,2</td></tr>
<tr><td>Autriche : Vienne</td><td>0</td><td>23,8</td><td colspan="2">76,2</td></tr>
<tr><td>Allemagne : Berlin</td><td>2,5</td><td>24,8</td><td>20,8</td><td>51,7</td></tr>
<tr><td>c. 1930</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>France</td><td>19.1</td><td>21,0</td><td>15.5</td><td>44,1</td></tr>
<tr><td>Autriche :Vienne</td><td>10.1</td><td>19,6</td><td colspan="2">69.7</td></tr>
<tr><td>Allemagne : Berlin</td><td>16,9</td><td>35,9</td><td>19,4</td><td>27,6</td></tr>
</table>

Sources : Autriche : W. HEINDL & M. TICHY (hg.). *« Durch Erkenntnis zur Freiheit und Glück... ». Frauen an der Universität Wien (ab 1897).* Vienne. WUV Universitätsverlag. 2e éd. 1993 ; V. KARADY, *Relations inter-universitaires et rapports culturels en Europe (1871-1945)*, rapport de fin d'étude, ministère de la Recherche, 1992. tableau 35. p. 131-132. Allemagne : H. TITZE (hg.). *Datenhandbuch zur deutschen Bildungsgeschichte*. vol. I : *Hochschulen*, 2e partie. Goettingen. Vandenhoeck & Ruprecht. 1995. p. 87-89 ; France : G. WEISZ, *The Emergence of Modern Universities in France (1863-1914)*, Princeton, Princeton U. P., 1983. p. 242 et 246.

## Essai d'interprétation

### *Le rôle de la féminisation antérieure des études*

Une comparaison de la féminisation progressive de l'enseignement supérieur dans trois pays du continent européen, la France, l'Allemagne (Berlin) et l'Autriche (Vienne), indique un processus remarquablement similaire et parallèle malgré les différences culturelles et religieuses. Dans les trois cas, la féminisation débute en lettres et en médecine, se diffuse en sciences et n'atteint le droit que tardivement[11]. Deux explications rendent compte de cette similitude internationale : les stéréotypes attachés aux femmes qui les vouent à soigner (d'où la médecine, prolongement de leur rôle ancien d'infirmières), à enseigner la langue « maternelle », d'où les lettres, ou à s'adonner à la culture désintéressée d'ornement, d'où également les lettres ou les disciplines artistiques[12].

Les disciplines professionnelles, comme le droit, ou qui exigent un fort investissement intellectuel en raison de leur technicité croissante à l'époque considérée, comme les sciences, opposent en revanche une résistance plus longue aux jeunes filles dans les trois pays considérés. De plus celles-ci, du fait des particularités de l'enseignement secondaire féminin du temps, ne sont pas armées pour ce type de filières, ce qui suppose un concours de circonstances supplémentaire pour surmonter barrières et handicaps.

On peut lire ce parcours d'obstacles à contourner à travers les circonstances d'accès de la première femme admise à l'École normale supérieure section sciences :

> Peu de jeunes filles abordaient alors l'enseignement secondaire ; dès l'ouverture du lycée Jules-Ferry, son père, dont la formation intellectuelle est celle des juristes, y inscrit Marie-Louise ; elle est une élève brillante. [...] Rares sont les lycéennes qui affrontent le baccalauréat de mathématiques élémentai-

11. Pour une étude détaillée de l'accès des femmes à l'enseignement supérieur en Allemagne et aux professions académiques, voir C. HUERKAMP, *Bildungsbürgerinnen*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1994.

12. Sur ce modèle très général de division sexuelle du travail, cf. P. BOURDIEU, *De la domination masculine*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 97-99.

> res ; en 1922-1923, le merveilleux professeur qu'est Mademoiselle Uhlmann n'a dans sa classe que « neuf fillettes » : c'est ainsi qu'elle nomme les neuf lycéennes d'élite que leur audace commune d'entreprendre des études scientifiques lie d'une joyeuse amitié. [...] L'École de Sèvres ne l'attire pas : la vie et les programmes sont trop éloignés de la science qui se fait. Par bonheur, son amie Denise Coulom, qui connaît bien sa valeur, est la fille du directeur du collège municipal Chaptal ; Monsieur Coulom a l'intelligence, la bonté et l'audace d'accepter Marie-Louise Jacotin dans ces classes de mathématiques spéciales jusqu'alors réservées aux lycéens[13].

On constate donc une corrélation approximative entre l'ancienneté de féminisation du corps enseignant selon les facultés et le phénomène antérieur de la féminisation différentielle des effectifs étudiants. Mais le phénomène n'est pas parfaitement corrélé puisque les évolutions peuvent gommer certaines avancées et que si la liaison fonctionne assez bien pour catégories inférieures du corps enseignant, les dénivellations se creusent pour l'accès au professorat en fonction de mécanismes spécifiques de cooptation qu'il faut analyser à présent.

### *La sélection différentielle*

La puissance de ces stéréotypes universels n'explique en effet pas tout. Les barrages, quand ils ne peuvent plus être fondés sur la seule violence symbolique du bon sens ou du préjugé, sont organisés de manière plus ou moins consciente en fonction des structures universitaires elles-mêmes. On peut le mesurer en calculant le taux de déperdition, soit la différence entre le taux de féminisation des étudiants des années 1930 et le taux de féminisation des effectifs enseignants du supérieur de 1946 :

Tableau n° 2 : Évolution du taux général de féminisation du personnel enseignant dans le supérieur

| | 1946 | 1954 | 1968 | 1992 |
|---|---|---|---|---|
| Femmes enseignement supérieur | 6,5 | 18,7 | 29,3 | 27 |

13. J. Leray, « Marie-Louise Dubreil-Jacotin », *in Annuaire de l'Association amicale des anciens élèves de l'École normale supérieure*, Paris, 1974, p. 114 (désormais *Annuaire ENS*).

Certaines filières tôt et très féminisées, comme les lettres, ou anciennement féminisées, comme la médecine (mais il est vrai avec une dominante d'étudiantes étrangères), n'enregistrent pas une féminisation proportionnelle correspondante du corps enseignant universitaire, dix ou quinze ans plus tard, alors que le nombre des diplômées potentielles devrait ouvrir le marché de la concurrence. Cette « évaporation » implique un double phénomène d'auto-élimination (option pour la forme professionnelle directe de l'exercice de la discipline : pratique médicale en médecine et professorat du secondaire en lettres) et d'élimination de corps par les garants de la sélection formés par les plus anciens du groupe (membres des jurys des concours d'enseignement secondaire et supérieur, patrons de thèse).

Les lettres, les plus féminisées, apparaissent en même temps les plus sexistes. Alors que les disciplines littéraires disposent précocement d'une École normale supérieure chargée de former l'élite des enseignantes de lycée, l'enseignement littéraire n'y est pas confié pour autant à un corps enseignant féminin, ce qui limite l'effet de modèle pour la carrière ultérieure. En revanche, dès 1900, Marie Curie avait été appelée à enseigner la physique aux sévriennes. Les disciplines littéraires maintiennent donc une coupure forte entre la culture générale dispensée aux auditrices des facultés et l'appropriation autorisée du discours littéraire réservée aux étudiants. La première est tôt ouverte aux femmes comme homologue du rapport distancié au monde social qui caractérise le rôle culturel des femmes depuis le XVII^e siècle, avec les salons où l'égérie offre le cadre de l'espace privé à la parole littéraire confiée aux hommes et rendue publique ensuite par eux. La seconde est un processus beaucoup plus laborieux, elle passe d'abord par les langues étrangères, où l'on est cantonné encore dans un rapport dominé à l'auteur par la fonction de traduction.

L'interprétation et la lecture inspirée qui supposent une égalité de statut entre *lector* et *auctor* sont surtout pratiquées par des critiques des littératures étrangères le plus souvent non universitaires. De même, bien que très tôt féminisée, l'écriture littéraire avait été, sauf rares exceptions, reléguée dans certains genres exclus d'abord de la grande littérature. L'enseignement

supérieur ne fait ainsi que reproduire les modèles du champ littéraire : la première grande figure littéraire féminine du XIXe siècle, Mme de Staël, n'est-elle pas d'abord reconnue comme intermédiaire entre la culture française et la culture allemande avec *De l'Allemagne*, c'est-à-dire une entreprise de traduction ? Les titres de thèses soutenues par des femmes à l'époque héroïque du doctorat ès lettres rappellent également cette filiation avec les modèles du champ littéraire : on relève par exemple, de Jeanne, Léonie, Antoinette Villard, une thèse sur « Jane Austen, sa vie, son œuvre » (6 février 1915), de Marie, Louise, Augustine Vincent, « La langue et le style rustique de George Sand dans les romans champêtres » et « George Sand et le Berry » (3 mai 1919). Marie-Jeanne Durry consacre sa thèse à *La vieillesse de Chateaubriand* (soutenue le 1er juin 1933) où elle analyse notamment le rôle de Mme Récamier comme égérie de « l'Enchanteur » vieillissant ; dans cette biographie, l'écriture très littéraire cherche avant tout à s'identifier à l'auteur par empathie psychologique plutôt que par l'analyse stylistique distanciée du critique[14].

### *Le « cooling out » en lettres et en droit*

Les lettres partagent toutefois un point commun avec le droit : le barrage du latin comme facteur de hiérarchisation des disciplines, barrage peu ou pas du tout prégnant dans les critères d'excellence de la médecine et des sciences. L'autre barrière est la thèse de doctorat ès lettres, telle qu'elle a dérivé dans l'entre-deux-guerres, avec ses dimensions de plus en plus imposantes. Elle implique un travail de très longue haleine, sans commune mesure avec la préparation d'un concours annuel, effort intense mais bref compatible avec les « obligations » du statut féminin du temps, ou avec les thèses de sciences réalisées au cours de deux ou trois années de travail en laboratoire.

Cependant un nombre non négligeable de femmes a réussi à obtenir ce précieux parchemin : si trente-neuf ont soutenu un doctorat ès lettres à la Sorbonne entre 1914 et 1934, sur les

---

14. GUIGUE, *La Faculté des lettres de Paris depuis sa fondation*, Paris, Alcan, 1935, p. 147, 151 et 182 ; M.-J. DURRY, *La Vieillesse de Chateaubriand*, Paris, Le Divan, 1933, 2 vol.

listes de 1946 on ne trouve que sept enseignantes littéraires dont le niveau hiérarchique puisse laisser supposer qu'elles détiennent ce titre. Soit un taux de déperdition de trente-deux sur trente-neuf (82 %). Ce taux est certainement sous-évalué si l'on ajoutait les thèses soutenues entre 1934 et 1939, dont la liste n'est pas disponible (de l'ordre d'une douzaine d'après les moyennes des années précédentes), mais devrait être corrigé, en sens inverse, en enlevant les effets de la mortalité et la part des étrangères sans ambitions de carrière en France. On peut donc estimer ce taux de 80 % comme une mesure de la capacité de découragement (« *cooling out* » dans le jargon des sociologues de l'éducation) des professeurs hommes de l'enseignement supérieur.

De ce point de vue, le droit n'a rien à envier aux lettres et l'explication du faible nombre d'enseignantes en droit par les possibilités d'emploi à l'extérieur de l'enseignement ouvertes aux diplômes juridiques n'est qu'un faux-semblant, comme le révèle le témoignage d'un professeur de droit de Bordeaux dans l'entre-deux-guerres :

> Il n'y a malheureusement rien de plus difficile à placer qu'une licenciée ou une doctoresse en droit. J'eus jadis le plus grand mal à en faire entrer une au Comptoir d'escompte, d'où on la renvoya d'ailleurs après la guerre sous le couvert d'excès de personnel : dans toutes ces administrations, on préfère une sténodactylo à une femme dotée de grades juridiques[15].

Grâce au travail d'où est extrait cette citation, l'une des rares études sur un corps enseignant juridique de province, on peut suivre le parcours de quelques femmes docteurs en droit qui ont amorcé une carrière d'enseignement. Très peu, sauf à une date tardive, se risquent à passer l'agrégation de droit : ainsi Marthe Fournier, née le 12 décembre 1911 à Monthélie (Côte-d'Or), est bachelière en 1929 et licenciée en droit à Dijon en 1932. Sa thèse de doctorat est couronnée en 1936, ce qui devrait l'inciter à tenter l'agrégation. En fait, elle reste chargée

15. Lettre de Julien Bonnecase à René Savatier du 26 décembre 1923, publiée dans les *Annales d'histoire des facultés de droit et de la science juridique*, n° 2, 1985, p. 165, citée dans M. MALHERBE, *La Faculté de droit de Bordeaux (1870-1970)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1996, p. 172.

de cours à Dijon de 1940 à 1951, à la faveur probablement du manque d'enseignants de droit pendant la période de guerre. Elle passe à Bordeaux en 1952, mais comme le dit son biographe : « refusant de se présenter à l'agrégation, elle connut quelques difficultés avec le Doyen Garrigou-Lagrange. Elle demanda sa mutation pour une autre université en 1955 »[16]. En raison de son caractère sibyllin, cette phrase ne donne pas clairement les raisons qui poussent Marthe Fournier à refuser la promotion par l'agrégation. En dehors de raisons familiales, peut-être est-ce le refus d'un nouveau déracinement impliqué par l'entrée dans le corps des agrégés ou l'obligation d'accepter des cours généraux élémentaires comme tout nouvel arrivé dans une autre faculté. Mais sans doute y a-t-il aussi une forme d'orgueil à ne pas vouloir, à quarante-quatre ans, se mesurer à de jeunes docteurs de trente ans, sûrs de leur bon droit pour occuper les places.

Ceci conduit à un quatrième facteur d'auto-exclusion qu'on peut ranger sous la formule générique de la modestie volontaire.

### *La modestie volontaire et les moyens sociaux de la surmonter*

Les diplômées de l'entre-deux-guerres, même celles dotées des titres les plus rares, hésitent à se lancer dans ce monde sans modèles, à la différence du champ littéraire où le personnage de la femme de lettres a plus de trois siècles d'existence publique.

Comme l'explique la nécrologie de l'une des premières normaliennes littéraires de la rue d'Ulm :

> Reçue à l'agrégation, les encouragements de Louis Cazamian ne la persuadent pas d'entreprendre une recherche qui lui ouvrirait la voie de l'enseignement supérieur. Elle va se consacrer à l'enseignement secondaire et est nommée au lycée Saint-Just à Lyon. La maladie de son père, qui meurt en 1937, n'est probablement pas étrangère à sa décision, car elle sait que sa mère ne pourra désormais compter que sur elle[17].

16. M. MALHERBE, *La Faculté de droit de Bordeaux*..., *op. cit.*, p. 323.
17. E. DELAVENAY, « Germaine Favre, épouse Will », *Annuaire ENS*, 1997, p. 45.

Cette modestie volontaire, malgré l'orgueil légitime que pourrait susciter la réussite antérieure à un concours alors récemment ouvert aux femmes, est, dans le cas présent, renforcée non seulement par la conjoncture universitaire médiocre et les difficultés familiales mais aussi par l'effet rémanent des origines sociales. Germaine Favre représente un exemple assez exceptionnel de méritocratie quasi pure, puisque son père était ouvrier horloger. La plupart des autres normaliennes scientifiques ou littéraires qui osent entamer un parcours vers l'enseignement supérieur sont aidées dans leur transgression soit par une origine élevée, soit par un mariage qui les stimule au lieu de freiner leur carrière.

Si l'on prend la totalité des jeunes filles qui sont reçues rue d'Ulm dans l'entre-deux-guerres soit trente-six (vingt-et-une littéraires et quinze scientifiques) : douze des vingt-et-une littéraires restent professeurs de lycée et sept parviennent dans l'enseignement supérieur (soit un tiers) ; côté sciences, neuf restent au lycée, quatre entrent en faculté (soit moins du quart du groupe initial), ce qui indique, à titres égaux, une misogynie supérieure cette fois des scientifiques. Ce blocage découle à la fois de la spécialisation dominante des normaliennes dans les disciplines les moins féminisées de l'enseignement supérieur à l'époque (mathématiques et physique) et du phénomène de fermeture évoqué plus haut.

Nous ne disposons malheureusement pas de renseignements exhaustifs sur les origines sociales pour déterminer si le cas de Germaine Favre est généralisable. En revanche, nous pouvons tester l'hypothèse du mariage intégrateur à l'université. Elle se vérifie assez bien en sciences. Les futures universitaires se marient jeunes, le plus souvent avec des camarades d'école, eux-mêmes tôt entrés dans l'enseignement supérieur et qui facilitent ainsi l'intégration de leurs épouses à ces milieux exclusifs. Ainsi Laurent Schwartz (promotion 1936) épouse, en 1938, Marie-Hélène Lévy (promotion 1934) ; le mari devient professeur à Polytechnique, l'épouse professeur à l'Université de Lille. Marie-Louise Jacotin, déjà rencontrée, épouse Paul Dubreil, tous deux finissent leur carrière, après des aléas, à l'Université Pierre et Marie Curie, Paris VI. Jacqueline Ferrand et Pierre Lelong reproduisent, trait pour trait, cette homogamie doublée d'une trajectoire parallèle. On est ici devant une variante de l'esprit de corps (la solidarité normalienne sanction-

née par le lien matrimonial et l'élitisme extrême) dont on trouvait l'équivalent, aux générations précédentes, dans les relations père/fils ou beau-père/gendre.

L'autre moyen de surmonter les barrières à l'intégration est d'être issu d'une strate supérieure au recrutement moyen du milieu ambiant. L'aisance mondaine et le prestige familial permettent de vaincre les antipathies sexistes des collègues en jouant sur leur snobisme. En cas d'échec cet habitus hérité assure une distance au rôle face à l'ingratitude du milieu dont on dépend moins grâce à ces atouts externes. Les données sont malheureusement incomplètes pour les raisons évoquées plus haut. On a déjà invoqué le cas de Suzanne Bastid, double enfant du sérail, puisque fille et femme de professeur de droit. Marcelle Lalou, la seconde femme élue à l'École pratique des Hautes Études (IVe section), milieu particulièrement rebelle à la féminisation, illustre aussi ce phénomène de sursélection sociale. Sa biographe le remarque :

> Rien ne la prédestinait apparemment, à une carrière scientifique. Fille de G. Lalou, avocat, conseiller municipal du VIe arrondissement puis président du conseil municipal de la ville de Paris, elle reçut à domicile et dans un cours privé l'éducation d'une jeune fille de bonne famille de son temps, qu'il n'était pas de bon ton de sanctionner par l'acquisition de diplômes utilitaires.
> Ce sont, semble-t-il, son goût et ses dons pour la peinture et la miniature qui incitèrent d'abord Melle Lalou à suivre des cours d'histoire de l'art et aussi des cours d'histoire à la Sorbonne.

Infirmière pendant la guerre de 1914, ce qui lui vaut deux médailles, Marcelle Lalou se tourne vers l'orientalisme vers 1916 et, sur les conseils d'une amie, suit les cours de Sylvain Lévi, Jacques Bacot, Jean Przyluski et Paul Pelliot : « Elle devint rapidement une de leurs plus brillantes élèves. » A partir de 1931, elle supplée à plusieurs reprises Sylvain Lévi et Jean Przyluski et succède à Jacques Bacot comme directeur d'études de philologie tibétaine. Elle occupe la chaire vingt-cinq ans « avec une interruption de quatre ans, pendant la guerre, due à l'application de l'acte dit "loi sur le travail féminin", promulgué par le gouvernement de Vichy[18] ».

---

18. A. Mac Donald, « Marcelle Lalou », *in Annuaire EPHE, IVe section*,

Milieu fondé sur la cooptation, donc les alliances, l'enseignement supérieur nécessite de disposer d'un réseau, soit sous la forme classique d'un patronage, soit sous celle, plus difficile pour les femmes par définition, d'une confraternité. L'extrait cité marque l'importance de la première, dans les cercles étroits de l'érudition, mais aussi de la seconde, puisque c'est l'amitié qui donne le courage à Marcelle Lalou de se lancer dans un monde nouveau.

*La défense du corps*

L'absence de ces deux facteurs explique en revanche l'échec relatif, comme le montre le cas de Geneviève Bianquis qui, malgré ses titres intellectuels éminents, échoue à plusieurs reprises à la Sorbonne en fonction d'un mécanisme de défense du corps caractéristique que j'ai analysé plus en détail ailleurs[19].

Le parcours académique antérieur de Geneviève Bianquis, qui se présente en 1934, à 48 ans, à la maîtrise de conférences d'allemand de la Sorbonne, peut en effet être qualifié de « sans faute ». Après de brillantes études à Paris et à Berlin, elle est reçue première à l'agrégation d'allemand en 1908, à 22 ans, et obtient un doctorat de l'Université de Paris, avec la mention très honorable, en 1910. Préparer un doctorat d'université alors qu'on détient déjà l'agrégation et qu'on entreprend ensuite un doctorat ès lettres témoigne d'une ambition académique inhabituelle, alliée à une certaine hésitation quant aux chances de réussite ultérieures. Geneviève Bianquis est la dixième femme reçue docteur ès lettres à la Sorbonne mais la seule, avec Germaine Rouillard, attachée à l'EPHE, à utiliser son diplôme dans un but professionnel. Elle enseigne d'abord à l'étranger, à l'Université MacGill de Montréal, puis dans des lycées en province et à Paris et soutient son doctorat ès lettres, en 1926, avec la plus haute mention, ce qui lui permet d'accéder à une maîtrise de conférences à la Faculté des lettres de Dijon en 1930. Henri Lichtenberger, chargé du rapport sur sa candidature à la Sorbonne, qualifie ses travaux d'« œuvre scientifique considé-

---

Paris, 1968, p. 51-60.

19. C. Charle, *La République des universitaires (1870-1940)*, Paris, Seuil, 1994, p. 117-122.

rable et de qualité rare »[20]. Lors de ses trois candidatures successives de mai 1934, décembre 1934 et juin 1936, l'assemblée de la Faculté des lettres lui préfère cependant des concurrents qui détiennent des garanties encore supérieures de conformité : les trois vainqueurs sont, à chaque fois, des normaliens un peu plus âgés que les autres candidats. La section d'allemand, en situation délicate dans le contexte politique tendu des relations franco-allemandes après 1933, veut préserver à tout prix l'unité de son recrutement : l'arrivée d'une femme la singulariserait par rapport aux autres disciplines, aux étudiants ou au grand public[21]. Les germanistes de la Sorbonne craignent probablement que leur section ne remplisse plus aussi bien son rôle à la fois culturel et diplomatique vis à vis de l'extérieur et perde ainsi une partie de sa fonction stratégique et politique. Que les trois élus soient les candidats les plus en prise sur les affaires allemandes constitue la preuve a contrario de cette interprétation des scrutins : Edmond Vermeil, professeur à Strasbourg, a effectué de nombreuses missions à l'étranger ou en Allemagne et est l'auteur d'ouvrages sur l'Allemagne contemporaine ; Maurice Boucher a rempli également deux missions à caractère diplomatique et militaire en Allemagne dans les années 1920 ; André Tibal enfin a dirigé l'Institut français de Prague, organisme destiné à contrer l'influence germanique en Europe centrale.

L'exemple de Geneviève Bianquis montre qu'au-delà du prestige interne d'une discipline, ce qui est en jeu c'est le pouvoir dans et sur cette discipline censé devoir être incarné par des hommes, surtout dans une université mandarinale comme l'est l'université française où un petit nombre de patrons influence, jusqu'à la fin des années 1960, l'ensemble d'une communauté disciplinaire grâce à la centralisation des lieux de reproduction et de recherche à Paris.

---

20. Archives nationales, AJ 16* 4756, p. 183.

21. Ce sexisme n'est pas réservé à l'allemand : pour d'autres exemples de femmes qui n'ont pu faire des carrières universitaires en histoire, notamment dans les années 1930, cf. N. Z. Davis, « Women and the World of the *Annales* », *History Workshop Journal*, 33, 1992, p. 121-137.

## Conclusion

Il ne saurait y avoir de véritable conclusion à propos d'un processus encore en cours et d'une enquête à approfondir à travers notamment l'histoire orale. Sans doute un palier irréversible est-il atteint mais on a vu que les disciplines les plus prestigieuses (sciences et médecine) ou les plus proches du pouvoir (droit) connaissaient une stagnation voire une régression de la féminisation pour les positions les plus hautes. Ce palier tient sans doute à trois phénomènes : la méritocratie universitaire a joué à plein dans les disciplines les plus féminisées où le vivier était considérable malgré la déperdition ; dans celles où elle marque le pas à la base, l'accroissement de la concurrence au sommet bloque le processus, d'autant que la massification des études supérieures met dans la course des femmes socialement moins armées que les premières générations universitaires et alors que l'enseignement supérieur est l'un des rares secteurs d'embauche assurant sécurité, liberté et salaires décents au sommet qu'on peut compléter par des activités annexes. En droit au contraire, les professions alternatives ont connu toutes le déclin lié au retard des rémunérations (magistrature) ou à l'envolée des effectifs (avocats)[22]. En médecine, l'exercice libéral, on le sait, est également en crise. En sciences, la recherche industrielle souffre toujours d'un préjugé défavorable auprès des scientifiques les plus brillants. Dans ces trois ensembles disciplinaires, la pression masculine reste donc forte, aggravée par les coups d'accordéon de la politique universitaire depuis vingt ans. Il faudrait aussi analyser en détail les hiérarchies plus subtiles entre disciplines d'un même ordre : en lettres, la philosophie et l'histoire restent plus masculines semble-t-il que la littérature, la psychologie et les langues, etc.[23].

---

22. J.-L. Bodiguel, *Les Magistrats, un corps sans âme ?*, Paris, PUF, 1991, p. 172 et suiv., sur la féminisation de la magistrature depuis 1945 ; L. Karpik, *Les Avocats. Entre l'État, le public et le marché, XIII$^{e}$-XX$^{e}$ siècles*, Paris, Gallimard, 1995. Sur la barrière invisible, même pour les plus brillantes élèves de l'ENA, cf. l'article du *Monde* du 15 décembre 1998, p. 6 « Vingt ans après, la promotion 1978 de l'ENA témoigne de l'existence d'un plafond invisible ».

23. Cf. O. Dumoulin, « Archives au féminin, histoire au masculin : les historiennes professionnelles en France, 1920-1965 », *in* A.-M. Sohn et

Bref cette enquête est à poursuivre et fournira, selon l'exemple donné par Madeleine Rebérioux comme enseignante et historienne, à la fois le contexte social du combat qu'elle a menée contre une université étriquée et les armes nouvelles pour le poursuivre plus loin, par la connaissance des mécanismes de défense de ces corps universitaires, où se heurtent, aujourd'hui autant qu'hier, avant-gardes et arrière-gardes, forces de libération intellectuelle et forces de conservation sociale.

---

F. THELAMON (dir.), *L'Histoire sans les femmes est-elle possible ?*, Paris, Perrin, 1998, p. 343-356.

8

# A propos des femmes dans le rapport Villermé

*par Marie-Noëlle Thibault*

L'étude des discours sur le travail des femmes, et sur la place que lui font les sociétés occidentales dans leurs systèmes de représentations, constitue l'une des pistes pour connaître et comprendre la genèse de la législation protectrice du travail des femmes, une question qui noue l'histoire du travail à l'histoire des femmes, et réciproquement.

Or ces discours sont souvent présentés comme homogènes et continus sur pratiquement tout le XIX^e^ siècle, principalement organisés autour de l'illégitimité du travail féminin, et quasiment identiques dans les diverses sociétés occidentales en voie d'industrialisation. Il nous semble pourtant que ces discours occupent une place suffisamment importante dans l'idéologie des sociétés occidentales pour que cela vaille la peine d'en étudier les inflexions.

Et pour cela, nous partirons d'une lecture attentive du *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie* de Villermé[1]. Pourquoi Villermé ? Pourquoi son enquête plutôt que n'importe laquelle de celles qui se multiplient alors en France ?

D'abord parce que son *Tableau* occupe une place importante dans les prémisses de la législation protectrice du travail en France, puisqu'elle précède directement la loi de 1841 qui limite le travail des enfants, et que tout le monde s'accorde à dire

1. L.-R. VILLERMÉ, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, EDI, 1989.

qu'elle l'a en partie inspirée. Or cette loi ne dit rien du travail des femmes. Oubli, impossibilité, ou raison plus profonde ? Cette question, à elle seule, justifierait le choix de Villermé. Mais il y a d'autres raisons à ce choix.

Le *Tableau* est un travail d'enquête d'une qualité remarquable. Voyages, observations directes, souci du détail, collation et lecture des sources les plus diverses, etc., tout a déjà été dit sur les qualités de Villermé, et de l'équipe des *Annales d'hygiène publique et de médecine.* Michelle Perrot le montre bien dans *Enquêtes sur la condition ouvrière en France au XXe siècle*[2] qui souligne son rôle dans la naissance de la sociologie empirique (« Voir de leurs yeux est pour eux fondamental... Dans la grande enquête de Villermé "j'ai vu" est un leitmotiv »). Ajoutons ici que la façon dont il indique scrupuleusement en note la nature de ses sources permet une lecture critique du *Tableau* extrêmement féconde. L'enquête de Villermé est ainsi très éloignée tant du travail de Villeneuve-Bargemont, qui repose essentiellement sur une vaste compilation de livres et un discours extrêmement idéologique, que de celui de Buret, que Michelle Perrot rattache au courant des « économistes sociaux » et dont elle dit :

> Dans leur production, l'enquête proprement dite ne tient qu'une place modeste et généralement subordonnée [...]. L'enquête vient à l'appui d'une démonstration. [...] A certains égards, l'économiste, fût-il « social », se défie de l'étroitesse de la monographie, de la servitude du détail, des limites du concret[3].

Commencer l'étude par le texte de Villermé, c'est donc se donner une chance de saisir non seulement un discours idéologique, mais aussi quelques bribes de réalité sur le travail des femmes. ce qu'on ne trouve ni dans Villeneuve-Bargemont, ni dans Buret, et ce qui permet ensuite de mieux situer l'impact et le décalage des discours.

Enfin, le texte de Villermé a été abondamment cité ou pillé pendant tout le XIXe siècle. A ce titre, il est un maillon important dans l'étude du discours. Dit-il exactement la même chose

2. M. PERROT, *Enquêtes sur la condition ouvrière en France*, Paris, 1973.
3. *Ibid.*, p. 23.

que ce que lui font dire les auteurs de la deuxième moitié du XIXe siècle qui s'y réfèrent ?

Pour répondre à ces questions, nous isolerons deux axes dans la lecture de Villermé.

## Dans le *Tableau* les femmes au travail sont omniprésentes.

Villermé a toujours un regard mixte, ce qui est vraiment exceptionnel pour l'époque. Quand il visite un atelier, il ne dit pas : « indifféremment hommes ou femmes ». Lorsqu'il prend des renseignements sur les salaires des travailleurs, il dit : « tant d'hommes à tel poste de travail, tant de femmes à tel autre », ou alors : « indifféremment hommes ou femmes ». Lorsqu'il prend des renseignements sur les salaires ou les postes de travail auprès des patrons, il fait également préciser pratiquement toujours les sexes. De ce fait, il nous donne une mine de renseignements irremplaçable et encore largement inexploitée sur le travail et les salaires féminins dans le textile dans le premier XIXe siècle. Sa lecture nous amène à constater de nouveau que plus le niveau d'observation est proche du terrain, plus les femmes apparaissent nombreuses, plus on s'élève vers une vision générale, ou vers des statistiques synthétiques, et plus les femmes disparaissent.

Prenons deux exemples pour illustrer ce propos.

Dans le *Tableau*, l'enquête proprement dite est menée par branches : coton, laine, soie. Et dans chaque branche, un chapitre général précède les enquêtes sur le terrain par ville ou fabrique. Dans le chapitre de présentation générale du processus de travail de la laine, Villermé écrit :

> Les larges draperies ne peuvent être tissées à bras que par des hommes[4].

Mais lorsqu'il visite les ateliers de tissage de la laine de Carcassonne, il raconte ce qu'il voit, et là, les femmes réapparaissent :

4. L.-R. Villermé, *Tableau...*, *op. cit.*, p. 220.

> La largeur des étoffes est telle que presque toujours deux personnes. un homme et une femme, se réunissent pour faire aller le métier[5].

Plus impressionnant encore. Villermé nous donne des chiffres concernant les compagnons et apprentis dans le travail de la soie à la Croix-Rousse en 1834.

| | | |
|---|---|---|
| Compagnons : | 1235 hommes | 897 femmes |
| Apprentis : | 670 hommes | 599 femmes |

Dans son texte, Villermé parle de compagnons et de *compagnonnes*. *L'Enquête industrielle nationale* de 1840, elle, traitant de la même question, mais d'un point de vue autrement plus global, nous dit sobrement :

> Travail de la soie... Midi oriental (incluant Rhône et Lyon) :
> Ouvriers : 82 200 (sans distinction de sexe)

Cela signifie, pour nous, historiennes et historiens, qu'il est actuellement tout à fait illusoire de vouloir chiffrer globalement l'activité féminine dans le premier XIX^e^ siècle, mais que tout indique qu'elle est plus importante qu'on ne le pense généralement.

En tout cas, dans le *Tableau*, les femmes sont vraiment extrêmement nombreuses, extrêmement présentes, dans les usines comme dans les ateliers ou à domicile.

**Cette présence est considérée comme parfaitement normale**.

Cette omniprésence des femmes ne provoque aucune remarque visant à la faire apparaître comme anormale. Dans l'ensemble du *Tableau*, le travail des femmes mariées ou non mariées (la distinction n'est pratiquement jamais faite) est une donnée de fait, parfaitement admise, et qui n'entraîne aucune critique, au contraire.

Certes, les femmes touchent un salaire inférieur à celui des hommes, ou, plus exactement, rapportent au foyer moins d'argent que les hommes, ce qui apparaît nettement dans tous

5. *Ibid.*, p. 299.

les budgets de ménages ouvriers où le salaire de la femme est toujours inférieur à celui de l'homme, qu'il s'agisse de budgets fictifs ou de budgets réels. L'infériorité des salaires féminins ne fait guère l'objet de réflexions ou de débats, et paraît tout à fait normale. C'est un fait. Ce n'est pas tout à fait la même chose pour la division sexuelle des tâches à l'intérieur des ateliers. Vilermé la constate, mais à plusieurs reprises, il entreprend également de l'expliquer. Une seule raison est alors invoquée : les femmes ont moins de force que les hommes.

Mais s'il s'agit d'un salaire inférieur, il est néanmoins absolument indispensable à l'équilibre budgétaire du ménage, et en ce sens on ne peut pas véritablement parler de salaire d'appoint. Ainsi, à Reims, Villermé visite un ménage composé de neuf personnes (le père, la mère et sept enfants dont l'aîné a huit ans et demi). Il étudie soigneusement son budget, et nous dit : « Je n'ai pu voir à Reims un autre exemple d'une indigence plus profonde et sans vice. » Et quelle est la cause de l'indigence ? Le trop grand nombre d'enfants en bas âge, qui non seulement est une charge, mais qui, de plus, empêche la mère de travailler à temps plein. Dans la composition du budget, Villermé indique :

| | |
|---|---|
| Le père, simple journalier : | 28 sous par jour |
| La mère, à cause des soins qu'elle donnait au ménage : | 10 sous par jour seulement pour éplucher la laine, au lieu de 18 ou 20 qu'elle aurait pu gagner[6]. |

Ainsi, pour Villermé, non seulement le travail de la femme mariée n'est jamais considéré comme anormal, mais son absence ou son insuffisance peuvent devenir cause de misère.

Certes, il existe un certain nombre d'inconvénients au travail des mères de famille, dont Villermé, qui fut l'un des premiers à étudier les différents taux de mortalité en fonction des niveaux de revenus, est parfaitement averti : l'utilisation du biberon, des nourrices, ou le peu de soins donnés aux enfants en bas âge et l'impressionnante mortalité infantile qui y est liée (il évoque en passant l'usage du « dormant » dans le Nord). Tous arguments qui seront par la suite largement utilisés pour

6. *Ibid.*, p. 238, note 33.

renvoyer les femmes dans leurs foyers. Mais dans le *Tableau*, Villermé suggère d'autres solutions : la possibilité d'allaiter dans les ateliers par exemple (p. 292, « cela se fait à Lodève plus généralement qu'ailleurs ») ou le développement des salles d'asile (p. 285, Villermé s'étonne qu'une ville industrielle comme Amiens n'en possède qu'une seule en 1836).

L'autre inconvénient, lié au travail des femmes en général, est l'immoralité qui serait encouragée par la présence massive des femmes sur les lieux de travail. Et l'on sait que le *Tableau* a été abondamment cité par tous ceux qui ont établi un lien étroit entre travail salarié des femmes et prostitution : la prostitution étant présentée comme le complément de salaire courant de l'ouvrière d'usine. Pourtant ce n'est nullement ce que dit Villermé. Certes, il évoque à deux reprises l'exercice du droit de cuissage par les patrons, négociants ou contremaîtres divers, et laisse entendre que la pratique est très fréquente. Mais en ce qui concerne la prostitution des ouvrières, il ne l'évoque que dans un seul cas, à Reims, en une demi page, sur une enquête qui en compte près de cinq cents. Il ne s'agit pas d'observations directes, mais il rapporte deux sources : un article d'un journal local, et *De la Prostitution...* de Parent-Duchâtelet, qu'il cite de façon tout à fait erronée d'ailleurs. Il n'y accorde pas plus d'importance, signale à plusieurs reprises, à propos de telle ou telle fabrique, qu'on ne relève aucune trace de prostitution, et ne donne aucune considération générale sur les liens éventuels entre prostitution et travail salarié des femmes.

Pour Villermé, l'immoralité, ce n'est pas le travail salarié des femmes en lui-même, c'est le mélange des sexes dans les ateliers, qui incite aux rapports sexuels précoces entre jeunes ouvriers et ouvrières (d'après lui, vers la quinzième année), et à la vie en concubinage qui en résulte, très répandue dans les classes ouvrières, ainsi que les nombreuses naissances illégitimes. Le remède est dans les mains des patrons (et non de l'État) qui doivent, en bons pères de famille, veiller à la séparation des sexes dans les ateliers. Pour lui, c'est une recommandation importante, puisque c'est une des trois mesures centrales sur lesquelles il axe toute son enquête :

- réglementation et limitation du travail des enfants,
- non mixité dans les ateliers,

- interdiction des prêts d'argent par les patrons à leurs ouvriers.

Ainsi donc, s'il enregistre et cautionne un salaire inférieur pour les femmes, Villermé ne met jamais en cause ni la nécessité ni la légitimité de leur droit au travail, par quelque type d'argument que ce soit. Il n'est l'apôtre ni d'un souhaitable retour au foyer des mères de famille salariées ni d'une nécessaire législation protectrice du travail des femmes, alors qu'il en défend l'idée pour les enfants. Très clairement, sur ce point, Villermé ne dit pas ce que la deuxième moitié du XIX^e^ siècle lui fera dire.

Certes, son enquête, réalisée entre 1835 et 1837, même si elle est publiée en 1840, traduit plus les convictions et les façons de voir des années 1800-1830 qui sont celles de sa formation intellectuelle et de l'élaboration de ses travaux les plus novateurs que celles des années 1840. Mais Villermé n'est pas un individu isolé. C'est un homme profondément intégré dans tout un courant intellectuel de première importance pendant la Restauration et la Monarchie de Juillet (lié aux idéologues par sa formation, fondateur des *Annales d'hygiène publique et de médecine*, membre de l'Académie des sciences morales et politiques dès son rétablissement par Guizot en 1832). Eh bien, ce n'est pas de ce côté là qu'il faut chercher la matrice du discours contre le droit au travail des femmes ni pour une législation protectrice spécifique aux femmes.

# III

# *Le travail de la culture*

9

# Académisme et avant-garde dans la peinture française au XIX^e siècle

*par Marie-Claude Genet-Delacroix*

Académisme et avant-garde, voici deux concepts si familiers qu'on ne réfléchit plus au sens réel de la conjonction qui les unit grammaticalement. Quelle est la nature de cette liaison ? S'agit-il d'une opposition, d'une complémentarité, ou, plus subtilement, d'une relation dialectique ? Charles Rosen et Henri Zerner soulignent judicieusement le caractère malléable du concept d'avant-garde et appellent à « échapper à la classification tranchée entre art officiel et art d'avant-garde[1] ». Il ne s'agit pas de nier le caractère antithétique, en fait soigneusement construit, des deux concepts, mais de montrer comment s'établit entre eux et tout ce qui relève d'eux une série complexe de relations dialectiques : l'une ne va pas sans l'autre, et elles se définissent mutuellement. Cette série de relations évolue avec le temps, non en termes d'esthétique pure mais en fonction de l'évolution sociale et institutionnelle du champ artistique : de la Révolution Française à nos jours, puisque l'actuelle polémique sur l'art contemporain a relancé le débat traditionnel sur les rapports entre académisme et avant-garde dans les arts, nous sommes confrontés à un problème historique, et c'est précisément dans une perspective d'histoire culturelle appliquée à la France du XIX^e siècle que nous allons revenir sur ce sujet, en écho aux travaux précurseurs et toujours

1. Ch. ROSEN et H. ZERNER, *Romantisme et réalisme. Mythes de l'art du XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1986 [1984], p. 147. Rappelons que dans leur vocabulaire, académisme équivaut à art officiel ; ce n'est pas le cas dans les lignes qui suivent.

pertinents de Charles Rosen et de Henri Zerner[2] et à l'article récent de Roland Recht[3], pour étudier ici non seulement la nature historique de ces deux catégories, mais aussi la fonction historique de leur relation à la fois antithétique et dialectique.

Si le mot académisme est nouveau, il recouvre une vieille notion, héritée du XVI[e] siècle italien, mais dont le sens s'est précisé en France à la fin du XVII[e] siècle[4]. L'avant-garde est au contraire un concept politique inventé par Saint-Simon en 1802[5]. Il gagna progressivement le domaine de la critique artistique avant d'être adopté par les créateurs eux-mêmes puis de faire son entrée dans les travaux des esthéticiens et des historiens d'art, sans que personne ne se soit vraiment préoccupé de faire l'étude historique de sa fortune en tant que catégorie théorique de l'histoire de l'art. Autant l'avant-garde a été étudiée sous toutes ses formes, autant l'académisme a, jusqu'à une époque récente, souffert d'un discrédit certain. L'art académique est souvent confondu avec l'art officiel, voire, pour le XIX[e] siècle, avec l'art pompier[6]. Rappelons que l'art officiel est celui qui est promu par les instances publiques, alors que l'art académique au XIX[e] siècle lui est souvent opposé, dominé par le métier, même si celui-ci utilise pour ce faire un certain nombre de canaux institutionnels. Ceci dit, si nous nous plaçons du

---

2. *Ibid.*

3. R. RECHT, « L'écriture de l'histoire de l'art devant les modernes », *in Les Cahiers du Musée national d'art moderne*, n° 48, été 1994, p. 5-23.

4. M.-Cl. GENET-DELACROIX, « L'académisme (l'art académique) », in L. GERVEREAU et Ch. PROCHASSON (dir.), *L'affaire Dreyfus, 1894-1910 et le tournant du siècle*, Paris-Nanterre, Musée d'histoire contemporaine/BDIC, 1994, p. 178-184.

5. Sur l'avant-garde selon Saint-Simon, voir M. THIBERT, *Le rôle social de l'art d'après les Saint-Simoniens*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1927 et N. MCWILLIAM, *Dreams of Happiness. Social Art and the French Left, 1830-1850*, Princeton, Princeton U.P., 1993 ; sur l'avant-garde, P. BURGER, *Theory of the Avant-Garde*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1984 et R. POGGIOLI, *The Theory of the Avant-Garde*, Cambridge (Mass.), Harvard U.P., 1968, ainsi qu'A. COMPAGNON, *Les cinq paradoxes de la modernité*, Paris, Seuil, 1990, en particulier le chapitre II, « Avant-gardes et récits orthodoxes ». Sur le concept politique, R. ESTIVALS, J.-Ch. GAUDY et G. VERGEZ, *L'avant-garde*, Paris, Bibliothèque nationale, 1968.

6. M.-Cl. GENET-DELACROIX, « Vies d'artiste : art académique, art officiel, art libre sous la III[e] République ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1986, p. 40-73 ; et J. THUILLIER, *Peut-on parler d'une peinture pompier ?*, Paris, PUF, 1984.

point de vue de la vie et de la production artistiques, nous nous proposons de montrer ici qu'au XIXe siècle académisme et avant-garde s'affrontent dialectiquement, qu'il s'agisse de la définition de l'idéal et de la finalité de l'art, des méthodes pédagogiques ou des formes d'expression plastiques et picturales. Nous quittons donc le terrain rhétorique de la polémique esthétique pour celui de la pratique et de l'expérience artistiques ; nous envisagerons d'abord le rôle des musées dans la définition d'un art du passé (défini par la tradition académique moderne), opposé implicitement à l'art du présent, rejeté comme non-art[7]. Paradoxalement, ce rejet engendre pour l'artiste et l'art du présent une autonomie, qui fonde la liberté de l'art et de l'artiste, problème sur lequel nous conclurons cette étude.

Puisqu'il s'agit d'examiner la pratique et l'expérience artistiques du XIXe siècle dans son contexte historique, il va de soi que nous ne partirons pas du regard des hommes du XXe siècle sur l'art de cette période, mais des textes et de l'action des contemporains. Nous relirons donc les textes et les écrits des artistes et des critiques du XIXe siècle, afin d'éviter les anachronismes propres à la démarche rétrospective dont Roland Recht souligne avec raison les dangers en histoire de l'art. L'histoire de l'art, précisément fondée au XIXe siècle comme discipline universitaire, est partie intégrante de ce corpus : elle s'affirme alors comme une discipline historique distincte de l'esthétique, devenant l'indispensable outil de la législation et de la gestion du patrimoine national. Discipline auxiliaire de l'histoire, elle conduit à une connaissance de la réalité concrète et visuelle des civilisations du passé, devenue composante indispensable de la culture de l'homme du XIXe siècle. C'est d'ailleurs dans les discours des fondateurs de la politique artistique et patrimoniale, et de leurs successeurs, que s'entrechoquent, tout au long du siècle, les deux conceptions antagonistes de l'art qu'il serait trop long de développer ici, mais qu'on rappellera brièvement, car elles éclairent notre propos. La première perpétue la tradition classique et fait régner sans partage sur tous les Beaux-Arts réunis en corps et compa-

7. R. Recht, « L'écriture de l'histoire de l'art devant les modernes », *art. cit.*

gnies académiques l'idée de l'art comme Beau idéal[8]. La seconde est issue du libéralisme né de la Révolution de 1789 : elle confère à l'objet d'art, considéré comme travail de l'esprit et de l'activité professionnelle de l'artiste, toute son autonomie, libérant du même coup la création individuelle et socialisant l'idée de l'art[9] ; on reconnaît ici les principes fondateurs de la doctrine saint-simonienne de l'avant-garde. Cette vision exalte l'effort créateur des artistes qui, avec les ingénieurs et les savants, sont à l'avant-garde du progrès de la civilisation industrielle moderne, et non à proprement parler de l'art ou des progrès de l'art ! Tandis que l'académisme s'inscrit dans la tradition du métier et du modèle corporatif, la doctrine de l'avant-garde prend dès 1802 toutes les formes d'une idéologie libérale qu'il reste à instituer et à construire. Ce sera l'œuvre des artistes modernes et des théoriciens qui les accompagnent dans leur effort. Ainsi, rapidement silhouetté dans son contexte historique, cet antagonisme nous permet de comprendre la dynamique qui s'instaure entre les deux conceptions et qui explique le renouvellement complet du langage des formes et des styles en bouleversant la hiérarchie des genres et le répertoire iconographique de la peinture française au XIX[e] siècle.

Sans refaire ici l'historique de la constitution des musées à la Révolution[10], on évoquera les deux fonctions majeures qu'ils assumèrent dans l'histoire culturelle de la France au XIX[e] siècle, la formation des artistes, jusque-là soumis au seul enseignement de leurs professeurs dans les écoles et les ateliers (l'Académie perdant ces rôles en 1793) et la constitution d'une collection des chefs-d'œuvre de l'art du passé. Devenu conservatoire des œuvres des grands maîtres de l'histoire de l'art, le musée et tout particulièrement celui du Louvre, qui a une vo-

8. Voir par exemple L. HAUTECŒUR, *Les Beaux-Arts en France*, Paris, Picard, 1948.

9. M.-Cl. GENET-DELACROIX, *Art et État sous la III[e] République*, Université de Paris I, 1989, thèse de doctorat d'État, 6 vol. dact., III, p. 51-77.

10. Voir J.-L. DEOTTE, *Le Musée. L'origine de l'esthétique*, Paris, L'Harmattan, 1993 ; D. POULOT, « La naissance du musée », *in* Ph. BORDES et R. MICHEL (dir.), *Aux armes et aux Arts : les Arts de la Révolution 1789-1799*, Paris, Adam Biro, 1988, p. 201-231, et « L'enjeu du Musée dans la France des Lumières », *in* Ch. CHARLE, J. LALOUETTE, M. PIGENET et A.-M. SOHN (dir.), *La France démocratique (combats, mentalités, symboles). Mélanges offerts à Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 29-36 et Ch. GEORGEL, *La jeunesse des Musées*, Paris, R.M.N., 1994.

cation de galerie universelle de l'art[11], assure une mission publique avant tout pédagogique. Une nouvelle esthétique naît de cette éducation nouvelle pour les artistes. En contact direct avec les œuvres et leurs auteurs, l'artiste se forge lui-même sa méthode d'apprentissage de la main et de l'œil, et conquiert dans cette familiarité quotidienne avec les grands maîtres de l'art du passé une indépendance de goût et d'esprit qui n'est pas sans irriter les professeurs de l'école qui perdent ainsi leur statut de maîtres de l'art du présent. La copie et l'interprétation des chefs-d'œuvre exposés au Louvre deviennent un exercice plus créateur et original que l'ancienne pratique académique de la copie des modèles de l'antiquité ou des modèles vivants[12]. Un concept fondamental s'élabore dans ce contexte, celui d'originalité, sur lequel nous reviendrons plus loin.

Le musée peut à juste titre apparaître comme l'espace public où s'épanouit l'individualité de la formation, du goût, et bientôt des sujets et du style des artistes modernes qui tels Géricault et Delacroix et plus tard Manet rejettent systématiquement les principes et les règles d'une doctrine académique qu'ils connaissent pourtant très bien, pour en fonder de nouveaux, mieux adaptés à l'expression de leurs idées artistiques. Nous les analyserons plus loin ; ils instituent l'art du présent comme une nouvelle donnée historique s'inscrivant dans l'action politique et sociale révolutionnaire au même titre que l'activité politique proprement dite. Le Salon[13] est par excellence le lieu public où se manifeste le génie des artistes vivants, représentants de l'art du présent et fournissant sa provende à l'activité des journalistes et des critiques. Il ravit les uns par son caractère officiel et par son rituel, tandis qu'il fâche les vrais amoureux de l'art ou les sectaires de l'académisme. Ingres est de ces derniers : il vitupère le Salon qui ruine le principe progressif et régulier de la formation académique pour favoriser les carrières rapides

11. Y. Cantarel-Besson, *La naissance du musée du Louvre. La politique muséologique sous la Révolution d'après les archives des musées nationaux*, Paris, RMN, 1981, 2 vol.

12. Une exposition a rendu justice à cette innovation institutionnelle qui participe d'une façon certes indirecte mais néanmoins fondamentale à la naissance de l'avant-garde artistique qui prend les formes esthétiques du Romantisme, revendiquées par les élèves de David, Girodet, Gros, Ingres, non sans nuances : *Copier Créer*, Paris, RMN, 1993.

13. R. Michel, « L'art des Salons », *in* Ph. Bordes et R. Michel (dir.), *Aux armes...*, *op. cit.*, p. 9-95.

d'artistes qui cherchent à plaire et à séduire en produisant avec succès un art facile et agréable. La création du Musée du Luxembourg, musée de l'art vivant face au Louvre, n'évitera pas cet écueil de la primauté du goût et du plaisir visuel que la mode et le marché orchestrés par la jeune critique d'art entretiennent fébrilement[14].

Pour Ingres encore, ce jugement de goût de la critique dont il fait les frais sous l'Empire et la Restauration, parce que jugé trop « gothique » et « chinois », est très pernicieux pour l'artiste et pour l'art : « Les amateurs peuvent jusqu'à un certain point juger les œuvres d'art terminées, ils ne peuvent avoir la connaissance des études par lesquelles il faut passer pour les exécuter »[15]. Delacroix, Courbet et Manet subiront, comme le futur défenseur de l'école académique au milieu du siècle, les offensives les plus violentes de la critique du « jugement de goût » de la critique et du public. Ce type de jugement devient dominant dans le nouveau système libéral qu'a engendré la Révolution, et il apparaît légitime aux libéraux qui voient ainsi triompher la liberté du goût au détriment du monopole du jugement que se réservait l'Académie. Tout comme le Musée, le Salon s'est créé contre l'ancienne Académie, supprimée en 1793, et qui ne sera restaurée qu'en 1816 dans le cadre de l'Institut de France, et les artistes, conscients des bienfaits de la liberté dont ils jouissent dorénavant en tant que créateurs, sont inquiets pour leur art : les artistes sont, à l'instar d'Ingres, conscients du danger que pourrait représenter le fait que l'opinion et plus précisément la critique exerce sur l'art un nouveau monopole du jugement.

Aussi vont-ils s'attacher au fil des ans à définir précisément le contenu de cette liberté de création que risquerait à tout moment de restreindre l'empire du jugement de goût du public et des critiques. La manifestation concrète de cette conscience des artistes, c'est justement l'émergence et l'affirmation des différents mouvements de jeunes artistes qui vont se promouvoir en tant qu'« avant-gardes » (le mot étant employé métaphorique-

14. Voir G. LACAMBRE et J. de ROHAN-CHABOT, *Le Musée du Luxembourg en 1874*, Paris, RMN, 1974.

15. P. LANDOWSKI, *Peut-on enseigner les Beaux-Arts ?*, Paris, Baudinière, 1948, p. 160 (cf. aussi p. 96 : « le Salon est la mort de l'art »).

ment jusqu'au XX[e] siècle). Ce qu'ils mettent en avant, c'est leur originalité, qui justifie leur indépendance et leur liberté d'artistes citoyens et producteurs, retrouvant par là l'esprit de Saint-Simon. Girodet définit fort bien cette notion d'originalité dans un discours prononcé, ironie du sort, lors de la séance annuelle des quatre Académies à l'Institut de France le 24 avril 1817 : c'est « une création d'idées neuves, un emploi d'idées même généralement adoptées, mais combinées d'une manière ingénieuse, inattendue, extraordinaire ; un maniement particulier, mais sûr, mais toujours raisonné des instruments de l'art ; une direction libre, une indépendance dans l'emploi des ressources de ce même art, signes certains de cet instinct rapide qui précède la réflexion même dans l'invention d'un sujet, fixe le jugement dans l'exécution, et guide encore le goût dans la perfection de l'ensemble : tels sont, à ce qu'il nous paraît, et le principe générateur et les caractères distinctifs de l'originalité. C'est le principe de cette qualité essentiellement native qui, en soumettant impérieusement le besoin et les moyens de créer, chez l'artiste, à la mesure de puissance de ses facultés morales, et même au degré d'énergie de ses forces physiques, détermine la physionomie de son talent : telle est la puissance de son action que, malgré l'influence toujours agissante et presque toujours irrésistible des goûts, des opinions et des systèmes établis, le génie, né fortement original, reste constamment original[16] ».

Girodet était l'un des meilleurs élèves de David. David, l'un des fondateurs du système artistique révolutionnaire[17], lui-même artiste d'avant-garde s'il en est, fut pourtant choqué par la liberté de création prise par son élève, dans laquelle il ne reconnut ni maître ni école de l'art du passé. Il l'aurait traité de fou devant son *Apothéose des héros français morts pour la patrie pendant la guerre de la liberté* exposé au Salon de 1802, tableau pour lequel Girodet aurait tiré son inspiration d'Ossian.

La liberté de l'art et des artistes entraîne la perte de toute unité effective de la formation artistique : les artistes vont se forger une nouvelle unité dans la définition individuelle de leur travail et de l'objet de leur création. Ceci entraîne un effort

16. A.-L. GIRODET-TRIOSON, *Œuvres posthumes*, Paris, 1829, cité dans Cl. MILLET, *L'esthétique romantique. Une anthologie*, Paris, Agora, 1994, p. 144-145.

17. Ph. BORDES, « L'art et le politique », *in* Ph. BORDES et R. MICHEL (dir.), *Aux armes…*, *op. cit.*, p. 103-135.

constant d'innovation esthétique qui engendre les vagues successives de l'avant-garde, en concurrence permanente avec la nouvelle formation pédagogique dispensée à l'École des Beaux-Arts[18]. L'académisme se replie en effet sur une doctrine pédagogique, qu'il va mettre en œuvre dans les écoles artistiques et dans les programmes d'enseignement du dessin et des arts dans tous les cycles d'enseignement. Beaucoup plus que l'Institut lui-même, ce sont là ses bastions pendant tout le XIX$^{e}$ siècle, alors que la création va, elle, rester dans le domaine de la production individuelle, du privé. Si l'on cherche un contenu doctrinal à l'académisme, on le trouve dans une théorie du beau à la fois idéaliste et dogmatique, à laquelle les artistes devraient se soumettre dans le respect des règles et des normes enseignées à l'École. On comprend dès lors que pour certains artistes comme Courbet, l'idée même d'enseignement apparaisse comme un obstacle à la création et à la liberté de l'art[19] : « Tout artiste doit être son propre maître. Je ne puis enseigner mon art, ni l'art d'une école quelconque, puisque je nie l'enseignement de l'Art et que je prétends que l'art est tout individuel et n'est, pour chaque artiste, que le talent résultant de sa propre inspiration et de ses propres études sur la tradition. J'ajoute que l'art, ou le talent, selon moi, ne sauraient être, pour un artiste, que le moyen d'appliquer ses facultés personnelles aux idées et aux choses de l'époque où il vit ; spécialement l'art en peinture », écrit Courbet dans la lettre qu'il adresse à des étudiants venus lui demander d'ouvrir un atelier. En fait, à partir du moment où la tradition s'est institutionnalisée comme tradition de transmission pédagogique en se figeant dans un discours prétendant fonder la connaissance et la culture de l'art, elle change complètement de nature par rapport à ce qu'elle était dans l'ancienne conception académique : elle était métier et donc toujours vivante ; ce n'est désormais plus le cas.

Au contraire la création artistique s'intègre ainsi dans le mouvement politique d'affirmation du libéralisme et des droits individuels. L'esthétique change au fur et à mesure que les

18. M. Segré, *L'art comme institution. L'École des Beaux-Arts, XIXe-XXe siècle*, Cachan, Éditions de l'ENS Cachan, 1993 ; J. Laurent, *A propos de* l'École *des Beaux-Arts*, Paris, EBA, 1987 et M.-C. Genet-Delacroix, « L'académisme... », *art. cit.*, ainsi que Id. et Cl. Troger, *Du dessin aux arts plastiques. Histoire d'un enseignement*, Orléans, CRDP, 1994.

19. Cité par P. Landowski, *Peut-on enseigner..., op. cit.*, p. 148-149.

artistes se projettent dans le temps, par leur projet créateur qui implique une recherche nécessaire et épuisante de la nouveauté et de l'innovation, la recherche de la forme devenant le critère essentiel de distinction, c'est-à-dire de l'appartenance à l'avant-garde. La forme, pour l'avant-garde, joue le rôle du style pour l'académisme. Eugène Delacroix, qui, au lendemain de sa septième candidature (enfin couronnée de succès...) à l'Académie des Beaux-Arts, entreprend justement sous forme de notes son propre *Dictionnaire des Beaux-Arts* pour théoriser ses propres conceptions[20], et Charles Baudelaire[21] analysent remarquablement l'un et l'autre cette substitution d'enjeux. L'opposition avec l'art du passé est totale, même si les artistes se nourrissent dans les musées des chefs d'œuvre d'autrefois, les interprétant au lieu de les imiter : l'art du passé n'est pas en soi éliminé, mais il disparaît comme référence créatrice, confié à de nouveaux spécialistes, les historiens d'art et les professionnels de la muséographie. Cette dichotomie entre avant-garde et académisme est d'autant plus dialectique que l'une et l'autre vont se projeter et s'institutionnaliser par l'intermédiaire du législateur dans deux ensembles juridiques qui vont coexister de façon interactive tout au long du XIXe siècle : d'un côté, tout ce qui concerne l'enseignement et l'art du passé, de l'autre, tout ce qui concerne l'activité productrice des artistes et leur rapport au marché.

Cette situation transparaît dans la polémique qui, renaissant sans cesse de ses cendres (n'oublions pas son dernier épisode...), oppose constamment, en un affrontement ritualisé, ces deux conceptions sur la scène publique. Grâce à elle, on peut

---

20. A. LARUE (éd.), *Eugène Delacroix : Dictionnaire des Beaux-Arts*, Paris, Hermann, 1996.

21. Voir Ch. BAUDELAIRE, *Œuvres complètes*, Paris, La Pléïade, 1961, particulièrement *Le Salon de 1859*, section I, « L'artiste moderne », p. 1025-1030 et *L'Art philosophique*, p. 1098-1107 : « Qu'est-ce que l'art pur suivant la conception moderne ? C'est créer une magie suggestive contenant à la fois l'objet et le sujet, le monde extérieur à l'artiste et l'artiste lui-même » : Baudelaire définit ainsi l'autonomie de l'artiste : c'est évidemment là que résident les nouveaux principes de l'unité de l'art, du moins du point de vue de l'artiste créateur. Nous verrons plus loin que le point de vue du législateur est différent parce qu'il porte non sur la création, mais sur l'œuvre une fois terminée (c'est-à-dire sur l'objet d'appropriation).

penser dans une nouvelle logique la coexistence entre la tradition et la modernité, entre l'art du passé et l'art vivant, l'un et l'autre (et sans doute pour la première fois à ce point) coexistant dans la culture de l'homme moderne, et, ce qui est peut-être plus important encore, sur le marché. Il est d'ailleurs curieux de constater que cette polémique permanente opposant tenants de la tradition ou d'un art de qualité aux iconoclastes du moment (qui, au fur et à mesure qu'ils vieillissent, endossent à leur tour les habits des défenseurs de la tradition contre de nouveaux iconoclastes) n'a jamais été étudiée pour ce qu'elle est : non pas comme une série d'épisodes distincts, mais comme une structure fondamentale du système des Beaux-Arts dans un régime libéral. Nous n'évoquerons pas ici les aventures du malheureux Courbet, le Salon des refusés, l'émergence des impressionnistes, le legs Caillebotte, le scandale du cubisme et les Demoiselles d'Avignon, la Mariée mise à nu et l'urinoir de Marcel Duchamp ; chacun de ces épisodes est abondamment étudié, discuté, commenté. Ils ne nous intéressent pas en tant que tels : encore une fois, c'est la structure qui compte, et ce qui est à l'œuvre à travers elle. Liberté de l'art, liberté des artistes, ces grands principes, pour fondamentaux qu'ils soient, sont surtout des façades derrière laquelle s'abritent des acteurs dynamiques et d'ailleurs différents.

Nous avons déjà évoqué la liberté de l'art : la liberté publique de l'art est celle qui permet à tous de partager une connaissance et des pratiques culturelles qui étaient jusque-là le privilège d'une élite restreinte. Le musée et l'école, nous l'avons vu, en sont les deux fondements. L'État est donc ici par l'intermédiaire de la politique artistique et culturelle et de sa législation l'acteur principal[22], ce qui est parfaitement naturel dans un régime libéral où l'un des rôles que l'on s'accorde à reconnaître à l'État est la socialisation de la culture de l'art. Toutefois l'une des conséquences de ce rôle est la diffusion dans le public d'une connaissance qui le rend à son tour relativement autonome. Cette évolution était espérée par les hommes politiques depuis la Révolution : les hommes de la Monarchie de Juillet, l'entourage de Guizot notamment, dont Ludovic Vitet, premier inspecteur général des Monuments Historiques

22. M.-Cl. Genet-Delacroix, *Art et État sous la IIIe République. Le système des Beaux-Arts, 1870-1940*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1992.

(poste auquel il a été nommé par Guizot en 1830), s'en font les chantres. Ludovic Vitet s'écrie : « Voici bientôt quarante ans qu'une grande révolution est venue nous apporter toutes les libertés que nous réclamions [...]. Le goût en France attend son 14 Juillet[23]. » La fraction la plus cultivée de ce public est à son tour capable d'une certaine indépendance dans l'exercice du jugement de goût[24], et cette indépendance, ne l'oublions pas, est une condition *sine qua non* de ce qui va nous intéresser maintenant, c'est-à-dire la liberté de l'artiste. Si par l'intermédiaire de ses institutions (écoles et musées) l'État fonctionne comme garant de la tradition, il forme par là même suffisamment les esprits pour qu'au moins une fraction des élites soit capable d'exercer une liberté de jugement qui va permettre au marché de l'art de fonctionner, tant sur le plan symbolique que sur le plan matériel[25].

La liberté de l'artiste repose sur l'idée d'autonomie de l'art, et non sur celle de liberté de l'art, qui lui est paradoxalement contraire. Cette liberté de l'artiste s'exerce au stade de la création et elle est indépendante de l'idée d'art telle que l'école et le musée la constituent en tant que culture. Elle est par ailleurs indépendante de la liberté du goût du public, que nous venons d'évoquer, qui risquerait d'imposer une autre tyrannie, celle de la mode et de la facilité, tyrannie dont celle des marchands formerait le relais opérationnel. On peut, dans ces conditions, se demander si la liberté de l'artiste ne pourrait pas naître d'une sorte d'équilibre de la terreur, s'insérant entre les deux tyrannies, celle de l'académisme et celle du marché. Ludovic Vitet exprime très bien cette contradiction : « [...] Si le despotisme oligarchique de l'académie est mortel au bon goût, la souveraineté du peuple ne l'est pas moins. Mais n'y a-t-il au monde que la souveraineté du peuple et le despotisme ? Ne pouvons-nous donc choisir le gouvernement source de toutes les lumières et

23. L. VITET, *Le Globe*, 2 avril et 25 avril 1825, « De l'indépendance en matière de goût » et « De l'intervention du gouvernement dans les lettres et les arts », cités dans C. MILLET, *L'esthétique..., op. cit.*, p. 141.

24. P. BOURDIEU et A. DARBEL, *L'amour de l'art. Les musées d'art contemporain et leur public*, Paris, Minuit, 1969, et notamment la deuxième partie « Œuvres culturelles et disposition cultivée », p. 67-110.

25. R. MOULIN, *Le Marché de la peinture en France*, Paris, Minuit, 1967 (2e éd.) ; voir particulièrement le chapitre V, « Les clients : les collectionneurs », p. 189-235.

de toutes les vérités..., le gouvernement représentatif en un mot ? Hé bien, c'est précisément pour établir ce gouvernement que nous réclamons l'indépendance. A l'artiste appartiendra l'initiative, mais au public le *veto*. Il n'y aura donc d'indépendance absolue ni d'un côté ni de l'autre ; l'artiste tombera sous la juridiction du public, le public sous celle de l'artiste qui sera maître d'obéir ou de résister à ses caprices ; et de cette double indépendance, de cette double liberté, naîtront les lois de goût les moins imparfaites, les moins arbitraires qu'on puisse attendre en ce monde[26]. » Cette position des hommes politiques de la Monarchie de Juillet, responsables de la mise en œuvre de la politique artistique et patrimoniale, se retrouve pendant tout le XIX^e^ siècle et le début du XX^e^ siècle, à travers tous les régimes, de Thiers à Huysmans, en passant par Antonin Proust, Dujardin-Beaumetz et Paul Léon. Elle ne pouvait évidemment satisfaire les artistes de l'avant-garde, qui n'auront de cesse d'« épater le bourgeois », attitude garante de leur liberté, et qui fait pendant à leur hostilité à l'académisme.

On voit donc que si l'on veut bien considérer la structure dans son ensemble, l'artiste est entièrement libre, même si cette liberté ne peut être conquise qu'au prix d'une véritable conquête, qui ne va pas sans mal. Tout d'abord, l'artiste ne voit pas s'ouvrir devant lui un chemin semé de pétales de rose : les débuts dans la carrière, même si on les présente parfois sous le jour pittoresque de la Bohème, sont toujours difficiles, surtout à partir du moment où l'avènement de la photographie et les progrès de l'impression industrielle privent l'artiste de tâches alimentaires qui pouvaient l'aider à traverser cette première passe périlleuse. L'entrée dans la carrière apparaît comme une sorte de phase éliminatoire, où seuls vont survivre en tant qu'« artistes » ceux qui ont développé la conscience la plus aiguë de leur art et de leur originalité. A partir de là, le problème est un problème de stratégie : choix des ateliers, des galeries, des expositions, constitution de groupes, scission ou exclusion de ces mêmes groupes ou revendication d'une hautaine solitude[27]. Cette stratégie n'est que partiellement active :

26. L. VITET, cité dans C. MILLET, *L'esthétique...*, *op. cit.*, p. 141.

27. Quelques exemples... Constitution de groupes : les impressionnistes, les fauvistes, les cubistes, les néo-impressionnistes ou pointillistes... Les Salons : Salon des indépendants en 1884, Société nationale des Beaux-Arts en 1891, Salon d'automne en 1903. Les galeries : les impressionnistes chez Durand-

la constitution des groupes, par exemple, n'est pas entièrement du fait des artistes. Ce sont les critiques et le jugement de goût du public ou du moins de sa frange éclairée qui enferment les artistes dans ces positions qui sont parfois loin de leur convenir, mais dont ils sont bien obligés de se contenter et dont ils usent parfois sans vergogne (rappelons-nous les réticences de Delacroix envers les jugements de Baudelaire qu'il se sent néanmoins obligé de remercier). Pour sortir de ces contradictions, les artistes d'avant-garde, et c'est de plus en plus net au fil des temps, prennent la plume et revendiquent leur liberté au nom de leur conscience artistique, qui devient ainsi une position critique. Les artistes s'emparent ainsi à leur tour de l'exercice du jugement de goût[28]. Certains artistes, il est vrai, refusent l'écriture...

Le trajet que nous venons de faire n'est bien sûr qu'une esquisse. Il faudrait pouvoir, avec les armes éprouvées de la prosopographie, s'agissant des artistes et des critiques, et celles de l'analyse lexicale, s'agissant des textes normatifs et des textes critiques, soutenir l'hypothèse d'une structure unique. Représentée par une relation dialectique exagérément dramatisée voire mythologisée, ce n'est que dans la globalité de son fonctionnement qu'elle exprime pleinement la nature des régimes politiques libéraux et des sociétés qui les soutiennent (c'est-à-dire les sociétés bourgeoises) en matière d'art. Il serait temps d'admettre objectivement comme une réalité historique l'existence de cette structure et de cette dualité dialectique[29] : elle est certainement l'une des sources privilégiées de l'exceptionnel dynamisme de la vie artistique française au XIXe siècle, et en particulier sous la IIIe République, probablement le régime le plus libéral que la France ait connu.

---

Ruel, ceux qui ont fait sécession chez Ambroise Vollard, comme Cézanne. Solitaires : Courbet, Delacroix, Puvis de Chavannes, Gustave Moreau, Odilon Redon, Cézanne dans la seconde partie de sa vie.

28. Voir l'excellent travail de D. GAMBONI, *La plume et le pinceau. Odilon Redon et la littérature*, Paris, Minuit, 1989 ; une telle approche pourrait être reprise pour de nombreux peintres de cette période. Cf. M.-Cl. GENET-DELACROIX, « L'écriture sur l'art et le mythe de l'union des arts », *Romantisme*, LXIX, 1990, p. 15-27.

29. On lira avec profit à ce propos l'éditorial de la *Revue de l'Art*, n° 119, 1998 (1), p. 5-7.

10

---

# Paris 1900
# Quand la culture construit l'espace

*par Christophe Prochasson*

A la fin du XIXe siècle, comme aujourd'hui, il est plusieurs façons de fonder la renommée d'une ville : la puissance industrielle de grandes villes anglaises, l'excitation financière de Londres, la criminalité de Chicago, l'altitude de Mexico ou la saleté proverbiale de quelque ville, souvent méridionale. Il est aussi plusieurs façons de fonder leur beauté : la géographie envoûtante de Rio, la plastique ou l'architecture de si nombreuses villes italiennes, celles de Prague ou de Vienne, la démesure de New York. A l'orée d'un nouveau siècle, à la sortie d'un autre, Paris s'est forgé un mythe : celui du brio. Celui-ci résume l'éclat de la beauté monumentale de la capitale et les saveurs d'une vie intellectuelle inépuisable. L'Exposition universelle de 1900 est son couronnement, l'acmé de la légende Paris, le moment précis où l'on donne à voir. Car Paris est d'abord la ville où l'on regarde, que l'on regarde jusqu'à la reproduire sans cesse, où l'on se donne à voir aussi. Paris est la ville même où la vie intellectuelle — que l'on dit « brillante » — passe par un jeu des apparences qui la fait parfois considérer par ceux qui ne l'aiment pas, à moins qu'ils ne la jalousent, comme futile, légère, inaboutie ou superficielle. A travers le regard des peintres dont les vues ont nourri le mythe resplendissant d'un Paris de la « Belle Époque », d'ailleurs construit par un entre-deux-guerres meurtri et nostalgique, à travers celui des écrivains ou celui de quelques observateurs plus discrets, « Paris 1900 » s'est ainsi bâti. Comprendre la construction d'un mythe urbain, à l'heure même où celui-ci affrontait la concur-

rence grandissante d'autres villes étincelantes[1] (Vienne, sans doute, parmi les toutes premières)[2], relève aussi de l'histoire des villes.

## Regards sur la ville

Ils sont nombreux ceux qui, à la fin du XIX$^{e}$ siècle, renforcèrent et nourrirent la légende de Paris, la peuplèrent d'images, la dotèrent d'une histoire, en firent enfin le phare d'une nation qui entrait en déclin, disait-on souvent, mais que l'on voulait pourtant triomphante. Paris 1900 est le symbole d'une renaissance française après le désastre de 1870 et l'amputation insupportable de son territoire. Bien des artistes ou des écrivains célèbrent la tête d'un territoire blessé comme si celle-ci préparait le remembrement de tout le corps.

Il conviendrait sans doute de compter avec précision les fréquences de la représentation de Paris sous le pinceau des peintres dans le dernier tiers du siècle. Mais, outre le fait que le quantitatif n'est sans doute qu'exceptionnellement l'ordre le plus approprié pour apprécier l'ampleur des phénomènes culturels, d'autres indices témoignent de l'alliance passée entre Paris et ses peintres.

Le développement progressif d'une culture de masse entraîna la multiplication des lieux où se montrait la peinture[3] : *les* salons, puisque désormais ils sont plusieurs, l'un aux Champs-Élysées, l'autre au Champ-de-Mars, auxquels on doit ajouter le Salon des Indépendants depuis 1884 et le Salon d'automne en 1903 ; les expositions dans les nombreuses galeries de peinture où s'établissent des pratiques marchandes de mieux en mieux organisées, sachant plus finement spéculer avec le talent quand

1. Encore faut-il remarquer, comme le fait C. CHARLE dans *Paris fin de siècle. Culture et politique*, Paris, Seuil, 1998, p. 16, que Paris continue d'attirer grâce à une image « héritée » à l'encontre d'autres villes comme Berlin, parfois mieux équipée culturellement, mais à laquelle fait défaut la magie parisienne.

2. C. E. SCHORSKE, *Vienne fin de siècle. Politique et culture*, Paris, Seuil, 1983.

3. Cf. G. MONNIER, *L'art et ses institutions en France de la Révolution à nos jours*, Paris, Gallimard, 1996.

s'affirme progressivement la notion d'« avant-garde ». Sans oublier enfin les expositions universelles, et d'abord celle de 1900, aux cimaises desquelles les toiles s'exposent également très nombreuses. *L'Écho de la Semaine*, hebdomadaire illustré qui s'applique à relater les mœurs culturelles du Parisien et à mettre en évidence les codes culturels auxquels celui-ci doit se plier, relève ironiquement à quel point la visite d'une exposition ou d'un salon relève, en cette fin de siècle, d'une pratique sociale distinctive : « On ne fait vraiment plus partie du Tout-Paris si l'on n'a vu une pièce cinq ou six jours avant qu'on ne la joue, ou un Salon de peinture avant même que les toiles ne soient mises en place[4]. » En régime de culture de masse, plus qu'en tout autre, les pratiques culturelles ne sont jamais gratuites.

Si Paris offre aux peintres des lieux plus nombreux où s'exposer, ceux-ci, en retour, tendent à Paris le miroir déformant de leurs toiles. Ainsi naissent des images légendaires de la ville, indissociables du regard singulier des peintres, des angles de vue qu'ils imposent et des atmosphères dont ils souhaitent entourer la ville : triomphe de la modernité industrielle (*La Tour Eiffel vue du Trocadéro* de Louis-Welden Hawkins, s.d., ou *La gare Saint-Lazare* de Claude Monet, 1877), mariage de la capitale avec la République, avant même que les républicains ne disposent de tous les pouvoirs — mais Paris est à l'avant-garde de tous les sentiments politiques ! (Claude Monet, *Rue Montorgueil, Paris. Fête du 30 juin 1878*, 1878), image d'un Paris insolent, furieux et rebelle, continuateur d'une antique tradition médiévale et révolutionnaire, quand le syndicalisme révolutionnaire commence tout juste à s'épanouir (André Devambez, *La Charge*, 1902) ou celle de ce quartier latin, chargé d'une histoire tout à la fois spirituelle, intellectuelle et émeutière (Maximilien Luce, *Le Quai Saint-Michel et Notre-Dame*, 1901). L'histoire sociale et politique de la ville n'est pas la seule à alimenter la légende même si elle en est un des cœurs, à la différence sans doute de toute autre ville d'Europe. A Paris, l'histoire est active, à l'encontre de celle de Rome par exemple, pétrifiée dans les ruines de son Antiquité. Nulle solution de continuité ne sépare le présent parisien d'avec son passé.

4. *L'Écho de la Semaine*, 23 avril 1897, p. 6.

Les peintres portent également d'autres regards, plus sereins et pittoresques, élevant quelques espaces à la hauteur de la célébrité. Paris se présente ainsi comme une marqueterie de lieux épars, sans qu'il soit possible d'établir quelque lien entre eux, et qui fixent telle action romanesque ou telle curiosité qu'il faut absolument visiter selon les guides touristiques du temps, Joanne ou Baedeker en tête : tels sont, parmi tant d'autres, *La Place des Pyramides* de Giuseppe de Nittis (1875), les *Jardins publics* d'Édouard Vuillard (1894), le *Quai de la Gare* d'Armand Guillaumin (vers 1880) ou le paysage parisien par excellence que ne manque pas de croquer le moindre auteur de roman-feuilleton lorsqu'il est question d'un étudiant à la vie chiche et refroidie par l'hiver : les toits de la ville (Gustave Caillebotte, *Toits sous la neige*, 1878).

Parmi ces regards, parfois devenus clichés dans la mauvaise littérature du temps, se dessine le Paris des loisirs de masse, phénomène d'époque, saisi dans l'immédiateté même de son développement[5]. Nombre de représentations du Paris fin-de-siècle instrumentalisent les femmes comme agents de la dispersion, pour certains uniques responsables de la décadence morale. Le critique Camille Mauclair les chargeait lourdement de la responsabilité de la corruption intellectuelle qui lui semblait frapper la fin du siècle en raison de leurs activités de salonnardes[6]. Edgar Degas, qui ne se comptait pas parmi les plus progressistes de sa génération, représente en 1877 des *Femmes à la terrasse d'un café*, conjuguant ainsi deux des grands mythes de la capitale : la femme (toujours un peu légère) et le café qui, en d'autres toiles plus célèbres, devient l'authentique lieu de la perdition, celui de la décadence morale et physique. Paris est féminin, à tel point d'ailleurs qu'un magazine, lancé en avril 1899 et intitulé *Revue parisienne*, place la femme à la hauteur du grand mythe parisien : « Est-il besoin de dire qu'une revue comme la nôtre ne peut oublier ce qui est la grâce et le charme de Paris, la femme : et que, pour elle, nos rubriques du monde, de la mode, du théâtre et des livres seront l'objet de nos soins

5. A. Corbin *et alii*, *L'avènement des loisirs, 1850-1950*, Paris, Aubier, 1995, et A. Burguière et J. Revel (dir.), *Histoire de la France*, t. 4 : *Les formes de la culture*, Paris, Seuil, 1993.

6. C. Mauclair, « Les salons littéraires à Paris », *La Revue des revues*, 1er janvier 1899, p. 76.

particuliers[7] ? » On ose à peine évoquer les clichés que devinrent également les innombrables représentations du Moulin-Rouge (par exemple Henri de Toulouse-Lautrec, *La Danse au Moulin-Rouge*, 1895) ou des guinguettes montmartroises (Vincent Van Gogh, *La Guinguette à Montmartre*, 1886), haut lieux de la sociabilité parisienne toujours conseillés par les guides touristiques de la fin du siècle[8]. Des guides, des peintres ou des écrivains en tout genre, qui donc contribua le mieux au mythe parisien ?

Écrivains, philosophes, historiens et toute espèce d'hommes de plume ont fait de Paris, à leur tour, tout un symbole. La fin du siècle est riche de discussions qui acclament ou blâment Paris en fonction des rapports que chacun entretient avec la modernité. Car Paris l'incarne. La ville en reflète les grandeurs comme les abîmes. Les observateurs ne s'y trompent pas. Les lieux communs rhétoriques sont aisément repérables. Il y a ceux qui la détestent, souvent conservateurs hantés par la décadence, ce grand thème permanent aux cycles millénaristes. Paul Bourget dans les *Essais de psychologie contemporaine*, Maupassant dans nombre de ses écrits ou encore Joris-Karl Huysmans, notamment dans ses *Croquis parisiens* (1886), font de la capitale le lieu par excellence de la névrose fin-de-siècle où l'homme se perd plutôt qu'il ne s'épanouit. Ainsi en est-il également du curieux Sâr Péladan, écrivain fantasque et anxieux face au monde moderne :

> Paris ville-lumière, Paris intellectuel, Paris esthétique, c'était bon pour Victor Hugo qui y pontifiait devant la crapule [...]. Paris joli, vivant, Paris-Gavarni, est mort, s'il a existé [...]. Paris mondain, le Paris des duchesses décrit dans Balzac, est tellement mort que les octogénaires ne se souviennent pas de l'avoir connu [...]. Musicalement, Paris apparaît la dernière ville du monde. Les salons du mois de mai relèvent bien plus de la statistique que de l'esthétique. C'est en Angleterre qu'a lieu aujourd'hui le mouvement intéressant [...]. En outre, Paris, sous le rapport des églises, est une des villes les plus pauvres de France. Il n'y a donc aucune raison esthétique de résider à Paris : l'artiste se contentera d'y passer le printemps, et consa-

7. « Notre but », *Revue parisienne*, 1, avril 1899, p. 2.
8. Cf. G.-G. Lemaire, *Les Cafés littéraires*, Paris, La Différence, 1995 et *La Belle Époque des cafés et des restaurants*, guides Paris/Musée d'Orsay, Paris, Hachette, 1997.

> crera le commencement de l'été à Bayreuth ou à Munich, et autres villes d'Allemagne où il entendra, en un ou deux mois, plus de chefs d'œuvre qu'en un demi siècle à Paris. (*Comment on devient artiste ?*, 1894[9].)

Il y a aussi les écrivains qui aiment Paris pour des raisons exactement inverses : la capitale incarne à leurs yeux la grandeur d'un siècle de progrès et de libération successives. Ils en acceptent parfois bien volontiers les dérives qui conduisent aux excès de la Babylone moderne que ceux d'en face dénoncent. Jean Lorrain en célèbre les licences dans *Monsieur de Phocas*. Apollinaire joue avec les noms de ses rues et de ses places dans *Alcools* et *Calligrammes* et se transforme en guide de Paris dans *L'Hérésiarque et Cie*. Charles-Louis Philippe, dans *Bubu de Montparnasse* (1901), fait l'éloge de l'énervement parisien contre l'ennui provincial qu'il faut fuir à tout prix. Zola, enfin, auteur d'un *Paris* en 1897, fait de la capitale le lieu le plus adéquat à une comédie humaine fin de siècle. De ses notes sur Paris pour *L'Œuvre*, qu'il décide d'écrire à partir de 1885, émane une fascination pour la Seine et la poésie de la batellerie. Il s'y montre sensible aux noms de métier. Plus généralement, œil de peintre dit-on souvent de lui, Zola est gourmand de perspectives : « Au milieu, la Seine vide, verte, petites vagues à la Monet, petit flot dansant, fouetté de blanc, de grès, de rose, reflets multicolores[10] », ou encore : « Un temps de brouillard léger, qui en fait une ville du rêve, qui recule et insiste, visible encore, crépuscule, deuxième journée grise : ou le temps de demoiselles, le soleil dans une fumée légère. Une autre vue, tragique, par un orage, ville jaune et blafarde, écrasée sous un ciel dramatique, un écroulement de nuages lourds et noirs, avec des éclairs fauves. Puis par le vent qui cingle, par le froid de l'hiver qui arrête la circulation, par la neige peut-être, par une pluie battante qui noie tout, qui ensevelit tout d'un rideau. La nuit enfin, vue à prendre[11]. »

Et la musique n'est pas en reste. Des œuvres s'approprient la ville et en travaillent le mythe comme le font romans, nou-

9. Cité par M.-C. Bancquart, *Images littéraires du Paris fin de siècle*, Paris, La Différence, 1979, p. 222.

10. É. Zola, *Carnets d'enquêtes. Une ethnographie inédite de la France*, Paris, Plon, 1986, p. 284.

11. *Ibid.*, p. 286.

velles, poèmes et toiles. L'opéra de Gustave Charpentier, *Louise*, en est l'un des exemples les plus souvent évoqués. Avec raison. D'après un livret dont le compositeur fut lui-même l'auteur, Charpentier tenta de réaliser un opéra réaliste dont il espérait qu'il devînt le premier spectacle du nouveau siècle. Achevé en 1898, il fut monté pour la première fois le jour de la Chandeleur 1900 à l'Opéra-Comique. Paris y est évoqué sous le jour de la Bohème montmartroise. Depuis Murger, le mythe de la Bohème et la légende de Montmartre... La société parisienne est faite de ces petits métiers pittoresques qui peuplent l'imagerie sociale de la ville : marchands de quatre saisons, balayeurs et chiffonniers, rempailleurs de chaises, gamins de Paris, charbonniers et marchands de mouron. Charpentier, montmartrois lui-même depuis son installation à Paris en 1879, resta fidèle à la capitale jusqu'à sa mort en 1956.

Roger Caillois, dans un article célèbre consacré au Paris imaginaire, rappelle l'importance des représentations dans notre rapport à la ville et le rôle qu'écrivains et artistes jouent dans leur élaboration. Il souligne, avec raison qu'« une représentation fantasmagorique de Paris, plus généralement de la grande ville, est assez puissante sur les imaginations pour que jamais en pratique ne soit posée la question de son exactitude, créée de toute pièces par le livre, assez répandue néanmoins pour faire maintenant partie de l'atmosphère mentale collective et posséder par suite une certaine force de contrainte[12] ». De ce texte de Caillois on peut rapprocher cette autre observation d'un enthousiaste de la capitale, étranger celui-ci : « Aucune ville n'est liée aussi intimement au livre que Paris [...]. Pas un monument de cette ville qui n'ait inspiré un chef d'œuvre de la littérature : Notre-Dame, nous pensons au roman de Victor Hugo ; la Tour Eiffel, aux mariés de la Tour Eiffel de Cocteau : avec "la prière sur la Tour Eiffel" de Giraudoux, nous sommes déjà sur les hauteurs vertigineuses de la littérature moderne ; l'Opéra, au célèbre roman policier de Gaston Leroux, *le Fantôme de l'Opéra*, qui nous plonge dans les souterrains de cet édifice, aussi bien de la littérature. Cette ville est indissolublement inscrite dans l'écrit parce qu'elle est animée d'un esprit

12. R. CAILLOIS, « Paris, mythe moderne », *Nouvelle Revue française*, vol. XXV, n° 284, mai 1937.

qui est proche des livres[13]. » Car il arrive que les représentations soient actives et deviennent la réalité la plus essentielle.

## Sociabilités culturelles

Paris, ville du livre, disait donc Benjamin. « Aimons Paris, mes chers confrères, comme nous aimons nos livres[14]. » Ville de l'esprit, disent les guides aux touristes dont il faut bien conforter les préjugés. Ville du bouillonnement des idées et des activités intellectuelles, telle apparaît le Paris de la « Belle Époque », qui s'impose en ces termes à une vie provinciale dont on oublie qu'elle eut ses lettres de noblesse littéraire et artistique mais dont il est dit, au moins depuis Flaubert, que l'on s'y ennuie à périr...

La centralisation déjà ancienne de la ville et sa sectorisation interne contribuèrent à faciliter le commerce intellectuel au moins autant que tout autre commerce. La vie de l'esprit s'y déploie en des lieux qui se multiplient à la fin du siècle, deviennent de plus en plus vivants, grâce, sans doute en partie, aux bienfaits de la démocratisation culturelle voulue par les élites républicaines. Dans l'ordre de l'écrit, une subtile hiérarchie de la distinction culturelle place à la base de la pyramide la presse. L'organisation grandissante de celle-ci entraîne la naissance de nouveaux métiers et de nouveaux lieux de rencontres où s'échangent les idées et parfois les insultes. Un cran audessus se trouve la revue, toujours en décalage avec l'actualité, dotée d'un petit nombre d'abonnés au sein desquels se distille souvent une espèce d'esprit de famille, et le plus souvent ferrée à un homme qui conduit (ou tente de le faire) d'une main de fer l'esquif toujours fragile. Au tournant du siècle, ces revues sont devenues nombreuses, paraissant un jour, disparaissant un autre[15].

---

13. W. BENJAMIN, « Paris, la ville dans le miroir », *in Sens Unique*, Paris, Denoël, 1979, texte de 1929, cité par A. MEYER, *Représentations sociales et littéraires, centre et périphérie, Paris : 1908-1939*, Paris, IAURIF, 1979, p. 6.

14. J. CLARETIE, *Les Piétons de Paris*, Paris, Le Livre contemporain, 1911, p. VIII.

15. Cf. *Cahiers Georges Sorel*, « Les revues dans la vie intellectuelle, 1885-1914 », 5, 1987.

On connaît les plus célèbres. L'honorable *Revue des deux mondes*, ancrée dans le XIX^e siècle et devenue l'étape nécessaire pour accéder à l'Académie française. A l'autre pôle de la vie culturelle parisienne, celui des avant-gardes, siège la *Revue blanche* des frères Natanson[16] qui accueille avec bienveillance la peinture des nabis ; s'y déploie le talent critique de Félix Fénéon, amateur d'art anarchisant et bientôt conseiller des célèbres marchands de tableaux, d'ailleurs liés au petit monde de la *Revue blanche* : les frères Bernheim jeunes qui tentent de promouvoir, en leurs galeries, l'avant-garde picturale.

Revues et galeries attirent les fidèles en des lieux précis. Vu de l'extérieur, elles donnent une existence aux groupes voire aux écoles, même s'il fait bon dire, à la fin du siècle, que les écoles ont disparu et que désormais c'est l'individu qui prime. Cette observation n'est d'ailleurs pas dénuée de tout fondement. Que de disputes divisent entre eux les membres de ces petites sociétés informelles ! Que de brouilles finissent par opposer les uns aux autres ! La boutique de Charles Péguy, rue de la Sorbonne, là même où s'élaborent les *Cahiers de la Quinzaine*, est ainsi le lieu de rencontres parfois difficiles dans les toutes premières années du siècle. On ne comprendrait sans doute rien à l'affaire Dreyfus des intellectuels, aux ralliements comme aux refus, aux brouilles comme aux amitiés, si l'on écartait de l'épisode les données de la vie culturelle parisienne à la fin du XIX^e siècle. Trop souvent réduite à sa dimension strictement événementielle par une historiographie militante et vengeresse, l'histoire de l'Affaire ne s'ouvre qu'exceptionnellement aux ressorts sociaux et culturels qui la rendirent possible. Les rivalités opérant au sein du champ intellectuel ou les postures qui y sont prises ne sont pas les derniers éléments à devoir être pris en compte. Elles éclairent les positions politiques des uns et des autres, les ralliements comme les ruptures. Les jeux dans l'espace social ont ainsi un écho dans l'espace géographique de la ville. Des lieux acquièrent ainsi une identité : les historiens auront bientôt tout le loisir d'en faire des « lieux de mémoire »...

Les périodiques ne constituent pas naturellement le seul lieu de rencontres possibles dans lesquels les habitués s'imprègnent

16. G. COMÈS, « *La Revue blanche* » *et le mouvement des idées*, thèse d'histoire, Université Paris-XII, 1987.

des débats, des modes et des goûts du temps. Les éditeurs jouent parfois un rôle semblable de médiation culturelle. La forte concentration d'intellectuels à Paris a ainsi permis une grande diversification de leurs espaces de sociabilité. Il en est de sérieux comme de plus conviviaux, sans d'ailleurs que cette distinction ne corresponde à des clivages indépassables. Témoin en est le jeune normalien Maurice Halbwachs, qui nous a laissé quelques carnets de jeune parisien. Ses expériences mondaines ne contredisent nullement son goût de l'étude et son désir de faire la rencontre des grands esprits du temps comme le philosophe Frédéric Rauh : « Dimanche matinée dansante chez Mme Larroumet. La petite Boutroux et la petite Tannery. Mme Boutroux et Mme Tannery. Mlle Hayem fille du prof à la faculté de médecine — bavarde terrible qui en vient à me raconter les expériences de son père sur le suc gastrique. Henriette Ch., tout hallucinée. Madeleine m'entretient de choses sérieuses : elle est merveilleusement calme et posée[17]. » On se rappelle d'ailleurs que le cours de Bergson, au Collège de France, était à mi-chemin entre le lieu mondain où l'on s'expose et la salle de cours où l'on étudie. Ce mélange des genres, grâce à la proximité des lieux, fait la culture parisienne, quand le mondain le dispute à la science.

Il y a enfin le plus attendu de la sociabilité parisienne fin-de-siècle : le salon, pour lequel il nous manque toujours une bonne anthropologie historique.

> Un morceau de carton attire les convives avec une facilité prodigieuse et ces mêmes hôtes, empressés, n'ont qu'une idée, au bas de l'escalier, c'est de critiquer, avec plus ou moins d'esprit, la bonne grâce et les façons d'être de leurs amphitryons.
> Puis les chroniqueurs recueillent les légendes des dîneurs et les *mots* qu'ils débitent en manière de visites de digestion. Les comédies s'en mêlent et le théâtre se moque des salons où cependant l'auteur fut accueilli. Je me demande souvent comment il se trouve encore des maîtresses de maison pour ouvrir leurs portes à ces spirituels satiriques qui semblent apporter

17. M. Halbwachs, « Carnets », 22 avril 1899, Fonds Maurice Halbwachs, IMEC, Paris.

leur esprit d'observation comme ils apporteraient, en poche, un kodak[18].

Encore faut-il distinguer sous ce terme générique des styles et des milieux parfois différents, même s'il existe des salons ouverts à différents genres. Mais, le plus souvent, comme chez Proust qui en fut et pour toujours le meilleur sociologue, les salons sont typés. Ni les rituels (chez Madame Aubernon, il convient de lever le doigt avant de prendre la parole...) ni les sujets de conversation ne sont les mêmes. J'en distinguerai pour ma part trois types qui caractérisent trois formes de mondanité dans le Paris de la « Belle Époque ».

Au sommet de la pyramide mondaine trônent les grands salons sur lesquels règnent des personnalités phares qui font le bon goût parisien. Le comte de Montesquiou fut, dit-on (non, sans doute, sans quelque raison tant le personnage savait virevolter de salons en salons), le modèle de très nombreux personnages littéraires fin de siècle. Son élégance proverbiale, ses poses artistes et affectées contribuèrent à faire de lui le parfait décadent de la « Belle Époque ». Il put être aux origines du Des Esseintes de Huysmans, du M. de Phocas de Jean Lorrain, comme du Charlus de Proust voire du paon dans le *Chantecler* d'Edmond Rostand, même si les frères Goncourt travaillèrent à rabaisser la morgue de ce personnage décidément trop voyant : « un toqué, un détraqué littéraire, doué toutefois de la suprême distinction des races aristocratiques prêtes à disparaître ». Giovanni Boldoni a laissé de lui un inoubliable tableau (1897) qui en fixe la légende. Cette société de connivence accueille artistes, journalistes, écrivains, hommes politiques.

Il est ensuite des salons plus spécialisés, universitaires ou philosophiques, fréquentés d'abord par des savants et professeurs. Parmi ceux-ci, rue des Mathurins, Xavier et Gabrielle Léon accueillent les principaux collaborateurs de la *Revue de métaphysique et de morale*, fondée en 1893 comme un milieu philosophique muni d'un arsenal complet de sociabilité[19]. Aux portes de Paris, à Sceaux, puis à Bourg-la-Reine, le salon du germaniste Charles Andler est également bien connu.

---

18. J. CLARETIE, *La vie à Paris, 1899*, Paris, Fasquelle, 1900, p. 10.

19. C. PROCHASSON, « Philosopher au XXe siècle : Xavier Léon et l'invention du "système R2M" (1891-1902) », *Revue de métaphysique et de morale*, 1-2, janvier-juin 1993.

De ces salons il faut sans doute distinguer un troisième type formé par les salons littéraires : le grenier d'Auteuil des frères Goncourt ou les mardis de la rue de Rome de Stéphane Mallarmé soudent, quant à eux, un milieu artistique et littéraire[20]. Si la visite au « grand écrivain » constitue bien un « lieu de mémoire »[21], alors le salon de Mallarmé mérite à ce titre de passer, plus que tout autre, à la postérité. L'histoire littéraire y verra se construire une « génération », celle de 1885, où se rencontrent Henri de Régnier, Pierre Louys, André Gide, Remy de Gourmont et Francis Vielé-Griffin. Mais il faudra distinguer plusieurs types de salons littéraires, les écrivains consacrés préférant se mêler aux salons mondains de l'ouest parisien et ne fréquentant pas les cafés de la rive gauche ou de Montmartre que privilégie la sociabilité avant-gardiste.

## Paris est un théâtre

Ces petites sociétés assez fermées sur elles-mêmes laisseraient volontiers croire qu'il n'est pas de culture hors d'elles. Cette revendication conduisait quelques-uns à déplorer les formes industrielles prises par certaines formes artistiques de leurs temps. Le théâtre était souvent le premier visé. Art parisien interclassiste, il était de plus en plus voué au mépris des élites culturelles qui y reconnaissaient les agissements de la vulgarité commerciale. Si, au théâtre, la mise en salle était aussi importante que la mise en scène, il n'en demeurait pas moins que tout le monde regardait le même spectacle : des loges, cher payées, aux dernières galeries. Le Baedeker prodigue ainsi les conseils suivants :

> Les meilleures places sont d'abord les *fauteuils d'orchestre*, puis les *stalles d'orchestre*, le *parterre*, pour les petites bourses, et, notamment avec des dames, les *fauteuils de balcon*, ceux des *premières* ou des *galeries*, les *premières* et les *deuxièmes loges de face*. A l'Opéra, il y a dans le bas des *fauteuils d'orchestre*, et derrière, plus haut, les *fauteuils de balcon*,

20. L. Rièse, *Les Salons littéraires parisiens*, Toulouse, Privat, 1962.
21. Cf. O. Nora, « La visite au grand écrivain », *in* P. Nora (dir.), *Les lieux de mémoire. II. La Nation*, vol. 3, Paris, Gallimard, 1986, p. 563-587.

deux rangs de places excellentes (aussi avec des dames) : entre les deux, les *stalles de parterre* (numérotées) se recommandent aux hommes. Les dames ne vont pas au parterre et elles ne sont pas non plus toujours admises à l'orchestre, ni avec chapeau ou coiffure. La disposition et les noms des places ne sont pas les mêmes dans toutes les salles. Ils ont d'habitude, outre le rez-de-chaussée, trois et quatre étages, désignés en partie par les noms de "balcon", "galerie" et "loges" ou "baignoires". On devra en général éviter les *places de côté* et celles des deux dernières galeries, surtout à l'Opéra [22].

Même lorsqu'il essaie de se renouveler, le théâtre parisien reste accessible aux plus modestes. Le jeune Halbwachs rend compte dans ses « Carnets » d'un épisode qui illustre à merveille les différents seuils de perception d'une même œuvre d'art en un même lieu : « Été mercredi voir au Gymnase *L'ennemi du peuple* d'Ibsen joué par la troupe de l'Œuvre, Lugné Poe en tête : la salle était composée en grande partie d'ouvriers syndiqués ayant payé quart de place : naturellement ils manifestaient leurs convictions libertaires à tout propos : il est malheureux que la pièce soit au fond anti-populaire[23]. »

Encore faut-il peut-être nuancer cette représentation démocratique : les théâtres ne sont pas sans reproduire quelques bons clivages de classe et ne réalisent pas tous, loin de là, le rêve de la société républicaine dans lequel le brassage culturel viendrait soulager les inévitables inégalités que décline toute société. Les théâtres subventionnés ont un prix d'accès élevé et sont plutôt réservés à une élite cultivée. En revanche, les théâtres où se jouent comédies mélodramatiques, drames historiques ou feuilletons parlés attirent un public moins argenté[24].

Singulier espace que le théâtre, au demeurant, où l'on représente souvent la capitale bientôt promue reine du théâtre : « Le théâtre est une des grandes distractions de Paris : il n'y a pas de capitale au monde qui possède autant de salles de spectacle », assène le « Joanne-Diamant » à ses lecteurs[25]. Le public parisien dispose même de sa réputation internationale dont on loue

22. K. BAEDEKER, *Manuel du voyageur. Paris et ses environs*, Leipzig, Baedeker ed./Paris, Ollendorff, première édition 1861, p. 35.

23. M. HALBWACHS, « Carnets », *op. cit.*, 5 novembre 1899.

24. J. CSERGO, « Extension et mutation du loisir citadin, Paris XIXe siècle-début XXe siècle », *in* A. CORBIN *et alii*, *L'avènement des loisirs*, *op. cit.*

25. P. JOANNE, *Paris-Diamant*, Paris, Hachette, 1895, p. 173.

souvent l'« esprit » et la « finesse », de façon si excessive d'ailleurs qu'un des collaborateurs de la *Revue d'art dramatique* éprouva le besoin en 1890 de rappeler que le public de bien d'autres villes d'Europe était en mesure d'apprécier les plus subtiles grâces parisiennes[26]. Il n'empêche. Lorsque la célèbre actrice italienne, la Duse, vint pour la première fois à Paris en mai 1897, les critiques l'attendaient comme un défi porté contre la reine du théâtre parisien, Sarah Bernhardt : « Mme Sarah Bernhardt, que l'on présente généralement comme la rivale de Mme Duse, a consenti le plus crânement du monde à louer son théâtre à la célèbre tragédienne italienne. Mme Duse jouera donc sur les planches et au milieu des décors où triompha tant de fois l'artiste française. Elle jouera même plusieurs des rôles de Mme Sarah Bernhardt, ce qui est assez crâne, aussi, il faut le reconnaître[27]. »

On ne compte plus enfin les arguments dans lesquels Paris est beaucoup plus qu'un décor. De *La Dame de chez Maxim* de Feydeau à *La Parisienne* de Henri Becque, la capitale est devenue l'un des personnages principaux de bien des drames. Paris est un théâtre. Paris est au théâtre. Le paradigme de la scène pourrait bien s'appliquer à toute la vie culturelle parisienne. L'université n'y échappe pas. Le goût frénétique des Parisiens, tous milieux confondus, pour la « conférence » y répond également fort bien. Le genre adopte tous les lieux : hôtel des sociétés savantes, salle obscure d'une modeste Université populaire, arrière-salle de café, théâtre ou musée. Camille Mauclair, qui en méprise le genre, soutient, à l'inverse, que ces conférences, bien loin de répondre à une mission d'enseignement, ne relèvent que de pures « exhibitions » de « clowns et d'acteurs »[28]. Le conférencier, toujours théâtral en dépit des styles différents, est un des personnages clé de la vie culturelle à Paris. Jules Lemaître, dans un article d'octobre 1897, précisément consacré à la « mode des conférences », cite, en abîme, une conférence sur la conférence récemment prononcée par l'un de ses grands industriels de la conférence fin-de-siècle, Ferdinand Brunetière :

---

26. Comte A. de Saint-Aulaire, « L'amour au théâtre », *Revue d'art dramatique*, janvier-mars 1890, p. 117.

27. *L'Écho de la semaine*, 2 mai 1897, p. 6.

28. C. Mauclair, « Les salons littéraires à Paris », *art. cit.*, p. 73.

> La conférence, a-t-il dit, est premièrement utile au conférencier lui-même. Car le mot de Numa Roumestan : « Quand je ne parle pas, je ne pense pas » n'est point si ridicule. La pensée est un discours intérieur. Et c'est pourquoi beaucoup de gens pensent mieux tout haut.
> Deuxièmement, la parole a une vertu. Elle a, physiquement, quelque chose de prenant, de contagieux. Le conférencier livre de sa personne, beaucoup plus que l'écrivain.
> Troisièmement, le public exige la clarté, et, parce qu'il l'exige, il l'obtient. Ce qui n'est pas clair n'est pas oratoire. On consent à peiner un peu sur un écrivain : mais il faut que l'orateur se fasse comprendre immédiatement. La parole publique l'oblige donc à éclaircir ses idées, ce qui n'est pas un petit avantage en ce temps de littérature ténébreuse.
> Quatrièmement, la conférence achève et précise, chez les « honnêtes gens », ces « clartés » qu'ils sont censés avoir de tout.
> Cinquièmement, enfin, la conférence (et c'est ce qui la distingue de la leçon professorale et de l'exposé des spécialistes) entretient la circulation et le goût des idées générales — que je vous prie de ne pas confondre avec les idées banales ou vagues. Quel que soit son sujet, philologie grecque, chimie, mécanique céleste, le conférencier doit en montrer le rapport constant avec les intérêts généraux et permanents de l'humanité[29].

Ainsi cette brève pérégrination dans le Paris de la fin du XIXe siècle tend-elle à montrer comment, en une grande ville culturelle, l'espace vécu peut se construire sur la base de références, de pratiques et de représentations qui définissent une culture. La culture, comme la société et parfois en écho de celle-ci, contribue à la construction de la ville. Cette activité des représentations permet de dépasser le traditionnel débat entre l'ordre de l'imaginaire et celui de la réalité. L'un renvoie naturellement à l'autre ce qui ne signifie naturellement pas

29. J. LEMAÎTRE, « La mode des conférences », *ibid.*, 17 octobre 1897, p. 2. Cf. TH. HERZL, *Le Palais-Bourbon, tableaux de la vie parlementaire française* (1895), Paris, Éditions de l'Aube, 1995, p.169 : « Nulle part ailleurs, le verbe parlé ne jouit d'un aussi grand prestige que dans ce pays. C'est pourquoi nulle part ailleurs il n'existe autant de causeurs, déclamateurs, conférenciers, rhéteurs et orateurs populaires, et nulle part ailleurs ils ne sont d'une telle qualité. L'après-midi, alors que dehors il fait un temps merveilleux, les gens les plus distingués se pressent dans les amphithéâtres de la Sorbonne qui sentent le moisi, pour savourer quelque "conférence". »

qu'il n'y a pas de réalité. Vivre sa ville est d'abord la percevoir au filtre de ses représentations, lentement élaborées et recyclées par chacun. En fonction d'elles, chacun agit également agit sur la ville. Les écrivains élisent des lieux de résidence en fonction de leur fortune mais également de leur posture et évoquent ces choix dans leurs œuvres littéraires par l'intermédiaire de leurs personnages[30]. Les lieux marqués par les grands épisodes de leur existence fictive guident parfois la vie réelle : n'est-ce pas à la place même qui vit Rastignac jeter son célèbre défi à Paris que Balzac fût enterré, sur les hauteurs du Père-Lachaise ? « Je voudrais que chaque grand artiste reposât ainsi dans le cadre même donné par lui à son œuvre », écrit Jules Claretie[31]. La ville s'anime ainsi et se présente sous le jour d'une hiérarchie subtile d'espaces fondée sur des valeurs culturelles et financières. Mais il n'est pas certain ici que l'économique soit le seul élément dont il faille tenir compte.

30. C. CHARLE, *Paris fin-de-siècle*, *op. cit.*, p. 49-88.
31. J. CLARETIE, *La vie à Paris, 1900*, *op. cit.*, p. 113.

11

# Socialistes et littérature : la critique littéraire dans la *Nouvelle Revue socialiste*

*par Gilles Candar*

Voici plus de trente ans, un numéro spécial du *Mouvement Social,* dirigé par Madeleine Rebérioux[1], analysait les relations entre critique littéraire et socialisme au tournant du siècle. Un cycle de travaux substantiels sur divers aspects des rencontres possibles entre culture et militantisme était ainsi entamé, marqué par de nombreux mémoires, articles et communications dont la revue citée rendit régulièrement compte. Une période toutefois demeura peu étudiée : celle des années 1920, coincées entre des époques hautement et symétriquement tragiques, années rétives, de surcroît, à l'insertion commode dans de vastes ensembles interprétatifs. Comme le notait récemment à leur propos Michel Trebitsch, opposant plaisamment les « années Maïakovski » de la génération soixante-huitarde et les « années *Cabaret* » de la génération *destroy*, « l'amnésie sélective qui plane sur elles va curieusement de pair avec des engouements successifs et contradictoires[2] ».

Les années 1920 furent-elles de bonnes années pour la SFIO ? En tout cas, face à un parti communiste dont la « bolchevisation » prenait l'apparence d'une crise permanente,

1. « Critique littéraire et socialisme au tournant du siècle », *Le Mouvement Social*, avril-juin 1967. présentation de Madeleine Rebérioux, articles de Françoise Basch, Marianne Debouzy, Claude Frioux, Georges Haupt, Françoise Laurent-Prigent, Suzanne Miller, Rocco Musolino, Michael Schuler, Claude Willard.

2. Cf. M. TREBITSCH, « Jean-Richard Bloch ou l'optimisme du pessimisme », présentation à J.-R. BLOCH, *Destin du siècle*, Paris, PUF, 1996.

ce furent des années de reconstruction et de croissance des effectifs et de l'électorat. L'Internationale ouvrière socialiste (Hambourg, mai 1923) semblait en passe de renouer avec les heures glorieuses de l'Internationale d'avant-guerre, alors que, à partir de 1924, les relations diplomatiques s'amélioraient en même temps que les indicateurs économiques : ces conditions étaient sans doute nécessaires, si ce n'est suffisantes, pour qu'apparut en outre en France une revue socialiste, dans la grande tradition de la *Revue socialiste* de Malon, Renard et Fournière et du *Mouvement Socialiste* de Lagardelle et Longuet. « Revue mensuelle du mouvement socialiste international », la *Nouvelle Revue socialiste* parut ainsi du 5 décembre 1925 jusqu'au début de 1931 (35 numéros), sous la double direction de Jean Longuet et de Louis-Oscar Frossard, celui-ci cédant la place pour l'ultime livraison à Amédée Dunois. De consultation aisée, cette revue a souvent été utilisée et commentée, mais, à ma connaissance, sans que ne soit guère explorée[3] sa volonté d'ouverture « aux arts, à la musique, au théâtre, aux lettres enfin[4] ».

Cette volonté trouvait son inspiration dans l'héritage jaurésien revendiqué par les initiateurs de la revue avec un texte aux allures un peu embarrassées de pastiche : « Les harmonies profondes s'enchaînent de la cime aux racines de l'arbre social, et un lien parfois insensible, mais jamais rompu, subtil et fort, conduit l'idée de justice à l'idée de beauté, et c'est de la constitution intime d'une société que résultent les expansions d'art, comme la sève nourrit le tronc et les branches de l'arbre, fait la fraîcheur du feuillage et l'éclat des fleurs. »[5] Pour servir cette volonté et, en somme, rendre compte de l'éclat des fleurs, une forte équipe fut constituée : cinq collaborateurs, Maurice Delépine, Madeleine Lagrange, Louis Lévy, Édouard Depreux et Victor Méric, étaient chargés du *Mois littéraire*, alors que des chroniques spécifiques étaient prévues pour le théâtre avec Gabriel Reuillard, les arts avec Claude Roger-Marx, la musique avec Jean-Claude Prod'homme et les sciences avec Ludovic

3. C'est le cas, par exemple, des quelques pages consacrées à la revue dans ma thèse, *Jean Longuet (1876-1938), SFIO et Deuxième Internationale*, sous la direction de Madeleine Rebérioux, Université de Paris VIII, 1995.

4. « Déclaration », *Nouvelle Revue socialiste* (désormais indiqué : *NRS*), n° 1, 5 décembre 1925, p. 5.

5. *Ibid.*, p. 5.

Zoretti. Étaient annoncés en outre des dessins d'actualité par Henri-Pierre Gassier, et des chroniques de revues par Jean Longuet (revues françaises, anglaises et américaines), Léo Lagrange (revues allemandes), France Caignault (revues italiennes) et Louis Blumenfeld (revues juives), lesquelles étaient susceptibles d'englober des discussions d'arts et de littérature. Enfin, la revue entendait également publier par chapitres des œuvres originales, littéraires ou historiques. Sa première livraison comprenait ainsi une nouvelle désenchantée de Georges Pioch : « Le père Rebens, militant de l'espoir » et amorçait la publication des souvenirs de Victor Méric. Plus tard, *Selon mon cœur* de Virgilio Brocchi[6] fut donné en feuilleton, accompagnant sa parution chez Flammarion. Des collaborations d'écrivains ou d'artistes étaient également attendues : Firmin Gémier présenta un manifeste, « L'Internationale du Théâtre », dans le premier numéro, par la suite, la revue publia des textes de Romain Rolland, de Léon Tolstoï, de George Bernard Shaw ou de Léon Werth (mais pas d'inédits, et la collaboration annoncée de Roland Dorgelès ne se réalisa pas). Ce programme ambitieux ne put se concrétiser que partiellement, comme il est d'usage. Certaines collaborations furent irrégulières, sans que, faute d'archives, il soit possible de faire la part des difficultés financières de la revue, de la surcharge d'activités, des désaccords et prises de distance, ou de tout autre motif possible. Des hésitations pouvaient concerner le statut même de ces rubriques culturelles au sein de la revue, malgré les proclamations initiales. Quelle était leur place aux côtés de la politique ? Delépine nota un jour que les artistes lui semblaient plus proches de la vérité que les pauvres solutions de la politique[7], mais le même écrivit à une autre occasion, sur un ton quelque peu défensif et mélancolique : « Cette rubrique n'ajoute rien à la *Revue socialiste*. mais a pour but de convaincre ses adversaires que nous ne sommes pas plus indifférents qu'eux-mêmes à ce qu'on a convenu d'appeler, dans le jargon d'après-guerre, les valeurs "culturelles"[8]. » Que valent, l'une comme l'autre, isolées, ces notations ? Pour tenter de le savoir, au moins partiellement, j'ai relu les pages littéraires de la revue, me limitant à l'acception la

6. Écrivain italien (1876-1961). aujourd'hui oublié. mais jadis célèbre. Son livre parut avec une lettre-préface de son ami Romain Rolland.

7. A propos de *Cochinchine* de Léon Werth, *NRS*, n° 9, p. 176.

8. *NRS*, n° 21, 15 janvier au 15 février 1928, p. 82.

plus étroite du terme, laissant à de moins incompétents le soin d'étudier les chroniques dramatiques, musicales et artistiques.

Tout d'abord, qui parlait de littérature au sein de la revue ? Nous pouvons laisser de côté les allusions contenues dans les articles de politique générale, lesquelles renvoient à des modes d'argumentation et d'exposition du discours qui ne sont pas spécifiques à la *Nouvelle Revue socialiste*. Au sein de l'équipe initiale de la revue se distinguaient assez nettement les amis de Frossard et ceux de Longuet. Les amis de Frossard étaient des compagnons politiques et de presse, qui l'avaient suivi au Parti communiste, puis à l'Union socialiste-communiste, et se retrouvaient désormais aux marges de la SFIO[9]. Une des fonctions politiques de la *Nouvelle Revue socialiste* était précisément de faciliter le retour dans le giron socialiste des anciens communistes, et il est remarquable que cette fonction ait perduré au-delà des évolutions de Frossard, avec la relance esquissée par Dunois, de retour à la SFIO en 1930. Georges Pioch, Victor Méric, Henri-Pierre Gassier, mais aussi Gabriel Reuillard, étaient des proches de Frossard, tous très intégrés au milieu littéraire français et représentants d'une certaine tradition populiste. Ancien secrétaire de René Fauchois au Théâtre Antoine, Reuillard était ainsi l'ami de Hennique, Carco, Dorgelès et Mac Orlan[10]. Ce n'étaient plus, à proprement parler, des jeunes hommes : Pioch et Méric étaient quinquagénaires, Reuillard quadragénaire. Rien d'excessif donc ! Mais ils avaient déjà un nom, une expérience, parfois une carrière. Les amis de Longuet étaient plus jeunes : il les avait vraisemblablement recrutés parmi le petit groupe d'avocats socialistes dont il était une des figures de proue, en compagnie de son ami Maurice Delépine, lequel n'avait que 42 ans lors du lancement de la revue, mais déjà un passé de militant « minoritaire de guerre » et « reconstructeur », membre de la Commission administrative permanente de la SFIO, vieilli de plus par de sérieux problèmes de santé. Édouard Depreux (27 ans), militant

9. Frossard adhéra personnellement à la SFIO fin 1924, sans être suivi par la plupart de ses amis de l'USC. Son retour à des fonctions dirigeantes se heurta à des difficultés que Jean Longuet et surtout Léon Blum contribuèrent à surmonter.

10. Cf. la notice « Gabriel Reuillard » par N. OFFENSTADT in J. MAITRON (dir.), *Dictionnaire bibliographique du mouvement ouvrier français* (désormais indiqué : DBMOF), t. 40, Paris, Éditions ouvrières, 1991.

dans la même banlieue que Longuet, Léo Lagrange (25 ans) et son épouse Madeleine (25 ans), Louis Lévy (30 ans), lui aussi d'abord avocat, avant de devenir rédacteur au *Populaire*, angliciste et très proche de Longuet, appartenaient au même milieu, doté d'amis, de références et d'engagements communs.

La part effective à la vie de la revue de certains de ces collaborateurs, déjà très occupés par ailleurs, demeura limitée : pour *Le Mois littéraire*, Depreux n'eut ainsi la possibilité que de donner deux notes de lecture, une consacrée aux *Dernières pages inédites* d'Anatole France, l'autre à un écrivain suédois, demeuré obscur, Ivan Bjarne, auteur d'un roman social consacré aux *Maisons de joie*. Louis Lévy également ne participa guère à la revue, sans doute trop pris par son travail de rédacteur parlementaire chargé de suivre les « nuits du Cartel ». La direction de la revue sollicita en conséquence d'autres collaborations. Elle s'adressa en premier lieu, formellement ou non, à moins que la demande ne fut en sens inverse, à l'actif groupe des Étudiants socialistes et accueillit ainsi les premiers comptes rendus, puis souvent les premiers articles, de Georges Lefranc, Raymond Aron, Claude Lévi-Strauss et Maurice Deixonne... Pour rendre compte des œuvres littéraires apparurent les signatures d'Edmond Nessler, et, dans une moindre mesure, de Berthe Fouchère et de Robert Lévy. Nous ne savons pas grand chose sur ce dernier, sinon qu'il devait s'agir du jeune avocat socialiste qui tenta sa chance électorale dans l'Yonne en 1932 avant de passer au Parti socialiste de France. Berthe Fouchère (1899-1979), secrétaire de rédaction de la revue à compter de son n° 14 (15 février 1927), était une institutrice venue du Parti communiste et, comme Delépine ou Léo Lagrange, militante du groupe de *La Bataille socialiste*. Edmond Nessler n'avait pas 21 ans lorsque parurent ses premières notules, mais, président de la section parisienne de la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste, il était déjà un notable du monde étudiant à l'avenir prometteur[11].

De quels livres rendaient compte ces revuistes ? Naturellement, des ouvrages politiques, parfois d'ouvrages historiques, et, au sein des œuvres de fiction, des romans dont les préoccu-

11. Cf. la notice « Edmond Nessler » d'E. Naquet (*DBMOF*, t. 37, 1990). Militant socialiste dans la Nièvre où il seconda Jean Locquin, Edmond Nessler participa activement à la Résistance (Compagnon de la Libération) et fut député gaulliste de l'Oise de 1962 à 1978.

pations sociales rejoignaient leurs engagements militants. Les moins jeunes de ces collaborateurs étaient venus à la politique avec l'Affaire : Amédée Dunois s'en souvenait lorsqu'il rendait compte des *Carnets* de Schwarzkoppen ou de *L'Affaire Dreyfus* de Bruno Weil[12]. En revanche, lorsque Depreux rendait compte des *Dernières pages inédites* d'Anatole France, il ne s'agissait pas seulement d'évoquer une dernière fois la personnalité d'un vieil ami de Charles et de Jean Longuet, associé depuis plusieurs décennies à la « critique sociale » et aux combats politiques des socialistes. C'était surtout l'occasion pour ce jeune ancien combattant, qui fut blessé et gazé, de clamer son dégoût de la guerre, des haines nationales et des glorioles militaires. Fréquemment, des romans à thèmes sociaux ou pacifistes furent ainsi mentionnés, mais sans être pour autant présentés comme les représentants exclusifs de la littérature. Berthe Fouchère indiqua ainsi que *Ton corps est à toi* de Victor Margueritte valait davantage par sa conception que par son style[13], ce qui tranchait avec l'éreintage dont *La Garçonne* avait été victime de la part de Paul Colin dans *Europe*. Mais il était possible que les thèses avancées par Margueritte fussent davantage entendues par une femme.

Moins attendus sans doute étaient les romans, poèmes et revues littéraires que signalaient à leurs lecteurs les responsables et collaborateurs de *La Nouvelle Revue socialiste*. Attentifs à la modernité, ils privilégiaient en fait deux milieux de la littérature contemporaine. Tout d'abord celui des écrivains émules ou amis de Romain Rolland : cette rencontre était, plus que certainement, le fruit du compagnonnage étroit du temps des années de guerre entre les militants de la minorité (Longuet, Frossard, Delépine, etc.) et les animateurs de petites revues vitalistes se plaçant dans le sillage du combat éthique du romancier genevois[14]. *Europe* constituait sans conteste la revue littéraire de référence de ces militants, y compris de leur directeur, Jean Longuet, qui analysait et rendait compte consciencieusement de chacun de ses numéros. Un peu plus âgée que sa consœur socialiste[15], elle était très liée aux éditions Rieder puisqu'un de

12. *NRS*, n° 35, janvier-février 1931.
13. *NRS*, n° 19, 15 juillet au 15 septembre 1927, p. 103.
14. Cf. C. Prochasson, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre*, Paris, Seuil, 1993.
15. *Europe* fut fondée en 1923.

ses directeurs, Albert Crémieux, était le directeur de cette maison et que son principal animateur, Jacques Robertfrance, en fut le secrétaire général et directeur littéraire[16]. Des écrivains, au talent déjà confirmé ou encore débutants, participaient également à cette osmose entre la revue et la maison d'édition, comme Jean-Richard Bloch ou Jean Prévost, secrétaire de rédaction. Fin 1928, Jean Guéhenno prit la charge de rédacteur en chef de la revue *Europe*, donc de principal metteur en œuvre de ce que Christophe Prochasson a pu appeler un « espace d'échanges de services entre intellectuels d'une même vieille famille[17] ». L'exemple était suivi par la jeune génération : Edmond Nessler recommandait la lecture de Philippe Soupault (*Le Grand homme*, Kra), un surréaliste certes mais en rupture de ban avec le groupe, également collaborateur d'*Europe* et pourvu de solides assises dans le monde de l'édition (Grasset, Le Sagittaire, *Les Nouvelles littéraires*, *La Revue européenne*) ou celle d'André Chamson (*Le Crime des justes*), lui aussi fort jeune (né en 1900), mais également associé à *Europe*, auteur pour l'heure pacifiste et « ruraliste », lié aux milieux de la gauche parlementaire (secrétaire législatif de la Chambre des députés, collaborateur de Daladier). Madeleine Lagrange loua également la *Paulina 1880* de Pierre-Jean Jouve, un autre ami de Romain Rolland, parue au Mercure de France[18]. Les auteurs publiés par Rieder, qu'il s'agisse de Panaït Istrati, de Bakary Diallo ou d'Aimé Pallière, bénéficiaient fréquemment de recensions de leurs ouvrages.

Les comptes rendus étaient affaires d'hommes et de réseaux, implicites ou structurés, mais aussi signes de prédilection pour certains sujets. Deux grandes questions semblaient susciter particulièrement l'intérêt des collaborateurs d'*Europe* comme ceux de la *Nouvelle Revue socialiste* : la révolution russe et l'identité juive. La première allait en quelque sorte de soi dans une revue directement concernée par la confrontation entre socialistes et communistes, quelques années seulement après Octobre 17 et le congrès de Tours, alors que Lénine venait de mourir et que la première troïka régnait sur la Russie.

---

16. Cf. N. Racine, « Jacques Robertfrance, homme de revue et homme d'édition », « Sociabilités intellectuelles », *Les Cahiers de l'IHTP*, mars 1992.
17. Cf. C. Prochasson, *Les Intellectuels…*, *op. cit.*, p. 223.
18. *NRS* n° 2, 5 janvier 1926, p. 123-124.

Toutes les études historiques, les reportages en Russie furent donc analysés, d'Étienne Burnet (*La Porte du sauveur*, Rieder) à Andrée Viollis (*Seule en Russie*, Rieder), de Georges Duhamel à Luc Durtain, les premières critiques trotskistes aussitôt signalées (Max Eastman, *Depuis la mort de Lénine*), les récits de la guerre civile, de Joseph Kessel (*Dans le transsibérien avec les mercenaires de Semenov*) à Veressaiev (*La Guerre civile*), mentionnés. Même Henri Barbusse, dont on se méfiait pourtant, pouvait être sollicité : son *Jésus* semblait contenir une critique de l'Église bolcheviste après la mort du fondateur[19]. L'enjeu était naturellement d'abord politique : aussi bien, les notes de lecture pouvaient émaner des responsables politiques eux-mêmes, Jean Longuet pour Duhamel[20] par exemple, ou encore Vandervelde pour Veressaiev[21]. L'aspect littéraire n'en était pas négligé pour autant : les traductions, et les œuvres personnelles, de Maurice Parijanine[22], collaborateur d'*Europe* et de Rieder, furent présentées, mais l'importance particulière de *Cavalerie rouge* n'échappa pas à la *Nouvelle Revue socialiste* qui publia un chapitre du livre de Babel : *Vie et aventure de Pavlitchenko Matveï Rodionytch.* Il était précédé d'un commentaire particulièrement élogieux, puisque le lecteur était appelé à y retrouver « toute la beauté et la laideur, la grandeur et la sauvagerie, la cruauté et la tendresse de cette Révolution russe, chère au prolétariat mondial, malgré ses fautes et ses erreurs, ses excès et ses regrettables déviations d'aujourd'hui[23] ». La revue suivait donc la ligne politique maintes fois exprimée par Jean Longuet : sympathie revendiquée pour la révolution russe, mais critique vigoureuse de la politique menée par le parti bolchevik, espérance implicite d'une évolution à long terme de la société soviétique qui redonnerait sa chance au menchevisme.

La revue participa aux débats sur la judéïté qui marquèrent les années 1920[24]. Maurice Delépine exposa les difficultés de

19. *NRS* n° 18, 15 juin au 15 juillet 1927, p. 619.

20. *NRS* n° 21, 15 janvier au 15 février 1928, p. 87.

21. *NRS* n° 29, 15 février au 15 mars 1930, p. 176.

22. *La Fausse mariée ou le moulin sur l'Oprane*, *NRS* n° 21, 15 janvier au 15 février 1928, p. 82. En traduction, par exemple, de Fadeev, *La Défaite*, *NRS* n° 35, 1er janvier au 28 février 1931.

23. *NRS* n° 23, 15 avril au 15 juin 1928, p. 366.

24. Cf. M. Trebitsch, « Jean-Richard Bloch... », *art. cit.*

l'universalisme républicain traditionnel sorti renforcé des combats de l'Affaire Dreyfus. Après *Lévy* de Jean-Richard Bloch (1912) et *Silbermann* de Jacques de Lacretelle (1922), *Jacob* de Bernard Lacache (1925) lui faisait prendre conscience de la nécessité, pour mieux comprendre l'humanité, de connaître ses différences. Il s'agissait ainsi de partir à la découverte hypothétique d'une âme juive, comme il y avait des âmes anglaise, scandinave ou russe[25]. La publication définitive par Bloch d'*...Et Cie*, qui reprenait et développait *Lévy*, suscita une longue et louangeuse analyse d'une œuvre dans laquelle Delépine percevait les plus hautes préoccupations du socialisme. Quelques réserves d'ordre stylistique étaient vite balayées, au motif que mieux valait « trop d'intelligence à l'infini de la sottise »[26] dans un roman où « la pensée entraîne la sensibilité sans l'asservir, ni la diminuer » et qui savait décrire une société qui « broie et mélange les races et dissout les individus, malgré leur force ». Au même moment, Louis Blumenfeld rendait compte de l'existence d'une littérature spécifique en langue yiddish, publiée à New York (Leyélès) ou à Varsovie (Vachavski), et de la création par le Bund d'une revue en langue polonaise, *Wialka* (*La Lutte*), chargée de réduire les haines nationales en Europe de l'Est. La Grande Guerre et ses suites immédiates avaient cruellement rappelé l'importance des faits nationaux dans l'histoire humaine : sans équivoque xénophobe ou discriminatoire, il s'agissait donc de comprendre comment se constituaient et évoluaient les caractères nationaux. Plus tard, Jacques Peskine étudia les conditions de l'immigration juive en Palestine[27], estimant que la revendication sioniste d'un État juif en Palestine était destinée à demeurer une utopie, à moins qu'il ne s'agisse de la domination d'une minorité. En filigrane se devinait au sein de cette *Yiddishkeit* socialiste le rôle du journaliste américain Abraham Kahan[28] directeur de *Forward*, correspondant et relais permanent de Longuet pour l'Amérique du nord.

Il serait toutefois erroné de ne voir dans la *NRS* qu'une pièce supplémentaire d'un réseau particulier, orienté vers une litté-

---

25. *NRS* n° 1, 5 décembre 1925, p. 116-121.
26. *NRS*, n° 3, 15 février au 15 mars 1926, p. 125-129.
27. *NRS* n° 23, 15 avril au 15 juin 1928, p. 286-288.
28. *NRS* n° 4, 15 mars au 15 avril 1926, p. 153-156, et n° 16, 15 avril au 15 mai 1927, p. 358-359.

rature à buts militants. Elle se montrait tout autant attentive à suivre l'autre grande revue littéraire, dont le magistère sur la jeunesse intellectuelle atteignait sans doute alors son apogée : la *Nouvelle Revue française* influencée par André Gide et animée par Jean Paulhan[29]. Elle reconnaissait des valeurs littéraires semblables. Marcel Proust fut d'emblée mis au même rang que Stendhal et Balzac[30]. Lors de la parution du *Temps retrouvé*, Madeleine Lagrange salua en la *Recherche* l'équivalent pour son époque des *Mémoires* de Saint-Simon, comparaison souvent reprise par la suite et conforme aux intentions du narrateur. Elle loua aussi bien la magie du style que la création d'un monde tumultueux, notant au passage que la possibilité de vie d'un livre ne résidait pas « dans une moyenne de qualités et une absence prétendue de défauts [mais que] la valeur d'une œuvre [était] dans sa parfaite adaptation à l'objet que l'écrivain s'était fixé[31] ». Au-delà même de l'écho rencontré par la *Recherche*, la connaissance de soi, l'introspection psychologique en ces années de débats et de diffusion de la psychanalyse freudienne étaient reconnues par la *Nouvelle Revue socialiste* comme des exigences nécessaires et salubres exprimées par la littérature.

Non sans prudence, mais avec détermination, Madeleine Lagrange présenta longuement, et favorablement, *Si le grain ne meurt* d'André Gide, admirant la savante simplicité du style et l'extrême intelligence du propos. Elle nota par la suite que Gide enseignait à « vivre dangereusement, à partir, sans savoir où l'on ira[32] ». Elle goûtait moins ce qu'elle considérait comme des « exercices de virtuose applaudis par le public bourgeois », telle *L'École des femmes*, distinction au sein de l'œuvre gidienne qui témoignait d'une finesse et d'une intelligence de lecture authentiques chez cette jeune juriste. Les publications

29. Rédacteur en chef de la *NRF* après en avoir été le secrétaire de rédaction, Jean Paulhan habitera Châtenay-Malabry dans les années 1930 et sera élu au conseil municipal sur la liste menée par Jean Longuet, mais il n'est pas établi qu'il ait connu personnellement celui-ci au temps de la *Nouvelle Revue Socialiste*, quoique dans les années 1920 il ait habité Sceaux, dont Longuet était conseiller général, et que Groethuysen l'a présenté à celui-ci avant sa propre installation à Châtenay…

30. M. Lagrange, « Comment débuta Marcel Proust », *NRS*, n° 1, 5 décembre 1925, p. 121-123.

31. *NRS* n° 22, 15 février au 15 avril 1928, p. 185.

32. *NRS* n° 29, 15 février au 15 mars 1930, p. 174.

des grands auteurs de la *NRF* étaient régulièrement annoncées et commentées, qu'il s'agisse du cycle des *Thibault*, dont de nombreux aspects avaient tout pour plaire à un public militant, ou des œuvres d'un abord moins immédiat, comme celles que promouvait Valery Larbaud dans la *NRF* (Louis Chadourne par exemple) ou dans *Le Navire d'argent* de son amie Adrienne Monnier (ainsi *Senilita* et *La Conscience de Zeno* d'Italo Svevo)[33].

Les jeunes écrivains défendus par la *NRF* ne furent pas oubliés : ce n'était guère surprenant pour Jean Prévost qui appartenait également au réseau d'*Europe*, et qui était inscrit au parti socialiste, dont le « talent vigoureux et neuf » fut signalé à propos de la publication des *Frères Bouquinquant*, « œuvre populiste et intelligente », ou pour Drieu La Rochelle, dont les hésitations politiques étaient connues, avec *Une femme à sa fenêtre*[34], « ouvrage ample, solidement construit ». Mais cela concerna aussi Marcel Arland pour *L'Ordre*, prix Goncourt 1929[35], ou Paul Morand, idéologiquement éloigné, mais qui savait « voir et comprendre vite et juste » comme en témoignaient ses *Champions du monde*[36]. Les premiers romans d'André Malraux furent naturellement remarqués : Madeleine et Léo Lagrange étaient des amis proches de Clara et André Malraux, avec lesquels ils passaient nombre de leurs dimanches après-midi[37]. *La Tentation de l'Occident* fut analysée avec sympathie et le succès des *Conquérants* valut à son auteur d'être présenté comme le chef de file de la jeune génération littéraire. Madeleine Lagrange jugeait son style « adapté à la cadence précipitée de l'action, au rythme des paroles humaines, qui [savait] évoquer les choses avec une somptuosité précise[38] ». Toutes les œuvres mentionnées ou étudiées ne se tenaient pas sur un registre aussi élevé. La revue signalait également, parfois en quelques lignes descriptives, des romans dont elle ne prétendait pas qu'ils pas-

---

33. *NRS* n° 4, 15 mars au 15 avril 1926, p. 147, et n° 25, 1er août au 1er octobre 1928, p. 91.
34. *NRS* n° 31, 15 avril au 15 juin 1930, p. 372-377.
35. *NRS* n° 29, 15 février au 15 mars 1930, p. 175.
36. *NRS* n° 33, 15 septembre au 1er novembre 1930, p. 568-570.
37. Cf. C. MALRAUX, *Voici que vient l'été*, Paris, Grasset, 1973, p. 30 : « Madeleine était douce, blonde, intéressée aux choses de l'esprit, généreuse, parfois d'un sérieux lorrain. »
38. *NRS* n° 26, 1er novembre au 15 décembre 1928, p. 178.

seraient à la postérité, mais dont le caractère plaisant et les vertus distractives pouvaient être reconnues : *Luxure*, d'André Gybal, *La Maison des trois fiancées*, d'Émile Zavie, *Bonne fille* de Jean Viollis, *Anne en sabots*, de René Bizet, *Jérôme 60° latitude nord*, de Maurice Bedel, prix Goncourt 1927, *Cœur à corps* de Charles Oulmont…

D'une manière générale, l'évolution de la création littéraire était positivement appréciée, après des années marquées par l'épisode surréaliste dont la critique n'apparaissait guère que de manière sous-jacente. Leur dénonciation avait été annoncée dès le n° 2 par Delépine qui mettait en garde contre « l'influence pernicieuse du snobisme » et « exaltait les leçons éternelles du passé : culte de l'intelligence, respect de la raison » avant d'ajouter : « Je m'expliquerai prochainement, ici-même, sur ce que nous pouvons penser des jeunes écoles qui tentent de rompre avec la tradition humaine et prétendent remporter une victoire en déposant les armes sans combattre. C'est ainsi que les surréalistes, en veine d'invraisemblance, se mettent sous la protection de Marx[39] ! » Toutefois la réalisation de la promesse fut constamment différée. Le temps, il est vrai, semblait suffire à l'affaire. Au début de la décennie suivante, Madeleine Lagrange pouvait noter que « après un long séjour dans les nuées, il semble que la littérature reprenne pied dans l'humain. En langage clair, le courant issu du symbolisme décroît. Certes, il a produit beaucoup d'œuvres séduisantes, mais il s'épuisait par son raffinement même et aboutissait à un petit jeu vain[40] ». Ce n'était pas seulement le sentiment des jeunes collaborateurs lettrés de la revue : Victor Méric s'enthousiasma pour *L'Hôtel du Nord* d'Eugène Dabit, un jeune écrivain qui avait débuté à *Europe* et que protégeaient Roger Martin du Gard et André Gide. Son livre lui semblait annoncer le retour de cette vieille « tranche de vie » après le « fatras de littérature absurde et indigeste dont nous [étions] accablés depuis 25 ans »[41]. « La littérature sera sociale ou ne sera pas », concluait Méric, visiblement soulagé de voir revivre le genre littéraire qu'avaient illustré Balzac, Maupassant et Zola.

39. *NRS* n° 2, 5 janvier 1926, p. 117.
40. *NRS* n° 31, 15 avril au 15 juin 1930, p. 372.
41. *NRS* n° 29, 15 février au 15 mars 1930, p. 180-181.

Les lectures de *La Nouvelle Revue socialiste* étaient étendues et ses goûts éclectiques. Cette bienveillance signifiait-elle qu'elle ne savait pas critiquer, ni blâmer ? Certains auteurs étaient l'objet de moqueries ou d'attaques, mais toujours accompagnées d'un effort de compréhension et sans l'agressivité polémique prisée dans les avant-gardes. Joseph Delteil, qui collaborait pourtant à *Europe*, vit bien sa *Jeanne d'Arc* (Prix de la Vie Heureuse, l'actuel prix Fémina) taxée, entre autres, « d'artifices et de fausses naïvetés »[42], mais son *La Fayette* lui attira seulement le reproche « d'abuser de son talent », ce que lui-même ne contredit pas quand il établit la liste restreinte de ses œuvres complètes[43] ! Le talent était également reconnu à André Maurois, mais Madeleine Lagrange ne rendait pas les armes pour autant : « M. Maurois [...] est un des auteurs favoris de cette bourgeoisie polie, qui cache sous un scepticisme de bon ton son manque d'idéal et son absence de générosité. Aussi, je n'aime pas le talent de M. André Maurois, bien que je lise ses livres avec plaisir[44]. » *Le Voleur d'enfants* de Jules Supervielle apparaissait aux yeux de la même critique comme un « jeu très subtil, souvent charmant, mais un peu vain ». Ajoutons que dans la rubrique dramatique, hors du champ de notre étude, Gabriel Reuillard éreinta l'*Orphée* de Cocteau, « exercice littéraire dans un salon d'esthètes candidats à la camisole de force »[45], alors qu'en revanche, *Les Enfants terribles* furent salués chaleureusement par Madeleine Lagrange[46].

En somme, loin d'être la revue un peu grise qu'on imagine parfois, même si, comme beaucoup d'autres, elle ne satisfit pas toutes ses ambitions, *La Nouvelle Revue socialiste* avait travaillé plusieurs années durant au développement des échanges entre les cadres militants de la SFIO et la littérature de leur temps. Grâce à des collaborateurs de qualité, parmi lesquels émerge nettement la personnalité de Madeleine Lagrange[47],

---

42. *NRS* n° 2, 5 janvier 1926, p. 117-121.

43. Cf. J. Delteil, *Œuvres complètes*, Paris, Grasset, 1961. Cette sélection rigoureuse établie par l'auteur comprend sa *Jeanne d'Arc*, mais pas son *La Fayette*...

44. *NRS* n° 20, 15 septembre 1927 au 15 janvier 1928, p. 220.

45. *NRS* n° 8, 15 juillet au 15 août 1926, p. 625.

46. *NRS* n° 29, 15 février au 15 mars 1930, p. 175.

47. Cf. M. Léo-Lagrange, *Le Présent indéfini, mémoires d'une vie*, édition établie et présentée par R. Bernard et A. Ronsin, Orléans, Corsaire Éditions, 1998.

s'arc-boutant sur deux solides piliers de la vie intellectuelle du temps, *Europe* et la *Nouvelle Revue française*, elle exprimait explicitement des choix fermes : refus d'exempter la littérature de toute responsabilité humaine, mais sans la réduire à son seul rôle idéologique, parti pris en faveur des œuvres et des auteurs qui cherchaient à améliorer la société ou à mieux comprendre l'humanité. L'existence de cette dernière proposition constituait, sinon une innovation, du moins une évolution, un élargissement, par rapport à la critique littéraire des socialistes d'avant-guerre. Elle témoignait, après la guerre, et les drames qui en découlaient, d'une prise de conscience des limites de l'optimisme progressiste traditionnel et d'une réévaluation du rôle propre de la littérature, tout en conservant à son sujet une vision et des ambitions fondamentalement humanistes.

La critique littéraire remplit un office de médiation entre l'œuvre et le lecteur, aussi bien individuel que collectif. Les analyses des années 1960 et 1970 se sont accordées à relever la faiblesse spécifique de la critique littéraire des socialistes français, liée à une moindre nécessité fonctionnelle, dans une République qui avait établi l'école publique, gratuite et laïque, en regard des expériences vécues en Europe centrale ou orientale. En France, les socialistes partageaient en somme les mêmes valeurs que tous leurs collègues républicains, celles léguées par les Lumières du XVIII[e] et les combats du XIX[e] en faveur des principes de 1789. La voie originale esquissée par Paul Lafargue : condamnation de la littérature mystificatrice, aux idéaux démocratiques et humanitaires, s'était épuisée d'elle-même. Personne ne la défendait au sein de la *Nouvelle Revue socialiste* : elle aurait été en contradiction complète avec l'évolution du mouvement socialiste, confronté, davantage qu'il l'aurait sans doute voulu, aux solidarités fondamentales qui le reliaient à l'ensemble de la société et de l'État, tragiquement révélées par la guerre et confirmées par la suite, du Cartel des gauches aux tentations « participationnistes » dépassées et sublimées à la fois par le Front populaire. Le souvenir des critiques de Lafargue devait se contenter d'irriguer, un temps et partiellement, la pensée culturelle communiste : Jean Fréville les réédita, en 1936, aux Éditions sociales internationales, au moment même, — comme il se doit ! —, où le parti communiste revendiquait avec éclat sa part de l'héritage culturel républicain vilipendé par le gendre de Marx.

De leur côté, les critiques de la NRS se situaient-ils pour autant dans le sillage de Jean Jaurès ? Ils avaient explicitement revendiqué son parrainage dans leur déclaration initiale, et la communauté des valeurs, voire des goûts littéraires, était d'autant plus nette qu'elle s'appuyait sur des formations analogues et sur le même attachement aux humanités. Les évolutions déjà signalées, l'attachement notamment, même rapide et timide, à l'exploration de l'âme humaine et de l'individualité, à leurs inquiétudes, ne sont pas de nature à contredire cette fidélité, sans même qu'il soit nécessaire d'invoquer les fleuves fidèles à eux-mêmes en coulant vers la mer… En revanche, certains aspects de la critique jaurésienne semblent délaissés. Ainsi, Madeleine Rebérioux notait en 1967, dans le numéro fondateur du *Mouvement Social* cité plus haut, l'intérêt manifesté par Jaurès pour la culture autonome des travailleurs, forgée avec l'aide des organisations ouvrières, syndicales ou autres, qui dessinait une « encyclopédie vivante » rejoignant celle « du livre ». Vingt ans après, cette analyse — ou cette espérance ? — n'est guère reprise par les critiques socialistes, qui expriment une vision très pédagogique de la société : de même que les partis, comme les syndicats, les coopératives ou l'Internationale, conduisent les travailleurs sur la voie de l'émancipation, les écrivains et les artistes créent les formes rendant sensibles et intelligibles les passions et les aspirations humaines. Vision plus réaliste, ou regrettable amoindrissement du vieux rêve d'affranchissement total de l'humanité ?

# La cause du jazz
# Naissance d'une passion, Paris 1930-1934

*par Philippe Gumplowicz*

> « Ne pouvant courir les montagnes, je les chanterais, d'en-bas. »
>
> René Daumal

D'où vient-elle, cette capacité que possèdent certaines idées, de mobiliser de l'énergie, de susciter de la passion, de capturer et de nourrir des imaginaires ? Les dites idées sont à l'œuvre dans différents registres : le politique, certes, le religieux, bon. Reste le spectacle : celui offert par le sport, par les vedettes de la variété, du cinéma. Y a-t-il encore de l'idée, là-dedans ? Sans doute, mais là n'est pas le sujet de cet article. Le domaine que nous aborderons, celui de l'amour du jazz, pourrait n'être que musical. Mais ce n'est pas le cas. La passion du jazz, telle qu'elle apparaît et se définit, dans le Paris des années trente, à travers un tout petit groupe d'admirateurs, est, sans aucun doute, la conséquence du travail des idées. Idées ténébreuses, contradictoires. Et en cela passionnantes, bien sûr.

Ils sont quelques jeunes gens, fort peu nombreux, dans le Paris du début des années trente, à se reconnaître avec passion dans une musique américaine, que l'on peut entendre en Europe depuis 1917. Lorsqu'ils s'expriment sur cette musique, ils usent d'expressions peu mesurées. A les entendre, le jazz ne serait rien moins que le « grand Te Deum du siècle »[1], ainsi que

1. C. Delaunay, *Delaunay's Dilemma*, Macon, Ed. W, 1985, p. 15.

l'écrit l'un d'entre eux, le jeune Charles Delaunay, né dans une famille de peintres à la mode. Tous sont jeunes, bien sûr, ils savourent cette musique sur des « 78 tours » rares, fragiles, mal commodes, que l'on trouve sur le marché français depuis 1926. Une fois la découverte faite — le fait du hasard, mais plus souvent, celui d'une initiation due à un tiers, le copain, le grand frère — ils se retrouvent en groupe, pour des écoutes collectives suivies de débats. Cet amour du jazz, en effet, est tout sauf silencieux. Le discours d'escorte qui accompagne l'écoute des disques est essentiel dans l'économie de la passion.

Dans les années trente, ce discours, dans sa forme officielle, celle des « prescripteurs », est véhiculé par une presse spécialisée (*Jazz Tango,* 1930, *Jazz Hot*, 1935), des causeries radiophoniques, des livres (*Aux Frontières du jazz*, 1932, *Le Jazz Hot*, 1934), et « pilotée » par les activités d'une société savante (le *Hot Club de France*, 1935). Il ne touchera qu'un nombre extrêmement réduit d'amateurs. En 1938, une petite centaine d'adhérents se reconnaît dans les activités que propose le *Hot Club*, comme l'appellent les initiés. Mais les enluminures tissées par les mots -et plus encore, bien sûr, par la venue des musiciens américains adulés, la percée de Django Reinhardt... et la guerre- finiront par enflammer un cercle de plus en plus large de jeunes gens. Cette passion va évoluer, au fil du temps. Objet de culte au début des années trente, le jazz acquerra un « droit de cité »[2] culturel dans les années cinquante, grâce aux plumes conjointes de critiques de talent, Boris Vian, André Hodeir ou Lucien Malson, jeunes militants de la cause du jazz.

Quoi qu'il en soit, c'est bien à Paris que le jazz a été découvert. Ou, plus précisément, désigné, habilité, légitimé comme un art. Les États-Unis furent plus équivoques à l'endroit de cette musique. Si Scott Fitzgerald, personnalité emblématique

2. André Hodeir « revendiquera » pour le jazz un « droit de cité », qui se résumerait à sa reconnaissance comme « complément » à la culture. A. HODEIR, *Jazz Hot*, n° 51, janvier 1951 ; dans *Hommes et problèmes du jazz*, Paris, Au Portulan chez Flammarion, 1954, p. 17-20, il écrit : quoique « minoritaire », accepté avec « réserve », voire « froideur » par l'honnête homme, le jazz a acquis « droit de cité » : en 1960, il note que le jazz est passé « de la popularité à la reconnaissance » (*Jazz Hot*, n° 152, mars 1960). Sur une période de dix ans, la répétition incantatoire du même constat, chez un auteur connu pour sa réserve et son discernement, révèle sans doute un certain scepticisme devant le caractère « interminable » d'une légitimation impossible.

des années vingt, inventa l'expression « The Jazz era », il le fit pour des raisons très peu musicales et en aucun cas artistiques. « Le mot jazz, *notait-il*, (...) a signifié le sexe, puis la danse, et enfin la musique[3]. » Nos jeunes dévots parisiens perçurent très tôt dans le jazz des enjeux d'idée : libertés diverses, créativité, défense de la minorité noire américaine. Grâce à ces jeunes « fans », le jazz devint un art en même temps qu'il colorera, pour les générations suivantes, l'une des facettes de notre modernité.

## Premières impressions

La dévotion des années trente — exaltée, dogmatique, infiniment sérieuse — avait été précédée par une première empreinte, que l'on pourrait qualifier de dandy ou d'esthète. En 1917, des orchestres militaires américains officient sur des places de villages de la vieille Europe[4] avant d'investir les scènes de quelques music-halls parisiens[5]. Le public en retient des *images*, en premier lieu cet instrument étonnant, si bruyant, si folâtre, avec ses caisses, ses gongs, ses trompes : la batterie. Jean Cocteau la voit manipulée par un personnage impressionnant, le batteur, qu'il nomme un « barman à bruit ». Le jazz apparaît alors comme une nébuleuse de ragtime, de marches orphéoniques, d'imitations d'animaux, de sirènes. Il se police

3. S. FITZGERALD. *Échos de l'ère du jazz*. 1931, cité par M. J. BRUCOLI. *Scott Fitzgerald*. Paris, Vertiges, 1985.

4. « Dans un village du nord de la France, racontera Noble Sissle, tambour major de l'orchestre noir de Jim Europe, nous jouions un jour le refrain favori de notre colonel, *Army Blues*. Nous étions les premières troupes américaines à venir là. Dans la foule qui nous écoutait se trouvait une petite vieille d'environ soixante ans qui, à la surprise générale, se mit à esquisser sur notre musique un pas qui ressemblait tout à fait à notre danse "walking the dog". J'eus alors la certitude que la musique américaine deviendrait la musique du monde entier » (J. S. EMMER, *The American Negro in the World War*. 1919. cité par M. FABRE, *La Rive noire*, Lieu commun, 1985).

5. « Des troupes réquisitionnées par Léon Volterra et Jacques-Charles pour aider au triomphe des revues à grand spectacle qui devaient incendier Paris », *in* R. GOFFIN, *Aux frontières du jazz*, Bruxelles, Le Sagittaire, 1932. (Léon Volterra et Jacques-Charles étaient de célèbres directeurs de music-halls de l'époque.)

au début des années vingt : ajout de cordes, orchestrations symphoniques. Ourlé de lustre ou affublé d'une bimbeloterie burlesque, cette musique étonne, divertit[6]...

Jean Cocteau fut l'un des premiers à saluer la jeunesse de ces sons débridés : « (Le jazz) est à Offenbach ce que le tank peut être à une calèche de 1870[7] », s'exclame-t-il. Philippe Soupault lui fait écho : « Les vieillards s'en iront enfin[8]. » Bousculés, les mots, tout comme les corps. Une « catastrophe apprivoisée »[9] écrit Jean Cocteau. Le jazz souligne les teintes nerveuses des « Soirs de Paris ivres de gin/Flambants de l'électricité » vus par Apollinaire. Si le grincheux Henry Béraud ricane sur les « pipes glapissantes », des jeunes lettrés affirment que « le jazz fait partie de (leur) existence, au même titre que la 5 CV, le Gillette, les wagons-couloirs, les cheveux courts ou le prière d'insérer[10] ».

Accueil non moins bienveillant chez les musiciens « sérieux ». Dans un chorus de Sidney Bechet, écouté à Londres en 1919, Ernest Ansermet, musicologue suisse, entend une « forme saisissante », une « richesse d'invention », une « hardiesse dans la nouveauté et l'imprévu ». Un « art populaire à sa période de tradition orale », diagnostique-t-il, tout en déplorant que le jazz recoupe des chansons écrites par « des juifs allemands ou quelque Anglo-saxon corrompu ». Cette musique pourrait « bien être la grande route où le monde s'engouffrera demain »[11], conclut-il dans un bel envol qui convenait à un premier article jamais publié sur le jazz.

---

6. Essentiellement par le fox-trot, danse dont le succès fut mondial lors des années 20, et dont les interprétations par l'orchestre « commercial » de Paul Whiteman atteignirent à une manière de perfection. A. Hoeree, « Le jazz », *La Revue musicale*, 1927, p. 216. et suiv. « L'histoire musicale du jazz [est] liée à l'histoire chorégraphique du fox-trot qui reste la danse type du jazz actuel. » Voir aussi E. Remy, « Jazz dance music », livret du disque *Jazz Dance Music*, Frémeaux & Associés.

7. J. Cocteau, *Le Coq et l'Arlequin*, Paris, 1918, rééd. Stock, 1979.

8. P. Soupault, *Rag-time*, Paris, La Rose des Vents, 1919.

9. J. Cocteau, *Le Coq*..., *op. cit.*

10. A. Cœuroy, *Histoire générale du jazz*, Paris, Denoël, 1942.

11. E. Ansermet, « Sur un orchestre nègre », *La Revue romande*, Genève, 1919, rééd. *Jazz Magazine*, n° 324, janvier 1984. A la tête de l'orchestre de la Radio suisse romande, Ansermet créera bientôt nombre d'œuvres de Strawinski.

Ernest Ansermet n'est pas le seul à écouter le jazz d'une oreille favorable. De 1917 à 1924, Strawinski, Milhaud, Ravel signent des œuvres qui témoignent de la fascination exercé par le jazz auprès de jeunes compositeurs[12]. S'il ne va pas jusqu'à écrire des fox-trots, Lionel de La Laurencie, vénérable président de la Société de Musicologie, admet que le jazz puisse être « de la musique »[13]. Il n'est pas exclu, avance Albert Roussel, que « d'habiles spécialistes » créent un répertoire « qui se transformerait peu à peu et dont l'évolution donnerait un jour naissance à une nouvelle esthétique »[14]. Reste à préciser ce que chacun entend par jazz. Une musique traditionnelle ? C'est l'opinion d'André Schaeffner[15]. Mais les musicologues penchent plutôt vers Ansermet : une musique composite. « Un composé hétérogène où les procédés rythmiques, harmoniques, mélodiques n'ont pas une commune origine mais sont le résultat d'une fusion d'éléments raciques (sic), esthétiques différents[16] », écrit Arthur Hoerée, compositeur belge.

## Rejets

Avec les années trente, la bienveillance de la critique sérieuse laisse la place au ricanement. « Très 1920 », laisse tomber Darius Milhaud, lors d'un concert de Louis Armstrong, salle Pleyel, en 1933[17]. Émile Vuillermoz ne voit plus guère dans le jazz qu'un « sport auriculaire, violent et cruel[18] ». André

12. Ravel est autant influencé par le jazz dans le « Concerto en sol » qu'il l'est par le flamenco dans sa « Rhapsodie espagnole ». C'est-à-dire, peu : emprunt de mélismes, une vague couleur. La différence réside dans la perception de cette inspiration imaginaire par les fidèles. A. Hodeir remettra à sa place — infime — l'influence du jazz sur la musique européenne. *Hommes et problèmes du jazz*, *op. cit.*, p. 293-314. Personne ne fit de même pour le flamenco. Les amateurs de flamenco n'étaient pas sujets au purisme.

13. *In* A. Cœuroy, *Histoire générale du jazz*, *op.cit.*

14. *Ibid.*

15. A. Schaeffner, *Le Jazz*, Paris, 1926, réed. J.-M. Place, 1988. L. Malson, « Premier livre sur le jazz », *Des musiques de jazz*, Paris, Parenthèses, 1983.

16. A. Hoeree, « Le jazz », *art. cit.*, p. 216.

17. Cité par H. Panassie, *Douze années de jazz*, Paris, Corrêa, 1946.

18. H. Panassie, « Lettre ouverte à M. Émile Vuillermoz », *Jazz Tango*

Schaeffner déplore qu'« un jeu de sourdines membraneuses prête (à Louis Armstrong) le plus repoussant aspect laryngologique »[19]. Le pire est chez André Suarès, écrivain de grand talent et fou de musique :

> Le singe est livré à lui-même, sans mœurs, sans discipline, tombé sous le taillis de l'instinct, montrant sa viande à nu dans tous ses bonds, et son cœur qui est une viande plus obscène encore. Ces esclaves doivent être soumis[20].

Un rejet du jazz inscrit dans le reflux général des avant-gardes propre aux années trente (nombre de musiciens écrivent dans une veine « néoclassique »), mais aussi, il convient de le souligner, dans un tarissement de la veine créative de cette musique. Paradoxalement, la passion militante du jazz apparaît dans ce contexte de reflux esthétique et artistique. Deux catégories de populations, bien étrangères l'une à l'autre, s'en feront les hérauts.

## Dancings

> « La folie de la danse est décidément mondiale. »
>
> *Comoedia, 1919*

n° 9, juin 1931 : « Depuis quelque temps, votre enthousiasme pour le jazz s'est refroidi : plus d'heureuses trouvailles, mais de temps en temps, un bon métier... Vous reprochez au jazz de s'enfermer dans une formule, de se standardiser. Ceux qui aiment à la fois le jazz et vos chroniques ont vu surgir sur le catalogue Gramophone du mois d'Avril un des meilleurs disques de Duke Ellington : *Mood Indigo*. Ce morceau — car ce n'est pas un air — n'a aucun rapport avec le fox-trot à l'usage exclusif des danseurs ni avec le film parlant. Quelle ne fut pas leur stupeur de voir que dans *l'Édition musicale vivante*, vous n'accordiez pas à ce disque la moindre attention ? »

19. *Beaux-Arts*, août 1933 (cité par H. PANASSIE, *Douze années de jazz, op. cit.*).

20. De A. SUARES : « Le jazz est cyniquement l'orchestre des brutes au pouce non opposable et aux pieds encore préhensibles dans la forêt du Vaudou. Il est tout excès, et par là plus que monotone » (*La Revue musicale*, mars 1931). « Le jazz n'est fait que de cinq ou six formules, deux ineptes et deux d'ipéca à faire vomir : le jazz est la musique du ventre et de tous ceux qui portent leur belle âme entre le foie et les cuisses. »

*L'Ermitage moscovite, l'Embassy, le Washington, la Cabane cubaine*... Des enseignes lumineuses exhalent un exotisme convenu, elles disent combien le monde s'est rapproché de Paris, à la faveur de la guerre. « Boîtes » de Pigalle, bals musette de Maubert, thés dansants des Champs-Élysées, les « dancings » recoupent une réalité sociale composite, mais ils témoignent d'un phénomène qui touche, à des degrés divers, l'ensemble de la société. On y observe des comportements qui eussent été inconcevables, dix ans auparavant : attractions stylisées des corps, jambes qui se frôlent, bras et bustes qui se confondent, trémoussements sans logique. « Avec l'Armistice, analyse Arthur Hoerée, s'est réveillé le désir impérieux de danser sur les morts. [...] Les dancings poussent de terre [...], comme autant d'espoirs susceptibles de liquider les stocks que quatre années de suspension matrimoniale ont accumulés[21]. » Exigeant du danseur de ne « mettre, sous quelque prétexte que ce soit, son buste en contact avec le corps de sa partenaire », les danses d'avant-guerre ne favorisent pas la « liquidation des stocks »[22]. Passez muscade... Fox-trot, tango, shimmy, charleston, slow ; on va frotter et coller. Mauvaises manières ? Un danseur de fox-trot répond :

> L'Europe s'alanguissait dans un intellectualisme morbide. Tels les barbares qui versèrent un sang frais dans les veines du monde romain, les Américains nous rappellent aux lois de bonne nature [23].

## Professionnels

Engagés *à la saison* ou *à la soirée* dans ces dancings, une petite quarantaine de musiciens français interprète les dernières nouveautés apparues sur le marché. Quand ils en arrivent au fox-trot, ils donnent du rythme à la mélodie, brodent quelques variations de leur cru, dans *le style américain*. Ils s'appellent

21. A. HOEREE, « Le jazz », *art. cit.*
22. G. WELTER, *Éloge de la danse*, Paris. Éditions Mornay, s. d.
23. *Ibid.*

André Eykian, Alix Combelle, Stéphane Grappelli, Stéphane Mougin[24]. Ils font partie du personnel de service des restaurants et dancings. Si certains sont autodidactes, d'autres ont « fait » le Conservatoire.

> Tous plus ou moins, *écrit l'un d'entre eux, le pianiste Stéphane Mougin*, nous avons appris la musique, le patrimoine des vrais musiciens, et notre éducation musicale nous confère le pouvoir de jouer la majorité des œuvres requises. Les uns s'adaptent au symphonisme, les autres au genre tzigane, les autres au jazz et au tango[25].

En 1930, ces musiciens publient un magazine qui répond au nom curieux de *Jazz Tango*[26]. Une page de réclames (xylophones, marimbas, saxophones), des offres d'emploi (« Thiriat, drummer, chef d'orchestre, termine son contrat à La Rotonde fin mars. Serait disposé à partir en saison, de préférence sur la Côte normande »), des portraits de musiciens, des critiques de disques, des articles d'humeur... Stéphane Mougin en est le rédacteur en chef. Il signe des éditoriaux anxieux. Voici, à l'aube de 1931, un « hiver d'où l'on ne voit venir rien de bon »[27], maugrée-t-il. C'est la crise, en effet... Qui se mesure

---

24. Chronologiquement, le premier des jazzmen français fut un nommé Léo Vauchant. Léo Vauchant aura une décennie d'intense activité musicale dans le Paris des années 20. Remplaçant son père, timballiste au Théâtre Marigny, en 1917, Léo Arnaud, dit Vauchant, 13 ans, « attrape » les premiers rudiments du jazz au contact de musiciens noirs américains. Il joue du trombone, du violoncelle, des percussions, suit les cours de la *Schola cantorum*, collectionne les voitures et les filles, écume les orchestres, et deviendra à Hollywood le directeur musical de la Metro Goldwyn Mayer. Sur Léo Vauchant : « Les débuts du jazz en France », *Jazz Hot*, n° 248, mars 1969, interviews de André Ekyan, Stéphane Grappelli, Alain Romans, et Ray Ventura ; « Le légendaire Leo Vauchant vous parle » propos recueillis par Louis-Victor Mialy, *Jazz Hot*, n° 256, décembre 1969 ; interview personnelle, réalisée en avril 1987.

25. *Jazz Tango* n° 9, juin 1931.

26. *Jazz Tango* « comptera deux ou trois cents pour la France entière », écrit H. PANASSIE, *Douze années de jazz*, Paris, Corrêa, 1946. Le nom de « Jazz Tango » indique l'incongruité de la démarche. D'ici deux ans, le tango sera renvoyé aux antipodes du jazz par les amateurs de *vrai* jazz. « Une musique innommable, bâtie sur trois ou quatre harmonies, toujours les mêmes, dont les morceaux répandent le même ennui morne et écœurant » (H. PANASSIE, *Douze années de jazz, op. cit.*, p. 16).

27. *Jazz Tango*, n° 6, mars 1931.

selon lui à la fermeture des cinémas muets, à l'invasion de musiciens étrangers, un marché du travail en peau de chagrin. Mougin se fait l'écho des « players de saxophone ou de trompette en si bémol » français auxquels les patrons de night-clubs préfèrent des musiciens « nés nègres ou argentins ». Pourtant les musiciens français sont professionnellement inattaquables. Mais « dans une soirée mondaine, l'orchestre de Nègres est une nécessité égale aux petits larbins chamarrés et aux petits fours du buffet »[28].

Mais *Jazz Tango* ne saurait se résumer à ces effluves si peu jazzistiques... Il y a cette question, émouvante, qui court entre les lignes. Qu'est-ce que le jazz ? Cette musique procure une joie incomparable, une indicible fierté. Mougin et ses camarades la font entendre, aux heures avancées de la nuit, dans les night-clubs à la mode, au *Cintra*, au *Golf des Portiques*. Ces musiciens ne se reconnaissent en rien dans ce qui se dit ou s'écrit sur le jazz. Non, assurément, le jazz n'est pas cette « musique de sauvages » dont parlent les gazettes à deux sous. Certes non. Mais ce n'est pas non plus, à les entendre, cette « révolution esthétique » comparable à la « révolution russe »[29], comme l'écrit le poète surréaliste belge Robert Goffin. Stéphane Mougin, musicien de métier, dépositaire d'un savoir acquis au Conservatoire, serait plutôt circonspect, matérialiste, dans sa définition du jazz. « Rythme à deux temps », « cercle harmonique inévitable », « phrases musicales [...] infiniment simplistes, parfois d'esprit primitif[30] »... Quoiqu'un peu « plus profonde que la musique de danse d'autrefois »[31], le jazz n'est selon lui qu'une musique de danse. A ceci près, et ce n'est pas rien, que ses interprètes en « déforment la partie écrite ». Mais quoique « complexe » et « nécessitant une longue expérience », ce savoir ne suffit pas à faire du jazz une « création réelle de la pensée... »[32]. Humilité troublante, alors que dans le même *Jazz*

---

28. On trouve pire, sous la même plume de Stéphane Mougin. « Nous nous apercevrons que nous, musiciens nés en France, qu'une bonne centaine de négrillons sans langue maternelle précise, bouche le meilleur des places dont les musiciens de talent pourraient disposer s'ils n'avaient pas la mauvaise fortune d'être blancs » ( *Jazz Tango*, n° 15, décembre 1931).

29. R. Goffin, *Aux frontières du jazz, op. cit.*

30. *Jazz Tango*, n° 6, mars 1931.

31. *Ibid.*

32. *Ibid.*

*Tango*, Stéphane Mougin écrit, avec une ombrageuse fierté : « Il s'est créé, depuis quelques années, un art dans l'art, l'art du jazz et du tango... »

Pendant que Stéphane Mougin signe des éditoriaux, émerge une « jazzophilie » empourprée, romantique, américanisée : orchestres de collèges (dans les beaux quartiers, lycée Janson de Sailly avec les premiers collégiens de Ray Ventura, lycée Chaptal). Un musicien de Lyon s'agace de la publication de « libelles, tracts, professions de foi, brandis par des lévites en tutu »[33]. Du côté de ces jeunes amateurs, on prend la pose, tels des vrais *cats*, on emploie des expressions américaines, « osées à la face des vieilles barbes »[34], on jette des regards condescendants sur le train train français. Une dévotion qui tranche avec la décennie précédente. Dans les années vingt, le jazz se découvrait au bout du chemin, au hasard d'une soirée. Cocteau, Milhaud, Ansermet relataient cette découverte de manière piquante, comme ils l'eussent fait d'une aventure de voyage. A l'aube des années trente, le jazz demande une attention suivie : « Nous sommes quelques-uns à peine en Europe qui pouvons en parler avec tranquillité ; nous sommes quelques uns que je connais bien, pour qui le jazz a été un besoin quotidien »[35], écrit Robert Goffin dans *Aux frontières du jazz*, un livre qui paraît en 1932, précédé d'une préface de Pierre Mac Orlan.

Robert Goffin, poète proche des surréalistes, aime le jazz depuis qu'il entendit ces « cornemuses irlandaises, saxophones, airs américains »[36], après que les armées allemandes ont reflué du Brabant, en 1917 *Aux frontières du jazz* : l'amour fou du jazz. Celui des dancings, des music-halls. Du haut de sa tribune

33. *Lyon républicain*, 1931. Un « professeur d'harmonie » de Lyon, qui « aimait le jazz dans ses décors de folie tintamarresque où le cocktail et la sottise ne faisaient qu'un », s'agace en 1931 des « libelles, tracts, professions de foi, arts poétiques brandis par des lévites en tutu ».

34. Du docteur Larrazet, médecin à bord de la Transat, auteur du poème suivant : « On n'avait jamais vu/ Dans nos salons chagrins/ infestés de ténors et d'obscurs endormeurs/ Grinçant des violons,/ On n'avait jamais vu les cuivres amoureux/ Et les pipes sonores/ Métaux incomparables/ Inertes jusque là dans tous les orphéons,/ Maniés par des primaires... Pour ce qu'il a gagné/ Oui je l'aime ce jazz/ De victoires pénibles/ Sur certains préjugés de l'esprit national,/ Pour ce que j'ai souffert/ Dans mon cœur et dans ma chair... » (*Jazz Tango* n° 17, février 1932).

35. R. GOFFIN, *Aux frontières du jazz*, *op. cit.*

36. *Ibid.*

de *Jazz Tango*, un jeune critique de dix-huit ans applaudit à tout rompre : « Le premier livre [...] écrit par quelqu'un qui s'y connaît, qui a le droit de parler[37]. »

## Un certain Hugues Panassié

> A côté des grands créateurs de la musique syncopée, [...] il y a ceux qui dès la première note émise, ont tressailli profondément sans qu'aucun lyrisme ne leur échappe... et se vouent intensément à ce qu'ils considèrent comme une des nouvelles faces de l'Art. Hugues Panassié est le premier d'entre eux.
>
> *Robert Goffin, in Jazz Tango, novembre 1932*

Dans quelque deux décennies, Boris Vian le croquera en père Ubu de province. En 1930, Hugues Panassié est un jeune homme exalté, à la recherche de sa vocation. Inclinera-t-il vers la littérature (*Homme de lettres,* indique sa carte de visite), vers le mysticisme ? Handicapé par un début de poliomyélite, le jeune homme possède du temps... Denrée rare. Il dévore Saint Augustin, Jacques Maritain, Léon Bloy, Paul Éluard, Apollinaire, Cocteau.

Le décès de son père, ingénieur des mines qui trouva et exploita du manganèse dans le Caucase, lui a laissé des rentes. Le voici délié de l'obligation de travailler. Il prend des leçons de saxophone auprès d'un jazzman français. Découverte d'une chevalerie : « On peut dire du "hot" ce que Cocteau disait de la poésie ; c'est un monde fermé où l'on reçoit très peu[38]. » Mais les jazzmen français accordent trop de crédit à la partition, ils sont obnubilés par la technique, « manquent d'unité dans la trame de leur pensée ».

Cette prise de conscience suit la rencontre, un soir de 1929, dans un cabaret de la rue Caumartin, d'un « joueur de jazz » américain, « également merveilleux sur la clarinette, le sax alto

37. H. PANASSIE, « La situation actuelle du jazz », *Jazz Tango*, n° 17, février 1932. Signé Achepé. Pas plus que les lecteurs, les rédacteurs se bousculent dans ce journal.

38. H. PANASSIE, *Jazz Tango,* n° 7, avril 1931.

et le sax ténor »[39]. Milton Mesirow « n'est pas le premier venu », il s'est « préservé des défauts habituels aux musiciens blancs, l'étouffement de l'émotion par une musicalité trop élégante et trop sèche »[40]. Il a connu Louis Armstrong, King Oliver, Bessie Smith, Bix Beiderbecke... « On avait l'impression qu'il disait la vérité, que chacun de ses mots méritait d'être pesé et assimilé[41]. » Admiration acquise, jusqu'aux derniers jours de « Mezz » Mezzrow, vécus dans la grisaille parisienne, non loin de la Place de Clichy.

## Supérieurs

Par petites touches, Panassié rassemble des esquisses dont il se servira, en 1935, pour son livre, *Le jazz hot*. A cette époque déjà, la distinction entre les musiciens noirs et blancs fait fureur. « Le clarinettiste Barney Bigard aligne des phrases inouïes, laissant derrière lui la plupart des grands clarinettistes blancs » (un séjour à New York, en 1938, et la supériorité des Noirs américains ira jusqu'à l'art de « traverser la rue et de déambuler sur les trottoirs[42] ».

Mais déjà, Panassié se « sent plus en communion avec les Noirs qu'avec la majorité des musiciens blancs », car les premiers lui paraissent libérés du poids débilitant de la culture. « L'inspiration sans la culture peut donner de belles œuvres, la culture sans l'inspiration en est totalement incapable[43]. » Les Noirs américains (les Africains ne l'intéressent pas) possèdent « une fraîcheur, une spontanéité, une pureté, un enthousiasme que la plupart des Blancs ont [...] complètement perdus[44]. » Qualités indispensables pour jouer du jazz. Que reste-t-il aux musiciens blancs ? « Notoirement inférieurs aux Américains[45] », se faire les pieux copistes des maîtres, à défaut d'être leurs vils copieurs...

---

39. *Ibid.*
40. *Ibid.*
41. H. PANASSIE, *Monsieur Jazz*, Paris, Stock, 1975.
42. H. PANASSIE, *Cinq mois à New York*, Paris, Corrêa, 1946.
43. H. PANASSIE, *Jazz Tango*, n° 7, avril 1931.
44. *Ibid.*
45. *Ibid.*

Cette conviction qu'il n'est bon jazz que « noir », que la couleur de peau garantit authenticité et qualité, rassemblera les amateurs de jazz des trois décennies suivantes. « Une bonne vérité en passant, écrira Boris Vian. Le jazz est une musique de Noirs écrite par des Noirs pour des Noirs. Il faudrait aussi ajouter que les Blancs ont le droit de s'y essayer[46]. » Les statuts du Hot Club de France prévoient l'exclusion pour ceux qui professent le « préjugé de race »[47]... Opinion « de gauche », enracinée dans un terreau « de droite ». Les Noirs américains sont pour Panassié des « hommes supérieurs, possédant les clés de tout ce qui est mystère pour nous[48] », qu'un René Daumal cherche dans l'ésotérisme, en cette même année 1929. La découverte du jazz s'inscrit dans le contexte d'un Occident exténué (Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, 1919), auquel des mystiques (René Guénon), des mages à clientèle (Gurdjieff), des écrivains (Herman Hesse, *Le Voyage en Orient*) opposent la force régénératrice de l'Orient. Original comme il est, Hugues Panassié « délocalise » l'Orient à Harlem.

---

46. B. VIAN, *Jazz Hot*, novembre 1950. La supériorité musicale des Noirs sur les Blancs sera un postulat que personne, chez les critiques de jazz, ne s'avisera de mettre en question, jusqu'à la fin des années soixante. Certes, les grands créateurs du jazz étaient noirs. De là à induire que l'ensemble des musiciens noirs étaient supérieurs à leurs collègues blancs... le pas était facilement franchi. Comment expliquer ce fait ? Peu s'y risquaient. Seul Lucien Malson, dans les limites de ce qu'il perçoit comme un enjeu philosophique, interrogera ce fait, pour le rapporter à des déterminations culturelles, et non innées. L. MALSON, « Pour le point de vue culturaliste », *Jazz Hot*, n° 53, mars 1951, n° 55, mai 1951, n° 56, juin 1951.

47. L. TOURNES, « Les hot clubs : des sociétés savantes au service du jazz », *in* L. VANDELORGE et L. TOURNES (dir.), *Les sociabilités musicales*, Rennes, PUR, 1997.

48. R. DAUMAL, « De l'attitude critique devant la poésie », *Cahiers du Sud*, décembre 1929.

## Révélations et outils

« Nous avons moins soif de vérité que de *révélation.* »
*Julien Gracq*[49]

Il est difficile, aujourd'hui, d'imaginer la ferveur des premiers amateurs de jazz. Elle empruntait son intensité à l'amour fou, ses certitudes au fanatisme religieux, sa vigilance à l'endroit des hérésies à la sainte Inquisition. Le clarinettiste Mezz Mezzrow se distingua en chacun de ces trois états. Il connut ce « trouble physique »[50] en lequel André Breton jaugeait l'émotion artistique. « Bechet me montra son saxo soprano recourbé et je le tins dans mes mains comme le Saint-Sacrement. Je faillis m'évanouir lorsqu'il m'invita à le suivre au Royal Garden... Ce fut là ma grande nuit, celle où je commençai réellement à vivre... Je compris que j'avais trouvé quelque chose d'autrement plus important et de plus valable que toutes les poules et tout le pognon du monde[51]. »

Si Mezz Mezzrow était un prêcheur intransigeant et sensuel, Hugues Panassié avait tout du docteur de la loi. « Les gens qui déclarent aimer le jazz appellent jazz une musique qui n'a rien de commun avec lui. » Qu'estime-t-il digne d'être appelé jazz ? Le « jazz pur nègre », avec sa « chaleur d'interprétation », « ses intonations pleines », « vibrantes », « sa force expressive ». Un jazz qui n'a rien à voir avec le « ton sentimental, langoureux », la « musicalité trop élégante, trop sèche », « l'émotion étouffée des musiciens blancs ». Panassié sépare sèchement le « jazz hot » du « jazz straight », qui cohabitaient alors paisiblement chez nombre d'amateurs et chez les musiciens[52].

Puis Panassié s'attelle — en compagnie de Charles Delaunay — à nommer les musiciens qui jouent dans les disques dénués d'indication discographique. « Je ne savais pas très bien qui, de Joe Smith ou de Tommy Ladnier, jouait certains solos

---

49. J. Gracq, *André Breton*, Paris, José Corti, 1985.

50. A. Breton, *L'Amour fou*. « J'avoue [...] mon insensibilité profonde en présence des spectacles naturels et des œuvres d'art qui d'emblée ne me procurent pas un trouble physique caractérisé par la sensation d'une aigrette de vent aux tempes susceptible d'entrainer un véritable frisson. »

51. M. Mezzrow, *La Rage de vivre*, Paris, Buchet-Chastel.

52. M. Emer, « Le jazz et son public », *Jazz Tango*, n° 6, 1931.

de trompette dans les disques de Fletcher Henderson »[53]. Une fois les musiciens nommés, les « 78 tours » deviennent prétexte à glose interminable. Panassié dévoile un panthéon : des maîtres, des disciples, des influences. André Hodeir sourira plus tard de cet Olympe : « Louis Armstrong [...] d'essence divine [...]. Des demi-dieux, communément appelés géants [...]. Des prophètes et des saints dont le plus important est Milton Mezzrow[54]... » Séparation, nomination, hymnes... Selon la Genèse, ces opérations présidèrent à la création du monde ; appliquées au jazz, elles forgent une panoplie d'images que Georges Sorel eût appelée un mythe.

## Un art

En ces années, le public mélomane se divise entre connaisseurs de « grande musique » et amateurs de « musique légère ». Hugues Panassié fait implicitement ressortir que le jazz partage avec la grande musique les mêmes ambitions, un même développement, un même profil aristocratique. « Fruit d'une extraordinaire poussée créatrice[55] », le jazz est pillé par les Blancs. Insoutenable et éternelle domination des avatars sur l'original... L'opposition du Temple et des marchands.

S'il n'était jusque-là qu'un idéologue habile, Panassié révèle une habileté canonique — ou jésuitique — exceptionnelle, en établissant que pour comparable qu'il soit avec les arts nobles, le jazz n'en n'est pas moins incomparable. Il serait inepte de juger le jazz avec d'autres outils que les siens. Surtout pas avec des critères empruntés à la musique sérieuse, ce que faisait, pour son malheur, Stéphane Mougin (« rien dans le jazz qui ne soit inclus dans les premières pages d'un traité d'harmonie »). Quel serait ce critère ? Ce que Mougin appelait l'« exécution » : autrement dit, l'improvisation, qui devient, par la grâce panassiéenne, un rideau protecteur immunisant le jazz contre tout jugement comparatif. Dorénavant le jazz ne rendra

53. H. Panassie, *Douze années de jazz, op. cit.*, p. 33.
54. A. Hodeir, « La religion du jazz », *in Hommes et problèmes du jazz, op. cit.*
55. H. Panassie, « Le jazz, musique vivante », *Le Point*, XL, janvier 1952.

des comptes qu'à lui-même et à ses critiques, panassiéens sans le savoir.

## Paradoxal

Un jeune rentier à l'ancienne, dont les modèles littéraires puisent chez les convertis chrétiens de la fin du XIXe siècle (Léon Bloy, notamment), promeut une passion où dominent les idées de liberté, d'autonomie. Situé en une droite extrême (hostilité déclarée à la démocratie représentative), le même homme hisse une musique « de nègres » au pinacle, et réhabilite ses musiciens en un temps où le racisme s'affiche sans honte. Nourri de tradition, il classe l'oral au-dessus de l'écrit, le moment présent au-dessus du savoir académique, et apprend aux générations ultérieurs à faire de l'improvisation musicale le crible ultime du jazz.

Il n'y eut pas, avant-guerre, d'intellectuel pour embrasser la cause du jazz. André Breton préférait les Indiens Hopi au jazz... L'Europe ignorait qu'à travers le jazz elle recevait la première expression artistique issue des infra-mondes américains. L'Amérique n'était pas moins indifférente. Seul John Hammond, un arrière petit-fils du magnat des chemins de fer Cornelius Vanderbilt, fut assez fou, en 1933, pour enregistrer Billie Holiday ou le pianiste Teddy Wilson. Des disques destinés au marché européen, le seul à offrir des débouchés au jazz « pur »[56].

Instruits par Panassié puis par Charles Delaunay, fils de Sonia et Robert, les amateurs de jazz mettent au pinacle les musiciens nègres. En 1935, les amateurs du Hot Club de France font une exception pour un Quintette du Hot Club de France, dirigé par Django Reinhardt et Stéphane Grappelli. Il faut attendre l'Occupation pour que Django Reinhardt, Hubert Rostaing, Alix Combelle, André Eykian deviennent chers à un public français que la guerre aura privé des artistes américains. Entre-

56. Le marché discographique américain touche le fond en 1932. Instigateur du « retour au jazz » de Benny Goodman et Bessie Smith, Hammond ne peut leur garantir qu'un contrat qu'avec la branche anglaise des disques Columbia. Cf. J. HAMMOND. *John Hammond in Records*. New York. Ridge Press. 1977.

temps, en 1938, le mot swing sera sur toutes les lèvres, mais le malentendu n'en persiste pas moins : les *cats* ou les zazous français aiment le jazz pour les images qu'ils s'en font, les puristes pour l'idée qu'ils en ont.

Et les musiciens ? Mougin le déclassé, le cabochard, l'imprécateur, lui que l'un de ses camarades dépeint sous les traits (sans doute exagérés) d'un « solide buveur qui ne jurait que par Karl Marx, dont il connaissait les ouvrages par cœur[57] », avait une perception ambivalente de cette musique. « Trop profonde pour la masse, trop incomplète pour les vrais et grands musiciens », écrivait-il, « délicieuse pratique artistique relativement aisée aux musiciens accomplis, et suffisamment vaste pour que les primaires de la musique puissent s'en enticher[58] ». Stéphane Mougin avait aussi la vision la plus lucide de son devenir. « On pense généralement que le jazz constitue un sommet atteint qui fera l'admiration des hommes de demain : on se trompe. Si le jazz n'évoluait pas, il régresserait... Le jazz se transformera insensiblement pour rejoindre peut-être une forme diamétralement opposée à la sienne. »

---

57. Témoignage d'A. Romans dans « Les débuts du jazz en France », *Jazz Hot*, n° 248, mars 1969 : interviews de André Ekyan, Stéphane Grappelli, Alain Romans, et Ray Ventura. Ces témoignages ont été recueillis par Charles Delaunay à quelque quarante ans de distance.

58. S. Mougin, « Ex-tripode », *Jazz Tango*, n° 6, mars 1931.

13

# Le syndrome de Shéhérazade : littérature et critique sociale dans l'Algérie post-coloniale

*par Lucette Valensi*

*Alors le roi Chahriyâr se dit en lui-même : « Par Dieu je ne la tuerai pas avant d'avoir entendu la fin de son histoire. »*
Les Mille et une nuits

Il suffisait de lire les premiers romans de Rachid Mimouni[1]. *Le Fleuve détourné* (1982), *Tombéza* (1984), frappaient le lecteur de plein fouet. Œuvres de fiction, ils parlaient de l'Algérie après la France et sans les Français, de l'Algérie rendue aux siens. Or ils la plaçaient sous un jour aveuglant. Après l'indépendance, le pays avait, plus qu'aucun autre en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, bénéficié d'un degré élevé de sympathie et d'admiration pour avoir soutenu une guerre sans fin contre l'armée française et le régime colonial. Il fit longtemps figure de citadelle du tiers monde, de rempart conte le néo-impérialisme sous toutes ses formes, de refuge pour toutes sortes de militants de mouvements radicaux. L'État algérien et le parti unique avaient réussi à imposer un dogme monolithique où les thèmes de la libération nationale, de l'égalité et de la

---

1. R. MIMOUNI (1945-1995) : école élémentaire dans son village, études secondaires dans une petite ville d'Algérie, supérieures à Alger. Passe deux ans à Montréal (Canada), n'a jamais vécu en France. Publie, toujours en français, *Le Printemps n'en sera que plus beau* (1978), *Le Fleuve détourné* (1982), *Tombéza* (1984), *L'Honneur de la tribu* (1989), *La Ceinture de l'Ogresse* (1990), *La Malédiction* (1993).

justice sociale, se combinaient avec un discours sur l'industrialisation et la modernisation accélérées inspiré du modèle soviétique. Les romans de Mimouni venaient brouiller les images d'une nation héroïque. Vingt ans après l'indépendance, les mots durs de la tragédie couvraient le bruit de l'épopée nationale. Et c'est à la fiction littéraire qu'il revenait d'exprimer le désenchantement social et la critique de la société algérienne. Des séjours répétés en Algérie au cours des années 1960 et 1970, il est vrai, laissaient le visiteur sans illusion. Mais la dénonciation venait cette fois d'un Algérien, et à notre surprise, elle prenait la forme romanesque, non pas celle de travaux produits par les spécialistes de sciences sociales ou de politologie ; non pas (ou pas encore) celle de l'action politique. Bien avant que les émeutes d'octobre 1988 ne révèlent au monde entier l'échec du régime algérien à tenir les promesses faites depuis l'indépendance, et son incapacité à répondre aux attentes des Algériens autrement que par une rhétorique creuse et le recours aux tanks, c'est un romancier algérien qui démystifiait le discours officiel et la politique de son pays.

La lecture des romans de Rachid Mimouni invitait à s'interroger sur la littérature comme lieu de la critique sociale dans les situations d'oppression politique et de totalitarisme. L'imagination littéraire prend-elle le pas sur d'autres formes d'activité intellectuelle lorsqu'il s'agit de saisir les tensions sociales ? L'entreprise de démystification de Rachid Mimouni est-elle solitaire, ou partagée par d'autres écrivains ? Ces questions posaient à leur tour celle des relations entre littérature et société en Algérie. Qui sont les écrivains de l'Algérie post-coloniale, quelle position occupent-ils, quel est leur statut ? Que disent-ils, et pour qui ? A ces questions les pages qui suivent tentent d'esquisser quelques réponses.

## La littérature post-coloniale. Un champ hétérogène

L'Algérie post-coloniale a produit un nombre remarquablement élevé d'écrivains, qu'il s'agisse de poètes, de dramaturges, ou de romanciers. Si on ne retient que les romanciers, pour les comparer à ceux des deux pays voisins, les romanciers algériens ne sont pas seulement plus nombreux, mais ils sont aussi

plus différenciés que leurs confrères marocains et tunisiens. Leurs romans sont souvent l'expression d'identités régionales, avec force dans le cas de la Kabylie, qui fournit de nombreux écrivains berbéristes[2]. Un nouveau domaine s'est ouvert avec les écrivains nés en France de parents immigrants, la littérature « beure ». Un grand nombre de romans sont l'œuvre d'auteurs français nés en Algérie, descendants de colons ou de juifs indigènes : ils ne figurent généralement pas dans les anthologies d'œuvres littéraires algériennes, quoiqu'ils puisent leur inspiration dans leur expérience algérienne[3], alors que les descendants d'émigrés musulmans sont encore comptés parmi les auteurs algériens. Les romans enfin sont souvent l'œuvre de femmes (trente-sept entre 1947 et 1991, contre dix pour la Tunisie et le Maroc, respectivement)[4].

De ces écrivains toutefois beaucoup n'auront écrit (ou publié) que leur premier roman. Beaucoup l'auront fait à leurs propres frais, ou auront confié la publication de leur livre à des maisons d'édition secondaires, auxquelles manquent les moyens professionnels de production et de diffusion. L'abondance d'auteurs qui ne deviennent pas écrivains de métier est en elle-même un indice. Écrire un roman, c'est accomplir un acte étranger à la tradition algérienne. Forme d'expression solitaire et silencieuse, le roman n'est pas nécessairement l'expression d'une protestation. Mais il traduit un procès d'individualisation, il est l'affirmation d'un *je* qui a quelque chose à dire de lui-même (d'elle-même), et veut le dire en dehors de son environnement naturel, autrement dit la famille et son réseau de relations. Le mobile de certains de ces

---

2. Les romanciers berbéristes défendent l'identité berbère contre l'unité nationale, linguistique et religieuse imposée par l'État. Boukhalfa Bitam, Oussedik, entrent dans cette catégorie. D'autres écrivains, quoique d'origine kabyle, ne se sont pas fait les défenseurs de la spécificité berbère (Tahar Djaout ou Rabah Belamri par exemple). Je remercie Alain Mahé d'avoir partagé avec moi sa bibliothèque kabyle.

Le cas des Berbères, comme les deux suivants (juifs et français d'Algérie) illustre un des aspects de la politisation de l'identité ethnique qui s'est produite au cours de la construction nationale, en Algérie comme dans les autres pays arabes.

3. On trouvera une expression de l'impatience de ces écrivains devant une telle exclusion dans J. Pelegri, « Les signes et les lieux. Essai sur la genèse et les perspectives de la littérature algérienne », *in* Toso Rodinis, 1991, p. 9-36.

4. J. Dejeux, 1994.

écrivains non professionnels, il est vrai, est de porter témoignage sur le lieu de leur naissance, et de se faire ainsi les mémorialistes d'un segment — leur segment — de la société algérienne. *Je* parle alors pour *Nous,* et l'auteur demeure enchâssé dans son groupe primordial. Mais pour les autres, prendre la plume est un geste qui éloigne, et libère, des formes traditionnelles d'expression sociale et littéraire. L'ironie veut que l'échec à faire accepter leur manuscrit par des maisons d'édition professionnelles barre aux auteurs l'accès au marché, et les renvoie au milieu non-mercantile des amis et des parents auxquels ils pourront offrir leur livre en présent.

Les écrivains de métier, pour leur part, sont des auteurs féconds. Plus que leurs homologues tunisiens ou marocains. Pour ne citer que les auteurs auxquels je m'attacherai ici, Assia Djebar a publié plus de quinze romans depuis 1957, Rachid Boudjedra une douzaine depuis 1969, Rachid Mimouni sept entre 1982 et 1992, Tahar Djaout cinq pendant la même période, et Rabah Belamri est l'auteur de plusieurs romans, sans compter ses recueils de contes ou de nouvelles[5].

Comme ce fut le cas en Tunisie et au Maroc, les succès de la première cohorte de romanciers ont coïncidé avec la dernière phase du mouvement de libération nationale. Publiés dans les années 1950 et 1960, les romans ont puissamment contribué à sensibiliser l'opinion aux mouvements de résistance au colonialisme français. Publiés en France et en français, des auteurs comme Kateb Yacine, Mouloud Mammeri, Malek Haddad,

5. T. DJAOUT a publié *L'Exproprié* (1981), *Les Chercheurs d'os* (1984), *Les Rêts de l'oiseleur* (1984), *L'Invention du désert* (1987), *Les Vigiles* (1991).

R. BOUDJEDRA : *La Répudiation* (1969), *L'Insolation* (1972), *Topographie idéale pour une agression caractérisée* (1975), *L'Escargot entêté* (1977), *1001 années de nostalgie* (1979), *Le Vainqueur de coupe* (1981), *Le Désordre des choses* (1990), *Timimoun* (1994). D'abord publiés en arabe, puis traduits en français par l'auteur : *La Macération, Le Démantèlement, La Pluie, La Prise de Gibraltar.*

A. DJEBAR (1936-), normalienne, poursuit des études d'histoire à Paris, publie son premier roman à l'âge de 20 ans (*La Soif*). Parmi ses romans : *Les Impatients* (1958), *Les Enfants du Nouveau Monde* (1962), *Les Alouettes naïves* (1967), *Femmes d'Alger dans leur appartement* (1980), *L'Amour, la fantasia* (1985), *Ombre sultane* (1987), *Loin de Médine* (1992), *Vaste est la prison* (1995), *Le Blanc de l'Algérie* (1995), *Oran, langue morte* (1997).

R. BELAMRI (1946-1995), né dans un village, de parents illettrés, devient aveugle à l'âge de 16 ans, étudie en France et s'y établit en 1972, a traduit et publié des contes populaires, et fait œuvre de romancier et de poète.

Mohammed Dib, ou Mouloud Feraoun ont fait connaître à leur public les dimensions sociales et culturelles de la guerre de libération. Engagée, cette littérature était nationaliste par son orientation, ethnographique et réaliste par sa forme, à l'exception de l'œuvre de Kateb Yacine. A l'inverse de la Tunisie et du Maroc toutefois, une discontinuité marquée sépare la première génération d'écrivains de celle de la période post-coloniale. Qu'ils meurent prématurément comme Mouloud Feraoun, qu'ils changent d'activité (comme Mouloud Mammeri ou Kateb Yacine), ou qu'ils se réfugient dans le silence (comme Malek Haddad), la voix des premiers écrivains s'éteint avec la fin de la guerre. Les deux exceptions notables sont celles de Mohammed Dib et d'Assia Djebar qui poursuivent avec succès leur carrière littéraire jusqu'aujourd'hui.

Les écrivains qui surgissent après l'indépendance cultivent, pour beaucoup d'entre eux, une version algérienne du réalisme socialiste. Des torrents de littérature officielle idéalisant l'héroïsme de la résistance au colonialisme et la puissance de la culture populaire participent à la politique de construction d'une identité nationale. Des écrivains professionnels talentueux se joignent au mouvement et apportent leur contribution à la culture officielle, nationale et populiste. Ainsi de Rachid Boudjedra qui écrit le scénario du film officiel par excellence, *Chronique des années de braises*[6].

Simultanément, pendant les vingt ans qui suivent l'indépendance, la rhétorique dominante condamne l'usage du français et jette un voile de suspicion sur ceux qui publient en France. L'arabe moderne dans sa forme standard est imposé comme symbole de la culture nationale alors que l'arabe algérien, langue maternelle, est qualifié de dialecte ou de parler. « La langue arabe et l'islam, rappelle l'historien Mohammed Harbi, victimes de la répression culturelle, sont désignés comme symboles de la nationalité et de la culture. Leur fonction est non seulement de préserver les Algériens des influences étrangères, mais aussi de générer l'unité entre eux »[7].

---

6. M. Boutet de Monvel, 1994, mentionne aussi l'activité de Boudjedra comme conseiller auprès du ministère de l'Information et de la Culture (1977) et comme lecteur pour la maison d'édition nationale en 1981-1982.

7. M. Harbi, 1992, p. 22.

Il serait trop long d'analyser ici la politique de la langue poursuivie alors[8]. Qu'il suffise de rappeler la position des écrivains à cet égard, prisonniers d'une relation torturée tant avec la langue française qu'avec l'arabe. Langue du colonisateur, le français devait être banni, et comme les idéologues du régime, des romanciers professionnels plaidèrent pour sa disparition comme d'un des aspects nécessaires du processus de décolonisation. Dans un mouvement d'auto-dénigrement, voire de haine de soi, ils stigmatisaient violemment l'usage du français et assortissaient leur propre usage de cette langue d'excuses appuyées. Kateb Yacine ayant admis s'être « jeté dans la gueule du loup », chacun reprit l'expression à son compte. Quant à lui, n'étant pas en mesure d'écrire en arabe moderne, il consacrera le reste de sa carrière au théâtre, qui lui permettait d'exploiter les ressources de l'arabe vernaculaire. Assia Djebar, de son côté, s'évertue à se muer en écrivain de langue arabe entre 1965 et 1978 : en vain. Placée comme Kateb Yacine devant l'impossibilité de posséder la langue arabe standard, elle n'écrit aucun roman pendant plusieurs années. Elle trouve alors une issue avec la production de films pour la télévision, *La Nouba* et *La Zerda*, tous deux joués en arabe algérien. Épreuve libératrice : elle parle alors de bonheur (« Ce second film marque aussi mon bonheur, mais défini ici par mon installation physique dans la langue arabe, ou plutôt dans le chant de la langue arabe ») et assume son recours au français : « Si j'écris en français, c'est parce que j'ai choisi cette langue, non parce que je suis une colonisée »[9]. Un an plus tard, elle écrit pourtant : « Le français m'est marâtre, cette langue était autrefois sarcophage des miens, je la porte comme un messager transporterait le pli fermé ordonnant sa condamnation au silence ou au cachot »[10].

8. Voir G. Grandguillaume, 1983, sur le problème général de la politique d'arabisation.

9. Interview dans *Jeune Afrique*, 27 juin 1984. Elle ajoute, défensive, qu'elle continue à s'exercer à traduire des textes de l'arabe, pour se mesurer à cette langue.

10. Voir *Jeune Afrique magazine*, n° 15, avril 1985, compte rendu de *L'Amour la fantasia* par Mourad Bourboune. Voir aussi, par Tahar Ben Jelloun, *Le Monde*, 10 mai 1985 : « En cherchant dans ce passé (de l'Algérie coloniale), elle découvre que la langue française qu'elle écrit est entachée de sang »... « Je suis, dit-elle, l'héritière de ceux qui tuent. J'ai testé par ce livre qu'il y a du sang dans l'héritage de la langue. » Ben Jelloun suggère toutefois qu'écrivant en français, Djebar sort finalement de l'enfance. Nouvelle prise de

Assia Djebar aura été plus explicite que ses pairs sur la relation torturée, et changeante, qu'elle entretient avec les différentes langues connues, apprises, imposées, étrangères ou appropriées. Mais ils connaissent les mêmes contradictions, et les mêmes remises en cause des solutions alternativement préférées. Dans les années 1980, tout concourt à renouveler la donne. Les excès de la rhétorique officielle sur la langue arabe ; la reconnaissance obtenue par les écrivains algériens dans leur pays, mais davantage encore, en France et dans le reste du monde ; la persistance, alors inattendue, d'un public de lecteurs algériens attachés à la langue française, conduisent les écrivains à modifier le discours qu'ils tiennent sur l'usage du français. Un à un, ils lui reconnaissent sa capacité à exprimer leurs émotions et leur pensée et à saisir la « réalité » algérienne. Ils critiquent ouvertement l'arabe moderne, aussi étranger aux lecteurs algériens que le français. Ils dénoncent l'attitude des écrivains algériens à l'égard de la politique culturelle officielle comme une « démission des intellectuels » (Mimouni, *Voix multiples,* 1985). Ils diagnostiquent enfin leur propre recours à la langue française comme un acte de transgression, élevant la portée subversive des œuvres qu'ils écrivaient.

Les incantations sur la beauté et sur la richesse de la langue arabe avaient fait long feu, avec sa capacité à rendre l'authenticité de la culture algérienne. Les écrivains algériens, dans leur majorité, ne s'y sentaient pas à l'aise. Parmi ceux qui s'exprimaient en arabe, seuls quelques-uns réussirent à être reconnus comme écrivains — Tahar Ouattar et Abdelhamid Benhedouga notamment. Pour les francophones, ils n'évoquent la littérature arabe que de manière quasi-rituelle, sans référence à aucun auteur auquel ils se seraient mesurés. Elle sert de réservoir où puiser une dédicace, une phrase en exergue, une preuve de patriotisme en somme, à présenter à l'entrée d'un livre. Mais c'est à la littérature occidentale -de Dostoievsky à Joyce ou Faulkner, tous lus en traduction française- et aux écrivains français que les écrivains algériens s'adossent. Sans l'admettre ouvertement, ils ignorent ou méprisent les écrivains arabophones du Moyen-Orient. Rachid Boudjedra au moins, dans une longue interview sur son œuvre, fait l'éloge des auteurs arabes de l'âge classique, mais déclare médiocre la litté-

---

position sur le français et l'arabe dans *Le Blanc de l'Algérie,* 1995.

rature arabe moderne[11]. Au cours d'une interview plus récente, ayant affiché son mépris pour le roman arabe, il désigne les romans de Naguib Mahfouz comme prototypes d'une littérature inférieure -un jugement qui en dit long sur son ignorance du champ littéraire arabe actuel[12].

Pour finir de décrire le champ littéraire algérien après l'indépendance, il faut aussi rappeler que l'État contrôle toute l'édition jusqu'aux années 1980. Deux sociétés nationales exercèrent successivement le monopole de la sélection des manuscrits, de la publication et de la distribution des livres, de même que de l'importation et de la distribution des ouvrages étrangers. Le résultat fut que certains manuscrits dormirent dans les tiroirs, tel celui du premier roman de Rachid Mimouni, *Le Printemps n'en sera que plus beau,* qui attendit sept ans la publication. On en refusa d'autres : renvoyé à son auteur, *Le Fleuve détourné* fut publié en France et aussitôt acclamé. Le roman n'en fut pas pour autant distribué en Algérie, ni présenté à la Foire du livre, ni traduit en arabe, alors qu'il l'était dans d'autres langues. Les premiers livres de Rachid Mimouni n'avaient pas fait l'objet de compte rendus dans la presse algérienne[13]. Quant on en rendit compte, ce fut avec réserve, l'accueil favorable reçu en France étant considéré comme une manipulation anti-algérienne de la part des Français[14]. Même chose avec Rachid Boudjedra, dont les romans n'eurent pas d'écho dans la presse nationale pendant vingt ans, puis firent l'objet de compte rendus hostiles, alors même que l'auteur contribuait régulièrement à la presse officielle francophone (*Révolution africaine*) ou arabophone (*Al-Sha'b*)[15]. D'autres

11. *In* H. GAFAITI, 1987, p. 55.

12. Interview par A. de Gaudemar, *Libération,* 31 mai 1991.

13. Voir l'interview de Mimouni par Hafid Gafaïti, *in Voix multiples,* n° 10, 1985.

14. Voir *Révolution africaine,* 26 décembre 1986, interview de R. Mimouni par Ahmed Cheniki, qui écrit : « La reconnaissance vient d'ailleurs, un ailleurs suspect », et critique la publication du roman en France. Par deux fois, le journaliste présente le succès du livre de Mimouni en France comme une « récupération ». Voir H. GAFAITI, 1991, sur la réception de Mimouni en France et en Algérie.

15. Boudjedra dans *Parcours maghrébins,* 14 janvier 1991. Exemple de compte rendu violemment négatif dans *El Moudjahid,* 11 avril 1991. Bien que conseiller auprès de la maison d'édition nationale, l'auteur fut accusé de plagiat aux dépens d'un romancier de langue arabe par la presse nationale.

auteurs restés inconnus à ce jour se voyaient au contraire édités par les sociétés nationales et généreusement traités. Les écrivains en langue arabe -tels Abdelhamid Benhedouga et Tahar Ouattar - étaient encensés comme l'authentique expression du peuple algérien et promus au rôle de censeurs[16].

Si l'édition relevait de l'État, elle restait médiocre du point de vue technique, inefficace du point de vue marchand. L'ensemble de ces conditions rendait improbable la constitution d'un champ littéraire. De vrais écrivains ne réussirent pas moins à s'affirmer et à toucher le public. Paradoxalement, la plupart étaient francophones. Ceux dont il sera question ici atteignirent généralement l'âge adulte et ne commencèrent à publier qu'*après* l'indépendance. Plusieurs d'entre eux n'ont pas fréquenté l'école française ni fait leurs études supérieures en France. Certains viennent de milieux illettrés (Belamri), ou n'ont jamais vécu en France (Djaout, Mimouni). Et pourtant, à l'exception de Boudjedra qui se tourne vers l'arabe après avoir écrit et publié en français, tous ces romanciers choisissent délibérément le français. Choix audacieux dans l'atmosphère d'ultra-nationalisme et de rejet véhément de l'héritage colonial qui prévaut en Algérie depuis l'independance. Écrire en français est alors stigmatisé comme un symptôme d'aliénation culturelle, de dépendance à l'égard de la culture française et du marché français ; comme un signe d'élitisme, et de mépris à l'égard du public local. Il est vrai que pour les écrivains algériens, la France restait *le* lieu de légitimation. Il me semble pourtant que, devant la page blanche de leur premier roman, ces écrivains ne pensaient pas en hommes d'affaires ; leur préoccupation centrale n'était pas de gagner le marché français pour en tirer des dividendes, mais qu'ils respiraient en français et adoptaient l'écriture qui rendait au mieux leurs impressions et leurs idées. Nourris d'une littérature occidentale lue en français, ils se mesuraient à elle dans la même langue. Ce faisant, ils s'adressaient à ceux des Algériens qui pouvaient lire le fran-

16. A titre d'exemple, on lit sous la plume de Abdallah Mazouni, en 1971, dans la préface à A. BENHEDOUGA, *Le Vent du Sud* : « Voici enfin livré au public le premier roman dont je disais qu'il est algérien à 100 % si l'algérianité pouvait se fractionner et s'exprimer en pourcentage. "Le Vent du Sud", écrit en arabe s'il vous plaît, est l'œuvre la plus authentique de toutes celles parues à ce jour dans tous les genres littéraires. »

çais, mais entraient aussi, qu'ils l'aient voulu ou non, dans la littérature française. Tel pourtant n'était pas leur but initial.

Écrire en français était en soi un acte subversif. C'était reconnaître que l'Algérie restait un pays bilingue-trilingue pour une partie de sa population, si l'on prend en compte le berbère. Du fait de la longue période coloniale, des contacts permanents entretenus avec la France, ou de l'expérience vécue par des Algériens de tous les milieux d'un long séjour en France, le français restait de fait une des langues vernaculaires. Longtemps, une telle position ne pouvait pas être ouvertement défendue par les auteurs algériens, qui se tenaient en général sur la défensive quant à leur usage du français[17], à l'exception de Rabah Belamri, qui osa affirmer avant les autres, et fermement, sa relation heureuse avec la langue française et la légitimité absolue de ce qu'on appelle communément la « littérature algérienne d'expression française »[18].

## « Les cannibales incestueux » (Kateb Yacine)

Étudier la littérature algérienne comme lieu de la critique sociale n'exige pas une lecture exhaustive des œuvres publiées depuis trente ans. La masse et l'hétérogénéité de la production littéraire créent une situation où c'est la forêt qui pourrait cacher les grands arbres. Je m'en tiendrai à quelques écrivains

---

17. Voir dans H. Gafaiti, 1987, les remarques ambiguës de Boudjedra sur son amour pour la langue française et sa dénonciation de la « francophonie » comme « néo-colonialisme subtil » (p. 128).

18. Voir sa réponse ferme à une question perfide (et grotesque dans sa formulation) dans une interview pour *Le Soir d'Algérie* du 10 octobre 1992 : « En dernier lieu, quelle est, d'après toi, la place de la littérature algérienne *de graphie française* [souligné par moi, L. V.] dans la culture nationale et au-delà de nos frontières, sachant que peu d'œuvres d'Algériens publiées en France se retrouvent sur le marché algérien ?

**R. B.** : Voilà plus de quarante ans que la littérature algérienne de langue française a acquis une légitimité en Algérie et hors de l'Algérie. Imposée par l'histoire, elle est, qu'on le veuille ou non, une réalité nationale. Vouloir chasser de notre mémoire littéraire Amrouche ou Sénac, Kateb ou Mammeri, est une aberration, un comportement d'automutilation. L'anathème jeté sur cette part de notre culture est franchement scandaleux. Il constitue une atteinte à la liberté d'expression et de création... »

majeurs, car ils me paraissent avoir « pris le maquis », tant par leur position dissidente que pour avoir, par leur œuvre, occupé le champ littéraire dans leur pays. Cinq auteurs francophones, les autres n'étant convoqués qu'à des fins comparatistes : une romancière, Assia Djebar, née en 1936 ; quatre écrivains : Rachid Boudjedra (né en 1941), Rachid Mimouni (1945-1995), Rabah Belamri (1946-1995), et Tahar Djaout (1954-1993). Je conviens que ma lecture de leur œuvre est littérale, qu'elle colle à l'intrigue, et qu'elle ne rend dès lors pas compte de la diversité des procédures narratives, de la richesse des innovations verbales de tel auteur, de la sensibilité de chacun d'eux. Cette approche d'historienne ne prétend nullement mettre en question les méthodes de la critique littéraire ; elle se justifie seulement par la relative transparence des romans algériens et par l'exégèse qu'en donnent les écrivains eux-mêmes.

Un parcours rapide parmi les auteurs sélectionnés suffit à faire apparaître des personnages et des faits récurrents. Le personnage du commissaire, du policier, du gouverneur, incarnation de l'autorité officielle et de la force brutale, avec qui toute discussion ou négociation est impossible. La relation qu'ils entretiennent, dans le roman, avec les protagonistes ordinaires -généralement le narrateur ou la narratrice- est une relation de pouvoir dans laquelle ces protagonistes n'ont aucune chance de se faire entendre. Quand ils ne sont pas vaincus, c'est par accident, et leur survie devra être compensée par la destruction d'une autre victime. Un exemple, le roman de Tahar Djaout, *Les Vigiles* (1991), dont l'action se résume ainsi : le narrateur, un jeune enseignant, est l'inventeur d'un outil qu'il s'efforce en vain de faire breveter par la bureaucratie locale, et il éveille la suspicion du milieu qui l'entoure. Son invention ayant reçu un prix lors d'une exposition internationale, la situation du narrateur se renverse. Mais il faut alors trouver un coupable qui porterait la responsabilité de n'avoir pas su reconnaître ses mérites : un homme innocent, ancien militant de la guerre de libération, est désigné comme bouc émissaire et conduit à se suicider.

Les personnages, l'action, le climat de ces romans rappellent irrésistiblement ceux de Kafka. Et de fait, Kafka est l'un des auteurs qui hantent la littérature algérienne (les deux autres, directement liés à l'Algérie, étant Albert Camus et Kateb Yacine). Mais les situations kafkaiennes que mettent en scène les

auteurs algériens sont historiquement et socialement localisées dans l'Algérie contemporaine. Cette stratégie littéraire marque déjà une rupture avec la première cohorte des écrivans algériens, qui, à l'exception de Kateb Yacine, avaient préféré un mode populiste, ethnographique et réaliste au mode satirique ou ironique.

Mais dénoncer la médiocrité, l'incompétence, la violence silencieuse et aveugle de bureaucrates locaux ne constitue pas vraiment un exercice difficile et le lecteur n'en sera pas secoué. Cela ne dérange personne, et divers romanciers s'y sont essayés[19]. Ce qui est plus inattendu, plus troublant aussi, c'est la récurrence de personnages solitaires, des hommes chez les romanciers masculins, des femmes dans les nouvelles ou les romans d'Assia Djebar. Surprenant et troublant, car ces images ne concordent pas avec les représentations conventionnelles de la société algérienne. Dans ses formes traditionelles, celle-ci est censée être soudée par la force des attaches familiales et communautaires. Les âmes solitaires n'y ont pas de place, sinon sous les traits de l'ascète et du saint, exceptionnels par définition. Transformée, la société algérienne contemporaine a pour site les quartiers surpeuplés d'un espace urbain saturé. Le discours nationaliste officiel enfin n'a pas cessé d'exalter, comme le rappelle Mohammed Harbi, « la communauté aux dépens de l'individu[20] ». Les personnages de romans se meuvent au contraire dans un espace désert -littéralement, quand il s'agit d'une chambre étroite, de la cellule d'une prison, d'un lit d'hôpital, de l'angle d'une grotte- ou symboliquement, en dépit de la présence physique d'une épouse, d'une infirmière, ou de passagers dans un autobus obscur. Il n'y a le plus souvent aucune communication verbale entre les protagonistes. Le dialogue n'est pas une forme fréquente dans ces romans. Le long monologue, parfois le monologue délirant, sont le mode d'expression le plus normal. Quelques illustrations :

* Boudjedra, *L'Insolation*, 1972. Le narrateur est un jeune professeur enfermé dans un hôpital psychatrique, et son texte, un monologue hallucinatoire monologue.

---

19. La critique du régime algérien apparaît aussi chez d'autres romanciers, tels que Mourad Bourboune, en français, ou Tahar Ouattar, en arabe.
20. M. Harbi, 1992, p. 24.

* Boudjedra, *L'Escargot entêté,* 1977. Le héros est un fonctionnaire monomaniaque dont le travail consiste à exterminer les rats qui infestent sa ville. Une invasion de rats, cela fait resurgir une autre ville du paysage littéraire algérien, Oran et *La Peste* d'Albert Camus. Mais il n'y a pas à s'y tromper, c'est bien de l'Algérie d'aujourd'hui qu'il s'agit. Et une fois encore, le monologue est la forme qui convient à la monomanie.

* Boudjedra, *Le Désordre des choses,* 1990. C'est ici un jeune docteur qui monologue, lié par une haine mortelle à son alter ego, un frère jumeau.

* Boudjedra, *Timimoun,* 1994. Le narrateur, chauffeur de bus entre une grande ville et le Sahara, livre un long monologue sur sa famille, ses souvenirs d'enfance, et sur son incapacité à aimer.

* Assia Djebar, *Ombre sultane,* 1987, raconte la double solitude d'une femme et de son ombre, une autre jeune femme que la première a imposée à son mari comme seconde épouse.

* Rachid Mimouni, 1982. *Le Fleuve détourné.* Le personnage central est tenu pour mort, victime de l'armée française au cours de la guerre de libération. Quand, après plusieurs années d'amnésie, il retrouve enfin la mémoire, il échoue à retrouver sa famille, son village et jusqu'à son nom et son identité.

* Mimouni, *Tombéza,* 1984. Ou le discours muet d'un homme dans le coma. Le narrateur est condamné à la solitude dès le moment de sa conception : il est le produit d'un viol, perd sa mère à la naissance, n'est pas reconnu par son grand-père et ne reçoit même pas de nom, souffre d'un handicap physique, et quand s'ouvre le roman, agonise dans un hôpital à la suite d'un accident qui paraît être un meurtre déguisé.

* Mimouni, *La Malédiction,* 1993 : dernier roman de l'auteur, il a pour héros un médecin solitaire qui finit assassiné par son propre frère.

* Rabah Belamri, dont les personnages et les motifs sont inspirés des contes populaires. A l'inverse de Boudjedra, qui se plaît dans la violence et le déluge verbal, Belamri capte la douceur des mots et préfère un érotisme suggéré, poétisé, tenu à distance. Le héros de *Femmes sans visage* (1992) est pourtant, lui aussi, un homme pourchassé, par son père d'abord, puis par ses compagnons d'armes qui le condamnent à mort.

* Tahar Djaout, *Les Vigiles :* le personnage central a bien une compagne, mais il vit seul ; l'homme réduit au suicide a bien une épouse, mais aucun contact physique ou verbal avec elle.

* Un roman plus récent, d'Abdelkader Djemaï, *Sable rouge* (1996), rapporte les pensées d'un homme solitaire, un jour ordinaire, mais finalement léthal[21].

Ces observations conduisent à une autre récurrence, la perversion des rapports humains. Le texte inaugural est à cet égard le premier roman de Rachid Boudjedra, *La Répudiation,* 1969. Il déploie tout l'éventail des désordres familiaux, de l'adultère (commis par le père) et de l'inceste (commis par le narrateur, avec la deuxième épouse de son père, puis avec une demi-sœur, née elle-même d'une relation adultérine entre le père et une femme juive) à la pédophilie et à l'homosexualité, le tout habité par la double obsession de la castration d'un côté, du sang menstruel de l'autre. En page quatre de couverture, l'auteur avait pris le soin d'indiquer que le roman formait une critique de la société algérienne *traditionnelle.* Avec le temps, et comparé à d'autres romans publiés depuis, ce premier roman résonne autrement, la société traditionnelle n'étant plus seule en cause.

Les romans ultérieurs de Rachid Boudjedra présentent les mêmes thèmes, et tout particulièrement le bien nommé *Le Désordre des choses*, 1990 : désordre (déjà évoqué plus haut) des relations entre frères jumeaux ; désordre entre époux, le mari accusant sa femme d'adultère jusqu'à lui faire perdre la raison ; désordre des relations entre le père et ses enfants, etc.

On pourrait repérer la même perversité des relations interindividuelles dans l'œuvre de Mimouni, celle de Belamri, ou celle enfin d'Assia Djebar[22]. Le mode habituel d'interaction est la violence et l'agression. Un des recueils récents d'Assia Djebar, *Vaste est la prison,* 1995, s'ouvre sur sur une scène de hammam, lieu généralement décrit comme celui de la sociabilité et de la sensualité féminines. Ici, les femmes parlent spontanément et immédiatement de l'ennemi, *'adu,* désignant ainsi leur mari. Ici se loge la fracture fondamentale, la ségrégation entre hommes et femmes, une relation fondée sur la violence, la

---

21. DJEMAI, né en 1948, auteur de *Saison de pierres* (1986), *Mémoires de « Nègre »* (1991), *Sable rouge* (1996), *Un été de cendres* (1997).

22. Pour Assia Djebar, voir « Retour non retour », *NRF*, juin 1996, n° 521, p. 41-53, où une mère pousse à la mort sa fille, coupable de s'être arrêtée à la terrasse d'un café avec un condisciple. Temps : l'Algérie post-coloniale. Lieu : « la ville des meurtres ».

double et contradictoire obsession — chez les hommes — de la virginité des femmes et de leur défloration brutale.

Tous ces romans mettent en scène l'inversion complète des valeurs fondamentales. S'il ne reste qu'une règle, c'est qu'il faut toutes les transgresser. Dans l'espace domestique, dans celui du travail, dans l'espace public. On voit peu de leaders politiques, de ministres, de personnages de rang élevé dans les romans algériens. L'efficacité de ces romans vient plutôt de la mise en scène de membres tout ordinaires d'une société ordinaire.

La *désillusion* est un des mots clés qui passent d'un auteur à l'autre. Comme on pouvait s'y attendre, la désillusion est d'abord provoquée par le spectacle des puissants, de leur voracité à l'égard de la richesse matérielle et des biens importés, de leur appropriation des sociétés nationales et des ressources publiques, de leur corruption, de leur monopolisation du pouvoir politique associée avec une totale incompétence, de leur cynisme à l'égard de ceux qui sont censés être au centre de leurs préoccupations : « le peuple algérien », « la femme algérienne », « le paysan algérien », la jeunesse, les milieux défavorisés, et tous ces personnages-clichés du discours officiel. Mais ce qui se joue au niveau supérieur de la hiérarchie se reproduit aux niveaux inférieurs : l'usage pervers de la position qu'on occupe, le détournement des ressources, la corruption des relations entre individus. L'infirmière dérobe aux patients leur nourriture et leurs médicaments, l'infirmier diffuse des informations supposées confidentielles concernant ses patientes, l'enseignant séduit ses étudiantes, le fonctionnaire harcèle ses employées, etc. Les victimes de ces pratiques, généralement le narrateur ou la narratrice, sont décrits comme « désorientés » (et de fait, la folie atteint un taux élevé dans les romans algériens), dépouillés (de leurs biens, de leur foyer, de leur identité ou de leur vie) : *désemparé*, *déboussolé*, *délogé*, *dépossédé* sont les attributs communs de beaucoup des personnages des romans algériens.

La transgression des valeurs les plus fondamentales prend enfin la forme de l'homicide. Bien que aucun des romans retenus ici n'appartienne au genre policier, tous rapportent au moins une mort violente. C'est l'infanticide dans les romans de Belamri, les nouvelles de Djebar, ou dans un roman récent de Abdelkader Djemaï (*Sable rouge,* 1996) ; le suicide chez

Boudjedra, Belamri et Djaout ; le fratricide chez Mimouni et Belamri[23], ou encore, substitut du fratricide, c'est l'élimination d'un camarade de combat[24]. C'est finalement l'uxoricide chez Belamri et Mimouni (*Le Fleuve détourné*). Le seul cas de figure qui n'ait pas encore été mis en scène est celui de l'exécution de l'époux.

La mort n'est pas au centre de l'intrigue dans le roman algérien, comme elle le serait dans les romans policiers. Et de fait, le genre policier s'est peu développé et ne compte, à ce jour, que deux ou trois représentants en Algérie. Or l'un de ces polars, *Mimouna,* de Salim Aïssa, réserve deux surprises au lecteur. L'une est la présence de l'humour et de la tendresse, absents des romans d'un Mimouni ou d'un Boudjedra, et insolites dans le roman policier. L'autre est, dans l'intrigue même, le contraste entre les criminels avérés -repris de justice, délinquants à la petite semaine, qui à peine sortis de prison, se trouvent mêlés à un crime qu'ils n'ont pas commis- et le bourgeois élégant, auteur véritable de l'assassinat de son propre fils. Contre toute attente, le polar confirme ici la règle tracée par les autres romans : l'homicide perpétré par des personnages au-dessus de tout soupçon.

L'espace forme une composante importante des romans algériens, et leurs auteurs ne dissimulent pas qu'il s'agit d'une métaphore de leur pays. Quel espace ? Un espace clos, confiné, menacé : une chambre où le narrateur est enfermé, entouré d'ennemis, un autobus circulant de nuit, un camp de travail, un hôpital, un asile d'aliénés. La chambre d'hôpital revient trop souvent dans le roman algérien pour qu'il s'agisse d'une simple coïncidence. L'hôpital, ici, n'est pas le lieu où l'on guérit les malades et on donne naissance aux enfants, mais un lieu de douleur et de mort. Le désert enfin sert de cadre à plusieurs romans, autrement dit ce lieu que Kateb Yacine appelait « La morgue intime » (*Les ancêtres redoublent de férocité*).

---

23. MIMOUNI, *La Malédiction*, où le médecin est tué par son frère, devenu activiste musulman. BELAMRI, *Femmes sans visage*, où une jeune femme est asassinée par son propre frère après avoir été violée par un soldat musulman au service de l'armée française. Le père du narrateur tue son meilleur ami.

24. MIMOUNI, *La Malédiction*. DJAOUT, *Les Vigiles* : le personnage conduit au suicide a préalablement été injustement condamné à mort par ses camarades de maquis, et sauvé in extremis.

## Une société saccagée

On ne meurt pas de mort naturelle dans la littérature algérienne. Pourquoi faut-il que la société soit léthale, la justice homicide, les hommes des cannibales ? Comment les romanciers rendent-ils compte d'une telle *hubris* ? Le cas de Rachid Boudjedra relève explicitement du traumatisme fondateur d'une « enfance saccagée ». Écrire, dès lors, a une fonction thérapeutique. Explication convaincante : ce que le romancier en dit invite en tout cas à s'interroger sur le parcours suivi par les autres romanciers. Mais à cette explication individuelle rien n'interdit d'apporter des compléments sociologiques et historiques. La société traditionnelle algérienne était régulée par divers systèmes symboliques, dont le plus important était régi par l'éthos de l'honneur et le recours à la vengeance directe. C'est un des romanciers kabyles qui prend la peine de le rappeler sur un mode didactique : au temps du colonialisme, écrit Boukhalfa Bitam, il n'y avait ni police ni justice ni autorité légitime. Il appartenait aux anciens d'arbitrer les conflits selon les coutumes ancestrales. Mais ils ne pouvaient rien en cas d'atteinte à l'honneur. Alors, pas d'autre solution que le meurtre[25]. Dans un tel système, venger une offense par la mort n'est pas commettre un meurtre mais rendre justice. Traditionnellement, une telle « justice » relevait du groupe lignager, mais la vengeance pouvait être différée ou négociée par différents moyens : la médiation d'un marabout ou du conseil de village en Kabylie, ou une transaction entre les mâles des deux familles en conflit. On pourrait dire que, une fois le système lignager réduit, une fois contenue la confrontation entre lignages segmentaires, une fois détruites les institutions de médiation villageoises ou tribales, reste pourtant l'ethos de l'honneur et le principe de la justice directe par lequel la personne qui se croit offensée se fait juge et partie, et recourt à la violence pour venger son honneur. Si tel est le cas, la littérature algérienne a réussi à mettre au jour un point aveugle de la sociologie conventionnelle : c'est au cœur même de la famille que surgit et s'exerce la plus grande violence[26].

---

25. B. BITAM, *Les Justes*, Alger, ENL, 1986, p. 6.
26. Voir A. MAHE, 1996.

L'islam fournit à son tour un autre système symbolique à l'Algérie. Un des principes par lesquels l'islam agit comme régulateur du social est celui de la *hisba,* l'injonction pour tout croyant d'encourager le bien et de pourchasser le mal. Si l'islam paraît absent des romans retenus ici, il reste partout implicite, et le principe de la *hisba* constamment à l'œuvre.

Une troisième donnée enfin doit être prise en compte. Méditant sur l'histoire du mouvement de libération et sur la construction des institutions nationales depuis l'Indépendance, l'historien Mohammed Harbi présente une proposition inattendue, mais pertinente. Bien que le régime politique algérien soit autoritaire, c'est, dit-il, une machine politique qui s'est mise en place depuis l'indépendance, non un État : « L'absence de l'État est une constante de la vie politique depuis 1962. A sa place, il y a une machine politique. Les institutions sont des formes vides », avec pour résultats, « l'inexistence des conditions nécessaires à un pacte social »[27]. Si on accepte l'analyse de Harbi, il n'y a pas d'autre voie de recours pour résoudre les conflits que l'action directe, et pas d'autre action que la violence pure.

Deux vers de Kateb Yacine résonnent alors comme une prophétie[28] :

Toute vraie guerre nous remémore
Les cannibales incestueux.

## Conclusion. Le syndrôme de Shéhérazade

Écrire en Algérie est un acte de transgression. Écrire en français reste subversif. Écrire sur l'Algérie constitue la dénonciation la plus véhémente des valeurs et des pratiques sociales des Algériens. Non pas seulement une dénonciation de l'État et de ses agents — observation que n'ont pas manqué de faire les lecteurs comme la critique littéraire —, mais aussi la condamnation des gens les plus ordinaires dans leur interaction la plus ordinaire : ce diagnostic, lui, a généralement été occulté par les

27. M. Harbi, 1992, p. 199 et p. 29.
28. K. Yacine, *Les ancêtres redoublent de férocité.*

analystes de la littérature algérienne, et davantage encore, par les praticiens des sciences sociales[29].

A cet égard, la littérature algérienne évoque moins la littérature des autres pays d'Afrique du Nord et du monde arabe que l'art et la littérature produits dans des contextes totalitaires. Sur l'art et la fiction en situation d'oppression, j'aimerais proposer la notion de syndrome de Shéhérazade, illustré par des auteurs comme Varlam Chalamov et Vassili Grossman dans le cas soviétique, ou par un peintre comme Zoran Music, détenu dans un camp d'extermination nazi. Shéhérazade la conteuse vient faire face à une commune menace et diffère la sentence de mort. Devant le danger, elle ne retarde pas seulement sa propre mort, mais elle tient aussi le bourreau en otage de sa propre voix. C'est par le moyen du conte qu'elle tient tête à la mortelle violence. C'est par la poétisation d'une réalité brutale qu'elle la dévoile au public et aux protagonistes. Dans le cas de l'Algérie, comme ce fut le cas dans d'autres tragédies de notre temps, la triste fin de l'histoire est que le conteur n'a pas le dernier mot — Tahar Djaout a été assassiné, Rachid Mimouni, Abdelhamid Benhedouga et Rabah Belamri sont morts prématurément[30] —, mais il a son mot à dire si l'Algérie veut voir se lever le jour.

## Références

Extraits de presse sur Assia Djebar, Tahar Belamri, etc., aimablement fournis par le Centre culturel algérien à Paris, dont je remercie très vivement les bibliothécaires.

CH. BONN, *Le Roman algérien de langue française*, Paris, L'Harmattan, 1985.

P. BOURDIEU, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz, 1972, sp. « Le sens de l'honneur », p. 13-43.

29. A relire en effet les travaux de sociologie ou d'ethnographie, on est frappé par ce qu'il faut bien appeler l'opportunisme politique et intellectuel. Exception précoce, pour ce qui est de la critique littéraire, J.-CL. VATIN, 1975.

30. Voir A. DJEBAR, *Le Blanc de l'Algérie*, sur la longue liste d'écrivains assassinés ou disparus prématurément.

M. BOUTET DE MONVEL, *Boudjedra l'insolé. L'Insolation, racines et greffes,* Paris, L'Harmattan, 1994.

J. DEJEUX, *La Littérature féminine de langue française au Maghreb,* Paris, Karthala, 1994.

H. GAFAITI, *Boudjedra ou la passion de la modernité,* Paris, Denoël, 1987.

H. GAFAITI, « Rachid Mimouni entre la critique algérienne et la critique française », *Poétiques croisées au Maghreb,* n° 14, 2e semestre 1991, p. 26-36.

G. GRANDGUILLAUME, *Arabisation et politique linguistique au Maghreb,* Paris, Maisonneuve et Larose, 1983.

M. HARBI, *L'Algérie et son destin. Croyants ou citoyens,* Paris, Arcantère, 1992.

A. MAHE, « Entre le religieux, le juridique et le politique : l'éthique. Réflexions sur la nature du rigorisme moral promu et sanctionné par les assemblées villageoises en Grande Kabylie », *Anthropologie et sociétés,* 1996, vol. 20, n° 2, p. 85-109.

G. TOSO RODINIS, *Le Banquet maghrébin. Ouvrage collectif,* Rome, Bulzone, 1991.

J.-CL. VATIN, « Littérature et société au Maghreb », *in* J.-CL. VATIN (dir.), *Culture et société au Maghreb,* Paris, CNRS, 1975, p. 211-231.

# *IV*

# *L'enjeu du travail*

14

## An VI : le tout politique de la montre industrielle

*par Maïté Bouyssy*

La première exposition industrielle française fut organisée en l'an VI par François de Neufchâteau. Cette pratique novatrice nous intéresse car elle se déroula selon des modalités que ne démentit pas la longue et complexe histoire du rapport de l'État aux « arts réunis » et de notre liaison sans doute particulière aux performances de l'industrie. Dès cette extrême fin du XVIIIe siècle, en pleine phase d'interrogation et d'incertitudes politiques qui fut aussi un moment majeur de concrétisation des acquis de la Révolution, le Directoire prit totalement en charge la mise en place d'une montre industrielle liée aux célébrations festives de la République. Cette initiative contribua à forger un subtil rapport d'admiration et de fidélité entre les différents partenaires, l'État, les manufacturiers et le public, autour des « merveilles » proposées, celles de la mécanique de pointe et des industries de luxe. Cette manifestation ne laissa pourtant que peu de trace aux Archives nationales : un carton demi-vide[1]. En 1998, la mémoire commune s'en préoccupa moins encore, hors quelques manifestations à Mulhouse et dans l'Est, soit fort peu en regard des très prestigieuses commémorations qui s'enchaînèrent puisque l'année est saturée de possibles centenaires, cent-cinquantenaires et bicentenaires : expédition

1. Voir A.N., F/12/385, un carton assez décevant car n'y figurent que les pièces publiées et la minute des ordres de François de Neufchâteau afférent à l'organisation telle qu'elle est annoncée. Pour compléter le dossier, nous avons eu recours à tous les textes officiels publiés sous forme de brochures ou parus dans la presse.

d'Égypte, révolutions de 1848, seconde abolition de l'esclavage, création de la Ligue des droits de l'homme (ou même plus modestement, toujours en liaison avec 1798, naissances de Delacroix et de Jasmin, le poète coiffeur d'Agen).

Ce retour vers le moment peu connu de notre mise à l'honneur de l'objet manufacturé comme manifestation nationale de la civilisation et du progrès des lumières, hors toute explication, mais au sein d'un cadre d'abord festif, permet de comprendre comment se constitua un fait, la montre à la française. Simultanément, l'usage de cette montre définit le public comme spectateur furtif, et l'État, seule aune possible de l'expertise, comme acteur total. Cette exposition fut prémisse et embellissement de la fête de la République du 1er vendémiaire et ce tout éminemment politique mérite un regard décalé de l'histoire industrielle à proprement parler[2]. En cette fête thermidorienne et directoriale, l'exposition de l'objet produit par l'industrie humaine fut prétexte à des discours politiques fondés sur l'émulation et la rivalité avec l'Angleterre. Enfin et surtout, de notre point de vue d'abord politique, cette mise en scène exclut le peuple, réduit à l'ordre de l'admiration. Peuple muet parce que simple regard, il est présent mais hors tout esprit de mobilisation de masse, tout comme il est passif en politique intérieure en vertu de la Constitution de l'an III, qui l'exclut du suffrage universel. Ce fait met ostensiblement un terme au trop parlé des fêtes républicaines de la Révolution ascendante ; succède alors l'« hébétude » des humbles selon l'observation de Louis-Sébastien Mercier, toujours très sensible aux faits de société ; ce peuple est devenu l'incertain répondant, le parallèle fantasmatique, le doublet minoré de l'« âme du commerce et de l'industrie ». Ainsi naquit, au cœur du jeu politique directorial fait de politiques intérieure et extérieure mêlées, l'exposition industrielle « à la française », tel un terme

2. Dans l'attente de la thèse de Dominique Margairaz sur François de Neufchâteau, l'historiographie en est légère. De ci, de là, au fil d'ouvrages sur les expositions industrielles, une mention eu égard à son aspect inaugural (cf. P. Ory, *Les Expositions universelles de Paris*, Paris, Ramsay, 1982, p. 8, ou Ph. Bouin et Ch.-Ph. Chanut, *Histoire française des foires et des expositions universelles*, Paris, Éditions Baudouin, 1980, p. 22-25) et l'article de fond de D. Woronoff, « Penser l'industrie en Révolution », *in* L. Bergeron et P. Bourdelais (dir.), *La France n'est-elle pas douée pour l'industrie ?*, Paris, Belin, 1998, p. 159-176.

de la fête révolutionnaire construit de silences mis en abîme, objet contre foule, peuple indistinct face à la prouesse innovante et reconnue par un jury d'experts. Ce glissement de la célébration du citoyen et de la communauté toute entière par elle-même vers la référence révérencieuse à l'objet, signe et symbole de l'activité humaine plus que du travail des hommes, s'exerce dans le sillage de l'Institut et du ministre de l'Intérieur (qui en est d'ailleurs membre), mais toujours à l'articulation des fonctions politiques d'encadrement, des institutions d'éducation scientifiques et des acteurs de la société industrielle introduits en politique. Ordre technique et ordre de la raison reconnue prennent désormais en charge une société civile que les circonstances mobilisent comme substitut et autorité capable de réguler la fragilité d'un système dit « de balance », où chaque élection entraîne l'invalidation des choix du suffrage (même censitaire).

## Le spectacle nouveau de toutes les industries réunies

On sait le poids de la conjoncture : crispation anti-anglaise et volonté de consolider le régime menacé par l'« hydre à deux têtes », la cocarde blanche et le bonnet rouge. Ce furent les coup d'État du 18 fructidor an V puis du 22 floréal an VI, à peine quatre mois plus tard. François de Neufchâteau est l'expression parfaite de cette conjoncture. La Révellière-Lépeaux, directeur, l'un des plus fervents soutiens et défenseurs du régime, la cheville ouvrière de la Constitution de l'an III, l'appela « aux affaires » le 28 messidor an V pour un rapide passage au ministère de l'Intérieur avant de le faire élire directeur dès le 22 fructidor. Tous deux étaient férus de pédagogie civique. Le premier publia un *Essai pour faire participer l'universalité des spectateurs à tout ce qui se pratique dans les fêtes nationales*. Dès le 22 vendémiaire an VI, le second usait de son retour au ministère de l'Intérieur le 29 prairial et de ses capacités d'organisateur pour mettre en œuvre toute manifestation intimement liée aux besoins idéologiques de l'heure, au point de rendre obligatoire le chômage du decadi par la fermeture des boutiques (17 thermidor) ou d'en organiser la célébration dans chaque administration municipale (13 fructidor), et

enfin de contrôler l'application du tout (20 fructidor). De surcroît, économiste, publiciste impénitent, fauteur de vers encouragés par Voltaire dès ses quatorze ans, ce directeur fait trait d'union entre la seconde génération des Lumières et le post-thermidorisme de l'Institut. Il sait aussi user de son talent d'avocat et de rhéteur (en 1770, il avait été reçu avocat en même temps qu'on lui avait confié la chaire de rhétorique du collège de Toul) pour soutenir ses projets. Les meilleures traditions de l'intelligence savante se combinent chez lui avec les ruses de l'élision et de l'amplification au fil de multiples métonymies qui peuvent d'ailleurs s'inverser en opacité de la métaphore. C'est ainsi que le ministre annonça, le 9 fructidor, un « spectacle d'un genre nouveau » : « Le gouvernement doit donc couvrir les arts utiles d'une protection particulière ; et c'est dans ces vues qu'il a cru devoir lier à la fête du Ier vendémiaire un spectacle d'un genre nouveau, une exposition publique des produits de l'industrie française. »

Cette « solennité vraiment nationale » devra se renouveler chaque année et acquérir « plus d'ensemble et de majesté ». Les exposants doivent s'inscrire au ministère de l'Intérieur, rue Dominique, n° 238, IVe division, bureau des arts et manufactures. Un emplacement sûr, décoré et abrité leur est promis. « L'exposition aura pour époque et pour durée les cinq jours complémentaires », le cinquième, un jury déterminera qui sera désigné à la « reconnaissance publique. [...] Le gouvernement s'engage à veiller d'une manière spéciale à la sécurité des personnes et des propriétés. [...] Son intention est de contribuer par tous les moyens possibles à l'embellissement du tableau varié que représentera cette réunion de nos richesse. [...] La liberté appelle également le flambeau d'une émulation inconnue sous le despotisme et nous offre aussi le moyen de surpasser nos rivaux et de vaincre nos ennemis. »

Prudent, le ministre a pris soin d'introduire la radicale nouveauté de la pratique par une simple interrogation rhétorique banalisante : « Pourrions-nous oublier dans les témoignages de notre reconnaissance les arts utiles qui contribuent si puissamment à la prospérité [de la République] ? »

La thématique anti-anglaise est plus nette encore lorsque, dressant le bilan, le 24 vendémiaire, le ministre s'écrie que même « incomplètement organisée », cette première exposition « conçue et exécutée à la hâte » est désastreuse pour l'industrie

anglaise et glorieuse pour la République « qui attend autant », et son gouvernement plus encore, des « artistes ingénieux que des guerriers intrépides. [...] Nos manufactures sont des arsenaux d'où doivent sortir les armes les plus funestes à la puissance britannique ». La médaille d'or sera réservée à celui qui a été jugé avoir porté le coup le plus dur à l'industrie anglaise. A l'avenir, lorsque les postulants déposeront leurs échantillons dès le 1er messidor au bureau du ministère, « en cas d'égalité de mérite de fabrication [on donnera] une préférence marquée aux genres d'industries qui rivalisent avec les branches les plus fécondes de l'industrie anglaise ». Le contexte pèse : malgré des négociations qui piétinent à Rastatt, l'Angleterre ne désarme pas, la seconde coalition se met en place, l'expédition prévue en Irlande n'a pas eu lieu, celle d'Égypte, toute concomitante, doit permettre de desserrer l'étau. Cette tension reste fédératrice même si l'on reçoit successivement les nouvelles de la prise de Malte, d'Alexandrie, de la bataille des Pyramides et de la prise du Caire. En France, les visites domiciliaires ont repris par crainte de menées royalistes et Jourdan met en place la structure qui doit permettre à la « grande nation » de s'instaurer hors les urgences patriotiques de la levée en masse, il fait voter le service militaire obligatoire de 20 à 25 ans.

Cet esprit de mobilisation républicaine parallèle à la volonté de défendre le « camp de la liberté » n'induit pas seulement des occultations opportunistes tel le refus de mentionner la Société pour l'encouragement des arts de William Shipley qui depuis 1761 organisait des expositions à Londres. Elle conduit également à approfondir la perspective en la liant au dispositif savant de l'an III qui voulait systématiser le savoir du temps par la création de l'Institut et le diffuser par l'établissement des Écoles centrales. Lakanal disait alors :

> S'interdire la gloire et la puissance des arts, c'est l'absurde vertu des anachorètes, la vertu des hommes consiste à les épurer, à les utiliser tous [et dans les établissements régénérateurs qui se mettent en place] ; tous les arts, toutes les sciences se tiennent et s'enlacent, mais il en est qui ont une connexion plus étroite ; il en est d'autres, pour ainsi dire supérieurs, qui entraînent dans leur tourbillon une foule d'arts subordonnés qui sont comme leurs satellites, ils sont faits pour se réfléchir mutuellement leur lumière.

Le ministre reprend cette thématique des arts réunis qui libère l'affaire d'un possible précédent britannique :

> Les savants, les hommes de lettres viendront étudier eux-mêmes les progrès de nos arts, ils auront enfin une base pour asseoir la technologie ou la théorie instructive des arts et des métiers. Cette science était presque entièrement ignorée quand l'*Encyclopédie* en traça la première ébauche. Ce sont les écrivains français qui ont jeté les fondements de cette étude intéressante. Il est réservé à la France d'en réunir tout le système et d'en faire un objet d'enseignement public ; peu de connaissances publiques sont plus dignes de cet honneur.

Simultanément, le 27 fructidor, le ministre lançait une grande enquête statistique. La France veut se connaître autant que se donner à voir[3]. Dans cette perspective systématisante, le jury choisi appartenait majoritairement à l'Institut quelles que soient ses autres fonctions : Darcet, devenu directeur de la manufacture de Sèvres, Moitte, qui avait enseigné vingt ans à l'école gratuite de dessin de Paris puis s'était vu confier la collection Vaucanson, Vien, ingénieur du cadastre et ancien directeur de l'Académie française de Rome où il instaura une exposition annuelle, Chaptal, directeur des ateliers de salpêtre de Grenelle, Ferdinand Berthoud, « horloger », Gallois, homme de lettres lié à la *Décade* comme à Madame Helvétius et conseiller personnel de François de Neufchâteau ; les autres étaient Malard, membre du Conservatoire des arts et métiers, Duquesnoy, de la Société d'agriculture de la Seine, Gilet-Laumont, de l'École des mines de Paris. Cet aréopage d'administrateurs savants, souvent hommes de l'art eux-mêmes, était tout prédisposé à croire aux bienfaits de la réunion des arts.

Dès l'annonce, François de Neufchâteau a donné à la manifestation l'espace anomique des jours complémentaires qui précèdent l'équinoxe de septembre. Ces jours supplétifs marquent la suture du calendrier républicain volontairement fondé sur la régularité de douze mois de trois décades avec l'année solaire immuable. Cette conjonction peut logiquement se satu-

3. Voir M.-N. Bourguet, *Déchiffrer la France, la statistique départementale*, Montreux-Paris, E.A.C., 1988, chap. III (« Mémoire de l'État, pédagogie de la nation »).

rer par l'émergence des arts qui sont à la fois, dit le ministre, « le lien de la société et la source la plus féconde de nos jouissances et de nos richesses », autrement dit le domaine de la société civile dont l'identité trouble se naturalise aisément. Jours dérobés donc pour des arts « très longtemps oubliés et même longtemps avilis », mais aussi jours mobilisables pour combattre par ce qui est faste et lumières, illuminations et feux d'artifice ou salves d'artillerie, l'envahissement des ténèbres automnales, une thématique dont l'époque avait conscience[4].

Ainsi se gère et se suggère la volonté d'oubli thermidorienne. A l'inverse des déferlements dramaturgiques des temps de la « révolution chaude », l'estompage des discours didactiques s'incarne dans la magnificence de l'objet, et l'inclut désormais dans ce que Mona Ozouf définit, pour la fête révolutionnaire, comme une « ritologie obliquement limpide »[5].

## Foires, danses, concerts et illuminations

Voilà ce qu'annonçait *L'ordre de marche et le détail des cérémonies qui auront lieu pendant six jours pour la fondation de la République* chez Lachave, rue Roch, n° 161[6]. Le Champ-de-Mars est le lieu ouvert à tous de l'exposition et des manifestations du 1er vendémiaire. Outre sa symbolique militaire et citoyenne, ce lieu a été consacré par la fête de la Fédération du 14 juillet 1790. Il est aussi entaché de la fusillade « fayettiste » du 17 juillet 1791. Il fut parfois réservé aux seuls élus. Lors de la fête du 10 thermidor an IV, on avait donné en compensation au peuple une fête populaire, un prolongement ou un doublet, rive droite, aux Champs-Élysées où Louis-Sébastien Mercier dit avoir vu s'épanouir « la simplicité bourgeoise, le peuple ouvrier, le peuple rentier, le peuple par excellence assis sur l'herbe, mangeant des cerises et des échaudés ou se promenant

4. Cf. M. Ozouf, *La Fête révolutionnaire 1789-1799*, Paris, Gallimard, 1976, p. 214.

5. *Ibid.*, p. 193.

6. B.N.F., Lb/42/1968. On en connaît divers équivalents, tel Guilhemat, rue des Maçons Sorbonne n° 411 (B.N.F., Lb/42/1969) ou encore sous le titre *Fête de fondation de la République*, imprimerie de la Renaudière, rue de la Harpe, n° 497, maison de Cluny, passage des Jacobins (B.N. Lb/42/1965).

gaiement autour de la charmante enceinte de guirlandes, de lanternes et d'artifices que Ruggieri achevait de décorer[7] ».

An VI, la manifestation officielle reste au Champ-de-Mars mais les Champs-Élysées sont également illuminés et dotés d'orchestres pour faire danser le peuple. Le clou se situe au soir du cinquième jour intermédiaire, à titre d'ouverture de la fête de la République :

> Six cents fusées volantes partiront d'un seul coup au Pont-Neuf pour allumer tous les feux d'artifice qui seront montés sur les tours et télégraphes de Paris ; [elles partent également] de la place construite sur le grand éperon du Pont-Neuf [le Vert-galant]. A ce signal, de grosses masses de feu paraîtront sur les tours, sur les dômes les plus élevés et les télégraphes.

La symbolique en est riche. L'embrasement part du cœur immémorial de la capitale, une centralité bénie des eaux, un gage de durée indissociable du destin parisien. Ces feux gomment aussi le souvenir du tribunal révolutionnaire, de mémoire désormais honnie, qui siégeait en cette partie de la Cité. Le faste jadis régalien conquiert républicainement les cimes de l'ancien ordre religieux et du nouvel ordre scientifique, le télégraphe, car ce dernier a été mis au service des victoires françaises, dès Fleurus, quatre ans plus tôt. Cet investissement total de l'espace est d'autant plus manifeste que les modérés et « campanophiles » mènent avec vigueur le combat[8]. De plus, les salves d'artillerie signalent les ouvertures des manifestations, le canon contre l'ancien ordre campanaire pour créer le « tapage de chien » que les ennemis de la Révolution lui ont toujours imputé. Depuis les travaux d'Alain Corbin, on sait la vigueur des passions et des enjeux qu'ils sollicitent[9].

---

7. Voir L.-S. Mercier, *Le Nouveau Paris*, Paris, Éditions Jean-Claude Bonnet et Mercure de France, 1994, chap. CC111, « Fête du 10 thermidor an IV », p. 714. La fermeture du Champ-de-Mars avait provoqué des incidents : « Le peuple impatient d'être toujours repoussé et de n'être jamais appelé aux fêtes que pour les voir de loin força la garde et fit trois ou quatre trous dans l'enceinte. Les courses, au reste, ne méritaient pas tout ce brillant appareil. »

8. Cf. L.-S. Mercier, *op. cit.*, chap. CCLXI, « Cloches », p. 916, et plus encore, CCXXIV, « Philancloches », p. 776.

9. Cf. A. Corbin, *Les Cloches de la terre, paysage sonore et culture sensible dans les campagnes du XIXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1994. Il faut dire aussi qu'en l'an VI la querelle est pleinement d'actualité, et même en débat à

En matière de feu, les plus spectaculaires inventions se succèdent. Le matin de la fête diurne du 1er, des figurants du peuple français, couronnés de chêne et de laurier, doivent enflammer par des torches les images du despotisme et du fanatisme et, plus magiquement, l'après-midi, deux physiciens montés à 40 ou 45 mètres du sol dans un aérostat de 9 à 10 mètres de diamètre doivent embraser un vaisseau anglais reconstitué en jetant un mélange « sans feu ni mèche ». Le feu purifie et venge autant qu'il conjure et rassure. Ce dernier acte oblitère, ou nie symboliquement, la destruction de la flotte française à Aboukir le jour même de la bataille des Pyramides. Il a sans doute aussi à voir avec le thème du *Vengeur* sur lequel, en l'an II, B. Barère avait rapporté de façon suffisamment efficace ou attendue, même si controuvée, pour qu'il figure, aujourd'hui encore, malgré tous les démentis ultérieurs, sur le piédestal de la statue de la République, place de la République, à Paris. La pyrotechnie combat l'angoisse née de la conscience de notre faiblesse sur les eaux. Le feu, les figures aériennes et sommitales aident la France à abolir ou refouler ses inquiétudes fondées dans le subterfuge de théatralisations publiques aux fonctions cathartiques.

Fantasmagorie magique, le feu est aussi luminosité instable qui suscite indistinction et licences ambiguës très précisément, ce que récusait l'an II[10]. Ce moment se renforce de danses qu'animent les nombreux orchestres. Le puritanisme de L.-S. Mercier condamne les illuminations à titre de gabegies inutiles et son strict moralisme s'alarme[11]. Il n'est pas jusqu'à l'heure quotidienne d'exécution des « plus belles symphonies de nos compositeurs actuels » par un orchestre nombreux, au centre de l'édifice du Champ-de-Mars, qui n'incite à une écoute hédoniste et silencieuse étrangère au souci du grand publiciste ; il faut en revanche souligner comment cette authentique démocratisation de la pratique des sociétés de concert qui vulgarise de surcroît un genre encore d'avant-garde, démontre que

---

la tribune des Cinq-Cents.

10. Cf. B. Barère, « Contre les banquets fraternels », 26 messidor an II, Archives parlementaires, t. 93, p. 223 et mon article « Fraternité chez Bertrand Barère en l'an II », *in Languages de la Révolution (1770-1815)*, INALF, Klincksieck, 1995, p.523-533.

11. L.-S. Mercier, *op. cit.*, p. 715 : « Tout le monde avait l'air égaré par l'éclat du feu dont on venait d'être ébloui », et p. 1230, 742 et 1234.

l'historiographie a trop cru à l'oubli ou à la négligence du concert symphonique durant la Révolution[12]. La mise en scène du retour à une convivialité nationale les réinscrit d'autorité dans la gestion du corps pacifié du peuple que l'on veut transformer en public silencieux.

## N'être point vêtu « du costume d'un état ou d'une profession quelconque »

Quant à la montre elle-même, on n'en sait que peu de chose. On sait néanmoins que la diversité régnait. L'emplacement promis « sûr, décoré et abrité » était constitué par « une enceinte carrée, décorée de portiques sous lesquels seront déposés les objets les plus précieux de nos fabriques et manufactures ». Chalgrin la réalisa : le tout ressemble à une sorte de caravansérail sobre et néoclassique au milieu duquel trône un édicule où certains ont voulu voir, sans doute à tort, quelque fontaine de l'abondance, là où il ne s'agissait que du monument de l'industrie ; central et ouvert de toute part pour mieux capter tous les regards, il permettait d'exhiber triomphalement les créations primées. En raison du mauvais temps, les arcades prévues n'étaient pas encore toutes édifiées le 1er vendémiaire. Une pétition d'une trentaine de signatures, au nom d'une quarantaine d'exposants sur 110, sollicita une prolongation. Les noms de Conté et de Firmin Didot y figurent. Le ministre donna aussitôt ordre aux forces de sécurité, troupes et police, de maintenir leur dispositif. Les illuminations nocturnes du Temple de l'industrie et des arcades furent reconduites, et commande fut aussitôt faite à Sarrette, le directeur du Conservatoire, de deux nouveaux concerts aux mêmes conditions d'honoraire que précédemment, ce qui montre combien

12. Dans J.-R. JULIEN et MONGRÉDIEN (dir.), *Le Tambour et la Harpe*, Paris, Éditions Du May, 1991, voir ce que dit Marie-Claire Le Moigne-Mussat à propos de Lyon. Ce tableau ne correspond nullement au soin que prend François de Neufchâteau à exiger de Sarrette, directeur du conservatoire, musiciens et prestations, y compris pour les deux concerts supplémentaires dès l'annonce de la prolongation de l'exposition de dix jours.

l'ensemble de ces pratiques reste indissociable aux yeux de tous.

Côté réception, le manque de témoignage est plus flagrant encore, Louis-Sébastien Mercier, très au fait de tout et lui-même membre de l'Institut, ne remarqua que les tapisseries des Gobelins :

> L'exposition des tapisseries des Gobelins a été une heureuse pensée. L'homme qui l'a conçue connaissait bien l'esprit du peuple et ce qui peut lui plaire véritablement. On a vu là l'histoire de l'univers en moins de cent pages. [Le peuple] les voit avec plaisir sous deux rapports : premièrement parce qu'elles l'amusent et lui rappellent le grand Colbert, fondateur des manufactures d'arts utiles et solides, secondairement parce que le plaisir qu'elles lui donnent n'épuise point le Trésor national, comme le ferait une dispendieuse illumination car ces illuminations à longs cordons ne font qu'hébéter les visages. On accueille d'un ingrat et court regard une lueur incertaine dont le vent est jaloux, qui coûte cent mille francs ou plus, et semble faire sourire[13].

Cette interprétation, pour personnelle qu'elle soit, identifie bien le registre imposé : celui d'une passivité. Le badaud n'est au mieux qu'invité à une consommation d'évasion ; or celle-ci avait même fait défaut le 9 thermidor an VI quand on a organisé l'entrée triomphale des objets de science et d'art recueillis en Italie. Ils arrivaient par Marseille, la vallée du Rhône et Charenton. Le cortège partit du Jardin des Plantes pour gagner le Champ-de-Mars. On parla bien des quatre chevaux de Venise, de l'Apollon du Belvédère, du Laocoon et de la Transfiguration de Raphaël, outre diverses mentions de menus objets précieux : manuscrits, livres rares, médailles, caractères d'imprimerie. Le

13. L.-S. MERCIER, *op. cit.*, Sur l'abus des illuminations p. 1232, un texte inédit jusque-là (Fonds Mercier de l'Arsenal, ms 15079/2, f° 279-280). Par ailleurs, Mercier dit que le peuple préfère les riants paysages avec Muses et Parnasse, Olympes et Orphées aux batailles qui assombrissent « passagèrement les fronts épanouis comme quelques légers nuages dans un beau jour voilent par instant le soleil ». Le prospectus de Renaudière, rue de la Harpe, n° 497 (B.N.F., Lb/42/1968) signalait bien Apollon, Vénus, Mars, Hercule, un palais, où (point 7) « la foi sous leur portique d'architecture », mais aussi côté batailles sans doute une histoire d'Alexandre le Grand en neuf scènes, outre un cycle de Médée et Jason et différents éléments d'histoire sacrée et profane.

peuple ne vit rien : il s'agissait de caisses surmontées de couronnes de laurier. L'exotisme de la partie sciences naturelles : des animaux sauvages, lions africains, lionnes, dromadaires, chameaux, ours de Berne en partie venus de la ménagerie du duc de Wurtemberg attira en revanche tous les regards.

Le 1er vendémiaire an VI, au matin, on pouvait également assister à des jeux, joutes sur l'eau, lutte (bleus contre rouges, à force de bras), courses à pied, à cheval et en char avant que ne soient brûlées les effigies du despotisme et du fanatisme. Des danses eurent lieu autour du bûcher mais elles n'ont rien de spontané ou de rassembleur. Après les chants patriotiques, les orchestres exécutent des airs de danses mais le peuple passif ne doit qu'admirer. On l'escamote, on lui interdit toute visibilité physique autant que d'état :

> Les concurrents ne seront point admis dans l'arène vêtus du costume d'un état ou profession quelconque. Le costume des concurrents dans chaque espace de course va être ci-après désigné.

Les tenues doivent être blanches (en général pantalon et tunique) mais plus rédhibitoirement encore il est dit, dans les mêmes fascicules qui divulguent les « détails officiels » ou « le détail exact des cérémonies » que « tous les concurrents dans les jeux auront précédemment prouvé qu'ils jouissaient ou pourraient jouir, s'ils avaient l'âge, du droit de voter dans les assemblées politiques ».

Il s'agit bien ainsi d'une fête de la République qui réserve l'espace agonistique à ses forces vives parce que constituées et constitue simultanément en anomie « hébétée » (L.-S. Mercier) le peuple de la fête de nuit qui, outre le Champ-de-Mars, anime le grand Carré Marigny (notre Rond-Point des Champs-Élysées), la place de la Concorde et le Pont-Neuf.

Ainsi dans sa majesté cérémonielle, la symbolique directoriale posa le voir, cette énigmatique interrogation entière. Lorsqu'une bannière proclame *La République les a tous réunis/Ce n'est qu'un même peuple,* c'est derrière les directeurs et devant un faisceau qui comporte le nom de tous les départements : un signe, un emblème, la marque de la mise en avant du système représentatif. L'abstraction réalise pleinement l'adunation dont

rêvait Sieyès depuis 1789, mais elle la figure à soi seule : c'est la puissance de l'emblème, mais aussi sa limite.

Hors toute remémoration, la fête de la fondation de la République du 1er vendémiaire réussit alors pleinement « l'exercice latéral d'escamotage » post-thermidorien dont parle Mona Ozouf[14]. Quant aux objets de la montre industrielle qui ordonnent la liaison avec la foule assemblée, ils jouent le rôle de relais et d'intermédiaires au sein d'un jeu de balance permanent. Ils en pondèrent, en lestent ou en stabilisent la mécanique. En cela, ils opèrent comme centre perdu. Tiers figurant la société civile, ils ne sont que l'impossible miroir ou la forme éclatée d'un peuple introuvable parce qu'évincé.

---

14. M. OZOUF, « Thermidor ou le travail de l'oubli », *in L'École de la France*, Paris, Gallimard, 1984, p. 107.

15

# La lutte des ouvriers de Longwy contre la restructuration de la sidérurgie française (1979-1980)

*par Gérard Noiriel*

Décembre 1978[1]. Le gouvernement Barre rend public son plan de « sauvetage » de la sidérurgie. Bilan : 21 000 postes de travail doivent être supprimés en moins de deux ans ; deux sites sont pratiquement condamnés à mort : Denain et Longwy. Dans la cité lorraine, les 6 500 suppressions d'emplois prévues signifient la disparition d'un sidérurgiste sur deux et, à terme, l'élimination de la moitié des actifs du bassin. A Longwy, c'est d'abord l'atterrement puis, très vite, la colère. Pendant six mois, l'ensemble de la population se mobilise pour rejeter ce plan ; ajoutant aux formes de luttes traditionnelles du mouvement ouvrier (grèves et manifestations) des formes inédites de guérilla urbaine : attaque du commissariat au bulldozer, occupation du relais TV et mise en place de la « télévision libre ». En dépit de cette intense mobilisation, la restructuration sera menée à bien. En juillet 1980, une brochure réalisée par la municipalité dresse un premier bilan : « Sur le territoire de la commune de Longwy, une seule grande entreprise sidérurgique (l'usine de la Chiers) employait environ 3 600 personnes en 1976. Il en reste aujourd'hui 140. Les cinq hauts fourneaux sont arrêtés, les hautes herbes envahissent les installations dans lesquelles ont travaillé des générations d'hommes, de spécia-

1. Une version légèrement différente de ce texte est parue dans le dossier que la revue *Futur antérieur* a consacré aux *Coordinations de travailleurs dans la confrontation sociale*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 33-44.

listes qualifiés. Le cœur de Longwy est éteint. » On sait que dans les années suivantes, c'est la gauche qui achèvera ce que la droite avait commencé. Aujourd'hui, l'activité sidérurgique n'existe plus dans le bassin de Longwy.

## La fin d'une histoire

Les journalistes, les sociologues, les économistes qui ont tenté de comprendre les raisons de la violence exceptionnelle de ce conflit ont sous-estimé, à mon sens, un élément décisif : le poids de l'histoire[2]. Depuis longtemps la recherche a montré qu'on ne pouvait appréhender la « classe ouvrière » comme un tout ; qu'il fallait tenir compte des différences entre les secteurs d'activité, entre les qualifications, les origines nationales, etc. Mais on n'a pas assez insisté sur le maintien des spécificités régionales, voire locales. Or celles-ci peuvent contribuer à expliquer l'absence ou au contraire la force des mobilisations[3]. En 1979, pour la plupart des commentateurs, Denain et Longwy étaient les symboles d'un même passé industriel, d'un même destin. En fait, si la lutte a été plus tenace et surtout plus violente à Longwy, c'est parce que les ouvriers de la région étaient les héritiers d'une histoire qu'on ne peut confondre avec l'histoire des ouvriers du Nord. Sans entrer dans les détails, disons que par rapport à Longwy, Denain se caractérise par un passé industriel beaucoup plus ancien, une immigration historiquement moins importante, une composition socio-professionnelle plus diversifiée, notamment en raison de la présence ancienne d'une industrie de transformation qui n'a jamais pu voir le jour dans la Lorraine du Nord. Certes, au XIX[e] siècle, on travaillait déjà le fer à Longwy, mais dans le cadre de petites forges artisanales animées par quelques forgerons et par une masse d'ouvriers-paysans auxquels étaient réservées les tâches de manœuvres. Mais cette sidérurgie rurale

2. Cf. en dernier lieu, C. DE MONTLIBERT, *Crise économique et conflits sociologiques dans la Lorraine sidérurgique*, Paris, L'Harmattan, 1989.

3. C'est Madeleine Rebérioux qui m'a convaincu de l'importance de la dialectique entre le passé et le présent. Je suis resté fidèle à ce fil conducteur dans mes recherches ultérieures.

traditionnelle a été anéantie au début du siècle ; la découverte du bassin ferrifère de Briey (le deuxième du monde derrière celui des Grands Lacs, à l'époque) ayant entrainé l'afflux de nouvelles usines utilisant les techniques modernes et les formes « tayloriennes » d'organisation du travail. Les premières grandes grèves qu'a connues la région — qui défrayèrent déjà la chronique par leur violence et leur durée[4] — avaient pour objet d'empêcher ces transformations. Celles-ci signifiaient en effet la fin d'une logique de développement économique fondée sur la complémentarité entre le travail industriel et le travail agricole. Après l'échec de la grève, la plupart des ouvriers lorrains fuient ces usines qu'ils ne reconnaissent pas. Beaucoup s'installent dans la région parisienne où l'industrie automobile naissante recherche activement de la main-d'œuvre qualifiée. C'est sur les décombres de cette sidérurgie artisanale que va se construire entre 1900 et 1930 la sidérurgie « moderne » que le plan de 1979 avait pour objet de liquider à son tour. Sa mise en place provoque un bouleversement total de la composition « technique » et « ethnique » de la classe ouvrière. Alors qu'auparavant, le travail du mineur se différenciait peu de celui du paysan, car le fer était extrait dans des carrières à ciel ouvert : désormais, il faut descendre dans des galeries de plus en plus profondes et de plus en plus meurtrières pour aller le chercher. Avec les aciéries Thomas, les grands laminoirs mécanisés ou les « carroussels » (qui dans les fonderies transforment le mouleur d'autrefois en OS), l'ouvrier entre au service de la machine, même si à ce stade, le coup d'oeil, la force physique et le savoir-faire restent des compétences essentielles. Confronté à la fuite des travailleurs lorrains et à des besoins en main-d'œuvre sans commune mesure avec ce que la région pouvait fournir, le patronat « fabrique » une nouvelle classe ouvrière en recrutant massivement des immigrés venus de Belgique, d'Italie, de Pologne et, après la deuxième guerre, d'Afrique du Nord. La gestion « paternaliste » des maitres de forge s'explique par la nécessité absolue d'enraciner et de « reproduire » sur place la main-d'œuvre qualifiée, à un moment où la concurrence fait rage entre les sociétés sidérurgi-

4. Alphonse Merrheim, le principal dirigeant de la fédération de la métallurgie, viendra sur place encourager les grévistes ; cf. S. BONNET, R. HUMBERT, *La Ligne rouge des hauts fourneaux*, Metz, Éditions serpenoise, 1981.

ques qui se sont installées dans la région pour profiter de la proximité du minerai. Si chaque société se lance dans la construction de cités ouvrières, de salles des fêtes, et même d'écoles et d'hôpitaux, c'est dans le but de s'attacher ces ouvriers. Ce qui a pour contrepartie des salaires beaucoup plus bas que dans la métallurgie de transformation par exemple. D'où la nécessité d'empêcher toute relation entre les ouvriers locaux et ceux des autres régions. De même, étant donné la pénurie de main-d'œuvre, les sociétés sidérurgiques s'opposent à l'installation d'entreprises concurrentes. Tout cela se conjugue pour faire du bassin de Longwy, qui produit le tiers de l'acier français en 1930, l'un des plus importants ghettos de l'industrie lourde française. Cette période fondatrice se caractérise aussi par l'extrême instabilité du monde du travail dans une région qu'on appelle alors le « Far West » ou le « Klondyke » français ; instabilité qui contribue à l'effondrement du mouvement ouvrier après 1905.

Dans les années 1930, la crise économique provoque un retournement complet de la situation sur le marché du travail. Le nouveau monde ouvrier, formé de bric et de broc dans les décennies antérieures, commence à se stabiliser, à s'enraciner, à s'homogénéiser. Si la stratégie patronale de reproduction sur place de la force de travail est couronnée de succès, c'est surtout le mouvement ouvrier qui va en tirer profit. A partir de cette époque en effet, la « deuxième génération » — dont les membres sont à la fois enfants d'ouvriers et enfants d'immigrés — fait progressivement son entrée dans les usines et dans les mines de la région. Sociologiquement, ce groupe est très homogène parce qu'il est composé d'individus qui ont vécu la même enfance et ont connu la même trajectoire sociale. Dans ces véritables villages que sont les cités ouvrières, tout le monde se connait. Dès leur naissance, les enfants ont été intégrés dans l'univers social qui s'est tissé au pied des chevalements de mines et des hauts fourneaux. Ils ont souffert de la xénophobie et aussi de la surexploitation dont ont été victimes leurs parents[5]. Mais, alors que leurs pères étaient étrangers et

5. Je rappelle qu'à l'époque, les mines de fer sont parmi les plus meurtrières du monde. Plus d'un mineur sur deux est victime d'un accident du travail dans l'année et le taux d'accidents mortels dépasse les cinq pour mille. De plus, les mineurs étrangers (qui forment la quasi totalité des effectifs au fond) n'ont aucun droit à cette époque. Ils ne peuvent même pas participer aux

manœuvres, eux sont français et ont acquis, en général, une qualification. Nul ne peut leur interdire de participer aux luttes syndicales et politiques du pays. Toute l'histoire du bassin de Longwy-Villerupt, des années 1930 aux années 1970, a été profondément marquée par cette génération ouvrière. C'est elle qui était visée au premier chef par les mesures de pré-retraites dans le plan de 1979. Ce sont ses valeurs, ses combats, ses idéaux qui ont imprégné toute la culture collective (bien au-delà du monde ouvrier lui-même) de la région. Cette culture se définit par deux caractères essentiels, qui peuvent paraitre contradictoires, mais qui s'expliquent tous deux par les traumatismes et la stigmatisation vécues dans l'enfance. Ce qui frappe en premier lieu dans ce groupe, c'est la place qu'il fait à la violence. Toutes les luttes sociales — depuis la grève de 1938, qui marque leur entrée en scène, jusqu'à la fin de la guerre froide, en passant par la Résistance (à laquelle cette génération fournira de nombreux cadres et de nombreux martyrs) — sont marquées par des affrontements physiques qui ont pour centre l'usine, mais qui s'étendent sur tout le territoire des cités. En 1948, les ouvriers de l'usine de Micheville (à Villerupt, localité voisine de Longwy) parviennent à encercler et à désarmer toute une compagnie de CRS. La plupart des cadres du PCF et de la CGT émergent grâce à des actions héroïques, se couchant en travers du laminoir pour bloquer la production, par exemple. Mais en même temps que ces comportements de rupture, la culture de cette deuxième génération ouvrière illustre un profond désir d'intégration au « pays », au sens à la fois local et national du terme. Défendre la sidérurgie, c'est non seulement défendre son emploi, mais aussi défendre la Lorraine et l'« intérêt de la France ».

Entre les années 1950 et les années 1970, les membres de ce groupe vont exercer une véritable hégémonie dans tous les secteurs de la vie politique et sociale de la région. Une bonne partie des mairies détenues auparavant par les maitres de forge ou leurs alliés vont passer sous leur coupe, de même que les syndicats, les associations, etc. Leurs valeurs collectives s'étendront à d'autres composantes du monde ouvrier et dans

---

élections professionnelles pour élire leurs délégués. Tous ceux qui tenteront d'organiser la vie syndicale seront expulsés. Pour plus de détail sur l'histoire de ce groupe, cf. G. NOIRIEL, *Longwy, immigrés et prolétaires, 1880-1980*, Paris, PUF, 1984 (préface de M. Rebérioux).

les classes moyennes, non seulement grâce à ces organisations, mais aussi grâce à la sociabilité de quartier, grâce aux récits transmis par les familles. Néanmoins cette culture de classe a été élaborée entre les années trente et les années cinquante, c'est-à-dire dans un monde et pour un monde qui va connaître de profondes transformations dans les décennies suivantes. En premier lieu, il faut évoquer la « pacification » des rapports sociaux. Après la guerre froide, le mouvement ouvrier local se contente le plus souvent d'une violence verbale. Les actions revendicatives sont de plus en plus disciplinées, codifiées et subordonnées aux stratégies et aux mots d'ordre nationaux du PCF. Le souci de respectabilité conduit les responsables du parti à promouvoir une division du travail. On confine les luttes dans l'entreprise, pour laisser aux élus le monopole de la ville. Par ailleurs, si en trente ans le niveau de vie des ouvriers sidérurgistes a progressé de façon considérable, beaucoup d'entre eux sont maintenant enchaînés à des crédits qui les empêchent de se lancer dans des grèves trop longues ou trop répétitives. C'est pourquoi les actions favorites consistent dans des « grèves du zèle », des débrayages ponctuels, etc. Autre élément de transformation : l'évolution de la composition technique/ethnique du monde du travail. C'est sans doute dans les années 1950 que l'homogénéité a été la plus grande dans la classe ouvrière locale. Mais dans les décennies suivantes, le patronat recrute massivement de nouveaux immigrants en provenance du Portugal et d'Afrique du Nord surtout, qui mettront longtemps à s'intégrer à la sociabilité locale. Le progrès technique est un autre facteur d'hétérogénéité. La stratégie du « rapiéçage » (qui consiste à moderniser certaines unités au détriment des autres) privilégiée par le patronat, a des effets sociologiques indéniables. De vieux fondeurs maniant l'aspadelle, comme on le faisait déjà avant 1914, cotoient les jeunes ouvriers qui sont à la pointe du progrès ; comme ceux qui travaillent à la tôlerie de Mont-Saint-Martin, symbole du « progrès technique »[6] pour la France entière. Le renouvellement des générations joue aussi un rôle important. Les enfants de la génération héroïque n'ont pas les mêmes raisons que leurs

6. En France, c'est l'une des premières installations à avoir été étudiées de façon systématique par la sociologie du travail ; cf. J. Dofny, C. Durand, J.-D. Reynaud, A. Touraine, *Les Ouvriers et le progrès technique. Étude de cas : un nouveau laminoir,* Paris, Armand Colin, 1966.

parents de s'identifier à l'usine ou aux mots d'ordre du PCF. Beaucoup d'entre eux se sont affranchis de l'univers sidérurgique et font désormais partie des classes moyennes. Les jeunes qui sont restés ouvriers n'ont plus le même attachement à l'usine que la génération d'avant. Celle-ci devait à la sidérurgie une promotion sociale par rapport à leurs parents, alors que pour ceux qui sont nés à partir des années 1960, l'entrée à l'usine est très souvent consécutive à un échec scolaire. La même diversification sociologique se constate au niveau de la population globale du bassin. Avec le développement progressif de l'État-Providence, le face à face patronat/ouvriers, caractéristique de l'âge paternaliste[7], fait place à des relations sociales plus différenciées, compte tenu de la multiplication des services commerciaux et administratifs. Tout cela explique qu'en 1979, quand débute le conflit, les valeurs collectives du groupe hégémonique ne sont plus vraiment en phase avec la réalité sociologique locale. Néanmoins elles continuent à structurer une sorte d'« inconscient collectif » que la lutte va permettre de réveiller.

## La dynamique des luttes

Au départ, toutes les conditions étaient réunies pour que le mouvement de protestation adopte la forme traditionnelle qu'il avait déjà prise, lors des plans de restructuration précédents (à Thionville, Villerupt, dans le bassin minier...). Dès l'annonce des licenciements, la CGT, qui regroupe 80 % des ouvriers syndiqués et le PCF, administrant 60 % de la population, proclament que c'est « dans l'entreprise » que doit se mener la lutte. « Pas un boulon ne doit être démonté » ; tel est le mot d'ordre initial. De même, comme lors des épisodes précédents, le PCF cherche à utiliser le conflit dans sa campagne nationale de dénonciation du « virage à droite » du parti socialiste. Il met en cause l'attitude des socialistes locaux, considérés comme plus ou moins complices du démantèlement. Mais très vite les deux axes de cette stratégie s'effondrent. Dans l'entreprise, la

7. Au cours des années trente, dans certaines communes du bassin, les ouvriers formaient plus de 70 % de la population active.

mobilisation reste faible. Les ouvriers, déjà frappés par le chômage partiel, hésitent d'autant plus à entamer une grève illimitée que cette tactique a échoué partout où elle a été mise en œuvre dans les années précédentes. A l'inverse, les « opérations coup de poing » impulsées, contre l'avis de sa direction nationale, par la petite section CFDT rencontrent d'emblée un succès tel que la CGT et le PCF lui emboîtent le pas. De même, le discours antisocialiste est balayé par la soif d'unité qui règne dans la population et qui conduit à mettre en place une Intersyndicale, alors qu'au niveau national, la CGT et la CFDT ne parviennent même pas à s'entendre sur une journée commune d'action. Se sentant directement concernée, la population souhaite ardemment manifester sa colère. Elle refuse qu'on enferme la lutte dans l'entreprise en excluant ainsi les femmes, les chômeurs, les enseignants, etc. A partir de la première grande manifestation unitaire de décembre, la lutte s'étend rapidement sur l'ensemble du territoire sidérurgique, s'appuyant d'emblée sur toute une série de symboles, illustrés par le SOS lumineux installé sur le crassier, par le choix des lieux occupés ou investis : chambre patronale, banque, relais TV, commissariat. Dans ces « opérations coup de poing » s'exprime la volonté d'une pratique unitaire dépassant le cloisonnement social qui domine la vie quotidienne. C'est un moyen de mener la lutte « tous ensemble », jeunes et vieux, hommes et femmes, français et immigrés, sidérurgistes et travailleurs des petites entreprises, ouvriers, enseignants et commerçants. Le même unanimisme accompagne la mise en place des « radios libres » ; la petite radio CFDT d'abord, puis Lorraine Cœur d'acier, la radio de la CGT, qui va profondément marquer la vie du bassin. Ce qui frappe, c'est que pendant plusieurs mois toutes les actions illégales sont soutenues par la quasi unanimité de la population. Les deux radios libres sont illégales et pourtant elles sont très écoutées. L'occupation du relais TV et les émissions de TV pirate (grande première mondiale) sont accueillies favorablement et la violence, que ce soit par la destruction du matériel ou des dossiers patronaux, que ce soit par l'affrontement physique avec les CRS, est encouragée par la majeure partie des ouvriers.

Ce succès s'explique à mon avis par la conjonction de plusieurs facteurs. En premier lieu, il faut citer le rôle décisif joué par les jeunes de la « nouvelle classe ouvrière ». Ce n'est pas

un hasard si les deux militants syndicaux (l'un membre de la CGT et l'autre de la CFDT) qui sont à la tête des opérations « coup de poing » et qui militent activement pour l'unité syndicale appartiennent tous les deux à l'élite ouvrière de la tôlerie de Mont-Saint-Martin. Mais si les actions violentes reçoivent un soutien massif, c'est parce que l'ampleur du plan de restructuration et la brutalité avec laquelle il a été annoncé ont été ressenties par la population comme une agression qui porte atteinte à son identité collective. D'où la résurgence des réflexes enfouis dans l'inconscient ouvrier local. Le langage de la violence est considéré comme une réponse légitime à la violence de l'État. En même temps, on cherche à réaffirmer une volonté collective d'intégration à la communauté nationale. La plupart des sidérurgistes sont convaincus que Paris les a soit « abandonnés », soit « trahis ». Pendant longtemps, on leur avait demandé de travailler jour et nuit pour reconstruire la France et maintenant on les laissait tomber sans ménagement. Ce sentiment largement partagé explique l'énorme succès des manifestations centrées sur le thème « nous voulons vivre, étudier, travailler au pays » : avec en tête du cortège, la croix de Lorraine ou des enfants portant le costume folklorique alsacien-lorrain. Ce besoin de reconnaissance explique aussi l'extraordinaire impact de la marche sur Paris — qui fut l'apogée de la lutte — et la colère exprimée contre la façon dont la télévision rendait compte du conflit, en présentant les sidérurgistes comme des « casseurs » (l'occupation du relais-TV et la création des radios libres ont été conçues comme des « ripostes » à cette couverture médiatique tendancieuse). Un autre élément décisif qui explique le succès de ce type de lutte tient aux formes de « démocratie directe » qu'elles ont rendu possible. Lorraine Cœur d'acier a été une sorte de forum, au sens fort du terme, où tout le monde est venu, soit sur le plateau, soit par téléphone, dire un jour son mot dans tel ou tel débat, raconter une histoire, donner une information. De même, toutes les actions « chaudes » ont donné lieu à des débats collectifs spontanés, pour décider des suites de l'action. Pendant plusieurs mois, tous ceux qui l'ont voulu ont pu participer directement à la lutte. La nuit, on pouvait aller garder la radio ou rejoindre les copains qui occupaient la banque, leur apporter à manger, discuter. Des troupes de théâtre, de folklore, des orchestres de rock sont venus apporter leur soutien. Tout au long

du conflit, une multitude de chansons, de poèmes, des dessins d'enfants, des tableaux ont été créés, le plus souvent par des ouvriers qui dans un autre contexte n'auraient jamais pris ce genre d'initiatives ou n'auraient jamais osé les rendre publiques[8]. Ainsi, à partir du réflexe initial refusant des licenciements, a pris naissance un mouvement, une dynamique de lutte s'entrenant elle-même. Les objectifs du combat se sont modifiés, rebondissant les uns sur les autres : « Non aux licenciements », puis « Non à la répression policière », « Liberté d'expression », « Libérez Roger Martin »... Ce sont tous ces éléments qui expliquent l'intensité et la durée de la mobilisation, bien plus à mon avis que les « plans alternatifs » sur lesquels l'immense majorité des gens n'avaient rien à dire car il s'agissait d'un problème d'experts.

Mais il est juste aussi de souligner que la « spontanéité » qui a fait la force et la ténacité du mouvement ne pouvait que conduire à l'échec, étant donné l'absence de toute perspective alternative. Au plus fort de la lutte, dans le feu de l'action, c'est comme si les divergences d'intérêt avaient été fondues dans le haut fourneau des espérances ouvrières. Pour entretenir le mouvement, il fallait donc aller toujours plus loin, toujours plus haut, imaginer sans cesse de nouvelles actions symboliques pour maintenir la population en haleine, frapper l'opinion. Mais après la marche sur Paris, un certain désarroi s'est installé, dû au fait que les militants ne savaient plus très bien quoi faire pour intensifier le combat. La démobilisation a commencé à ce moment-là et les forces centrifuges ont repris le dessus. L'intersyndicale, qui était restée limitée aux cinq organisations principales, refusant d'accepter les formes d'organisation autonomes créées pendant le conflit, s'est délitée. L'extraordinaire prise de parole collective qu'a occasionnée cette lutte n'a pas été mise à profit par les responsables du mouvement pour tenter de mieux connaître les aspirations des gens et pour construire, à partir de là, un programme revendicatif dépassant les mots d'ordre vague du genre : « Non aux licenciements » et « Longwy vivra ». Les divergences d'intérêts, liées aux mutations sociologiques évoquées plus haut, se sont alors révélées dans toute leur ampleur. Chez les sidérurgistes, le clivage de l'âge a sans doute été essentiel. Les plus concernés étaient in-

8. La radio Lorraine Cœur d'Acier a joué, là aussi, un rôle essentiel.

contestablement les ouvriers entre 30 et 50 ans. Beaucoup avaient des enfants en bas âge, des traites à rembourser, une maison sur les bras. C'est surtout cette génération qui était le « dos au mur ». Pour les ouvriers les plus âgés, la restructuration dessinait la perspective d'une retraite anticipée, ce qui était souvent considéré comme une bonne chose. Chez les jeunes, si l'angoisse de perdre son emploi (ou de ne pas en trouver) a été un facteur important de leur engagement, dès que la mobilisation a commencé à faiblir, la prime de départ (50 000 francs) a fait des ravages, car elle ouvrait la porte sur d'autres horizons que celui des grandes usines[9]. Le clivage entre ouvriers locaux et immigrés a été un autre facteur d'affaiblissement. Déjà menacés par les nouvelles dispositions gouvernementales (les « lois Bonnet »), restés en marge de la sociabilité et du mouvement ouvrier local, beaucoup ont finalement décidé de partir avec la prime[10]. Quant aux classes moyennes, ce qui les préoccupait le plus, ce n'était pas que la sidérurgie continue à vivre, mais le maintien de l'activité économique dans le bassin. Dans ce milieu, la démobilisation a été grandement favorisée par les projets de « reconversion industrielle », annoncés à grand renfort de publicité par le gouvernement. Projets qui, pour la plupart, n'ont jamais vu le jour.

---

9. On peut estimer qu'il y a eu autant d'ouvriers qualifiés que d'OS qui ont accepté la prime. Parmi ces derniers la majorité étaient des immigrés. Deux ans plus tard, beaucoup de ceux qui avaient fait ce choix étaient au chômage. Si parmi les ouvriers professionnels, certains ont retrouvé du travail assez vite, ce n'est pas le cas des OS.

10. Il faut évoquer aussi le clivage hommes/femmes au sein du monde ouvrier local. Dans cette région de mono-industrie, l'emploi féminin a toujours été très minoritaire. Parmi les jeunes, bien peu souhaitaient rester toute leur vie « femme de sidérurgiste », comme leur mère. Certaines ont poussé leur mari à prendre la prime et à partir vers d'autres cieux, moins misogynes.

16

# L'avenir vu par les patrons : Pierre Lefaucheux

*par Patrick Fridenson*

L'avenir constitue un fonds de commerce des patrons. Vis-à-vis des autres groupes sociaux et de l'État, il leur sert d'argument permanent. Les patrons ont la charge de bâtir l'avenir et veillent à éviter les contraintes qui étoufferaient la croissance future. Ils reprochent à leurs interlocuteurs comme à leurs adversaires de n'avoir en réalité que le présent en tête, soit pour y limiter leur horizon soit pour réduire le futur à une extrapolation du présent. Ainsi, en 1996, la Fédération nationale des travaux publics diffuse à des centaines de milliers d'exemplaires une carte postale qui transmet le message suivant : « Un pays qui ne s'équipe pas est un pays qui ne pense pas à l'avenir[1]. » A l'intérieur même des entreprises l'avenir constitue l'apanage par excellence du groupe dirigeant. Les autres cadres, les employés et ouvriers sont renvoyés au quotidien et au court terme, sauf exception. Dès 1916, dans un livre pionnier qui devient la bible des entrepreneurs français pour des générations le patron salarié Henri Fayol assigne à la direction générale cinq fonctions essentielles dont celle de prévoir et de faire des plans d'avenir[2]. A sa suite des cadres dirigeants élaborent des programmes quadriennaux ou des plans quinquennaux. Il en va ainsi d'Ernest Mattern, le directeur techni-

1. Archives personnelles.

2. H. Fayol, *Administration industrielle et générale*, Paris, Dunod, 1916. Cf. « Henri Fayol and the emergence of general management theory », numéro spécial du *Journal of Management History*, July 1995.

que de Peugeot, en 1928 puis en 1938[3]. Aux États-Unis, dès le début des années 1920, deux grandes entreprises qui ont désormais un actionnaire commun : la famille du Pont, dans la chimie Du Pont de Nemours et dans l'automobile General Motors adoptent l'une après l'autre une réforme de leur organisation interne qui réserve à la direction générale la stratégie, donc la pensée du moyen et du long termes, en contrepartie de quoi les divisions décentralisées ont les mains libres pour gérer les opérations quotidiennes[4]. Les grandes entreprises américaines vont peu à peu se rallier à ce changement de structure.

Cependant, cette revendication de l'avenir n'est pas exempte de contradictions. Une partie des industriels n'ont pas envie d'un avenir différent du présent. Les uns estiment leur position satisfaisante et cherchent à la conserver. D'autres redoutent carrément l'innovation qui n'a pas surgi chez eux voire les déséquilibres imputables à une croissance forte. Écrivant en 1977, l'industriel Pierre Dreyfus, ancien résistant, retrouve spontanément le vocabulaire de la Libération lorsqu'il parle à ce propos d'un « état d'esprit défaitiste » et stigmatise, « à l'abri des barrières douanières », le « manque d'agressivité de beaucoup d'entrepreneurs, leur prudence excessive » dans la France de l'entre-deux-guerres »[5]. En sens inverse, toutes les entreprises, innovantes ou non, doivent assumer leur passé. Sa mise entre parenthèses peut constituer un handicap tout autant que son invocation obsessionnelle. La culture de l'entreprise fait de même figure tantôt de ressource et tantôt de frein. L'entreprise a donc à la réinterpréter voire à la remodeler pour faire face aux défis du présent. Il ne s'agit pas simplement d'une question d'image, mais bien de la prise de conscience qu'autrement le passé collerait à la peau[6].

Si l'on accepte les analyses qui précèdent, il en découle que des patrons en quête d'avenir peuvent constituer une avant-

---

3. Y. Cohen, « Le système de la pratique : un organisateur-directeur, les Automobiles Peugeot, 1917-1939 », *Actes du GERPISA*, n° 2, 1986, p. 15-16 et 23.

4. A.D. Chandler Jr., *Stratégie et structure de l'entreprise*, 2e éd., Paris, Éditions d'Organisation, 1989.

5. P. Dreyfus, *La liberté de réussir*, Paris, Jean-Claude Simoën, 1977, p. 12.

6. C. Riveline, « Gérer le passé », *Journal de l'École de Paris du management*, mars-avril 1999, p. 5.

garde[7]. Celle-ci prend le plus souvent la forme d'un cercle, d'un club ou d'une association. Les noms qui viennent aussitôt à l'esprit pour la France sont ceux des Jeunes patrons ou d'Entreprise et Progrès[8]. Mais il peut y avoir des avant-gardes plus informelles. Elles se constituent sur la base de politiques d'entreprise audacieuses dont les initiateurs tissent des réseaux de relations personnelles et prennent des positions parallèles ou convergentes.

Pierre Lefaucheux (1898-1955) incarne ce type d'entrepreneur soucieux des lendemains pour son entreprise comme pour le pays. A la fois centralien et docteur en droit, il a fait l'essentiel de sa carrière avant 1939 dans une société de fours pour usines à gaz du Groupe Compagnie des compteurs. Durant l'occupation allemande de la France, il devient successivement un des experts que la Résistance réunit dans le Comité général d'études pour réfléchir sur l'économie d'après-guerre et un chef militaire des Forces françaises de l'intérieur. A la Libération, le gouvernement provisoire le nomme administrateur provisoire de Renault le 4 octobre 1944, puis le 31 mars 1945 P-DG de la nouvelle Régie nationale des usines Renault. Arrivé à la tête de l'entreprise à 46 ans[9], il la dirige avec dynamisme et fermeté jusqu'à sa mort accidentelle à l'âge de 56 ans[10]. C'est à ces dix années chez Renault que je m'attacherai ici. En premier lieu, j'étudierai comment cet industriel tard venu au service de l'État crée plusieurs structures pour mieux scruter l'avenir de l'économie française en général, de son entreprise publique en particulier. Ensuite, j'indiquerai comment pourtant il ne se limite pas à des horizons professionnels et exprime, comme son prédécesseur Louis Renault, des vues politiques qui, elles, relèvent de ses choix personnels. Enfin j'examinerai l'action effective par rapport aux perspecti-

7. Je l'ai fait remarquer dans mon compte rendu de M. REBÉRIOUX, *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Seuil, 1975 (*Le Mouvement Social*, 1977).

8. Cf. par exemple P. BERNOUX, *Les Jeunes Patrons*, Paris, Éditions ouvrières, 1974.

9. Contrairement à ce qu'affirme à tort E. CHADEAU, *Louis Renault*, Paris, Plon, 1997.

10. G. HATRY, « Pierre Lefaucheux », *in* G. HATRY (dir.), *Notices biographiques Renault*, t. I, Paris, Éditions JCM, 1990, p. 69-70.

ves tracées, de manière à cerner l'impact réel du remue - méninges sur la gestion.

## Mieux scruter l'avenir

Pierre Lefaucheux aurait pu se contenter de la prospective que fournit à la nation le Commissariat au Plan à partir de 1946. Tel n'est pas le cas. Le P-DG de Renault trouve le Plan trop restrictif à l'égard de l'automobile, et il se fait souvent gloire d'en dépasser les objectifs[11]. Quant à la commission du Plan chargée de l'automobile, il doit y affronter les constructeurs privés et n'a pas la certitude d'y imposer ses positions[12]. En outre, il y a une question d'échelle : à côté de l'analyse macro-économique que le Plan offre l'entreprise a besoin en tout état de cause d'instruments pour ausculter la micro-économie. Pierre Lefaucheux sans idées préconçues met sur pied trois organismes différents.

Le plus informel est le Club des optimistes, qu'il crée sans doute en 1946. L'un de ses membres, Pierre Dreyfus (alors haut fonctionnaire au ministère de la Production industrielle), en présente ainsi le rôle :

> Pierre Lefaucheux organisa bientôt à Billancourt des déjeuners d'optimistes : y furent invités quelques industriels, des notabilités du monde agricole et quelques fonctionnaires, dont j'étais. Chacun exposait les programmes de développement qu'il lançait ou connaissait, et tous se réconfortaient en constatant les prévisions et les efforts audacieux des autres[13].

La formule du déjeuner-débat est ancienne, mais ici elle sert à dessiner les contours d'une avant-garde (bien que nous n'en connaissions pas la composition nominative). La distance entre

---

11. Archives Renault, P. Lefaucheux, « Efficience et nationalisation », conférence prononcée au Club de l'efficience à Lausanne le 15 février 1952, p. 4-5.

12. J. Sauvy, *Les organismes professionnels français de l'automobile et leurs acteurs 1896-1979*, Paris, Comité des constructeurs français d'automobiles, 1998, p. 189 (pour 1947).

13. P. Dreyfus, *La liberté...*, *op. cit.*, p. 12-13.

celle-ci et le gros des troupes patronal apparaît dans le verbe « se réconfortaient ». Celui-ci traduit la tension que devaient provoquer des incidents comme celui dont témoigne le moyen constructeur français Jean Panhard :

> Le président de Saint-Gobain, qui était alors administrateur de Renault, est sorti un jour d'une entrevue avec Pierre Lefaucheux, patron de la Régie, qui venait de lui faire part de ses projets de développement, en s'exclamant : « Mais cet homme est complètement fou ! »[14]

Le second dispositif est, lui, interne. Il s'agit de la création d'un service d'études de marché, directement rattaché à la direction générale. Les études de marché sont une méthode apparue aux États-Unis après la Première Guerre mondiale et peu à peu appuyée sur des outils précis (panels, études de motivation et de comportement). Elles cherchent à cerner les besoins de la population et son accueil éventuel à de nouveaux produits. Elles atteignent la France à la fin des années 1920 et commencent à s'épanouir grâce au choc de la crise économique mondiale, en raison de laquelle la fonction commerciale s'étend au sein des entreprises. Elles bénéficient alors du soutien d'organismes comme le Comité national de l'organisation française, la Commission générale d'organisation scientifique du travail (la future CEGOS) et la Chambre de commerce internationale qui pensent que « le règne du consommateur recommence ». Citroën, repris par Michelin, est le seul des constructeurs français à faire appel à cette technique en 1935-1936 et, sur la base des enquêtes réalisées, à s'engager dans la préparation d'une petite voiture, la 2 CV[15]. En 1945, Lefaucheux pense déjà « que l'industrie française ne devait pas subordonner son redressement à une lente renaissance des besoins et du pouvoir d'achat, mais, bien au contraire, provoquer cette renaissance en créant de la richesse par le travail et la production[16] ». Mais à

---

14. J. PANHARD, « Un seul modèle par constructeur ! », *in* P.HEYMANN (dir.), *De la 4 CV à la vidéo*, Paris, Communica International, 1983, p. 207.

15. M. MEULEAU, « L'introduction du marketing dans l'entreprise en France (1880-1973) », *Revue française de gestion*, septembre-octobre 1988, p. 63-64. M. CHESSEL, *La Publicité. Naissance d'une profession 1900-1940*, Paris, CNRS Éditions, 1998, p. 55-58 et 102.

16. Archives Renault, conférence de presse de Pierre Lefaucheux à

l'intérieur comme à l'extérieur le choix qui le tente : fabriquer une petite voiture, ainsi que le montant des investissements nécessaires suscitent une levée de boucliers. Il lui faut donc tenter de savoir de quoi l'avenir est vraiment fait. Il pense alors aux études de marché et entend parler d'un ingénieur du service des études de marché de Citroën, Georges Toublan, qui au début de 1939 avait eu à convaincre les sceptiques des perspectives de la camionnette traction avant. Il le recrute le 1[er] septembre 1945 en lui donnant un champ d'action large qui s'étend « non seulement aux études de marché mais encore à nombre de sujets tels que les spécifications des véhicules, la qualité des matériels, l'efficacité et l'organisation de l'après-vente, etc. Ce n'était évidemment pas du goût de diverses Directions, notamment de la direction commerciale qui estimait, d'ailleurs bien à tort, avoir une très bonne connaissance du marché ». Les enquêtes et études de Toublan et ses collaborateurs opposent aux visions d'avenir noires la rigueur des chiffres et étaient l'optimisme de Lefaucheux. Elles permettent à Georges Toublan de terrasser deux dragons successifs : la direction commerciale de Renault dont un rapport à l'automne 1945 concluait à l'« étroitesse du marché de la petite voiture » ; l'« antenne française d'un célèbre institut américain » (Gallup ?) qui diffusa en 1947 une plaquette, *Le marché de l'automobile*, laquelle accordait à la 4 CV Renault « 1% du marché ». La foi de Pierre Lefaucheux dans les études de marché « se renforce [...] au fil des années » et lui donne un avantage comparatif sur des concurrents qui avaient une meilleure position de départ que Renault mais « n'eurent pas la même croyance au moment opportun ». Elle l'amène à donner une nouvelle fois son appui direct à Toublan en 1953 lorsqu'il suggère, « à la suite d'enquêtes », que la nouvelle camionnette dont l'étude commence, l'Estafette, doit avoir la traction avant - révolution aussi forte dans l'histoire de Renault que la petite voiture de masse[17].

Le troisième dispositif voit le jour à l'automne 1953. L'homme de 33 ans que Lefaucheux vient de nommer à la tête

---

l'occasion de la sortie de la 500 000e 4 CV, 8 avril 1954, citée par P. Fridenson et I. Tournier, *La 4 CV au salon de l'auto 1946*, Paris, La Documentation française, 1987, p. 25.

17. G. Toublan, « L'Etude du marché de la 4 CV », *De Renault Frères constructeurs d'automobiles à Renault régie nationale*, décembre 1978, p. 238 - 247.

de la nouvelle drection des relations sociales, Jean Myon, crée un Service d'études des problèmes de personnel, qu'il confie à un de ses proches, Raymond Vatier, un ingénieur des Arts et Métiers qu'il a fait venir de la direction des fabrications à celle du personnel en 1948[18]. Après les études de marché, voici donc les études des problèmes de personnel. Le nouveau service reçoit « un appui sans faille de Pierre Lefaucheux ». Son responsable entend lui aussi traiter les questions « de façon scientifique », ce qui là encore passe par l'enquête et les statistiques. Il s'agit de « mieux connaître le personnel, ses modes de vie et ses aspirations », au travail comme dans sa vie quotidienne. Comme les études de marché, cette création intervient dans un moment délicat pour Pierre Lefaucheux. La politique du personnel connaît une triple crise. La direction du personnel se heurte à des difficultés nouvelles : « Rareté de la main-d'œuvre qualifiée, situation démographique inquiétante [...], évolution technologique rapide contrecarrée par une formation insuffisante du personnel. » Les grèves ouvrières à répétition coûtent cher à la Régie Renault et sapent la confiance du personnel dans la nationalisation, comme l'écrit le 22 avril 1950 un jeune ingénieur qui propose à Lefaucheux la mise sur pied d'un « bureau d'étude et de recherche des questions économiques et sociales ». La direction des méthodes de fabrication et la direction du personnel, obnubilées par le taylorisme, réduisent la politique sociale à la question des salaires et jugent inutile et coûteuse une amélioration des relations sociales. Par conséquent, comme les études de marché, le nouveau service a vocation à préparer un autre avenir que la prolongation du statu quo, chez Renault mais aussi en France : « Il nous appartient peut-être [...] de ne pas attendre que l'évolution se fasse d'elle-même, ce qui, au rythme de l'évolution en matière sociale dans l'esprit du patronat français, peut être encore fort long », écrit Jean Myon le 7 juillet 1953 avec des expressions très proches de celles de Lefaucheux. Il parle aujourd'hui d'une volonté d'anticiper pour prévenir : « Il fallait cesser d'attendre un incident ou un conflit pour traiter un problème ; faute de quoi il ne

18. A.-S. Perriaux, « Vers nous ni forteresse ni tour : l'entrée de la recherche en sciences à la Régie de Renault (1948-1968) », *Entreprises et Histoire*, décembre 1994, p. 77-103, et *Renault et les sciences sociales 1948-1991*, Paris, Seli Arslan, 1998, p.24-67. R. Lick, *Mémoire de la formation. Histoire du C.E.S.I.*, Paris, Éditions du C.E.S.I., 1996, p.85-87.

pouvait l'être que de façon ponctuelle. » De fait, les études menées vont très tôt poser les jalons d'une politique sur les transferts de main-d'œuvre, la formation du personnel, la qualification du travail. Surtout le Service d'études s'engage dans la préparation d'un accord avec les syndicats qui mette un terme à l'affrontement presque militaire qui est de rigueur depuis fin 1947. C'est « l'une des premières tâches » qui le « mobilise ». La mort empêche Pierre Lefaucheux de lancer la négociation. Son successeur, Pierre Dreyfus, la mène à bien. L'accord Renault de 1955 inaugure une grande politique contractuelle, à la fois inspirée des conventions collectives américaines et alimentée par les réflexions très françaises élaborées par le service d'études, ainsi que par les contacts nourris de Jean Myon et Raymond Vatier avec « les directions du personnel d'autres grandes entreprises, par le truchement du service d'études ». De toute évidence une avant-garde de la gestion des ressources humaines se forme.

Par ces trois initiatives (Club des optimistes, service des études de marché, service d'études des problèmes de personnel) Pierre Lefaucheux ne se donne pas seulement les moyens de mieux prendre position face à un avenir incertain. Il approfondit la rupture avec son prédécesseur Louis Renault. Il en va de même dans le domaine politique.

## S'affirmer en politique

On pourrait certes penser que dans une période d'économie dirigiste les occasions de rencontres avec les hommes politiques et les hauts fonctionnaires sont fréquentes pour un chef de grande entreprise de surcroît quand son actionnaire unique s'appelle l'État. Ce serait négliger le fait que Pierre Lefaucheux développe une réflexion autonome et continue dans trois domaines : l'Europe, la décolonisation, le socialisme. Jamais il ne sépare la politique des intérêts de son entreprise. Mais à la différence d'autres patrons qui forgent leur ligne politique en fonction de la stratégie d'entreprise, il semble bien que Pierre Lefaucheux fasse ses choix politiques en fonction d'une pure volonté politique : rompre avec la France de l'avant-guerre. Il s'inscrit ainsi dans la suite de ses réflexions décapantes de la

Résistance au sein de son réseau, l'Organisation civile et militaire, et du Comité général d'études[19]. Il pense que cette vision politique est bonne pour l'entreprise que l'État lui a confiée.

Une politique d'avenir pour Pierre Lefaucheux passe par la construction européenne. Dès le 10 novembre 1944, en pleine guerre, il s'adresse à tous les ouvriers réunis dans le hall de l'Ile Seguin et leur annonce : « Nous allons rencontrer, la paix revenue, une terrible concurrence internationale contre laquelle nous aurons à lutter, peut-être sans la barrière protectrice des droits de douane[20]. » Le contexte de cette phrase, le ton du discours montrent que « peut-être » est en bonne part une précaution rhétorique à l'usage des ouvriers auxquels il déclare aussi : « Partons ensemble vers l'avenir » et que Lefaucheux conçoit l'abaissement des tarifs douaniers comme une chance pour l'expansion de la France. A condition toutefois que les États-Unis n'obtiennent pas une « exonération des droits de douane »[21]. En 1952 encore, il dénonce « tous les nantis », dont les « industriels vivant à l'abri des droits de douane, sous l'illusoire protection d'ententes professionnelles conçues de manière à cristalliser les positions acquises ». Il leur oppose que « la France n'est pas seule au monde. [...] Il lui faut donc progresser du même pas que les autres, ou perdre tout espoir de subsister en tant que nation[22] ».

Il y a là l'une des racines de ses convictions européennes. L'autre, chez cet « engagé volontaire pendant la guerre de 1914-1918, [...] mobilisé de nouveau en 1939-1940[23] », provient de sa volonté de parvenir à une paix durable en Europe.

---

19. Cf. l'analyse détaillée des idées de P. Lefaucheux dans J. BOUVIER, « Sur la politique économique d'après-guerre », *in* H. MICHEL (dir.), *La Libération de la France*, Paris Éditions du CNRS, 1976, et D. de BELLESCIZE, *Les neuf sages de la Résistance*, Paris, Plon, 1979.

20. P. LEFAUCHEUX, « Discours du 10 novembre 1944 », *De Renault Frères constructeurs d'automobiles à Renault Régie nationale*, décembre 1977, p. 118-122. Le passage que nous citons est reproduit également dans E. SEIDLER, *Le Défi Renault*, Lausanne, Edita, et Paris, Denoël, 1981, p. 28.

21. Archives Renault, extrait du procès-verbal de la Commission de modernisation de l'automobile du Plan Monnet, 22e réunion, 22 mai 1947, intervention de P. Lefaucheux.

22. Archives Fernand Picard, « note sur la crise » non signée, 4 octobre 1952.

23. A. POSTEL-VINAY, « Pierre Lefaucheux », *Bulletin de la Société d'entraide des compagnons de la Libération*, février 1955.

Par conséquent, en 1949, il se déclare favorable au projet italien d'une union douanière franco-italienne, à la différence des autres constructeurs automobiles, et des patrons du textile et de la construction navale. De même, dans la controverse publique qui se déroule en France de 1950 à 1952 à la suite de la présentation par le ministre Robert Schuman de son plan prévoyant la création d'une Communauté charbon-acier, Lefaucheux fait vite son choix. Il défend le projet, comme une minorité de producteurs d'acier et la quasi totalité des industriels utilisateurs d'acier[24]. Il s'en montre, selon son expression, un « farouche partisan », à tel point que le gouvernement en 1952 lui propose de devenir membre de la Haute Autorité de Luxembourg, ce qu'il décline[25].

Naturellement, cette vision européiste de l'avenir[26] correspond aussi aux intérêts de l'entreprise Renault, qui depuis des lustres se plaint des qualités, quantités et prix des tôles que lui livrent les firmes sidérurgiques, portant ainsi atteinte à sa compétitivité internationale par rapport à ses concurrents allemands et britanniques. La Régie Renault de Lefaucheux n'est pas favorable à une libéralisation rapide et généralisée des échanges tant que ses achats de tôles ne se réalisent pas dans de meilleures conditions[27]. Le pool charbon-acier les lui offre. Il libère Renault et les autres utilisateurs d'acier de l'hégémonie des sidérurgistes français les plus puissants :

> Des gens intelligents évidement, mais qui ont trop longtemps concentré leur matière grise sur le jeu subtil des comptoirs, des cartels, de la répartition et de la vente des produits, au lieu de se concentrer sur les améliorations techniques, sur les amélio-

---

24. M. Kipping, « Les tôles avant les casseroles. La compétitivité de l'industrie française et les origines de la construction européenne » *Entreprises et Histoire*, mai 1994, p. 77,79,80-81,88-89, et *Zwischen Kartellen un Konkurrenz*, Berlin, Duncker & Humblot, 1996, p. 85-86, 103, 184-185, 273-275, 282.

25. Archives privées.

26. R. Frank, « Les contretemps de l'aventure européenne », *Vingtième siècle*, octobre-décembre 1998, p. 92-95.

27. C. Zarka, *L'Industrie automobile française et la libération des échanges. Contribution à l'étude des groupes de pressions*, École pratique des hautes études (VI[e] section), 1956. J. Szokoloczy-Syllaba, *Les Organisations professionnelles françaises et le Marché commun*, Paris, Armand Colin, 1965, p. 218,224,261-262.

> rations du prix de revient [et qui ont pourtant] été l'objet de toutes les faveurs du gouvernement et [ont] reçu des facilités financières auxquelles l'automobile même nationalisée n'a pas pu prétendre[28].

Sur toute cette politique européenne le successeur (et ami) de Lefaucheux, Pierre Dreyfus, est donc moins novateur qu'il ne l'écrit dans ses mémoires[29].

La décolonisation a constitué un autre défi majeur pour l'« optimisme puissant » qui, selon son beau-frère André Postel-Vinay, anime Pierre Lefaucheux. Après avoir flotté en 1952 sur l'analyse de la guerre d'Indochine, il trouve son cap à l'automne 1954 à l'issue d'un voyage d'un mois au cours duquel il visite « le Japon, le Pakistan, le Liban, Hong-Kong et les quatre États de l'Indochine ». Dans un copieux rapport achevé le 15 décembre 1954 que son vice-président Pierre Dreyfus transmet directement au président du Conseil Pierre Mendès France[30], il propose face à deux dangers : « Danger communiste et danger de concurrence américaine » de « faire le pari de Pascal » : construire et développer des « industries, autant que possible propriété des autochtones, mais bénéficiant de la collaboration étrangère technique, et éventuellement financière ». Cette coopération inclut dans son esprit le Nord-Vietnam et même un « Vietnam unifié ». Lefaucheux propose la même « politique d'industrialisation des territoires » en Afrique du Nord, en Afrique noire et à Madagascar pour éviter ce qu'il redoute : « C'est pourtant vers de nouvelles aventures analogues à celles de l'Indochine que nous dirigeons d'un pied sûr ». Mettant en cause l'« égoïsme » et la « paresse intellectuelle » des Français, il suggère aussi de faire confiance à des « Assemblées locales dotées de pouvoirs étendus ». Les « gestes indispensables » qu'il demande au pouvoir politique sont à ses yeux « la seule chance pour que, dans quelques années d'ici, il y ait encore une Union française ». Dans le même

---

28. Archives Renault, P. Lefaucheux, « Organisation des entreprises nationalisées : la Régie Renault », conférence prononcée sans doute devant les dirigeants des Charbonnages, 24 février 1951, p.14.

29. P. DREYFUS, *La liberté..., op.cit.*, p. 136-138.

30. P. DREYFUS, *La liberté..., op.cit.*, p. 39 et M. MARGAIRAZ (dir.) , *Mendès France et l'économie*, Paris, Odile Jacob, 1989.

esprit il évoque la reconnaissance de la Chine populaire[31]. Et il prépare illico un plan d'usines de montage Renault et de nomination d'« autochtones » à des postes de responsabilité dans les filiales africaines[32].

Reste le socialisme, auquel son activité dans la Résistance l'a converti. Pour un historien d'aujourd'hui, il est étonnant de voir combien de fois dans les conférences qu'il prononce dans la première moitié des années 1950 Lefaucheux se déclare socialiste. Pour lui, la gestion des entreprises nationalisées de 1944 à 1948 est une pratique de « socialisme expérimental ». Ce socialisme-là se distingue à la fois de « l'étatisme » et du « communisme ». Il se caractérise par un plus grand pouvoir des salariés dans la vie sociale et politique, ainsi que par la mise en commun des initiatives des entreprises, de l'État et des individus pour accroître la consommation et l'abondance. En même temps Lefaucheux se montre sensible à la conjoncture politique et sociale des années 1950 et à la guerre froide. Il ne croit pas à la possibilité de nouvelles nationalisations. Il estime qu' « accrocher dans les bureaux et les ateliers les portraits de Jaurès ou de Léon Blum » aurait constitué une solution de facilité, un « bourrage de crâne ». Il ne pense pas que « nous soyons à la veille d'événements comparables à ceux de 1789, de 1848, de 1936 ou de 1944 ». Il juge que « les résultats de la politique progressive suivie depuis la Libération ont été jusqu'à présent fort décevants ». Mais pour autant le socialisme n'est pas à l'ordre du jour. Il faut seulement se fixer un but prioritaire : « l'amélioration du sort des travailleurs ».

> Il est évident, à mes yeux, qu'une organisation socialiste de l'économie, permettrait de résoudre le problème [de la crise], mais j'ai dit plus haut que l'apathie actuelle des Français ne permettait pas d'envisager cette solution, et je crois qu'il faut se borner, pour le moment, à essayer, si la chose est possible, de rechercher une amélioration du fonctionnement de notre économie dans la structure actuelle[33].

---

31. Archives Renault, « Compte rendu de voyage », 15 décembre 1954.

32. E. SEIDLER, *Le Défi Renault*..., *op.cit.*, p.80. P. DREYFUS, *La liberté*..., *op.cit.*, p. 39.

33. Archives Renault, notamment conférence du 15 février 1952 sur « efficience et nationalisation » et Archives Picard, « note sur la crise » non

D'où, bien sûr, son soutien à l'expérience Mendès France. Mais en même temps le désenchantement partiel lié à la perception croissante de l'écart entre le souhaitable et le possible. Il n'existe pas qu'en politique.

## Arbitrer entre le souhaitable et le possible

L'entrepreneur qu'est Lefaucheux doit en permanence tenir compte des autres forces en présence pour traduire en actes cette vision d'avenir et penser le temps, se donner des échéances. Cela l'amène à multiplier les plans et les programmes au sein de la Régie Renault, mais sans encore parvenir à un plan global. Dans ces ajustements incessants des projets aux réalités il s'efforce d'obtenir davantage de rigueur de l'organisation qu'est Renault en matière de recherche, de production, de qualité et a le sentiment d'avancer dans la bonne direction. Mais en matière sociale les avancées réalisées ne l'empêchent pas de penser avec amertume que l'horizon se dérobe à l'infini.

En matière industrielle, aller vers le souhaitable signifie donc pour Lefaucheux une rigueur accrue de toute l'organisation Renault dans ces domaines très sensibles que sont les études et recherche sur les nouveaux produits, les méthodes de fabrication et la qualité. Lefaucheux réserve ainsi un accueil favorable en avril 1951 à la note que lui a envoyée le directeur des études Fernand Picard à la suite des visites qu'il a effectuées dans les services de recherches de Philips à Eindhoven et de Shell en Angleterre et en Hollande : « La politique de la gomme et du crayon à effacer est périmée. Il faut que nous puissions essayer des solutions nouvelles, que nous ayons un programme de recherches avancées en automobile comme nous en avons un au laboratoire dans le domaine de la métallurgie des ferreux et non ferreux. » Il crée alors la direction des études et recherches et en son sein « une direction des recherches appliquées qui avait pour rôle de préparer l'avenir, en travaillant sur des problèmes nouveaux tels que la transmission automatique, l'injection d'essence, la suralimentation automatique, les

signée du 4 octobre 1952, p. 1 et 6-7.

carrosseries en matières plastiques, l'électronique automobile, etc.[34] ».

Le même souci d'accroître la cohérence et de lutter contre les dérives se manifeste à propos de la fabrication des organes mécaniques des véhicules. « L'improvisation permanente et le débrouillage chronique, imposés à des ateliers dont on avait trop chichement mesuré les moyens de travail, devaient faire place à des méthodes plus objectives et plus rigoureuses, où il n'y aurait plus de place pour le système D », écrit ainsi l'ingénieur des Arts et Métiers Pierre Bézier, chef des méthodes outillage et père de la machine-transfert[35]. La qualité des voitures issues de la production de masse appelle elle aussi un adieu à l'artisanat organisationnel. Pierre Lefaucheux estime que malgré la coopération entre le service des études de marché et la direction des études le suivi qualité n'est pas suffisant. Il envoie aux États-Unis en mission un jeune ingénieur de Centrale, Paul Durlach, dont le rapport suggère la création d'une direction de la qualité, une fois de plus directement rattachée au P-DG et généralisent le recours à des méthodes statistiques de contrôle introduites chez Renault à partir de 1953[36]. Cette direction sera créée après la mort de P. Lefaucheux. Pourtant Lefaucheux lui-même fait parfois des entorses graves à l'articulation avenir-présent qu'il préconise. Le cas le plus notoire est celui de la voiture milieu de gamme Frégate. Il en précipite la sortie pour éviter d'être trop près dans la guerre de Corée. La carrière du modèle a toujours souffert de cette insuffisance d'études et d'essais[37]. La rigueur prescrite n'avait pas été au rendez-vous.

S'agissant des ouvriers, Pierre Lefaucheux finit par avouer que l'écart entre le souhaitable et le possible ne peut être réduit que jusqu'à un certain point. D'un côté, l'industriel de l'automobile animé par l'« esprit de compétition » qu'il est ne

---

34. F. Picard, *L'Épopée de Renault*, Paris, Albin Michel, 1976, p. 310-311. Cf. J.-P. Poitou, *Le Cerveau de l'usine*, Aix-en-Provence, Service des publications de l'université de Provence, 1988.

35. P. Fridenson et I. Tournier, *La 4 CV..., op.cit.*, p. 62.

36. G. Toublan, « Etude du marché... », *art. cit.*, p. 247. F. Guilain, *Histoire de la qualité chez Renault*, mémoire de mastère, Ecole supérieure de commerce de Paris, 1991.

37. J.-L. Loubet, *Citroën, Peugeot, Renault et les autres*, Paris, Le Monde Éditions, 1995.

peut se passer des méthodes de gestion de la production et des hommes qui ont nom taylorisme et fordisme , qu'il complète par une autre technique américaine : la cotation par poste. De l'autre, il finit par se convaincre que ces méthodes que Renault étend sous sa direction contribuent à alimenter le mécontentement ouvrier sous toutes ses formes et apportent sans cesse de l'eau au moulin des adversaires irréductibles et politiques de l'État-patron depuis la grande rupture nationale de mai 1947 : les cégétistes et les communistes. En février 1952, il conclut son analyse des « rapports de l'homme et de la machine » et du « climat social » dans des termes très amers. Constatant qu'« il y a peu de gens, à la Régie, qui se feraient égorger pour défendre l'idée de nationalisation », il estime que les ouvriers qui avaient fondé sur elle deux espoirs : « L'amélioration prochaine de leur sort matériel et l'élévation de leur personnalité » ont essuyé une déception dans ces deux domaines, la seconde étant

> plus amère même pour ceux - et ils sont nombreux - qui voulaient sortir de cette tragique impasse que constitue la condition ouvrière. Alors nous faisons des automobiles. [...] Les ouvriers sont plus heureux matériellement chez nous que dans la plupart des usines françaises. [...] Mais ce n'est pas cela qu'ils rêvaient, ce n'est pas cela que j'avais rêvé moi-même[38].

## Conclusion

Au-delà de l'exemple de Pierre Lefaucheux, il nous faut revenir sur le patronat dans son ensemble. Pierre Lefaucheux aimait à résumer son style d'action dans une boutade : « Nous passons un tiers de notre temps à nous mettre dans des situations impossibles, et les deux tiers à essayer de nous en tirer. » Tel est bien le prix à payer pour ceux des entrepreneurs d'après-guerre qui entendent « arracher » la France « à ses ornières » et « l'aider à forcer son destin ». Avec d'autres « il

38. Archives Renault, P. Lefaucheux, « Efficience et nationalisation », conférence du 15 février 1952 à Lausanne déjà citée, p. 11-12.

voulait que quelques champions de l'entreprise lui éclairent la voie[39] ». Ce que dit ainsi de Lefaucheux son successeur, c'est la volonté de constituer une avant-garde patronale. Celle-ci a eu un rôle essentiel dans la réussite des Trente glorieuses, un rôle trop longtemps obscurci par les projecteurs braqués sur la rénovation de l'État. Nous pouvons souligner quelques ressorts profonds de sa stratégie de long terme : un nationalisme profond et néanmoins une ouverture à l'Europe, un intérêt passionné pour les expériences étrangères et l'absence de complexes vis-à-vis des traditions, un désir de poursuivre en temps de paix la vie démocratique expérimentée dans la Résistance, le recours à la fois à la concurrence et à l'État comme accélérateurs de progrès et arbitres entre les différentes positions patronales. Lefaucheux était cependant lucide sur les limites de l'avant-garde. Dans sa conférence de 1952, il disait de lui-même qu'elle s'appuyait sur la constitution d'« une technocratie » au sein de l'entreprise et reconnaissait que la modernisation qu'il menait avec d'autres transformait moins les Français comme travailleurs qu'elle ne les transformait comme consommateurs. Consommation, Europe et compétitivité restent bien en définitive trois maîtres mots de ceux des patrons français qui au XXe siècle ont eu une pensée d'avenir.

39. P. Dreyfus, *La liberté..., op.cit.*, p. 37.

# V

# *Socialisme et internationalisme, nations et guerre*

17

# Les correspondants de presse : un pont entre socialismes allemand et français à la fin du XIXe siècle

*par Marie-Louise Goergen* *

La prétention internationaliste affichée par les partis socialistes à la veille de la Première Guerre mondiale suppose l'existence d'un idéal à atteindre, mais aussi des liens réels entre les organisations. Ceux-ci sont particulièrement intenses entre socialistes français et allemands. Ils s'expriment par des canaux multiples, permettant d'envisager les congrès, les revues et autres publications sous l'angle de lieux de rencontre où s'engagent discussions politiques, confrontations idéologiques et échanges d'opinion. Le statut qu'on leur accorde, les réseaux qui se forment en leur sein, le choix des collaborateurs dont s'entourent les directeurs de revues, la sélection des œuvres que traduisent ou publient les maisons d'édition, sont autant de révélateurs des affinités qui se créent. Ils mettent en scène les hommes et les femmes qui contribuent à l'entretien de ces alliances. A côté des invités étrangers aux congrès nationaux, des hommes de revue et d'autres publicistes, les correspondants de presse jouent un rôle essentiel dans l'échange d'informations et dans la formation de l'opinion sur l'« autre ». A ce titre, le choix des hommes est fondamental. Exposés aux pressions de toutes sortes, ils jouent un rôle de médiateurs qui, pour être souvent passionnant, n'en est pas moins difficile.

Le recrutement de correspondants étrangers représente un véritable casse-tête pour les responsables de journaux et de revues. Les plus convoités sont souvent débordés de travail et guère disponibles pour une tâche qui demande de l'assiduité et

une certaine disponibilité[1]. Il est illusoire de vouloir voir remplir ce rôle par les premiers hommes du parti. C'est pourtant ce que désirent les responsables des organes de presse[2] : «... il nous faut vos deux noms, à vous et à Bebel », insiste Charles Bonnier en 1889 en pensant au quotidien que les guesdistes ne désespèrent pas de fonder[3]. Au lendemain du premier congrès international depuis la disparition de l'AIT, dans un « parti » socialiste divisé, pouvoir afficher la collaboration d'illustres Allemands permettrait de marquer un point dans le combat pour la reconnaissance internationale de sa tendance comme celle qui domine en France. A l'inverse, l'effort que font les publicistes pour « embaucher » certains leaders étrangers témoigne de la notoriété de ceux-ci à l'étranger[4].

En dehors d'une certaine notoriété, on attend du correspondant de presse de la régularité dans l'exécution de la tâche. Elle fait parfois défaut aux socialistes français, laissant d'eux une image de camarades peu fiables[5]. Ils renouvellent les promesses d'être « dorénavant régulier »[6], admettant ainsi que les critiques des Allemands sont justifiées. Jules Guesde notamment, qui a accepté de donner des correspondances régulières sur le mouvement ouvrier français à *Die Neue Zeit*[7] et au *Berliner Volksblatt*, futur *Vorwärts* et organe officiel du parti social-démocrate allemand (SPD)[8], se fait reprocher son manque d'assiduité. Il s'en excuse par un état de santé fragile et par une surcharge de travail et promet à plusieurs reprises d'être plus régulier dans ses contributions[9]. Son ami Charles Bonnier tente

1. Regina Bernstein à A. Thomas, 22 février 1910, Archives nationales [AN], 94 AP 473.

2. Voir, par exemple, la correspondance entre Augustin Hamon et Karl Kautsky, Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam, fonds Hamon, n° 93.

3. Ch. Bonnier à W. Liebknecht, 18 décembre 1889, IISG Fonds Liebknecht [dorénavant WLBK] D. 75.

4. Cf. les efforts de certains hommes de journaux allemands pour obtenir un article de Jaurès dans la correspondance d'Albert Thomas (AN 94 AP 471-473).

5. H. Lagardelle à K. Kautsky, s.d. [début 1899 ?] et 17 juillet 1902, IISG Fonds Kautsky [dorénavant KK] D. XV.170 et 181.

6. H. Lagardelle à K. Kautsky, 18 septembre 1900, IISG KK D.XV.169.

7. *Le Socialiste*, 12 octobre 1890, p. 1.

8. « Politische Übersicht », *Berliner Volksblatt*, 24 octobre 1890, p. 2.

9. J. Guesde à W. Liebknecht, s.d. [fin 1890 ou début 1891], IISG WLBK D.165.

de convaincre le rédacteur en chef du *Vorwärts* que Guesde est le plus apte à assumer la tâche et le somme d'assumer ses choix initiaux :

> Vous avez compris, en choisissant Guesde, de quelle importance cela pouvait être pour le *Vorwärts* d'être bien informé et *qui* peut *mieux* vous informer que Guesde sur le mouvement ouvrier français[10].

A l'inverse, la collaboration régulière au *Vorwärts* ne permet pas seulement d'apparaître comme *le* représentant du socialisme français, mais entre dans une stratégie à long terme, qu'il essaie de faire comprendre à Guesde :

> ... Si nous ne faisons pas ce journal nôtre, comment pouvons-nous espérer nous en servir, quand il le faudra absolument. De plus n'oubliez pas que le *Vorwärts* est lu partout et que, par eux nous nous faisons connaître plus que par le S[ocialiste][11].

Les exigences d'un responsable de revue et les goûts du correspondant ne coïncident pas toujours. Il en est ainsi pour Karl Kautsky et Paul Lafargue, lui aussi correspondant de *Die Neue Zeit*[12] et du *Vorwärts*[13]. Alors que Lafargue voudrait se consacrer à des études mythologiques, à l'image de celle qu'il a écrite sur le mythe d'Adam et d'Eve, Kautsky désire pour *Die Neue Zeit*, devenue hebdomadaire, des contributions rendant davantage compte de l'actualité du mouvement politique et socialiste[14]. Ayant un besoin d'argent chronique, Lafargue ne peut pas se permettre de « lâcher » les correspondances de *Die Neue Zeit*. Il sera obligé de tenir compte des désirs du directeur de revue[15].

---

10. Ch. Bonnier à W. Liebknecht, 18 janvier 1891, IISG WLBK D.75.

11. Ch. Bonnier à J. Guesde, 27 février 1892, IISG Fonds Guesde [dorénavant JG] 211/2.

12. P. Lafargue à K. Kautsky, 1er octobre 1890, IISG KK D.XV.82.

13. P. Lafargue à W. Liebknecht, 5 octobre 1890, 22 décembre 1890, 24 janvier 1893, IISG WLBK D.209. — P. Lafargue à F. Engels, 3 janvier 1893, *Correspondance Friedrich Engels-Paul et Laura Lafargue*, Paris, Éditions sociales, 1959, [dorénavant *CEL*], t. III, p. 244 et suiv.

14. P. Lafargue à K. Kautsky, 20 janvier 1891, IISG KK D.XV.85. — F. Engels à K. Kautsky, 30 avril 1891, *Marx-Engels-Werke* [dorénavant *MEW*], vol. 38, p. 88.

15. P. Lafargue à K. Kautsky, 21 août 1891, IISG KK D.XV.90.

Le principe d'une collaboration de Lafargue aux publications socialistes allemandes est vivement approuvé par Engels, qui, jusqu'à sa mort, intervient dans le choix des correspondants étrangers. Son manque de recul prouve qu'il s'agit d'une question importante. Il encourage Kautsky à mettre Lafargue à contribution sur les affaires françaises[16]. Il le juge mieux informé que Liebknecht qu'il accuse de déformer tout ce qui concerne l'étranger et notamment la France[17]. Lorsque Lafargue néglige ses correspondances, Engels l'excuse en invoquant d'intenses activités dans le socialisme français[18]. L'idée émise par Kautsky de recruter Bonnier pour écrire sur les événements politiques courants lui semble peu judicieuse, Bonnier, qui vit en Angleterre, loin des affaires françaises, ne disposant pas, d'après Engels, des qualités requises[19]. Pour Clara Zetkin, en revanche, l'orthodoxie de Bonnier constituerait la garantie de voir figurer dans le *Vorwärts* une image « juste » de la situation politique française[20].

Parallèlement, Engels est prêt à tout faire[21] pour que Bebel — et non Liebknecht, trop indépendant — soit choisi comme correspondant allemand du *Socialiste* : « Vous auriez des *faits* tandis que de Liebknecht vous n'auriez que des phrases[22]. » Cette volonté ne coïncide pas avec celle de Bonnier, qui pense que Liebknecht est le « correspondant le plus nécessaire[23] ».

Farouche partisan de l'unité du socialisme français, celui-ci entretient des contacts avec ses composantes non-guesdistes, contrairement aux vœux d'Engels, qui opte pour des relations quasi exclusives entre SPD et guesdistes. Liebknecht, las des défaillances guesdistes, finit par laisser s'exprimer dans le *Vorwärts* des points de vue divergents[24]. Il y publie des corres-

---

16. F. Engels à K. Kautsky, 15 janvier 1891, 4 décembre 1892, MEW, vol. 38, p. 10-11, 540.

17. F. Engels à P. Lafargue, 31 janvier 1891, *CEL*, t. III, p. 10 et suiv. — F. Engels à K. Kautsky, 11 février 1891, *MEW*, vol. 38, p. 34-35.

18. F. Engels à K. Kautsky, 7 avril 1891, *MEW*, vol. 38, p. 77.

19. F. Engels à K. Kautsky, 5 septembre 1892, *ibid*, p. 449.

20. Clara Zetkin à J. Guesde, 30 août 1893, IISG JG 229/7.

21. F. Engels à A. Bebel, 7 octobre 1892, *MEW*, vol. 38, p. 489.

22. F. Engels à P. Lafargue, 27 mai 1892, *CEL*, t. III, p. 186 et suiv.

23. Ch. Bonnier à W. Liebknecht, 18 [août 1893], IISG JG 217/4. — Ch. Bonnier à W. Liebknecht, 18 août 1892, IISG WLBK D.75.

24. F. Engels à Laura Lafargue, 11 septembre 1892, *CEL*, t. III, p. 207 et suiv.

pondances favorables aux vaillantistes et aux allemanistes[25], au grand dam des guesdistes[26]. Lafargue, qui paie en partie les frais du manque de fiabilité de Guesde, doit batailler dur pour se faire reconnaître comme le correspondant français officiel du *Vorwärts* et du *Hamburger Écho*[27]. Il le devient à la seule condition d'être régulier dans ses contributions[28]. Ce rappel à l'ordre est significatif de la méfiance qui s'est installée chez les socialistes allemands. Mais Lafargue rompra avec les mauvaises habitudes de Guesde en envoyant des correspondances régulières. En 1897 encore, il collaborera au *Vorwärts*[29]. Il devra sa reconnaissance en grande partie à l'intervention énergique et répétée d'Engels[30] qui apprécie ses articles[31] et qui essaie, en vain, de convaincre Liebknecht que ces écrits sont « ce qu'il y a [...] de meilleur dans tout le *Vorwärts*[32] ». Liebknecht est soutenu dans sa volonté de maintenir au *Vorwärts* des collaborateurs autres que Lafargue par Édouard Vaillant, qui se prononce pour « une entente internationale plus impartiale » à travers les correspondances[33].

Parmi les motivations qui poussent un militant à accepter ou — cas plus fréquent — à proposer des correspondances, les besoins financiers n'arrivent pas en dernier lieu. Bonnier rappelle à Guesde, dont la situation matérielle est catastrophique, que si les correspondances dans les journaux allemands servent le parti, elles servent aussi leur auteur[34]. Contrairement aux guesdistes, qui sollicitent les plumes les plus réputées en déclarant ouvertement qu'ils n'envisagent pas de les payer[35], faute de

25. F. Engels à A. Bebel, 26 septembre 1892, *MEW*, vol. 38, p. 475.
26. Ch. Bonnier à W. Liebknecht, 21 avril 1893, IISG WLBK D.75.
27. F. Engels à Laura Lafargue, 16 et 27 octobre 1893, *CEL*, t. III, p. 334 et suiv., 338. — F. Engels à A. Bebel, 18 octobre 1893, *MEW*, vol. 39, p. 153-154.
28. F. Engels à P. Lafargue, 19 novembre 1893, *CEL*, t. III, p. 340 et suiv.
29. P. Lafargue à W. Liebknecht, 13 février 1897, IISG WLBK D.209.
30. P. Lafargue à F. Engels, 22 septembre et 27 octobre 1893, *CEL*, t. III, p. 344, 338. — F. Engels à P. Lafargue, 13 octobre 1893, *CEL*, t. III, p. 324 et suiv.
31. F. Engels à Laura Lafargue, 19 décembre 1893, 11 avril 1894, *ibid.*, p. 347 et suiv., 361.
32. F. Engels à Laura Lafargue, 4 juillet 1894, *ibid.*, p. 366.
33. E. Vaillant à W. Liebknecht, 24 avril 1896, IISG WLBK D.325.
34. Ch. Bonnier à J. Guesde, 19 avril 1891, IISG JG 201/1.
35. Ch. Bonnier à W. Liebknecht, 18 décembre 1889, *lettre citée*.

moyens, ou de les payer « perhaps the next month »[36], les organes de presse du SPD rémunèrent convenablement leurs collaborateurs étrangers. Ceux qui, parmi les socialistes français, ont des entrées dans les revues allemandes quémandent des possibilités de publier pour leurs camarades moins connus[37]. Paul Lafargue réclame souvent ce qui lui est dû[38] et n'hésite pas à demander des avances qui se chiffrent en centaines de marks[39]. Pour augmenter les ressources, il cherche à multiplier les publications auxquelles il envoie des correspondances[40].

Les auteurs allemands, quant à eux, recherchent en France la possibilité de publier qui leur fait défaut en Allemagne, surtout si, comme Robert Michels, ils ne font partie ni de l'orthodoxie social-démocrate ni du camp révisionniste :

> Quant aux articles, je regrette de devoir vous dire que dans toute l'Allemagne il n'existe pas une seule revue — bourgeoise, socialiste ou libertaire — qui prenne ces choses-là. Nous n'avons pas encore ce genre de *revues* comme il en existe tant et si bonnes en France, Italie et Angleterre. Le peuple allemand n'est pas encore mûr pour une presse périodique ainsi conçue. Nos revues sont ou réactionnaires et conservatrices et alors ils (*sic*) ne prennent pas des articles sur le socialisme — tout au plus s'ils démontrent son "absurdité" — ou radicaux (*sic*) et alors ne publient que des articles sur le socialisme au sens moqueur traitant les révolutionnaires en fous et les anarchistes en criminels et les réformistes en gens qui, un jour ou l'autre se feront raisonnables ou enfin socialistes et alors elles n'acceptent que des articles social-démocrates jusqu'au point sur le i. C'est une vraie détresse, mais la presse

36. « Peut-être le mois prochain » (Ch. Bonnier à W. Liebknecht, 29 avril 1890, *lettre citée*).

37. G. Sorel à E. Bernstein, 19 août 1900, *Mil neuf cent*, n° 11, 1993, p. 182.

38. P. Lafargue à W. Liebknecht, 19 janvier [ou octobre ?] 1894, 27 septembre et 11 octobre 1895, 4 septembre 1896, IISG WLBK D.209. — P. Lafargue à K. Kautsky, 2 février, 9 et 17 mai 1895, IISG KK D.XV.112, 120, 121.

39. P. Lafargue à K. Kautsky, 20 janvier 1891, *lettre citée*. — P. Lafargue à K. Kautsky, 11 novembre 1892, IISG KK D.XV.95.

40. P. Lafargue à W. Liebknecht, 5 janvier 1893, IISG WLBK D.209. — P. Lafargue à K. Kautsky, 20 janvier 1891, *lettre citée*. — F. Engels à V. Adler, 22 décembre 1894, *MEW*, vol. 39, p. 353.

> neutre ou socialiste (au sens le plus large de la parole) n'existe pas encore chez nous[41].

La disparition de Friedrich Engels, en août 1895, si elle prive les marxistes français et allemands du gardien de leurs rapports privilégiés, a aussi un effet libérateur. Beaucoup de socialistes, même parmi ceux qui persistent à se voir comme des adeptes de Marx, concevront comme moins exclusives leurs relations avec les socialistes étrangers. Cette évolution est accentuée par l'émergence, en France, d'un courant socialiste autour de Jaurès, concurrent du guesdisme sur le plan international, alors qu'en Allemagne, le courant révisionniste encourage au même moment la contestation à l'égard de l'orthodoxie social-démocrate. Les deux mouvements entrent en relation et se trouvent à l'origine d'un réseau international nouveau. Des liens étroits se créent entre *Sozialistische Monatshefte* et *La Revue socialiste*, alors que *Die Neue Zeit*, à partir de 1899 et jusqu'en 1904, procède à des échanges avec *Le Mouvement socialiste* dirigé par Hubert Lagardelle, après avoir choyé les petites revues marxistes nées en France dans les années 1890[42]. Dès 1904, *L'Humanité* publie les correspondances d'Albert Südekum, un social-démocrate modéré qui se charge également de traduire des ouvrages de Jaurès en allemand. Quelques conflits au centre desquels se trouvent des correspondants de presse relèvent de ce déplacement de rapports de force dans le socialisme français et allemand.

En juillet 1895, un immigré russe fraîchement installé à Paris, Boris Kritchewsky, propose des correspondances étrangères à *Die Neue Zeit*[43]. La collaboration de Kritchewsky à la revue « théorique » du SPD, puis au *Vorwärts*, est vivement critiquée par les guesdistes. Le point de vue objectif qu'il revendique se heurte non seulement — Kritchewsky en est conscient[44] — à la façon de présenter le socialisme français des collaborateurs

---

41. R. Michels à A. Hamon, novembre 1904, IISG Fonds Hamon n° 117.
42. Ces relations sont longuement évoquées dans ma thèse sur *Les relations entre socialistes allemands et français à l'époque de la Deuxième Internationale (1889-1914)*, sous la direction de Madeleine Rebérioux, Université de Paris VIII, 1998, 945 p.
43. B. Kritchewsky à K. Kautsky, 9 juillet 1895, IISG KK D.XIV.291.
44. B. Kritchewsky à K. Kautsky, 1er décembre 1897, IISG KK D.XIV.293.

guesdistes[45], mais met également en cause la vision traditionnelle qu'ont des rapports socialistes franco-allemands les militants du Parti ouvrier français (POF). Or cette mise en cause est partiellement provoquée par Kautsky qui, désireux de faire paraître dans sa publication le point de vue d'un « nüchternen, objektiven Beobachters »[46] sans pour autant désavouer ouvertement ses amis « révolutionnaires », a recruté Kritchewsky. Il approuve l'opinion de Kritchewsky en ce qui concerne le comportement d'une grande partie des socialistes français dans l'affaire Dreyfus[47]. Bonnier, qui considère la publication des positions de Kritchewsky, que celui-ci défend également dans le *Vorwärts*, comme une immixtion du SPD, par correspondant interposé, dans les affaires du POF, menace de se retirer de *Die Neue Zeit*[48] et dira sa déception de la « trahison » de ses amis allemands[49]. Il suffit de cette pression guesdiste pour que Kautsky, peu sûr de lui, exige de Kritchewsky le retrait des critiques ouvertes à l'adresse de la « vieille fraction », alors que celui-ci est persuadé qu'elles aideraient le socialisme français à trouver sa voie[50]. Malgré une tentative d'explication avec Guesde, les guesdistes restent insatisfaits des comptes rendus d'un Kritchewsky qui leur semble incorrigible[51] et trop influencé par *La Petite République* proche des jaurésiens[52]. Kritchewsky, en effet, continue à contester les points de vue défendus par les guesdistes dans le *Vorwärts*, notamment en dénonçant l'hostilité de Guesde et de Vaillant à l'unité socialiste[53].

Au lendemain de la mort de Liebknecht, en août 1900, les « révolutionnaires » français ne bénéficient plus que du soutien inconditionnel de Rosa Luxemburg vis-à-vis de la rédaction du *Vorwärts*[54]. « Lâchés » au moins partiellement — mais pas

45. B. Kritchewsky à K. Kautsky, 13 juin 1898, IISG KK D.XIV.295.
46. « Observateur serein et objectif » (lettre citée du 1er décembre 1897).
47. B. Kritchewsky à K. Kautsky, 23 mars 1898, IISG KK D.XIV.294.
48. Ch. Bonnier à K. Kautsky, 10 juin 1898, IISG KK D.VI.154.
49. Ch. Bonnier à K. Kautsky, 11 octobre 1900, IISG KK D.VI.157.
50. B. Kritchewsky à K. Kautsky, 18 juin 1898, IISG KK D.XIV.296. — Ch. Bonnier à K. Kautsky, 8 juillet 1898, IISG KK D.VI.155.
51. J. Guesde à W. Liebknecht, 17 octobre 1898, IISG WLBK D.165. — Ch. Bonnier à W. Liebknecht, 30 juillet 1899, IISG WLBK D.75.
52. P. Lafargue à K. Kautsky, 3 septembre 1899, IISG KK D.XV.140.
53. « Partei-Nachrichten », *Vorwärts*, n° 179, 3 août 1899, p. 3.
54. Rosa Luxemburg à Cezaryna Wojnarowska, novembre 1900, *Gesammelte Briefe*, Berlin-Est, 1993, vol. 6, p. 52-53.

ouvertement[55] — par Kautsky et les centristes du SPD, les guesdistes ont dorénavant comme principal, voire seul appui, les sociaux-démocrates de l'extrême gauche, qui se trouvent, tout comme eux, isolés au sein de leur parti.

L'unification du socialisme français, en 1905, n'empêche pas la survivance de plusieurs tendances dont les ramifications internationales restent visibles à travers les collaborateurs étrangers des journaux socialistes. Alors que Rappoport s'apprête à remplacer Kritchewsky au sein de la *Leipziger Volkszeitung*[56], en promettant une « bonne » présentation des choses[57], Albert Thomas recrute les correspondants allemands de *La Revue socialiste* et de *La Revue syndicaliste* dans les milieux syndicaux et coopérateurs allemands, souvent proches du camp révisionniste et qui lui proposent à leur tour d'écrire dans les publications allemandes[58]. Le successeur de Kritchewsky au sein du *Vorwärts* ne suscite pas moins de critiques que son précécesseur. L'Autrichien Otto Pohl, qui s'installe à Paris au printemps de 1905, se présente comme correspondant de l'*Arbeiterzeitung* viennoise et d'autres publications socialistes[59]. Robert Michels ne tarde pas à dénoncer ses positions anti-hervéistes et anti-syndicalistes et le soupçonne d'un chauvinisme pro-allemand déconcertant[60]. Au-delà du cas particulier de Pohl, Michels plaide pour une présentation véridique des choses étrangères par les correspondants de presse[61]. Il s'agit de sortir de vieilles pratiques solidement implantées qui veulent que les correspondants de presse donnent du mouvement ouvrier qu'ils sont censés faire connaître non pas une image

55. Voir notamment l'intervention de Kautsky dans le débat entre la *Sarja* russe et le *Vorwärts* au sujet des correspondances françaises de Kritchewsky, décrit minutieusement par Cl. Weill dans *Marxistes russes et social-démocratie allemande 1898-1904*, Paris, Maspero, 1977, p. 141-155.

56. Celle-ci publiait en doublure ses contributions au *Vorwärts*. (B. Kritchewsky à K. Kautsky, 7 octobre 1903, IISG KK D.XIV.300).

57. Ch. Rappoport à K. Kautsky, 14 octobre 1905, IISG KK D.XIX.90.

58. AN 94 AP 471.

59. O. Pohl à A. Thomas, 11 avril 1905, *idem*.

60. R. Michels, « Le Socialisme allemand et le congrès d'Iéna », *Le Mouvement socialiste*, t. IV2, 1905, p. 291-292 ; « Polémiques sur le Socialisme allemand », t. VI2, 1906, p. 23-237 ; « Le prochain Congrès socialiste international », 15 juillet 1907, p. 45-46.

61. R. Michels, « Le Socialisme allemand et le congrès d'Iéna », *ibid.*, t. IV2, 1905, p. 304.

« objective », mais celle qui convient à une constellation politique déterminée : celle précisément qui domine jusqu'au début du XX^e siècle et qui donne les guesdistes, et dans une moindre mesure les vaillantistes, comme les alliés et les interlocuteurs privilégiés des socialistes allemands.

Motivés, au départ, par le besoin de gagner leur vie, les correspondants de presse sont porteurs de la volonté de leur parti de diffuser à l'étranger une certaine image de lui-même. Certains, intimement liés aux combats de tendance, ne demandent pas mieux que de remplir leur rôle de légitimation, tandis que d'autres se fixent comme objectif la transmission d'une image proche de la réalité. Inutile de dire que la perception de celle-ci varie d'un militant, d'une tendance à l'autre. D'où la difficulté de remplir une tâche dont certains ont déjà de la peine à assumer les contraintes matérielles, telles que régularité et ponctualité. Le déclin des conceptions guesdistes au plan national et international et l'ébranlement de leurs rapports exclusifs avec les socialistes allemands engendre des réflexions sur le rôle des correspondants de presse. Une présentation plus « objective » des réalités auprès de l'autre est à l'ordre du jour à la veille de la Première Guerre mondiale.

# Gustave Rouanet et les obscures espérances : les socialistes et l'affaire du Congo 1905-1906

*par Rémi Fabre*

*Tu marches vers Auteuil tu veux aller chez toi à pied*
*Dormir parmi tes fétiches d'Océanie et de Guinée*
*Ils sont des Christ d'une autre forme et d'une autre croyance*
*Ce sont les Christ inférieurs des obscures espérances*
Guillaume Apollinaire, « Zone »

Le 14 juillet 1903 à Fort-Crampel, petit poste « de lourde chaleur et de mortel ennui »[1] du Haut-Chari au fin fond du Congo français, un indigène nommé Papka est exécuté par un commis des affaires indigènes, Fernand-Léopold Gaud, qui le fait sauter avec un bâton de dynamite. Tel est le point de départ d'un scandale qui éclatera en France près de deux ans plus tard et suscitera pendant plusieurs mois de virulents débats dans la presse et à la Chambre...

L'affaire Toqué-Gaud, du nom des deux accusés qui seront mis en cause pour cette exécution et quelques autres, est un épisode bien connu de l'histoire coloniale, cité dans la quasi-totalité des ouvrages consacrés à l'Empire français et analysé de façon approfondie par plusieurs d'entre eux[2].

1. C'est ainsi que l'a vu Félicien Challaye en 1905 : cf. F. CHALLAYE, *Le Congo français ; la question internationale du Congo*, Paris, Félix Alcan, 1909, p. 94.

2. Il suffit de renvoyer au travail fondamental de Catherine Coquery-Vidrovitch et à la bibliographie qu'il contient : C. COQUERY-VIDROVITCH, *Le Congo au temps des grandes Compagnies concessionnaires 1898-1930*, Paris-La Haye, Mouton et Co, 1972 ; on peut consulter éventuellement : J.-

En m'appuyant sur cette tradition historiographique, qui débute dès le lendemain de l'affaire, je voudrais, très modestement, suggérer quelques pistes de réflexion, moins sur la situation coloniale elle-même que sur les réactions de l'opinion française, et, plus particulièrement de ceux qui vont prendre en charge en 1905-1906 la défense des indigènes.

On peut, tout d'abord, s'interroger sur les voies par lesquelles le scandale arrive, chercher à comprendre pourquoi un fait parmi tant d'autres échappe soudain à la grisaille, à l'anonymat des massacres et violences ordinaires. On peut, ensuite, se centrer sur le débat lui-même, sur ce qu'il révèle en métropole de perception et de méconnaissance des réalités coloniales et africaines, sur les rapports de force politiques sous-jacents, sur les enjeux dissimulés ou avoués.

Enfin, en évoquant la campagne à bien des égards exemplaire qui est menée à l'automne 1905 par *L'Humanité*, et plus précisément par le député de la Seine, ami et collaborateur de Jaurès[3], Gustave Rouanet, contre la « barbarie coloniale », il faut surtout reposer la question de l'anticolonialisme socialiste du début de ce siècle. Doit-on surtout être sensible à ses limites, ses ambiguïtés, ses illusions, à son « humanitarisme bourgeois » et à son « opportunisme » pour reprendre la terminologie d'un Jean Suret-Canale dans un ouvrage publié à la grande époque du communisme militant et de l'avènement de la décolonisation[4] ? Ou ne peut-on pas rechercher à partir de la découverte faite alors par des représentants du mouvement ouvrier des lointaines réalités congolaises, à partir du travail de journalisme d'investigation dont l'affaire Toqué-Gaud est l'occasion, le cheminement d'une prise de conscience, en insistant sur les anticipations de certains jugements portés sur l'avenir de la colonisation et des populations africaines ? Ne peut-on pas aussi émettre l'hypothèse que la démarche de défense des colonisés mise en œuvre par l'avant-garde politique socialiste et républicaine rejoint à sa façon celle de l'avant-garde littéraire et artistique, férue « d'art nègre », dans une

---

P. Biondi et G. Morin, *Les Anticolonialistes 1881-1962*, Paris, Robert Laffont, 1992.

3. En particulier pour la réalisation de l'*Histoire socialiste de la Révolution.*

4. J. Suret-Canale, *Afrique noire : l'ère coloniale 1900-1945*, Paris, Éditions sociales, 1964 ; voir en particulier p. 165-166.

sorte de perception intuitive de l'originalité du monde africain et de ses « obscures espérances » ?

## Un scandale à rebondissements

Le pétard du 14 juillet 1903 a un peu fonctionné comme une bombe à retardement. La mise à mort d'un indigène par simple décision d'un administrateur était en soi chose banale, et le débat de 1905-1906 révèlera bien d'autres bavures et atrocités en tous genres. Le procédé toutefois était quelque peu inusité. Au cours du procès tenu à Brazzaville en août 1905, l'avocat des prévenus reconnaîtra lui-même que Gaud fut « mal inspiré » en se servant de la dynamite[5]. Il est vrai qu'il s'efforce de démontrer ensuite que cette mort était, au total, moins cruelle et moins douloureuse que les supplices des pays civilisés, guillotine, garrot, pendaison ou électrocution...

Outre la « profanation » des festivités de la Fête nationale, la dynamite frappera les esprits par ce qu'elle pouvait évoquer « de bombe, d'anarchie, de chambardement »[6]. Un des points qui choqueront le plus l'opinion au début de 1905 sera la révélation de la correspondance adressée à Gaud par son supérieur Toqué ; une lettre quelque peu « satanique » avait pour en-tête : « Toqué, Gaud et Cie, maison fondée en 1374 *(?)*, successeurs de Cartouche, Lacenaire, Ravachol et Cie[7]. » Humour plus que noir en effet...

Par quel biais se fait la révélation du crime ? La rumeur, alimentée par un médecin également en poste à Fort-Crampel, le docteur Le Maout, se fraye son chemin peu à peu, Fort-Crampel étant un point de passage obligé sur la « route » qui va du Tchad à Brazzaville. A l'été 1904 en tout cas, la capitale du Congo français est « toute bruissante des rumeurs rapportées dans des conversations particulières », quand un jeune procureur de la République intérimaire, nouveau venu dans l'Empire, prend l'initiative d'ouvrir une enquête. Le commissaire général

5. Voir : F. CHALLAYE, *Le Congo français...*, *op. cit.*, p. 136.
6. *Ibid.*, p.136 (citation extraite du plaidoyer du défenseur de Gaud).
7. L'en-tête est cité le 19 février 1905 par *L'Humanité*, qui publiera ensuite la lettre *in extenso*.

Gentil, chef de la colonie, informe de l'affaire son ministre de tutelle, et il est finalement décidé de poursuivre. Une instruction est ouverte le 4 novembre 1904 contre les deux fonctionnaires Gaud et Toqué. L'accusation ne porte pas seulement sur l'affaire Papka, mais sur d'autres faits de violences, cruautés et homicides, dont la noyade d'un indigène voleur de cartouches dans les chutes de la rivière Nana.

De tout cela l'opinion française est évidemment ignorante. Ce n'est que le 15 février 1905 qu'on apprend l'arrestation d'un jeune fonctionnaire des colonies en congé en France, Georges Toqué, et que paraissent dans *Le Petit Parisien* les premières révélations. Elles sont reprises par *Le Matin* du 17 février dans un article à sensation qui a sans doute beaucoup contribué à susciter l'émotion du public. Il raconte avec complaisance une exécution publique et joyeuse qui vient parachever l'ignoble beuverie de plusieurs fonctionnaires et militaires, et n'omet pas les précisions les plus scabreuses concernant la localisation de la cartouche de dynamite. A peu près tout semble d'ailleurs déformé ou carrément erroné dans ce récit, si on le confronte aux débats du procès, ou à toutes les autres versions des événements qui seront données par la suite ; si l'ébriété de Gaud est avérée et si une scène « de bestialité » semble bien avoir précédé l'exécution, celle-ci a eu lieu en 1903 et non en 1904 ; elle n'a été ni publique ni destinée à célébrer le 14 juillet ; il n'y a eu ni banquet ni participation d'autres Blancs : Toqué, alité par la fièvre, aurait simplement dit à Gaud de faire « ce qu'il voudrait de Papka ». Qu'il soit la synthèse de rumeurs recueillie auprès de coloniaux ou le produit d'une imagination fertile, dans la tradition feuilletonesque qui avait fleuri à l'époque de l'Affaire Dreyfus, cet article a produit son effet et donne le climat du scandale.

Dans la situation un peu incertaine du printemps 1905, où on ne sait si le Bloc des gauches est définitivement enterré, c'est plus dans un premier temps la presse à grand tirage que les forces politiques qui s'empare de l'affaire. Les socialistes de diverses tendances ont bien d'autres soucis et combats en tête, entre la révolution russe, l'affaire de Tanger, le soutien des travailleuses et travailleurs de Limoges, la loi de séparation des Eglises et de l'État, sans compter la marche à l'unité qui va s'accomplir à l'été 1905. L'événement ne passe pourtant pas inaperçu dans *L'Humanité* ; dans les articles, non signés, mais

assez réguliers et fournis, qui paraissent en deuxième page à partir de l'arrestation de Toqué, le premier réflexe est plutôt le soutien d'un jeune fonctionnaire pouvant être victime de l'arbitraire de ses chefs. La première « personnalité autorisée » consultée ne manifeste pas une approche très socialiste de la question coloniale, regrettant le caractère néfaste de l'application de la séparation des pouvoirs dans les colonies, qui retirerait aux administrateurs des pouvoirs judiciaires nécessaires[8]. Assez vite, le tir est quand même rectifié, en même temps que Gustave Rouanet dépose une demande d'interpellation à la Chambre sur l'affaire Toqué-Gaud. En attendant le débat, plusieurs fois ajourné comme il est de coutume, et qui n'aura lieu qu'en février 1906, le ministre radical des Colonies Étienne Clémentel a décidé d'envoyer une mission extraordinaire d'inspection et d'enquête au Congo[9]. Début mars 1905, peut-être sur demande du président Loubet, la direction en est confiée à Brazza, le père du Congo français, qui en avait aussi été le premier commissaire général avant d'être écarté et précocement mis à la retraite en janvier 1898.

La mission Brazza, qui comprend une dizaine de personnes, est constituée d'inspecteurs des colonies, d'administrateurs, de militaires (dont le capitaine Mangin), et d'un jeune agrégé de philosophie, correspondant particulier du *Temps*, Félicien Challaye. Embarquée début avril elle parcourt toute la colonie jusqu'au Haut-Chari, puis retourne à Brazzaville pour assister au procès Toqué-Gaud, qui aboutit fin août 1905 à la condamnation des deux fonctionnaires à cinq années de prison. Pourtant l'état de santé de son chef va écourter ses travaux. L'opinion française, qui avait peut-être un peu perdu de vue l'affaire, s'émeut à nouveau quand on apprend la maladie puis la mort de Brazza, survenue à Dakar sur le chemin de retour le 14 septembre 1905. C'est le début d'une polémique qui va prendre une tout autre ampleur qu'au printemps et mobiliser

8. *L'Humanité*, 16 février 1902.

9. Catherine Coquery-Vidrovitch, citant les travaux d'Henri Brunschwig, émet l'hypothèse que le scandale aurait à l'origine été lancé par le ministère des Colonies lui-même « désireux d'imposer les réformes jugées nécessaires ». « Il fut rapidement débordé par la nomination inopinée et non désirée de Brazza. » J'ajouterai qu'il était sans doute difficile d'imaginer l'impact psychologique qu'aurait l'affaire de la dynamite sur l'opinion. Voir C. Coquery-Vidrovitch, *Le Congo..., op. cit.*, p. 172.

cette fois pleinement socialistes et défenseurs des droits de l'homme.

Pendant qu'on s'apprête à faire des funérailles nationales à l'explorateur-conquérant, des révélations commencent à sortir sur le caractère accablant des conclusions de la mission Brazza, sur les scandales et les anomalies constatées, sur les responsabilités du commissaire général Gentil.

Ces révélations sont en particulier alimentées par Félicien Challaye, qui donne au *Temps* le compte rendu du procès Toqué-Gaud et le récit des « derniers jours de M. de Brazza ». Le 27 septembre, *Le Temps* publie la lettre adressée par Savorgnan de Brazza à un ami le 24 août 1905. C'est non seulement un tableau sans complaisance de la situation qui règne au Congo, spécialement en Oubangui-Chari (graves abus de répression, « continuation pure et simple de la destruction des populations sous forme de réquisition »), mais une mise en cause de l'« obstruction », du « travail souterrain » de l'administration de la colonie et de son chef pour entraver le déroulement de l'enquête.

## La campagne de Rouanet

Pendant que ses collaborateurs répondent au nom de Gentil, revenu à Paris mais affecté de « fièvre cérébrale », le député de Paris Gustave Rouanet s'est emparé de l'affaire. Il va mener avec opiniâtreté à la une de *L'Humanité* une campagne quotidienne d'un mois entier. 29 longs articles sont publiés du 26 septembre au 26 octobre sous une rubrique unique : « la barbarie coloniale ». Qu'est-ce donc qui incite ce fils de menuisier de la Montagne noire, autodidacte formé au journalisme et au militantisme politique à *La Revue socialiste* autour de Benoit Malon, élu du XVIII^e^ arrondissement, à prendre en main la défense des lointaines populations africaines ? Essentiellement, à en croire ses biographes, mais aussi ses propres allusions, son expérience des bataillons d'Afrique où il avait été affecté à 20 ans en 1875. Les atrocités des compagnies disciplinaires sem-

blent avoir constitué un puissant catalyseur pour le déterminer à s'engager en socialisme[10].

Dans la campagne orchestrée par Rouanet, l'affaire Toqué-Gaud, déjà largement décrite et élucidée, n'est plus qu'un épiphénomène. C'est tout un système d'exploitation et de crimes en vigueur au Congo qui est visé, avec ses responsables au plus haut niveau.

Les racines du mal sont à chercher dans la double contrainte de l'impôt et du travail forcé. Comme on sait, les colonies devaient avoir leur autonomie financière, et le commissaire général Gentil n'a pas caché à ses subordonnés dans sa circulaire numéro deux du 19 mars 1903 « qu'il se baserait pour les noter surtout sur les résultats obtenus au point de vue de l'impôt indigène ». Tous les moyens sont donc utilisés pour pressurer des populations misérables, récalcitrantes, mais surtout dans l'incapacité de fournir ce qui leur est demandé : massacres, prise d'otages, incendies de villages et de récoltes. La perception de l'impôt constitue également un instrument de domination et d'exactions concédé aux grandes compagnies auxquelles on a déjà affermé à la fin du XIXe siècle la quasi-totalité du sol et des richesses du Congo. L'administration impose en effet aux indigènes de payer leur impôt en nature, et, pour s'en acquitter, de remettre directement à la compagnie concessionnaire le caoutchouc de liane récolté à grand peine dans la forêt tropicale. Nouvelle « fermière générale », celle-ci se charge, à grand bénéfice, d'en verser le montant à l'État.

Les véritables travaux forcés que constitue le système de réquisition des porteurs, particulièrement en vigueur dans le Haut-Chari, entraînent des conséquences tout à fait semblables à celles qu'induit la perception de l'impôt : « Ça a été le massacre général pour faire marcher le service[11] », reconnaît laconiquement Toqué pour évoquer le mandat qu'il a exercé à Fort-Crampel de 1901 à 1903.

---

10. Voir la notice biographique de Rouanet dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (sous la direction de J. MAITRON) et les hommages parus après sa mort dans *La Nouvelle Revue socialiste*, n° 14-15, 15 février-15 avril 1927.

11. Réponse de Toqué lors de son interrogatoire au début du procès citée dans F. CHALLAYE, *Le Congo français, op.cit.*, p. 136. Voir également la notice « Félicien Challaye » dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, op. cit.*

Ce tableau particulièrement sombre n'est pas uniquement peint par Rouanet. On le retrouve, presque semblable, dans les conclusions de la mission Brazza, et même, on le verra, dans le rapport pourtant édulcoré de la Commission de Lanessan. Il est aussi tracé avec énergie dans les articles que publie Félicien Challaye, et dans les meetings de défense des indigènes, comme celui qu'organise à Paris le 1er décembre 1905 la Ligue des droits de l'homme.

Mais ce qui constitue peut-être la spécificité de Rouanet, c'est sa capacité à ne pas s'en tenir aux généralités, à détecter des affaires nouvelles, à citer des faits et des noms, et à engager le fer contre tous les responsables, à commencer par le commissaire général Gentil.

Les six premiers articles qui paraissent dans *L'Humanité* constituent de fait une attaque frontale contre Gentil. Rouanet ne se contente pas de souligner les conséquences désastreuses de sa circulaire n° 2. Réunissant un bon nombre de témoignages, il cite plusieurs atrocités commises directement sur son ordre, en particulier la « punition » d'indigènes à coups de chicotte jusqu'à ce que mort s'ensuive. Surtout, il détecte une affaire particulièrement ennuyeuse pour Gentil, celle de l'exécution immédiate et sans jugement ordonnée en 1901 à Fort de Possel à l'encontre d'un voleur de bananes qui venait de lui être livré. Les témoins sont ici des voyageurs blancs qui avaient convoyé le prisonnier, et l'un d'entre eux, chevalier de la Légion d'honneur et conseiller du commerce extérieur en Tunisie, accompagne Rouanet auprès de Clémentel pour faire état de son témoignage[12].

Bien que les travaux de la mission Brazza n'aient pas été publiés, Rouanet réussit à en connaître le contenu pour révéler ensuite au public le fait le plus barbare qu'elle ait constaté, le martyre des femmes de Bangui[13]. C'était une conséquence directe de la circulaire n° 2. A l'instigation de son supérieur, l'administrateur de Bangui Marsault, un ancien adjudant illettré, Culard, décide de « frapper un grand coup » pour faire rentrer l'impôt.

12. Voir les articles de *L'Humanité* des 29, 30 septembre et 1er octobre 1905.

13. Deux articles sont intitulés « Les femmes de Bangui » (*L'Humanité*, 2 et 3 octobre 1905).

Il fait enlever en avril 1904 dans le village de Ngouakombo bon nombre des femmes et quelques enfants pour forcer les hommes à livrer le caoutchouc. Jugeant les apports insuffisants, il fait transporter les otages à Bangui où ils sont enfermés dans une case de six mètres sur quatre. Cinquante-huit femmes et dix enfants en bas âge sont ainsi laissés à l'abandon sans air et à peu près sans nourriture pendant près de deux semaines, jusqu'à ce qu'un médecin en tournée, le Dr Fulconis, frappé par une odeur pestilentielle, ne fasse ouvrir la case ; il découvre quelques spectres à peine vivants : seuls treize femmes et huit enfants avaient survécu. Si Gentil fait déplacer Marsault, en le nommant d'ailleurs à Brazzaville, poste plus envié que Bangui, l'enquête de ses services conclut à un non lieu.

D'autres révélations suivront encore dans le « feuilleton » de la « barbarie coloniale » que publie *L'Humanité*, comme les exploits du percepteur Bidaine au Gabon, qui fait raser les villages et incendier les récoltes des Pahouins qui ne veulent pas payer l'impôt.

On le devine, ces pavés que lance Rouanet dans le marigot colonial, ou plutôt, comme il l'écrit, dans la « pétaudière à ragots » du pavillon de Flore, siège du ministère des colonies, ne lui font pas que des amis. D'assez virulentes attaques, des prises de position indignées paraissent dans la presse liée au parti colonial, comme *La Dépêche coloniale* ou *La Liberté,* assorties de tentatives de discrédit ou de calomnies. Rouanet ne semble guère se laisser intimider. Ce journaliste d'investigation, qui se dit submergé de témoignages depuis qu'il a lancé sa campagne, semble en tout cas pratiquer à bon escient les méthodes dreyfusardes de contrôle des sources et du témoignage. Il ne sera pas réellement pris en défaut sur des faits précis, pas plus dans les polémiques de presse de l'automne 1905 qu'au cours du débat parlementaire de février 1906.

Plus dangereuse était pour lui la stratégie de l'édredon, la tendance à étouffer et laisser retomber les affaires. Assez vite, quand se développe son attaque frontale contre l'administration coloniale, on constate un certain isolement de *L'Humanité*. La plupart des organes de presse, friands à l'origine des détails croustillants de l'affaire Toqué-Gaud, ou réellement soucieux de révéler quelques errements individuels, ne sont nullement prêts à jeter un discrédit global sur l'œuvre civilisatrice de la

France. Ainsi *Le Temps* corrige-t-il le tir dès le début du mois d'octobre 1905.

Cet isolement n'est que partiellement compensé par la mobilisation militante qui se manifeste à la Ligue des droits de l'homme, et dans quelques loges maçonniques votant des félicitations à leur frère Rouanet.

Est-ce le rôle d'un historien d'y joindre les siennes ? Il ne peut qu'être frappé pourtant par le talent de journaliste de Gustave Rouanet. Sans avoir l'ampleur parfois lyrique de Jaurès, il sait utiliser tous les registres : l'ironie cinglante, l'indignation, le compte rendu précis des faits, mais aussi la compassion et l'appel aux sentiments. Il a recours aussi aux ressources du récit pour transformer certains articles en de véritables petites nouvelles ou contes africains[14]. Un trait qui lui semble particulier est son attention aux objets et détails matériels, qu'illustre bien cette description de la chicotte :

> La chicotte existe. On m'en a apporté une hier. C'est une lanière de peau d'hippopotame carrée, assez grosse à l'une des extrémités pour faire office de manche et qui s'amincit progressivement jusqu'à l'autre bout. Le cuir a été tordu avant d'être séché, de sorte qu'il présente des arêtes et des creux en spirales. Cet instrument de supplice a l'aspect et la flexibilité d'une cravache, la dureté du bois d'ébène, et il suffit de le voir pour comprendre qu'à chaque coup les arêtes déchirent la peau et fouillent la chair du supplicié[15].

S'il est particulièrement à l'aise pour concevoir, presque de l'intérieur, la psychologie des coloniaux, Rouanet est-il aussi capable de saisir les réactions et la mentalité des Africains ? Il y a en tout cas chez lui une compréhension intuitive des situations, qui, associée à sa fermeté sur les principes universels, à son sens de l'humanité, lui fait repousser une bonne partie des clichés et des préjugés concernant le caractère primitif ou enfantin des « nègres », leur paresse etc. Dans le débat sur la valeur du témoignage des Noirs, il affirme avec vigueur son refus de croire au mythe de l'impossibilité qu'auraient les africains à concevoir la notion même de vérité. Il explique plus simple-

14. On peut citer à titre d'exemple l'article du 10 octobre 1905 : « La femme de Diacunda ».

15. *L'Humanité*, 1er octobre 1905.

ment certains faux témoignages par la situation de dominés et la peur des représailles qu'elle engendre. A situation égale, conclut-il, le témoignage d'un Noir vaut bien celui d'un Blanc...

Quant à l'épisode des femmes de Bangui, il lui fait retrouver à partir des réactions des mères l'unité fondamentale du genre humain. Rappelant que sur cinquante huit-femmes et dix enfants otages il a survécu treize femmes et huit enfants, il insiste sur la relative faiblesse de la mortalité infantile :

> Comprenez-vous, négriers congolais qui déniez au Noir le droit à l'humanité et vous traitez d'animalicide quand vous avez tué un noir ? Ces négresses étaient des mères [...]. S'il a survécu huit enfants sur dix, c'est que même quand la mère est morte l'enfant trouvait auprès des autres femmes la tendresse et les soins de la mère que les bourreaux blancs lui avaient prise. Et la ration distribuée était bien faible. Mais les femmes ne mangeaient que lorsque les enfants ne criaient plus la faim[16] [...]. Messieurs *ajoutera-t-il, revenant sur le même drame devant les députés,* si partout la femme est une mère, quelle que soit sa couleur, les hommes sont partout des hommes et doivent être sacrés aux autres hommes[17].

## Des résultats limités

Malgré son talent, malgré l'appel aux sentiments les plus élémentaires, la campagne de Rouanet dans *L'Humanité*, celle aussi qu'animent la Ligue des droits de l'homme de Francis de Pressensé et le Comité de protection et de défense des indigènes du catholique dreyfusard Paul Viollet, celle de personnalités comme Félicien Challaye, vont déboucher, il faut le reconnaître, sur un échec. Le débat parlementaire sur lequel Rouanet déclare désormais compter quand il met fin au bout d'un mois à sa série d'articles dans *L'Humanité* en est l'illustration[18].

---

16. *L'Humanité*, 2 octobre 1905.
17. *Journal officiel. Débats parlementaires*. Chambre des députés, 2e séance du 19 février 1906.
18. « Conclusion », *L'Humanité*, 26 octobre 1905.

Certes, les 19 et le 20 février 1906, Gustave Rouanet a longuement repris son réquisitoire, créant à diverses reprises la sensation parmi ses collègues, qui n'avaient peut-être pas tous fait partie de ses lecteurs assidus. Certes, d'autres voix se sont jointes à lui, celle du député Hubert, celle de Caillaux, qui dans une perspective un peu différente démonte surtout le monopole des grandes compagnies, et propose comme solution la liberté du commerce et de l'entreprise, celle de Jaurès *in fine*, brève, pour une fois, mais incisive. Mais même la botte secrète du député de Carmaux, qui révèle l'intervention efficace du représentant d'une compagnie privée pour modifier la décision d'un ministre, ne remet pas en cause un rapport de force fixé au départ. La stratégie — éprouvée — de Clémentel pour se débarrasser des affaires gênantes a parfaitement fonctionné : il avait déjà créé en octobre 1905 une commission présidée par de Lanessan et constituée d'administrateurs coloniaux pour examiner les conclusions de la mission Brazza ; il propose de faire examiner son rapport, synthétique et mesuré, mais honnête et précis, par une autre commission, celle des Affaires étrangères et des Colonies, présidée par Paul Deschanel. Au total, la bombe sera transformée en un pétard mouillé, pour rester dans le registre inauguré par l'affaire Toqué-Gaud.

Dans les trois jours de débat à la Chambre, Clémentel se contente de déplorer des excès, certes regrettables, mais que les réformes qu'il a commencé à mettre en œuvre ne pourront manquer de corriger. Il laisse par ailleurs le porte-parole du parti colonial, Le Hérissé, s'en prendre à Rouanet. Le Hérissé, qui avait pourtant dénoncé au départ le scandale Toqué-Gaud, prononce un éloge appuyé du commissaire général Gentil, héros de la conquête du Tchad, et du travail admirable accompli par l'immense majorité de nos fonctionnaires, qui ne saurait être terni par « quelques actes regrettables commis par des agents plus ou moins déséquilibrés ». Sans revenir d'ailleurs avec précision sur aucune des affaires exposées, il fustige, devant la Chambre et devant le pays, la « campagne abominable » menée depuis un an par Rouanet contre l'administration coloniale[19].

19. *Journal officiel. Débats parlementaires* : Chambre des députés. 2e séance du 21 février 1906, p. 913.

C'est Le Hérissé qui propose de se prononcer sur le passage à l'ordre du jour pur et simple, proposition à laquelle se rallie Clémentel. La procédure a l'avantage d'éviter de voter le soutien, toujours délicat pour une partie des députés, à la politique ministérielle, et de clore le débat en le rendant à peu près nul et non avenu.

Les deux objectifs exprimés par Rouanet étaient d'obtenir la destitution de Gentil et la publication intégrale des travaux de la mission Brazza. Seul le deuxième point est explicitement formulé dans la motion qu'il présente au vote de ses collègues. Mais sur 512 votants, 345 se prononcent pour l'ordre du jour pur et simple, 167 contre...

Le rapport des forces politiques explique assez clairement une telle défaite. Il n'existe pas pour les socialistes de majorité de rechange au Bloc des gauches, ni même de possibilité de conjonction des extrêmes pour mettre en difficulté le gouvernement. D'ailleurs, on ne fait pas tomber un ministère pour quelques bavures affectant les nègres du Congo. En cette époque d'Empire triomphant, à peu près tous les députés de droite ont voté l'ordre du jour pur et simple, y compris les abbés démocrates comme Lemire. Ne parlons pas du centre : la politique coloniale est « sa chose »...

La seule possibilité était de convaincre un bon nombre de radicaux d'accepter des propositions de correction somme toute limitées, en faisant vibrer la corde des principes de 1789 et le souvenir de solidarités encore toutes proches. Mais l'opération était difficile à réussir face à un ministre radical. Seuls quelques vieux militants comme Pelletan votent avec Rouanet. Peut-on dire que l'affaire du Congo a contribué à la désagrégation du Bloc ? En fait son rôle a été limité, et la stratégie des socialistes est restée prudente, comme en témoigne le ton mesuré adopté par Jaurès. On n'est pas encore dans la situation des ministères Clemenceau ou Briand. A quelques jours des élections qui suivent la loi de Séparation, en pleine crise des Inventaires, les solidarités républicaines sont encore fortes. Mais les efforts pour les préserver sont un peu à sens unique. Rouanet et Jaurès n'ont obtenu que quelques miettes, et encore grâce à l'intervention de de Lanessan, choqué de voir ses travaux mis au placard. Mais la promesse verbale de Clémentel de publier intégralement non les papiers Brazza, mais le rapport de synthèse de la Commission des Gouverneurs ne sera pas tenue ;

quant au commissaire général Gentil, il repartira pour le Congo, où il restera encore en poste quelques années.

C'est donc un peu en vain que Rouanet cherche à démontrer dans l'article qu'il publie dans *L'Humanité* au lendemain du débat que la stratégie parlementaire a payé[20]. L'affaire Toqué-Gaud semble avoir surtout montré ses insuffisances, et la grande difficulté qui existe à faire bouger les choses sur le terrain colonial, quand bien même pendant quelques semaines on soulève en métropole la chape de plomb du silence. On peut pourtant estimer que toute campagne pour les droits de l'homme n'est jamais à cent pour cent nulle et non avenue. Les travaux de Catherine Coquery-Vidrovitch le suggèrent : on fait désormais un peu plus attention au Congo, on veille à ne pas aller trop loin dans les excès et les bavures, on évite aussi les collusions trop flagrantes entre fonctionnaires et agents des Compagnies concessionnaires[21].

## Réformisme colonial ou anticolonialisme anticipateur ?

On peut maintenant reposer la question inaugurale : quelle est la nature de cet « anticolonialisme socialiste », défendu avec tant de chaleur par Gustave Rouanet ? Globalement, on pourra dire qu'il se situe dans la lignée d'un réformisme qui ne renonce pas à l'idée d'une autre forme de colonisation, fondée sur une attitude que Rouanet qualifie à diverses reprises de « douce, humaine et bienveillante », qui pourrait donner un contenu concret à l'idée de « civilisation ». La logique même de la défense des droits de l'homme pousse à ce « fraternalisme réformiste ». On remarque d'ailleurs plutôt l'absence dans le débat de ceux pour qui le système colonial ne peut être qu'un mal « en soi ». Seules quelques exclamations de Vaillant ponctuent en ce sens les révélations de Rouanet à la Chambre.

Pourtant le pugnace Rouanet ne donne pas l'image de la naïveté d'une « belle âme ». Il semble très conscient des difficultés qui président à la mise en œuvre des réformes positives. Dans l'alternative adressée aux radicaux qu'on peut formuler à

20. *L'Humanité*, 22 février 1906.
21. C. Coquery-Vidrovitch, *Le Congo...*, *op. cit.*, p. 176.

peu près ainsi : « Ou changez les choses outre-mer en mettant en accord vos actes avec vos paroles, ou renoncez aux colonies », le second volet n'est pas seulement une fausse fenêtre. Il est aussi le refus de la naïveté, l'indice parfois du découragement, mais aussi une pierre d'attente, l'idée qu'un jour autre chose sera possible. Sans faire de contresens, on ne peut qu'être frappé par les résonances que pourraient prendre certains passages des articles de Rouanet, comme celui qui termine le compte rendu des exploits de Bidaine :

> Et maintenant, imaginez que les Allemands procèdent sur le territoire français au recouvrement de l'impôt selon le procédé de Bidaine. Et dites-moi si vous ne qualifieriez pas de lâcheté impardonnable les Pahouins français qui, tenant le Bidaine sans escorte, l'auraient ainsi laissé partir sans lui demander compte de tant de vies humaines et de ruines accumulées, en se contentant de lui manifester, comme les Pahouins d'Attakawa, qu'ils ne sont pas contents[22].

De manière plus large, il faut résister à la tentation de lire l'avenir du XXe siècle dans plusieurs des épisodes des scandales du Congo. Mais quelles réactions éveille quand même en nous l'état des femmes et des enfants de Bangui tel qu'il est noté par le docteur Fulconis dans la sécheresse scientifique de son rapport : « Peau vidée, sèche, terreuse ; tissu cellulaire absolument dépourvu de graisse ; muscles atrophiés, plus d'intelligence, plus de facultés de se mouvoir, plus de voix ; marasme et consomption ; morts d'inanition[23]. » Et que dire des « Oradour sur Ogoué » qui nous sont décits au Gabon ou de la pratique de la chasse au gibier humain suivie de son internement ? « On pousse en tas ce misérable bétail humain, la crosse ou la chicotte dans les reins, écrit Rouanet, et on le parque dans le camp. » Pour construire le camp, précisent les instructions officielles, « faire des cases dans la brousse hors de vue des passagers, les entourer de chemins de ronde, y placer des sentinelles[24] »... Toute ressemblance, etc.

---

22. « Un percepteur au Congo », *L'Humanité*, 13 octobre 1905.

23. Rapport cité par Rouanet à la Chambre, *Journal officiel. Débats. Parlementaires*, Chambre des députés. 2e séance du 19 février 1906.

24. « Circulaire Thomassé ». citée par Rouanet dans son article de *L'Humanité* du 20 octobre 1905 ; la citation précédente est tirée du même article.

Gustave Rouanet relève lui-même la parenté de la barbarie coloniale avec d'autres barbaries. « Au fond », écrit-il dans son article du 16 octobre 1905, intitulé « Antinoirs et Antijuifs », « la supériorité fondamentale du Blanc sur le Noir est du même ordre que la supériorité que s'attribuent de prétendus "aryens" sur de prétendus "sémites" ». Il a, il faut le dire, eu la surprise de reconnaître dans l'administrateur Bidaine l'ancien petit chef des antijuifs d'Oran. Une reconversion réussie en fonctionnaire bien noté et incendiaire de villages, un « mépris égal pour les nègres et les youpins »...

En tout cas, même en évitant les anachronismes, on peut réfléchir, près d'un siècle plus tard, à la façon dont Gustave Rouanet pose le problème des responsabilités. Les subalternes, souvent de jeunes fonctionnaires pris dans un engrenage, ne doivent pas, selon lui, servir de boucs émissaires ou de brebis galeuses pour protéger ceux qui dirigent et mettent en œuvre une politique, comme le commissaire général Gentil. En même temps, ce socialiste, probablement plus kantien et idéaliste que marxiste, refuse d'entrer dans la logique de substituer un système, un mécanisme, à la responsabilité des hommes. Dans toute atrocité, tout acte de barbarie, il ne voit pas seulement des crimes, mais des criminels, qui ont à répondre de leurs actes.

Comme il s'en était trouvé au moment de l'affaire Dreyfus, et comme il s'en trouvera lors de la guerre d'Algérie, il y a eu en 1905-1906 lors des scandales du Congo des hommes comme Gustave Rouanet pour dire avec Jaurès que « c'était l'honneur de la France de tout dire, de tout produire et de tout châtier[25] ».

25. *Journal officiel. Débats parlementaires,* Chambre des députés, séance du 21 février 1906.

19

## L'accueil de l'armée nouvelle par le mouvement ouvrier suisse-romand et le problème de la conscription de milice

*par Charles Heimberg*

Lorsqu'il a fait paraître son grand livre *L'organisation socialiste de la France. L'Armée nouvelle* en 1911[1], Jean Jaurès a plongé une partie du mouvement ouvrier de Suisse romande dans un certain embarras. Il présentait en effet l'armée de milice helvétique sous un jour plutôt favorable :

> De tous les systèmes militaires pratiqués dans le monde, c'est à coup sûr le système suisse qui se rapproche le plus de l'idéal d'une armée démocratique et populaire : c'est celui qui, par la réduction au minimum du séjour à la caserne, par le recrutement non seulement régional mais local, par l'organisation de toute la masse des citoyens valides en unités territoriales, confond le plus essentiellement la vie militaire et la vie civile [2].

Certes, l'auteur ajoutait aussitôt qu'il ne s'agissait surtout pas d'appliquer purement et simplement le système suisse dans son propre pays. Il ne niait pas que ce « modèle » helvétique fût marqué par d'importantes limites. Il n'ignorait pas qu'en Suisse aussi un mouvement ouvrier opiniâtre devait affronter une classe bourgeoise fort arrogante. Mais son regard plutôt bienveillant s'expliquait par sa perception idéalisée du passé de la Suisse. Jaurès n'affirmait-il pas à ce propos que

---

1. Nous utilisons ici la réédition de l'ouvrage établie par Jean-Noël Jeanneney : J. JAURÈS, *L'Armée nouvelle*, Paris, Imprimerie nationale, 1992, 2 vol.
2. J. JAURÈS, *L'armée..., op. cit.*, vol. I, p. 251.

« l'organisation populaire et démocratique se rattache à des traditions très anciennes » et que donc « la démocratie nouvelle n'a eu, pour ainsi dire, qu'à glisser son esprit dans ces habitudes toutes faites. Elle a pu utiliser et continuer dans la Suisse plus centralisée tout à la fois et plus libre, et pour la fière sauvegarde de l'indépendance nationale, des institutions qui avaient été développées par le souci de l'indépendance locale (...) »?[3].

Une telle représentation du passé le plus lointain et des traditions de la Suisse n'était certes pas anodine. On peut d'ailleurs souligner qu'au tournant du siècle, les radicaux suisses, qui dominaient leur pays depuis sa constitution en État moderne de 1848, avaient justement fait le choix délibéré d'en célébrer les prétendues origines médiévales. Ils se référaient pour cela à un Pacte établi en 1291 entre les trois cantons montagnards d'Uri, de Schwytz et d'Unterwald. C'est-à-dire à une alliance contre l'étranger qui allait susciter en 1891 seulement l'introduction de la fête nationale du 1er août[4]. Par là, ils évitaient à la fois de solliciter la légende d'un Guillaume Tell un peu trop rebelle et de devoir rappeler que l'État fédéral helvétique était né des suites d'une courte guerre civile, la Guerre du Sonderbund de 1847. Ainsi pouvaient-ils faire l'impasse sur le souvenir d'une rupture avec les milieux les plus conservateurs[5].

Comme la majorité du mouvement ouvrier de ce pays[6], Jean Jaurès a donc repris à son compte ces visions convenues du passé de la Suisse. A l'instar de bien d'autres auteurs[7], il a as-

3. *Ibid.*, p. 255.

4. Précisons à ce sujet que c'est justement en 1891 qu'un représentant des milieux conservateurs a été admis dans un gouvernement suisse resté jusque-là entièrement radical.

5. A ce propos, P. BICHSEL, *La Suisse du Suisse*, Lausanne, La Cité, 1970 (édition originale 1969). Et CH HEIMBERG, *Un étrange anniversaire. Le centenaire du Premier Août*, Genève, Éditions « Que Faire ? », 1990.

6. Voir CH. HEIMBERG, *L'Œuvre des travailleurs eux-mêmes ? Valeurs et espoirs dans le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle (1885-1914)*, Genève, Slatkine, 1996, p. 60-74 et 231-248.

7. Qui ont en général insisté davantage sur la nature pluriculturelle de la nation helvétique tout en valorisant sa dimension consensuelle. Dernier exemple en date de ces usages de lieux communs, formulé cette fois à l'aune de l'anti-modèle et de la primauté de l'économique : G. ARES, *La Suisse avenir de l'Europe ? Anatomie d'un anti-modèle*, Paris, Gallimard, 1997.

sez maladroitement repris cette image flatteuse, qui était plus allégorique que réelle, au service de sa pensée politique. Malheureusement, cela s'est fait au détriment d'une analyse critique de la réalité helvétique, de ses pesanteurs et de son conservatisme social dominant (analyse qui n'était certes pas la préoccupation majeure du député français).

Doit-on dès lors s'étonner qu'un chroniqueur de la fort peu progressiste *Revue militaire suisse* se soit montré si élogieux à propos de ce texte ? D'après lui, même si des erreurs ont pu être identifiées tout au long de la lecture, « il n'est pas niable [que Jaurès] a saisi très nettement le mécanisme de notre organisation militaire[8] ». Mais il s'est empressé d'ajouter que le tribun socialiste n'avait de loin pas bien compris ce peuple paysan qu'il évoquait... puisqu'il voulait par exemple démocratiser l'accès à la cavalerie sans tenir compte des connaissances requises pour s'occuper de chevaux. Et notre chroniqueur de préférer mille fois « la collaboration de tous nos soldats munis des moyens que leur carrière civile a mis à leur disposition », chacun restant en quelque sorte bien à sa place (« à chacun son métier, les vaches seront bien gardées », ajoutait-il plus loin). Les principes « abstraits » et égalitaires de Jaurès n'étaient donc guère appréciés par la *Revue militaire suisse*, même si celle-ci ne pouvait bien sûr passer sous silence les « passages extrêmement flatteurs » que le député français avait consacrés à l'armée suisse. Elle regretta également qu'il ait cru bon de la considérer comme piétiste et protestante, affirmation qu'elle jugeait totalement infondée.

Dans les milieux ouvriers suisses-romands, l'accueil de *L'Armée nouvelle* fut évidemment beaucoup plus réservé. Il est vrai que le livre de Jaurès arrivait quelques années après une réorganisation de l'armée suisse qui avait été vertement combattue par le mouvement social au moyen d'un référendum. En 1907, les autorités voulurent prolonger le service militaire obligatoire et augmenter la charge financière qui en découlait pour les milieux les moins aisés, ce qui parut d'autant moins supportable que cette même armée était assez régulièrement utilisée contre la classe ouvrière. Le référendum ne concernait donc pas le principe de l'armée de milice introduit depuis longtemps

8. *Revue militaire suisse*, juillet 1911, p. 592-596.

déjà. Il a échoué, mais cette campagne fut l'occasion d'une relative affirmation de l'antimilitarisme ouvrier[9]. Rappelons par contre que l'Internationale socialiste voyait « dans l'organisation démocratique d'un système de milice, destiné à remplacer les armées permanentes, une garantie réelle rendant impossibles les guerres agressives et facilitant la disparition des antagonismes nationaux »[10]. Quant aux socialistes suisses, bien qu'ils fussent assez divisés sur la question, ils s'étaient ralliés dès 1906 à l'idée d'une « association militaire basée sur le service obligatoire pour tous, cadrant avec les institutions démocratiques et compatible avec le principe constitutionnel de l'égalité[11] ». Précisons toutefois que leurs délégués n'avaient pu voter les résolutions de l'Internationale, ne voulant pas donner l'impression d'avoir approuvé les milices suisses et leur commandement peu satisfaisant. Ils avaient d'ailleurs eu plusieurs fois l'occasion d'attirer l'attention des dirigeants internationaux, y compris de Jean Jaurès lui-même, sur les risques d'une idéalisation de l'armée suisse alors que celle-ci n'avait rien de progressiste[12].

Reconstruire la manière dont le texte de *L'Armée nouvelle* a été reçu au sein du mouvement ouvrier suisse-romand, y compris en tenant compte des silences significatifs dont il paraît avoir été l'objet, c'est prendre la mesure réelle de l'antimilitarisme de ce milieu. S'agissait-il pour lui de s'opposer par principe à toute armée bourgeoise ou seulement d'en développer le caractère démocratique, par exemple à travers le système de milice ? Était-il question qu'il se rallie franchement à l'internationalisme ? Ou seulement qu'il lutte contre

9. Nous parlons surtout ici de l'antimilitarisme interne au mouvement socialiste. Mais la contestation de l'armée était encore plus vive dans les milieux anarchistes et au sein de l'immigration.

10. « Résolution du Congrès de Stuttgart de 1907 », *Bulletin périodique du Bureau socialiste international*, *in Histoire de la IIe Internationale*, vol. XII, t. 23, Genève, Minkoff Reprint, 1979, p. 471.

11. Décision du congrès d'Olten, *Le Peuple de Genève*, 12 février 1906, p. 2.

12. Voir M. Vuilleumier, *in Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse 1888-1988*, Lausanne, Éditions d'En Bas, 1988, p. 106-108. Cet auteur évoque également les articles de protestation du dirigeant ouvrier suisse Robert Grimm dans la *Neue Zeit* allemande, ainsi que le voyage d'une délégation de syndicalistes anglais intéressés par le système des milices qui ont rencontré des socialistes très divisés sur la question.

les abus évidents du militarisme ? En examinant les documents disponibles, et donc principalement la presse, il est difficile de trancher tant les ambiguïtés sont importantes. Une telle analyse mériterait que l'on dresse sérieusement le bilan de l'intégration du mouvement social dans l'État bourgeois, de ses difficultés à s'émanciper de l'idéologie de ce courant radical dont il provenait historiquement. Elle impliquerait une prise en compte de la question nationale et de ses logiques contradictoires, même si l'on sait bien aujourd'hui quelles ont été les limites des proclamations internationalistes au moment de la Grande Guerre. Il faudrait par exemple analyser le fait que les feuilles ouvrières de l'époque accueillaient autant des textes fermement antimilitaristes que des convocations pour les activités de sociétés fédérales de tir[13]. Ou alors montrer à la fois l'intérêt et la gêne qu'ont pu susciter parmi les dirigeants ouvriers la fondation de la Ligue antimilitariste à Lucerne en 1905 ou le bouillant Congrès antimilitariste de Bienne en 1909. Enfin, il faudrait évoquer un itinéraire révélateur comme celui du secrétaire ouvrier romand Jean Sigg, emprisonné en 1902 pour avoir refusé sa mobilisation contre des grévistes, très engagé contre le militarisme lors du débat de 1907, et finalement francophile pendant la Grande Guerre.

Cela dit, on peut relever que les seuls auteurs à avoir parlé de l'ouvrage de Jaurès ont été apparemment les plus antimilitaristes. Parmi eux, les anarchistes se sont montrés évidemment très critiques, ironisant tout particulièrement sur cette « armée nouvelle de M. Jaurès, ressemblant étrangement à l'ancienne[14] ». Mais c'est l'un des socialistes parmi les plus intransigeants sur la question, le Neuchâtelois Charles Naine[15], qui se distancia le plus de cette banalisation jaurésienne des méfaits possibles de l'armée de milice. Il affirma notamment que « même si son rôle international est toujours défensif », elle « est toujours l'ennemie de la classe ouvrière, car il n'y a

13. Ch. Heimberg, *L'Œuvre..., op. cit.*, p. 387.

14. *Le Réveil socialiste-anarchiste*, 20 juillet 1912, p. 1.

15. Charles Naine (1874-1926) a toujours exprimé un clair refus de l'institution militaire. Il a d'ailleurs été l'un des rares parlementaires socialistes à s'abstenir lors du vote des pleins pouvoirs au Conseil fédéral le 3 août 1914.

pas de guerre internationale défensive pour le prolétariat[16] ». Naine voulut certes bien admettre qu'à l'occasion, il eût pu opposer l'armée de milice au système peu recommandable des armées permanentes, mais il n'en exprima pas moins une opinion bien tranchée :

> Alors, qu'est-ce que ça peut bien nous faire que les ouvriers se massacrent organisés en milices plutôt qu'en armées permanentes ? Quelle importance est-ce que cela peut avoir que vous soyez soldat du pays qui se défend ? D'un côté comme de l'autre, vous détruisez l'entente ouvrière, le seul moyen de salut de notre classe.

Précisons toutefois qu'une telle affirmation fut assez isolée, et que c'est sans doute la personnalité marquée de son auteur qui explique qu'elle ait été formulée. Force nous est de constater que cette idéalisation du « modèle » de l'armée suisse est passée plutôt inaperçue, beaucoup plus en tout cas que l'on aurait pu le penser. La stature de Jaurès a probablement joué un certain rôle pour aplanir des réactions potentielles et induire un silence qu'un autre publiciste n'aurait guère pu espérer quelques années après une vaste contestation de l'institution militaire du pays. Cette impression est d'autant plus renforcée que la figure de Jaurès et ses écrits étaient très présents dans les publications ouvrières de l'époque.

La question de cet accueil difficile de *L'Armée nouvelle* dans le mouvement ouvrier suisse-romand n'a encore guère été étudiée[17]. La réaction des officiers suisses et de leur revue a bien été soulignée, mais en remarquant que l'ouvrage et les problèmes militaires soulevés par le dirigeant socialiste n'avaient pas passionné grand monde dans le pays[18]. Il a surtout été relevé, et non sans raison, que l'œuvre de Jaurès ne se can-

---

16. *Le Grutléen*, 28 juillet 1911, p. 1 et 2. Dans l'édition du 20 octobre suivant, le même Charles Naine évoquait encore « la militaromanie qui dégoûte les citoyens, les oppresse et les ruine ».

17. A notre connaissance, seul Marc Vuilleumier en a déjà fait sérieusement mention, *in Solidarité,..., op. cit.*

18. U. Brand, « Jaurès et le système suisse des milices », *Jean Jaurès. Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes*, avril-juin 1972, p. 7-13. Voir aussi *ibid.*, octobre-décembre 1985 (numéro spécial consacré au colloque « Jaurès et la paix» ).

tonnait pas à l'idée de milice, et qu'elle prônait bien davantage celle de « nation armée », c'est-à-dire une « symbiose de la France et de ses soldats »[19], idée qui avait un sens pour l'ensemble de l'organisation sociale. Quant à la dimension mythique et fortement idéalisée de ce regard sur les réalités militaires suisses, elle n'a pas été complètement ignorée par les historiens. Léo Hamon a par exemple signalé à juste titre que « dans un traité des illusions suisses, il faudrait ajouter au modèle politique de Genève, si sensible à travers le Contrat social de Rousseau, l'influence militaire du mythe de la milice[20] ».

Il est évidemment assez regrettable que le silence gêné qui a alors prévalu dans les rangs progressistes de la Suisse francophone ait eu pour conséquence que l'on n'entre guère en matière sur la très riche théorie sociale et politique du député français. Intitulé « le ressort moral et social », le dixième chapitre de *L'Armée nouvelle* constitue en effet une réflexion lumineuse sur l'organisation de la société dans le cadre national. Celle-ci interroge avec pertinence le lien social dominant :

> Par quel prodige ces milliers d'individus souffrants et dépouillés subissent-ils tout ce qui est ? Je ne voyais pas bien : la chaîne était au cœur, mais une chaîne dont le cœur lui-même ne sentait pas le fardeau : la pensée était liée, mais d'un lien qu'elle-même ne connaissait pas. La vie avait empreint ses formes dans les esprits, l'habitude les y avait fixées : le système social avait façonné ces hommes, il était en eux, il était, en quelque façon, devenu leur substance même, et ils ne se révoltaient pas contre la réalité, parce qu'ils se confondaient avec elle[21].

Les réflexions de Jaurès sont ici d'une grande modernité. Elles répondent aux préoccupations des sciences humaines, mais elles montrent aussi que cet auteur avait su prévoir la capacité d'adaptation dans le long terme de la bourgeoisie. Cer-

19. J.-J. BECKER, « La conception jaurésienne des milices », *Jean Jaurès. Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, octobre-décembre 1993, p. 93.

20. L. HAMON, « *L'Armée nouvelle* de Jean Jaurès, une grande idée à l'épreuve du temps. Origine, économie, expérience passée et actualité », *Jean Jaurès. Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, juillet-septembre 1990, p. 7.

21. J. JAURÈS, *L'armée..., op. cit.*, vol. 2, p. 400-401.

tes, de son point de vue, les révolutions bourgeoises ont pu assurer des droits au peuple, mais le nouveau pouvoir a aussi eu tendance à recréer des situations oligarchiques qui n'étaient pas acceptables. En réalité, c'est donc aussi la combativité ouvrière qui a empêché le régime du capital de sombrer dans une triste décadence, et cela sous l'« arbitrage souverain de la démocratie[22] ».

> Que tous les hommes passent, de l'état de concurrence brutale et de conflit, à l'état de coopération, que la masse s'élève, de la passivité économique à l'initiative et à la responsabilité, que toutes les énergies qui se dépensent, en luttes stériles ou sauvages, se coordonnent pour une grande action commune, c'est la fin la plus haute que peuvent se proposer les hommes[23].

Cette description d'une société plus avancée qui pourrait être construite à travers le socialisme jaurésien est encore complétée par diverses considérations sur la patrie comme lieu de réalisation des droits individuels et des conquêtes sociales encore possibles. Pour cela, l'indépendance nationale paraît aussi indispensable que la protection de la paix, le patriotisme se concilie parfaitement avec l'internationalisme, et il importe donc que le prolétariat ne se désintéresse en aucune manière de la défense nationale.

Ces belles lignes de Jaurès butent pourtant sur la réalité de ce qu'elles ont pris pour principale référence. C'est ainsi que l'actualité récente et le scandale suscité par le retour de mémoire à propos de l'attitude de la Suisse au cours de la Seconde Guerre mondiale[24] ont mis une nouvelle fois à mal le myt he de l'armée suisse et de ses milices[25]. Non seulement cette armée n'a jamais eu à participer à une véritable guerre, mais son rôle dissuasif est désormais fortement discuté au regard de la politi-

---

22. *Ibid.*, p. 453.
23. *Ibid.*, p. 459.
24. Voir la synthèse de J.-Cl. Favez, *L'Histoire*, avril 1997, p. 78-85 ; B. Balzli, *Les administrateurs du Reich. La Suisse et la disparition des biens des victimes du nazisme*, Genève, Métropolis, 1997. Et la récente réédition d'un ouvrage publié courageusement dès les années soixante chez Jean-Jacques Pauvert : J.-B. Mauroux, *Du bonheur d'être Suisse sous Hitler* (avec des documents et des témoignages inédits), Lausanne, Éditions d'En Bas, 1997.
25. L. Hamon, « *L'Armée nouvelle...* », *art. cit.*, p. 4-9.

que financière du pays et de l'attitude de ses banques. Elle n'a donc guère participé de cette indépendance nationale si chère au député de Carmaux. En outre, et c'est le plus important, elle n'a cessé de renforcer son caractère oligarchique[26]. Et elle se trouve d'autant plus éloignée aujourd'hui du fameux concept de « nation armée » qu'elle est désormais ouvertement contestée par un bon tiers de la population, en particulier au sein des plus jeunes générations[27].

En Suisse, l'armée a été ouvertement combattue par la majorité du mouvement ouvrier à partir de 1917 avant d'être finalement acceptée dans son principe vers la fin des années trente sous la double pression du chômage et de l'hitlérisme[28]. Mais le débat, malgré les apparences, ne s'est pas vraiment refermé et la dimension de l'antimilitarisme ne s'est jamais éteinte. Aujourd'hui, dix ans après une première expérience qui a fait passablement de bruit, des forces de la gauche extraparlementaire ont lancé une nouvelle initiative populaire pour la suppression de l'armée, accompagnée d'un second texte qui propose un service civil volontaire pour la paix. Certes, tout cela se déroule dans le contexte helvétique. Mais, paradoxalement, ces réflexions sur une politique de paix ne sont pas forcément sans rapport avec celles de Jaurès sur la question sociale et l'avenir de la société.

En effet, le texte de *L'Armée nouvelle* est loin d'être sans signification dans le monde d'aujourd'hui, notamment face au mouvement général de professionnalisation des armées. Et l'histoire, une fois encore, peut nous aider à réfléchir sur le présent. De notre point de vue, il est difficile d'éprouver du regret pour cette école de servilité archaïque qu'a représenté, et que représente encore dans les pays concernés, le service militaire obligatoire pour tous les citoyens. Mais il est évidemment nécessaire d'inscrire la pensée de Jaurès dans les réalités de son

---

26. Voir à ce propos *Le pouvoir suisse. 1291-1991*, sous la direction de F. MASNATA et C. RUBATTEL, Lausanne, Éditions de L'Aire, 1991, p. 170-173 ; et J. MAC PHEE, *La Place de la Concorde suisse*, Paris, Grasset, 1985.

27. D'après l'étonnant résultat du vote sur une initiative pour la suppression de l'armée le 26 novembre 1989. Cette campagne avait été lancée par le Groupe pour une Suisse sans Armée.

28. A propos de ce débat des années trente et du concept de communauté nationale autour duquel il a tourné, voir G. ROSSI, *Il nano corazzato*, Lugano, Fondazione Pellegrini-Canevascini, 1989.

temps, de contextualiser ses propos, et surtout d'en restituer toute la profondeur et toute la complexité. S'il n'y a pas vraiment lieu de continuer à défendre ce devoir civique discutable qui est incarné par le service national, la double et grave question démocratique du rapport de l'armée à la société et de la préservation du lien social face à l'exclusion reste en effet posée. Et c'est là que la relecture de Jaurès, et tout particulièrement de *L'Armée nouvelle*, compte tenu de tout ce que cette œuvre nous dit de la société, pourrait nous inciter à repenser la citoyenneté et la démocratie dans un esprit d'ouverture et de pluralité, et nous aider par là à mieux affronter ces défis de notre fin de siècle.

20

# Les Français face à 1917 en 1917

*par Jean-Jacques Becker*

Pendant près d'un siècle, la révolution russe d'octobre 1917 (même si dans la pratique ce ne fut qu'un putsch mené contre un pouvoir déliquescent) a été considérée comme un événement majeur du siècle, sinon comme l'événement majeur, aussi bien par les partisans du communisme que par ses adversaires — encore que l'événement historique fut moins d'avoir conquis le pouvoir que de l'avoir conservé.

Par la suite, la Révolution d'octobre n'a cessé d'être évoquée par ses thuriféraires et même par ceux qui ne l'étaient pas. « La grande lueur à l'Est » était devenue une référence obligée. En 1917, l'opinion, en l'occurrence l'opinion française, avait-elle compris, senti, l'importance de l'événement ou « la grande lueur à l'Est » n'a-t-elle été qu'une reconstitution *a posteriori* ? En d'autres termes, pour l'opinion française, la Révolution d'octobre a-t-elle véritablement « existé » au moment où elle a eu lieu et surtout quelle fut sa signification ?

Abel Ferry, le neveu de Jules Ferry, comme lui député des Vosges, avait pris, pendant la guerre, des notes qui, suivant la volonté de leur auteur tué le 15 septembre 1918 lors d'une mission sur le Front, ne devaient pas être publiées avant, au moins, trente ans[1]. Que dit-il de la Révolution de février ? Il lui consacre un assez long passage, certes, mais seulement en date du 14 juillet ! Parlementaire très actif, il avait tendance à juger des événements en fonction de ce qui se passait à la Chambre des députés et dans les milieux politiques et son intérêt avait alors été attiré par les voyages en Russie d'Albert Thomas, qui était

1. *Les carnets secrets d'Abel Ferry (1914-1918)*, Paris, Grasset, 1957.

membre du gouvernement, de Marcel Cachin et de Marius Moutet, et par les discussions à propos de l'éventuelle conférence de Stockholm. Le passage le plus significatif de son propos se trouve pourtant dans une phrase : « Après un premier mouvement d'étonnement et d'enthousiasme, la France s'avisa soudain que, depuis un an, la Russie ne faisait plus qu'une guerre perlée[2]. »

Quant à la Révolution d'octobre, elle n'apparaît dans les notes d'Abel Ferry que de façon tout à fait allusive. Il écrit en date du 4 janvier 1918 :

> La situation est effroyable. La Russie négocie une paix séparée ; l'Angleterre et l'Italie faiblissent ; seule, la France envahie, exsangue et enfiévrée, soutient la guerre intégrale[3].

Les *Carnets* d'Abel Ferry reflètent-ils toutefois ce que fut l'opinion française face aux événements de Russie ?

Il y a plus de trente ans, Annie Kriegel s'étonnait « qu'il n'y ait aucun ouvrage d'ensemble à avoir traité de manière approfondie des réactions françaises devant la Révolution russe »[4]. Son étonnement demeurerait puisque cet ouvrage n'a jamais été réalisé. Un vaste projet avait été établi à cette époque, sous la direction de Pierre Renouvin, qui se donnait pour objectif l'étude de l'opinion française durant les années 1917 et 1918. Pierre Renouvin en donna quelques aperçus lors d'un colloque sur l'année 1917[5], mais sa mort, puis celle de Fred Kupferman qui avait été chargé de mener l'entreprise à bonne fin, en empêchèrent la réalisation. En réalité, si l'histoire française est en général consciente qu'il n'y a pas d'histoire qui vaille si l'étude de l'opinion est négligée (à l'inverse des historiographies étrangères où la notion est en général mal comprise), les études réelles d'opinion restent rares. Dans le cas présent, néanmoins,

2. *Ibid.*, p. 182.
3. *Ibid.*, p. 215.
4. A. Kriegel, « L'opinion publique française et la Révolution russe », *in La Révolution d'octobre et le mouvement ouvrir européen*, sous la direction de Victor Fay, Paris, Éditions EDI, 1967, 229 p., p. 75.
5. Publié par la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1968, « L'année 1917 », en particulier la première partie consacrée à l'opinion publique, dont Pierre Renouvin, « L'opinion publique et la guerre en 1917 ».

il est possible d'y suppléer grâce à une série de travaux partiels qui permettent une approche convenable[6].

La Révolution de février fut sans aucun doute bien accueillie par l'opinion française, même si, dès le départ, elle fut l'objet de graves contresens. Tant la presse de province que la presse parisienne considérèrent la révolution russe comme une bonne nouvelle. Avec quelques nuances toutefois. Le ton fut sensiblement plus chaleureux dans la presse de gauche que dans la presse de droite. Cette dernière ne pouvait manquer de manifester quelques réserves envers une révolution, à moins justement que les événements de Russie ne le soient pas. Ce fut bien l'avis de *L'Éclair comtois,* un organe de la droite nationaliste de Besançon, pour qui ce n'était qu' « une épuration nationale », ou celui de *L'Avenir du Plateau central,* un journal de Clermont-Ferrand également très à droite. Pour lui, ce n'était pas une révolution, mais « une évolution » !

Cette attitude de la presse fut aussi celle de l'ensemble de l'opinion, si on en croit les Commissions de contrôle postal. Elles donnent toutes le même son de cloche, les événements de Russie étaient « unanimement » regardés comme « excellents ».

Il aurait été logique cependant que la presse et l'opinion française s'inquiètent plutôt qu'elles ne se réjouissent des troubles qui agitaient le grand allié russe. Pourquoi en fut-il autrement ? D'abord parce que c'était une révolution « démocratique ». Depuis les débuts de la guerre, la « gauche » française traînait une certaine mauvaise conscience. Dans une

6. Outre l'étude d'Annie Kriegel précédemment citée, on peut mentionner des travaux déjà anciens, mais pionniers comme ceux de J. ANNEQUIN, *La révolution soviétique et la presse bisontine de 1917 à 1920,* DES, Université de Besançon, 1965, ou A. LEVY, *Un quotidien régional, « Le Midi socialiste », de sa fondation à la scission du congrès de Tours (1908-1920),* DES, Université de Toulouse, 1966 et des travaux plus récents, Marie de Saint-Laurent, *Le Journal « Le Temps » et les révolutions russes de 1917,* Maîtrise, Université de Paris-X Nanterre, 1990, J.-L. ROBERT, *Les ouvriers, la Patrie, la Révolution, Paris, (1914-1919),* Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1995. M. FERRO, *1917, L'Occident devant la Révolution soviétique, l'histoire et ses mythes,* Bruxelles, Complexe, 1991, J.-J. BECKER, *Les Français dans la Grande Guerre,* Paris, Robert Laffont, 1980, J.-J. BECKER et S. BERSTEIN, *Histoire de l'anticommunisme en France,* t. I, Paris, Olivier Orban, 1987.

guerre menée au nom du Droit, de la Justice, de la Démocratie, la Russie faisait un peu tache. Certes, depuis 1905, elle avait progressé dans la voie d'un système représentatif, mais elle était encore bien loin d'être un pays démocratique. Elle était même considérée comme le grand pays le plus « réactionnaire » d'Europe. Au vrai, l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie étaient bien plus avancées qu'elle dans ce domaine. Le renversement du tsarisme ne pouvait donc que conforter une partie de l'opinion française dans la conviction qu'elle poursuivait une juste cause. Toutefois l'opinion de droite aurait pu être peu sensible à cet aspect des choses. Sa satisfaction avait d'autres raisons. Depuis un certain temps, la Russie inquiétait, on avait le sentiment que la trahison s'était installée dans les plus hautes sphères du pouvoir, l'influence de Raspoutine qui venait certes d'être assassiné jouait dans le sens d'une entente avec l'Allemagne. La chute du tsarisme, c'était l'assurance que la Russie n'allait pas « lâcher » ses alliés. Au contraire, sous la direction de la bourgeoisie qui venait d'accéder au pouvoir, la guerre serait menée contre l'Allemagne avec plus de détermination et d'efficacité.

Un rapport de la Section de renseignements aux armées en date du ler avril 1917, l'affirmait : « La révolution russe est considérée comme une révolution à la fois démocratique et anti-allemande. A ce double titre, elle n'attire que des sympathies. » Certains espéraient même la contagion d'une telle révolution en Allemagne qui balaierait les Hohenzollern.

Pour *Le Temps* — un journal qui n'était pas sujet aux emballements et qui commentait ces événements avec une certaine réserve —, il n'y avait pas de doute. Cette révolution, pour la Russie, « c'est la guerre jusqu'au bout » (18 mars), c'est « l'affirmation du caractère populaire de la guerre » (17 mars). *Le Temps*, dont une des spécificités était de s'intéresser davantage que ses confrères à l'opinion étrangère, se réjouissait que les pays alliés soient sur la même longueur d'onde. En Angleterre, d'après lui, la presse « note avec joie l'impatience (russe) de poursuivre la guerre » (18 mars), en Italie, on annonçait déjà « l'intensification de l'effort militaire [russe] » (19 mars),... ce qui était tout de même très optimiste ! Mais, assez paradoxalement, c'était aussi l'avis des pacifistes, ou du moins de certains d'entre eux. Christophe Prochasson a publié cette lettre du philosophe pacifiste Michel Alexandre qui, tout en

s'enthousiasmant de la victoire de la liberté en Russie, en redoutait les effets bellicistes :

> Et puis ce soulèvement d'un peuple affamé et avide de liberté va être tellement exploité par les « jusqu'au-boutistes » bourgeois de là-bas, avides, eux, de Constantinople et de pouvoir. Et exploité aussi par les crétins genre Hervé qui vont glorifier la guerre puisqu'elle produit de telles délivrances (17 mars 1917)[7].

Romain Rolland, lui, ne se réjouissait même pas du progrès de la démocratie :

> ... Je n'en attends aucune amélioration des malheurs présents. Le parti qui triomphe, le parti de Milioukov est encore plus guerrier et plus nationaliste que le Tsar détrôné [...]. J'ai perdu toute illusion dans la supériorité des démocraties sur les autocraties, quand il s'agit de la guerre.

Marc Ferro a toujours été sceptique quant à cette unanimité de l'opinion et sur ses raisons. Il ne croit pas à la réalité de cet enthousiasme : « Les commentaires de presse visaient au bourrage de crâne [...] et n'étaient que le fruit de la propagande. [...] Personne n'a jamais cru dans les milieux gouvernementaux que la révolution pouvait être bénéfique aux Alliés ; si les dirigeants ont créé cette illusion, eux-mêmes n'en étaient pas dupes[8]. » D'après lui, les gouvernements alliés « ne croyaient pas un mot » de ce discours de satisfaction et accueillirent la révolution comme une « catastrophe »[9].

Bourrage de crâne ? Une notion dont on sait qu'il faut la manier avec précaution. En tout cas, qui dit bourrage de crâne dit consignes de la censure. Or dans les registres de consignes de la censure que Marie de Saint-Laurent a consultés, il n'y a eu aucune consigne sur la façon de traiter la révolution russe. Les journaux pouvaient en dire ce qu'ils voulaient, sauf évoquer des tentatives de paix séparée, mais ce n'était pas nouveau

---

7. Cité dans « Les crises de 1917 », *in* L. GERVEREAU et C. PROCHASSON, C. PROCHASSON (dir.), *Images de 1917*, Nanterre, BDIC, 1987, p. 30.
8. M. FERRO, *L'Occident devant la révolution soviétique*, *op. cit.*, p. 19 et 20.
9. *Ibid.*, p. 289 et suiv.

et, pour le moment, il n'y avait rien de semblable dans les nouvelles qui venaient de Russie[10].

Quant aux pouvoirs publics, ils auraient effectivement dû être moins assurés que l'opinion des effets bénéfiques de la révolution russe, mais il n'y en a pas de traces. Le général Nivelle, pour prendre cet exemple, ne cessait de presser le commandement russe de passer à l'offensive comme il l'avait promis. Rien dans ses objurgations n'indique qu'il ait imaginé une quelconque impossibilité. Certes, le gouvernement français recevait les dépêches de son ambassadeur en Russie, Maurice Paléologue, qui, pour une fois, disait vrai :

> Le peuple russe est-il résolu à la lutte ? « L'idée nationale est loin d'être unanime », « les événements actuels ne sont qu'un prélude, car les forces décisives ne sont pas encore entrées en action »[11].

Néanmoins, le gouvernement était d'autant moins prêt à donner foi à ces commentaires que les liens de Paléologue avec le tsarisme étaient bien connus. D'ailleurs, Albert Thomas arrivé en Russie et confiant dans la volonté patriotique des socialistes et des masses russes fit interdire à Paléologue de continuer à envoyer ses dépêches « pessimistes ».

Il faut toutefois distinguer entre le moment de la révolution et les mois suivants. L'attitude des socialistes est tout à fait significative. Dans un premier temps, les socialistes *majoritaires* sont très enthousiastes, alors que les *minoritaires* sont plus réticents devant cette révolution si peu révolutionnaire. Ils ne sont pas très nombreux ceux qui y voient malgré tout un mouvement prolétarien et admirent que les Russes aient été capables de faire une révolution. C'est le cas, comme le rapporte Jean-Louis Robert, d'un anarchiste responsable syndical des terrassiers, Jules Lepetit — il devait plus tard disparaître en mer Blanche au retour d'un voyage en Russie soviétique —, qui manifestait une certaine nostalgie que le peuple russe « bien qu'arriéré ait été capable de faire sa révolution et que nous

10. M. DE SAINT-LAURENT, *op. cit.*, p. 33.

11. Télégramme du 23 mars 1917. Archives du ministère des Affaires étrangères. *Correspondance politique et commerciale, Guerre 1914-1918*, Russie, dossier général, volume 648, cité par M. DE SAINT-LAURENT, *op. cit.*, p. 32.

Français, peuple révolutionnaire par excellence, nous subissons le régime bourgeois sans récriminer[12] ». Ce n'est que dans un second temps que les sentiments des majoritaires et des minoritaires envers la révolution russe connurent un véritable chassé-croisé...

Effectivement l'opinion se rendit compte assez vite du contresens qu'elle avait fait sur sa signification. Des hommes comme le nouveau ministre des Affaires étrangères Milioukov ou le ministre de la défense Goutchkov voulaient certes mener la guerre jusqu'au bout, mais ils furent très rapidement isolés et contraints à la démission. Les missionnaires envoyés en Russie, Marcel Cachin et Marius Moutet, des « majoritaire » convaincus jusque-là, se rendent compte sur place que ce qui se passe en Russie est une vraie révolution, que, chez les socialistes russes, l'idée de la paix ou du moins la volonté d'essayer de trouver une solution pacifique sont plus présentes que la volonté de combattre à tout prix. Comme Abel Ferry le notait : « Ces diplomates-missionnaires avaient mandat de convaincre les socialistes russes ; ce fut le contraire qui se produisit. » Même Thomas, d'après lui, est influencé. « Plus nationaliste que Poincaré à Paris, à Saint-Petersbourg, auprès des Soviets, il fut indécis, même sur la question d'Alsace-Lorraine[13]. » De sorte que l'unanimité des socialistes français pour accepter la conférence de Stockholm qui posait le redoutable problème de côtoyer des délégués allemands fut le résultat de motifs contradictoires. Les minoritaires étaient convaincus que de la conférence de Stockholm sortirait la paix contre les gouvernements, alors que — avec des nuances — les majoritaires avaient la conviction que Stockholm démontrerait la mauvaise foi allemande et permettrait à la Russie de jeter de nouveau toutes ses forces dans la guerre. Il n'est pas certain que Cachin y croyait complètement[14], en revanche Guesde et Sembat en étaient intimement persuadés (mais ils ne connaissaient pas la situation en

12. Cité par J.-L. ROBERT, *op. cit.*, p. 119.

13. *Op. cit.*, p. 183.

14. Dans ses *Carnets* récemment publiés (*Marcel Cachin. Carnets (1906-1947)*, t. II, *1917-1920*, Paris, CNRS Éditions, 1993), Marcel Cachin ne traite pas de cet aspect des choses. Toutefois lors du voyage de retour en France, il écrit ceci : « Que faut-il donc dire en France ? Sans doute que les choses russes sont en mauvais état, mais qu'il y a encore un espoir qu'elles se rétablissent, et qu'elles peuvent même se rétablir rapidement » (p. 217).

Russie...). En décembre 1917... !, Marcel Sembat était encore convaincu que ce fut une absurdité de ne pas permettre aux Français d'aller à Stockholm, d'où serait sortie la volonté pour les Russes de continuer la guerre...

En fait « Stockholm » avait beaucoup agité les milieux socialistes, et même les milieux gouvernementaux, mais il ne semble pas qu'il en ait été de même pour la masse de l'opinion française. D'après le Deuxième Bureau « l'opinion ne s'est pas préoccupée outre mesure de la Conférence de Stockholm[15] ».

La seule chose qui la préoccupait véritablement, c'était la participation réelle ou non de la Russie à la guerre. Or après l'échec de l'offensive Broussilov en juillet, le sentiment dominant fut celui de la désillusion. L'opinion avait perdu progressivement confiance en l'alliée russe. Dès l'été, elle savait qu'elle s'était trompée sur les effets de la Révolution de février.

Dans ces conditions, *la Révolution d'octobre* ne fut pas particulièrement un choc. Avant même Octobre (mais encore davantage après évidemment), deux termes étaient à l'honneur dans la presse pour décrire la situation en Russie, *anarchie*[16] et *chaos*[17].

Cela ne signifie pas que le moral du pays n'en ait pas été affecté, ne serait-ce que parce qu'il y a toujours une différence de comportement entre l'attente d'événements, dont *Le Temps* pour ne citer que lui avait prévenu ses lecteurs, et le moment où ils sont réellement survenus. Pierre Renouvin l'a mis en évidence depuis longtemps, l'opinion, après la forte dépression qu'elle avait connue au printemps, en subit une seconde, moins connue, mais aussi profonde, en novembre. La chute du moral fut la conséquence des deux événements survenus exactement au même moment, le désastre subi par les Italiens à Caporetto et la victoire des « maximalistes » en Russie[18]. Non pas que l'on ait très bien su ce qui se passait en Russie. *Le Temps* remarquait le 15 novembre : « Sur la Russie, nous ne savons qu'une chose, c'est que nous ne savons presque rien. » Mais, à vrai dire, cela n'avait plus tellement d'importance. *Le Temps* mettait d'ailleurs en garde ceux qui se réjouissaient de ce que

15. Archives de la Préfecture de police, B/a 1639.

16. Dans les rapports de la Préfecture de police, il y a chaque jour un paragraphe « L'opinion et l'anarchie russe ».

17. Par exemple, *Le Temps* du 17 novembre.

18. *Revue d'Histoire moderne contemporaine, art. cit.*, p. 16-17.

les Bolcheviks seraient incapables de se maintenir au pouvoir : « Même si le régime de Lénine est précaire », il faut partir du principe « que tout remplaçant aurait la même volonté de conclure la guerre » (17 décembre). De sorte que l'opinion française est maintenant convaincue que, d'une façon ou d'une autre, la Russie n'a plus la volonté, ni la possibilité de combattre — il y avait d'ailleurs des mois qu'il en était ainsi. La conséquence en était claire : la France, à terme plus ou moins rapproché, allait subir l'assaut de l'ensemble des forces allemandes. Un homme, comme Alphonse Merrheim, figure de proue du mouvement pacifiste pendant la plus grande partie de la guerre, n'avait certes pas une grande sympathie pour la révolution bolchevique, mais pour lui l'« échec de la Révolution », ce fut surtout d'avoir dû signer la « paix allemande ».

Si le terme de *sympathie* avait caractérisé les sentiments de l'opinion envers la Révolution de février, celui d'*indignation* correspond le mieux à ceux provoqués par cette seconde révolution. Quelles qu'en soient les raisons ou les conditions, la réalité ressentie est que la Russie « nous » trahit. *Le Temps* en perd sa mesure habituelle : « Une poignée d'illuminés conduite par des misérables », écrit-il le 13 novembre. La presse ne stigmatise pas l'acte révolutionnaire pour qui elle n'a qu'indifférence, ni les mesures prises par le nouveau régime qu'elle ne connaît guère, mais l'engagement de négociations avec l'Allemagne et la volonté d'une paix séparée. Comme l'écrit le journal radical de Clermont-Ferrand, *Le Moniteur* le 19 décembre :

> C'est un acte abominable, contraire à toute loyauté, à toute dignité, à toute pudeur. Il déshonorera la Russie entière en la faisant complice des ses ennemis.

Dans toute la presse, l'indignation est confortée par une certitude exprimée de mille façons : Lénine, Trotsky et les autres sont d'évidence des agents allemands.

Ce qu'on hait, ce ne sont pas seulement les Bolcheviks, c'est tout ce qui est russe : des officiers russes qui se trouvaient à Paris et dont on peut supposer qu'ils n'avaient guère de sympathie pour le nouveau pouvoir sont invités à sortir en civil pour éviter des manifestations d'hostilité à leur égard.

C'est le moment où Marcel Cachin, accueillant Kerenski qui avait réussi à s'échapper de Russie, le réconforte : « Dédaignez ces attaques injustes, car nous savons votre sincérité ardente et votre foi invincible en dépit de l'*immense malheur* qui accable la Russie », l'immense malheur étant évidemment la Révolution d'octobre et ses suites. Quelques mois plus tard, en mars 1919, Jacques Sadoul expliquait devant le I^er^ Congrès de l'Internationale communiste :

> Lorsque j'ai quitté Paris en septembre 1917, c'est-à-dire quelques semaines avant la Révolution d'octobre (...), les bolcheviks étaient considérés comme des criminels ou comme des fous... Telle était l'opinion de la France entière. Je dois vous avouer à ma grande confusion que les neuf dixièmes de tous les socialistes de la majorité comme de la minorité étaient du même avis[19].

Une certaine exagération n'était probablement pas mauvaise pour se mettre en valeur devant le congrès de l'Internationale, car les avis semblent avoir été plus partagés, au moins dans le mouvement ouvrier. D'après Jean-Louis Robert[20], il y a eu peu de commentaires publics, mais une discussion « vive et développée » dans les réunions ouvrières. Une frange du mouvement ouvrier, qui allait bien au-delà de la poignée des militants d'extrême gauche, pour qui Octobre était « un exemple à suivre » a sans aucun doute existé. Annie Kriegel a aussi montré que dans certains milieux syndicalistes et chez les anarchistes, la révolution était largement approuvée. Les militants du Comité de défense syndicaliste lui manifestaient leur sympathie[21]. Lors des grèves de la Loire au printemps 1918, les saluts à la révolution russe furent fréquents. Un orateur s'écria même : « Qu'il se trouve un Lénine, nous le suivrons[22]. »

Ce n'était pas, malgré tout, ces sentiments qui dominaient dans le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier. Dans les *rapports quotidiens sur la physionomie de Paris* du mois de décembre 1917, les enquêteurs qui surveillaient les lieux pu-

---

19. A. KRIEGEL, « Octobre 1917 en France », *art. cit.*, p. 100.
20. J.-L. ROBERT, *op. cit.*, p. 194 et suiv.
21. A. KRIEGEL, *art. cit.*, p. 96 et 97.
22. J.-J. BECKER, *Les Français dans la Grande Guerre*, *op. cit.*, « Les grèves de la Loire », p. 249 et suiv.

blics n'ont pas rapporté une seule intervention favorable aux bolcheviks[23]. Chez les ouvriers comme ailleurs, le qualificatif que l'on attribuait le plus habituellement aux Lénine, Trotsky et consorts était celui de « traître ». Les mieux disposés craignaient que la révolution russe se traduise en France par une formidable vague de réaction, ils sentaient monter cette vague de ressentiment.

Toutefois, là encore, il faut distinguer entre le moment même de la révolution et celui des négociations avec l'Allemagne et surtout du traité de Brest-Litovsk. Les appréciations sur le fait révolutionnaire sont très différentes de celles portées sur la sortie de la guerre. Certains qui approuvaient la recherche de la paix menée par les révolutionnaires russes n'ont pu admettre Brest-Litovsk. Ainsi le congrès de la CGT en décembre 1917 à Clermont-Ferrand salue la révolution russe, mais il condamne avec une grande violence l'abandon de ses alliés...

« La révolution russe fit moins d'effet que le repli allemand[24], tant il est vrai que les grands événements lointains nous touchent moins que les petits plus proches », a noté Abel Ferry[25]. Réflexion de bon sens, mais qui ne correspond pas à la réalité. La Révolution de février à laquelle Abel Ferry fait allusion ici a eu une importante résonance en France, mais elle n'a été vue qu'à travers un seul prisme. Était-elle bonne ou non pour la France ? On salue la démocratie parce qu'elle devait être favorable à l'effort de guerre. Quant à la Révolution d'octobre, son manque de résonance tient à ce que l'opinion n'attendait déjà plus rien de la Russie, même si on ne prévoyait pas encore Brest-Litovsk. A l'affection pour la Russie avait succédé le mépris.

Il n'y eut qu'une fraction très limitée de l'opinion pour analyser l'événement en fonction de la situation intérieure de la

---

23. Cité par A. KRIEGEL, *art. cit.*, p. 98-99.

24. Entre le 15 et le 19 mars 1917, dans le but de raccourcir son front et de constituer des réserves plus importantes, le commandement allemand avait fait évacuer une partie de la Picardie sur une quarantaine de kilomètres au plus profond. Ce repli eut une double conséquence : il provoqua un grand optimisme dans l'opinion française (alors que c'était une habile manœuvre militaire qui aurait dû plutôt provoquer la crainte en montrant la maîtrise allemande) et il fut une des causes de l'échec de l'offensive du Chemin des Dames en désorganisant une partie de la zone du front d'attaque prévu.

25. *Op. cit.*, p. 174.

Russie. Seule une partie tout à fait marginale de la population était, à ce moment, en état de s'intéresser à la signification sociale de la révolution russe. Non pas en raison de son éloignement géographique, mais parce que pour l'opinion française, il n'y avait qu'un véritable critère, comment ne pas perdre la guerre, et une péripétie de plus dans les événements révolutionnaires russes n'avait plus grande importance. Tout événement était jugé à l'aune de la nation, dans la perspective de l'intérêt national. Ne pas perdre la guerre. C'était à la fois le point de départ et le point d'arrivée.

La réponse à la question posée au début de cette étude est donc simple. En 1917, pour l'immense majorité des Français, les révolutions russes n'ont pas d'autres intérêts que par leurs effets sur la guerre. Ce fut seulement plus tard, dans le cadre d'une reconstruction de l'histoire, que les sentiments ultérieurs ont été transférés au moment de l'événement, transfert d'autant plus aisé que, pendant longtemps (encore maintenant ?), il n'était pas imaginable pour beaucoup qu'un événement d'une telle importance — vénéré ou haï — ait pu sur le moment ne susciter que de l'indifférence.

Il appartient à un autre sujet d'analyser comment cet événement a été installé plus tard dans le Panthéon des grandes dates de l'histoire. On peut néanmoins souligner que, dès les lendemains de la guerre, à peine éteints les lampions (?) du 11 novembre, des questions jusque-là secondaires, les problèmes sociaux, l'attitude par rapport au bolchevisme, sont venues au premier plan. La guerre n'était pas encore achevée qu' Alphonse Merrheim annonçait ces temps nouveaux en déclarant à la Bourse du Travail, le 13 octobre 1918 : « Pour nous, la vraie guerre commencera le lendemain de la signature de la paix. »

Le désintérêt premier de l'opinion française pour Octobre (et pas seulement française bien entendu) et plus encore le mépris de ce qui était ressenti comme une trahison n'ont-ils pas cependant eu des effets ultérieurs ?

Pour les plus conscients des bolcheviks, en particulier Lénine, leur victoire n'avait de sens que si la révolution faisait tache d'huile et affectait les autres belligérants. Ils avaient ainsi espéré dans l'immédiat une révolution allemande, qu'ils attendirent en vain. Ne peut-on considérer qu'au milieu d'autres raisons l'échec du communisme fut d'être resté, même quand il conquit d'autres pays, une affaire russe ?

Même, si après plus de dix années de purgatoire, le communisme avait pu s'installer en France, n'a-t-il pas été, tout au long de son histoire, victime du péché originel d'être un modèle dont la première victoire avait failli avoir pour conséquence l'écrasement de la nation française ? Dans la virulence à peu près permanente de l'anticommunisme en France, un des arguments les plus récurrents n'a-t-il pas été que le communisme était étranger à la société française ? En d'autres termes, la France, comme nous l'avons déjà écrit, était d'autant plus mal préparée à recevoir le communisme[26] qu'il était marqué du stigmate de la trahison d'Octobre.

Dernier enseignement enfin, on retrouve dans l'attitude de l'opinion française face à Octobre le comportement qui avait été si éclatant en 1914. La « nation » l'avait emporté sur la « classe ». Une fois de plus, c'était le sentiment national qui avait été le plus fort. Dans des mélanges dédiés à Madeleine Rebérioux, ne peut-on se demander si ce n'est pas, en définitive, ce qu'avait voulu dire Jaurès, en particulier dans *L'Armée nouvelle* ?

---

26. J.-J. BECKER et S. BERSTEIN, *Histoire de l'anticommunisme en France*, *op. cit.*, p. 28.

21

# Léon Blum face à l'Allemagne nazie

*par François Delpla*

Je suis invité à parler de la politique du Front populaire face à l'Allemagne nazie, dans le cadre d'une quinzaine fourmillant d'initiatives pour fêter le soixantième anniversaire de cette mémorable période[1]. Je me réjouis notamment de parler avant Madeleine Rebérioux qui, un quart de siècle avant de me succéder vendredi soir pour évoquer la politique culturelle, avait dirigé ma maîtrise sur certains aspects de cette politique.

J'ai peut-être, de tous les conférenciers, la part la moins belle, car en matière de politique étrangère, contrairement à d'autres domaines, le Front populaire ne s'est guère distingué, dans les deux sens du terme. Il a suivi des voies tracées par ses prédécesseurs, et n'a pas obtenu de brillants résultats. L'héritage, il est vrai, n'était pas reluisant, mais le legs transmis à ses successeurs ne marquait guère d'amélioration.

Si on considère le Front populaire comme un mouvement d'*avant-garde*, ce qu'il est en grande partie, on peut dire qu'il a lui-même contribué à fermer son *avenir* et à mettre entre parenthèses ses processus de transformation, par son impuissance devant le danger hitlérien. Pourtant ce dernier préoccupait, voire obsédait, le leader socialiste qui aurait tant aimé dissiper

1. Cet article est la reprise, légèrement adaptée et actualisée, d'une conférence prononcée à l'occasion du soixantième anniversaire du Front populaire à la médiathèque de Taverny (Val-d'Oise), en juin 1996. Elle s'insérait dans un cycle auquel participait également Madeleine Rebérioux. Le choix de ce texte pour les présents mélanges est une manière de rappeler à quel point elle a, par son exemple, incité ses étudiants à faire partager, en dehors des milieux intellectuels, les connaissances auxquelles elle leur donnait accès.

les menaces extérieures pour se consacrer au-dedans à la transformation du sort des masses.

Une guerre très meurtrière s'est achevée une quinzaine d'années plus tôt par des traités dont une Société des Nations garantissait d'une part l'application, d'autre part le dépassement, grâce à un désarmement progressif et à la mise en place de procédures d'arbitrage des litiges internationaux. La principale puissance vaincue, l'Allemagne, avait paru se résigner et renoncer graduellement à l'idée d'une revanche militaire, notamment contre la France, au cours des années vingt.

Une terrible crise économique, apparue en 1929, a débouché rapidement sur un regain des tensions internationales. En Allemagne, elle favorise la venue au pouvoir d'un dictateur dont le programme est axé sur la remise en cause des traités, au besoin par la force. A l'avènement du Front populaire, la France est aux prises depuis trois ans et demi avec les problèmes de tous ordres que lui pose l'existence d'une Allemagne hitlérienne.

Cependant Hitler fait patte de velours. Il feint d'avoir oublié son programme et de vouloir seulement une Allemagne forte et respectée, à l'intérieur de ses frontières de 1918. S'il réarme, c'est en reprochant aux autres de ne pas respecter leurs programmes de désarmement, ce qui n'est pas entièrement faux. S'il avance des troupes, c'est uniquement à l'intérieur de l'Allemagne, le 7 mars 1936, en remilitarisant la Rhénanie et en y commençant aussitôt les fortifications de la ligne Siegfried.

Il est facile de voir là après coup le germe du désastre qui va s'abattre sur la France en 1940. Une Rhénanie démilitarisée lui permettait en effet de frapper l'Allemagne dans ses centres vitaux, au premier geste agressif de sa part, que ce fût contre elle ou contre les pays de sa bordure est, en général liés à la France, comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie. Non seulement stratégiquement mais juridiquement, la France avait toutes raisons de s'opposer par la force à la remilitarisation. Le traité signé en 1925 à Locarno lui permettait même d'exiger le soutien armé non seulement de l'Angleterre, mais de l'Italie mussolinienne, qui ne formait pas encore un « axe » avec l'Allemagne. Le concours de pays dont l'attitude ultérieure va coûter cher à la France, comme la Pologne ou la Belgique,

pouvait difficilement lui être refusé. Dans ces conditions, il est assez probable que l'aventure nazie se serait terminée en ce mois de mars, par un coup d'État de l'armée.

Inversement, l'absence de réaction autre que verbale de Paris au coup d'audace hitlérien du 7 mars renforce le prestige et l'autorité de Hitler dans son pays, détermine Belges et Polonais à rechercher un rapprochement avec Berlin, enhardit Mussolini dans une politique de revendications arrogantes qui va le rapprocher définitivement de Hitler, et éloigne encore un peu plus la reconstitution de l'alliance avec l'Angleterre et les États-Unis, qui seule avait permis la victoire de 1918.

A l'acceptation passive d'un pareil désastre il y a nécessairement des causes puissantes. Elles sont nationales et internationales — et ces deux domaines, de surcroît, s'entremêlent comme jamais.

Il y a d'abord un pacifisme diffus, dans toutes les couches de la société et toutes les familles politiques. La saignée de la Première Guerre mondiale a été énorme. Elle détermine à partir de 1935 un excédent fort inquiétant des décès sur les naissances. Le retour des tensions crée des sentiments contradictoires : d'une part, on aimerait arrêter l'Allemagne tout de suite, sans avoir à produire de nouveau un pareil effort ; d'autre part, celui-ci apparaît profondément inutile, et incite à explorer jusqu'à l'absurde les voies du dialogue. Le soin que met Hitler à dévoiler ses revendications très progressivement est ici d'une redoutable efficacité. De surcroît, pendant la préparation des élections législatives des 27 avril et 3 mai, aucun parti ne semble trouver payant d'alerter les électeurs sur le danger extérieur et les efforts concomitants à prévoir : ce n'est pas pour prôner brusquement une déclaration de guerre !

Sur le plan international, le facteur principal est la rupture du front de 1918. Le pacifisme est à son maximum aux États-Unis, dont toutes les forces politiques estiment que la participation à la Première Guerre mondiale a été une erreur[2]. Ils ont une rancune particulière, en ce temps de crise, contre les empires coloniaux français et britannique qui nuisent à la liberté du commerce. Quant à l'Angleterre, elle a dès 1919 repris sa poli-

---

2. C'est la philosophie des lois de neutralité adoptées à partir de 1935 (cf. J.-B. Duroselle, *De Wilson à Roosevelt*, Paris, Armand Colin, 1960, p. 259-260).

tique de balancier et prêté une oreille complaisante aux doléances allemandes, en méprisant les inquiétudes françaises. Il faut dire crûment que l'avènement de Hitler ne l'a pas fait bouger d'un iota dans ce domaine. Pour adopter une expression qui heureusement parle plus aux jeunes générations que le diamètre des canons, on peut dire que l'Angleterre a constamment retenu la France par le maillot, dans ses velléités d'arrêter Hitler. Pour le prouver il suffira de dire que Churchill lui-même, alors simple député, félicite la France de sa modération au lendemain du coup de force rhénan[3]. Le gouvernement anglais, comme lors des violations précédentes du traité de Versailles, a convaincu la France d'en appeler à la SDN. Ce faisant, il porte une responsabilité majeure dans le discrédit de l'institution de Genève, dont le prestige avait déjà grandement souffert lors de l'agression italienne en Ethiopie, à l'automne de 1935.

Mais la perception de la situation internationale est également obérée par un conflit idéologique. L'URSS fait peur aux possédants du monde entier, surtout depuis la crise, car le fléau du chômage y recule tandis qu'il s'étend sur le reste du monde. Le pouvoir de Staline, lancé dans de grands procès qui tournent au bain de sang dans la deuxième moitié de cette année 1936, ne s'arrête pas aux frontières du pays : il interfère plus ou moins dans la vie politique de tous les autres, par des partis communistes que Moscou contrôle de mieux en mieux[4]. Les dictatures de type fasciste offrent leurs services pour combattre ce danger et Hitler caresse à tout propos la fibre anticommuniste — laissant entendre qu'il veut ménager les démocraties occidentales, y compris la France. Celle-ci, dont Karl Marx observait qu'elle est « le pays où les luttes de classe sont menées jusqu'au bout », pouvait difficilement développer un consensus sur sa politique extérieure, en faisant abstraction de ce conflit idéologique international. C'est précisément à cette difficulté que va s'attaquer Léon Blum.

Face à l'Allemagne, il va jouer en priorité la carte anglaise. Ses raisons sont multiples. La principale est probablement son attachement à la démocratie, qui le retient d'équilibrer ses rela-

3. Cf. F. Delpla, *Churchill et les Français*, Paris, Plon, 1993, p. 90.
4. Cf. A. Kriegel et S. Courtois, *Eugen Fried*, Paris, Seuil, 1997, ch. 10 à 17 notamment.

tions avec Londres en courtisant Rome ou Moscou, comme avaient cherché à le faire ses prédécesseurs de droite, Barthou et Laval. Des raisons de politique intérieure rejoignent ici ses orientations personnelles. Sa majorité parlementaire est large mais comprend, de part et d'autre des 146 députés socialistes, 115 radicaux et 72 communistes. Le PCF ayant refusé de fournir des ministres, Blum a dû faire la part belle aux radicaux : il leur a donné en particulier la Défense nationale avec Édouard Daladier et les Affaires étrangères avec Yvon Delbos. Néanmoins, président du Conseil sans portefeuille, il suit de près la politique extérieure et impose souvent ses choix à Delbos, personnalité falote, alors qu'en matière de défense Daladier est bien le patron.

D'un côté, Blum proclame hautement que sa politique étrangère n'est pas gouvernée par une idéologie et, effectivement, l'antifascisme intérieur qui a présidé à la formation du Front populaire et oriente une bonne partie de son action n'est pas un article d'exportation. Mais, si elle n'interfère pas dans le choix des ennemis, l'orientation politique du gouvernement pèse sur celui des amis. La préférence donnée à l'Angleterre accorde une satisfaction partielle aux communistes, en laissant entendre qu'on renoue une « entente cordiale » anti-allemande, cependant qu'elle ménage les radicaux attachés à la paix et ennemis de toute aventure.

Si Blum, comme on le verra, fait adopter un programme sans précédent de réarmement, les thèmes de la paix et du désarmement hantent tellement ses discours que, face à un agresseur comme Hitler et trois ans avant la guerre, ils sonnent aujourd'hui étrangement. Il s'en défendra, plus tard, avec des arguments à la fois élevés et retors, disant que le camp de la démocratie se devait d'avoir tout tenté pour éviter le recours à la force, et qu'il s'agissait de mettre l'Allemagne clairement dans son tort. Il n'empêche que la préparation du pays à la guerre en a certainement souffert, ne serait-ce que parce que ses plus hautes autorités l'incitaient à croire qu'il pourrait y échapper par la négociation.

Ce n'est pas tant la proposition du dialogue avec Hitler, banale et sans doute de bonne guerre en 1936-1937, qui pose question que le ton amical et compréhensif sur lequel elle est faite, alors que les exactions précédentes auraient justifié une mise en demeure.

Par ailleurs, une solide alliance avec la Russie est, géostratégiquement parlant, nécessaire à la sécurité militaire de la France. On s'en est bien aperçu en 1914, puis en 1917. Plus tard, en 1944, on se demande quel aurait pu être le sort d'un débarquement en Normandie si la plus grande partie de l'armée allemande n'avait pas été occupée vers l'est. Cette nécessité est tellement évidente qu'elle aurait dû être placée au-dessus de toute considération de politique intérieure, comme elle l'avait été, au moins dans l'action gouvernementale, au cours des décennies précédant la Première Guerre mondiale. Il faut tenter de comprendre pourquoi il n'en a rien été.

D'abord, entre 1917 et 1934, la Russie soviétique n'est pas demandeuse. Elle se considère comme l'ennemie de tous les pays capitalistes, qu'elle accuse tous de vouloir l'agresser -ce qui est à peu près juste entre 1917 et 1919, et à peu près faux ensuite. Elle prend fait et cause contre le traité de Versailles et la SDN, accusée d'être un banal paravent pour des ambitions impérialistes.

L'une des caractéristiques majeures du mouvement communiste au XXe siècle, tel que l'a polarisé l'URSS stalinienne, est sa capacité de changer de ligne politique du jour au lendemain, en puisant dans les textes sacralisés du marxisme la citation qui va donner au virage une apparence de légitimité. C'est ainsi qu'après avoir été pendant un an, vis-à-vis de Hitler, d'une compréhensible prudence, l'URSS s'engage à grands sons de trompe, en 1934, dans la recherche d'une alliance mondiale antinazie[5]. C'est le ministre français Barthou, lui-même très intéressé par cette alliance, qui lui fournit cette opportunité et parraine son entrée à la SDN, en septembre 1934. Barthou étant mort assassiné le mois suivant, on accuse trop légèrement son successeur Laval d'avoir saboté son héritage sur ce point. Il a opiniâtrement poursuivi sa politique dans la première moitié, décisive, de 1935. En mai il a signé une alliance franco-soviétique, puis l'a soulignée d'un voyage à Moscou, au cours duquel il a soutiré à un Staline peu farouche l'approbation du réarmement français, alors embryonnaire, en contradiction avec

---

5. C'est peut-être la signature, le 26 janvier 1934, d'un accord de non-agression entre l'Allemagne de Hitler et la Pologne de Pilsudski qui détermine Staline à se rapprocher des démocraties occidentales : cf. F. DELPLA, *Hitler*, Paris, Grasset, 1999, ch. 7, à paraître.

la ligne pratiquée au même moment par le PCF, qui s'est prestement aligné.

Pour expliquer que cette politique, résolument mise en œuvre pendant un an et demi, ait finalement tourné court, on oublie généralement les deux facteurs essentiels : l'habileté de Hitler et la trahison de la Grande-Bretagne. Ces deux facteurs convergent le 18 juin 1935. Le 120e anniversaire de Waterloo est fêté par une convergence anglo-germanique d'un nouveau genre : un accord naval autorisant l'Allemagne, privée de toute flotte de guerre par le traité de Versailles, à en construire une, jusqu'à concurrence de 35 % des forces navales britanniques. C'est certes un beau succès pour Londres, qui avait fait la guerre à Guillaume II pour le punir d'avoir voulu égaler la Royal Navy. Mais c'est, de la part de la plus grande puissance alors membre de la SDN, une absolution donnée à toutes les violations, au moins passées, du traité de Versailles par l'Allemagne, et un exemple retentissant d'égoïsme national.

En fait, pas si retentissant que cela. Les dirigeants français de tous bords sont loin de faire entendre les protestations auxquelles on pourrait s'attendre, Laval le premier. Cet acte britannique est une punition évidente pour son cavalier seul vers Moscou du mois précédent. On dirait qu'il se le tient pour dit : il ne va plus faire aucun effort dans cette direction et c'est ainsi que les clauses militaires de l'alliance franco-soviétique, réclamées avec insistance par l'URSS au second semestre de 1935, ne verront jamais le jour. Londres a mis Paris au défi : si vous allez trop vers Moscou, craignez que je n'aille vers Berlin. Laval ne relève pas le défi, et Blum pas davantage.

Notons cependant qu'il ne dédaigne pas de tirer, en politique intérieure, tous les fruits de la position impossible dans laquelle les Anglais ont mis Laval. L'infortuné, qui avait courtisé Rome aussi bien que Moscou, essaie au moins de sauver l'amitié italienne, en cherchant un terrain d'entente avec Mussolini qui attaque l'Ethiopie en octobre 1935. Soudain Londres, après l'avoir encouragé, fait volte-face et s'en tient à la politique de sanctions, d'ailleurs modérée, adoptée par la SDN. Blum, oubliant la volte-face, soutient la nouvelle politique et accable Laval. Lorsqu'il tombe en janvier 1936, Blum écrit carrément que le parti socialiste soutiendra toute combinaison dont il ne ferait pas partie : « Rien de ce qui peut libérer la France et l'Europe de M. Laval n'échouera par nous. » Voilà

qui est outrageusement indulgent envers l'Angleterre. Certes, Blum désapprouve publiquement son flirt avec l'Allemagne, mais il en minore la gravité, en mettant dans le même sac l'indulgence des uns envers Rome et des autres envers Berlin :

> La paix de l'Europe et par conséquent la sécurité de la France courent deux dangers. L'un se nomme Hitler, l'autre Mussolini. [...] Le cabinet anglais cède au danger Hitler pour mieux résister au danger Mussolini. Le gouvernement français ferme complaisamment les yeux sur le danger Mussolini parce que le danger Hitler l'obsède. Dans cette conduite inverse, l'un et l'autre sont abusés par la même erreur. Toute vue partielle est fausse, toute vue égoïste est funeste. La sécurité est indivisible comme la paix[6].

Dire que la collusion des deux poids lourds, Angleterre et Allemagne, est de même nature que celle du poids moyen français et du poids plume italien, n'est-ce pas préférer le brio des symétries intellectuelles à l'observation du terrain ? Non point, à mon avis, que Blum soit un rêveur, mais que n'inventerait-il pas pour dédouaner ses amis d'outre-Manche !

Lorsqu'il forme son premier gouvernement au début de juin 1936, Blum a de grandes ambitions en politique extérieure. Pour commencer, il ne veut pas passer par profits et pertes la remilitarisation de la Rhénanie. Hitler avait adouci la pilule, et s'était assuré de la complaisance britannique, en se déclarant ouvert à des discussions permettant de garantir, par d'autres mesures, la sécurité des pays de la région. Blum le prend au mot et va poursuivre, pendant tout son ministère, la recherche d'un « nouveau Locarno ».

L'Allemagne et l'Italie montrant peu d'empressement, Blum convainc l'Angleterre et la Belgique d'organiser une première conférence à Londres, le 23 juillet, qui inviterait les deux autres « puissances locarniennes » à rejoindre celles-ci autour d'une table pour régler tous les litiges européens. Le texte des débats de ce 23 juillet[7] montre l'attachement de Blum

6. Citation extraite comme la précédente des éditoriaux du *Populaire*, respectivement le 22 janvier et le 16 avril 1936.

7. *Documents diplomatiques français 1932-1939*, 2e série, t. 3, Paris, Imprimerie nationale, 1966, p. 38-46.

à une sécurité collective garantie par la SDN, tandis que Londres penche plutôt pour un « directoire des grandes puissances » ; l'un des enjeux cachés du débat est la présence ou non de l'URSS, exclue si on décide de tout entre « puissances locarniennes », réintégrée si on passe à la discussion d'un règlement européen global dans le cadre de la SDN. Blum se résigne, au moins momentanément, au triomphe du point de vue britannique, justifié par le fait qu'en parlant dès maintenant d'associer d'autres puissances on risquerait un refus allemand.

Hitler tardant à répondre aux propositions de la conférence de Londres, et engrangeant au passage son triomphe politique et sportif des jeux Olympiques[8], Blum entreprend d'atteindre Hitler par l'intermédiaire d'un haut personnage du Reich, le docteur Schacht, ministre de l'Économie, qui visite Paris fin août. Nous avons le compte rendu de leur conversation du 28[9] : on voit Blum multiplier à la fois les ouvertures et les avertissements. Il explore sérieusement la voie d'un apaisement du Reich par l'offre de colonies africaines. Il doit être entendu que ce ne serait pas aux dépens de l'URSS et qu'elle serait associée aux décisions. On sent que Blum est sur ses gardes et qu'il a peur de se faire manipuler... mais on voit qu'il s'avance tout de même. Schacht est amical mais, sur le fond, très évasif. Il est d'accord avec Blum, mais qui sait ce que va penser le Führer ?

Ce que nous pouvons constater, avec le recul, c'est que ce dernier, pour sa part, ne cherche nullement une entente, mais seulement un gain de temps, et une aggravation du discrédit de la France. Rencontrant François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, le 3 octobre, Schacht lui annoncera que son propre crédit auprès de Hitler est en baisse... une manière de dire que Blum s'est mis en frais pour rien. Le même ambassadeur câble à son ministre Delbos, le 10 novembre, qu'il convient de renoncer aux discussions entre « puissances locarniennes ».

Entre-temps, la guerre d'Espagne a éclaté, le 18 juillet. Les rebelles franquistes sont soutenus à fond par Mussolini, plus modestement et irrégulièrement par Hitler. Comme il y a à Madrid un gouvernement de Front populaire parfaitement légi-

8. *Ibid*, p. 102-103.
9. *Ibid.*, p. 307-311.

time, le premier mouvement de Blum est d'honorer les commandes d'armes qu'il a passées quelque temps plus tôt. En marge de la conférence du 23, le gouvernement anglais le lui déconseille. En France, la plupart des journaux prennent fait et cause pour Franco et, surtout, contre tout soutien à la République. Après diverses palinodies, le gouvernement français décide le 9 août, en un conseil des ministres divisé où Blum fait valoir sa voix prépondérante, la cessation des livraisons et la recherche rapide d'un accord international de non-intervention. Pour une fois l'idée est française et Londres, heureux de n'avoir pas toujours le mauvais rôle, l'agrée avec empressement. On sait qu'un comité de ce nom va siéger à Londres pendant des années, avec des représentants allemands et italiens votant des résolutions que leurs gouvernements respecteront peu. On sait aussi que l'URSS, devant leur attitude, reprendra sa liberté au bout de quelques semaines. Blum pour sa part consentira à une « non-intervention relâchée », qui permettra le passage de certains matériels vers les républicains, mais au total sa politique aura favorisé, bien malgré lui, la victoire de Franco. Le désir d'emboîter le pas à l'Angleterre a ici coûté cher, notamment au regard de la cohésion interne de la France, où le parti communiste prend ses distances avec le gouvernement.

Mais le résultat le plus décevant de la politique de Blum, c'est qu'au total il n'a même pas resserré les liens franco-britanniques. Le chef du Foreign Office, Eden, en octobre 1936, se paie le luxe de lui reprocher sa conversation avec Schacht et son acceptation de relayer auprès de Londres les revendications coloniales allemandes[10]. Neville Chamberlain, succédant à Baldwin, arrive au pouvoir en mai 1937, avant que Blum ne le quitte. Avec lui, plus que jamais, Londres va faire cavalier seul dans la recherche d'une entente avec Berlin, en s'embarrassant de moins en moins du point de vue de la France.

Reste à conter un dernier épisode : si le Front populaire continue cahin-caha sous la direction du radical Chautemps, après la démission de Blum en juin 1937, il connaît un bref chant du cygne avec un deuxième gouvernement Blum, du 13

10. *Ibid.*, p. 523.

mars au 8 avril 1938, après quoi une nouvelle majorité, rééquilibrée vers la droite, voit le jour sous la direction de Daladier. Il n'est pas difficile de constater que les limites mêmes de l'action de Blum ont ouvert la voie à une telle issue.

Pour Blum, le resserrement des liens avec la Grande-Bretagne n'était, on l'a vu, que la première étape d'un processus de « sécurité collective », associant toutes les puissances. Il n'était donc nullement l'ennemi d'une entente avec l'URSS, simplement il ne se pressait pas, pour ne pas effaroucher les secteurs hostiles de l'opinion française — y compris, dans son propre parti, les pacifistes anticommunistes que Paul Faure commençait à regrouper — et pour ménager, au dehors, l'Angleterre et certains pays orientaux que l'URSS effrayait, comme la Pologne.

Au début de 1937, cependant, Blum s'est décidé à explorer les voies d'un renforcement des liens avec Moscou. Pour que le Kremlin prît la chose au sérieux, il fallait négocier la convention militaire, en panne depuis le milieu de 1935. Des conversations s'engagèrent, en secret[11]. Si elles tournèrent court, c'est surtout en raison du peu d'enthousiasme des généraux français, en pleine symbiose sur ce point avec leur ministre Daladier. Au passage avaient été posés, mais non résolus, les problèmes de fond résultant, dans l'est européen, des traités de 1919 : on avait voulu isoler l'URSS par un « cordon sanitaire » d'États-tampons entre elle et l'Allemagne, mais à présent ces pays faisaient obstacle à toute participation soviétique à une guerre contre l'Allemagne. Ils n'envisageaient pas volontiers de livrer passage à l'Armée rouge, et Paris répugnait à le leur imposer bien qu'il eût de grands moyens de pression sur eux. Blum ne semble pas avoir pris une position nette sur ce problème fondamental.

Cependant, dans un autre domaine, celui du réarmement, Blum et Daladier n'ont eu aucune peine à confondre l'accusation, lors du procès que leur fit à Riom, quelques années plus tard, le gouvernement de Vichy, pour avoir mal préparé la guerre. Ils démontrèrent que le Front populaire, sous l'impulsion initiale de Daladier, avait adopté en octobre 1936 et exécuté sans désemparer le plus vaste des programmes de réarmement possibles. Robert Frank a montré à quel point ce fut

11. Cf. F. Delpla, *Churchill...*, *op. cit.*, p. 226-228 et 260-261.

au détriment de l'œuvre sociale du gouvernement, comme de sa réussite financière[12].

On peut cependant faire plusieurs remarques. L'effort qualitatif ne fut pas à la hauteur des sacrifices, comme en témoigne la surdité de Daladier à la campagne du lieutenant-colonel de Gaulle pour les divisions blindées. Blum, un peu plus sensible aux arguments de l'officier, dira plus tard qu'il a fait ici trop confiance à Daladier — lequel faisait confiance au général Gamelin, et ainsi de suite. Surtout, l'effort d'armement semble avoir été avant tout une pièce dans une stratégie consistant à impressionner l'Allemagne. On espérait vivement qu'il suffirait de fabriquer et qu'on n'aurait pas à utiliser.

Lorsque Chautemps cède la place en mars 1938, Hitler s'apprête à envahir l'Autriche. La crise ministérielle française, contemporaine de cette nouvelle agression contre les traités, voit s'affronter comme jamais les partisans d'une attitude ferme envers l'Allemagne et ceux d'une attitude plus conciliante. Il est sérieusement question de regrouper les premiers dans un gouvernement qui irait du député de droite Reynaud au leader communiste Thorez. Blum se porte volontaire pour diriger la combinaison et fait une chose peu courante dans les annales parlementaires : il réunit les députés hostiles au Front populaire et tente de les convaincre de la nécessité d'un gouvernement antinazi d'union nationale, incluant les communistes. Mais la droite refuse son concours malgré les efforts de certains de ses ténors — en l'occurrence, on voit Georges Mandel s'agiter plus que Paul Reynaud[13].

Blum constitue alors un dernier gouvernement de Front populaire, aux allures de baroud d'honneur. Il voudrait enfin intervenir en Espagne et interroge là-dessus l'état-major, qui refuse. Il a besoin d'argent pour le réarmement mais le capital fait grise mine : les possédants sentent la situation mûre pour revenir sur certaines conquêtes sociales du Front populaire. Une deuxième fois, Blum accepte d'être renversé par le Sénat, ce à quoi la Constitution ne le contraint nullement, sur son programme financier.

---

12. Cf. R. FRANK, *Le prix du désarmement français*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982.
13. Cf. F. DELPLA, *Churchill..., op. cit.*, p. 198-99.

Si le Front populaire et son principal animateur, Léon Blum, laissent finalement la place aux options beaucoup plus opportunistes du gouvernement Daladier, c'est en raison même de ce qui, dans sa politique, penchait déjà de ce côté, et des barrières qu'il s'était lui-même fixées. Il a beau exalter en toute occasion la période révolutionnaire et dire qu'en s'opposant à Hitler la France continue cette tradition, il ne fait aucun appel à la mobilisation populaire contre l'ennemi menaçant, pour n'effaroucher ni les patrons français, ni les tories britanniques. Le maître mot ici est la raison. On fait appel à celle de tout le monde, et en premier lieu des masses populaires, invitées à rester dans le rang, que ce soit à l'usine ou à l'armée. Ce gouvernement avait certes hérité d'une situation peu enviable, d'un pays qui glissait sur la pente des abandons ; il n'a pas ralenti si peu que ce soit la glissade. Car le déficit n'était pas de raison mais d'abord d'intelligence. Il fallait avant tout comprendre que Hitler en était assez bien pourvu, et la mettait au service d'un dessein unique, passant par la mise au pas de la France. Dans tous les coins de l'échiquier politique, de trop rares angoissés cherchaient le chemin d'une entente nationale, s'imposant aux intérêts partisans ou particuliers. Ses propres pesanteurs n'ont pas permis à Blum de les fédérer et de les conduire au succès, bouchant pour un temps l'avenir et ravalant les avant-gardes à un sens étroitement militaire, et encore : on en chercherait vainement une parmi les millions d'immobilisés de la drôle de guerre.

## Bibliographie complémentaire

F. DELPLA, *Les Papiers secrets du général Doumenc*, Paris, Oliver Orban, 1992. *La Ruse nazie*, Paris, France-Empire, 1997.

E. DU RÉAU, *Édouard Daladier*, Paris, Fayard, 1993.

J.-B. DUROSELLE, *La Décadence*, Paris, Imprimerie nationale, 1979.

R. FRANK, *La Hantise du déclin*, Paris, Belin, 1994.

R. GIRAULT et R. FRANK, *Turbulente Europe et nouveaux mondes*, Paris, Masson, 1988.

R. KRAKOWITCH, *Paul Reynaud*, Paris, Tallandier, 1999.

E. ROUSSEL, *Jean Monnet*, Paris, Fayard, 1995.

H. SCHACHT, *76 Jahre meines Lebens*, Bad Wörishofen, 1953, tr. fr. *Mémoires d'un magicien*, Paris, Amiot-Dumont, 1954.

WEITZ, *Hitler's Banker*, Boston, Little, Brown & C°, 1997, tr. al. *Hitlers Bankier/Hjalmar Schacht*, Munich, Europa, 1998.

# VI

---

# *Engagements politiques, choix éthiques*

22

# Un engagement démocratique : Jaurès et la troisième affaire Dreyfus (1900-1906)

*par Vincent Duclert*

> *Nous, hommes politiques, nous parti républicain, nous aurions le devoir de chercher comment, du service de renseignements, a pu se propager pendant trois années une aussi monstrueuse légende.*
>
> Jean Jaurès, Chambre des députés, 7 avril 1906.

L'affaire Dreyfus est incontestablement un événement qui ne se referme pas sur le passé et qui ouvre au contraire sur l'avenir des sociétés modernes ; les questions qu'elle pose, les valeurs qu'elle engage parlent à tous et à chacun. L'Affaire pourtant, dans sa représentation actuelle, ne semble plus exister historiquement au-delà de septembre 1899 et de la libération du capitaine par la grâce présidentielle qui suivit la nouvelle condamnation du conseil de guerre de Rennes. Cette mémoire amputée, cette histoire partielle renvoient à des postures publiques et politiques d'une part, historiennes et scientifiques de l'autre. En effet, la faiblesse de la prise en compte, dans l'opinion et dans la recherche, de la « troisième » affaire Dreyfus, celle qui va de la loi d'amnistie du 27 décembre 1900 à la réhabilitation officielle du capitaine Dreyfus, réintégré dans l'armée et élevé au rang de chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur en juillet 1906, montre comment la mémoire peut se détourner de l'histoire et souligne les difficultés de cette dernière à expliquer la portée d'un événement central de l'époque contemporaine.

Cette situation publique et historiographique favorise même la récurrence d'entreprises contestables de relecture techniciste de l'affaire Dreyfus[1]. Elle constitue aussi un indice du retard de l'histoire contemporaine dans l'analyse des objets politiques complexes alors même que des propositions novatrices se développent aux frontières de l'histoire traditionnelle[2] et que des pistes de recherches stimulantes ont été lancées pour l'étude de l'affaire Dreyfus, par Madeleine Rebérioux particulièrement depuis son analyse synchronique de l'événement au début de *La République radicale ?*[3] jusqu'à ses interventions au cours des centenaires de 1994 et de 1998[4].

Dans la pratique, l'une des voies d'approfondissement scientifique de l'affaire Dreyfus consisterait à en restituer les dimensions véritables en reconnaissant des itinéraires individuels ou collectifs qui iraient de 1894 à 1906. Ces pistes sont certes peu nombreuses puisqu'une grande partie des dreyfusards renonça au combat après 1899, pour des raisons différentes, parfois même contradictoires, depuis l'hostilité au légalisme de Dreyfus jusqu'au rejet du radicalisme devenu le principal bénéficiaire de l'Affaire grâce à la victoire du Bloc des gauches aux élections législatives d'avril-mai 1902. Dans ce défi historiographique, qui est aussi un enjeu public compte tenu de l'importance de l'affaire Dreyfus pour l'imaginaire démocratique, l'action de Jaurès occupe une place privilégiée.

En s'arrachant aux figures idéologiques du prolétariat, en inventant les formes d'un engagement qui plaçait le destin de tous les opprimés au cœur des nejeux de la République et de son progrès, Jaurès affecta une valeur d'universalité à un com-

1. Cf. M. DE LOMBARÈS, *L'Affaire Dreyfus*, Paris, Lavauzelle, 1985. J.-F. DENIAU, *Le Bureau des secrets perdus*, Paris, Odile Jacob, 1998. Pour une critique de ce dernier ouvrage, V. DUCLERT, « Retour sur l'histoire d'un officier français. A propos du 'Dreyfus' de Deniau », *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 148, juillet-septembre 1998, p. 63-88.

2. Cf. P. ROSANVALLON, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998.

3. M. REBÉRIOUX, *La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Editions du Seuil, 1975, p.3-41.

4. M. REBÉRIOUX, « Les historiens, la République et la question juive », *in* « L'affaire Dreyfus. Vérités et mensonges », *L'Histoire*, n° 173, janvier 1994, p. 112-115. « Politique et société dans l'histoire de la Ligue des droits de l'homme », *in* « Les droits de l'homme en politique 1898-1939 », *Le Mouvement Social*, n° 183, avril-juin 1998, p. 3-26.

bat politique. Dans nos travaux du centenaire de 1994[5], nous avions déjà tenté de restaurer cette part du politique qui avait donné une forte extension à l'action de Jaurès en 1898-1899. Depuis, le développement de nos recherches[6] comme la responsabilité des cahiers *Jean Jaurès* et l'influence de la pensée de Madeleine Rebérioux nous ont convaincu de la nécessité d'approfondir les termes et les conséquences de l'engagement jaurésien, particulièrement entre 1900 et 1906[7]. Il ne s'agit pas seulement de mieux comprendre l'affaire Dreyfus dans sa longue durée, mais bien de saisir à travers Jaurès la nature d'un engagement démocratique qui reste à la fois une clef de compréhension du siècle, la valeur supérieure des avant-gardes et l'horizon essentiel de nos avenirs. Et il s'agit également de la possibilité qui est ainsi offerte d'élargir l'histoire de l'Affaire en l'intégrant plus fermement dans une histoire contemporaine en quête de renouvellement, en recherche d'avenir elle aussi.

## Les figures dreyfusardes du prolétariat

La participation de Jaurès a été décisive dans la victoire dreyfusarde. Cela ne signifie pas pour autant que l'œuvre de Jaurès se réduise exclusivement à l'affaire Dreyfus, et Madeleine Rebérioux rappelle régulièrement et fermement que le « grand tribun » poursuivait une tâche autrement plus importante selon elle, formée d'une aspiration, l'avènement du socialisme, et d'une stratégie, l'unité des socialistes[8]. Dans une vision fonctionnaliste, l'engagement de Jaurès pourrait être

5. V. DUCLERT, *L'Affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 1994. « Jaurès, le droit et les dreyfusards », in *Jaurès, les socialistes et l'affaire Dreyfus*, Actes du colloque de Montreuil, *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 138, octobre-décembre 1995, p. 65-90.

6. Cf. J. JAURÈS, *Les Preuves. L'affaire Dreyfus*, Préface de J.-D. BREDIN, Introduction historique de M. REBÉRIOUX, Notes de V. DUCLERT, Paris, La Découverte, 1998.

7. L'influence de Madeleine Rebérioux ne se limite pas à susciter des développements dans les différents domaines qu'elle a su ouvrir. Le type d'épistémologie qu'elle réalise dans la pratique de la recherche conduit ceux qui lui sont proches à réfléchir à la cohérence de leurs propres travaux.

8. M. REBÉRIOUX, « Introduction historique », *in* J. JAURÈS, *Les Preuves*, *op. cit.*, p. 15-25.

même rapporté à une simple tactique comme il l'exprima du reste lui-même à travers *Les Deux méthodes*, sa réponse à Jules Guesde dans la controverse qui les opposa, le 26 novembre 1900 à Lille, sur l'attitude socialiste à adopter dans l'affaire Dreyfus :

> Au nom de la lutte de classe, nous pouvons nous reconnaître entre nous pour les directions générales de la bataille à livrer ; mais, quand il s'agira de déterminer dans quelle mesure nous devons nous engager, dans l'affaire Dreyfus, ou dans quelle mesure les socialistes peuvent pénétrer dans les pouvoirs publics, il vous sera impossible de résoudre cette question en vous bornant à invoquer la formule générale de la lutte de classe. Dans chaque cas particulier, il faudra que vus examiniez l'intérêt particulier du prolétariat. C'est donc une question de tactique et nous ne disons pas autre chose. [...] Et de même qu'il est impossible au prolétariat socialiste, sans manquer à tous ses devoirs, à toutes ses traditions et à tous ses intérêts, de ne pas faire une différence entre les fractions bourgeoises les plus violemment rétrogrades et celles qui veulent au moins sauver quelques restes ou quelque commencement de liberté, il est impossible, particulièrement aux élus socialistes, de ne pas faire une différence entre les divers gouvernements bourgeois. Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus, et le bon sens révolutionnaire du peuple fait, lui, une différence entre le ministère Méline et le ministère Bourgeois ; il fait une différence entre le ministère d'aujourd'hui et les combinaisons qui le guettent.[9]

Madeleine Rebérioux défend aussi la dimension morale et intellectuelle de l'engagement dreyfusard de Jaurès[10], et cette convergence oblige à repenser globalement le socialisme jauré-sien : idéologie politique de réalisation de la révolution ou méthode critique de démocratisation de la République, une analyse que défendent aujourd'hui les représentants d'une histoire des pratiques politiques[11] ? Toujours est-il que l'affaire Dreyfus représenta, pour Jaurès mais aussi pour l'ensemble des socia-

---

9. J. JAURÈS, *Œuvres*, t. III, *Etudes socialistes*. Textes rassemblés, présentés et annotés par M. BONNAFOUS, Paris, Éditions Rieder, 1931, p. 194-196.

10. M. REBÉRIOUX, « Aux origines, la justice. Jaurès et l'Affaire », *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 137, juillet-septembre 1995, p. 29-35.

11. Cf. C. PROCHASSON, *Les Intellectuels et le socialisme*, Paris, Plon, 1997. Voir aussi J. MOREAU, *Les Socialistes français et le Mythe révolutionnaire*, Paris, Hachette Littératures, 1998.

listes, un tournant intellectuel et politique majeur par le fait même qu'elle les obligea à décider du rôle du réel dans l'action socialiste bien au-delà des débats sur la participation à des gouvernements « bourgeois » comme celui de Waldeck-Rousseau[12]. La publication en 1899 d'un recueil d'articles de Jaurès sous le titre d'*Action socialiste*[13] comme la controverse des *Deux méthodes* traduisent la profondeur de l'évolution qui saisit tout le socialisme français et international. Si l'affaire Dreyfus modifie à ce point les données idéologiques, la raison en est bien sûr que l'événement coïncida avec un mouvement de critique du marxisme théorique. Il n'en reste pas moins que l'Affaire représenta à la fois une occasion de défendre la voie réformiste et la preuve du rôle que celle-ci pouvait jouer dans la démocratisation générale des États et des sociétés occidentales.

La raison d'un tel impact tient dans les questions que l'affaire Dreyfus allait poser aux socialistes et plus généralement à tout groupe politique, social ou national face à une situation d'arbitraire développée à l'extérieur du parti, de la communauté ou de la nation : entre la nécessité de la lutte des classes interdisant la solidarité avec un « bourgeois », officier professionnel de surcroît, et la possibilité d'ancrer le socialisme dans la démocratie, il y avait là une contradiction théorique que Jaurès leva par sa pratique même de l'affaire Dreyfus, démontrant que le socialisme tel qu'il l'envisageait, lui et ses amis, était un humanisme politique. Plus encore que dans les questions posées par cette crise générale de la République à la fin du XIXe siècle[14], ce furent dans les réponses apportées que l'affaire Dreyfus constitua un tournant majeur du socialisme et, pour cette raison, de la démocratie.

Dans la réalisation de cet aggiornamento décisif, Jaurès occupe donc une place centrale qu'on ne peut cependant saisir qu'en considérant sa trajectoire sur l'ensemble de l'Affaire. Car le leader socialiste n'est pas seulement passé de la défense des prolétaires pendant la première affaire Dreyfus – où il réclame

12. Cf. F. Moret, « La consultation internationale de *La Petite République* », *in Jaurès, les socialistes et l'affaire Dreyfus*, *op. cit.*, p. 107-124.

13. J. Jaurès, *Action socialiste*, Paris, Georges Bellais Éditeur, 1899.

14. M. Rebérioux, « L'affaire Dreyfus. Crise de la République et sursaut républicain », *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 137, juillet-septembre 1995, p. 42-52.

du haut de la tribune le 24 décembre 1894 l'abolition de la peine de mort dans les conseils de guerre qui jugent les simples soldats puisque la preuve a été faite selon lui, avec la condamnation de Dreyfus, d'une suppression possible de la peine capitale[15] –, à la cause de l'humanité au cours de la seconde Affaire pendant laquelle il identifie Dreyfus « dépouillé, par l'excès même du malheur, de tout caractère de classe » à « l'humanité elle-même, au plus haut degré de misère et de désespoir qui se puisse imaginer[16] ». Face à ce symbole paradoxal de la souffrance du prolétariat, celui-ci doit donc se rapprocher des « citoyens qui ont entrepris le combat contre les violences et les fraudes de la justice militaire [...]. Voilà pourquoi, poursuit Jaurès dans l'introduction des *Preuves*, nous tenons à fournir au prolétariat les éléments de discussion et de preuve que nous avons recueillis ». Ce travail d'exposition et de démonstration est l'objet même du livre de 1898 car « désormais, dans toutes les grandes crises nationales, il faudra compter avec lui [le prolétariat] » quand bien même l'objectif final demeurerait inchangé :

> Les socialistes qui veulent fouiller jusqu'au fond les secrets de honte et de crime contenus dans cette affaire, s'ils ne s'occupent pas *d'un ouvrier*, s'occupent *de toute la classe ouvrière*. Qui donc est le plus menacé aujourd'hui par l'arbitraire des généraux, par la violence toujours glorifiée des répressions militaires ? Qui ? Le prolétariat. Il a donc un intérêt de premier ordre à châtier et à décourager les illégalités et les violences des conseils de guerre avant qu'elles deviennent une sorte d'habitude acceptée de tous. Il a un intérêt de premier ordre à précipiter le discrédit moral et la chute de cette haute armée réactionnaire qui est prête à le foudroyer demain. Puisque, cette fois, c'est à un fils de la bourgeoisie que la haute armée, égarée par des luttes de clan, a appliqué son système d'arbitraire et de mensonge, la société bourgeoise est plus profondément remuée et ébranlée, et nous devons profiter de cet ébranlement pour diminuer la force morale et la puissance d'agression de ces états-majors rétrogrades qui sont une menace directe pour le prolétariat. Ce n'est donc pas servir seule-

15. Un combat récurrent chez Jaurès. Cf. *Abolir la peine de mort. Le débat parlementaire de 1908*, avant-propos de R. BADINTER, postface de M. REBÉRIOUX, notes de G. CANDAR, Paris, Cahier *Jean Jaurès*, n° II, 1992.

16. J. JAURÈS, *Les Preuves*, *op. cit.*, p. 48.

> ment l'humanité, c'est servir directement la classe ouvrière que de protester, comme nous le faisons, contre l'illégalité, maintenant démontrée, du procès Dreyfus [...][17].

*Les Preuves* élargissent cependant le lien du prolétariat avec la « portion humaine » de la légalité bourgeoise, non pas les lois qui « consacrent le privilège de la propriété capitaliste, l'exploitation par le possédant », mais celles « qui résument les pauvres progrès de l'humanité, les modestes garanties qu'elle a peu à peu conquises ». L'affaire Dreyfus mettant en danger « la plus essentielle peut-être » de ces lois, « celle qui ne permet pas de condamner un homme, quel qu'il soit, sans discuter avec lui »[18], le prolétariat est ainsi fondé, pour Jaurès, à défendre à travers Dreyfus la légalité bourgeoise[19]. Pendant toute la seconde Affaire, Jaurès ne cessera effectivement de défendre les garanties légales, soutenant pour finir l'action de la Cour de cassation qui obtient, le 3 juin 1899, l'annulation du procès Dreyfus et le renvoi devant le conseil de guerre de Rennes. Il contribua ainsi à élargir fortement la base républicaine du mouvement socialiste et à amener ce dernier à s'engager plus en avant dans la République pour la réformer, ce qui le conduisit à soutenir l'entrée d'Alexandre Millerand dans le gouvernement de « Défense républicaine » formé par Waldeck-Rousseau en juin 1899. Si l'affaire Dreyfus portait bel et bien la tactique des socialistes, Jaurès veilla aussi à ce que Dreyfus ne soit pas sacrifié à ces impératifs militants : on sait qu'il rédigea personnellement, le lendemain du décret de grâce présidentielle, la déclaration par laquelle l'ex-capitaine Dreyfus acceptait la liberté et demandait la justice[20]. L'intérêt collectif

17. *Ibid.*, p. 48-49, p. 32 pour la précédente citation.
18. *Ibid.*, p. 47-48.
19. « Nous défendons les garanties légales contre les juges galonnés qui les brisent, comme nous défendrions au besoin la légalité républicaine contre des généraux de coup d'État » (*ibid.*, p. 48).
20. « Le gouvernement de la République me rend la liberté. Elle n'est rien pour moi sans l'honneur. Dès aujourd'hui, je vais continuer à poursuivre la réparation de l'effroyable erreur judiciaire dont je suis encore victime. Je veux que la France entière sache par un jugement définitif que je suis innocent. Mon cœur ne sera apaisé que lorsqu'il n'y aura plus un Français qui m'impute le crime abominable qu'un autre a commis » (cité dans A. DREYFUS, *Carnets (1899-1907)*, édition établie par P. ORIOL, préface de J.-D. BREDIN, Paris, Calmann-Lévy, 1998, p. 28-29).

ne doit jamais sacrifier la valeur individuelle, telle est cette philosophie politique dont l'affaire Dreyfus donne une claire illustration.

Jaurès n'allait pas non plus abandonner totalement l'Affaire au profit de son objectif principal de réalisation de l'unité du socialisme français. Elle n'était pas qu'un moyen d'affirmation de la lutte du prolétariat. D'une part, elle avait permis à Jaurès un réinvestissement critique, source de grands progrès idéologiques quand bien même les tensions avec les guesdistes s'étaient avivées[21]. D'autre part, Jaurès avait été contraint de penser le rapport entre socialisme et démocratie qui débouchera sur la réflexion de *L'Armée nouvelle* en 1913. En conséquence, Jaurès défendit résolument la justice pour Dreyfus parallèlement à son combat pour l'avenir de la République et l'unité du socialisme. Les trois dimensions étaient indissolubles et caractérisèrent précisément, par cette unicité, le caractère démocratique de son engagement entre 1900 et 1906. Celui-ci se révéla pleinement dans le discours qu'il prononça les 6 et 7 avril 1903 alors qu'il avait fait son retour à la Chambre grâce aux élections de 1902. Ce « grand discours » fut l'acte principal de relance de l'Affaire avec les obsèques d'Émile Zola qui eurent lieu l'année précédente. Il fut beaucoup plus en même temps puisque Jaurès y démontra que les valeurs essentielles de justice et de vérité exigeaient de s'incarner politiquement, de s'exprimer en pratique, conditions mêmes et paradoxales de leur universalité. C'est cette dimension qui intéresse aujourd'hui l'histoire politique dans son ensemble, l'histoire qui s'interroge particulièrement sur les formes de la démocratie aux XIX$^{e}$ et XX$^{e}$ siècles.

Ce grand discours, l'un des plus longs de la carrière parlementaire de Jaurès, l'un des plus décisifs aussi en termes de pratiques politiques, demeure peu connu et peu étudié[22], à la

21. Cf. C. MOULIN, « L'affaire Dreyfus, un insoluble 'rébus' pour les guesdistes », *in Jaurès, les socialistes et l'affaire Dreyfus*, Actes du colloque de Montreuil, *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 138, octobre-décembre 1995, p. 19-30. Mais un rapprochement avec les allemanistes avait été rendu possible par l'Affaire comme l'illustrent les liens très forts noués dans l'engagement entre Lucien Herr et Jaurès.

22. Voir J.-D. BREDIN, « Le discours des 6 et 7 avril 1903 : politique, morale et socialisme », *in Jaurès, les socialistes et l'affaire Dreyfus*, *op. cit.*, p. 55-64. Des extraits de ce discours ont été édités par nos soins : *Le Parlement et l'affaire Dreyfus. Douze années pour la vérité*, préface de L. FABIUS,

mesure de ce qu'il inaugure, l'entrée dans une troisième phase de l'Affaire. Ce texte renvoie donc à une histoire élargie de l'événement, de la même manière qu'il représente une approche de l'engagement démocratique, réalité aussi évidente que difficile à saisir pour la France contemporaine. Si l'action de Jaurès n'est pas exempte d'arrière-pensées idéologiques, de calculs politiques et d'artifices parlementaires, son grand discours désigne le passage par lequel les valeurs morales prennent du sens politique. C'est la définition même de la démocratie.

## Une veille politique permanente

« Il faut donc veiller sans cesse, et *nous veillerons* », écrivait le 20 mars 1898 le jeune philosophe Élie Halévy à son ami Xavier Léon[23]. Cette notion de « veille » définit parfaitement la position de Jaurès à partir de 1900, même si elle mène à une critique plus politique qu'intellectuelle. Certes, ce dernier avait été l'un des acteurs de la grâce présidentielle du 19 septembre 1899 et de la liberté rendue à Dreyfus, c'est-à-dire du processus appelé abusivement de « liquidation » de l'Affaire. Mais le leader socialiste n'avait pas renoncé pour autant à obtenir une complète réhabilitation du condamné de Rennes. Celle-ci devait passer obligatoirement par la révélation de faits nouveaux susceptibles de motiver la saisine de la Cour de cassation par le garde des Sceaux. Jaurès se prépara alors à intervenir dès l'instant où la situation de Dreyfus pourrait se formuler en termes politiques, où le couple vérité-justice aurait une résonance dans les enjeux républicains. Ces valeurs avaient défini l'engagement dreyfusard dans la seconde Affaire, et elles avaient pu être à cette époque, vu leur intensité, une politique.

---

Avant-propos de B. DEROSIER, J. BRUNHES et H. CUQ, introduction de M. REBÉRIOUX, *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 147, janvier-mars 1998, p. 253-262.

23. E. HALÉVY, *Correspondance 1891-1937*, préface de F. FURET, textes réunis et présentés par H. GUY-LOË et annotés par M. CANTO-SPERBER, V. DUCLERT, H. GUY-LOË. Paris, Éditions de Fallois, 1996, p. 238.

Ce n'était plus le cas après 1900 même si Jaurès souscrivait l'action socialiste à la justice et à la vérité.

Dans l'immédiat, l'absence d'un contexte favorable empêche toute initiative : le ministère Waldeck-Rousseau, la majorité républicaine de la Chambre et l'opinion publique demeurent hostiles à une « relance » de l'Affaire, et le vote de la loi d'amnistie en décembre 1900 a limité les possibilités d'action dreyfusarde. L'opinion comme les « partis » s'intéressent surtout à l'Exposition universelle, aux grèves du Creusot ou à la question cléricale. La position de principe de Jaurès constituait néanmoins une réponse aux anciens dreyfusards qui, à l'instar de Ferdinand Labori, Louis Havet, Georges Clemenceau ou Georges Picquart, reprochaient à l'ex-capitaine sa prudence et son légalisme. Le 9 novembre 1901, Jaurès publia ainsi, en riposte à un article cruel de Labori[24], une sévère mise au point qui allait dans ce sens et que Dreyfus jugea « remarquable » : la grâce ne devait pas être considérée comme « une renonciation à la justice, mais au contraire comme un acompte d'humanité sur l'entière justice… ». Et, ajouta Jaurès,

> La vérité n'a pas dit son dernier mot contre les faussaires et les traîtres. Et le mot souverain qu'elle dira un jour avec le calme de la loi ne restituera pas seulement l'honneur légal à l'innocent outragé : il ajoutera au poids de discrédit sous lequel les puissances qui servirent le mensonge descendent lentement[25].

Les anciens dreyfusards n'avaient pas tous suivi la pente nationaliste. Un groupe d'universitaires, de savants, constitua une garde intellectuelle rapprochée autour de Dreyfus. Avec son avocat, Henry Mornard, celui-ci va orienter les recherches, fédérer les initiatives, confronter les résultats. Début février 1901, il suscite un dîner qui réunit Jaurès, Paul Dupuy, Gustave Lanson, Paul Painlevé et qui s'intéresse aux éventuels faits nouveaux, particulièrement l'hypothèse d'une nouvelle communication de documents secrets aux juges militaires du conseil de guerre de Rennes[26]. Car des rumeurs avaient fait état de

24. « Le mal politique et les partis », *La Grande Revue*, 1er novembre 1901.
25. J. Jaurès, « L'article de Labori », *La Petite République*, 9 novembre 1901. A. Dreyfus, *Carnets*, *op. cit.*, p. 93.
26. *Ibid.*, p. 86. Dreyfus rencontre Jaurès pour la première fois.

la divulgation d'une version, « annotée » par Guillaume II lui-même, du bordereau, et dont l'original aurait été restitué à l'Allemagne dès 1894 pour éviter une guerre entre les deux pays. Une opération de renseignements est menée pendant l'été 1902 à Montpellier par un médecin dreyfusard, le docteur Dumas, auprès d'un des juges militaires. La tentative échoue partiellement, mais renforce Jaurès dans sa volonté d'expertiser le fonctionnement du procès de Rennes, depuis la valeur de la documentation judiciaire jusqu'au niveau de pression nationaliste sur les juges. Il se prépare pour le jour où l'actualité nationale donnera un sens démocratique à une reprise de l'Affaire. A quelques mois de distance, deux événements parviennent à créer ce contexte politique et intellectuel.

Les élections des 27 avril et 10 mai 1902, d'abord, sont l'occasion pour le nouvel élu de Carmaux de réaffirmer sa volonté d'obtenir la justice pour Dreyfus, revendiquant « comme l'honneur impérissable de ma vie d'homme et de citoyen [...] d'avoir contribué à sauver l'innocent et à démasquer les traîtres », rappelant à ses électeurs les violences « qui supprimèrent toute parole libre »[27]. Ces propos de profession de foi traduisent la dimension politique que Jaurès accorde à ce devoir moral de réhabilitation de Dreyfus. Cette dimension était par ailleurs renforcée par la victoire, à Paris, d'un certain nombre de candidats nationalistes ennemis déclarés des dreyfusards. L'un d'eux, Gabriel Syveton, trésorier de la Ligue de la Patrie française, est élu dès le premier tour dans le deuxième arrondissement[28] après avoir largement diffusé une affiche calomnieuse : le gouvernement Waldeck-Rousseau y était dénoncé comme le « ministère de l'étranger », une expression présente dans une version déformée d'une lettre confidentielle du 8 septembre 1899 adressée par le général de Galliffet, ministre de la Guerre, au président du Conseil, et dont la teneur erronée avait été communiquée en avril 1902 à Gabriel Syveton par deux dirigeants de la Ligue de la Patrie française, Ernest Judet et Jules Lemaître. Cette victoire obtenue sur la base d'une pro-

27. *Le Temps*, 27 avril 1902. Jaurès commençait ainsi : « Républicain et socialiste, je viens vous redemander de défendre la République, de fortifier la démocratie, d'organiser et d'émanciper les travailleurs industriels et agricoles. »

28. Cf. B. JOLY, *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme français (1880-1900)*, Paris, Champion, 1998.

pagande antidreyfusarde montrait à Jaurès l'urgence d'une réaction politique sur la base contraire d'une offensive dreyfusarde.

La nouvelle acuité de l'affaire Dreyfus redoubla avec la mort suspecte d'Émile Zola dans la nuit du 28 au 29 septembre 1902. Jaurès, qui s'était rapproché pendant ces dernières années de l'écrivain[29], dépose à la Chambre, le 2 décembre suivant, une proposition de loi tendant au transfert des cendres de Zola au Panthéon[30]. Ce retour de l'affaire Dreyfus dans l'enceinte parlementaire l'encourage à poursuivre la voie politique et à porter l'injustice faite à Dreyfus au cœur de la représentation nationale. Jaurès veut affirmer dans une déclaration solennelle que l'affaire Dreyfus est une question éminemment politique, qu'il est désormais nécessaire de considérer la réhabilitation comme un élément du progrès de la République, comme le symbole même et le moyen de ce progrès. Puisque des obstacles politiques ont empêché jusque-là la réhabilitation, Jaurès choisit d'assumer cette dimension et de montrer qu'il existe aussi une lecture politique de l'Affaire qui révèle non seulement le mécanisme de la conspiration de l'extrême droite contre Dreyfus mais aussi l'ampleur des menaces nationalistes contre la démocratie à laquelle, justement, la République doit parvenir en se repensant en termes de société, d'État et de valeurs. La réhabilitation de Dreyfus par une critique générale de l'Affaire serait donc plus que le signe de la démocratie en marche, elle en serait un moyen décisif, inscrivant un principe moral dans la République. Le passage par la question politique – posée non plus seulement au socialisme mais à la société elle-même- était du reste envisagé dès *Les Preuves* par l'interrogation de l'État républicain dans son ensemble : il en allait déjà de la légitimité du combat dreyfusard[31].

29. Jaurès est resté proche de Zola durant ces trois années qui séparent son retour d'exil de sa mort dramatique. Il consacre en particulier deux grands articles à *Travail* dans *La Petite République*, les 23 et 25 avril 1901.

30. Proposition signée de Jaurès et Jules-Louis Breton, Francis de Pressensé, Ferdinand Buisson, Gérault-Richard, Vazeille et Marcel Sembat.

31. « Comment ceux qui s'étonnent de la condamnation de la condamnation de Dreyfus ne trouvent-ils pas plus stupéfiant qu'en plein XIX$^{e}$ siècle, en pleine France républicaine, sous un régime d'opinion publique et de contrôle, l'état-major ait pu accumuler en secret, pendant trois ans, les crimes que l'aveu d'Henry a fait éclater au jour ? » (J. JAURÈS, *Les Preuves*, *op. cit.*, p. 34).

Le choix de Jaurès ne s'impose cependant pas d'emblée à tous les dreyfusards. Leblois et Picquart exigent même qu'il renonce à cette voie politique. Mais Dreyfus est décidé à soutenir Jaurès : lui aussi a compris que la recherche de la justice correspond à un enjeu démocratique général. A Leblois qui lui reproche de laisser Jaurès, « qui représente le parti socialiste », « accaparer l'Affaire » il répond solennellement que « Jaurès s'intéressait à l'Affaire par conviction et comme homme public, que tous les partis républicains étaient appelés à y prendre part, que d'ailleurs [il] le défiai[t] à trouver au Parlement un député qui osât prendre une semblable initiative ». Un projet s'élabore donc, résumé par Alfred Dreyfus dans ses *Carnets* : « Jaurès prendrait prétexte de la discussion sur l'élection de Syveton à Paris, où il avait été fait usage de l'affiche sur le 'ministère de l'étranger', pour dénoncer le crime de 1899 et saisir le Parlement. » Il obtient le soutien de Clemenceau, celui d'Arthur Ranc « toujours prêt à nous donner son entier concours ». Waldeck-Rousseau apporte également son aide et avoue avoir craint, lorsqu'il était président du Conseil, le pouvoir des « militaires » [32]. La voie politique permet ainsi de reconstituer un front dreyfusard.

Les informations convergent vers Jaurès. Amphoux, agrégé de l'Université, « qui avait été un défenseur ardent de la cause de la vérité[33] », apporte à Dreyfus une correspondance qu'il avait échangée en février-mars 1898 avec un intime de Félix Faure, le docteur Gilbert, et qui est aussitôt transmise à Jaurès. Mais la question du « bordereau annoté » le motive en priorité parce qu'elle peut constituer un fait nouveau susceptible d'entraîner la saisie de la Cour de cassation et parce qu'elle permet de retourner au parti nationaliste l'accusation d'alliance avec « l'étranger » qu'il porte précisément contre les dreyfusards. La Chambre, sur proposition de Maurice Berteaux, député radical de Seine-et-Oise, vote le 17 juin 1902 une enquête sur l'élection de Syveton. Le rapport de la commission conclut à la validation le 7 février 1903. Alors Jaurès se désigne pour discuter le rapport et déclare à la Chambre, le 23 mars, vouloir assumer toute la responsabilité d'une éventuelle réouverture de l'Affaire.

---

32. A. DREYFUS, *Carnets*, *op. cit.*, p. 124-125.
33. *Ibid.*, p. 128 et suiv.

Dans l'intervalle, l'orateur construit méthodiquement le fond de son intervention, organise ses soutiens à la Chambre et réfléchit aux réfutations possibles de ses adversaires[34]. Dreyfus et Joseph Reinach mettent à sa disposition leurs importants dossiers de travail. Il utilise également la presse nationaliste et antisémite, *La Libre Parole*, *L'Intransigeant*, *Les Croix*, *La Vérité*, *Le Jour*, toujours dans le même but : articuler la construction du dernier système de culpabilité dirigé contre Dreyfus avec les menées du parti nationaliste, deux symptômes d'une même violence antirépublicaine. Concernant le volet plus technique du « bordereau annoté », Raoul Allier, dont l'étude est encore inédite[35], met ses recherches à la disposition de l'orateur. La préparation politique est aussi méticuleuse, car Jaurès veut compter sur l'adhésion d'une large majorité parlementaire à son discours de combat. Étienne, vice-président de la Chambre, qui présidera la séance, soutiendra l'orateur dans les limites de ce que lui autorise sa fonction. Émile Combes qui a succédé à Waldeck-Rousseau accepte le principe de l'intervention comme l'ancien président du Conseil Henri Brisson qui s'engage même sur la promesse d'un concours actif, à savoir tenter de mettre en difficulté Cavaignac après la révélation par Jaurès d'une lettre restée secrète du général de Pellieux à l'ancien ministre de la Guerre[36].

Malgré les inquiétudes de dernière minute des groupes de la gauche radicale, Jaurès ne recule pas devant une offensive et périlleuse et nécessaire. Il s'est donné deux objectifs prioritaires. Le premier relève de la démarche critique qu'il avait déjà utilisée avec succès dans les *Preuves* : il doit démontrer que le procès de Rennes, dominé par une légende accusatrice venu des nationalistes, ne relève pas du droit et que la justice n'a pas été rendue à Dreyfus en 1899. Le second est d'ordre politique : il s'agit de contenir le camp nationaliste qui, loin d'avoir été

34. Jaurès sait qu'il se heurtera aux députés nationalistes qui lui diront qu'il ne débat pas de l'élection de Syveton, et que l'affaire Dreyfus est classée. En effet, le président de la commission a répondu à l'un de ses collègues, qui s'étonnait que les témoins de Syveton puissent porter un jugement sur la politique de la majorité républicaine depuis trois ans, que « les faits dont on parle sont connexes ». Il peut alors demander pour lui-même cette connexité.

35. R. ALLIER, *Le Bordereau annoté, étude de critique historique*, Paris, Société nouvelle de Librairie et d'Edition, 1903 [paru dans *Le Siècle* à partir du 12 avril 1903 et jusqu'au 4 mai de la même année].

36. A. DREYFUS, *Carnets*, *op. cit.*, p. 132.

vaincu dans l'affaire Dreyfus, y a puisé, en tout cas à Paris, un nouveau souffle comme en témoigne l'affiche du « ministère de l'étranger ». L'unité des deux objectifs est fournie par la confrontation des accusations dirigées contre Dreyfus et Waldeck-Rousseau qui révèlent la déraison et la violence nationalistes. La justice pour Dreyfus constituerait alors une victoire de la démocratie, et réciproquement. Les « hommes politiques », le « parti républicain » ne peuvent pour Jaurès que soutenir un tel défi.

## Le grand discours de 1903 : l'avenir de la République

Le lundi 6 avril 1903, l'ordre du jour amène la discussion des conclusions de la commission chargée de procéder à un enquête sur les opérations électorales du deuxième arrondissement, et qui a conclu à la validation. C'est alors qu'intervient Jaurès, « contre les conclusions du rapport [...], contre la façon dont la commission a conduit l'enquête ». Il ne conteste pas que la lettre soit authentique, et que la commission ait constaté cette authenticité grâce aux témoins de Syveton. Mais il s'étonne d'abord « de la complaisance avec laquelle la commission a accepté les explications du général de Galliffet » : il a invoqué, pour ne pas donner le texte complet de la lettre, « le secret professionnel, alors que cette lettre que le secret professionnel lui interdit de montrer à une commission du Parlement, il l'avait montrée à M. Jules Lemaître, à M. Judet et à d'autres[37] ». Puis Jaurès démontre, en utilisant à son tour les dépositions des témoins de Syveton, que le parti républicain dans son entier était visé comme subissant « la direction de l'étranger[38] ». C'est bien d'une démonstration qu'il s'agit[39] : elle donne à ce discours politique une force supplémentaire inscrite dans l'héritage de l'engagement dreyfusard qui a établi la valeur politique du savoir critique.

---

37. J. JAURES, *Affaire Dreyfus. Textes et documents. Cahiers de la Quinzaine*, 1903, p. 5.
38. *Ibid.*, p. 6-7.
39. « Je n'exclus personne, je ne juge personne, j'essaye de continuer ma démonstration » (*ibid.*, p. 8).

Jaurès dénonce ainsi les pratiques de calomnies permanentes des clans nationalistes qui détournent à leur profit la portée de l'amnistie[40] et qui bénéficient de l'impunité arrachée à des milieux modérés inquiets à l'idée de rouvrir l'Affaire[41]. C'est précisément le contraire de cette attitude de faiblesse et de calcul que propose solennellement Jaurès pour contrer la pression nationaliste[42]. L'affaire Dreyfus alors est convoquée comme objet d'analyse et comme moyen d'offensive. Pour Jaurès, « le vrai parti de l'étranger, [c'est] celui qui pendant quatre ans, dans l'intérêt de ses combinaisons, a fait appel par le faux à la signature d'un souverain étranger. [...] Pendant quatre ans, toute la presse nationaliste, plusieurs des orateurs du parti nationaliste, toute la grande presse catholique ont affirmé qu'il existait, à la charge du condamné de 1894, une lettre, une note écrite de la main de Guillaume lui-même et accablante pour l'accusé »[43]. Jaurès suit pas à pas « l'histoire de la légende monstrueuse créée autour de ce faux » et même « l'histoire de ce faux lui-même ». Il retrouve la méthode utilisée dans *Les Preuves*, au point que ce grand discours pourrait être considéré comme un tome second du livre de 1898[44].

---

40. « Et moi, je dis qu'il ne faut pas être dupe de la tactique de l'ennemi. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche et à gauche.*) Il prétend clore l'agitation pour nous et la continuer pour lui-même, il a donné de l'amnistie une interprétation unilatérale. Au nom de la politique d'amnistie, il prétend nous interdire de continuer, dans l'intérêt de ce que nous avons cru et de ce que nous croyons être la vérité et le droit, des recherches légitimes et lui, il ne laisse passer aucune occasion d'exploiter contre nous ce qui a pu rester encore d'obscurité dans les esprits [...]. Voilà comment on entend l'amnistie, voilà comment on pratique l'apaisement. » (*ibid.*, p. 8-9).

41. « Il s'agit de savoir si nous acceptons indéfiniment ce système de calomnies, et, lorsque nous élevons ici la parole pour répondre et pour protester, il y a des hommes, même dans le parti dont je suis, qui nous disent: "Prenez garde, il ne faut pas rouvrir une agitation qui a été close!" » (*ibid.*).

42. « Je dis que cette politique perfide nous donne à nous le droit et nous crée le devoir de répondre à toutes ces calomnies par une vigoureuse offensive » (*ibid.*, p. 8-9). Il dit plus loin : « Nous ne sommes pas ici dans des affaires d'ordre civil et privé ; il s'agit de responsabilités politiques, et nous avons le droit de demander des explications à un parti politique sur des affirmations publiques qu'il a produites devant le pays » (*ibid.*, p. 33).

43. *Ibid.*, p. 10-11.

44. Charles Péguy a fait du grand discours ce « cahier » de *La Quinzaine* déjà mentionné : « dix-septième cahier de la quatrième série », 1903. Dans les « cahiers » 18 et 20, Péguy reprocha à Jaurès son rôle dans la relance de l'Affaire. Il l'attaquera, comme on le sait, beaucoup plus violemment

Jaurès expose que jamais l'empereur d'Allemagne n'aurait pu écrire un pareil texte avec si peu de précautions et en signant de son nom. Pour lui, cette pièce est un faux réalisé par un membre des services de renseignements militaires (Section de statistique), le lieutenant-colonel Henry, et doté d'une efficacité redoutable : « Si ce faux a été imaginé, s'il a été construit, c'est à raison même de sa monstruosité et de son énormité, qui le mettait au-dessus des débats[45]. » Après cette longue démonstration, Jaurès, épuisé, demande que la séance soit levée jusqu'au lendemain. Le 7 avril, à la reprise des débats, de violents échanges éclatent entre Jaurès et des députés nationalistes. Cavaignac le traite à plusieurs reprises de « lâche »[46] tandis que Lasies, Millevoye, Georges Berry et Pugliesi-Conti multiplient les interruptions pour tenter d'empêcher la poursuite du discours, de banaliser les propos de Jaurès et de morceler sa démonstration afin qu'elle en perde sa logique. Face aux obstructions systématiques, celui-ci pose la question politique qui ébranle ses adversaires :

> Il faut savoir s'il sera permis à ce parti pendant quatre ans de laisser faire sa presse, de laisser parler ses orateurs, de permettre à quelques-uns de ses orateurs et à toute la presse la propagation de monstrueuses légendes, qui peuvent servir un intérêt de parti, et puis, quand la vérité apparaît, quand vous avez retiré de cette légende monstrueuse toute la substance, tout le profit que vous pouvez en retirer, et lorsque le moment est venu pour vous ou de vous solidariser avec le mensonge collectif et permanent de la presse pendant quatre ans ou de la désavouer, il faut savoir si vous allez renier votre presse ou vous renier vous-mêmes[47].

Puis, revenant sur la légende du « bordereau annoté », Jaurès montre, grâce à un extrait inédit qui lui a été communiqué des mémoires de l'ancien vice-président du Sénat Auguste Scheurer-Kestner, que, dès novembre 1897, l'état-major la

---

ensuite (cf. R. BURAC, *Charles Péguy. La révolution et la grâce*. Paris, Robert Laffont. 1994. P. CABANEL, « Le Jaurès de Péguy et la satrapie des Madécasses ». *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 145, juillet-septembre 1997, p. 27-43).

45. J. JAURES, *Affaire Dreyfus*, *op.cit.*, p. 21.

46. *Ibid.*, p. 123-128.

47. *Ibid.*, p. 82.

proposait comme vérité en s'appuyant sur une hypothétique photographie qui aurait été réalisée avant la restitution du bordereau « annoté » à l'Allemagne. A la veille du procès de Rennes, rappelle-t-il, un article du *Petit Caporal* du 3 août 1899 résumait tout le système du « bordereau annoté ». Jaurès affirme ainsi que le procès de Rennes a été dominé par cette légende patriotique convoquant l'empereur d'Allemagne. Jaurès peut conclure alors sur la contradiction flagrante qui mine le combat des nationalistes et discrédite la solution politique qu'ils veulent imposer au pays :

> Nous avons un double devoir. D'abord le devoir de demander au gouvernement responsable envers le pays de chercher comment il est possible, dans le mécanisme des bureaux de la guerre, qu'une pièce aussi grave que la lettre du général de Pellieux, apparaissant au moment où elle pouvait jeter une lumière décisive, ait été subitement mise sous le boisseau ; nous avons le devoir de demander à ce gouvernement comment il a été possible à notre service de renseignements d'accréditer une légende dangereuse et scélérate.
> M. de Boury. - C'est l'affaire de la justice !
> M. Jaurès. - Non ; ce n'est pas empiéter sur l'ordre judiciaire ; ce sont des questions d'ordre exclusivement politique et gouvernemental. Nous avons le droit et le devoir de condamner par un vote précis l'abominable système de calomnie électorale par lequel on a essayé de ruiner le crédit du parti républicain dans la conscience même de la patrie. Nous avons le devoir d'y mettre un terme et de prouver au parti nationaliste déclinant que son impuissance d'aujourd'hui ne doit pas être une excuse à ses méfaits d'hier. [...] Si vous ne le faisiez pas, vous consacreriez vous-mêmes une jurisprudence électorale, politique, de calomnie meurtrière allant jusqu'aux racines mêmes de la vie nationale de ce pays. Que le parti qui a, depuis cinq ans, la responsabilité de tant de fautes commises, de tant de faux accumulés, que ce parti ait osé contre nous, contre la République, se dresser en accusateur ; si vous le tolériez, ce serait la stupeur de l'histoire, le scandale de la conscience et la honte de la raison[48].

Cette conclusion est un tournant : Jaurès vient de relancer l'affaire Dreyfus par une démonstration critique et une interrogation politique. « D'une logique saisissante », le discours de

48. *Ibid.*, p. 113-114.

Jaurès « produisit une immense impression », confie Dreyfus à ses *Carnets*[49]. Dans l'immédiat, les résultats concrets sont plus limités en raison d'erreurs tactiques de Jaurès et de l'intervention pusillanime d'Alexandre Ribot. Certes, au terme de son discours, Jaurès reçoit l'habile soutien du ministre de la Guerre. Il déclare que « le gouvernement entend faciliter dans la plus large mesure, la recherche et la mise en évidence de la vérité dans l'affaire dont il s'agit aujourd'hui[50] ». Pour preuve de sa bonne volonté, « pour apporter une contribution à la vérité », il présente à la Chambre la correspondance du général de Pellieux avec le ministère de la Guerre. Il annonce que le gouvernement serait favorable à ouvrir une enquête administrative avec la participation de magistrats. Cette enquête fnalement « personnelle », conduite par le capitaine Targe au ministère de la Guerre, permet au garde des Sceaux, le 25 décembre 1903, de déférer le verdict de Rennes auprès de la Cour de cassation, en vertu d'une décision du gouvernement.

La marche de la justice est relancée dans l'affaire dreyfus sur la base d'un examen de vérité et d'un engagement politique. Le grand discours était victorieux et avec lui, l'honneur des victimes de l'arbitraire nationaliste défendu dans un projet démocratique[51]. Ce pouvoir de rendre l'avenir plus humain, démontré par Jaurès dans la troisième affaire Dreyfus, explique l'adhésion du plus grand nombre à cet événement du passé. Le passé en est précisément dépassé, comme l'histoire à laquelle on croit qui porte vers l'avenir.

---

49. A. DREYFUS, *Carnets*, *op. cit.*, p. 133.

50. Cité dans J. JAURES, *Affaire Dreyfus*, *op. cit.*, p. 114-115.

51. Une autre illustration de cette raison démocratique est fournie par l'engagement de Jaurès contre les massacres d'Arménie. Cf. V. DUCLERT et G. PECOUT, « La mobilisation intellectuelle face aux massacres d'Arménie (1894-1900) », in *Les Exclus en Europe 180-1930* (A. GUESLIN et D. KALIFA dir.), Paris, Éditions de l'Atelier, 1999, p. 323-344.

23

# Les Jeunes Radicaux (1910-1914)

*par Gérard Baal*

Malgré sa réputation de parti de vieilles barbes, le parti radical a souvent attiré les jeunes talents et les jeunes ambitions. On connaît bien les Jeunes Turcs de l'entre-deux-guerres, ou les jeunes mendésistes des années cinquante. On se souvient moins des « Jeunes Radicaux » des années 1910-1914 : la tragédie de la guerre a fait juger rétrospectivement dérisoires les états d'âme de ce microcosme intellectuel.

De même que le mouvement Jeune Turc est né de l'échec du Cartel[1], le courant Jeune Radical s'est développé dans un contexte de crise de la « République radicale ». Après la dislocation du Bloc des gauches, le radicalisme gouvernemental a déçu ceux qui comptaient sur lui pour jeter les bases d'une authentique démocratie sociale. Depuis juillet 1909, les parlementaires radicaux doivent soutenir un président du Conseil qui n'est pas sorti de leurs rangs, Briand, dont la politique d'« apaisement » ressemble à un désaveu du combisme, au moment où les évêques sont en train de relancer la guerre scolaire. Le parti est déchiré entre une aile gauche nostalgique du Bloc et une aile droite encline à se rapprocher des modérés. Le premier courant est fort chez les militants, le second chez les parlementaires. La querelle du mode de scrutin accroît encore la confusion : la majorité des radicaux voient dans la campagne proportionnaliste un complot pour les déloger du pouvoir, et beaucoup de proportionnalistes présentent la « RP » comme le

1. S. Berstein, *Histoire du parti radical*, t. II, Paris, Presses de la FNSP, 1982.

moyen d'en finir avec le despotisme des tyranneaux de « mare stagnante ».

L'expression « Jeunes Radicaux » semble avoir été lancée par Marc Sangnier. Depuis au moins 1908[2], il appelle à la constitution d'un « parti nouveau » qui réunirait des démocrates chrétiens et des incroyants. Ce projet est repris avec plus de force après la condamnation du Sillon en août 1910 et Sangnier tend la main à ceux des républicains laïques qui prennent leurs distances avec le sectarisme de la République radicale, comme avec sa timidité sociale. En septembre 1910, *La Démocratie* appelle « Jeunes Radicaux » les partisans de l'apaisement, « Vieux Radicaux » ses adversaires combistes[3]. Mais très vite l'étiquette « jeune radicale » sera réservée à deux groupes de militants et de publicistes, dont la plupart n'appartiennent d'ailleurs pas, à cette date, au parti valoisien.

Le premier groupe pourrait être qualifié de « briandiste de gauche ». Son organe est l'hebdomadaire *La Démocratie sociale*, fondé en octobre 1909 par un proche collaborateur de Briand, Léon Parsons. En 1910, le directeur du journal est un jeune économiste, Étienne Antonelli, qui vient d'être nommé maître de conférences à Paris[4]. L'un de ses principaux collaborateurs est Léon Vannoz, qui dirige depuis 1905 les *Annales de la Jeunesse laïque*, organe de la Fédération des Jeunesses laïques. Vannoz a appartenu de 1901 à 1906 au parti radical et l'a quitté, écœuré par la montée des « profiteurs » et la « rafle systématique des faveurs »[5]. Ces jeunes intellectuels jugent sévèrement le parti radical, qui a abandonné la cause des réformes sociales et n'est plus qu'un syndicat de profiteurs (« les disciples de M. Mascuraud, les adeptes du ralliement à gauche par les palmes, les poireaux et les croix, les grands hommes des comités et des sous-comités[6]... ») qui entretiennent un sectarisme anticlérical dépassé pour justifier leur occupation du

---

2. J. CARON, *Le Sillon et la démocratie chrétienne*, Paris, Plon, 1967, p. 555.

3. *La Démocratie*, 12 septembre 1910.

4. *Revue d'histoire économique et sociale*, 1953, vol. 31, n° 4, « Hommage à Étienne Antonelli ». Après la guerre, Antonelli sera professeur à Lyon, puis à Montpellier. De 1924 à 1932, il est député SFIO de la Haute-Savoie, rapporteur de la loi de 1928 sur les assurances sociales.

5. *La Démocratie sociale*, 25 décembre 1910.

6. A. Livet, *ibid.*, 23 octobre 1909.

pouvoir et l'exploitation des avantages multiformes qu'ils en tirent pour leur clientèle. Ce parti est « un immense groupement sans nul autre lien que l'intérêt qu'une armée d'occupation peut avoir à rester unie[7] ». Les radicaux font croire que leur « sectarisme antireligieux » va de pair avec la bonne volonté sociale : en fait, « parmi les plus farouches anticléricaux, on trouve des réacteurs sociaux non moins farouches[8] ». Il faut cesser d'envisager les questions politiques « seulement sous l'aspect d'un cléricalisme ou d'un anticléricalisme déclamatoires ou ratatinés de droite ou de gauche[9] ».

L'équipe de *La Démocratie sociale* soutient Briand, qui a incarné au pouvoir « une protestation vivante contre tous les sectarismes, que ce fût celui du radicalisme bassement anticlérical ou celui du socialisme haineusement révolutionnaire[10] ». Briand est crédité d'un grand dessein réformateur, l'instauration de la paix sociale par la participation des organisations ouvrières aux bénéfices et à la propriété des entreprises[11]. Antonelli est le théoricien d'un socialisme antiétatiste fortement influencé par la pensée de Proudhon[12]. L'étatisme radical — « l'interventionnisme » prôné par le solidarisme — a montré sa stérilité. La solution est à rechercher dans « la substitution progressive dans l'État du principe syndicaliste et fédératif au principe régalien de puissance publique ou de souveraineté nationale[13] ». Il faut « décongestionner l'État » en distinguant nettement les « grands intérêts nationaux » relevant du pouvoir central et les « intérêts professionnels et locaux » qui sont du ressort des organisations professionnelles et des assemblées régionales[14]. Empruntant le vocabulaire de Sorel, Antonelli qualifie de « mythe social » sa doctrine du « syndicalisme intégral des intérêts » : classes moyennes, consommateurs, locataires sont appelés à s'organiser, à l'exemple des patrons, des ouvriers ou des agriculteurs :

7. L. Vannoz, *Annales de la Jeunesse laïque*, novembre 1910.

8. *La Démocratie sociale*, 21 mai 1911.

9. L. Vannoz, *Annales de la Jeunesse laïque*, juillet 1911.

10. E. Antonelli, *La Démocratie sociale*, 26 février 1911.

11. M.-G. Dezes, « Participation et démocratie sociale : l'expérience Briand de 1909 », *Le Mouvement Social*, avril-juin 1974, p. 109-136.

12. E. Antonelli, *La démocratie sociale devant les idées présentes*, Paris, 1911.

13. *La Démocratie sociale*, 4 décembre 1910.

14. « Manifeste de la Démocratie sociale », *La Démocratie*, 10 mars 1914.

> De l'opposition de ces intérêts s'exprimant librement, intérêt de l'être collectif dans l'État, intérêt des diverses activités sociales, des individus dans les groupements, intérêt enfin de l'individu lui-même, et qui sont tous également indispensables à la vie sociale, il résultera spontanément un équilibre, instable sans doute, mais infiniment préférable à l'équilibre facticement stable des sociétés du passé [15].

Le deuxième groupe de « Jeunes Radicaux » (les seuls qui justifieront cette appellation en ralliant le parti valoisien) est dominé par la personnalité de Paul-Hyacinthe Loyson (1873-1921)[16], fondateur en novembre 1910 de l'hebdomadaire *Les Droits de l'homme*. Certains collaborateurs du journal joueront un rôle dans le radicalisme de l'entre-deux-guerres (Albert Bayet, Louis Ripault, Yvon Delbos, Albert Milhaud, Henri Guernut...). Ce ne sont pas des théoriciens de la réforme sociale, encore qu'ils soutiennent des vues assez proches de celles d'Antonelli[17]. Leurs préoccupations dominantes sont d'ordre moral et spirituel. Le régime est devenu, écrit Gabriel Séailles dans le premier numéro, « une République de politiciens et de jouisseurs, une République sans idéal[18] ». La tâche des *Droits de l'homme*, affirme Loyson, c'est

> l'éducation civique de la génération nouvelle par la culture du caractère selon les principes républicains [...]. Pour recommencer la République, comment susciter des citoyens ? Si heureuses et urgentes que soient les réformes préconisées, le problème n'est pas politique, je dirais presque qu'il n'est pas social — la société, sous tous les régimes, n'étant jamais qu'une

---

15. *La démocratie sociale devant les idées présentes*, *op. cit.*, p. 31.

16. N. Hill, *Mystique du libéralisme. Vie et œuvre de Paul-Hyacinthe Loyson*, préface d'Édouard Herriot, Paris, Fischbacher, 1951.

17. Cf. le programme esquissé par « Caton » dans le numéro du 8 janvier 1911 : « fondre les trois ordres d'enseignement afin d'assurer l'unité morale de la France » ; « instituer des Chambres du Travail, des actions de travail afin d'assurer la paix sociale par l'accession de la classe ouvrière dans les conseils et la gestion de nos industries ; développer le fédéralisme économique afin d'assurer, par un juste équilibre entre les intérêts des collectivités, l'ordre public nécessaire à la vie nationale ; protéger l'existence des travailleurs par un faisceau d'assurances qui leur permettent de résister à toutes les épreuves de l'infortune ; élever les serfs de l'usine et de l'atelier à la dignité d'hommes et fonder définitivement la République dans la démocratie organisée ».

18. 6 novembre 1910.

> résultante —, il est essentiellement moral, il met en demeure l'individu[19].

Loyson, dira Marc Sangnier, est « d'une race croyante »[20]. Il est le fils du « Père Hyacinthe », un religieux qui a quitté l'Église au moment du concile du Vatican et fondé une Église catholique gallicane. Paul-Hyacinthe Loyson a grandi dans un milieu de catholiques excommuniés et de protestants libéraux. Il est le secrétaire général de l'Union de libres penseurs et de libres croyants pour la culture morale, fondée en 1907 par son père, des protestants libéraux et des libres penseurs spiritualistes (Ferdinand Buisson, Gabriel Séailles, Frédéric Passy, Élie Gounelle, Wilfred Monod, G. Bonet-Maury...). *Les Droits de l'homme*, qui vont publier le bulletin de cette association, se réfèrent à son idéal :

> Philosophiquement, nous réclamant des méthodes de la pensée libre et des droits de la croyance libre, nous répudions également le fanatisme clérical et le sectarisme anticlérical : estimant que le sentiment religieux doit être lui-même laïcisé, nous en appelons à tous les croyants sans Église[21].

Loyson est l'auteur de plusieurs pièces de théâtre dont *L'Apôtre*, créé en mai 1911 à l'Odéon[22]. Ce drame met en scène un saint laïque qui démissionne du ministère pour ne pas avoir à couvrir les malhonnêtetés de son fils, un débauché cynique qui touche de l'argent des émissaires des congrégations... Cette œuvre ambiguë peut aussi bien démontrer l'autosuffisance de la morale laïque (puisque le père libre penseur fait passer le sentiment du devoir avant toute autre considération) que « l'impuissance morale de l'irréligion[23] », puisque le fils indigne est le produit d'une éducation entièrement athée. « Pour ma part », déclare Loyson à *La Démocratie*[24], « ennemi des dogmes, je ne crois pas à une morale indépendante de toute consi-

19. Lettre à *La Démocratie*, 22 novembre 1910.
20. *La Démocratie*, 4 mai 1911.
21. G. Séailles, *Les Droits de l'homme*, 6 novembre 1910.
22. *L'Illustration théâtrale*, 10 juin 1911.
23. C'est l'interprétation de Marc Sangnier (*La Démocratie*, 4 mai 1911).
24. 27 avril 1911.

dération métaphysique ou, si vous préférez, d'un sentiment de l'absolu qui oblige ».

Bien que Loyson professe un grand respect pour Combes, son journal est sans tendresse pour la République radicale, « le régime de Mascuraud, de Maujan et de Millerand, du Poireau, de la Palme et de la Croix, des affaires et des concessions, des coloniaux et des Tunisiens[25] ». Loyson reconnaît la nécessité de défendre l'école laïque contre les attaques cléricales, mais la défense laïque ne doit pas ressembler à « je ne sais quelle chicane perpétuelle qui sort de l'arrière-boutique d'Homais ». Loyson, qui s'oppose sur ce point à son ami Bayet, condamne « cette théorie funeste et honteuse du monopole de l'enseignement[26] ».

Les deux groupes de « Jeunes Radicaux » sont séparés par une divergence fondamentale. Antonelli et Vannoz voient dans Briand le rénovateur potentiel du parti républicain. Loyson et *Les Droits de l'homme* détestent l'ancien apôtre de la grève générale, dont les « adaptations » successives ont contribué, estiment-ils, à la démoralisation de l'esprit public. Briand « symbolise aux yeux de tout le prolétariat et de tous ceux qui ont le culte de la sincérité morale cette figure hideuse, l'Apostat[27] ».

Un dialogue cordial s'engage, dans les derniers mois de 1910, entre les ex-sillonnistes et les jeunes républicains non conformistes[28]. « Nous nous reconnaissons le même devoir », déclare Loyson, « le devoir vital de l'heure présente, qui est de reconstruire l'essentiel dans ce pays de démolisseurs[29]. » Antonelli esquisse les contours d'un « nouveau parti républicain » qui ne serait « ni catholique ni combiste », mais qui pourrait « accueillir des catholiques et des combistes », pour peu que ces derniers cessent de « ne comprendre le progrès que sous la forme d'une lutte religieuse[30] ». Vannoz envisage comme « une éventualité immédiatement réalisable » la création d'un « grand

25. CATON, *Les Droits de l'homme*, 14 mai 1911.
26. *La Démocratie*, 27 mars 1911.
27. CATON, *Les Droits de l'homme*, 8 janvier 1911.
28. Cf. G. BAAL, « Sillonnistes et "Jeunes Radicaux", une rencontre manquée », *in* C. CHARLE et *alii* (dir.), *La France démocratique. Mélanges offerts à Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 298-307.
29. *La Démocratie*, 22 novembre 1910.
30. *La Démocratie sociale*, 4 décembre 1910.

parti nouveau réunissant dans son sein toutes les jeunes énergies républicaines ». Un tel parti, « ayant pour but la réorganisation politique, administrative, sociale et économique de la France, devrait reposer sur de solides bases de libéralisme et de tolérance philosophique et, en quelque sorte, faire partie intégrale d'une mentalité nouvelle[31] ». Le 26 mars 1911, au Manège Saint Paul, Loyson débat avec Sangnier. « C'est sur un terrain non confessionnel », affirme Sangnier, « que doivent se développer la propagande et l'action républicaines et démocratiques. » Loyson est disposé à coopérer avec « des catholiques sincères et loyaux comme Marc Sangnier », avec lequel il est « d'accord politiquement et socialement ». Reste la question laïque... Que ferait Sangnier si le pape voulait « l'arrêter dans sa campagne sociale et républicaine » ?

> Opteriez-vous pour votre souverain spirituel et étranger, ou opteriez-vous pour le principe de la République et de la Révolution ? [...] Malgré vous, à votre insu, derrière vous, vous avez une ombre cléricale qui vous suit [32].

Loyson accepte de côtoyer Sangnier « dans toutes les campagnes pratiques de progrès social », il ne juge pas possible de créer un parti avec un homme qui lui paraît « la dupe d'une illusion »[33]. Des réserves du même ordre sont émises par les jeunes briandistes, qui resteront pourtant attachés plus longtemps que Loyson à l'idée du parti nouveau[34].

Tout cela n'empêche pas les ex-sillonnistes et les Jeunes Radicaux de tenir, les 6 et 7 juin 1911, un « Congrès républicain de la Jeunesse » consacré à « l'organisation politique et administrative de la démocratie »[35]. Cette manifestation devait être le point de départ d'une série de débats où l'on aurait discuté de la politique économique, de la question religieuse et de

31. *Annales de la Jeunesse laïque*, janvier 1911.

32. *La Démocratie*, 27 et 28 mars 1911.

33. *Les Droits de l'homme*, 9 avril 1911.

34. « Je ne dirai pas », écrit Henri Hertz, « qu'un homme ne peut être en même temps catholique et républicain [...]. Mais ce qui est impossible, c'est qu'il soit fortement, ardemment républicain s'il faut, pour émouvoir ses sentiments civiques, émouvoir d'abord ses sentiments catholiques » (*La Démocratie sociale*, 2 avril 1911).

35. Comptes rendus du congrès dans *La Démocratie* (8-11 juin 1911), *Les Droits de l'homme* (11 juin), *Les Annales de la Jeunesse laïque* (juillet 1911).

l'idée de patrie. L'annonce du congrès est signée par les principaux rédacteurs des *Droits de l'homme*, de *La Démocratie sociale*, des *Annales de la jeunesse laïque* et de *La Démocratie*, ainsi que par des responsables d'organisations de jeunesse qui ne sont d'ailleurs pas toutes de gauche[36], mais qui considèrent, comme l'écrit Antonelli, que « toutes les classifications actuelles sont surannées[37] ». L'accord se fait facilement sur la réforme électorale, la nécessité de la décentralisation administrative[38], celle de la représentation des intérêts professionnels[39].

> C'est un fait remarquable, commentent *Les Annales de la jeunesse laïque*, que des jeunes gens venus des partis et des groupements les plus divers se rencontrent dans un commun désir de réduire l'étatisme et de faire appel, pour l'institution d'une démocratie plus libre, plus harmonieuse et plus juste, non plus à la contrainte du pouvoir central, mais aux forces d'organisation spontanée des syndicats professionnels et des assemblées régionales [40].

Sangnier voit dans ce congrès la promesse d'une « Quatrième République plus démocratique et plus républicaine »[41]. Albert Dulac, des *Droits de l'homme*, se réjouit de la « remarquable communauté de vues » qui rassemble la « jeunesse démocratique ». « Il est grand temps qu'une force nouvelle s'emploie à pousser vers l'avenir, d'un essor vigoureux, la politique des politiciens[42]. » Et Vannoz salue cette « conspiration du bon sens ». « Un instinct puissant nous avertit tous que nous devons modifier la manière ancienne qu'avaient nos aînés de discuter certains problèmes[43]. »

Certes, la création immédiate du parti nouveau n'est pas à l'ordre du jour. Sangnier va bientôt annoncer la fondation de la

---

36. Fédération républicaine des étudiants de France, de tendance radicale ; Union des étudiants républicains de France, de tendance progressiste ; Ligue des étudiants nationalistes ; Fédération de la Jeunesse républicaine patriote.

37. *La Démocratie*, 1er juin 1911.

38. Création d'assemblées régionales auxquelles Antonelli et Loyson voudraient voir confier des compétences législatives.

39. Antonelli défend sa doctrine du « syndicalisme intégral ». Sangnier propose la création d'un Sénat professionnel.

40. Marcel Gérard, octobre 1911.

41. Toast au banquet de clôture, *La Démocratie*, 11 juin 1911.

42. *Les Droits de l'homme*, 11 juin 1911.

43. *Annales de la Jeunesse laïque*, juillet 1911.

Ligue de la Jeune République (elle naît officiellement en juin 1912). Mais cette Ligue doit être « la pierre d'attente d'un parti plus large et plus ouvert »[44]. Débattant avec Antonelli, Sangnier se dit certain d'une prochaine convergence des efforts de rénovation entrepris par les jeunes catholiques et les jeunes laïques.

> Continuons donc les uns et les autres, parallèlement, notre travail [...]. Nous élèverons comme deux piliers sur lesquels, bientôt peut-être, on pourra lancer une voûte. Ainsi, pierre à pierre, nous aurons construit la République démocratique[45].

Cette belle euphorie s'est brisée au début de 1912. Un brusque revirement de Loyson et des *Droits de l'homme* entraîne l'annulation, à la dernière minute, du deuxième Congrès de la Jeunesse prévu pour la fin de janvier. Tout en continuant de rendre hommage à la « loyauté » de Sangnier, Loyson lui reproche d'être resté le prisonnier du cléricalisme, de soutenir les attaques des évêques contre l'école laïque et de ne pas accepter la séparation de l'Église et de l'État. Et il est vrai que Sangnier, auquel *La Croix* et *L'Univers* avaient reproché d'être resté muet sur ces questions au Congrès de la Jeunesse, a multiplié les gages d'orthodoxie catholique. Les jeunes briandistes ne renoncent pas sans regret au rêve du parti nouveau. Ce thème est même relancé, dans les premiers mois de 1912, par un proche de Briand, Gaston Cagniard, directeur de *La Petite République*. Vannoz reproche amèrement à Sangnier d'avoir fait échouer une tentative de « rénovation de nos mœurs politiques » : « Il vous a plu tout d'un coup d'imaginer qu'un complot se tramait. Avez-vous voulu jouer le grand jeu et sauver une fois de plus la République[46] ? » Mais le même Vannoz doute toujours de la compatibilité entre l'engagement politique de Sangnier et sa soumission à la hiérarchie de l'Église[47]. Et Sangnier considère que l'apaisement briandiste restera « une hérésie superficielle de la vieille orthodoxie radicale-socialiste » tant que les plus tolérants des laïques persisteront à

44. *La Démocratie*, 13 novembre 1911.
45. *Ibid.*, 26 novembre 1911.
46. Lettre aux *Droits de l'homme*, 10 novembre 1912.
47. *La Démocratie*, 20 octobre 1912.

ranger la législation anticléricale parmi les conquêtes intangibles de la République[48].

C'est donc la vieille « question religieuse », qu'on voulait pourtant contourner, qui a fait avorter le parti nouveau. Mais le Jeune Radicalisme ne disparaît pas en 1912. C'est même l'année de sa naissance véritable, puisque Loyson et ses amis vont se réclamer de cette appellation pour se rallier au parti valoisien. Ils entendent désormais travailler à la rénovation du parti, soutenir les efforts de son aile gauche qui cherche à en redresser l'orientation, à le purger de ses éléments modérés, à contraindre les élus à respecter la discipline du parti, à tenter de refaire le Bloc avec les socialistes. Le 21 janvier 1912, *Les Droits de l'homme* publient un manifeste « Pour les Jeunes Radicaux » :

> La question du jour — et de demain — c'est le sort du parti radical [...]. Par ses principes, ce parti est le nôtre. Nous ne devons point le laisser mourir. Il faut l'assainir et le transformer. Place au parti jeune radical ! Nous entrerons dans la carrière où nos aînés se sont assoupis.

On ne peut pas accuser l'équipe des *Droits de l'homme* de complaisance excessive pour le parti qu'elle va rejoindre. C'est un parti sans démocratie interne : « Une douzaine de grands Lamas, plus inaccessibles pour nous que ceux du Tibet, font à leur gré, à la Chambre ou à la rue Cadet, notre bonheur ou notre malheur. » Les militants des comités, incapables de faire entendre leur voix dans les congrès, se bornent à « une politique locale sans idéal, sans patriotisme, une politique d'affaires où il n'est question que de pavés, de pare-boue et de vespasiennes[49] ». C'est un parti « incapable de dire s'il est un parti de stagnation conservatrice ou d'évolution démocratique »[50]. C'est la « pétaudière radicale » : « Jeunes Radicaux qui rallions le parti, nous nous jetons en pleine tempête sur un navire démâté, pour offrir nos bras à l'équipage ; nous ramassons le pavillon et nous le clouons à la proue[51]. »

48. *Ibid.*, 10 février 1912.
49. S. Cornut, *Les Droits de l'homme*, 12 mai 1912.
50. E. Bloch, *ibid.*, 13 octobre 1912.
51. *Ibid.*, 18 octobre 1913.

La « conversion » de Loyson a pu être influencée par quelques personnalités valoisiennes qui se sont intéressées de bonne heure à l'équipe des *Droits de l'homme* : le jeune normalien Yvon Delbos, qui appartient à la fois à la rédaction du *Radical* et à celle des *Droits de l'homme*[52], Maurice Bokanowski, militant de l'Union des Jeunesses républicaines et de la fédération radicale de la Seine, les professeurs de droit Lévy-Ullman et Vollaeys, membres du bureau du parti. Les Jeunes Radicaux ont reçu les encouragements de Ferdinand Buisson, d'Édouard Herriot, mais aussi de républicains socialistes comme Painlevé et Paul-Boncour.

L'ambition a certainement joué un rôle (Loyson et Louis Ripault seront candidats valoisiens à Paris en 1914), mais la conjoncture politique fournit aux « Jeunes Radicaux » des arguments de nature à justifier leur choix. *Les Droits de l'homme* sont attentifs au danger du « néo-nationalisme »[53] qui se développe depuis la crise d'Agadir. Les forces conservatrices sont en train de s'emparer du thème de la défense nationale pour en faire « un bouclier tricolore de résistance »[54]. Loyson, qui sera un ardent jusqu'auboutiste pendant la guerre[55], se range alors dans le camp des partisans d'une détente franco-allemande, ce qui va le rapprocher de Caillaux. Il est le secrétaire général d'un Comité pour le rapprochement intellectuel franco-allemand, présidé par John Grand-Carteret[56]. Il dénonce la « réaction idéologique » qui pousse une partie de la jeunesse à rêver d'une nouvelle bataille d'Austerlitz qui se gagnerait « comme une partie de football[57] ». Il défend le vieux patriotisme républicain qui ne voit pas de contradiction entre la défense de la patrie et la fraternité universelle des hommes : « Nous ne consentons à sacrifier ni la France ni l'Humanité, car

52. B. LACHAISE, *Yvon Delbos*, Périgueux, FANLAC, 1993.

53. L'expression est employée simultanément, le 14 janvier 1912, par A. SAUZEDE dans *Les Droits de l'homme* et par M. SANGNIER dans *La Démocratie*.

54. A. SAUZEDE, *Les Droits de l'homme*, 14 janvier 1912.

55. Si on se souvient encore de lui, c'est surtout en raison des polémiques qu'il a menées contre Romain Rolland.

56. Parmi les membres du comité directeur, Louis Havet, Charles Gide, Durkheim, Herriot, Thalamas, Sembat, Gerhart Hauptmann (*Les Droits de l'homme*, 9 juin 1912).

57. Conférence à l'Union pour la culture morale sur « la crise du patriotisme », *ibid.*, 5 mai 1912.

attenter à l'une, c'est blesser l'autre. » Il faut « assurer la transition historique qui permettra aux patries actuelles de s'agréger à la Confédération des peuples[58] ». La France doit conclure « un pacte de loyauté avec l'Allemagne, je ne dis pas une entente cordiale, je dis simplement une entente courtoise, qui consacrerait la paix du monde et garantirait son propre avenir[59] ». Loyson sera naturellement un adversaire résolu de la loi de trois ans en 1913. Comme beaucoup de radicaux de gauche, il rêve d'un règlement du problème de l'Alsace-Lorraine par l'autonomie et un marchandage colonial[60].

Les Jeunes Radicaux ont assimilé dès 1912 une thématique pleinement radicale, celle du tiers parti qui empêche le heurt direct des forces de réaction et de révolution. Entre les socialistes « aventureux » et les modérés « qui piétinent sur place », « seul le parti radical peut entreprendre des réformes à la fois mesurées et résolues[61] ». Ce socialisme qui serait un danger s'il était seul à défendre les déshérités, les Jeunes Radicaux veulent le voir retrouver le chemin de l'alliance avec la bourgeoisie républicaine. Il faut « reconstituer le Bloc dont la rupture est la cause profonde de tout le malaise et de tout le désarroi dont souffre en ce moment la démocratie ». Les radicaux doivent avoir le courage de briser « le fil qu'à leur patte a entortillé le capitalisme », et les socialistes celui « de ne pas sauter au-delà de toutes bornes jusque dans les bras de l'anarchie[62] ».

La « radicalisation » de Loyson et de ses amis leur fait arborer un anticléricalisme flamboyant qu'ils abandonnaient jusque-là à l'officine de M. Homais. Le docteur Jean-Élie Pécaut ne juge pas démodé le cri de guerre « Écrasons l'Infâme »[63]. Les ponts sont évidemment coupés avec les briandistes, et *Les Droits de l'homme* sacrifient à tous les poncifs de la dénonciation radicale de l'apaisement. Ils ouvrent leurs colonnes au député Georges Ponsot, aux yeux duquel la République est en

---

58. *Ibid.* Buisson, qui assiste à la conférence, félicite l'orateur.

59. *Les Droits de l'homme*, 19 mai 1912.

60. « A l'Allemagne l'Alsace germanique jouissant d'une ample autonomie, à la France la Lorraine gauloise rachetée au prix d'une de ces fragiles colonies que la guerre nous raflerait et que nous ne peuplons que de proconsuls » (*ibid.*, 2 mars 1913).

61. S. Cornut, *ibid.*, 12 mai 1912.

62. *Ibid.*, 12 mai 1912.

63. *Ibid.*, 28 avril 1912.

danger dès que « le populaire ne se bat plus dans les cabarets pour son parti » :

> Quand les rixes n'éclatent plus dans les auberges entre blancs et rouges, c'est que les rouges se décolorent et que les blancs rougissent [...]. La politique n'est pas la détente. Elle est le perpétuel combat pour le vouloir vivre[64].

Pendant sa campagne électorale parisienne de 1914, Loyson ne s'embarrasse pas de nuances pour dénoncer le complot briandiste : ce sont « les gens de droite, royalistes, bonapartistes et cléricaux qui forment les troupes les plus authentiques » de la « Fédération des gauches ». « L'assaut » qu'ils préparent est « plus dangereux », parce que « plus hypocrite », que le 16 mai, le boulangisme et le nationalisme[65]...

L'insertion du courant Jeune Radical dans le parti sera pleinement achevée au moment du congrès de Pau d'octobre 1913, de l'accession de Caillaux à la présidence du parti, qui va permettre un rapprochement avec les socialistes. Elle est passée par une série d'opérations dont les unes relèvent de la manœuvre d'appareil et les autres seraient sans doute qualifiées aujourd'hui de « coups médiatiques »[66]. Dans des conditions qu'il est difficile de reconstituer, les Jeunes Radicaux ont réussi à « noyauter » les grandes organisations de jeunesse républicaine, la Fédération des jeunesses laïques et l'Union des jeunesses républicaines, où les influences briandistes étaient, jusque-là, assez fortes[67]. En août 1912, au congrès de la Fédération des

64. *Ibid.*, 21 septembre 1913.

65. *Ibid.*, 21 mars 1914.

66. Loyson avait le sens de la « réclame ». En janvier 1913, pour protester contre l'élection de Poincaré à la présidence avec les voix de la droite, il publie les fac-similés de cartes postales adressées de Versailles, dans les cimetières où ils reposent, à Baudin (« Vous êtes mort, vous, pour vingt-cinq francs. Près d'une centaine de républicains qui en demandent plus de quinze mille pour vivre viennent de trahir la République »), à Gambetta (« Dormez encore pendant quatorze ans. Le cléricalisme, voilà leur ami »), à Ranc et à Spuller (« Mettez-vous de la terre dans les oreilles. C'est la droite qui acclame la République ») (*Les Droits de l'homme*, 26 janvier 1913). Pendant sa campagne électorale, il se vantera d'avoir été le premier à utiliser le néologisme « briandisme », « et tout le pays républicain m'a fait l'honneur de l'adopter » (*ibid.*, 21 mars 1914).

67. Le député Verlot à l'Union des Jeunesses républicaines, Vannoz et Antonelli à la Fédération des Jeunesses laïques.

jeunesses laïques, Loyson obtient, malgré l'opposition de Vannoz et d'Antonelli, le vote d'une motion sur la « moralité politique » qui condamne, sans le nommer explicitement, les « évolutions » de Briand. En octobre de la même année, une opération similaire est menée avec succès au congrès de l'Union des jeunesses républicaines[68].

Dès juillet 1912, *Les Droits de l'homme* ont annoncé pour la fin de l'année un « Congrès de la Renaissance républicaine » qui aurait dû primitivement s'appeler « Congrès des jeunes radicaux-socialistes ». « Sans attendre des parlementaires un signal qui ne viendra pas », les Jeunes Radicaux veulent se rattacher « malgré tout » au parti radical, « dont ils ont hâte de voir revivre les pures traditions sociales ». « Ils adressent sommation d'avoir à se grouper ailleurs aux partisans d'une politique inspirée par la théorie dite "libérale", qui n'est au fond que l'anarchie du laisser faire mise au service des intérêts capitalistes[69]. » « Contre la confusion des idées, nous préciserons notre programme, le vieux programme radical-socialiste, par un vigoureux effort de synthèse doctrinale et méthodologique[70]. » Le congrès, qui se tient à la salle du Globe les 29 et 30 décembre, est honoré par la présence de Ferdinand Buisson, qui reproche d'ailleurs aux jeunes de ne pas être « assez avancés », assez « socialistes »... Le projet de résolution fixait comme but à la politique radicale la réalisation d'une « moindre inégalité des conditions » par « l'extension indéfinie de l'assurance et de la prévoyance sociales ». Buisson obtient qu'on rappelle que le radicalisme authentique entend travailler à « l'abolition du salariat ». Il compte manifestement sur les jeunes pour ramener à gauche le parti radical :

> Efforcez-vous de dégager l'esprit qui anime cette réunion, et qui devrait se précipiter comme une trombe dans le vieux parti radical-socialiste, agiter le monde et réjouir les vieux qui seraient bien heureux de voir renaître le vieux parti républicain, qui ne renierait aucune de ses illusions, de ses utopies, mais

68. *Les Droits de l'homme*, 3 novembre 1912.
69. *Ibid.*, 21 juillet 1912.
70. *Ibid.*, 11 août 1912.

> s'efforcerait courageusement d'en faire les réalisations de demain [71].

A la veille du congrès, Loyson était intervenu directement dans la « cuisine » interne des valoisiens en improvisant, le 17 décembre, un meeting contre « l'immoralité politique », qui visait à prendre la défense du vice-président du parti, Lévy-Ullman, fortement critiqué par certains parlementaires pour avoir publié dans le Bulletin du parti le texte intégral d'un article antimilitariste rédigé treize ans plus tôt par Briand[72]. Le parti radical « a été malade de cet homme », avait déclaré Loyson, en exigeant « la confession des radicaux qui ont ouvert la place à l'aventurier », et Martin Mamy n'avait pas craint d'affirmer que Briand « aurait inventé la boue si la boue n'existait pas[73] »...

En septembre 1913, Loyson est secrétaire général du comité d'organisation du congrès de Paris de la Fédération des jeunesses laïques, qu'il transforme en manifestation combiste et blocarde, en prélude au congrès radical qui se tiendra à Pau le mois suivant. Combes, Jaurès et Anatole France ont accepté la présidence d'honneur du congrès. Vannoz et Antonelli sont très isolés dans une assemblée qui retire aux *Annales* la qualité d'organe de la Fédération (elles sont remplacées par *Floréal*, dont Loyson est rédacteur en chef). Le congrès interdit la participation des jeunes laïques à des manifestations communes avec les sillonnistes. La déclaration finale fait un tableau apocalyptique du retour offensif du cléricalisme :

> Rome est en train de rassembler en silence la plus formidable armée qu'elle ait jamais levée contre nous [...] Le thermomètre du républicanisme et de la laïcité baisse chaque jour d'un degré [...] Cette corruption, cette politique se résument en un mot, l'apaisement...

« Tout cela sent la vieille barbe, sinon la barbe tout court », commente *Le Journal des débats* ; mais Camille Pelletan se réjouit de voir que la jeunesse des « classes aisées » n'est pas

71. *Ibid.*, 12 janvier 1913.
72. *Le Radical*, 13 décembre 1912.
73. *Les Droits de l'homme*, 22 décembre 1912.

entièrement composée de « jeunes vieillards » et d'« arrivistes »[74].

A partir du congrès de Pau, les Jeunes Radicaux sont totalement à l'unisson du parti radical « unifié » repris en main par Caillaux. Même si Loyson confesse qu'il aurait préféré une présidence Pelletan, il n'a que des éloges à faire de « l'évolution logique, toujours plus à gauche », de Caillaux[75], et sa campagne électorale de 1914, dans le onzième arrondissement (contre Paté, un radical indépendant qui a été le rapporteur de la loi de trois ans) sera de stricte orthodoxie valoisienne[76].

Que retenir de ce récit ? On pourrait évidemment en tirer des leçons de scepticisme. Les jeunes qui voulaient changer, sinon le monde, du moins les règles de la vieille politique, ont rejoint le bercail. Faisant mentir l'Évangile, les « vieilles outres » radicales ont absorbé le vin nouveau... Mais étaient-ce de si vieilles outres ? Cette histoire peut aussi suggérer que les passions jacobines dont vit le radicalisme de la Belle Époque ne se réduisent pas à la phraséologie désuète qui agace les jeunes rénovateurs de 1910, mais qu'elles ont gardé sur les esprits une emprise qui permet de comprendre la poussée de la gauche aux élections de 1914.

---

74. *Ibid.*, 5 octobre 1913.

75. *Ibid.*, 25 octobre 1913.

76. Loyson est battu au second tour, malgré le désistement du candidat socialiste unifié. Il y avait un candidat socialiste dissident, Allemane, qui vient de rompre avec la SFIO, et qui refuse de retirer sa candidature.

24

# Enfance et Parti communiste français : le scoutisme rouge 1921-1933

*par Lucien Mercier*

Dans la France des années 1920, l'enfance est très visible. La guerre ne l'a pas oubliée[1]. La paix revenue, elle est objet de bien des sollicitudes qui mêlent préoccupations humanitaires et droits de l'enfant — Convention de Genève, 1924 —, inquiétudes démographiques, soucis pédagogiques, projets politiques. Dans cette période de fortes turbulences idéologiques — communisme, nazisme — l'enfance, pensée en termes d'avenir, est enrôlée dans les combats du siècle.

L'enfance est un enjeu et le scoutisme un théâtre de luttes. Les initiatives confessionnelles, laïques et politiques se multiplient dans un bel esprit de concurrence. Cette floraison est dans l'ensemble bien connue : la sociabilité juvénile est un chantier actif de l'histoire religieuse ; le scoutisme laïque a aussi ses historiens. En regard la part ouvrière est quasiment ignorée : quelques travaux sur les Faucons rouges soutenus par la SFIO ; quelques allusions éparses pour un Parti communiste qui semble complètement absent[2].

Et pourtant l'enfance mobilise : le Parti est relayé par les Jeunesses, la Section féminine, les municipalités, les organisations de masse — Secours ouvrier international, Secours rouge international, Fédération sportive du travail —, le syndicalisme

1. S. Audoin-Rouzeau, *La guerre des enfants. Essai d'histoire culturelle*, Paris, Armand Colin, 1993.

2. Pour une mise en perspective, B. Fabre, « Les mouvements de jeunesse dans la France de l'entre-deux-guerres », *Le Mouvement Social*, juillet-septembre 1994, p. 9-30.

CGTU ou les groupements de pensée proches — Association des travailleurs sans dieu. Ces initiatives se croisent et se rencontrent donnant au mouvement communiste d'enfant la vraie consistance d'une histoire toute entière à écrire[3].

## 1921-1924 : Le mouvement d'enfant à la recherche d'une identité communiste

L'action ouvrière auprès de l'enfance n'est pas une nouveauté. Avant guerre, les tentatives d'éducation menées par la CGT et les Bourses du travail, les écoles libertaires — Paul Robin et Cempuis, la Ruche de Sébastien Faure —, les colonies de vacances, la presse enfantine ouvrière ou les groupes de pupilles témoignent de cette attention syndicale ou coopérative[4].

La nouveauté des années 1920, c'est l'engagement partisan du PCF tout juste né à Tours. Cette intervention hérite des pratiques antérieures mais aussi d'impulsions venues de l'Internationale communiste[5] (IC) qui attache une forte importance à l'éducation[6] et accorde une place singulière à l'enfance

---

3. Cette première approche utilise surtout la presse : presse pour l'enfance — *Le Jeune camarade*, *Le Lien* —, pour les dirigeants — *Bulletin de l'éducateur*, *La Documentation*, *Le Dirigeant*, *L'Enfant du Prolétariat* —, pour les Jeunesses communistes — *L'Avant-garde*, les *Bulletins d'Entente* —. Les publications de l'IC et l'ICJ sont intéressantes, en particulier la *Correspondance internationale des Jeunesses*. Les archives n'ont pas été beaucoup sollicitées : l'inventaire de l'Institut de recherches marxistes de Paris n'est pas riche sur l'enfance ; des investigations sont en cours aux archives de Moscou sous la responsabilité de Serge Wolikow ; pour une mise en perspectives, L. Mercier, « Enfance et Parti communiste français : 1920-1939 », *Cahiers d'histoire*, 71, 1998, p. 109-122.

4. M. Bertou, « Politique culturelle de la CGT(1895-1921) », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, 41, 1990, p. 8-26 ; G. Pica, « La fonction éducative des Bourses du travail dans le mouvement ouvrier (1895-1914) », *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, janvier-mars 1984, p. 4-26 ; L. Mercier, « Enfance et socialisme : "Jean-Pierre" et "Les Petits Bonshommes", deux journaux des années 1900 », *Le Mouvement Social*, octobre-décembre 1984, p. 29-59.

5. Sur l'IC, P. Broué, *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997.

6. W. Berelowitch, *La soviétisation de l'école russe, 1917-1931*, Lau-

dans le processus révolutionnaire. A l'automne 1920, Willy Münzenberg[7] et l'Internationale communiste de la jeunesse (ICJ) lancent l'idée d'une conférence internationale de l'éducation socialiste des enfants prévue à Vienne en décembre. En mai 1921, l'ICJ propose une Semaine internationale des enfants[8] ; cette invite trouve une Fédération des JC apaisée par son premier congrès — Paris, 15-16 mai. Trois jours plus tard, elle constitue une commission — Jeanne Deschaux, Pierre Provost, Raymond David, Rosa Michel — dont les travaux aboutissent le 22 juin à la création du Comité d'entente des pupilles communistes (CEPC), première mouture de l'organisation d'enfants.

Le comité dirigé par l'« ancien » Eugène Baptiste prend en charge la Semaine internationale, fixée aux 26 juin-2 juillet. C'est un moment d'agitation, de sensibilisation par la diffusion d'affiches et du *Jeune camarade*, version française d'un journal international pour enfants ; c'est un moment de solidarité avec les petits d'Allemagne et de Russie.

Les enjeux sont clairement exposés : donner aux enfants une conscience de classe, les sensibiliser et les intégrer au mouvement révolutionnaire en les arrachant aux mauvaises influences de la bourgeoisie. Mais finie la philanthropie !

> Organiser l'enfance, c'est grouper une fraction de plus dans l'armée de classe qui doit former le front unique contre la bourgeoisie [...]. A l'époque historique que nous traversons, aucun de nous ne doit être soustrait à la lutte. Depuis l'enfance jusqu'à la mort, il faut que nous y participions. Il faut que soit créé ce front unique du prolétariat dont on parle depuis si longtemps sans jamais tenter de le réaliser.

L'adversaire principal est désigné : l'institution scolaire et le maître d'école.

> L'enfant abandonné à son maître, à l'enseignement qu'il donne et dont il n'a pas lui-même le choix [...] acquiert cette menta-

sanne, L'Age d'homme, 1990.

7. Sur Münzenberg, Colloque international 26-29 mars 92, Aix-en-Provence, Willi Münzenberg 1889-1940. Un homme contre, Aix-en-Provence, 1993.

8. *Correspondance internationale des Jeunesses*, 20 novembre 1920 ; *ibid.*, 10 juin 1921.

> lité bourgeoise qu'il gardera dans la plupart des cas toute sa vie[9].

Mais au-delà de l'école ce sont tout le système capitaliste, ses représentants et alliés qui sont visés — le commerçant véreux, la dame élégante bien habillée et parfumée, l'officier orgueilleux, le banquier ou le gros propriétaire foncier, des milliers de personnes à l'exemple de

> monsieur le curé disant que les pauvres doivent être contents ; monsieur l'instituteur vous parlant des actions historiques des empereurs et des rois, et même votre propre mère en disant qu'on ne peut rien y changer[10].

Il faut expliquer à l'enfant les causes profondes de l'injustice, la pauvreté qu'il vit journellement dans la rue, à l'école, au foyer.

Cette Semaine, sans avoir l'ampleur souhaitée par manque de soutien du Parti et des Jeunesses, lance néanmoins le mouvement : des groupes communistes d'enfants (GCE) se constituent ; ils prennent comme patronyme les « parrains » du socialisme : Les Enfants de Jaurès à Neuilly-Plaisance, Alfortville et dans le XIIe arrondissement de Paris, Les Enfants de Lénine du IIIe, Les Enfants de Marty à Saint-Mandé, de Jules Vallès, Jeanne Labourbe, Jean-Baptiste Clément. En juin 1922, le CEPC compte 21 groupes, 3 000 pupilles — garçons et filles de 8 à 14 ans —, réunis les jeudis et dimanches pour des activités ludiques ou conférences sociales.

Le fonctionnement des premiers mois pose les questions essentielles sur l'encadrement en termes d'âge — les Jeunesses sont désignées — et de profil — pédagogue ou militant ? —. Quelle éducation ? L'identité communiste du mouvement d'enfants, c'est une volonté de rupture avec les pratiques anciennes, celles des patronages ou des écoles du dimanche qui s'occupent de délassement. Le GCE est une communauté militante qui associe éducation et revendication. Les débats sont vifs dans le monde des instituteurs sur les orientations à prendre et opposent les adeptes de l'éducation nouvelle — François

---

9. « Pour que Petit Pierre devienne communiste », *L'Avant-garde*, 16-30 juin 1921.

10. *Le Jeune Camarade*, juillet 1921.

Bernard — qui veulent une éducation rationnelle et humaine et rejettent la politique pour l'enfance et les partisans d'une éducation de classe — Joseph Boyer — qui refusent la neutralité[11]. Réunions et congrès en 1921-1922 montrent de l'intérêt pour cette question et l'existence de plusieurs politiques possibles. Le différend est provisoirement tranché par le Congrès de la Fédération de la Seine (SFIC) de juillet 1922 en faveur d'une éducation communiste faite de conférences appropriées au caractère et à la mentalité de l'enfance, suivant ainsi les orientations du IIe congrès de l'ICJ.

> L'enfant communiste doit être initié à la manière de penser, de sentir et d'agir marxiste, en tenant soigneusement compte de ses moyens enfantins de compréhension.

L'éducation communiste, c'est la solidarité, la compréhension des luttes révolutionnaires, la fierté d'être prolétaire. Elle passe par la participation aux manifestations adultes qui crée un sentiment d'appartenance à la classe combattante[12].

Cette orientation inquiète beaucoup Marcel Martinet, rédacteur à *l'Humanité*, qui dénonce l'usage abusif de « l'Internationale ». Elle divise les instituteurs révolutionnaires de la Fédération unitaire de l'enseignement. Pour Yvonne Orlianges la direction prise — « une instruction communiste développée abondamment au cours des causeries, des leçons et surtout des récréations artistiques » — n'est pas bonne et va à l'encontre du but à atteindre — « élever les enfants dans la joie et la santé, leur faire aimer la bonté et apprécier l'entraide » —. Cela suffit pour un jour, — « quand il sera temps et quand il seront prêts » —, comprendre la beauté de l'idéal communiste. La Commission féminine du parti n'est pas moins critique. Marthe Bigot et Noélie Drous expriment leurs réserves.

11. Sur cette alternative, E. BIMBI, *Le Parti communiste français et l'enseignement à l'école primaire de 1921 au milieu des années 1930*, Mémoire de maîtrise, Paris I, 1991 ; D. LINDENBERG, *L'Internationale communiste et l'école de classe*, Paris, Maspero, 1972 ; E. HŒRNLE, *L'éducation bourgeoise et l'éducation prolétarienne*, Paris, ESI., 1933.

12. *Thèses et résolutions adoptées au IIe Congrès mondial de l'Internationale communiste des Jeunes*, Éditions de l'I.C.J., 1921.

> Verser le communisme dans le cerveau de l'enfant ne vaut pas mieux pour la formation spirituelle que verser le patriotisme ou le papisme parce que communisme, papisme ou patriotisme ne sauraient être soumis à une critique sérieuse par un enfant[13].

La rupture pédagogique et la mise en place d'une vraie organisation sont vivement encouragées par la première conférence internationale des dirigeants de groupes d'enfants — Berlin, septembre1922 — qui réclame la constitution d'une Fédération. Ces orientations trouvent écho : une Commission nationale est créée en octobre — Raymond Mittey assure le secrétariat — et une Conférence nationale est prévue les 13-14 janvier 1923 pour fonder en France « un fort mouvement de l'Enfance prolétarienne ». Mais l'occupation de la Ruhr change les priorités militantes et la conférence est ajournée. Les activités antimilitaristes mobilisent les Jeunesses[14] et 1923 est une année sombre pour un mouvement d'enfants au ralenti.

A l'été, Jean Dormans — l'instituteur Robert Durif — dresse un triste bilan, insistant sur la baisse et la minceur des effectifs : 25 groupes dans la Seine, une dizaine en Seine et Oise et quelques groupes isolés dans les départements. Mais le problème essentiel reste l'éducation. L'urgence est d'assurer un encadrement qualifié. La Commission nationale propose en janvier 1924 un programme de formation destiné aux dirigeants, fait de causeries pour apprendre le minimum de notions indispensables relatives à l'enfance, de réunions périodiques et de circulaires mensuelles précisant le travail à faire : cours, leçons, promenades, fêtes. La Fédération fait paraître *La Documentation* et le *Bulletin de l'éducateur*.

L'effort porte : création de la Fédération nationale des groupes communistes d'enfants à la fin de 1923 (FNGCE) et multiplication des groupes dans les premiers mois de 1924. Au printemps, Dormans est optimiste :

> le mouvement [...] a pris une belle extension. Rien qu'à Paris 1 600 cartes sont déjà placées.

---

13. Y. ORLIANGES, « A propos des pupilles communistes », *L'École émancipée*, 10 juin 1922 ; N. DROUS, « Pas de catéchisme pour les enfants », *La Voix des femmes*, 11 mai 1922.

14. M. REBÉRIOUX, « De la Ruhr au Rif : les Jeunesses communistes », *Politique aujourd'hui*, janvier-février 1976, p. 71-78.

Avec Paris qui constitue l'essentiel, le Nord — Roubaix, Lille, Denain — et ses 23 groupes, la région bordelaise, presque tous les centres ouvriers de Seine-et-Oise ont leur section. En tout près de 60 groupes et pour l'ensemble 3 000 pupilles. Autre signe de vitalité : la reparution du *Jeune camarade* le 15 avril et la conférence nationale des Pupilles du 24 avril.

Au milieu de 1924, la ligne semble mieux assurée. Mais après 4 années d'existence, le mouvement communiste d'enfants reste faible. Jeunesses et Parti sont peu mobilisés. Les résistances sont nombreuses, venues de parents ou des instituteurs révolutionnaires qui récusent l'idée d'une éducation de classe et l'instrumentalisation de l'enfance au service de la Révolution. La rupture avec le modèle ancien n'est pas achevée. En cet été 1924, elle vient avec la « bolchevisation ».

## 1925-1933. Le modèle russe : le pionniérisme

En juillet 1924, les congrès de l'IC et de l'ICJ adoptent de nouvelles thèses sur la « bolchevisation » des Partis communistes[15]. Pour le mouvement d'enfants, elles signifient l'adoption du modèle des Pionniers lancés en Russie en 1921.

Le changement est impulsé en 1925 par l'ICJ — Plénum de mars et Bureau de l'été — et la 2e conférence internationale des dirigeants de groupes d'enfants — Moscou, septembre — qui rappellent la transformation urgente des organisations d'enfants en véritables instruments de luttes par la création d'une fédération centralisée, le développement des cellules d'écoles, la lutte contre les organisations bourgeoises ou sociales-démocrates.

C'est le 2 août 1925 que les pionniers se mettent en place avec le lancement officiel des « cinquantaines » à Clichy dans le cadre symbolique d'une grande manifestation associant la protestation contre la guerre du Maroc au souvenir de Jaurès, l'anticolonialiste. Sur la place de la Mairie bien garnie, les pupilles alignés derrière leurs drapeaux font face aux jeunes pionniers groupés en « cinquantaines ». Ces cinquantaines emprun-

15. Sur les évolutions du PCF, S. Courtois, M. Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995.

tent au cérémonial scout avec la prestation de serment — le pionnier fait serment

> d'être fidèle à la classe ouvrière et de faire son possible pour l'aider dans son œuvre de libération de tous les opprimés[16] —,

la promesse —

> au nom de ma cinquantaine et devant le parti, moi, jeune pionnier, je fais la promesse formelle : 1) de lutter fermement avec le parti pour la libération des travailleurs du monde entier ; 2) d'observer sans défaillance l'enseignement de notre maître Lénine et les lois et coutumes des jeunes pionniers —,

les signes d'appartenance — une chemise kaki, un foulard rouge autour du cou, un béret, une culotte courte et le petit couteau —, la loi et des principes où l'hygiène est en bonne place :

> si tu veux être un bon pionnier, tu dois être toujours bien propre ; te laver tous les jours, avoir les mains propres, tes dents bien blanches. Sans cela, tu ne pourras pas servir d'exemple à tous les enfants et tu seras exclu de ta dizaine.

Le but rappelé par un pionnier du 11e est d'imiter les pionniers russes :

> nous voulons faire de la génération future une génération qui, affranchie et émancipée, conduira par son audace et son enthousiasme la masse ouvrière à son sommet, c'est-à-dire à un véritable gouvernement des travailleurs [17].

Le changement définitif est entériné au 3e Congrès de la FNGCE — Paris, décembre 1925 — avec la Fédération des enfants ouvriers et paysans (FEOP). Cette orientation est confirmée en décembre 1927 par la création de la Fédération nationale des pionniers ouvriers et paysans de France (FPOP) placée sous l'autorité de Barbusse, Langevin et Sadoul, et dirigée par Raymond Mittey et Léa Bourreau.

---

16. *Le Jeune Camarade*, octobre 1925.
17. « La dernière trouvaille du Parti communiste : les Pionniers », *Le Matin*, 6 août 1925, *in Le Jeune Camarade*, octobre 1925.

Cette fédération présente un air de famille avec les organisations concurrentes du scoutisme : les emprunts majeurs sont faits aux Éclaireurs de France avec pour l'organigramme, la devise — « sois prêt » — et le titre de journal *Le Lien*. Les pionniers sont divisés en trois catégories : les « cadets » pour les 7-12 ans, les « pionniers » de 12-16 ans puis les « anciens » pour les plus grands qui veulent rester dans le mouvement, et chaque branche est divisée en sizaine. Le pionnier obéit à une loi insistant sur les vertus de fraternité, de débrouillardise, de vérité, de courage. Il prête serment,

> Moi pionnier, je fais sur mon honneur et devant tous mes camarades le serment solennel : 1) de servir le prolétariat dans sa lutte pour son émancipation ; 2) de respecter la loi et les principes du jeune pionnier,

il applique des principes d'hygiène de vie — le pionnier ne boit pas ni ne fume — et de politesse. Fidèle à sa devise qui est celle du mouvement mondial d'enfants « Sois prêt » et à sa ligne d'action « Toujours plus haut, toujours plus loin », le « pionnier » comme le « cadet » est au service de la classe ouvrière[18].

L'habillement a une grande importance, signe de reconnaissance et d'identification. Un béret bleu orné de l'insigne fédéral, une chemise gris — bleu, un foulard de couleur rouge, une culotte courte bleu marine, tenue par une ceinture, avec effigie qui permet de reconnaître le grade, sont la tenue d'été. L'hiver, un chandail marron remplace la chemise. Pour les filles, la jupe remplace la culotte. L'usage de cette tenue est réglementé : obligatoire pour les sorties ou réunions, elle est interdite dans un lieu public (cinémas, théâtres, réunions politiques). Tous les emblèmes permettant l'identification du pionnier (fanions, drapeaux) sont rouges. La tenue « cadet » est l'exacte réplique de l'uniforme « louveteau » des Éclaireurs unionistes. Le salut — les doigts de la main ouverts et placés plus haut que le front, la paume tournée vers l'extérieur — est présenté au moment des chants, « Hymne des pionniers du monde », « L'Internationale », « L'hymne de la Fédération ».

18. *La Vague rouge*, février 1928, *in* T. Ferle, *Le Communisme en France. Organisation*, Paris, La Bonne Presse, 1937.

Le pionniérisme, c'est une nouvelle organisation des groupes reconstitués sur la base des rayons d'enfants et des cellules d'écoles

> car la lutte à l'école est la base du mouvement [...], c'est là que nous pouvons toucher l'enfance ouvrière

sans négliger pour autant d'autres fronts de lutte tels

> le scoutisme fort développé en ce moment, qui groupe les enfants déjà actifs de la classe ouvrière et les isole de la vie sociale, pour les plonger « dans les grands bois » ou en faire des dévoués du fascisme naissant[19].

Le scoutisme powellien occupe la place. Une fête organisée par les Éclaireurs unionistes en 1926 sert de prétexte pour dénoncer l'embrigadement, la corruption des jeunes cerveaux par des actions et des pratiques où l'armée, l'Église, la défense de l'ordre établi sont au premier rang.

> Le scoutisme, c'est le réservoir de la jeunesse fasciste. Les jeunes travailleurs n'ont pas place dans de tels groupements. Aussi devons-nous lutter contre les organisations de scouts, quel que soit leur nom ou leur étiquette, et nul moyen n'est supérieur à celui de développer nos groupes de pionniers et notre organisation de jeunesse[20].

C'est vrai que le scoutisme est un sérieux concurrent. Après des débuts difficiles et une certaine réticence de la hiérarchie catholique, il connaît une progression record en 1926-1927 pour compter près de 30 000 adhérents en 1930[21]. La pénétration est très rapide dans les milieux urbains et industriels de la région parisienne. Développé pour freiner la déchristianisation,

---

19. R. Barbier, « Le troisième congrès de la Fédération communiste d'enfants », *L'Avant-Garde*, 12 décembre 1925.
20. F. Magnien, « Des cadres et des troupes pour nos "mussoliniens" ». *L'Avant-Garde*, 12 juin 1926.
21. Cf. P. Laneyrie, *Les Scouts de France : l'évolution du mouvement des origines aux années 1980*, Paris, Cerf, 1985 ; C. Guérin, *L'utopie Scouts de France*, Paris, Fayard, 1997.

c'est un outil de reconquête des milieux populaires où catholiques et communistes sont en concurrence directe[22].

L'opposition à l'école officielle est en bonne place dans les revendications d'enfants. « Contre les maîtres réactionnaires », c'est le mot d'ordre de grève du 1er mai 1926, longuement discuté dans les cellules d'écoles avant d'être diffusé par tracts et papillons. Cette propagande détourne les outils familiers de l'écolier à des fins de sensibilisation : la distribution de buvards ou de bons points en carton rouge imprimés au verso donne une leçon sommaire du communisme

> L'Internationalisme : Commune et soviet. La bourgeoisie forma la société actuelle sur le principe de nationalité. Le prolétariat veut, par l'Internationale, y substituer la lutte des classes et établir le communisme. Les syndicats groupés en Confédérations préconisent dans tous les pays la grève et la ruine de la société actuelle. La Commune en 1871, le bolchevisme en Russie tentent de réaliser cette Révolution —

et provoque l'inquiétude et la colère de parents hostiles et des autorités[23].

Les pionniers participent aux luttes des adultes : en 1928, soutien aux ouvriers agricoles de Rivesaltes par une souscription, défilés de rues drapeau rouge en tête au chant de *La Jeune garde* ; soutien à la grève des ouvriers terrassiers qui construisent le métro parisien. Les grands moments de l'expression revendicative sont les semaines internationales annuelles — la VIIIe Semaine en 1928 appelle à lutter contre la misère et l'exploitation des enfants, la réaction à l'école, pour la solidarité avec les enfants de la Russie des soviets et de Chine, pour le front unique de toutes les générations du prolétariat[24] —, ou les campagnes de recrutement — Noël, 1926 —. *Le Jeune Camarade*, mensuel depuis avril 1925, est un outil essentiel dans cette mobilisation, une incitation à l'action.

Le pionniérisme, c'est aussi une grande attention au modèle soviétique, à sa défense, et aux événements internationaux révolutionnaires. L'ancrage du pionniérisme dans l'environnement communiste international se lit dans le nom

22. P. Lhande, *Le Christ dans la banlieue*, Paris, Plon, 1927.
23. *La Femme et l'enfant*, 15 avril 1927.
24. *Le Jeune camarade*, mai 1928.

des cinquantaines — Sun-Yat-Sen, Frounze, Voïkoff —, dans la glorification des héros révolutionnaires Lénine, Liebknecht, Rosa Luxembourg, Djerzinski, Krassine, Trotsky, Boukharine grand ami des pionniers. C'est aussi visible dans la multiplication des échanges et des délégations en Allemagne ou en Russie à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'octobre[25] ou pour la participation au congrès mondial d'enfants à Moscou en 1930.

Malgré un effort d'adaptation pour conquérir les enfants de la classe ouvrière — organisation de camps, formation de cadres, ouverture en direction des instituteurs et un réel engagement des Jeunesses —, les années 1926-1930 sont difficiles et la FPOP épouse les fluctuations du Parti engagé sur la ligne « classe contre classe ». Le déclin est significatif : la 4e conférence des dirigeants des groupes d'enfants — Moscou, septembre 1929 — et le plénum élargi du comité exécutif de l'ICJ de décembre 1929[26] dénoncent le sectarisme, l'« ultraradicalisme » des dirigeants, le mimétisme qui transforme les organisations d'enfants en « parti pour enfants »[27], copiant des méthodes et des mots d'ordre inadaptés à la sensibilité des petits. La sanction est évidente : à la fin de 1929, l'organisation est moribonde. Les effectifs ne dépassent pas 300 enfants, *Le Jeune Camarade* a vécu et *Le Lien*, l'organe interne, est épisodique. Pour le père Lhande, « l'organisation a piteusement échoué »[28].

Mais les années 1930 portent un nouveau cours. Il « faut aller aux masses » et la FPOP rompt son isolement en s'intégrant à la Fédération des enfants ouvriers et paysans nouvelle manière qui repose sur la solide base des patronages prolétariens des municipalités communistes[29] et les groupes des

---

25. Sur la symbolique de cet anniversaire, S. CŒURÉ, « Les "Fêtes d'octobre" 1927 à Moscou. La dynamique des structures d'influence soviétique et kominterniennes autour d'un anniversaire », *Communisme*, 42-44, 1995, p. 56-74.

26. *Vers une organisation de masse des enfants prolétariens*, Paris, Fédération des JCF, 1930.

27. K. KHITAROV, « Le mouvement communiste international des enfants à un tournant », *La Correspondance internationale*, 11 juin 1930.

28. P. LHANDE, *Le Christ dans la banlieue*, t. II : *Dieu qui bouge*, Paris, Plon, 1930.

29. A titre d'exemple, A. FOURCAUT, *Bobigny banlieue rouge*, Paris, L'Atelier, 1986 : sur l'essor des patronages S. RAB, *Culture et banlieue. Les*

organisations de masse : SOI, SRI, FST, Association des travailleurs sans dieu, Ligue des femmes contre la guerre et la misère. Le renouveau passe aussi par des adaptations pédagogiques — prise en compte de la diversité des âges, auto activité et initiative laissée aux enfants, cercles culturels —, et de nouvelles activités : les camps — Valenton 1930 —, le cinéma avec les Amis de Spartacus, le théâtre, le sport ouvrier, le camping rouge[30]. Les thèmes de luttes associent les revendications enfantines autour de l'école — « A bas le cinquantenaire de l'école laïque » — et dans la vie quotidienne — la lutte contre la misère et l'abandon des enfants est le thème de la XII^e^ Semaine internationale, les 2-9 octobre 1932. Les enfants sont présents dans les luttes des parents et dans la défense du modèle soviétique[31] en dénonçant l'emprise du mensonge pacifiste, les risques de guerre. Le développement des organisations concurrentes est toujours une inquiétude et au scoutisme s'ajoute le projet socialiste d'organisation de pupilles qui prend forme avec l'organisation du camp de Draveil en 1932 et l'essor des Faucons rouges.

Cette ouverture et ces changements portent une belle croissance avec 5 000 enfants dans les patronages et un millier de pionniers vers 1932 en banlieue parisienne et dans quelques départements — Gironde, Nord —. Mais des obstacles restent : l'abstention des instituteurs crée un grave préjudice ; peu participent à la vie et à la direction d'un groupe alors que des centaines d'autres encadrent les patronages laïques et cléricaux ou conduisent les organisations scoutes. Quelle éducation ? L'interrogation de 1921 est toujours d'actualité et elle suscite une vraie discussion en 1932-1933. A l'origine on retrouve François Bernard qui regrette la participation d'un pionnier à un congrès d'adultes[32]. Il s'étonne du daltonisme révolutionnaire de camarades qui dénoncent le scoutisme, les Balillas, les

*politiques culturelles dans les municipalités de la Seine (1935-1939)*, thèse de doctorat d'histoire, Université de Paris VII, 1994.

30. « Les organisations d'enfants. II La presse enfantine, les organisations prolétariennes d'enfants », *Les Cahiers de contre-enseignement prolétarien*, septembre 1933.

31. « Vive la onzième semaine internationale des enfants. Soyez les enfants de la Commune. Défendez la Commune soviétique », *L'Avant-Garde*, 23 mai 1931.

32. F. Bernard, « Enfantillages », *L'École émancipée*, 23 octobre 1932.

patronages laïques ou religieux et font preuve de cécité dès que les pionniers deviennent rouges. Au nom du respect de l'enfant, il met en garde contre le rôle prématuré que l'on prétend lui faire jouer. Cette position suscite diverses réactions — Paul Delanoue, Georges Cogniot, les Mayoux — sur une question délicate bien résumée par Gabrielle Bouet.

> Quelle doit être notre attitude vis-à-vis de l'enfant ? Nous refusons de nous prêter à la comédie des formules toutes faites, d'un enseignement dogmatique qui rappelle celui de l'Église. Mais sous prétexte que l'enfant est un enfant, qu'il n'a pas la maturité nécessaire, allons-nous l'élever en vase clos, en-dehors de toutes les préoccupations des adultes ? Cela est-il possible, cela est-il souhaitable ? pour l'avenir même de nos enfants, de la classe des travailleurs dont nous sommes et que nous voulons servir ?[33]

La réponse n'est pas facile.

A partir de 1932, le « tournant » du PCF sensible dans l'attention aux intellectuels — à travers l'AEAR —, les actions contre la guerre et le fascisme dans le cadre d'Amsterdam-Pleyel préfigurent l'esprit d'ouverture du Front populaire. Le mouvement d'enfants s'inscrit dans cette dynamique par des contacts avec les Faucons rouges et la parution, en juin 1933, de *Mon Camarade*, journal de rassemblement d'où sortira en 1936 la Fédération de l'enfance.

## Conclusion

Le scoutisme rouge connaît dans les années 1920 un développement numérique confidentiel mais il est riche d'enseignements. Ce mouvement est parcouru de tensions extrêmes entre résistances et volontarisme : tensions internes entre Parti et Jeunesses, éducateurs parents et instituteurs ; tensions externes entre les impulsions venues de Moscou et les pratiques nationales, version juvénile des relations entre « centre et périphérie » ; tensions entre l'urgence, la tyrannie du

33. G. Bouet, « Les Gosses d'un nouveau monde : Vladilen », *L'École émancipée*, 19 février 1933.

quotidien et l'ancrage communiste dans la durée. Le scoutisme rouge propose la vision neuve d'une enfance militante, la mise en œuvre d'une socialisation politique, d'une éducation de classe — où les instances traditionnelles : école, famille sont contestées —, dans un difficile équilibre entre une spécificité de l'enfance bien sentie et la tentation toujours renouvelée d'une identification aux adultes, hésitation qui accompagne tous les combats du siècle dans la reconnaissance civile et sociale de l'enfance.

25

---

# Itinéraires de militants responsables du Syndicat national des instituteurs pendant la Seconde Guerre mondiale

*par Jacques Girault*

Des jugements généraux concernant les instituteurs dominent quand on aborde la question de leur attitude pendant la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement de Vichy accuse de tous les maux l'instituteur, vecteur du pacifisme dans l'entre-deux-guerres. Il n'aurait pas préparé moralement les jeunes Français à la guerre en les éloignant des vraies valeurs, l'amour de la patrie et la défense des valeurs chrétiennes. La dissolution du puissant Syndicat national des instituteurs (SNI) constitue la juste sanction. La gauche française, depuis la guerre, véhicule un autre jugement. La victoire contre le nazisme doit beaucoup aux instituteurs et, à la Libération, leur syndicalisme reconstitué écarte de ses postes de direction ceux qui se sont engagés dans des voies complaisantes envers le régime de Vichy, et tout particulièrement le secrétaire général du SNI, André Delmas. En somme, l'instituteur, vecteur du républicanisme depuis longtemps, se heurte à la guerre qu'il n'a pas voulue et subit une répression qu'il n'a pas méritée. Il constitue malgré ces handicaps l'une des forces sociales de la Résistance et ses engagements peuvent conduire jusqu'au sacrifice à l'image des deux dirigeants du SNI, Joseph Rollo et Georges Lapierre, morts en déportation. L'épuration de la Libération ne touche que moins d'un demi pour cent des instituteurs

en exercice, preuve s'il en fallait d'une bonne santé de tout un corps[1].

La guerre constitue un tournant pour le syndicalisme des enseignants et tout particulièrement pour les instituteurs. Ceux-ci avaient construit un syndicalisme actif et original avant le conflit. Après un silence de quatre années, les forces syndicales se reconstituent rapidement et entreprennent des tâches nouvelles, notamment la fusion avec les objectifs et les pratiques de la mutualité qui donne la naissance à la Mutuelle générale de l'Éducation nationale.

L'enquête par questionnaires que nous avons menée dans les années 1970 n'a pas été élaborée pour cet objectif puisqu'il s'agissait d'établir, à partir d'une centaine de questions ouvertes ou fermées, les divers portraits-robots des dirigeants syndicalistes des années 1930. Cette enquête, soutenue par le SNI, visait avant tout les responsables des sections départementales du syndicat des années 1930 et de l'après-guerre.

Sept questions, réparties dans deux questionnaires, portent sur la guerre :

— Avez-vous été mobilisé en septembre 1939 ?

— En cas de non-mobilisation, quelle fut votre activité enseignante et syndicale jusqu'en juillet 1940 ? Avez-vous participé à ce que l'on pourrait appeler la « mobilisation morale » des Français ? Sous quelle forme ?

— Pouvez-vous rappeler ce que vous aviez pensé, lors de la libération de la France en 1944-1945, de votre expérience des années 1930 au sein du Syndicat national ?

— Avez-vous été inquiété par l'administration du gouvernement de Vichy en raison de votre activité politique ou syndicale d'avant 1940 ? Avez-vous été l'objet d'enquête ? Déplacé d'office ? Révoqué ? A quelles dates ? Avez-vous été sanctionné en raison de votre appartenance passée à la franc-maçonnerie ?

---

1. Données avancées par W.D. HALLS, *Les jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syros-Alternatives, 1988, p. 144, confirmée par F. ROUQUET, *L'épuration dans l'administration française. Agents de l'État et collaboration ordinaire*, Paris, CNRS Éditions, 1993.

- Avez-vous fait partie d'un mouvement de résistance ? Lequel et à quelle date ?

- Pouvez-vous vous rappeler si vous êtes entré au Syndicat national clandestin ? A quelle date et dans quelles conditions ?

- Et maintenant, pouvez-vous émettre un jugement sur votre attitude, sur celle du Syndicat national et sur celles des instituteurs et institutrices en général entre 1930 et 1940 ?

Sur environ 750 témoignages, 620 individus proposent des réponses complètes qui permettent de comprendre les itinéraires des militants des années 1930 pendant la Seconde Guerre et de saisir les conditions de l'émergence des nouveaux dirigeants de la Libération. A partir de telles sources, nous ne pouvons pas établir une présentation définitive de l'attitude du monde des instituteurs, même réduits aux seuls responsables syndicalistes. Nous ne reviendrons pas, ici, sur les avantages et les défauts de l'enquête. Nous n'insisterons pas sur les questions de la fiabilité du témoignage, de la distance, de la mémoire, sur le risque du plaidoyer, du dénigrement ou d'une certaine vision stéréotypée. Nous avons, en exploitant ces réponses, mobilisé d'autres sources, archives et presse notamment. Le travail de critique historique doit être mené sans cesse et se poursuit. Nous nous contenterons ici d'une manière de premier bilan d'étape, selon l'expression à la mode.

## Hommes et femmes dans la guerre

512 instituteurs (82,6 %) et 108 institutrices (17,4 %) répondent. Cette répartition ne reproduit qu'imparfaitement l'inégale présence des deux sexes dans les postes de responsabilités syndicales où les hommes dominent fortement. La présence dans l'échantillon des élues aux conseils départementaux de l'enseignement primaire rééquilibre quelque peu. Au moment de l'enquête, les militants se situent entre les sexagénaires et les octogénaires. Quatre sur cinq environ, dans l'échantillon, ont moins de 40 ans à la déclaration de la guerre.

## Syndicalisme et politique

La fusion se produit, à la fin de 1935, entre la Fédération de l'enseignement (CGTU), 3 000 membres environ, pas tous instituteurs, et la Fédération générale de l'enseignement (CGT) qui comprend les 80 000 membres du Syndicat national (SN). En fait, au lieu d'une réunification comme dans le reste du syndicalisme français, il s'agit d'une absorption pure et simple des minoritaires. Parmi les 620 réponses, trois instituteurs sur quatre proviennent d'anciens membres du SN en 1935. Il apparaît une surreprésentation des militants et tout particulièrement des militantes de la Fédération de l'enseignement.

Le SN, à la fin des années 1930, se trouve confronté à la montée d'oppositions à la ligne développée par sa direction, autour du secrétaire général, Delmas : les héritiers du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme réunis dans le groupe structuré des « Amis de *L'Ecole émancipée* » (19 % des mandats au congrès de 1939), les tenants de la motion associant un soutien aux orientations de la CGT, un refus des accords de Munich, des options favorables à l'unité politique des forces du Front populaire ou communisantes (13 % des mandats en 1939). L'échantillon favorise les idées majoritaires et cette dernière option mais ne correspond pas à la représentativité du premier courant d'opposition.

L'engagement politique constitue la caractéristique majeure de ces militants puisque presque 56 % d'entre eux appartiennent à un parti politique (dont 43,8 % au Parti socialiste SFIO). Le militantisme syndical apparaît comme un des vecteurs de l'affiliation politique. Certains précisent leurs responsabilités qui n'apparaissent pas secondaires (secrétaires de sections socialistes; de cellules communistes le plus souvent, rôle dans la presse partisane parfois). Mais beaucoup, notamment chez les socialistes, déclarent avoir cessé d'exercer ces responsabilités quand ils accèdent à des fonctions syndicales.

## L'entrée en guerre

La mobilisation touche 77 % des hommes. Une bonne partie appartient au corps des officiers de réserve. Le maintien dans le civil s'explique par l'âge, la situation de famille, l'affectation spéciale et surtout la réforme (nombreux cas de tuberculose notamment). 27,5 % des mobilisés ont été prisonniers pendant des périodes de durée variable. Un quart d'entre eux reviennent dans leur région d'exercice professionnel à la fin de 1940 ou au début de 1941, après libération (le plus souvent rapatriement sanitaire) ou évasion. Les trois quarts des prisonniers et 21 % de l'ensemble des mobilisés restent en déportation dans des stalags en Allemagne jusqu'en 1945.

Les non-mobilisés et les femmes peuvent mener des activités particulières jusqu'à la dissolution du syndicat en octobre 1940. Ce personnel connaît en général la stabilité ; l'évacuation et l'obligation d'enseigner loin de son milieu d'origine ne touchent que 4 % de l'effectif resté dans la vie civile. Plusieurs directions se présentent alors pour lui.

- La majorité cite l'aide solidaire aux collègues mobilisés et à leur famille. Ils ajoutent les efforts faits pour accueillir les réfugiés qui provoquent notamment un alourdissement des conditions de travail. Dans cette manifestation d'hospitalité, les instituteurs du Sud-Ouest citent les aides spécifiques en direction des enfants de républicains espagnols. D'autres aussi, exerçant en zone libre, soulignent la protection déjà engagée, et continuée plus tard, d'enfants juifs.

- Un groupe, avec une forte présence féminine, place le syndicat au premier plan : conserver les responsabilités syndicales, assurer un minimum de vie à l'organisation, reprendre des responsabilités exercées dans le passé pour remplacer les mobilisés ou les cumuler avec les mandats de représentation dans les divers organismes paritaires (phénomène touchant quelques femmes). D'autres aussi ajoutent un souci spécifique de préparer la liquidation de l'organisation syndicale dans les meilleures conditions possibles. Il s'agissait le plus souvent de permettre une éventuelle vie dans la clandestinité, de dissimuler les archives, les fichiers et d'utiliser la trésorerie à des fins de solidarité. Pour cette dernière action, les organisations mutualistes ou les caisses de secours bénéficient parfois de versements de reliquats.

- Quelques-uns affirment avoir pratiqué un enseignement refusant l'esprit militariste, chauvin ou méfiant à l'égard des instructions officielles.

- Une minorité reconnaît avoir respecté la légalité et les instructions. Ils justifient cette prudence le plus souvent par une situation de fragilité personnelle, par des menaces directes de l'administration, par un statut de non-titulaire, par peur de l'arrestation ou d'une révocation.

## Les conditions d'exercice de la profession

Effectuer son métier diffère selon les époques et selon les régions, avec des pressions inégales des forces conservatrices ou d'occupation.

Des enseignants (deux femmes et trois hommes) exercent des activités dans le cadre d'institutions officielles. Ils déclarent avoir été sanctionnés sur le plan syndical après la guerre. Une majorité d'hommes considèrent avoir travaillé normalement aussi bien en zone libre qu'en zone occupée dans la première partie de la guerre. Plusieurs reconnaissent qu'en dépit des menaces et de la surveillance, leurs supérieurs hiérarchiques, inspecteurs primaires et inspecteurs d'académie, les ont protégés. La mise à la retraite d'office dès 1941 peut intervenir pour les individus ou de leurs conjoints ayant atteint la cinquantaine. Elle leur apparaît toujours comme une forme de sanction déguisée.

Le déplacement, vers des postes ruraux, rarement vers d'autres départements, frappe surtout les femmes, qui paraissent plus vulnérables. En effet de nombreux instituteurs démobilisés rapportent que l'administration eut des égards pour eux. Leurs supérieurs hiérarchiques ont fréquemment renoncé à prononcer la sanction attendue devant la simple mention de leurs états de service aux armées. La révocation, de préférence chez les hommes, intervient le plus souvent pour appartenance à la franc-maçonnerie. Ils bénéficient de la solidarité de leurs collègues et trouvent des emplois précaires dans la gestion d'associations mutualistes ou coopératives. Il n'en va pas de même pour les communistes révoqués ou arrêtés dès le début de la guerre. Le changement de département et l'entrée rapide

dans la clandestinité interviennent. L'internement administratif peut les frapper, avec séjour dans divers centres avant l'envoi en Afrique du Nord et, pour quelques cas, l'évasion ou la déportation.

## La participation à la Résistance

Les réponses négatives à cette question représentent un tiers des instituteurs exerçant pendant la guerre alors qu'elles avoisinent la moitié des institutrices. Ces dernières, dans quelques cas, ont été des épouses de résistants, le plus souvent instituteurs, fortement engagés dans la lutte (participants à des mouvements, à des partis clandestins, à des maquis, futurs membres des structures locales ou départementales du Conseil national de la Résistance).

L'affiliation active à un mouvement de résistance ou à un parti clandestin paraît d'une grande diversité. Se détachent, selon les départements, quelques grandes tendances : le mouvement Libération arrive en tête, la participation aux Francs-Tireurs et Partisans reste fréquente et n'émane pas des seuls communisants. Mais souvent se succèdent mouvements, partis, réseaux, participation à des instances syndicales (par exemple au début de 1944, diverses responsabilités dans les instances départementales de la CGT reconstituée). Sur 205 hommes, quatre signalent avoir été arrêtés et emprisonnés durablement pour des actions importantes dans le cadre de ces mouvements. Ils s'ajoutent aux divers arrestations ou internements de l'année 1940, intervenant souvent après la révocation, conséquences de responsabilités dans les organisations communistes. En revanche, toutes les mises à pied pour appartenance maçonnique n'entraînent pas l'entrée dans un mouvement de résistance active.

Quand il n'y a pas adhésion et action dans la Résistance, l'aide apportée ou de petites actions (distributions de journaux, de tracts, hébergement de résistants) se distinguent surtout chez les institutrices et pour la plupart des secrétaires de mairie en exercice.

## Les jugements émis sur l'attitude du syndicat face à la guerre

Une triple constatation revient comme des leitmotiv à l'appui de tous les grands types de réponses quels que soient les engagements, les passés et les devenirs de la plupart de ces militants : les instituteurs ont été des fervents partisans de la lutte contre la guerre ; ils ont été désignés comme des responsables de la défaite ; ils se sont globalement bien comportés dans la lutte contre le régime de Vichy et pour la libération du territoire. Un tableau rassemble les différentes réactions :

| Jugements | Hommes | % | Femmes | % | Total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Justificat. | 187 | 54,2 | 33 | 62,3 | 220 | 55,3 |
| Critique | 96 | 27,8 | 11 | 20,8 | 107 | 26,9 |
| Déception | 25 | 7,2 | 5 | 9,4 | 30 | 7,5 |
| Doute | 26 | 7,5 | 3 | 5,7 | 29 | 7,3 |
| Jeunesse | 11 | 3,2 | 1 | 1,8 | 12 | 3 |

Pourcentages établis par rapport aux réponses (345 instituteurs, 53 institutrices).

## Les jugements moins représentés

Des militants en accord avec l'orientation majoritaire, membres ou sympathisants du Parti socialiste SFIO, invoquent leur jeunesse et leur manque d'expérience. Tous mettent en exergue la faiblesse de leur formation et l'imprécision des perspectives doctrinales.

Des militants ayant vécu toutes les expériences syndicales ou politiques mettent en doute les certitudes d'antan, leur validité. Un militant socialiste de Corrèze plaide l'erreur de bonne foi :

> Avec le recul du temps, nous n'avons rien à regretter d'avoir été pacifistes puisque nous avons tous fait notre devoir de soldats français dès notre mobilisation. Si nous avions prévu ou su qu'Hitler voulait réduire l'Europe en esclavage, avec le consentement et l'appui (Pologne) de Staline, nous aurions sans

> doute changé d'idée. Nous nous sommes trompés. C'est un fait que nous reconnaissons.

Une sympathisante communiste de la Creuse va dans le même sens :

> Je pense que nous avions commis beaucoup d'erreurs de jugement en ce qui concernait la politique extérieure de la France. Nous les avions payées cher et nous n'étions cependant pas blâmables. Nous avions péché par manque d'informations et surtout par suite des informations mensongères ou incomplètes qui nous avaient caché la vérité au sujet des alliances, accords, traités signés par nos dirigeants (prétendument de gauche) avec les pays fascistes.

La désillusion et la déception caractérisent des majoritaires, souvent socialistes SFIO, et des militants se reconnaissant dans les analyses de *L'École émancipée*, s'estimant trompés ou impuissants car trop idéalistes. Les témoins peuvent paraître un peu désabusés devant l'attitude du monde enseignant face aux grandes questions du temps. Aussi comprendra-t-on mieux cette remarque d'un ancien membre de la Fédération de l'enseignement de la Charente-inférieure plaçant ses espoirs dans la mutualité :

> Mon idéal résolument révolutionnaire n'a pas varié. Mais je me suis rendu compte à quel point il est difficile de lutter contre la passivité et le refus de s'informer et de raisonner (ce qui n'est pas plus rare chez les enseignants que chez les autres travailleurs.

## Le jugement critique

La critique des options du syndicalisme des instituteurs vient des milieux d'opposition à la majorité à partir du milieu des années 1930, avec une surreprésentation des antimunichois et tout particulièrement de ceux qui se sont éloignés d'un soutien à la majorité ou d'une adhésion aux thèmes de *L'Ecole émancipée*. La présence des anciens de la Fédération s'accroît

ainsi que celle des plus jeunes. La mouvance communisante des années 1930 pèse dans ce sens contestataire. Les déplacés et les révoqués s'accordent avec ces jugements critiques. La plupart opposent les analyses des dirigeants et les comportements bien différents des instituteurs pendant la guerre, ainsi cet instituteur communiste du Cher :

> Satisfaction de n'avoir pas cédé au « pacifisme », aux insultes, aux menaces même. Cette idée qui ne m'a plus jamais quitté : derrière les belles paroles, les beaux sentiments, rechercher le pourquoi profond de ces attitudes. Pour moi je pense avoir eu une position correcte. Les dirigeants du SNI, la majorité, ont eu une attitude très pernicieuse, sans aucun esprit de responsabilité, liés qu'ils étaient à ces options extérieures. Où était-elle, l'indépendance du syndicalisme ? Bien des instituteurs ont été influencés, mais beaucoup ont bien réagi et se sont bien comportés de 1940 à 1944.

Des jugements critiques viennent aussi de militants majoritaires, ainsi ce socialiste du Vaucluse :

> Le SN a été le seul recours contre les assauts furieux des adversaires de l'école laïque. Il a efficacement défendu les instituteurs menacés par les préfets, trop soumis, alors, aux élus locaux. Mais il a assumé une très lourde responsabilité en démobilisant la résistance qui essayait de se dresser contre le péril nazi. Mon plus vif regret est d'avoir laissé à l'abandon la République espagnole. Dans la terrible alternative qui fut la nôtre, nous devions, hélas !, préférer « la guerre à la servitude » !

Cette tonalité caractérise les jugements de militants plus fortement marqués par un passé politique qui les avait rapprochés encore plus du pacifisme en 1938-1939. Certains tenants des analyses des Amis de *L'Ecole émancipée* reprennent des vues critiques, ainsi dans l'Ardèche :

> J'ai dû penser personnellement que les luttes syndicales de fractions nous avaient beaucoup trop occupés entre 1930 et 1940, luttes stériles, que notre pacifisme était trop aveugle, pas assez vigilant et réaliste.

L'adhésion au syndicat clandestin s'accroît aussi parmi ces enseignants.

## La justification

Un accord général avec l'orientation du Syndicat national reste dominant. Mieux représentées dans la couche des 31-40 ans en 1939, plus répandues chez les hommes, parmi les anciens du SN, chez les soutiens aux analyses alors majoritaires, parmi les socialistes SFIO et leurs sympathisants (73 % de cet ensemble), les justifications diverses s'élèvent aussi chez les non-mobilisés. Beaucoup ont alors agi surtout dans le cadre de leurs responsabilités syndicales pour aider les réfugiés, les mobilisés ou pour protéger le syndicat. Tout aussi représenté chez les actifs résistants que chez les adhérents du syndicat clandestin, ce sentiment rassemble d'abord ceux qui ne renient pas leur pacifisme d'antan tout en estimant qu'il fallait à un moment donné prendre des distances temporaires. Ainsi raisonne un pacifiste, par ailleurs socialiste SFIO de l'Hérault :

> Personnellement, j'ai dû me rendre compte que l'invasion de troupes animées par l'idéologie nazie ne peut que provoquer une volonté légitime de résistance. J'ai révisé ma position ; j'ai d'ailleurs participé à la Résistance. Notre position fut généreuse et idéaliste. Mais à mon avis, elle ne devait pas déboucher sur une quelconque collaboration avec l'ennemi. Notre position était logique par rapport au déroulement de l'Histoire : le traité de Versailles portait les menaces qui se sont concrétisées.

Un des dirigeants des Amis de *L'Ecole émancipée* du Doubs le rejoint à partir de sa propre approche :

> Je pense que le SNI, les instituteurs et les institutrices ont eu raison de lutter contre la guerre et le fait qu'elle ait eu lieu malgré tout ne déprécie nullement leur action.

La justification des accords de Munich sert aussi de leitmotiv et plusieurs militants établissent le lien qu'ils perçoivent entre les analyses du SN à la fin des années 1930 et l'attitude pendant la guerre, ainsi ce socialiste SFIO du Doubs :

> Avec le recul du temps, je pense que ces attitudes, pour autant qu'elles sont restées dans des limites raisonnables, ont sauve-

> gardé l'esprit de démocratie et de paix tout en étant dans bien des cas le moteur de la Résistance.

ou ce responsable du Var, socialiste SFIO :

> Elle [*l'attitude*] a été honnête, sincère, désintéressée. Donc essentiellement morale. Politiquement, sur le plan intérieur je ne crois pas qu'elle ait été mauvaise. Sur le plan extérieur, en politique internationale, elle a été idéaliste, n'a pas su voir nettement les réalités ou, si elle les a vues, n'a pas su tirer les conséquences pour prendre d'autres positions. Mais, je me pose la question aujourd'hui encore : cela eût-il changé quelque chose ? empêché la guerre ?

En ultime exemple, retenons ce jugement d'un responsable des Landes, socialiste SFIO :

> Le combat au service du peuple, est toujours resté le même. Le corps enseignant était magnifique de dévouement et de flamme. Il était à la pointe de l'action. Je suis fier d'avoir été un militant actif du SN et je rends hommage à ses responsables de l'époque.

Ce coup de chapeau aux enseignants ne doit pas nous leurrer sur la valorisation de ceux-ci dans un moment douloureux de leur histoire. La lucidité s'impose mais elle ne doit pas nous conduire à banaliser une série d'attitudes d'apparences ordinaires, ni nous faire confondre dirigeants syndicalistes et masse enseignante. D'autre part, nous ne devons pas attribuer à cet échantillon le sens qu'il ne peut avoir. Il ne s'agit pas de l'ensemble des dirigeants syndicalistes mais de ceux qui, parmi les survivants, ont choisi de témoigner. Mais pourquoi ceux-ci seraient-ils condamnés au néant ? Ils peuvent parfaitement figurer dans le champ des connaissances historiques.

La question des sources en Histoire reste centrale. Il nous faut multiplier les vérifications, les croisements pour établir les faits, pouvoir expliquer et comprendre. Ici nous bénéficions de la passion d'hommes et de femmes, amoureux de leurs métiers, souvent fidèles à leurs engagements, réagissant comme des collectifs parfois, mais aussi apportant leurs contributions individuelles. Ils éprouvent le besoin d'apporter des compléments, de multiplier les annexes, de fournir une matière inattendue sur

des questions remettant parfois en cause les orientations de toute leur jeunesse. Un instituteur d'un département du centre de la France nous envoie un article d'un quotidien local, recopié par lui, lançant un appel à la paix à la veille des accords de Munich. Il figure sur la liste des signataires. Une correspondance se noue, de nombreuses rencontres en découlent jusqu'au jour où un faire-part me parvient... Le questionnaire et l'enquête apparaissent ainsi souvent comme l'occasion de créer des sources nouvelles. Et je ne ferai qu'évoquer la dynamique qui anima après l'enquête cet instituteur qui se lança dans une véritable recherche historique sur son organisation, ouvrage reconnu par l'Université, ou les décisions prises par plusieurs enseignants de confier leurs archives à des organismes spécialisés.

Madeleine Rebérioux mobilisa des enseignantes d'un autre département du centre de la France. L'une d'entre elles, fille d'un des anciens dirigeants de la Fédération de l'enseignement, décida de verser la partie syndicale de la bibliothèque de son père au Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme de l'Université de Paris I. Lointain prolongement de cette recherche des sources qui fait le métier d'historien. Raison supplémentaire pour livrer ici quelques résultats d'un ensemble en cours d'exploitation !

# L'après-Mai 1968 de la revue *Politique Aujourd'hui.* Le Mai des intellectuels communistes sous horizon national-populaire

*par René Gallissot*

La revue *Politique Aujourd'hui* est née de Mai 1968. L'appel lancé à l'automne se réclame de Marx : être radical, c'est reprendre les choses à la base. Bases théoriques donc, d'un marxisme critique et critique d'abord de lui-même et plus précisément du stalinisme ; travailler à transformer le monde par le socialisme en prolongeant les pratiques du mouvement de Mai. Les convergences de classes invoquées sont celles des « travailleurs, de la jeunesse et des intellectuels ». Mai des prolétaires ou Mai intellectuel ? Le socialisme se réalise dans la pluralité des voies ; le sous-entendu est national ; le questionnement le dit : quelle « identité collective, nation, personnalité culturelle » ?

A partir de janvier 1969, la revue tint la gageure d'être mensuelle ; ce qui se complique puis se distend après le lancement de l'hebdomadaire *Politique Hebdo* au printemps 1970. La relecture s'arrête ici en mai 1970, au deuxième anniversaire de Mai. Le numéro double d'août-septembre 1969 avait tenté un bilan à travers les publications sur Mai 68 (notamment Denis Woronoff, « Pour une histoire de Mai »). Ce qui domine et traverse *Politique Aujourd'hui*, ce n'est pas le mai étudiant ni le mai français, mais Prague. Certes, Mai a rendu possible sinon moralement et intellectuellement inéluctable ce qui avait été retenu en 1956 ; c'est à retardement donc, mais intensé-

ment, le drame tchécoslovaque qui impose la révision du communisme.

*Politique Aujourd'hui* a d'abord une signification pour les intellectuels communistes ou anciens communistes. Les partis communistes sont-ils encore amendables ? Le socialisme soviétique — car la qualification de socialisme demeure, comme l'appellation de pays socialistes, Chine comprise — possède-t-il encore quelque capacité de conduire au-delà du capitalisme ? L'avenir socialiste et l'internationalisme ne sont-ils pas à repenser ? Ces trois ordres d'interrogations appartiennent à la crise du communisme et à la mise en question d'un marxisme orthodoxe.

Mais à partir de sa base de départ communiste, *Politique Aujourd'hui* s'adresse aux intellectuels critiques ou politiques. Jacques Berque, Jean-Pierre Faye, Georges Fischer, Pierre Joxe font partie du Comité de rédaction ; Paul Ricœur y entre en avril 1969, rejoignant d'autres actionnaires d'inspiration chrétienne, Paul Blanquart formé dans l'ordre des dominicains, le pasteur Georges Casalis ; Michel de Certeau, de formation jésuite, prend ses exemples en Amérique latine avant d'élargir internationalement sa réflexion de sciences sociales ; Jean Lacouture, André Fontaine et Jacques Amalric sont parmi les collaborateurs aux côtés des vétérans du quotidien *Libération* (celui de la Résistance), avec Jean-Maurice Hermann, ancien rédacteur en chef de *Franc-Tireur* clandestin, et Albert-Paul Lentin, et de cet autre vétéran « luxemburgiste » Victor Fay, venu des Jeunesses communistes de Pologne des années 1920, envoyé par l'Internationale communiste comme instructeur de sa Section française, passé du PCF au PSU.

Mai 68 fut un moment intellectuel : relais de générations intellectuelles et politiques marquées par leur « événement fondateur » (Karl Mannheim) ; la génération de la guerre et de l'antifascisme, de la Résistance encore, sous horizon marxiste vient buter sur l'irruption de Mai qui prend sens de mouvement contre-culturel ouvrant le temps d'affirmation des minorités et des mouvements de droits, à commencer par celui et ceux des femmes qui n'apparaissent guère dans la revue, ou pas encore.

## Le déchirement du communisme

Entre Prague et l'attachement au mouvement ouvrier *Politique Aujourd'hui* balance sur son axe qui est celui de l'examen du communisme, dans tous les sens de l'exercice d'examen. Pendant plus d'une année, ce n'est pas une revue d'après Mai, mais d'après Août 1968 comme si l'intervention soviétique, cette fois définitive en Tchécoslovaquie, avait mis fin à toute espérance de transformation du communisme, quel que soit l'intermède de la condamnation de l'action soviétique par le Parti communiste français. Et *Politique Aujourd'hui* s'emploie à publier les documents venus de l'Est ou de l'intérieur du Parti français, et comme un point final en mai 1970, le procès-verbal de l'entretien Waldeck Rochet-Alexandre Dubcek des 19-20 juillet 1968. C'est que le projet et sa réalisation se situent littéralement entre l'arrêt de la revue *Démocratie nouvelle* prononcé par la direction du PCF et la confection et la publication depuis les bureaux de *Politique Aujourd'hui* de ce message, en grand format, de la protestation et de la réflexion de l'après Prague que sera *La Lettre Internationale* dirigée par Antonin Liehm. L'opérateur et l'homme à tout faire de cette transition communiste et hors du communisme est le directeur de la publication Henri Blanc qui est aussi le rédacteur en chef Paul Noirot.

Triple transition dans cette crise du communisme français et de son rapport à l'URSS. La première sur le plan des possibilités d'expression de l'intérieur du « Parti » selon la formulation de fidélité qui confond l'institution et la cause, mais à la marge ou en parallèle. Déjà le journal *Libération* compensait le simplisme de *L'Humanité*, principalement par une réflexion internationale et plus encore par une information engagée qui soutenait les luttes de libération d'Afrique et d'Asie, reconnaissait la place du communisme chinois, la signification du non-alignement et par exemple ce que représentait Nasser. Cette ouverture sur la Tricontinentale se retrouve dans *Politique Aujourd'hui* ; dans la revue, le tiers monde vient après Prague.

Avant *Démocratie nouvelle* sous la tutelle de Jacques Duclos et la direction rédactionnelle de Paul Noirot, des intellectuels communistes qui refusaient le schématisme polémique de *La Nouvelle Critique* écrivaient dans *Les Cahiers internationaux*, depuis 1949, liés aux journalistes de *Libération* en ayant

le même rédacteur en chef Jean-Maurice Hermann. Cette revue était également attentive aux mouvements de libération, et plus encore se distinguait de l'alignement stalinien derrière le jdanovisme de parti qui s'est substitué au marxisme théorique. Ce sont *Les Cahiers internationaux* qui rappellent les analyses de la crise du capitalisme par Eugène Varga ; *Politique Aujourd'hui* se réclamera de ce que l'on a appelé le Testament de Varga, et plus largement de l'école marxiste hongroise. Par Jean Duret, Jean Koral, venu lui aussi de Varsovie, disciple de Varga, qui assure la formation en économie politique à la CGT, *Les Cahiers iInternationaux* ont des liens et des soutiens à la confédération syndicale. Jean Bruhat, l'historien de la CGT, est un des piliers des *Cahiers internationaux*[1].

Plus largement, les historiens communistes qui pratiquent l'histoire sociale et l'histoire sociale du mouvement ouvrier, sont partie prenante et collaborateurs de la revue *Le Mouvement Social* publiée aux Éditions ouvrières ; c'est donc en dehors du parti qu'ils peuvent aborder l'histoire du communisme. Du Centre d'histoire du syndicalisme, le lieu de réunion au sixième étage de l'annexe de la rue de la Sorbonne, l'on avait sous les yeux la cour de la Sorbonne. *Le Mouvement Social* n'eut que la rue à traverser pour être à « la Sorbonne en mai ». Jean Maitron, Michelle Perrot, Madeleine Rebérioux en porteront témoignage par le numéro spécial *La Sorbonne par elle-même*. Double ancrage de *Politique Aujourd'hui* dans un marxisme critique et dans l'histoire ouvière.

La crise du communisme est aussi celle du lien entre le PCF et l'« engagement » des intellectuels et du mouvement étudiant. Des années 1950 aux années 1960 se succèdent les conflits et exclusions à la direction de l'organisation des Etudiants communistes. Par ces deux raisons de contestation des positions prises par le PCF, sur le vote des pouvoirs spéciaux en Algérie et les retenues au soutien à la lutte algérienne, et ensuite par l'approbation de l'intervention soviétique en Hongrie, au printemps et à l'automne, l'année 1956, qui est aussi celle de l'expédition de Suez, apparaît comme la répétition générale de

---

1. Trois livres de souvenirs éclairent cette continuité d'un effort de lucidité et ce passage par les revues : P. NOIROT, *La mémoire ouverte*. Paris, Stock, 1976 ; J. BRUHAT, *Il n'est jamais trop tard*, Paris, Albin Michel, 1983 ; V. FAY, *La flamme et la cendre*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1989.

la rupture intellectuelle de Mai et Août 1968. Les étudiants de Mai se proclament « anti-stal ». Sans avoir à le crier ou en le criant comme le journal *Action*, les intellectuels communistes qui entendaient analyser le stalinisme pour en sortir, et ressaisir Marx dans sa fonction critique, à cause de Budapest et de Prague, de la défaillance sur la guerre d'Algérie, au nom des fronts de libération comme l'on disait en ce temps, passent à *Politique Aujourd'hui*.

La transition hors du communisme devient anecdotique si l'on revient sur les réactions du PCF à l'encontre de l'appel à la fondation et du lancement de la revue. Comme devant toute entreprise qui lui échappe, les pressions et les sanctions visent à la soumission ou au départ. Ici les manœuvres et les décisions se jouent à partir de la cellule Sorbonne-Lettres, encore elle, avant sa partition comme celle de la Sorbonne donnant naissance aux huit Universités de Paris, de Paris I qui reste sur les lieux à Paris VIII qui sera l'université de Vincennes où se retrouveront notamment les historiens d'histoire sociale. La cellule Sorbonne-Lettres avait déjà fait de la résistance à l'abandon de la priorité de l'action contre la guerre d'Algérie, et ne cessait de renouveler ses questions sur l'involution du camp socialiste et la sclérose de l'URSS, en écho du conflit sino-soviétique ; l'épicentre du marxisme-léninisme maoïste se trouvant bien plus à la rue d'Ulm.

Au soir du 3 mai, la réunion de cellule votait son soutien au mouvement étudiant et dénonçait la répression policière sur une motion que j'avais au reste rédigée sur proposition de Madeleine Rebérioux, et adressée à *L'Humanité*. Le lendemain matin *L'Humanité* publiait un texte qui était censé émaner de la cellule Sorbonne-Lettres mais prenait ses distances avec le mouvement étudiant. Cette résolution falsifiée reprenait les propos tenus la veille au soir par Jean Ellenstein, autre historien qui n'avait pas encore entrepris de donner une vision réformée de l'histoire de l'URSS, et qui avait été mis en minorité. Jean Ellenstein jouait la voix du Parti à l'intérieur de la cellule et assurait la liaison avec la direction communiste. Cette petite guerre se poursuivit au sein du SNESup et dans le partage des communistes de la Sorbonne entre ceux qui participaient aux comités communs avec les étudiants et ceux qui défendaient l'institution universitaire en redoublant parfois de conformisme.

Les signatures de l'appel à la création de *Politique Aujourd'hui* et la collaboration à la revue offrent ainsi le dernier épisode de ces micro-procès de Moscou ; la torture n'est que mentale. Déjà Paul Rozenberg, maître-asssistant d'anglais, était écarté pour fronde syndicaliste, il est vrai très virulente ; puisqu'il est déjà perdu pour le Parti, il peut donc rester au comité de rédaction de la revue. Par contre une réunion de cellule très restreinte — pusillanimité aidant — prononce un blâme pour les signataires de l'appel, et l'exclusion temporaire de Madeleine Rebérioux pour appartenance qu'elle maintient, au comité de rédaction. Comme le précisent bien les statuts du PCF, reproduits en tous petits caractères sur les cartes individuelles, seul le comité central peut entériner la réintégration dans le Parti d'un exclu temporaire. Des collègues prétendent avoir voté ou s'être abstenus, sans le savoir, dans ce vote à quatre voix pour les sanctions contre deux si mes souvenirs sont exacts. L'exclusion est donc définitive puisque le motif demeure.

Madeleine Rebérioux continuera jusqu'au bout à participer à la rédaction de *Politique Aujourd'hui,* et marquera la revue de son empreinte. Le germaniste Gilbert Badia fait soumission et se retire (n° 2) ; parce qu'ils sont loin de la Sorbonne et du secrétariat du comité central, quelques communistes comme Raymond Jean (Aix-en-Provence) et Claude Frioux, alors à Rennes, restent au comité de rédaction. Candidat du Parti à la présidence de l'Université de Vincennes, Claude Frioux s'éclipsera en décembre 1969 après avoir donné des papiers à la revue. La petite histoire n'est que l'illustration de la fracture intellectuelle du communisme.

Les raisons intellectuelles sont données par les sujets traités et les débats de la revue, du moins dans sa première année. L'interrogation sur le socialisme soviétique après la Tchécoslovaquie se porte sur les réformes en Hongrie, sur la RDA, bref sur les « pays de l'Est ». Depuis Vienne ou des rencontres en Autriche ou en Italie, la parole est donnée aux grands vétérans du combat intellectuel européen antifasciste : Ernst Fischer exclu du comité central du Parti communiste autrichien, dialogue avec Ernst Bloch et Herbert Marcuse ; inédit de Georg Lukacs, et textes de plus jeunes, comme Franz Marek, l'économiste Wlodzimierz Brus...

Ce sont les grandes questions de libération nationale qui montent dans la revue. Dès le n° 2, ce qui est très osé car c'est aller à contre-courant des sentiments qui se portent vers l'État d'Israël à travers et au sortir de la guerre des Six jours (1967), la revue ouvre sur la Palestine, par un échange entre Jacques Berque et Richard Marienstras. Le nom de Palestine est mis en exergue pour montrer que le balancement israélo-arabe qui vient de la période de création antifasciste de l'État d'Israël est dépassé. Plusieurs articles de Maxime Rodinson poursuivront l'analyse sans pathos de culpabilité ou d'incommensurabilité. Le Maghreb et l'Afrique sont peu présents, si ce n'est par référence brève à Ben Barka et par ailleurs à la chute de Ben Salah en Tunisie et au renversement de la monarchie en Libye qui fait apparaître un jeune officier qui se nomme Khadafi ; un article de Claude Angeli met à nu services français et affairistes au Niger. Les luttes d'Amérique latine se frayent un chemin dans la revue.

Mais le cœur de l'action anticoloniale, le point sensible reste le Vietnam, à l'heure de la mort d'Ho Chi Minh (n$^{os}$ 7, 8-9, 10). La revue offre enfin un vrai dossier avec les traductions de textes de Mao et de Lin Piao sur la révolution culturelle qui fait l'objet d'une belle empoignade à travers plusieurs numéros de la fin 1969 au printemps 1970, grâce à Étiemble, Charles Bettelheim, Lucien Bianco, Léon Vandermeersch... Non plus par retour historique vers la révolution bolchevique, mais en pleine force des affrontements intellectuels sur le socialisme, c'est encore descendre en profondeur dans la crise du communisme jusqu'au déchirement.

Le premier monde, le monde qui se proclame libre, celui de l'empire des États-Unis et de l'Europe atlantique, se trouve négligé voire absent ; ce n'est pas un objet intellectuel, pas même une puissance de l'ombre. Si l'Irlande apparaît, c'est encore comme question nationale. Il faut l'échec référendaire du général De Gaulle et sa retraite, et la déconvenue de la gauche, pour que des articles politiques sur la France deviennent un peu plus substantiels. Si l'attention se porte en 1969 sur l'Italie, et quelque peu sur le communisme espagnol, c'est au titre du mouvement ouvrier ; c'est le second enracinement de la revue qui appartient aussi au cercle et à la primauté de la mise en question du communisme.

Les références fréquentes au Parti communiste italien interviennent à l'adresse du PCF dans sa subordination au « marxisme soviétique » — la formule est de Marcuse —, pour souligner la part que les intellectuels prennent et aux luttes ouvrières et à l'effort de réflexion politique qui tient le prolétariat pour sujet de l'histoire. La dénonciation de l'ouvriérisme communiste français prend argument de ce fondement de classe. Par l'ancienneté de relations militantes nouées dans l'histoire internationale du mouvement ouvrier et le combat proprement antifasciste, la revue rappelle l'originalité de pensée de grands compagnons du socialisme italien : Pietro Nenni et Lelio Basso qui ont leur mot à dire dans le débat sur le stalinisme, et que les publications communistes françaises se font un devoir d'ignorer comme elles font silence sur les travaux de l'Institut Gramsci ; ceux-ci expriment le retour du Parti communiste italien à une certaine libre pensée sur l'Internationale communiste, mais au nom d'une pensée national-populaire. Plus important est le rappel de cette autre alliance entre intellectuels et classe ouvrière que représente l'anarcho-syndicalisme qui ne vaut pas que pour l'Italie dans un concours sorélien franco-italien. L'historien de l'anarchisme français Jean Maitron et Madeleine Rebérioux participent au Congrès sur ces mouvements qui se tient à la fin de 1969 à Turin, lieu effectif et mythique des Conseils ouvriers. Ces échanges s'inscrivent dans l'effervescence des dissidences communistes qui se traduisent, entre autres, dans le mouvement et la revue du *Manifesto* qui sert d'exemple.

Mais ce qui est encore plus exemplaire, c'est la mise en concordance des mouvements autonomes de grèves ouvrières italiennes avec le mouvement de Mai français devant la reprise des grèves avec occupation d'entreprises et mise en avant de l'autogestion ouvrière de 1968 à 1969. Quand la CGT en reste au modèle indépassable du Front populaire comme le montre jusqu'à la caricature le numéro du *Peuple* qui commémore Mai 68, *Politique Aujourd'hui* dit autogestion ; la question est posée dans le numéro 5 de mai 69. Mais Lip, c'est pour plus tard ; la revue accordera une grande place au mouvement autogestionnaire. Pour l'heure, Mai est exalté comme « Mai des prolétaires » ; c'est l'approche première du numéro double de rentrée, n° 7 d'août-septembre, qui fait le bilan de Mai au titre de la centralité de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier,

en référence à Alain Touraine mais plus encore en quête de la lutte de classes et du prolétariat. Comme pièce à conviction, c'est le Mai nantais (Nantes et Saint-Nazaire), situé dans ses bases ouvrières et syndicales, qui est analysé.

De l'automne 1969 au printemps 1970, le Mai des prolétaires, marqué par les luttes de Renault-Flins et la mort de Gilles Tautin, continue et grandit dans la revue, non seulement par les grèves italiennes, celles de Belgique également, mais aussi par les grèves d'entreprises, à nouveau en pays nantais, par les grèves des cheminots et de la RATP ensuite (n° 11, novembre 1969). Le numéro de février 1970 redit dans son édito : Mai des prolétaires, ouvriers et intellectuels. La pièce à conviction est cette fois l'étude toute d'implication, de Marie-Françoise et René Mouriaux sur les grèves d'Usinor-Dunkerque. Serge Mallet est cité ; l'idée de « nouvelle classe ouvrière » signale une mutation qui n'en est pas moins à l'intérieur du prolétariat ; celui-ci demeure donc la base de classe. Revenant sur Mai 1968, c'est avec Jean-Paul Sartre qu'est reprise la formule qui est le sigle et comme le logo de la revue par les dessins : ouvriers et intellectuels. Mais Sartre à Billancourt, ce n'est pas Jaurès à Carmaux ; Mai 68 se prononce comme un mouvement a-national quand *Politique Aujourd'hui* pense encore le socialisme national, sous horizon national-populaire, en parlant culture et tradition ouvrière.

## L'hégémonie nationale populaire

Les transformations de la classe ouvrière et l'appartenance des cadres et techniciens au mouvement ouvrier sont évoquées assez allusivement, parfois selon la formule automatique du discours communiste qui renvoie au progrès scientifique et technique. S'il y a approfondissement théorique, c'est à la recherche du front de classes et d'une convergence politique des forces de gauche. Il faut ainsi renouveler l'analyse de classes et la conception du socialisme. La rupture avec le monopole ou la prééminence du « parti ouvrier » reprend la notion de pluralité des voies vers le socialisme ; il va ainsi de soi que ces voies sont nationales, et c'est même ce qui fait leur diversité et leur originalité. Depuis la double nationalisation du mouvement

ouvrier, celle des socialistes devenant nationaux dès avant 1914 et plus encore en 14 et celle du communisme de Front populaire qui fait retour à la nation, il n'est plus de socialisme que dans un seul pays, non pas étroitement au sens stalinien de la construction du socialisme, mais d'adéquation aux luttes politiques nationales[2]. La Résistance sacralisera ce socialisme ; il est patriotique d'inspiration, et national économiquement par les nationalisations, les services et la fonction publique, politiquement inscrit dans les luttes et les politiques sociales à l'intérieur des frontières, sans parler de l'apogée assimilationniste.

Or Mai 68 ne se situe pas sous horizon national ; le mouvement marque la contestation du communautarisme patriotique et l'affirmation d'un pluralisme culturel ou plus exactement contre-culturel puisque à contre-courant de la conception dominante d'une culture nationale populaire qui reposerait sur la tradition ouvrière en l'occurrence française. Quand André Gauron sous le pseudonyme d'André Granou[3] dans une longue réflexion qui court sur les numéros de tout l'été 1969 (n$^{os}$ 6, 7 et 8) est à la recherche des alliances de classes pour une nouvelle gauche, il abandonne l'idée de Front populaire qui conservait le bloc ouvrier et paysan et l'enveloppait dans un populisme proprement plébéien de la République sociale et de la Grande Nation. Les changements sociaux, tant dans l'économie productive que dans l'amplification urbaine et l'élargissement des services, supportent le développement de couches techniciennes et intellectuelles qu'il faut faire entrer dans les alliances de classes et la stratégie politique d'une gauche qui conduira l'entrée en socialisme.

---

2. Sur l'évolution du mouvement ouvrier international : « La désunion des prolétaires », sous la direction de R. Gallissot, R. Paris, C. Weill, *Le Mouvement Social*, avril-juin 1989 ; sur l'exemple français : R. Gallissot, N. Boumaza, G. Clement, *Ces migrants qui font le prolétariat*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1994 ; reprise synthétique : R. Gallissot, « Marx vaincu (provisoirement) par les populismes », *in Cent ans de marxisme, bilan critique et prospectives. Congrès Marx International*, Paris, PUF, 1996.

3. Sous le nom d'A. Granou, il publie ensuite par exemple : *Capitalisme et mode de vie*, Paris, Le Cerf, 1972, et plusieurs ouvrages aux éditions Maspero sur la croissance économique. André Gauron, grand commis de l'État, participera aux cabinets ministériels sous le gouvernement de Pierre Mauroy et par la suite ; sous le nom d'A. Gauron, entre autres ouvrages : *Croissance et crise : vers une nouvelle croissance*, Paris, La Découverte, 1985 ; *Les remparts de l'argent*, Paris, Odile Jacob, 1991.

Il y a bien rupture avec le discours national-populiste qu'il soit socialiste ou communiste, mais l'objectif du socialisme est atteint par victoire politique d'une stratégie pensée totalement nationalement, y compris dans le renouvellement de ses bases de classes, et plus encore par la commande de l'État. Le terme de révolution est retenu pour cette étatisation d'une transformation sociale nationale qu'il est difficile de différencier d'une modernisation du réformisme socialiste d'État, d'un socialisme national donc. Il est vrai qu'à cette date, personne ne pense que l'État social, en sa centralité, pourrait être autre que national. Mais la limite du cercle national reste de l'ordre de l'impensé ; la nationalisation du socialisme fait qu'inconsciemment le socialisme est national d'État.

La contradiction de l'internationalisme et du national-étatisme est profonde, si l'on ne réduit pas l'internationalisme à une conception des relations pacifiques entre États et des solidarités entre peuples. Cette implication et cette subordination nationale de l'internationalisme ont été prononcées dans la IIe Internationale par Karl Kautsky et Jean Jaurès notamment avant 1914 ; l'Internationale communiste passe au national-étatisme depuis les fronts populaires mais en jouant des divers registres, permutant au premier rang le point de vue national ou l'intérêt mondial du prolétariat ; l'anti-impérialisme redevient premier en 1939 et dans la guerre froide. C'est que le principe de la lutte de classes mondiale est placé sous direction soviétique qui le confère comme privilège aux partis communistes puisque ouvriers, et cette stratégie s'appuie sur le concours des peuples opprimés. Cette trilogie reste à la base de la conduite internationale du communisme soviétique sous le couvert des voies nationales. *Politique Aujourd'hui* ne le conteste guère, en disant par exemple le rôle moteur que devraient avoir l'URSS et le camp socialiste, en sortant de leur glaciation. Cette position qui fait de l'URSS « la force principale » de la transformation socialiste du monde est réaffirmée par Paul Noirot dès le numéro 1 de la revue (page 43) ; il est vrai que la place donnée ensuite à la Chine et au tiers monde bat en brèche cette prédétermination héritée du centralisme communiste.

Dans ses limites nationales étatiques, la réflexion ne porte pas principalement sur l'État social ; cet aspect national de l'État n'est guère abordé par l'ouverture en 1970 de la discussion sur la structure de pouvoir, notamment idéologique, de

l'État entre Ralph Miliband et Nikos Poulantzas. C'est sur la problématique de l'échange inégal et par le débat sur l'impérialisme que le retour à Marx et à l'analyse du capitalisme se heurte le plus vivement avec la frontière nationale devenue une limite de l'entendement. Il est vrai que c'est le PCF qui a poussé le plus loin l'enfermement du capitalisme dans son cadre national et celui du socialisme dans l'étatisation économique nationale, par la thèse du capitalisme monopoliste d'État.

Cette théorie est défendue par la section économique du comité central du PCF, ce qui lui donne valeur d'orthodoxie et s'expose dans la revue *Économie et Politique* depuis son épuration, derrière Paul Boccara. Celui-ci ferraille à répétition contre Hilferding et *Le Capital financier,* en voulant faire rentrer la commande du capital financier dans le cadre de l'économie nationale ; les monopoles ou les trusts sont les principaux groupes français agissant en France et dans l'empire, et rencontrant les prétentions hégémoniques des intérêts nationaux ; bref les « deux cents familles » ou le grand capital, si ce ne sont « les gros », de la dénonciation tribunitienne par le mouvement ouvrier français et le populisme national communiste ; la seule pointe internationale est l'antiaméricanisme. Les États-Unis, comme le montre depuis longtemps Henri Claude[4], agissant dans la convergence du complexe militaro-industriel et de la politique extérieure.

L'argumentation principale s'évertue à faire sortir la suraccumulation qui prépare l'effondrement du capitalisme mondial de l'économie politique du capitalisme national qui combine l'action d'État et l'intérêt des trusts. Les analyses sont bornées sous l'horizon de l'État français, à la complicité entre l'action des gouvernements et les intérêts sinon les ordres des trusts comme dans l'argumentation quelques années auparavant de la paupérisation absolue. Le nouveau *Traité marxiste d'économie politique*, qui remplace le manuel soviétique, est publié aux Éditions sociales en format de poche en 1971 sous le titre *Le capitalisme monopoliste d'État ;* il se termine par un grand

4. Henri Claude, professeur d'histoire, a publié plusieurs ouvrages sur la crise des années 1930 et « la crise » du capitalisme vue depuis les États-Unis et la France ; il fut un des principaux collaborateurs de *La France et les trusts*, volume spécial, bien fait, de la revue *Économie et Politique*, à ses débuts.

chapitre sur les nationalisations qui constituent donc la réplique par la prise en charge de l'État national.

Au contraire, Yves Barel entend revisiter Marx et *Le Capital*, et non pas relire sur le mode gnostique comme Louis Althusser et ses disciples. A l'encontre du marxisme en chambre ou plutôt en turne normalienne, Yves Barel poursuit la critique de l'économie politique, par l'analyse de l'évolution du capitalisme devenant intensif ; les articles se suivent dans les numéros de l'automne 1969. Ce qui est à nouveau contesté — ce l'était déjà dans la querelle du révisionnisme et le débat sur l'impérialisme du début du XX$^{e}$ siècle —, c'est le double simplisme, celui de la thèse de l'effondrement interne du capitalisme et celui de l'anticapitalisme révolutionnaire populiste marqué du sceau national. Par opposition, dans la conception de Boukharine et de ceux qui considèrent l'économie-monde, le capitalisme monopoliste d'État est à la fois actif dans chacun des États, par l'État national donc, en rivalité d'intérêts conjointement de trusts et d'État, et tout autant à échelle mondiale par un jeu de contradictions et de coordinations systémiques sous l'égide du capital financier prépondérant ; celui-ci agit par la puissance des États hégémoniques. La face externe ou cette mondialisation du capitalisme monopoliste d'État définit l'impérialisme.

Les articles d'Yves Barel sur les « contradictions du capitalisme contemporain » sont publiés en même temps que les échos du colloque d'Alger sur l'impérialisme. La coupure est la même entre l'économisme national métropolitain du PCF et la vision internationale de lutte de classes comprenant les luttes de libération du tiers monde et les rapports d'exploitation internationaux. La thèse internationaliste se réclame, avec Henri Denis qui donne un article à *Politique Aujourd'hui*, de Rosa Luxemburg, et s'expose dans la théorie du surplus présentée dans les travaux de Paul Baran et Paul M. Sweezy rassemblés dans la traduction française sous le titre *Le Capitalisme monopoliste*. La discussion se déroule parallèlement au Centre d'études et de recherches marxistes (CERM), organe du PCF, où je l'avais initiée avant mise à l'écart. Même la revue *Esprit* consacre un numéro à l'impérialisme.

C'est que le sujet qui enflamme est alors l'échange inégal, à partir du livre d'Arghiri Emmanuel[5]. C'est ce qu'Henri Denis désigne dans la revue comme une discussion mal engagée. La théorie de l'exploitation capitaliste à travers les rapports inégaux qui deviennent interétatiques est réduite à une discussion comptable sur l'écart entre les échanges commerciaux et sur les balances de crédits et d'endettement.

Toutefois demeure la considération de la centralisation des profits par les principaux groupes transnationaux et les États capitalistes dominants et dominants monétairement et financièrement ; c'est le départ de l'approche de l'accumulation inégale et du sous-développement entre centre et périphérie que vulgarisera Samir Amin[6] en s'inspirant d'André Gunder Franck, et plus largement de l'attention renouvelée aux sociétés multinationales et à la transnationalisation économique. Ce débat est moins vain que l'écho sonore actuel qui répète à satiété mondialisation. *Politique aujourd'hui* est le principal lieu de cette discussion qui se retrouve à l'époque dans beaucoup de publications et particulièrement dans la revue d'avant 1968, née en effet en 1966, et qui fut la première revue d'audience intellectuelle du marxisme critique : *L'Homme et la Société*. Les porteurs de la discussion sont en partie les mêmes.

Aussi bien au CERM que dans ces revues, la réplique des historiens communistes et anciens communistes est la même ; l'impérialisme se décline en impérialisme français, américain, allemand, russe... avec notamment Jean Bouvier, René Girault, Jacques Thobie et bientôt Jacques Marseille. C'est revenir à la colonisation et aux empires, en fait au champ national ; l'argumentation est serrée, mais hors sujet, si ce n'est par le jeu des crises économiques générales et des phases de croissance, les ondes longues des cycles capitalistes dans l'illusion inflationniste que l'on n'appelle pas encore les trente glorieuses.

Plus profondément la génération intellectuelle communiste, quels que soient les âges, qui fait la revue, est prise sous l'horizon national populaire, formule de Gramsci en écho du Front populaire ; elle invoque l'histoire nationale faite par le bas, par les classes subalternes et le mouvement ouvrier, en se

5. A. Emmanuel, *L'échange inégal. Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, préface et « remarques théoriques » de Charles Bettelheim, Paris, Maspero, 1969.

6. S. Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1970.

référant avec constance à la « tradition nationale », fût-elle celle des mobilisations de masses et des luttes conjointement sociales et politiques. C'est par les luttes de libération des colonies qui mettent en cause la nation française, celles d'Indochine et d'Algérie le plus fortement, que la polarisation ouvrière communiste et la compréhension du socialisme sont mises en cause mais sans être rompues, sauf exception. Ce centre de gravité de la revue est au creux de la réflexion historienne, en particulier dans les textes de Madeleine Rebérioux.

Mai 68 fut anti-autoritaire ; aussi l'attention se reporte vers l'anarchisme et les manifestations et contestations du centralisme d'État et de l'État de classe. « Tout cela n'empêche pas, Nicolas, que la Commune n'est pas morte », c'est le titre que donne Madeleine Rebérioux à son article du numéro de pause réflexive Mai 68-Mai 69 (n° 5, mai 69). Comme la Commune et le mouvement populaire sans-culotte de la Révolution française, le mouvement de Mai, tout étudiant qu'il soit dans ses bases de départ et dans son expression, manifeste un « profond enracinement populaire », celui de « la tradition libertaire [...] dans notre pays ».

> Les motivations ne se limitaient pas aux contradictions vécues de la société moderne : elles répondaient à de lointaines habitudes de pensée qu'une vision exclusivement jacobine de la Révolution française a longtemps rejetées dans l'ombre.

La raison est de classe, mais celle des couches ou masses populaires conjointement à la geste du mouvement ouvrier ; elle n'en relève pas moins des profondeurs de la tradition nationale.

Le numéro de mars 1970 reproduit la communication de Madeleine Rebérioux au colloque de Turin sur l'anarchisme, organisé en décembre 1969 par la fondation Luigi Einaudi. Madeleine Rebérioux traite de « la constante libertaire dans la tradition populaire française » ; cette « permanence », qui appartiendrait « aux traditions révolutionnaires » nationales, est présente dans les révoltes du XVII^e^ siècle, dans la sans-culotterie sous la Révolution, dans le syndicalisme et le socialisme à l'intérieur de la SFIO au début du XX^e^ siècle. Certes les luttes du XVII^e^ siècle sont fortement antifiscales et donc anti-étatiques, mais sont-elles françaises ? La question en débat, qui

n'est pas évoquée, est celle de leur signification nationale particulièrement quand elles surgissent en Bretagne, dans le Massif central ou dans les régions méridionales comme dans d'autres régions qui ne font pas encore partie du Royaume de France. Le mouvement sans-culotte est sans conteste patriotique tout en étant communaliste. L'antiparlementarisme du XIXe au XXe siècle et l'antimilitarisme en mineur s'attaquent à l'État policier bourgeois ; cette « tradition » se retrouve dans le mouvement ouvrier français.

La thèse est assimilationniste tout en faisant la critique du jacobinisme, par l'amalgame entre populaire et français. Non seulement nous sommes devant un exemple de ce que Eric Hobsbawm nommera invention de la tradition, dont il faut donc étudier le mode de constitution, mais, puisque l'on parle d'enracinement, nous touchons à une racine de l'idéologie nationale qui agit dans la revue et qui échappe à la « critique radicale » : le peuple plébéien ou prolétaire sous les espèces du mouvement ouvrier se confond avec le peuple national, avec la « Sociale », la République sociale, la nation des luttes politiques et de l'avenir socialiste. Madeleine Rebérioux défend cet engagement :

> Je crois que, dans un vieux pays comme la France, aux traditions aussi anciennes, où les idéologies et pratiques chevauchent sur les mouvements sociaux, sur les phases économiques, ce qui est en route aujourd'hui dans l'intelligentsia se situe dans le prolongement de comportements populaires très anciens : raison de plus pour espérer que se rencontrent un jour les jeunes travailleurs intellectuels et les mouvements ouvriers (p. 96).

La coupure de Mai 1968, mouvement jeune largement a-national, qui annonce la divergence entre le mouvement ouvrier communiste et les nouveaux mouvements sociaux, est conjurée aussitôt que ressentie. Par la suite, le questionnement sera repris.

A cette époque parmi les jeunes, il n'y a guère que les maoïstes pour se réclamer du peuple ; mais leur « cause du peuple » est celle du prolétariat international, fût-il le fait des paysanneries et des peuples dominés ; la lutte de classes est mondiale, URSS comprise. Mai 68 échappe plus profondément au discours de Front populaire et de Résistance nationale, à la

« tradition » socialiste nationale, comme le signale la montée des mouvements qui contestent le nationalisme : mouvements antinucléaires puis écologistes, mouvements régionalistes et mouvements minoritaires, au sens d'émancipation des minorités, qui s'expriment déjà dans le langage du moment, celui des Fronts de libération, bientôt les femmes, et l'affirmation du pluralisme culturel, avant la mode différencialiste.

Il est remarquable que cette signification contre-culturelle des mouvements de Mai, des universités américaines à l'Allemagne étudiante, n'apparaisse guère dans la revue, si ce n'est par les dessins, les photos avec ou sans graffiti. Mai est dans les marges, comme les références sont allusives à Marcuse, à la psychanalyse, à la contestation anti-autoritaire, en dehors de l'anarchisme de classe contre l'État, celle de la critique sociale des rapports de pouvoir, avec les grands « surmoi » collectifs de lettres P : Peuple et Patrie, Parti et Père, Police et Pénitencier, Professeur même, pour ne pas ajouter Pape ; peut-être le grand P est-il dans *Politique*, dans cette conception politique du mouvement ouvrier organisé et de la lutte nationale.

Les encarts publicitaires pour les revues proches suggèrent qu'un autre débat se déroule parallèlement, non seulement sur la « nouvelle classe ouvrière », mais sur le temps hors travail, la quotidienneté, le droit à la ville avec Henri Lefebvre, la société de consommation et les besoins, les inégalités de sexe et le freudisme, la crise de la modernité. Sur les réflexions novatrices des marxistes critiques de Tchécoslovaquie et de Hongrie, sur le livre de Radovan Richta[7], qui s'inscrit dans l'examen de l'aliénation culturelle, la discussion se trouve dans *l'Homme et la Société* qui réexamine aussi les conceptions de la nation et de l'éducation nationale par l'enseignement de l'histoire, et plus encore porte la critique, fût-elle « freudo-marxiste », des rapports de domination.

Il faut attendre mai 1970 — la date devient symbolique — pour que passe dans la revue la signification contre-culurelle des mouvements de Mai. Les numéros précédents revenaient sur l'Université et les formes de pouvoir (mars 1970), sur la reproduction sociale par l'école et les héritiers, — c'est encore le cercle savant ou académique —, entraient dans la discussion sur les appareils idéologiques d'État (version Poulantzas et non

7. R. RICHTA, *La civilisation au carrefour*, Paris, Anthropos, 1968.

pas leçon d'Althusser) ; fait nouveau et annonciateur, l'attention se tournait vers le cinéma critique et explicitement le corps et la danse (Jean-Jacques Roubine, mars 1970).

Mais le numéro de mai 70 tient du coup d'éclat ou de l'effraction ; l'analyse se porte sur « le pouvoir noir » à travers la présentation des Black Panthers et l'évocation de Malcolm X, et sur « la contre-société hippie ». Surtout la revue ouvre le dossier de l'affaire Gabrielle Russier (Patrick d'Elme, « Histoire d'un fait divers ») accompagné du travail photographique sur images et graphisme d'un atelier de « Jeune Peinture ». Or les parents de Christian, dans cette relation amoureuse avec Gabrielle Russier, sont eux-mêmes enseignants et ont mis en action les autorités universitaires et les syndicats, et l'appareil judiciaire qui a toute sa force d'appareil dans la société instituée du siège d'Aix-en-Provence. Jusqu'au suicide, se trouve en cause la conjonction des normes familiales et des normes sociales ; ajoutons normes nationales pour saisir que la contradiction de Mai 1968 cesse d'être souterraine dans *Politique Aujourd'hui*.

Autant la revue *Politique Aujourd'hui* est le lieu de retentissement de la crise du communisme et du Printemps de Prague et plus encore du retour à l'ordre soviétique d'août 1968, autant l'effet et la signification de mouvements contre-culturels de l'avant Mai et de Mai 68 n'apparaissent qu'à retardement. L'un explique l'autre.

L'effet retard appartient à l'histoire générationnelle et personnelle des intellectuels communistes, mais s'inscrit dans une histoire plus longue qui est celle de l'adhésion à l'idée et à l'action ouvrières mais aussi à la croyance nationale populaire qui fait partie de la « nationalisation » des mouvements ouvriers et de l'espérance socialiste.

Cet effet retard fut déjà agissant en 1956 ; il s'est alors produit des ruptures avec « le Parti », mais sauf radicalisme critique souvent inversé en anti-communisme du communisme soviétique et du parti français, l'examen fut différé. En 1968, l'attachement à la conception nationale-sociale du mouvement ouvrier reste prépondérante, mais elle cède à une dissociation entre l'idéal socialiste et les prétentions soviétiques ou chinoises au socialisme réel ou à la pureté communiste ; du moins pour la génération des anciens, formés par l'expérience de la « Résistance » puis des luttes anticoloniales. La génération de

Mai était encore en mue de son néo-marxisme théorique ou marxisme-léninisme au sens de maoïsme.

Après Mai, mais à vitesse inégale, ceux qui abandonnent le militantisme constituent peut-être le plus grand nombre des intellectuels passés par le communisme. En second se tiennent les endurcis et les fidèles qui resteront muets à la chute du mur de Berlin et devant la disparition de l'URSS ; ce n'est plus du retard, un troisième retard, mais la persistance dans le non-être par soumission ou suivisme conforme. Les anciens de *Politique Aujourd'hui* semblent avoir échappé à ce somnambulisme ou à cette inconscience volontaire[8]. J'écris certes comme témoin et comme partie prenante mais aussi par retour en arrière d'historien.

La secousse de Mai 1968 fut une remise en mouvement. La nouveauté de Mai 68 a fait son œuvre, moins dans la fracture de l'adhésion nationale populaire que par la conjonction de l'action contre les formes d'exploitation et contre les rapports de domination, contre les communautarismes et les normes culturelles. L'engagement se poursuit dans les nouveaux mouvements[9] qui reprennent la lutte minoritaire d'émancipation, mouvements pour l'égalité, mouvements antiracistes, mouvements des femmes, mouvements de droit(s), droits de l'homme : droits humains comme le genre humain.

8. Les historiens notamment, qui sont allés à l'Université de Vincennes, ont collaboré, sous la direction de J. DROZ, à l'*Histoire générale du socialisme*, traitant des Internationales et du communisme. Leur approche historique critique échappe au révisionnisme malheureux : les Presses universitaires de France, vingt ans après et après l'effondrement de l'URSS, du « camp socialiste » et de la Fédération yougoslave, viennent de rééditer dans la collection « Quadrige », en 1997, les quatre volumes, sans changer un mot.

9. Sur cette mutation : « Crise du mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux », *L'Homme et la Société*, n° 98, 4-1990.

# *Annexes*

# Au Pré-Saint-Gervais, 25 mai 1913
# Jaurès en rouge et tricolore

*par Philippe Oulmont*

Le 25 mai 1913, pendant le meeting tenu au Pré-Saint-Gervais contre la loi « des trois ans », le photographe Branger réalise une des plus belles séries de photographies de Jean Jaurès[1]. On est alors au cœur de la campagne contre le projet lancé en mars 1913 par le gouvernement Briand. Le parti socialiste, mis devant le fait accompli par le décret gouvernemental du 15 mai qui prolonge la durée du service des libérables à partir du 1er octobre suivant, décide d'utiliser la commémoration annuelle des fusillés de la Semaine sanglante, le dernier dimanche de mai, pour tenir au Mur des Fédérés un meeting contre les « trois ans ». Le jeudi 22, prévenu de ce qu'il considère comme un détournement politique, le gouvernement Barthou interdit cette manifestation prévue pour le dimanche suivant, malgré les protestations du socialiste Willm qui explique à la Chambre que « depuis des années, [...] on profite du défilé devant les tombes des Fédérés pour essayer, à propos des préoccupations politiques du moment, de donner à la manifestation populaire de Paris et de sa banlieue une signification précise et déterminée ». Le vendredi soir, les dirigeants de la SFIO contournent l'interdiction dans la capitale en appelant alors à un grand meeting à l'extérieur de Paris, sur la commune limitrophe du Pré-Saint-Gervais.

En deux jours, un rassemblement monstre est organisé (150 000 personnes selon les organisateurs, 100 000 selon la police), moindre cependant que celui du 16 mars, au même

1. Le plus connu de ces clichés, celui dont il est question ici, forme la couverture du présent ouvrage. Il identifie également les cahiers *Jean Jaurès* depuis 1995 [21, boulevard Lefbvre, 75015 Paris].

endroit pour le même objectif. C'est que la CGT, qui était engagée dans le même combat, préparait aussi un meeting au Pré-Saint-Gervais, mais pour le premier dimanche de juin : les affiches étaient déjà tirées et payées. La décision de se rallier au meeting socialiste du 25 n'a pas été du goût de certains syndiqués qui brilleront par leur absence (Bâtiment, Terrassiers). Mais l'expérience du 16 mars va permettre d'organiser le meeting malgré la brièveté du délai. La butte du Chapeau rouge forme un espace relativement clos, un peu irrégulier, une pente douce et herbeuse sur le glacis de la zone militaire, d'où la vue s'étend sur ce qui est déjà un vaste paysage de banlieue. Sur tout le terrain, quinze estrades en bois ont été édifiées et décorées de drapeaux rouges. Toute manifestation politique étant interdite sur la voie publique dans Paris, les manifestants arrivent en silence et drapeaux roulés. Ils sont guidés et encadrés par des « commissaires cyclistes » du parti et par des « hommes de confiance » au brassard rouge, innovation adoptée sur le modèle allemand peu avant les manifestations de 1909 en faveur de Ferrer. La police se montre discrète, ce qui n'exclut pas des concentrations militaires importantes à proximité.

A partir de 14 heures 30, fanfares et chants se font entendre sur le terrain : *L'Internationale*, *Gloire au Dix-septième*, et la chanson *Hou ! Hou ! Les trois ans* de Robert Guérard sur l'air de *Cadet Rousselle*. Aux boutonnières flottent églantines en papier et rubans rouges ; on signe des pétitions. Des femmes et des enfants sont là, avec une majorité d'hommes en casquettes et canotiers. Le soleil déjà estival est de la partie, et un témoin parle de *Sahara park*... Les marchands de boissons font des affaires. Quatre-vingt-dix orateurs environ sont inscrits, dont cinq femmes, vingt-six députés socialistes, des conseillers de Paris, de nombreux syndicalistes, des militants anarchistes et même un curé, sans oublier un conseiller fédéral suisse, Brustlein, que Jaurès avait rencontré à la conférence interparlementaire franco-allemande de Berne, le 13 mai précédent. Les manifestants se pressent autour de chaque estrade où, pendant une heure, se succèdent à tour de rôle cinq à six orateurs. A peine arrivé, Jaurès est porté en triomphe par des milliers de manifestants ; « suant, saluant, heureux, Jaurès s'éponge, remercie et admire les drapeaux rouges », note le reporter de *La Bataille syndicaliste*. Lorsque en dernier vient son tour de parler, il est clair qu'il ne peut, malgré son organe et la masse

pressée autour de l'estrade, être entendu des 150 000 manifestants éparpillés alentour. En 1913 il n'y a pas encore de hauts-parleurs, mais le tribun sait toucher son public quelle que soit la transcription conservée de ses paroles : « Je ne peux parler de tous côtés à la fois. Mais nulle parole humaine ne pourrait remplacer la parole collective qui est en vous », ou « il n'y a pas de parole humaine qui puisse égaler la force collective de démonstration qui est en cours ». Présenté sur chaque estrade, un ordre du jour commun est voté par acclamations, associant le souvenir de la Commune et la République sociale au refus des trois ans. La dislocation se fait alors tranquillement au son de *L'Internationale* et de *Gloire au 17e*.

Le lendemain, la gauche se félicite de la maladresse du gouvernement qui, en empêchant quinze mille travailleurs de se rendre au Père-Lachaise, a contribué — d'un *mur* à l'autre — à en faire venir dix fois plus au pied des *fortifs*, au Pré-Saint-Gervais. Un tel succès, qui traduit la capacité d'organisation et la puissance du jeune parti socialiste, encourage à amplifier l'action et un troisième meeting aura encore lieu le 13 juillet suivant. Mais la majorité de la Chambre est pressée d'en finir et la loi est votée six jours plus tard par 358 voix contre 204.

Un détail nous a intrigué en observant ces photos magnifiquement reproduites sur la couverture et dans les neuf premières pages de *Jaurès, La parole et l'acte*[2]. On différencie aisément la série du 13 juillet de celle du 25 mai par le fait que Jaurès, sensible à la chaleur estivale, a troqué le melon pour le canotier. Mais surtout, le 25 mai, sous le drapeau rouge, on distingue précisément que le député de Carmaux arbore une églantine rouge et qu'il porte une écharpe tricolore. Il n'y a là rien de contradictoire. D'où vient alors cette superbe écharpe rouge qui figure sur l'image la plus souvent reproduite de cette journée, que l'on retrouve aussi bien dans les ouvrages savants que dans les manuels scolaires ou les recueils de vulgarisation ? Chercher la réponse à cette question a conduit à un résultat très différent de ce que l'on pouvait imaginer. L'original noir et blanc de l'époque, marqué du tampon Branger et conservé dans le carton F7 13345 des Archives nationales, prouvait que la retouche rouge avait été apportée après coup, mais quand, par qui, pour qui et pourquoi ? Dans le meilleur des cas, la légende

---

2. Paris, Gallimard, 1994.

de certains ouvrages précisait : *Carte postale coloriée d'après une photo. Agence photographique Harlingue. Roger-Viollet.* Cette agence, active avant 1914 et entre les deux guerres, est entrée en possession des clichés de Branger, puis le fonds Harlingue a été racheté dans les années 1965-1970 par Roger-Viollet. Mais une maison aussi sérieuse que Harlingue aurait-elle modifié à ce point un document aussi connu ? Dans un premier temps, cette écarlate falsification nous semblait exhumer le débat de fond de l'internationalisme ou du patriotisme de Jaurès. Nous imaginions qu'après la guerre le jeune parti communiste, se réclamant de Jean Jaurès et désireux d'en faire le premier des siens, aurait pu commanditer ce coloriage et en tirer une carte postale pour contrebalancer le « Jaurès légendaire pour carte postale patriotique » dénoncé par Paul Vaillant-Couturier (*La Vérité*, 26 mars 1919). Nous étions prêt à en rechercher des preuves à la loupe. La vérité s'est révélée plus prosaïque, en quelques heures d'enquête au sein de l'honorable maison de la rue de Seine : dans les années 1970, madame Roger-Viollet occupait ses loisirs à colorer elle-même à l'aquarelle un certain nombre des clichés de son fonds de commerce, notamment des paysages. Dans ce cas précis, peut-être croyait-elle ajouter au réalisme ou simplement faire plus joli ? A coup sûr sans arrière-pensée idéologique ni connaissance historique véritable, et en se gardant bien d'en informer ses clients. Conclusion : si l'on voulait continuer à utiliser aujourd'hui cette superbe image colorée, il faudrait la retoucher de tricolore. Aurait-elle alors le même impact ?

# Madeleine Rebérioux. Bibliographie générale (1945-1999…)

*par Vincent Duclert et Gilles Candar*

Le classement des références repose pour cette bibliographie sur le statut éditorial des travaux, et non sur leurs objets d'étude. Les recherches menées par Madeleine Rebérioux[1], qui conduisent à de fréquents croisements de problématiques, à l'ouverture de champs nouveaux et à la confrontation des registres scientifiques, intellectuels et politiques, rendent en effet peu aisée une organisation de cette bibliographie par thèmes. Pour les différentes sections retenues, l'ordre est chronologique ; à l'intérieur de chaque année, cet ordre est alphabétique[2].

Il est à noter que les très nombreux comptes rendus d'ouvrages n'ont pas été pris en compte dans cette bibliographie[3]. Nous pouvons renvoyer à trois principales revues d'histoire : *Le Mouvement Social*, les *Annales ESC* et *Jean Jaurès Bulletins & Cahiers*[4]. Pour cette dernière publication,

---

1. Rendons ici hommage à Jean Rebérioux qui, entre autres tâches, a dactylographié nombre des textes de son épouse, une mission de l'ombre pour un homme aimant la lumière.

2. Madeleine Rebérioux a bien voulu mettre à notre disposition sa bibliothèque et son temps. Nous la remercions bien vivement de nous avoir ouvertes toutes grandes les portes de son appartement du boulevard Arago et d'avoir complété notre travail. Elle a par ailleurs légué une importante partie de sa bibliothèque à l'Université de Versailles-Saint-Quentin.

3. De même les nombreuses notices du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* dirigé par Jean Maitron (Paris, Éditions de l'Atelier. Disponible sur CD-Rom) n'ont-elles pas été reprises, à l'exception du très long texte consacré à Jean Jaurès.

4. Comme c'est le cas pour de nombreux autres chercheurs, ces comptes rendus proposent souvent une réflexion méthodologique avancée. Voir, pour exemple, la double analyse de Madeleine Rebérioux des trois tomes d'Auguste Anglès sur *André Gide et le premier groupe de la Nouvelle Revue française* (*Annales ESC*, 1980, p. 120-122, et 1988, p. 941-943).

nous n'avons pas retenu les « états de la recherche jaurésienne » que Madeleine Rebérioux présente chaque année depuis 1960 et qui constituent aussi bien une mine de renseignements bibliographiques qu'un regard historiographique stimulant pour l'histoire contemporaine. Nous n'avons pas retenu non plus les textes administratifs de la vice-présidente de l'Établissement public du Musée d'Orsay ni les interventions plus politiques de la présidente de la Ligue des droits de l'homme (rapports, articles d'*Hommes et libertés* et d'*Après-demain*).

Cette bibliographie met en évidence des tournants ou des postures décisives. Le brassage de la vie intellectuelle et de la vie militante sous-entend un certain usage, ouvert et critique, de l'histoire, depuis les combats anticolonialistes jusqu'aux luttes contre l'extrême droite. Le tournant de 1959-1960 avec la naissance de la Société d'études jaurésiennes et de son bulletin indique la place centrale de Jaurès dans l'œuvre de Madeleine Rebérioux, comme sujet d'étude mais aussi comme méthode d'élucidation du réel. La fondation de Vincennes et le militantisme universitaire coïncident avec l'exclusion de Madeleine Rebérioux du PCF. C'est, selon son témoignage, « une nouvelle ardeur, de nouveaux thèmes d'enseignement et de recherche liés à une forte attente étudiante comme l'enquête sur les ouvriers du livre, l'étude de la production culturelle en relation avec le mouvement social, le débat intellectuel sur les avant-gardes »[5].

Les années de la création du musée d'Orsay ont prolongé ce travail de recherche en histoire sociale et culturelle et d'animation universitaire. Celui-ci fut mené dans l'espace muséographique même et au sein d'un séminaire de l'École des hautes études en sciences sociales : travail sur la culture industrielle, le monde des musées, les expositions universelles, etc. Le bicentenaire de la Révolution française et la présidence de la commission « extrême droite » de la Ligue des droits de l'homme ont permis à Madeleine Rebérioux d'aborder une entrée dans l'histoire et le présent des associations à haute teneur historique.

Le travail de Madeleine Rebérioux a été, et demeure, éminemment collectif et historiographique. L'importance des pré-

5. Entretien avec Vincent Duclert, 20 mars 1999.

faces qu'elle a été amenée à écrire traduit cette appétence qui exprime en même temps une certaine idée de la recherche. Et si ses livres de facture classique ont été, somme toute, peu nombreux, il faut souligner, pour ne prendre qu'un seul exemple, l'importance de *La République radicale ?*, à la fois point d'aboutissement de travaux antérieurs et lieu de lancement d'autres chantiers, à la fois synthèse pour étudiants et essai pour chercheurs. Au reste, de nouveaux livres devraient rapidement jouer un rôle aussi stimulant.

## I — Livres, directions d'ouvrages collectifs et de dossiers de revue

*Proudhon et l'Europe. Les idées de Proudhon en politique étrangère* [sous le nom de Madeleine Amoudruz], préface de Georges Lefebvre, Paris, Domat-Montchrestien, 1945, 160 p.

*Poèmes* [sous le nom de Madeleine Amoudruz], volume hors commerce, Paris, Presses Matey, 1946, 154 p.

« Jaurès » (Madeleine Rebérioux dir.), *Le Mouvement Social*, n° 39, avril-juin 1962, 72 p.

« Le socialisme et la question coloniale avant 1914 » (Madeleine Rebérioux et Georges Haupt dir.), *Le Mouvement Social*, n° 45, octobre-décembre 1963, 142 p.

« Critique littéraire et socialisme au tournant du siècle » (Madeleine Rebérioux dir.), *Le Mouvement Social*, n° 59, avril-juin 1967, 168 p.

*La deuxième Internationale et l'Orient* (Madeleine Rebérioux et Georges Haupt dir.), Paris, Cujas, 1967, 493 p.

« La Sorbonne par elle-même » (Madeleine Rebérioux, Jean-Claude et Michelle Perrot et Jean Maitron dir.), *Le Mouvement Social*, n° 64, juillet-septembre 1968, 416 p. [réédition, Paris, Éditions ouvrières, 1988].

*La République radicale ? 1898-1914*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, 254 p. [dernière réédition avec bibliographie mise à jour : 1998. Traduction anglaise : *The Third Republic from its Origins to the Great War, 1871-1914* (Jean-Marie Mayeur et Madeleine Rebé-

rioux), Cambridge, Cambridge University Press et Éditions de la MSH, 1984].

« Culture et militantisme en France : de la Belle Époque au Front populaire » (Madeleine Rebérioux dir.), *Le Mouvement Social*, n° 91, avril-juin 1975, 192 p.

« Georges Haupt parmi nous », *Le Mouvement Social*, n° 111, avril-juin 1980, 281 p.

*Les ouvriers du livre et leur fédération. Un centenaire 1881-1981*, Paris, Temps actuels-Messidor, 1981, 242 p.

*Jaurès et la classe ouvrière* (Madeleine Rebérioux dir.), Paris, Les éditions ouvrières, 1981, 240 p.

« L'expression plastique au XIX^e siècle. Regards d'aujourd'hui » (Madeleine Rebérioux dir.), *Le Mouvement Social*, n° 131, avril-juin 1985, 176 p.

« Avec Jean Maitron » (Madeleine Rebérioux dir.), *Le Mouvement Social*, supplément au n° 144, octobre-décembre 1988, 168 p.

*Ils ont pensé les droits de l'homme*, textes et débats, 1789-1793, réunis et présentés par Madeleine Rebérioux, Antoine de Baecque, Dominique Godineau, Paris, EDI-Ligue des droits de l'homme, 1989, 206 p.

« Mise en scène et vulgarisation : l'Exposition universelle de 1889 » (Madeleine Rebérioux dir.), *Le Mouvement Social*, n° 149, octobre-décembre 1989, 160 p.

« La construction des branches professionnelles, XIX^e-XX^e siècles » (Madeleine Rebérioux dir.), *Technologies, Idéologies, Pratiques*, vol. IX, n° 3-4, 1990, 150 p.

*L'extrême droite en questions* (textes réunis et présentés par Madeleine Rebérioux), Actes du colloque organisé par le Cercle Condorcet et la Ligue des droits de l'homme (3-4 février 1989), Paris, Etudes et documentation internationales, 1991, 254 p.

« Paris-province 1900 » (Madeleine Rebérioux dir.), *Le Mouvement Social*, n° 160, juillet-septembre 1992, 176 p.

*Jaurès. La parole et l'acte*, Paris, Gallimard, 1994, 160 p.

*Fourmies et les premier mai* (Madeleine Rebérioux dir.), Paris, Éditions de l'Atelier, 1994, 460 p.

*Jaurès et les intellectuels* (Madeleine Rebérioux et Gilles Candar dir.), Paris, Éditions de l'Atelier, 1994, 324 p.

« Les droits de l'homme en politique, 1898-1939 » (Madeleine Rebérioux dir.), *Le Mouvement Social*, n° 183, avril-juin 1998, 200 p.

*Parcours engagés dans la France contemporaine*, Paris, Belin, 1999.

## II — Messages

*Lettres à la Révolution*, Amiens, Éditions des Trois Cailloux-Maison de la Culture d'Amiens, 1989, 237 p.

Petits d'hommes. Les droits de l'enfant, *photographies de Jean-Pierre Rey, Paris, UNICEF-Albin Michel, 1995, 140 p.*

« Mémoire, quel beau mot ! » dans *La paix, la mémoire, document*, Val de Reuil, s.l., s.d.

*Éclairer sans brûler*, Salon du livre antifasciste, Gardanne, novembre 1997 (textes réunis par Simone Roche), Marseille, Actes Sud, 1997, p. 105-106.

## III — Préfaces et éditions d'ouvrages d'auteurs classiques

Jean Jaurès, *Textes choisis : contre la guerre et la politique coloniale*, Paris, Les Éditions sociales coll. « Des classiques du peuple », 1959, p. 7-58 [introduction] [édition russe, 1962].

Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, Paris, UGE 10/18, 1969, p. 7-45 [introduction].

Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, réédition par Albert Soboul, 6 tomes, Paris, Éditions sociales, 1969-1972, p. 35-51 [introduction : « Le livre et l'homme »].

*Jaurès et la classe ouvrière*, Paris, Maspero, 1976 [1970], p. 4-19 [choix de textes et présentation].

Jean Jaurès, *La Guerre franco-allemande 1870-1871*, Paris, Flammarion, 1971, p. 293-305 [présentation].

Jean Jaurès, *Etudes socialistes*, Paris-Genève, Slatkine-Ressources, 1979, n.p. [10] [présentation].

Jean Jaurès, *Discours parlementaires*, Paris-Genève, Slatkine-Ressources, 1980, p. I-X [présentation].

Jean Jaurès, *Les Preuves*, Cergy-Pontoise, Éditions du Signe, 1981, [8 pages non numérotées, présentation et notes].

*Jean Jaurès, anthologie*, Louis Lévy (éd.), Paris, Calmann-Lévy, rééd. 1983, p. 7-39 [préface].

Émile Zola, *Correspondance*, t. V, *(1884-1886)*, Montréal-Paris, Presses de l'Université de Montréal-Éditions du CNRS, 1985, p. 45-55 [introduction historique].

Jean Jaurès, *Libertés* (présentation par Gilles Candar), Paris, EDI-LDH, 1987 p. 7-10 [Avant-propos].

Émile Zola, *Correspondance*, t. VI, *(1887-1890)*, Montréal-Paris, Presses de l'Université de Montréal-Éditions du CNRS, 1987 p. 43-59 [introduction historique].

Émile Zola, *Correspondance*, t. VII, *(1890-1893)*, Montréal-Paris, Presses de l'Université de Montréal-Éditions du CNRS, 1989, p. 43-56 [introduction historique].

Émile Zola, *Correspondance*, t. VIII, *(1893-1897)*, Montréal-Paris, Presses de l'Université de Montréal-Éditions du CNRS, 1991, p. 35-52 [introduction historique].

*Abolir la peine de mort. Le débat parlementaire de 1908*, Cahier *Jean Jaurès* n° II, 1992, p. 139-140 [postface].

Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos, *Introduction aux études historiques (1898)*, Paris, Éditions Kimé, 1992, p. 7-16 [préface].

Marcel Cachin, *Carnets 1906-1916*, Paris, CNRS Éditions, 1993, t. I, p. XIII-XV [préface].

*Henri Guillemin, historien de Jaurès. Lettres d'Henri Guillemin à Madeleine Rebérioux*, Paris, Société d'études jaurésiennes, 1997, *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 144, avril-juin 1997 [présentation et notes].

Jean Jaurès, *Les Preuves. Affaire Dreyfus*, Paris, La Découverte, 1998, p. 15-25 [introduction historique].

*Le Parlement et l'affaire Dreyfus 1894-1906. Douze années pour la vérité*, Paris, Société d'études jaurésiennes et Assemblée nationale, 1998, *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 147, janvier-mars 1998 [Introduction, p. 11-17].

*avenirs et avant-gardes en France, XIXe et XXe siècles*

## IV. Préfaces à des ouvrages d'auteurs contemporains

[Préface], Élisabeth & Michel Dixmier, *L'Assiette au Beurre. Revue satirique illustrée 1901-1912*, Paris, François Maspero, 1974, p. 9-12.

« Préface », Jean-François Noël, *Les Postiers, la grève et le service public*, Paris, François Maspero « Textes à l'appui »/Presses universitaires de Grenoble, 1977, p. 3-4.

« Postface », Michel Chabot, *L'escarbille. Histoire d'Eugène Saulnier ouvrier verrier*, Paris, Presses de la Renaissance, 1978, p. 267-281.

« Préface », Charles Sowerwine, *Les femmes et le socialisme*, Paris, Presses de la FNSP, 1978, p. XI-XXIII.

« Préface », Ivan Muller, *De la guerre. Le discours de la Deuxième Internationale, 1889-1914*, Genève, Librairie Droz, 1980 [six pages non numérotées].

« Jaurès et la classe ouvrière », dans *Jaurès et la classe ouvrière* (Madeleine Rebérioux dir.), Actes du colloque de Paris de 1976, Paris, Éditions ouvrières, 1981, p. 13-28.

« Préface : femmes et citoyenneté », *1789. Cahiers de doléance des femmes et autres textes* (Paule-Marie Duhet éd.), Paris, Des femmes-Antoinette Fouque, 1981, p. I-XII.

« Préface », *Histoire passionnante de la vie d'un petit ramoneur savoyard, écrite par lui-même*, Paris, Le Sycomore, 1981, p. I-VII.

« Préface », Jean-Baptiste Martin, *La fin des mauvais pauvres*, Seyssel, Champ Vallon, 1983, p. 9-14.

« Préface », Jolyon Howorth, *Édouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, Paris, EDI/Syros, 1982, p. 13-24.

« Préface », Laurent Marty, *Chanter pour survivre. Culture ouvrière, travail et techniques dans le textile. Roubaix 1850-1914.* Lille, Atelier ethno-histoire et culture ouvrière Fédération Léo-Lagrange, 1982, p. 7-12.

« Préface », Gérard Noiriel, *Longwy. Immigrés et prolétaires 1880-1980*, Paris, PUF, 1984, p. 11-16.

« Préface », Gisèle Le Rouzic, *Voyage aux forges d'Hennebont, 1860-1945*, Mellac/Quimperlé, La Digitale, 1984, p. 11-15.

« Préface », Marie-José Chombart de Laune, *Vigilance. Vieilles traditions extrémistes et droites nouvelles*, Paris, Ligue des droits de l'homme EDI, 1986, p. 7-10.

« Préface : La légalisation des syndicats en France », *Syndicats et cinéma : le centenaire*, Paris, AFCN, 1984, p. 19-21.

« Préface », *Images du travail. Peintures et dessins des collections françaises*, Paris, Éditions de la RMN, 1985, p. 11-29.

« Présentation », « Mutations technologiques, emplois, qualifications dans cinq branches professionnelles, de l'entre-deux-guerres à nos jours », *Technologies, idéologies, pratiques*, 1985, p. 3-7.

« Postface », Bernard Gibaud, *De la mutualité à la sécurité sociale, conflits et convergences*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1986, p. 245-251.

« Préface », Lucien Mercier, *Les Universités populaires : 1899-1914. Education populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1986, p. 7-9.

« Préface », Philippe Gumplowicz, *Les travaux d'Orphée. 150 ans de vies musicale amateur en France. Harmonies-Chorales-Fanfares*, Paris, Aubier, 1987, p. 7-11.

« Préface », Michel Dreyfus, *Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France (XIX*e *et XX*e *siècles)*. Guide documentaire, Paris, Éditions ouvrières, 1987, p. 9-10.

« Introduction », Pierre Pinon (dir.), *Les traversées de Paris. Deux siècles de révolutions dans la ville*, Paris, Éditions du Moniteur/La Grande Halle-La Villette, 1989, p. 11-14.

« Postface », *Pour les droits de l'homme, Histoire(s), Image(s), Parole(s)*, Paris, Artis 89, 1989, p. 147-150.

« Préface », *Jaurès historien de la Révolution française*, Castres, Centre national et Musée Jean Jaurès, 1989, p. 7-9.

« Préface », Jean Domenichino, *Une ville en chantiers. La contruction navale à Port-de-Bouc 1900-1966*, Aix-en-Provence, 1989, p. 6-8.

« Préface », Madeleine Colin, *Traces d'une vie dans la mouvance du siècle*, Paris, Madeleine Vigne, 1991 [3 pages non numérotées].

« Préface », Yolande Cohen, *Les jeunes, le socialisme et la guerre. Histoire des mouvements de jeunesse en France*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 15-17.

« Présentation », Marc Angenot, *Ce que l'on dit des Juifs en 1889. Antisémitisme et discours social*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1989, p. 5-10.

« Préface », Françoise Basch, *Rebelles américaines au XIXe siècle. Mariage, amour libre et politique*, Paris, Klincsieck, 1990, p. III-XII.

« Préface », Guy Rousseau, *Le temps du Gouyat. L'enracinement socialiste dans le Puy-de-Dôme (1870-1914)*, Clermont-Ferrand, Institut d'études du Massif Central. Université Blaise Pascal, 1991, p. 1-3.

« Préface », Jean-Noël Chopart, *Le fil rouge du corporatisme. Solidarité et corporations ouvrières au XIXe siècle*, Paris, Mutualité française, 1991, p. 7-9.

« Postface », Marie et François Mayoux, *Instituteurs pacifistes et syndicalistes. Mémoires de F. Mayoux*, Clermont-Ferrand, Éditions Canope, 1992, p. 355-359.

« Préface », Jean Lévy, *Le dossier Georges Albertini. Une intelligence avec l'ennemi*, Paris, L'Harmattan-Éditions du Pavillon, 1992, p. 7-9.

« Préface », *Marseillaise. Marseillaises. Anthologie des différentes adaptations depuis 1792* (Chantal Georgel et Robert Delbart éd.), Paris, Le Cherche midi éditeur, 1992, p. 5-7.

« Préface », Christophe Prochasson, *Les Intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Éditions du Seuil, 1993, p. 9-13.

« Préface », Leîla Wolf, *La démocratie au quotidien. Histoire d'un mouvement de quartier au Brésil*, Paris, Syros-Alternatives, 1993, p. 7-8.

« Préface », Olivier Le Cour Grandmaison et Catherine Wihtol de Wenden (dir.), *Les étrangers dans la cité. Expériences européennes*, Paris, Éditions La Découverte/Ligue des droits de l'homme, 1993, p. 7-10.

« Préface », Roger Arvois, *« Ami, si tu tombes... » Malgré milice et Gestapo, on se bat enfin !*, t. II, *Les années terribles*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 7-8.

« Préface », *Thomas Paine ou la République sans frontières* (Bernard Vincent ed.), Nancy, Presses Universitaires de Nancy-Ligue des droits de l'homme, 1993, p. 7-11.

« Avant-propos », *LDH. Dossiers et Documents*, « Mémoire et actualité de l'affaire Dreyfus », n° 17, juillet-août 1994, p. 3 [Madeleine Rebérioux a rédigé tout le numéro].

« Introduction » [avec Gilles Candar], Madeleine Rebérioux et Gilles Candar (dir.), *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1994, p. 7-16.

« Préface », « Antisémitisme et sursaut républicain dans la presse pendant l'affaire Dreyfus », *Dossiers de documentation*, n° 21, Paris, Centre national de documentation pédagogique, 1994, p. 6-12.

« Préface », Annie Thébaud-Mony et Christophe Dejours (dir.), *Souffrances et précarités au travail. Paroles de médecins du travail*, Paris, Éditions Syros, 1994, p. 13-14.

« Préface », Veuve Maupas, *Le fusillé*, Cherbourg, Éditions Isaete, 1994 [rééd. de 1934, 7 pages non numérotées].

« Préface. A la recherche d'une citoyenneté sociale », Paul Noirot (dir.), *Le spectre de la déchirure sociale et politique*, numéro commun de *Hommes et libertés* et de *Panoramiques*, 1994, p. 5-7.

« Avant-propos », dans « Jaurès, les socialistes et l'affaire Dreyfus », Actes du colloque de Montreuil, 3 décembre 1995, *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 138, octobre-décembre 1995, p. 5.

« Préface », Andrée Dore-Audibert, *Des Françaises d'Algérie dans la guerre de libération. Des oubliées de l'histoire*, Paris, Éditions Karthala, 1995, p. 6-8.

« Préface », *Amours coloniales. Aventures et fantasmes exotiques de Claire Duras à Georges Simenon* (Alain Ruscio éd.), Bruxelles, Complexe, 1996, p. 5-7.

« Préface », Charles Heimberg, *L'œuvre des travailleurs eux-mêmes ? Valeurs et espoirs dans le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle (1885-1914)*, Genève, Ed. Slatkine, 1996 [4 pages non numérotées].

« Préface », Jean Rabaut, *Marguerite Durand (1864-1936). « La Fronde » féministe ou « Le Temps » en jupons*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 7-8.

« Préface », Ma Shengli, *Obtenir le socialisme et la Démocratie. Critique et commentaire de Jaurès*, Pékin, Maison d'édition de l'Académie des sciences sociales, 1996 [en chinois].

« Préface », Claude Schkolnyk, *Victoire Tinayre 1831-1895. Du socialisme utopique au positivisme prolétaire*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 13-15.

« Préface », Victor Fay, *Contribution à l'histoire du mouvement social français*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 7-14.

« Avant-propos », Anne-Marie Thomazeau, *Le Pari solidaire. Histoire de la mutualité*, Montreuil, Viva Éditions/CVM, 1998, p. 7-9.

« Ouverture : Éducation et instruction », *L'éducation des filles au temps de George Sand* (Michèle Hecquet éd.), Arras, Artois Presses Université, 1998, p. 17-24.

« Préface », Jean Legoy, *Un siècle citoyen. Histoire de la section de la Ligue des droits de l'homme 1898-1998*, Le Havre, Éditions LDH, 1998, p. 5-7.

« Préface », Marie Cégarra, *La mémoire confisquée des mineurs marocains de la région du Nord*, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion, 1999, p. 9-11.

## V — Contributions à des colloques, des ouvrages collectifs, des catalogues d'exposition et des dossiers de revues

« Les expériences d'éducation populaire en France 1830-1958 », dans *Clases populares, cultura, educacion. Siglos XIX y XX*, Madrid, Casa de Velasquez-Universidad nacional de educacion a distanca, 1990, p. 25-45.

« Bibliographie jaurésienne française et étrangère », dans « Jaurès », *Le Mouvement Social*, n° 39, avril-juin 1962, p. 51-65.

« Jean Jaurès, storico della Rivoluzione francese », *Rivista storica del socialismo*, septembre-décembre 1962.

« L'attitude de l'Internationale », dans « Le socialisme et la question coloniale avant 1914 », *Le Mouvement Social*, n° 45, octobre-décembre 1963, p. 7-37 [avec Georges Haupt].

« Les conflits de tendances dans le POB au moment de la 'reprise' du Congo », dans « Le socialisme et la question coloniale avant 1914 » *Le Mouvement Social*, n° 45, octobre-décembre 1963, p. 110-120.

« L'homme », dans *Robert Schnerb* (Madeleine Schnerb dir.), Clermont-Ferrand, Éditions Volcans, 1964, p. 25-52.

« Jaurès et la nation », dans *Actes du colloque Jaurès et la nation*, Toulouse, [Association des publications de la Faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse], 1965, p. 1-27.

« Jaurès et Robespierre », dans *Actes du colloque Robespierre*, Vienne, 1965, Paris, Société d'études robespierristes-Librairie Clavreuil, 1966, p. 191-204.

« Jaurès, historien de la Révolution française », dans *La Pensée socialiste devant la Révolution française*, Paris, Société d'études robespierristes-Librairie Clavreuil, 1966, p. 171-195 [réédité dans *Jaurès historien de la Révolution française*, Castres, Centre national et Musée Jean Jaurès, 1989, p. 35-63]

« Critique littéraire et socialisme au tournant du siècle », dans « Critique littéraire et socialisme au tournant du siècle », *Le Mouvement Social*, n° 59, avril-juin 1967, p. 3-28.

« Les tendances hostiles à l'État dans la SFIO (1905-1914) », dans « Avec ou sans l'État ? Le mouvement ouvrier français et anglais au tournant du siècle », Actes du colloque de Londres, 1966, *Le Mouvement Social*, n° 65, octobre-décembre 1968, p. 21-37.

« Mirabeau vu par les historiens de la Troisième République. 1871-1914 », dans *Les Mirabeau et leur temps*, Actes du colloque d'Aix en Provence (17 et 18 décembre 1966), Paris, Société d'études robespierristes-Librairie Clavreuil, 1968, p. 237-249.

« Y a-t-il une constante libertaire dans la tradition populaire et révolutionnaire française ? », dans *Anarchici e anarchia nel mondo contemporaneo*, Turin, Fondation Luigi Einaudi, 1971, p. 598-609

« Roman, théâtre et chanson : quelle Commune ? », dans « La Commune de 1871 », Actes du colloque de Paris, mai 1971, *Le Mouvement Social*, n° 79, 1972, p. 273-292 [édité en volume par les Éditions ouvrières la même année].

« Albert Thomas, pivot du réformisme français », dans « Réformismes et réformistes français », *Le Mouvement Social*, n° 87, avril-juin 1974, p. 85-97 [avec Patrick Fridenson].

« Avant-garde esthétique et avant-garde politique : le socialisme français entre 1890 et 1914 », dans *Esthétique et marxisme*, Paris, 10/18, 1974, p. 21-40.

« La génération de Barbusse », dans « Henri Barbusse », *Europe*, septembre 1974, p. 46-51.

« Le socialisme belge de 1875 à 1914 », dans *Histoire générale du socialisme* (Jacques Droz dir.), t.II, Paris, PUF, 1974, p. 321-332 [réédition « Quadrige »].

« Le socialisme et la Première Guerre mondiale (1914-1918 », dans *Histoire générale du socialisme* (Jacques Droz dir.), t. II, Paris, PUF, 1974, p. 585-641 [réédition « Quadrige »].

« Le socialisme français de 1871 à 1914 », dans *Histoire générale du socialisme* (Jacques Droz dir.), t. II, Paris, PUF, 1974, p. 133-236 [réédition « Quadrige »].

« Culture et militantisme », dans « Culture et militantisme en France : de la Belle Epoque au Front populaire », *Le Mouvement Social*, n° 91, avril-juin 1975, p. 3-12.

« Jean Jaurès », dans *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (Jean Maitron dir.), troisième partie : *1871-1914. De la Commune à la Grande guerre*, t. 13, Paris, Les Éditions ouvrières, 1975, p. 92-105 [repris dans *Jean Jaurès, l'époque et l'Histoire*, Catalogue de l'exposition du Centre national et Musée Jean Jaurès et de l'Assemblée nationale, Castres, 1994, p. 107-137].

« La caricature politique et Jaurès vivant », dans *Jaurès et ses images* (Robert Estivals dir.), Paris, Société de bibliologie et de schématisation, 1975, p. 18-24.

« Léon Blum et la production culturelle (1904-1914) », dans « Léon Blum et la question culturelle », *Nouvelle Revue socialiste*, n° 10-11, 1975, p. 42-54.

« Théâtre d'agitation : le groupe Octobre », dans « Culture et militantisme en France : de la Belle Epoque au Front populaire », *Le Mouvement Social*, n° 91, avril-juin 1975, p. 109-119 [présenté par Madeleine Rebérioux].

« Guesdisme et culture politique : recherches sur *l'Encyclopédie socialiste* de Compère-Morel », dans *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1976, p. 211-227.

« Histoire, historiens et dreyfusisme », *Revue historique*, « Le centenaire de la *Revue historique* », n° 518, avril-juin 1976, p. 407-432.

« Hubertine Auclert et la question des femmes à l'immortel congrès (1879) », *Romantisme*, « Mythes et représentations de la femme », n° 13-14, 1976, p. 123-142 [avec Christiane Dufrancatel et Béatrice Slama].

« Jaurès et l'histoire », dans « Jaurès historien, historiens jaurésiens », Actes du colloque de Toulouse du 6 mars 1977, *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 69-70, avril-septembre 1978, p. 3-10.

« Marxisme et critique du marxisme chez Jean Jaurès », dans *Histoire du marxisme contemporain*, t. 3, Paris, UGE 10/18, 1977, p. 205-246.

« Socialisme et marxisme », dans *Comprendre les idées au XX^e^ siècle* (sous la direction de Marc Ferro), Verviers, Éditions Marabout, 1977, p. 38-56.

« Jean Dresch et le Comité Audin », dans « Géographie / Anticolonialisme : Jean Dresch », *Hérodote*, n° 11, 3^e^ trimestre, 1978, p. 63-68.

« La question féminine dans les débats de la deuxième Internationale », dans *Anna Kuliscioff e l'eta del riformismo*, Milan, Mondo operaio et Edizioni Avanti !, 1978.

« Situation des avant-gardes », dans Histoire littéraire de la France (sous la direction de Claude Duchet), Paris, Éditions sociales, t. X *(1873-1973)*, 1978, p. 309-316.

« Socialisme et communisme en Amérique latine », dans *Histoire générale du socialisme* (Jacques Droz dir.), t. 4, Paris, PUF, 1978, p. 192-255 [réédition « Quadrige »] [avec Robert Paris].

« Il dibattito sulla guerra », dans *Storia del Marxismo* (Eric J. Hobsbawm, Georges Haupt, Franz Marek, Ernesto Ragionieri, Vittorio Strada, Corrado Viviani dir.), vol. 2, *Il marxismo nell'età della Seconda Internazionale*, Turin, Einaudi, 1979, p. 897-935.

« Les intellectuels français au XX^e^ siècle : quelques questions », dans *Intellectuels français, intellectuels hongrois*, Congrès de Matrafired, 1980-1986, p. 223-234.

« L'ouvrière » dans *Misérable et glorieuse, la femme du XIX^e^ siècle*, présenté par Jean-Paul Aron, Paris, Fayard, 1980, p. 59-78 [réédition « Quadrige »].

« Travail en commun », dans « Georges Haupt parmi nous », *Le Mouvement Social*, n° 111, avril-juin 1980, p. 37-38.

« Zola, Jaurès et France : trois intellectuels devant l'affaire », dans *Les Cahiers naturalistes*, n° 54, 1980, p. 226-281.

« Bibliographie française et internationale », dans *Jaurès et la classe ouvrière* (Madeleine Rebérioux dir.), Actes du colloque de Paris de 1976, Paris, Éditions ouvrières, 1981, p. 227-237.

« La classe operaia francese e le sue organizzazioni die fronte alla nascita della società industriale agli inizi del XX secolo », dans *Movimento operaio e societa' industriale in Europa. 1870-1970* (Franco Piro et Paolo Pombeni dir.), Venise, Marsilio Editori, 1981, p. 145-165.

« La conception du parti chez Jaurès », dans *Jaurès et la classe ouvrière* (Madeleine Rebérioux dir.), Actes du colloque de Paris de 1976, Paris, Éditions ouvrières, 1981, p. 83-100.

« Le Mur des Fédérés » dans *Les Lieux de mémoire* (Pierre Nora dir.), t.I : *La République*, Paris, Gallimard, 1981, p. 619-649.

« Les socialistes français et le petit commerce au tournant du siècle », dans « Petite entreprise et politique », *Le Mouvement Social*, n° 114, janvier-mars 1981, p. 57-70.

[Collaboration] à *Storia d'Italia e d'Europa,* vol. 6, *L'Europa della borghesia* (M. Guidetti dir.), 1982, 654 p.

« De méfiance à nécessité : un itinéraire historique », dans CFDT aujourd'hui, *Changement social en France et en Europe ?*, Paris, Syros, 1982, p. 111-117.

« Guy Bourdé 1942-1982 », dans « Guy Bourdé 1942-1982 », *Le Mouvement Social*, n° 121, octobre-décembre 1982, p. 3-6.

« Le mouvement ouvrier et la banlieue parisienne dans l'entre-deux-guerres », dans *La Banlieue aujourd'hui* (M. Imbert, P.H. Chombart de Lauwe dir.), Paris, L'Harmattan, 1982, p. 293-302.

« Regards sur l'histoire », dans *Les femmes en France dans une société d'inégalité*, Rapport au ministre des droits de la femme, Paris, La Documentation française, 1982, p. 11-19.

« Classe ouvrière et intellectuels devant l'Affaire : Jaurès », dans *Les écrivains et l'affaire Dreyfus*, Actes du colloque d'Orléans de 1981, Paris, PUF, 1983, p. 186-195.

« Le débat de 1903. Historiens et sociologues », dans *Au berceau des* Annales, Actes du colloque de Strasbourg du 1979, Toulouse, Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse, 1983, p. 219-230.

« Les ouvriers et les expositions universelles de Paris au XIX^e^ siècle », dans *Le livre des expositions universelles*, Paris, UCAD-Herscher, 1983, p. 195-208.

« Party practice and the Jauresian vision : the SFIO (1905-1914) », dans *Socialism in France : from Jaurès to Mitterrand* (Stuart William dir.), London, Frances Pinter, s.d., p. 15-26.

« The Attitudes of French Socialists to Malthus during the Third Republic », dans *Malthus Past and Present*, 1983, p. 287-298.

« Travail industriel et culture ouvrière aux XIX^e^ et XX^e^ siècles », dans *Science, Technique et Industrie*, Paris, La Documentation française, 1983, p. 51-70.

« Premières lectures du Congrès de 1883 », dans « Autour du premier congrès des sociétés de secours mutuels, Lyon 1883-1983 », *Prévenir*, n° IX, mai 1984, p. 75-85.

« Une société de créateurs ? Le rêve des Saint-Simoniens », dans « Art, Création, Industrie », *Cadres CFDT*, octobre 1984, p. 4-15.

« Guesde et guesdisme », dans *Encyclopedia Universalis*, t. 8, 1985, p. 1195-1196.

« Jaurès e le masse », dans *Filippo Turati e il socialismo europeo* (M Degl' Innocenti dir.), Naples, 1985, p. 64-78.

« Jaurès », dans *Encyclopedia Universalis*, t. 10, 1985, p. 528-530.

« L'histoire au Musée », dans *Nouvelles muséologies* (Alain Nicolas dir.), Marseille, 1985, p. 89-102.

« La carte postale de grève : propos sur une collection et sur une exposition », dans « L'expression plastique au XIX^e^ siècle. Regards d'aujourd'hui », *Le Mouvement Social*, n° 131, avril-juin 1985, p. 131-144.

« L'université après mai », dans « Où en sommes-nous avec mai 68 ?, *Nouvelle Revue socialiste*, août-septembre 1985, p. 17-22.

« La littérature socialisante et la représentation du futur en France au tournant du siècle », dans *Histoire sociale, sensibilités collectives et mentalités. Mélanges R. Mandrou* (Philippe Joutard et jean Lecuir dir.), Paris, PUF, 1985, p. 407-421.

« La place de Georges Sorel dans le socialisme au tournant du siècle », dans *Georges Sorel en son temps* (Jacques Julliard et Shlomo Sand dir.), Paris, Éditions du Seuil, 1985, p. 37-52.

« La vie sociale à Paris au tournant du siècle », dans *Rétrospective de Paris moderne*, Exposition Paris-Tokyo, Paris, 1985, p. 19-24.

« Les ouvriers des métiers d'art à l'exposition universelle de 1867 », dans *Lectures et lecteurs au XIXe siècle*, Actes du colloque du 10 novembre 1984, Paris, La Bibliothèque de l'Instruction du 3e arrondissement, 1985, p. 33-40.

« Les ouvriers du livre », dans *Histoire de l'édition française* (Henri-Jean Martin et Roger Chartier dir.), t. III, Paris, Promodis, 1985, p. 90-101.

« Présentation et interventions au Colloque de Montreuil 'Jaurès et la paix', *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 99, octobre-décembre 1985, p. 3-42.

« Socialisme. Les Internationales », dans *Encyclopedia Universalis*, t. 16, 1985, p. 1009-1013.

« Les travailleurs du livre : la F.F.T.L. devant la crise de l'emploi et des qualifications », dans *Technologies, Idéologies, Pratiques*, 1985, p. 71-95.

« 70eme anniversaire de Barbusse », dans *Cahiers Henri Barbusse*, novembre 1986, p. 13-20.

« Arbeiterbewutzsein und Arbeiter Kultur in Frankreich zwischen den beiden Weltkriegen », dans *Arbeiter Kulturen zwischen Alltag und Politik* (sous la direction de Friedhelm Boll), Düsseldorf, Europa-Verlag, 1986, p. 17-28.

« Avant-propos », dans « La République », *Monuments historiques*, n° 144, avril-mai 1994, p. 4-6.

« Citoyens et prolétaires », dans « Devenir français », *Après-demain*, juillet-septembre 1986, p. 4-7.

« La Terza repubblica in Francia », dans *La Storia. I Grandi problemi dal Medioevo all'Età Contemporanea* (Nicola Tranfaglia e Massimo Firpo dir.), vol. 3, *L'Età Contemporanea. Dalla Restaurazione alla prima guerra mondiale*, 1986, p. 611-638.

« Professions artistiques et marchés des arts : rapport de synthèse », dans *Sociologie de l'art* (Raymonde Moulin dir.), colloque international de Marseille, 13-14 juin 1985, Paris, La Documentation française, 1986 [réédition L'Harmattan, 1999, p. 137-144].

« Sorel et la valeur socialiste de l'art », dans *Cahiers de l'Herne*, n° spécial sur Georges Sorel, 1986, p. 56-63.

« L'Exposition de 1937 et le contexte politique des années trente », dans *Cinquantenaire de l'Exposition internationale des arts et techniques de la vie moderne*, Paris, Institut français d'architecture, 1987, p. 26-29.

« L'histoire au musée », dans « Orsay, vers un nouveau XIXe siècle », *Le Débat*, n° 44, mars-mai 1987, p. 48-64.

« *La Revue socialiste* », dans « Les revues dans la vie intellectuelle 1895-1914 », *Cahiers Georges Sorel*, n° 5, 1987, p. 15-38.

« Un milieu socialiste à la veille de la grande guerre : Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », dans *La banlieue-oasis* (Katherine Burlen dir.), Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1987, p. 27-36.

« Un processus qui s'étend sur deux siècles », dans « Controverses et enjeux autour de 1789 », *Revue politique et parlementaire*, n° 930, juillet-août 1987, p. 11-13.

« Ces demoiselles », dans *L'exotisme*, Actes du colloque de Saint-Denis de La Réunion (Alain Buisine, Norbert Dodille, Claude Duchet dir.), 7-11 mars 1988, Paris, Didier, p. 443-454.

« En souvenir... », dans « Avec Jean Maitron », *Le Mouvement Social*, supplément au n° 144, octobre-décembre 1988, p. 3-14.

« Jaurès et ses prédécesseurs », dans « La Révolution française », *Le Magazine littéraire*, octobre 1988, p. 72-73.

« Jean Jaurès, la nouvelle idée laïque », dans *Laïcité 2000*, Actes du colloque organisé par la Ligue de l'enseignement, Paris, Edilig, 1987, p. 28-35.

« Le mouvement syndical et les femmes jusqu'au Front populaire », dans *Le féminisme et ses enjeux*, Paris, FEN-Edilig, 1988, p. 61-85.

« Les quatre premiers volumes », dans « Avec Jean Maitron », *Le Mouvement Social*, supplément au n° 144, octobre-décembre 1988, p. 129-138.

« Au tournant des expos : 1889 », dans « Mise en scène et vulgarisation : l'Exposition universelle de 1889 », *Le Mouvement Social*, n° 149, octobre-décembre 1989, p. 3-12.

« Colonialisme », dans *Cinquante idées qui ébranlèrent le monde. Dictionnaire de la glasnost* (Youri Afanassiev et Marc Ferro dir.), Paris, Payot, 1989, p. 42-49 [avec V. Chénésis].

« Hugo dans le débat politique et social », dans *La gloire de Victor Hugo*, Catalogue de l'exposition du Grand Palais, Paris, RMN, 1989, p. 190-245 [avec Maurice Agulhon].

« Jaurès devant le problème de la croissance industrielle », dans *Frankreich, Deutschland und die Zweite Internationale* (Ulrike Brummert dir.), Tübingen, Gunter Narr Verlag, 1989, p. 195-209 [avec traduction en allemand].

« Jaurès, Histoire Socialiste de la Révolution Française », dans *Albero della Rivoluzione* (Bruno Giongiovanni et Luciano Guerci dir.), Turin Einaudi, 1989 [réédité dans *Jaurès historien de la Révolution française*, Castres, Centre national et Musée Jean Jaurès, 1989, p. 159-172].

« Louis Blanc », dans *L'Albero della Rivoluzione. Le interpretazioni della Rivoluzione francese* (Bruno Bongiovanni et Luciano Guerci dir.), Turin, Einaudi, 1989, p. 60-68.

« Mouvement ouvrier et santé », dans « La protection sociale et ses maux », *L'Evénement européen*, février 1989, n° 5, p. 41-54.

« Mouvement syndical et santé, France 1880-1914 », dans « Mouvement ouvrier et santé. Une comparaison internationale », *Prévenir*, cahier XVIII, premier semestre 1989, p. 15-30.

« Le travail de l'historien : objectivité ou honnêteté », dans « Comment enseigner l'histoire », *Après-demain*, octobre-novembre 1989, p. 4-5.

« V comme Vietnam », dans *Théâtre sur paroles : salut, Armand Gatti* (Philippe Tancelin dir.), Toulouse, L'Ether vague, 1989, p. 67-68.

« Anacharsis Cloots, l'autre citoyen du monde », dans *Thomas Paine*, textes réunis par Georges Kantin et la Ligue des droits de l'homme, Paris, Créaphis, 1990, p. 31-44.

« Citoyenneté et nationalité », dans « Bicentenaire », *Nouvelle Revue socialiste*, avril 1990, p. 25-34.

« Editorial », dans « Mouvement social et syndicalisme cheminot », *Revue d'histoire des chemins de fer*, n° 3, automne 1990, p. 15-17.

« Jaurès, les autres courants socialistes et la Révolution française », dans *Mouvement ouvrier et Révolution française*, Actes du colloque des 9-10 novembre 1989, Paris, Institut CGT d'Histoire sociale, 1990, p. 15-24.

« L'histoire sociale », dans *L'histoire en France*, Paris, La Découverte, 1990, p. 95-99.

« La naissance du Secrétariat typographique international », dans *Syndicalisme. Dimensions internationales* (Guillaume Devin dir.), Paris, Éditions Erasme, 1990, p. 37-52.

« Lectures socialistes de la Révolution française : de Louis Blanc à Jaurès », dans *La Chine et la Révolution française*, Actes du colloque organisé par l'Université de Fudan (Shanghaï), Oxford, Pergamon Press, 1990 [édité dans *Jaurès historien de la Révolution française*, Castres, Centre national et Musée Jean Jaurès, 1989, p. 195-215].

« Les Expositions universelles : voir Paris ou mourir », dans « Les Expositions universelles à Paris », *La revue de l'économie sociale*, 1990, t. XIX, p. 7-18.

« Premiers regards sur le Bicentenaire, 4 décembre 1989 », dans *Cercle Concordet. Série jaune*, n° 11, mars 1990, 40 p. [avec Alain Chambon, Suzanne Citron, Jean Deflassieux, Roger Fayolle, Patrick Garcia, Stéphane Hessel, Jean-Noël Jeanneney, Philippe Minard, Gilles Perrault, Michel Vovelle].

« Tolérance », dans *Si les immigrés m'étaient comptés*, Paris, Syros, 1990, p. 111-125.

« Couture-Courbet, Courbet-Couture », dans *Musée d'Orsay. Voir et apprendre à voir*, Paris, La Documentation française, 1991, p. 115-124.

« Du comité 'de mendicité' au rapport Barère : continuité et évolution », dans *Démocratie et pauvreté*, Paris, Albin Michel, 1991, p. 73-85.

« Du côté de Louis Blanc : édition 'populaire', texte et image », dans *Illustrer la Révolution. Iconographie de la Révolution française dans les œuvres de Louis Blanc et Jean Jaurès*, Actes du colloque de Castres, 15-16 novembre 1989, Cahier *Jean Jaurès* n° I, 1991, p. 33-51.

« Le mandat parlementaire », dans *Catalogue de l'Exposition Député-Députés*, Paris, Assemblée nationale, 1991, p. 29-36.

« Le musée, lieu d'apprentissage », dans *Le futur antérieur des musées,* Paris, Éditions du Renard, 1991, p. 121-129.

« Manifester pour Ferrer : Paris, octobre 1909 » dans *L'affaire Ferrer*, Castres, Centre national et musée Jean Jaurès, 1991, p. 79-100.

« Culture et militantisme ouvrier au XXe siècle », dans *Les héritages du Congrès de Tours (1920-1990)* (Jacques Girault dir.), Le Mans, Les Carrefours de la pensée, 1992, p. 93-113 [interventions et débats].

« L'iconographie des Histoire de la Révolution française au XIXe siècle : esquisse d'une problématique », dans *Usages de l'image* (Stéphane Michaud, Jean-Yves Mollier et Nicole Savy dir.), Paris, Créaphis, 1992, p. 15-24.

« La capitale et le 'réveil des provinces' », dans « Paris-Province 1900 », *Le Mouvement Social*, n° 160, juillet-septembre 1992, p. 3-10.

« La Ligue des droits de l'homme, une histoire bientôt séculaire », dans « Les intellectuels », *Humanisme*, mars 1992, p. 28-34 [repris dans *Hommes & Libertés*, mars-mai 1993, p. 23-29].

« Le XIXe siècle », dans *La France à l'Exposition universelle de Séville, 1992* (Régis Debray dir.), Paris, Flammarion, 1992, p. 130-134.

« Les francs maçons et la République », dans *Cent cinquante ans de Franc-maçonnerie en France* (Jean Sagnes dir.), Béziers, Ville de Béziers, 1992, p. 37-46.

« Mémoire-Histoire », dans *Résistance et mémoire d'Auschwitz à Sarajevo* (Émile Malet dir.), Paris, Hachette, 1993, p. 294-298.

« Le mot race dans le débat sur la peine de mort (1908) », dans « Sans distinction de.... Race », *Mots*, décembre 1992, Actes du colloque sur la présence de « race » dans la constitution française.

« Morgen : Die Arbeiterrinen und die Zukunft », *Soziale Bewegungen*, Frankfurt am Main, New York, Campus Verlag, 1992, p. 150-161.

« A l'est et au sud : avancée des droits de l'homme ou défaite de la raison ? », dans *La République, l'Europe et l'universel*, Actes du colloque de 1989 présidé par Jean-Pierre Chevènement, Belfort, IREP, 1993, p. 121-173 [intervention et débat].

« Jaurès : 'pour l'amour de l'Humanité' », dans « Comment sont-ils devenus dreyfusards ou anti-dreyfusards ? », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 1993, p. 56-62.

« L'héritage révolutionnaire », dans *Les formes de la culture. Histoire de la France*, t. 4, (André Burguière et Jacques Revel dir.), Paris, Éditions du Seuil, 1993, p. 397-420.

« L'ouvrier à travers les arts et la littérature », dans *La France ouvrière* (Claude Willard dir.), t. 1, *Des origines à 1920*, Paris, Éditions sociales, 1993 [réédition Éditions de l'Atelier, 1995, p. 457-463].

« La culture plurielle », dans *Les formes de la culture. Histoire de la France*, t. 4, (André Burguière et Jacques Revel dir.), Paris, Éditions du Seuil, 1993, p. 455-504.

« Socialisme et Révolution française », dans *L'Héritage politique de la Révolution française* (Francis Hamon et Jacques Lelièvre dir.), Lille, Presses universitaires de Lille, 1993, p. 139-156.

« Anarchistes et socialistes », dans *L'affaire Dreyfus et le tournant du siècle* (Laurent Gervereau et Christophe Prochasson dir.), Paris-Nanterre, Musée d'histoire contemporaine-BDIC, 1994, p. 134-141.

« Bibliographie », dans *Jean Jaurès, l'époque et l'Histoire*, Catalogue de l'exposition du Centre national et Musée Jean Jaurès et de l'Assemblée nationale, Castres, 1994, p.139-153.

« Ce que l'Affaire a changé », dans *L'affaire Dreyfus et le tournant du siècle* (Laurent Gervereau et Christophe Prochasson dir.), Paris-Nanterre, Musée d'histoire contemporaine-BDIC, 1994, p. 275-280.

« Citoyens et travailleurs », dans « Le spectre de la déchirure sociale », *Panoramique/Hommes et Libertés*, n° 13, 1er trimestre 1994, p. 16-23.

« George Sand, Flora Tristan et la question sociale » dans *Flora Tristan, George Sand, Pauline Roland* (Stéphane Michaud dir.), Paris, Créaphis, 1994, p. 83-94.

« Intégration et citoyenneté », dans *Eléments pour une prospective des mouvements migratoires*, Montreuil-sous-Bois, ISERES, 1994, p. 32-36.

« Jaurès et les socialistes », dans *L'affaire Dreyfus de A à Z* (Michel Drouin dir.), Paris, Flammarion, 1994, p. 508-513.

« L'affaire Dreyfus, la République en question », dans *Textes et Documents pour la Classe*, 1994, p. 6-17.

« La naissance de la Ligue des droits de l'homme », dans *L'affaire Dreyfus de A à Z* (Michel Drouin dir.), Paris, Flammarion, 1994, p. 414-418.

« L'Affaire et le parlement », dans *Une tragédie de la Belle Epoque : l'affaire Dreyfus*, Clichy, Comité du Centenaire de l'affaire Dreyfus-INALCO, 1994, p. 67-70.

« Le concept de citoyenneté : émergence et évolution », dans « Droits de l'homme dans la ville », *Revue de l'Institut des droits de l'homme*, 1994, p. 111-120.

« Les 'élites intellectuelles' et la question sociale », dans *Jaurès et les intellectuels* (Madeleine Rebérioux et Gilles Candar dir.), Paris, Éditions de l'Atelier, 1994, p. 19-39.

« Les historiens, la République et la question juive », dans « L'affaire Dreyfus. Vérités et mensonges », *L'Histoire*, n° 173, janvier 1994, p. 112-115.

« Tradition républicaine et déontologie », dans *L'État moderne et l'administration* (Christian Join-Lambert dir.), Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1994, p. 70-80.

« Allemane, Jaurès, Millerand, Vaillant », dans « Jaurès, les socialistes et l'affaire Dreyfus », Actes du colloque de Montreuil du 3 décembre 1994, *Jean Jaurès cahiers trimestriels* n° 138, octobre-décembre 1995, p. 7-18.

« Aux origines, la justice », dans « L'affaire Dreyfus, Histoire », *Jean Jaurès cahiers trimestriels* n° 137, juillet-septembre 1995, p. 29-34.

« C'était Paris, disent-ils », dans *Paris 1944-1954. Artistes, intellectuels, publics : la culture comme enjeu* (Philippe Gumplowicz et Jean-Claude Klein dir.), Paris, Éditions Autrement, 1995 [commentaire de photographies].

« Conscience ouvrière et culture ouvrière en France entre les deux guerres mondiales », dans « Histoire ouvrière », *Historiens & Géographes*, n° 350, octobre 1995, p. 219-229 [traduction de l'article paru dans *Arbeiter Kultur* en 1986].

« De la Révolution à la Troisième », dans « Gouverner démocratiquement », *Après-demain*, avril 1995, p. 6-7.

« Droits des femmes, sécularisation et laïcité », dans *Femmes de Méditerranée* (Andrée Dore-Audibert et Sophie Bessis dir.), Paris, Karthala, 1995, p. 127-134.

« L'affaire Dreyfus. Crise de la République et sursaut républicain », dans « L'affaire Dreyfus, Histoire », *Jean Jaurès cahiers trimestriels* n° 137, juillet-septembre 1995, p. 42-52.

« La conquête de la liberté d'association », dans « Vie associative et démocratie », *Economie et humanisme*, mars 1995, p. 9-13.

« La montée en première ligne de la citoyenneté », *Le Mouvement Social*, « Être et devenir citoyen », n° 171, avril-juin 1995, p. 3-17.

« Le contexte du Congrès de Limoges », dans *La CGT : conditions historiques de la fondation et traits spécifiques*, Paris, Institut d'histoire sociale et Centre confédéral d'études économiques et sociales de la CGT, 1995, p. 2-7.

« Le déclin », dans *Le compagnonnage, chemin de l'excellence*, Catalogue de l'exposition des Arts et Traditions populaires, Paris, RMN, 1995, p. 23-28.

« L'évolution des partis politiques », dans « Les partis politiques », *Après-demain*, février-mars 1995, pp. 6-9.

« Socialismes », dans *Pierre Leroux et son temps* (Jean-Yves Mollier et Pascal Ory dir.), Paris, Larousse, 1995, p. 453-461.

« Victor Basch et les droits de l'homme », dans *L'affaire Dreyfus et l'opinion publique* (Michel Denis, Michel Lagrée, Jean-Yves Veillard dir.), Actes du colloque du Musée de Bretagne, 21-23 septembre 1995, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995, p. 99-112.

« Connaître l'extrême droite pour la combattre » dans « Antiracisme, multiculturalisme, minorités », *Hommes et migrations*, avril 1996, p. 6-11.

« En parcourant... », dans « Dix ans de revue des revues », *La Revue des revues*, n° 21, 1996, p. 58-62.

« Jaurès et la loi sur les retraites ouvrières et paysannes (1910) », dans « La contre-partie », *Revue française des affaires sociales*, juillet-septembre 1996, p. 99-108.

« Les tournées culturelles françaises en Amérique latine au début du siècle : de Ferri à Jaurès », dans « Jaurès, l'Amérique latine et la latinité », Actes du colloque de Castres des 21-22 novembre 1992, *Jean Jaurès cahiers trimestriels* n° 139, janvier-mars 1996, p. 7-22.

« Questions au gouvernement », dans *Pierre Mendès France et l'esprit républicain*, Actes du colloque de Paris du 17 juin 1994, Paris, Le Cherche-midi éditeur, 1996, p. 66-71.

« La démocratie directe : une histoire », dans « La représentation politique », *Après-demain*, décembre 1997, p. 22-24.

« Jaurès et ses amis », dans « L'amitié dans la République », *Jean Jaurès cahiers trimestriels* n° 143, janvier-mars 1997, p. 15-21.

« Origines et actualité de la citoyenneté », dans *La Tolérance ou la liberté* (Jean-Claude Lenoir dir.), Bruxelles, Éditions Complexe, 1997, p. 117-131.

« Parti ouvrier belge et socialisme français », dans *France-Belgique 1848-1914. Affinités-Ambiguïtés* (Marc Quaghebeur et Nicole Savy dir.), Actes du colloque de Bruxelles, 7, 8 et 9 mai 1996, Éditions Labor, Archives et Musée de la littérature, 1997, p. 123-141.

« Pierre Vidal-Naquet et nos guerres », dans *Pierre Vidal-Naquet, un historien dans la cité* (François Hartog, Pauline Schmitt, Alain Schnapp dir.) Paris, La Découverte, 1998, p. 12-23.

[Contribution] dans *Édit de Nantes 1598-1998. Quand la paix s'écrit liberté*, Nantes, Direction régionale des Pays-de-Loire, 1998.

« 1789-1848 : l'évolution des droits de l'homme », dans « Les droits de l'homme : un combat », *Cahiers de l'Atelier*, novembre-décembre 1998, n° 482, p. 42-50.

« Fidélités », dans « Y a-t-il une 'crise de l'histoire' ? », *Le Mouvement Social*, n° 184, juillet-septembre 1998, p. 99-101.

« Historia e representação », *Reflexões sobre saber historico*, Marcia Mansor d'Alessio (dir.), São Paulo, Fundação editora da UNESP, 1998, p. 113-132 [Entrevistas com Pierre Vilar, Michel Vovelle, Madeleine Rebérioux].

« Introduction », dans « Socialistes, socialistes », *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 148, avril-juin 1998, p. 7-8.

« L'État et la culture », dans « Jaurès et l'État », Actes du colloque de Castres, 9-10 octobre 1997, *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 150, octobre-décembre 1998 [à paraître].

« Le 1er mai et l'Internationale », dans *A l'assaut du siècle*, Montreuil-sous-Bois, Institut CGT d'histoire sociale-Éditions France Progrès, s.d. [1998], t. I, p. 161-168.

« Le travail vu par l'histoire », dans « Rencontres pluridisciplinaires autour du travail », *Performances humaines et techniques*, mai 1998, p. 77-81.

« Politique et société dans l'histoire de la Ligue des droits de l'homme », dans « Les droits de l'homme en politique 1898-1939 », *Le Mouvement Social*, n° 183, avril-juin 1998, p. 3-26.

« Pour une histoire des droits sociaux de l'homme », dans ANAS, *Le travail social face aux droits de l'homme*, Paris, ESF, 1998, p. 21-30.

« Rue Jean Jaurès : dans le miroir grenoblois », dans *Flânerie civique dans le miroir républicain*, Grenoble, Ligue des droits de l'homme, 1998, p. 157-160.

[intervention], dans *Les exclus en Europe 1830-1930* (André Gueslin et Dominique Kalifa dir.), Actes du colloque de l'université Denis Diderot – Paris VII, 22-24 janvier 1998, Paris, Éditions de l'Atelier, 1999, p. 468-469.

« Commémorer Oradour », dans *Travail de mémoire 1914-1998*, Paris, Éditions Autrement, 1999, p. 154-160.

« La raison d'État », dans *Intolérance et indignation, l'affaire Dreyfus* (Jean-Marc Guieu éd.), Actes des colloques des universités de Columbia et Georgetown, 1999 [à paraître].

« Jaurès en 1898 », dans « 'J'Accuse... !' *& Les Preuves* », Actes du colloque de Médan du 31 mai 1998, *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 151, janvier-mars 1999 [à paraître].

## VI — Articles dans des revues scientifiques, intellectuelles et politiques

« Le développement du capitalisme en Russie, 1880-1917 », *La Nouvelle Critique*, septembre-octobre 1957, p. 104-131.

« Jaurès et la République », *Les Cahiers internationaux*, n° 99, septembre-octobre 1958, p. 47-52.

« Jaurès, homme politique », *Europe*, n° 354-355, octobre-novembre 1958, p. 116-120.

« Jaurès, élu municipal de Toulouse de 1890 à 1893 », *Cahiers internationaux*, n° 107, septembre-octobre 1959, p. 69-75.

« Ernest Labrousse, professeur à l'École normale supérieure de Sèvres », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 32, 1960, p. 76-79.

« Jaurès et les instituteurs », *Europe*, avril-mai 1960, p. 90-97.

« 1885, la première campagne électorale de Jaurès », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 2, juillet 1961, p. 10-13.

« Jaurès et l'affaire Durand », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 3, octobre 1961, p. 1-5.

« La philosophie de Nietzsche et le socialisme. Conférences de Jaurès à Genève en 1902 », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 3, octobre 1961, p. 6-7.

« Socialisme et religion : un inédit de Jean Jaurès », *Annales ESC*, novembre-décembre 1961, p. 1096-1120.

« Histoire et cinéma : l'année 1917 », *Le Mouvement Social*, n° 62, janvier-mars 1968, p. 107-110.

« La collaboration de Jaurès au *Socialiste* de Jules Guesde », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 4, janvier-mars 1962, p. 14-15.

« Robert Schnerb », *Le Mouvement Social*, n° 41, octobre 1962, p. 90.

« Au lendemain d'une grande bataille. Jaurès et les cheminots de 1910 », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 9, avril-juin 1963, p. 1-4.

« Cinéma et histoire », *Le Mouvement Social*, n° 43, avril-juin 1963, p. 101-108 [avec Jean-Jacques Becker].

« Du nouveau sur Jaurès », *La Pensée*, janvier-février 1963.

« Georges Sorel et son pluralisme dramatique », *Le Mouvement Social*, n° 42, janvier-mars 1963, p. 136-139.

« Jaurès et Toulouse », *Annales du Midi*, juillet 1963, p. 295-310.

« L'évolution de Jaurès après 1905, un problème d'interprétation », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 11, octobre-décembre 1963, p. 10-13.

« La classe ouvrière et l'Allemagne du XXe siècle d'après l'*Histoire de l'Allemagne contemporaine* », *Le Mouvement Social*, n° 44, juillet-septembre 1963, p. 115-121.

« Le discours de Jaurès au meeting international de Francfort (11 septembre 1910) », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 10, juillet-septembre 1963, p. 2-4.

« Le dossier universitaire de Jaurès à Toulouse », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 8, janvier-mars 1963, p. 10-14.

« Début du vingtième siècle : socialistes et syndicalistes français », *Annales ESC*, octobre 1964, p. 979-995.

« Jaurès vu par la presse toulousaine de 1890 à 1892 », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 14, juillet-septembre 1964, p. 16-21.

« La gauche socialiste française : *la Guerre sociale* et le mouvement socialiste face au problème colonial », *Le Mouvement Social*, n° 46, janvier-mars 1964, p. 91-103.

« La première recherche d'archives de Jaurès », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 13, avril-juin 1964, p. 30.

« Jaurès et l'unité ouvrière, 1904-1914 », *La Pensée*, mars-avril 1965, p. 57-76.

« Jaurès et la nationalisation de la vigne », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 17, avril-juin 1965, p. 1-9.

« Mines et vignes », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 16, janvier-mars 1965, p. 13-14.

« Jaurès, historien de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, 1966, n° 32, p. 171-195.

« Un groupe de paysans socialistes de Saône-et-Loire à l'heure de l'unité (1905-1906) : le Journal du groupe d'études sociales de Cuisery », *Le Mouvement Social*, n° 56, juillet-septembre 1966, p. 89-103.

« Jaurès et Kichinev », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 27, octobre-décembre 1967, p. 1-11.

« Au lendemain de l'Unité socialiste, le premier discours de Jaurès à Béziers (30 avril 1905) », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 29, avril-juin 1968, p. 1-9.

« Jaurès et les étudiants parisiens au printemps 1893 », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 30, juillet-septembre 1968, p. 1-9.

« A propos de la panthéonisation de Jaurès », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 34, juillet-septembre 1969, p. 14-15.

« Antisionisme et antisémitisme », *Politique Aujourd'hui*, n° 6-7, juin-juillet 1969, p. 149-160.

« Jaurès entre à *La Dépêche* », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 34, juillet-septembre 1969, p. 15.

« Jaurès et le gauchisme », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 34, juillet-septembre 1969, p. 1-13.

« Mouvements ouvriers et dépression économique, 1919-1939 », *Annales ESC*, 1969, p. 164-167.

« Souvenirs de militants 1914-1924 », *Politique Aujourd'hui*, n° 1, janvier 1969, p. 114-117.

« Tout ça n'empêche pas, Nicolas, que la Commune n'est pas morte !... », *Politique Aujourd'hui*, n° 5, mai 1969, p. 73-75.

« Jaurès et les paysans, une lettre de bonne année en 1895 », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 38, juillet-septembre 1970, p. 9-11.

« L'anarchisme, ses sources et sa résurgence », *Politique Aujourd'hui*, n° 2, février 1970, p. 59-73.

« La constance libertaire dans la tradition populaire française », *Politique Aujourd'hui*, n° 3, mars 1970, p. 89-97.

« Les archives de la Fédération SFIO de la Haute-Loire, 1905-1914 », *Le Mouvement Social*, octobre-décembre 1970, p. 111-113.

« 'Pour venger Jaurès', une proposition de la Fédération socialiste de la Corse en avril 1919 », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 42, juillet-septembre 1971, p. 8-10.

« Jaurès écrivait-il ses discours ? », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 42, juillet-septembre 1971, p. 16-17.

« Poèmes consacrés à Jaurès (1914-1918) », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 40, janvier-mars 1971, p. 2-33.

« Sur le municipalisme », *Politique Aujourd'hui*, n° 3-4, mars-avril 1971, p. 89-96.

« Jaurès politologue », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 45, avril-juin 1972, p. 19-20.

« L'austérité, spectacle révolutionnaire », *Politique Aujourd'hui*, n° 12, décembre 1972, p. 97-99.

« Mouvement ouvrier et abstention électorale », *Politique Aujourd'hui*, n° 6, juin 1972, p. 73-87 [édition de textes].

« Pierre Brizon et Jaurès (1902-1903) », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 44, janvier-mars 1972, p. 9-12.

« 'Le guesdisme' », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 50, juillet-septembre 1973, p. 2-10.

« Jaurès et les sociologues de son temps », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 48, janvier-mars 1973, p. 11-13.

« Jaurès hors de l'hexagone. Le problème colonial et le socialisme au début du siècle », *Politique hebdo*, n° 2 août 1973.

« Vietnam, des chants que rien ne pourra éteindre », *Politique Aujourd'hui*, n° 1, janvier 1973, p. 66-79 [édition de textes].

« Marxisme et critique du marxisme chez Jean Jaurès », *Annali Feltrinelli*, 1974.

« Femmes en lutte en pays chouan », *Politique Aujourd'hui*, n° 4, avril 1974, p. 51-58 [avec Marie-Noëlle Thibault].

« Idéologie et production culturelle », *Politique Aujourd'hui*, n° 10-12, octobre-décembre 1974, p. 15-17.

« Jaurès et les historiens dreyfusards de la Révolution française », *Bulletin d'histoire économique et sociale*, 1974.

« *L'Humanité* à la veille de la guerre », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 54, juillet-septembre 1974, p. 11-13.

« 1913 : l'art et la réflexion sur l'art », *Annales ESC*, 1974, p. 903-914.

« Crise et syndicats ouvriers, l'exemple de 1929 », *Politique Aujourd'hui*, n° 5-6, mai-juillet 1975, p. 95-96.

« Naissance de *L'Humanité* », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 59, octobre-décembre 1975, p. 2-8.

« A propos de la naissance de *L'Humanité* », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 60, juillet-septembre 1976, p. 1-5.

« Antimilitarisme », *Politique Aujourd'hui*, n° 1-2, janvier-février 1976, p. 1-6 et 43-48 [présentation et édition de textes].

« De la Ruhr au Rif, les JC et l'antimilitarisme », *Politique Aujourd'hui*, n° 1-2, janvier-février 1976, p. 71-78.

« Jaurès, conception du parti, fonction des syndicats », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 62, juillet-septembre 1976, p. 1-5.

« L'internationalisme et l'engagement communiste », *Politique Aujourd'hui*, n° 11-12, novembre-décembre 1976, p. 29-44.

« Jaurès vu par Yves Guyot, l'homme et l'écriture », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 67, octobre-décembre 1977, p. 8-10.

« Georges Tétard », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 71, octobre-décembre 1978, p. 23.

« Le prolétariat intellectuel au début du siècle : Albert Thierry, suivi d'un extrait de 'Réflexions sur l'éducation' », *Politique Aujourd'hui*, n° 1-2, janvier-février 1978, p. 10-16.

« Les travailleurs du Livre et l'acquittement de Villain », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 68, janvier-mars 1978, p. 19-20.

« Approches de l'histoire des expositions universelles à Paris du Second Empire à 1900 », *Bulletin du Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise*, 1979, n° 1, p. 1-17.

« De Clemenceau à Jaurès et à Herriot », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 76, janvier-mars 1980, p. 3-6.

« Laurent Naves », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 78, octobre-décembre 1980, p. 15.

« Mèrelusine ou la discipline d'entreprise au fil d'usine du XIXe siècle », *Politique Aujourd'hui*, n° 1-2, janvier-février 1980, p. 105-108.

« Nos priorités », *Le Mouvement Social*, n° 112, juillet-septembre 1980, p. 3-4.

« Aux origines de la laïcité », *Après-demain*. n° 239, décembre 1981, p. 5-7.

« Crises chez les intellectuels de gauche », *Politique Aujourd'hui*, n° 1-2, printemps 1981, p. 55-60 [notes marginales de Georges Labica].

« Demain : les ouvrières et l'avenir au tournant du siècle », *Revue du Nord*, n° 250, juillet-septembre 1981.

« Cinéma et histoire, histoire et cinéma. Quelques textes récents », *Le Mouvement Social*, n° 121, octobre-décembre 1982, p. 117-121.

« Étienne Weill-Raynal », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 87, octobre-décembre 1982, p. 3.

« Jaurès et Léon Blum », *Cahiers Léon Blum*, n° 11-12, 1982, p. 5-13.

« Jaurès, lecteur du nouveau », *Cahiers Léon Blum*, n° 11-12, 1982, p. 21-25.

« Le XIX^e siècle et nous », *CFDT aujourd'hui*, juillet-août 1982, p. 47-54.

« Yvonne Régnier-Jaurès », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 86, juillet-septembre 1982, p. 3.

« Jean Bruhat », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 89, avril-juin 1983, p. 3.

« L'esperienza degli Ecomusées », *Rivista di Storia Contemporanea*, n° 4, 1984, p. 562-568.

« Louis Aragon », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 89, avril-juin 1983, p. 3.

« Moi, j'aime l'extrême droite », *Politique Aujourd'hui*, n° 1, juillet-septembre 1983, p. 69-74.

« Poèmes de guerre consacrés à Jaurès », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, octobre-décembre 1983, p. 20-21.

« Jaurès devant les radicaux et le radicalisme », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 94, juillet-septembre 1984, p. 27-33.

« Jaurès vu par Aulard en 1914 », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 94, juillet-septembre 1984, p. 6-7.

« Le double anniversaire », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 94, juillet-septembre 1984, p. 6-7.

« Le virage de 1907 », *Jean Jaurès - Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 93, avril-juin 1984, p. 13.

« Naissance de l'économie sociale », *La Revue de l'économie sociale*, n° 1, juillet-septembre 1984, p. 9-15.

« De Jaurès à Rocard ? », *Politique Aujourd'hui*, n° 11, octobre-décembre 1985, p. 8-9.

« La formation professionnelle en France et en Allemagne », *Politique Aujourd'hui*, n° 10, janvier-février 1985, p. 65-68.

« Trois questions sur la IIIe », *Politique Aujourd'hui*, n° 10, mai-juillet 1985, p. 65-68.

« Paul Deschamps-Desanges », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 98, juillet-septembre 1985, p. 14.

« Jaurès et les droits de l'homme », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 102-103, juillet-décembre 1986, p. 19-24.

« Jaurès et les masses », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 100, janvier-mars 1986, p. 10-19.

« Les ouvriers du livre devant l'innovation technologique. Esquisse d'une réflexion », *Histoire, économie et société*, n° 2, avril 1986, p. 223-231.

« Victor Daline », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 101, avril-juin 1986, p. 15.

« Harvey Goldberg », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 106, juillet-septembre 1987, p. 12.

« Histoire et musée », *Le Mouvement Social*, n° 139, avril-juin 1987, p. 3-5.

« Jaurès et la laïcité », *Laïcité 2000*, 1987.

« De l'art industriel à l'art social : Jean Jaurès et Roger Marx », *La Gazette des Beaux-Arts*, n°1428-1429, janvier-février 1988, p. 155-158.

« Jaurès et la Turquie », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n°109, avril-juin 1988, p. 8-10.

« Ernest Labrousse, notre maître », *Le Mouvement Social*, n° 144, juillet-septembre 1988, p. 125-129.

« La République et le creuset français », *République*, n° 3, juillet-septembre 1988, p. 73-75.

« Ernest Labrousse », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 110, octobre-décembre 1988, p. 3-4.

« Jean Maitron », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 109, avril-juin 1988, p. 3.

« Les enjeux du bicentenaire », *Politis*, n° 4, 11 février 1988, p. 41-42.

« Ernest Labrousse, historien jaurésien », dans « A la mémoire d'Ernest Labrousse », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 276, avril-juin 1989, p. 144-150.

« Jacques Godechot », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 115, octobre-décembre 1989, p. 18.

« Jean Jaurès : la nouvelle laïcité », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 115, octobre-décembre 1989, p. 3-7.

« Jean Rabaut », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 114, juillet-septembre 1989, p. 3-4.

« Benoit Frachon, communiste et syndicaliste », *Annales ESC*, n° 3, 1990, p. 664-666 [note de lecture].

« Colette Audry », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 119, octobre-décembre 1990, p. 18-19.

« Henri Noguères », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 119, octobre-décembre 1990, p. 19.

« La pensée militaire de Jaurès », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 118, juillet-septembre 1990, p. 3.

« Actualité immédiate de Jaurès », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 120, janvier-mars 1991, p. 2-3.

« Charles-André Julien », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 123, octobre-décembre 1991, p. 27.

« Identité et mouvement social », *Le Mouvement Social*, n° 157, octobre-décembre 1991, p. 3-7.

« Jaurès et les Arméniens », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 121, avril-juin 1991, p. 4-9.

« Jean Jaurès and the Armenians », *American Review*, 1991, vol. 44, p. 1-11. [traduction de l'article précédent].

« Lucien Bilange », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 123, octobre-décembre 1991, p. 25-26.

« Henri Guillemin », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 125, avril-juin 1992, p. 14.

« En souvenir de Léo Hamon », *Cahier Jaurès* n° 3 / *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 130, octobre-décembre 1993, p. 5.

« Georges Oved », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 128-129, avril-septembre 1993, p. 31.

« Jacques Madaule », *Jean Jaurès – Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 128-129, avril-septembre 1993, p. 31.

« Le Dictionnaire est achevé », *Le Mouvement Social*, n° 163, avril-juin 1993, p. 3-6.

« Présentation de Pierre Vidal-Naquet », *Les Cahiers rationalistes*, mars 1994, p. 161-169.

« Une affaire pour notre temps », *Le Mouvement Social*, janvier-mars 1994, p. 3-6.

« L'impact de l'Affaire sur la société française », *Lu*, février 1994, p. 13-14.

« Ernest Labrousse », *Almanach encyclopédique et populaire édité par* l'Humanité, 1995, p. 122-123.

« *Jean Jaurès* », *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 135, janvier-mars 1995, p. 3.

« Robert Brécy », *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 140, avril-juin 1996, p. 215.

« 'Une saison d'amitié' », *Jean Jaurès cahiers trimestriels* n° 145, juillet-septembre 1997, p. 119-120.

« Daniel Mayer », *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 143, janvier-mars 1997, p. 124-125.

« Henri Guillemin », *Jean Jaurès cahiers trimestriels*, n° 144, avril-juin 1997, p. 6.

« Pétitionner », *Le Mouvement Social*, n° 181, octobre-décembre 1997, p. 127-132.

« Un mot pour Daniel Mayer », *L'hebdo des socialistes*, 17 janvier 1997, p. 5.

« La Ligue des droits de l'homme et la question coloniale : quelques remarques sur les choix », *Après-demain*, n° 403-404, avril-mai 1998, p. 24-29.

## VII — Entretiens

« Entretiens » [avec V. Auriol, Mme Delavignette, J. Duhot, M. Jarblum, Ch.-A. Julien, E. Milhaud, R. Moureaux, M. Moutet, P. Parenthou-Dormoy, A. Rosmer, G. Weill], dans « Jaurès », *Le Mouvement Social*, n° 39, avril-juin 1962, p. 5-28.

« Avant tout une fonction critique », dans *Les professeurs pour quoi faire ?* (Madeleine Chapsal et Michèle Manceaux dir.), Paris, Le Seuil, 1970, p. 153-172 [avec Michèle Manceaux].

« L'université, le pouvoir, la révolution », *Politique Aujourd'hui*, n° 4, avril 1970, p. 12-25 [avec Robert Chapuis, Paul Ricœur, Paul Rosenberg, Pierre Sorlin, Henri Weber].

« Cuba, 'un tournant' », *Politique Aujourd'hui*, n° 1, janvier 1971, p. 43-63 [avec K.S. Karol, Albert Chominot, Raymond Guglielmo].

« Rosa Luxembourg et nous », *Politique Aujourd'hui*, n° 9, septembre 1972, p. 76-106 [avec Gilbert Badia, Victor Fay, Daniel Guérin, Alain Guillerm, Michael Löwy, Irène Petit, Denis Vidal-Naquet].

« Le mouvement lycéen et étudiant », *Politique Aujourd'hui*, n° 4-5, avril-mai 1973, p. 3-21 [avec Blandine Barret-Kriegel, Jean Maurin, Henri Varennes, Daniel Hémery].

« 'Culture prolétarienne' et pratique révolutionnaire », *Politique Aujourd'hui*, n° 10-12, octobre-décembre 1974, p. 79-104.

« Luttes ouvrières : novations et retours aux sources », *Politique Aujourd'hui*, n° 4, avril 1974, p.23-28 [avec Claude Durand, Pierre Dubois, Michelle Perrot, Marie-Noëlle Thibault, Rolande Trempé].

« Quelles perspectives pour l'extrême-gauche ? », *Politique Aujourd'hui*, n° 10-12, octobre-décembre 1974, p. 1-14 [avec Claude Berger, Paul Blanquart, Victor Fay, Jean-Claude Guérin, Gilbert Hercet, Paul Noirot, Denis Wonoroff].

« Peut-on écrire l'histoire du P.C.F ? », *Politique Aujourd'hui*, n° 5-6, mai-juin 1976, p. 125-128 [avec Louis Bodin, René Gallissot, Paul Noirot].

« Les intellectuels et le pouvoir », *Politique Aujourd'hui*, n° 1-2, janvier-février 1978, p. 41-57 [avec Daniel Lindenberg, Jacques Julliard, Paul Noirot, Blandine Barret-Kriegel].

« La guerre et les tragédies du socialisme », *Politique Aujourd'hui*, n° 7-8, juillet-août 1979, p. 107-127 [avec Alexandre Adler, Georges Boudarel, Jean-Marie Demaldent, Philippe Devillers, René Gallissot, François Godement, Jean Guiloineau].

« Les porteurs de valise, le FLN et la gauche française », *Politique Aujourd'hui*, n° 5-6, mai-juin 1979, p. 5-18 [avec Mohammed Harbi, Hervé Hamon, Albert-Paul Lentin, Patrick Rotman, Pierre Vidal-Naquet].

« Le musée d'Orsay », *Historiens & Géographes*, n° 317, 1988, p. 225-236 [avec Hubert Tison et Elisabeth Brisson].

[Discussion], dans *Art et Technologie,* Premières rencontres, 15-16 septembre 1988, Reims, Centre national Arts et Technologie, 1989, p. 28-35 [avec Jean Deloche, Jean-Baptiste Touchard, Jean Gimpel, Bruno Jacomy].

[Entretien], dans *Les entretiens de la Fédération française des Maisons de jeunes et de la culture : Bicentenaires*, mai 1989, p. 9-30 [avec Frank Lepage].

« La Révolution française et le mouvement ouvrier », *M*, juillet-août 1989, p. 60-63 [avec Patrick Garcia].

« Citoyenneté politique et citoyenneté sociale au XIXe siècle », *Le Mouvement Social*, n° 171, avril-juin 1995, p. 9-30 [avec Patrick Fridenson et Pierre Rosanvallon].

« Histoire de l'antisémitisme en France », *Regards sur l'actualité*, juin 1990, p. 5-21 [avec Brigitte Masquet].

« Jaurès, un engagement progressif », dans *Figures et thèmes de l'anticolonialisme* (Jean Lacouture et Dominique Chagnollaud dir.), Paris, Denoël, 1993, p. 154-166 [avec Jean Lacouture et Dominique Chagnollaud].

« La banlieue victime de son éclatement », dans « Sur Seine », *La ville*, n° 2, 1995, p. 95-105 [avec Paul Chemetov].

« La jeunesse de Jaurès (1859-1885) », dans « Les années de jeunesse : une enfance politique ? », *Jean Jaurès cahiers trimestriels* n° 140, avril-juin 1996, p. 14-20 [avec Gilles Candar et Vincent Duclert].

« Dix ans après », *48/14, La revue du musée d'Orsay*, n° 6, printemps 1998, p. 86-90 [avec Nicole Savy].

« Intellectuels en Belgique et en France : 'piliers', citoyenneté, État », dans « France-Belgique fin de siècle », *Le Mouvement Social*, n° 178, janvier-mars 1997, p. 89-114 [avec Marc Quaghebeur].

« Le civisme », dans « Éducation au civisme », *Historiens & Géographes*, n° 362, 1997, p. 225-230 [avec Aleth Briat et Pierre Kerleroux].

« Le racisme et l'extrême droite en France », dans *Fascismes d'hier et d'aujourd'hui* (Maryse Souchard, Benamar Mediene, Jean Tabet dir.), Paris, Éditions de l'Atelier, 1998, p. 163-180 [avec Marc Baltayan, Jean Foucambert, Bernard Ginisty].

# Subventions à la publication et table des souscripteurs

## Subventions à la publication

Association des amis de l'Institut François Mitterrand

Association Génériques

Bibliothèque municipale de Noyelles-sous-Lens

Centre d'études sur Zola et le naturalisme (CNRS). Société littéraire des amis d'Émile Zola

Centre national et Musée Jean Jaurès (Castres)

FILPAC CGT

Fondation Jean Jaurès

Institut CGT d'histoire sociale

L.D. Plessis Trevise

Ligue des droits de l'homme

Société d'études jaurésiennes

## Table des souscripteurs

| | |
|---|---|
| Bruno | Adam |
| Maurice | Agulhon |
| Patrice | Amoudruz |
| François | Amoudruz |
| Bernard | Amourette |
| Françoise | Andreau |
| Patrick | Antoni |
| Sylvie | Aprile |
| Pierre | Arches |
| Guy | Avizou |
| Gérard | Baal |
| Claire | Barbillon |
| Marc Olivier | Baruch |
| Françoise | Basch |

| | |
|---|---|
| Gilbert | Beaubatie |
| Henri | Beaulieu |
| Jean-Jacques | Becker |
| Yves | Billard |
| Claude | Bloch |
| Robert | Bonnaud |
| Pierre-Olivier | Bonnot |
| Françis | Borie |
| Yves | Borowice |
| Maïté | Bouyssy |
| Michèle | Bousquet |
| Patrick | Cabanel |
| Jacqueline | Cahen |
| Eric | Cahm |
| Aurelia | Camparini |
| Gilles | Candar |
| Raymond | Carion |
| Michel | Casevitz |
| Aymeric | Castelnau |
| Bernard | Catella |
| Suzanne | Catonné-Labrousse |
| Rémy | Cazals |
| Jean-François | Chanet |
| Christophe | Charle |
| Christian | Chevandier |
| Yolande | Cohen |
| Francis | Concato |
| Alain | Corbin |
| André | Coste |
| Jean-Pierre | Cot |
| Jean-Louis | Crémieux-Brihlac |
| André | Daspre |
| Dominique | Delaume |
| François | Delpla |
| André | Deluchat |
| Joël | Denis |
| Dominique | Duclert Bowé |
| Vincent | Duclert |
| Bruno | Dumons |
| Jean-Paul | Durieux |
| Loras, Svein | Erling |
| Jean | Faury |
| J.M. | Flonneau |
| Jean-Yves | François |
| Bernard | Fraysse |
| Josette | Frigiotti |
| Jean et Josée | Frouin |
| Jean-Marc | Gabaude |
| Annie | Gagneux |
| Jacques | Garandeau |
| Pierre | Garino |
| Gérard | Gaumé |
| Marie-Claude | Genet-Delacroix |
| Rémi | Fabre |
| Patrick | Fridenson |
| René | Gallissot |
| Marie-Louise | Georgen |
| Andrée | Gilbert-Collet |
| Jacques | Girault |
| Jean-Claude | Guérout |
| Dominique | Guibert |
| Hervé | Guillemet |

| | |
|---|---|
| Philippe | Gumplowicz |
| Michel | Hecquet |
| Charles | Heimberg |
| Daniel | Hemery |
| Michel | Herody |
| Gabrielle | Houbre |
| Jolyon | Howorth |
| Raymond | Huard |
| Jean-Noël | Jeanneney |
| Annette | Jobert |
| André | Jollet |
| Jacques | Juventy |
| Félix | Kreissler |
| Geneviève | Lacambre |
| Père Fernand | Lajarretie |
| (Mr et Mme) Hubert | Landais |
| Michel | Launay |
| Françoise | Laurent |
| Jean | Le Pottier |
| Bernard | Lefranc |
| Tony | Legendre |
| Catherine | Lemaire |
| Françoise | Léon |
| Jean | Levaillant |
| Pierre | Lévêque |
| Philippe | Levillain |
| Alain | Lévy |
| Hélène | Lienhardt |
| Jérôme | Lindon |
| Jean | Magniadas |
| Maria | Malatesta |
| Jean | Malie |
| Lucien | Mercier |
| Louis | Mexandeau |
| Jean-Marc | Mille |
| Alain | Monchablon |
| Jacques | Moreau |
| Soizik Françoise | Moreau |
| Pierre | Muller |
| Emmanuel | Naquet |
| Raymond | Naves |
| Marc | Nivet |
| Gérard | Noiriel |
| Pierre | Nora |
| Philippe | Oulmont |
| Alain | Pagès |
| Paul | Parisot |
| Bernard | Parisot |
| Jérôme | Paschal |
| Claude | Pennetier |
| Michelle | Perrot |
| Marie-Ange | Petitgenêt |
| Jacques | Petot |
| Joseph | Pinard |
| Anne | Pingeot |
| Xiaohong Xiao | Planes |
| Jacqueline | Pluet-Despatin |
| Robert | Ponsin |
| Jacques | Poumarède |
| Irène et André | Prochasson |
| Christophe | Prochasson |
| Nicole | Racine |

Gérard Raffaelli
Anne Rasmussen
Justinien Raymond
Gilbert Raymond
Vincent Rebérioux
Pierre-Yves Rebérioux
Fabienne Rebérioux
Louis Richaud
Jean-Pierre Rioux
Michèle Riot-Sarcey
Jean Rittener
Monique Rolland
Guy Rousseau
André Rousseaux
Alain Ruby
Odile Rudelle
Alain Ruscio
Nicole Savy
Marianne Schaub
Pierre Schill
Stéphane Sirot
Béatrice Slama
Guy Souchal
Léon Strauss
Andrée Tabouret-Keller
Danielle Tartakowsky
Marie-Noëlle Thibault
Michel Trebitsch
Lucette Valensi
Claude Vallérian
Jean-Yves Veillard
Nicolas Verdier
François Veron
Eric Vial
Pierre Vidal-Naquet
Philippe Vonthron
Marc Vuilleumier
Annick Wajngart
Michel Winock
Pierre Ysmal
Yvonne Zollinger

# Table

Achevé d'imprimer en avril 1999
Par **SAGIM**
A Courtry (77)

*Imprimé en France*

Dépôt légal : avril 1999
Numéro d'imprimeur : 3534

# AVENIRS ET AVANT-GARDES EN FRANCE (XIX$^{e}$-XX$^{e}$ SIÈCLES)
## Hommage à Madeleine Rebérioux

« Au reste, qu'est-ce que l'histoire si elle ne pose pas à toute la trajectoire temporelle les questions du présent », écrit Madeleine Rebérioux en 1996 dans la *Revue des revues* (IMEC), reconnaissant ainsi les multiples liens qui rapprochent le passé de l'avenir. Ces questions, l'historienne du socialisme, l'historienne de la citoyenneté, l'historienne de Jaurès, n'a cessé de les poser à ce passé proche et lointain que constituent les XIX$^{e}$ et XX$^{e}$ siècles français. Pour mieux les révéler, elle a choisi de privilégier l'étude des personnes, des groupes, des idées ou des pratiques qui exprimaient toute la tension de l'humanité pour construire un monde meilleur, plus juste, plus égalitaire, plus riche de pensées, de sentiments, de cultures, d'images et d'imaginaires. Formée d'articles, de préfaces et d'interventions, l'œuvre de Madeleine Rebérioux ne cesse ainsi de susciter des vocations, des prolongements, des débats.

Dans cet esprit d'ouverture de champs nouveaux de l'histoire et d'attention particulière pour celles et ceux qui ont voulu frayer des chemins nouveaux à l'humanité, des élèves et des collègues de Madeleine Rebérioux ont choisi d'écrire ce livre en son hommage, qui est aussi et d'abord un hommage à l'histoire contemporaine. Ce choix de l'histoire est du reste la meilleure façon d'honorer une historienne du contemporain, engagée dans la politique parce que la politique est une autre manière de faire de l'histoire. Autour des pensées d'avenirs et des choix d'avant-garde, la diversité des contributions de cet ouvrage reflète les multiples influences d'une histoire sociale, intellectuelle et culturelle en constant renouvellement, retrouvant une dimension politique qu'elle n'a jamais quittée.

*Les auteurs : Gérard Baal, Jean-Jacques Becker, Maïté Bouyssy, Gilles Candar, Christophe Charle, Yolande Cohen, François Delpla, Vincent Duclert, Rémi Fabre, Patrick Fridenson, René Gallissot, Marie-Claude Genet-Delacroix, Jacques Girault, Marie-Louise Goergen, Philippe Gumplowicz, Charles Heimberg, Lucien Mercier, Gérard Noiriel, Philippe Oulmont, Christophe Prochasson, Michèle Riot-Sarcey, Nicole Savy, Marianne Schaub, Béatrice Slama, Marie-Noëlle Thibault, Lucette Valensi, Pierre Vidal-Naquet.*







Couverture : Jean Jaurès au Pré Saint-Gervais, lors du meeting contre la loi de trois ans (25 mai 1913). Centre national et Musée Jean-Jaurès (Castres).

**Éditions La Découverte, 9 *bis*, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris**

ISBN 2-7071-3038-9 **210 F**